

INDEX ANALYTIQUE

DES

DÉBATS

DE LA

CINQUIÈME SESSION DU DOUZIÈME PARLEMENT

DE LA

PUISSANCE DU CANADA

4 FÉVRIER AU 15 AVRIL 1915

IMPRIME PAR ORDRE DU PARLEMENT



OTTAWA

IMPRIMÉ PAR J. DE L. TACHÉ, IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE
MAJESTÉ LE ROI

1915

91197—1

MODE D'EMPLOI.

L'Index analytique des Débats de la Chambre des communes contient trois parties:—

1° Index par séance,

2° Index par sujet,

3° Index par député.

A l'aide de ces trois Index on peut se procurer tous les renseignements que l'on désire sur le travail de la session.

L'*Index par député* contient le travail accompli par chaque député et renvoie, pour l'analyse du travail fait, à l'Index par sujet.

L'*Index par sujet* donne le résumé analytique de la discussion et renvoie: pour le texte complet, aux Débats de la Chambre des communes dont la page est indiquée; et: pour le Volume des Débats, ainsi que pour la date de la séance, à l'*Index par séance*, qui complète le cycle d'informations nécessaires pour reconstituer promptement tout le débat sur n'importe quelle matière.

INDEX ANALYTIQUE

DES

DÉBATS

DE LA

CINQUIÈME SESSION DU DOUZIÈME PARLEMENT

DE LA

PUISSANCE DU CANADA

4 FÉVRIER AU 15 AVRIL 1915

INDEX DES SUJETS

ADRESSES.

ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS DU TRÔNE:

M. W. G. Weichel—Propose qu'adresse soit présentée à S.A.R., en réponse au discours du Trône—4; période solennelle de l'histoire de notre pays—4; sentiments de respect et de gratitude pour la bienveillante courtoisie de Leurs Altesses royales envers le peuple canadien—4; remerciements du peuple canadien—4; formation et départ du premier contingent—4; œuvre de la Croix-Rouge—4; mesures destinées à nous faire triompher de la crise actuelle—4; cimenter les liens de l'unité impériale—5; besoin d'un courage d'un ordre supérieur—5; lutte prodigieuse qui changera la carte de l'Europe—5; anxiété du peuple canadien—5; notre existence même est en jeu—5; paroles prophétiques de lord Roberts—5; force de la ration repose sur son pouvoir maritime—5; guerre actuelle n'a pas été désirée par l'Angleterre—6; hommes d'Etat anglais ont essayé par tous les moyens possibles en leur pouvoir d'éviter un conflit—6; guerre a créé dans le monde entier une situation qui n'est pas très avantageuse—6; pendant des années nous avons joui d'une prospérité sans précédent—6; gens perdirent la tête—6; nous allons

ADRESSES—*Suite.*

ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS DU TRÔNE—*Suite.*

trop vite—6; spéculation dû subir un arrêt—6; guerre a tout simplement hâté le rétablissement de notre situation économique—6; bourses ont dû fermer leurs portes—6; c'est ce qui a sauvé la situation jusqu'à un certain point—6; nous avons pu éviter la panique et le désastre en ce pays—6; l'un des signes les plus encourageants au Canada—6; notre situation agricole—6; hausse des prix—6; pays européens ne seront pas en état de produire leur récolte régulière—6; on va avoir recours au Canada—7; cultivateur prévoyant augmentera la superficie de ses terres en culture—7; stimulons la production agricole—7; cherté de la vie et chômage—7; avons tenu tête à la tempête mieux que n'importe quel autre pays au monde—7; situation financière du Canada—7; confiance publique d'un bout à l'autre du pays—7; balance du commerce en notre faveur—7; opinion des grands financiers—7; production à outrance est le moyen le plus sûr d'assurer notre indépendance industrielle—7; avons les ressources essentielles à notre prospérité—7; fin de la guerre et rétablissement de la paix—7; ce résultat ne peut être ob-

ADRESSES—*Suite.*ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS DU TRONE—*Suite.*

tenu que par la force des armées britanniques, l'argent et la confiance en soi-même—7; faut faire renaître la confiance—7; diminuer les folles dépenses—7; grand remède à appliquer—7; acheter des marchandises fabriquées en Canada—8; fiers de l'excellence de nos produits—8; patriotes et loyaux en n'achetant que des marchandises fabriquées au Canada—8; situation des industries canadiennes—8; commandes de fournitures militaires—8; commerce a repris son cours—8; nécessité d'être les maîtres de notre marché domestique—8; initiative qui assurera le soutien de l'atelier national, le crédit et la satisfaction de la nation—9; protection du drapeau britannique—9; grande valeur du titre de sujet britannique—9; nos compatriotes canadiens allemands—9; se sont montrés laborieux, économes, énergiques—9; au sujet des affaires ils ont fait preuve d'aptitudes qui ont provoqué l'admiration de tous les Canadiens—9; Allemands du Canada sont fiers de leur race, des progrès qu'a faits leur pays—9; la science et l'art allemands sont choses qu'il ne faut pas confondre avec le militarisme prussien—10; les Allemands du Canada combattant côte à côte avec les autres canadiens de toute nationalité, feront leur devoir en se représentant parfaitement qu'ils luttent pour la liberté, pour assurer leur existence et la mort du militarisme dans le monde entier—10; là où flotte le drapeau britannique règnent la sécurité et la justice—10; l'Angleterre lutte pour la liberté, pour les droits des petites nationalités et pour l'inviolabilité des traités—11; mort de plusieurs députés canadiens—11; député Clare d'origine germanique—11; était Canadien avant tout—11; MM. Thomas Beattie et Emmerston—11.

M. H. Achim—Temps est à l'action et non à la parole—12; appuie l'adresse—12; confiance inaltérable dans nos destinées—12; moins souffert au point de vue économique que les autres pays dans le conflit—12; campagnes de ma province ont reçu le choc sans broncher—12; regardent l'avenir avec la confiance que donne la conscience de la jeunesse et de la force—12; relèvement des prix favorables sur les produits de la ferme—12; pour l'artisan et l'ouvrier des villes de nouvelles industries sont créées par la force des circonstances—12; banques devraient sortir les capitaux canadiens d'une stagnation qui aurait pu nous être fatale—12; nos institutions de crédit devraient se montrer plus larges dans leurs opérations avec le public—12; prospérité nationale dont Cartier a jeté les bases—13; rien n'empêchera que le vingtième siècle reste le siècle du Canada—13; ceux qui sont partis pour la guerre—13; ils croient que si l'empire vaut qu'on y vive, il vaut bien aussi qu'on meure pour le défendre—13; ceux qui sont restés au foyer assurent la continuation de notre vie écono-

ADRESSES—*Suite.*ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS DU TRONE—*Suite.*

mique—13; députés qui ont répondu à l'appel des armes—13; notre peuple a fait son devoir—13; Canada ne pouvait pas rester indifférent aux dangers de l'empire—14; obligation constitutionnelle de prendre part aux guerres de l'empire—14; notre peuple sait se servir de sa liberté—14; héroïque défense de la Belgique—14; place de choix dans l'histoire économique—15; Belges dans le comté de Labelle—15; l'issue de la guerre dépendra de la force de résistance des armées—15.

Sir Wilfrid Laurier—Approuver sans restriction le ton élevé des discours—15; tribut de reconnaissance à Leurs Altesses royales—15; l'absence de M. Bédard—15; fait significatif—16; nos concitoyens allemands—16; besoins et responsabilités de la guerre—16; aucun signe pouvant faire présager la conclusion prochaine de la guerre—16; progrès de la science—16; Allemands ont été refoulés—16; présente guerre n'est pas un conflit ordinaire—17; lutte de deux principes—17; liberté et domination—17; si l'Allemagne était victorieuse, nous perdriens le bénéfice des conquêtes quasi séculaires de la liberté du progrès, de la démocratie, de l'humanité, conquêtes dues au sens pratique de l'Angleterre et à l'idéalisme de la France—17; permettre aux dominions de se prononcer sur toutes les questions de paix et de guerre—18; assumer de très lourds fardeaux—18; lorsque la paix sera rétablie il sera temps de discuter ces problèmes—18; l'Angleterre est la moins militariste des nations de l'Europe—18; renoncé à la manie des conquêtes—18; fléau de tant de nations puissantes—18; source de la ruine de l'Allemagne—18; discours du Trône ne traite que la question de la guerre—18; devoir de ne rien faire pour embarrasser le ministère—18; nation canadienne a généreusement ouvert sa bourse—19; avons lieu d'attendre du ministère un exposé complet de l'emploi qui a été fait des fonds qui lui ont été confiés—19; il s'est commis des erreurs, perpétrés des fraudes—19; l'on devrait faire la lumière la plus complète sur cette affaire—19; bottes fournies aux soldats ne sont pas telles qu'elles devraient être—19; opinion du *Shoe and Leather Journal*—19; enquête approfondie—20; je ne fais pas de cette affaire une question de parti—20; dans le but de connaître la vérité—20; nous prémunir contre la répétition de telles erreurs—20.

Sir Robert Borden—Service signalé que S.A.R. rend au pays et à l'empire—20; participation du Canada à la guerre—20; part que les citoyens d'origine allemande ont prise à l'édification de l'empire et plus particulièrement à celle de notre jeune nation—21; leur situation—21; sont des Canadiens comme nous-mêmes—21; sauf de très rares exceptions, les immigrants venus d'Allemagne ou d'Autriche-Hongrie et qui se sont fait natura-

ADRESSES—*Suite.*ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS DU TRONE—*Suite.*

liser citoyens canadiens ont observé fidèlement les lois et les règlements de notre pays—21; principes de liberté, base de cet empire—21; les disparus de la scène parlementaire—21; droits et libertés des colonies autonomes—22; dépenses de la guerre—22; c'est le droit indiscutable de cette Chambre de posséder les renseignements les plus complets sur cette dépense—22; s'il s'est produit des erreurs de fait ou de jugement, de les connaître afin d'en prévenir le retour à l'avenir—22; chaussures de la milice—22; le meilleur type de chaussures—22; ni nécessaire ni opportun de faire allusion aux causes de la guerre—22; réponse de l'Italie à l'Allemagne—23; Livre jaune publié par le gouvernement français—23; document secret—23; propagande allemande à travers le monde—23; l'acte de l'Allemagne en imposant cette guerre terrible a été condamné dans le monde entier—24; protection de la marine anglaise—24; récente déclaration du gouvernement allemand—24; navires marchands seront coulés par les sous-marins—24; l'Allemagne fait la guerre au monde entier—25; respect des obligations sacrées des traités—25; droits des petites nations—25; part du Canada—25; unité d'inspiration—25; opinion de M. Harcourt sur le premier contingent—26; le programme de l'Allemagne—26; la Grande-Bretagne et ses alliés—26; lettre postorale du cardinal Mercier—27; événements des six derniers mois marquent une nouvelle étape de notre existence nationale—27; force de notre empire—27.

M. Michael Clark—Dans le fait que l'adresse a été proposée par un député d'extraction allemande, et appuyée par un député d'origine française, il y a là une singulière et frappante preuve de la grandeur du drapeau britannique sous lequel nous vivons et de tout ce qu'il symbolise—28; situation privilégiée de notre empire—28; n'existe pas de divergence d'opinion—28; Richard Cobden et John Bright deux grands politiques britanniques—28; observations historiques—29; importance de l'œuvre accomplie par la flotte britannique—29; l'Allemagne n'a jamais inspiré la moindre confiance—29; enseignements de Richard Cobden—29; nécessité d'appliquer un bon système économique relativement à la production—29; besoin d'un surcroît de production au Canada—29; campagne "Fabriqué au Canada"—29; cela n'a beaucoup désappointé—29; moment n'est pas heureux pour lancer cette phrase—29; elle conduit au défaut même du caractère allemand—29; Allemagne a écarté les marchandises des pays étrangers—29; pas une bonne méthode de percevoir un revenu—30; la protection est une institution très délicate—30; suppression du militarisme—30; un des résultats de la guerre—30; moyens de supprimer les armements gigantesques—30; nous sommes sur le point de célébrer un centenaire de

ADRESSES—*Suite.*ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS DU TRONE—*Suite.*

la paix—30; sur ce continent nous sommes à de meilleures vues de civilisation qu'en Europe—30; devoir par excellence du Parlement et du pays—31; présenter un front uni devant l'ennemi—31; l'opposition ne peut renoncer à son droit de critiquer raisonnablement—31; incombe au gouvernement de conduire ses affaires de façon à éviter de provoquer l'esprit ou les critiques de partis—32; littérature de parti—32; nous du parti libéral n'avons pas un seul reproche à nous faire—32; une provocation—32; dissoudre le Parlement—32; l'œuvre de journaux jaunes—33; meilleur moyen de mesurer notre valeur—34; avec nos alliés nous avons engagé notre honneur—34; nous allons rétablir la sainteté des traités internationaux—34; tâche digne du Canada—34.

M. W. F. Maclean (York-sud)—Point de vue des intérêts du Canada et de l'Amérique—34; si l'Allemagne est victorieuse, nous nous exposons à perdre nos institutions parlementaires—34; histoire du gouvernement parlementaire ou démocratique en Amérique—34; contrôle parlementaire sans restriction—34; c'est le peuple qui y règne—34; a fallu trois cents ans pour arriver à ce résultat—34; menace que comporte le régime militaire d'Allemagne—35; opinion de Abraham Lincoln—35; Allemagne est ennemie du gouvernement populaire—35; menace faite à la démocratie américaine—35; nous allons aider au peuple allemand à obtenir les institutions parlementaires libres—35; avec ce résultat la menace suspendue sur l'univers entier n'existerait plus—35; ce qui déterminerait la paix définitive—35; devoir de l'heure présente—36; la gloire de l'Angleterre—36; Américains sont avec nous—36; convaincu qu'avant que cette guerre soit terminée, les Etats-Unis seront forcés de s'unir aux alliés—36; Canada videra sa bourse et offrira jusqu'à son dernier enfant pour maintenir la cause du gouvernement parlementaire et des institutions démocratiques—37; concours des Allemands des Etats-Unis et du Canada—37.

M. Macdonald (Pictou)—Responsabilité qui repose sur les députés—37; Dr Béland en Belgique—37; nos obligations envers l'empire—38; gestion des fonds publics destinés à la guerre—38; achat des chaussures aux soldats—38; chevaux des Provinces maritimes—38; munitions de guerre—38; commandes placées aux Etats-Unis—38; salaires courants dans les entreprises adjudgées par l'Etat—38; proposition de sir William Mulock—38; protéger nos ouvriers dans les présentes circonstances—39; fabrication des obus—39; surveiller l'entreprise des fournitures militaires—40; on devrait faire en sorte de garantir aux employés de ces diverses industries dans tout le pays la continuation de leur travail aux salaires courants, sans augmentation du nombre d'heures de travail—40; question de la guerre—

ADRESSES—*Suite.*ADRESSE EN REPOSE AU DISCOURS
DU TRONE—*Suite.*

40; après la paix il faudra remanier la carte du monde—40; l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération canadienne—40; sentinelle qui garde le grand Saint-Laurent—41; assurer la sûreté de la navigation du Saint-Laurent—41; ne pas user de parcimonie à l'égard de Terre-Neuve—41; devoir du Canada—41.

Adresse adoptée—41.

Sir Robert Borden—Propose qu'adresse soit grossoyée et présentée à S.A.R. le Gouverneur général—41.

Adopté—41.

AJOURNEMENTS.

VACANCES:

CONGE DE PAQUES.

Sir George Foster—Propose que Chambre s'ajourne du 1er au 3 avril—1987.

Adopté—1987.

POUR DISCUSSION:

FOURNITURE DU GRAIN DE SEMENCE
AUX CULTIVATEURS DE L'OUEST.

M. Martin (Regina)—Demande ajournement—51; fournir du grain de semence aux cultivateurs des provinces de l'Ouest—51; urgence d'en fournir à ceux qui en manquent—51; cela est arrivé à deux ou trois reprises—51; cette politique ne fut jamais discutée—51; état de choses actuel dans l'Ouest—51; nécessaire au développement de la Saskatchewan, cette année, de fournir du grain de semence aux cultivateurs qui n'ont pas encore reçu leurs lettres patentes, et aussi à ceux qui les possèdent—51; sécheresse en 1914—51; très pauvre récolte—51; apparence d'un désert sur une étendue de cent milles—51; il y a lieu de fournir cette année du grain de semence à d'autres parties de la Saskatchewan que celles qui ont eu à souffrir de la sécheresse—51; cultivateurs ont été trompés au sujet de l'attitude du Gouvernement—52; cultivateurs ont vendu leurs semences et se trouvent tout à fait au dépourvu—53; public a cru que le Gouvernement distribuerait des semences à tous les cultivateurs qui en feraient la demande—53; pas de crédit auprès des banques—55; décision doit être prise sans retard—55.

Hon. W. J. Roche—Historique de la question du grain de semence—55; en 1908 ministre de l'Intérieur soutint que le gouvernement fédéral n'avait pas à s'occuper des terres sous patente—55; question du domaine provincial—56; ligne de conduite suivie dans l'Alberta et la Saskatchewan—56; multitude de demandes en dehors de la région affectée par la sécheresse—56; j'ai invariablement répondu que le Gouvernement ne se proposait de secourir que les seuls cultivateurs de la région atteinte par la sécheresse—57; nous n'avons jamais songé à distribuer le

AJOURNEMENTS—*Suite.*FOURNITURES DE GRAIN DE SEMENCE
AUX CULTIVATEURS DE L'OUEST—*Suite.*

grain indistinctement—57; nous pourrions répondre à toutes les demandes légitimes—58.

M. McCraney—Dans chaque cas le recouvrement de la dette sera garanti—59; lettre au Board of Trade de Saskatoon ne comporte aucune restriction—60; grain de semence aurait dû être acheté il y a trois mois et aurait été payé meilleur marché—61.

M. Buchanan—Cultivateurs n'ont subsisté que grâce aux secours fournis par le gouvernement fédéral—61; l'impossibilité où de nombreux cultivateurs se trouvent, cette année, de recevoir du grain de semence est due à certaines banques de ce pays—61; banques refusant toute avance de deniers quelconque—61; situation dans la partie méridionale de l'Alberta—61; foi dans l'avenir de cette région—62.

M. Thomson (Qu'Appelle)—Situation des cultivateurs qui ont vendu leur grain—63; situation pas aussi mauvaise pour le blé que pour l'avoine—63; grain détruit par la grêle—63; banques refusant d'avancer de l'argent aux municipalités pour aider à fournir la semence—63; situation financière pas ordinaire—63.

M. Neely—Gouvernement a changé d'avis—64; restreindre les secours—64; aux seules régions qui ont souffert de la sécheresse—64; plusieurs cultivateurs en dehors de la zone de sécheresse seront dans l'impossibilité de semer—64; pays ne peut pas supporter une diminution de récolte—64; intérêt du Canada et de l'empire—64; situation sérieuse—64; le cultivateur de l'Ouest qui ne peut acheter du grain de semence cette année est dans une situation plus malheureuse que dans aucune autre saison de semailles—65.

Hon. R. Rogers—Corriger une fausse impression—65; modifier le plan de conduite pour le rendre plus libéral—65; lettre adressée à M. Bruce Walker—65; véritable état de choses—65; au secours de ceux que la sécheresse avait éprouvés—65; Gouvernement entend faire ce que les habitants de l'Ouest nous ont exposé—66; instructions données à M. Walker—66; opinion du premier ministre de la Saskatchewan—66.

M. Warnock—Pas un seul cultivateur de l'Alberta-Sud qui ne désire accroître sa production—67; bienfait pour l'empire en général—67; classe agricole a besoin de notre concours financier—67; aviser aux moyens de se procurer du grain de semence—68; quelqu'un a commis une bêtise—68; indécision en formulant un système de secours—68; porteurs de lettres-patentes ne reçoivent pas d'aide—68; se trouvent en pire posture que les occupants de homesteads—68; impuissance d'obtenir un prêt d'une banque de l'Ouest—68; banques devraient réfor-

AJOURNEMENTS—*Suite.*FOURNITURES DE GRAIN DE SEMENCE
AUX CULTIVATEURS DE L'OUEST—*Suite.*

mer leur attitude—68; prospérité des villes repose sur la prospérité de nos populations rurales—68; le retour à la terre—69; conditions actuelles de l'agriculture—69; devoir impérieux du Gouvernement—69; encourager les cultivateurs de toute façon—69.

Hon. F. Oliver—Aucun motif ne peut justifier l'incertitude qui s'était répandue dans l'esprit des populations de l'Ouest particulièrement intéressées à cette question—69; fonctionnaire du Gouvernement qui a provoqué l'inquiétude—69; c'est au Gouvernement qu'il appartient de faire renaître le calme—69; obtenir l'assurance que l'affaire sera réglée—70; s'il doit y avoir une division d'autorité et de responsabilité cette division devrait être établie sans délai—70; importance de l'affaire au point de vue national—70; qu'aucun groupe ne soit privé des secours requis—70.

M. Clark (Red-Deer)—Examiner la question au point de vue des résultats qui pourront être obtenus—71; serait possible de s'enquérir auprès des colons qui ont reçu de l'aide pour savoir combien de fois ils ont été atteints par la sécheresse—71; si le principe qu'on pourrait appeler la colonisation intensive n'a pas été poussée trop loin dans le sud de l'Alberta—71; préférable de consacrer cette région à l'élevage du bétail—71; ne donne de récolte qu'une fois tous les quatre ans—71; étendre plan de région atteinte par la sécheresse—71.

Hon. A. Meighen—Devoir de venir au secours de ces pauvres gens—71; responsabilité qui nous incombe—71; situation grosse de difficultés—72; cause première de cette calamité publique—72; sécheresse et crise financière—72; responsabilités du Gouvernement sont devenues onéreuses à cause de ces circonstances—72; situation extraordinaire—72; impossible d'y appliquer le remède employé en 1908—72; nécessité de faire un pas de plus—72; responsabilités que doivent se partager le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et les conseils municipaux—72; attitude méritant l'approbation—74; assurer le soulagement de tous les malheureux méritant d'être secourus—74.

M. Turriff—Déclaration catégorique de M. Walker—75; exigerait un billet à ordre—75; la situation—75; entente avec les gouvernements provinciaux—75; faut procurer du grain de semence—75; pour quoi séparer la responsabilité—76; prenez des garanties mais donnez du grain—76; Gouvernement ne perdra pas un sou—76; politique des banques—76.

M. Bennett (Calgary)—Situation particulière—76; Gouvernement a bien fait de prendre sur lui de s'occuper de ceux qui vivent sur des terres avec ou sans patente—77; conditions qui existent dans quelques régions de l'ouest du Canada—77; terre a été balayée aussi nette qu'un

AJOURNEMENTS—*Suite.*FOURNITURES DE GRAIN DE SEMENCE
AUX CULTIVATEURS DE L'OUEST—*Suite.*

plancher—77; secours du Gouvernement sont absolument nécessaires—77.

Ajournement refusé—77.

SERVICE CIVIL ET M. ADAM SHORTT.

Sir Wilfrid Lawrie—Question de privilège—682; affaire qui intéresse les privilèges de la députation—681; allusion à ce que le professeur Shortt a dit—681; révocations et nominations sous le présent ministère—681; texte des remarques de l'honorable Wm Pugsley à ce sujet—681; 2,000 renvois, 10,000 nominations—681; remarques de l'honorable M. Rogers—681; vives paroles—681; accuser M. Shortt de s'être rendu coupable d'un acte malhonnête et déshonorant—681; M. le professeur Shortt occupe une position officielle—681; relève du Parlement—681; devoir de prendre connaissance de l'accusation—682; déclaration du professeur Shortt—682; relevé officiel se passe de commentaires—682; professeur a affirmé deux choses—682; congédié 2,000 employés—682; nommé 10,000 titulaires—682; langage du ministre violent—683; donner au professeur Shortt une occasion de se défendre personnellement—683; possibilité de faire une enquête—683; si déclaration est malhonnête—683; possible de la censure la plus sévère—683.

Hon. R. Rogers—Nous ne sommes pas prêts à accepter ce qu'a dit le professeur Shortt—684; professeur admet avoir puisé ses chiffres dans les documents publics—684; personne mieux que lui n'était en situation de connaître les faits—684; plus de 4,000 démissions qu'il faut retrancher des 10,000 révocations mentionnées par M. Shortt—684; affirmations malicieuses du professeur Shortt—684; déclarations sont non seulement malhonnêtes mais fausses—684; a agi de façon déloyale—685; pas conforme à la vérité—685; libéraux étaient en train de faire circuler les chiffres du professeur par tout le pays—685; par l'entremise d'une livraison libérale—685; comment sont réparties les nominations et démissions aux Travaux publics—685; proteste contre la publicité donnée à un rapport erroné que le parti libéral propage dans le pays, avec l'espérance d'embarrasser le Gouvernement—687; M. Shortt, pas plus qu'un autre, n'a le droit de porter de pareilles accusations—687.

M. Sinclair—Professeur Shortt a donné un chiffre trop bas—688; Gouvernement a nommé 11,045 fonctionnaires—688; chassés du service—688.

M. Clark (Red-Deer)—"Liberal Monthly" depuis la guerre n'a rien imprimé qui fût marqué au coin de l'esprit de parti—689; professeur Shortt citait les données en question non dans le but d'établir une comparaison entre la manière d'agir du Gouvernement actuel et celle de son prédécesseur—689; pour faire ressortir ce

AJOURNEMENTS—*Suite.*SERVICE CIVIL ET M. ADAM SHORTT—*Suite.*

qu'il considère comme le vice fondamental du service civil—689.

Hon. J. D. Hazen—M. Shortt a voulu donner l'impression au peuple canadien que 10,000 employés se trouvent chargés de la besogne dont 2,000 étaient chargés auparavant—690; imputation injuste—691; conduite inexcusable—691; a cherché à créer une impression fautive dans le public—691; changements à la Marine et aux Pêcheries—691; M. Shortt s'est inspiré de l'esprit de parti—692.

Hon. Wm Pugsley—Demande de fournir au professeur Shortt l'occasion de justifier ce qu'il a dit—695; devoir de nommer un comité pour l'entendre—696; les démissions ont dû être contraintes—697; examiner les états fournis par les différents ministères—699; retards inexcusables—699; énorme augmentation du personnel est injustifiable—699.

Hon. Arthur Meighen—Discussion dans laquelle l'opposition désirerait aujourd'hui n'être jamais entrée—701; professeur Shortt a fait une déclaration la sachant fautive—702; a compté les nominations temporaires—703.

M. Nickle—Temps d'instituer une enquête—704; Gouvernement devrait y voir si la situation est aussi grave qu'on le dit—704.

Hon. W. T. White—Ce qui s'est passé aux Finances—705; si le professeur Shortt avait pris la peine de s'enquérir des faits—705; faut qu'il s'abstienne de toute ingérence politique—707; s'est rendu coupable d'indiscrétion—707.

M. Devlin—Gouvernement libéral a entrepris la réforme du service civil—709; placé service intérieur sous une commission—709; s'il était possible de traiter les membres du service extérieur comme les grandes compagnies traitent leurs employés, ce serait un grand soulagement pour le public et pour les députés ministériels—709; faire disparaître l'odieux favoritisme—709.

Hon. T. C. Casgrain—Affaires expédiées par le département des Postes en trois ans—710; travail justifie augmentation du nombre d'employés—710; département compte 23,700 employés—710; devoir de donner un service postal aussi parfait que possible—710; doit aller de l'avant—710; rapports de 1913 et 1914—710.

Hon. J. D. Reid—Connaissant le professeur Shortt, il a fait sa déclaration de propos délibéré dans le but d'influencer les électeurs du pays contre le Gouvernement du jour—711; politicien agressif—711; les examens du service civil—713; genre de questions que l'on pose aux candidats—713; données relatives au ministère des Douanes—713.

AJOURNEMENTS—*Suite.*SERVICE CIVIL ET M. ADAM SHORTT—*Suite.*

M. McKenzie—Rien trouvé de grave contre M. Shortt—715; sévérité exceptionnelle à l'endroit des membres du service civil—716; enquêtes de M. Duchemin—717; dans un cas il a réclamé \$128 au lieu de \$21—718; texte des remarques à ce sujet—717; accusation qui demande enquête—718.

M. Fowler—M. Shortt parle trop—719; savait que le Sénat ne consentirait point à lui enlever sa charge pour avoir proféré des paroles qui comportait un blâme sur le Gouvernement du jour—720.

M. J. J. Hughes (I. P. E.)—Preuve concluante à l'appui de l'affirmation du professeur Shortt—723; ce qui s'est passé dans l'île du Prince-Edouard—723; mises à la retraite forcées—723.

M. A. De Witt Foster—Prétendue trêve politique—724; pas observée par les libéraux—724; examens du Service civil—725; en étudiant les questions qui ont été préparées à différentes époques par la commission du Service civil on peut trouver beaucoup à redire au travail de la commission elle-même—725; M. Shortt devrait être relevé immédiatement de ses fonctions—726.

M. Macdonald—Comment la trêve politique a été établie et observée—726; l'affaire Shortt—727; Gouvernement agirait avec plus de dignité, en le faisant comparaître à la barre du Parlement—728.

Sir Robert Borden—On a cherché à faire de la politique avec l'affaire Shortt—729; si M. Shortt désire une enquête, elle lui sera accordée—730; je ne trouve pas qu'il y ait lieu de faire une enquête sur la question de savoir s'il a ou n'a pas employé le langage qu'on lui attribue—730; il ne s'est pas occupé de nier jusqu'à présent—730; a fait un exposé injuste—730; a créé chez le peuple une impression défavorable au Gouvernement, que les faits ne justifient pas—730; regrette que l'incident soit survenu—730.

Hon. G. P. Graham—Artiste en fait de destitution—731; repousse l'accusation que la gauche manque de patriotisme—731; pas de traîtres parmi nous—732; gravité de la situation—732; nous sommes prêts à accorder tous les crédits nécessaires—733; nous ne renoncerons pas à notre droit de critiquer la gestion des affaires publiques—733; comment les conservateurs observent la trêve—733; pamphlet politique—734; le "Federal Press Bulletin"—734; l'affaire Shortt—735; pas de plus noble type que celui d'Adam Shortt—736.

SERVICE POSTAL DE LA NOUVELLE-ECOSSE.

M. Kyte—Se plaint façon dont s'effectue le service postal—964; service coûte \$13,000,000 par année—964; créé une multitude d'itinéraires ruraux et autres installations—964; Nouvelle-Ecosse ne jouit

AJOURNEMENTS—*Suite.*SERVICE POSTAL DE LA NOUVELLE-ECOSSE—*Suite.*

pas des commodités nouvelles—964; si le service des postes venait à ne plus inspirer de confiance, l'édifice de la vie civile tremblerait sur ses bases mêmes—964; mauvais service du courrier—965; texte d'une lettre d'un fonctionnaire qui se plaint—965; d'autres plaintes—965; protester contre de nombreux changements de maîtres de poste—965; plusieurs nouveaux fonctionnaires croient qu'ils ont pleine liberté de violer tous les règlements—966; il y a dans mon comté certains bureaux de poste où je ne voudrais pas risquer de déposer une lettre confidentielle pendant la période électorale—966; demande que le directeur général des Postes donne à ses inspecteurs les instructions nécessaires pour qu'ils découvrent la cause de la disparition des lettres—966; que les maîtres de poste soient avertis que si à l'avenir ils retiennent ou ouvrent les lettres qui passent par leurs bureaux ils courent le risque d'être sommairement destitués—966.

M. McKenzie—Défendre que le bureau de poste serve de lieu de réunions politiques—967; perpétuelle violation des lois—967; directeur général des Postes ne saurait être trop sévère—968.

M. Carroll—Retard dans l'expédition des lettres—968; lettres mal acheminées—968.

Hon. T. C. Casgrain—Entendre individus avant de punir—968; rien ne sera négligé pour perfectionner le service postal—968.

Sir Robert Borden—Faits autrement graves survenus il y a six ans—969; pas dit que fonctionnaire libéral avait fait la chose de propos délibéré—969; vaste pays—969; retards doivent parfois fatalement se produire—969; tant qu'on n'aura pas signalé quelque irrégularité bien clairement constatée et nettement formulée, je dois, au nom des directeurs de la poste en Nouvelle-Ecosse repousser les attaques dirigées contre eux—969.

SITUATION DES CANADIENS AUX ETATS-UNIS.

M. Gray—Question urgente et d'intérêt public—1269; quelques Etats de l'Union américaine refusent aux citoyens le droit de faire valoir devant les tribunaux leurs réclamations ou leurs contrats vis-à-vis de personnes et de compagnies dans ces Etats—1269; état de choses sérieux—1270; fait tort à nos compatriotes—1270; texte d'une lettre de M. Wm. Short, de London, Ont.—1270; lettre de Mlle Short, de Mendocino, Californie—1270; lettre de M. J. Nooman Dean, d'Havelock Court—1270; cette loi inique devrait disparaître—1271.

Hon. C. J. Doherty—Si l'on établit l'exactitude des faits—1271; Canadiens souffrent

AJOURNEMENTS—*Suite.*SITUATION RES CANADIENS AUX ETATS-UNIS—*Suite.*

d'une injustice—1271; donné des instructions afin que l'on fasse une enquête complète à ce sujet—1271.

Ajournement refusé—1271.

OBSERVATIONS SUR LE RAPPORT DE M. T. R. FERGUSON.

Hon. Frank Oliver—Enquête faite par M. T. R. Ferguson—2688; ses rapports représentent une dépense de \$40,000 au trésor fédéral—2688; seul but de l'enquête—2688; découvrir des choses blâmables sous l'ancienne administration—2688; s'est inspiré de l'intérêt politique plutôt que du désir de sauvegarder l'intérêt général—2689; examen des rapports—2689; affaire du *Bulletin*, de l'honorable Frank Oliver et du Grand-Tronc-Pacifique—2689; allégation que le Grand-Tronc-Pacifique détient \$15,000 d'actions dans la compagnie du *Bulletin* dont je suis le plus fort actionnaire—2689; journal tomba en la possession d'une société anonyme—2689; vers 1906 compagnie du Grand-Tronc-Pacifique prenait des actions de cette entreprise pour quinze mille dollars—2690; pas acquis la moindre influence dans l'administration du département de l'Intérieur—2690; il n'y a dans tout cela rien de mystérieux—2690; nos ministres en vue de se venger d'un adversaire politique se sont prévalus des pouvoirs dont ils sont investis pour la protection de l'intérêt public, et en ont fait un instrument de persécution, et d'inquisition dans les affaires particulières d'un membre du parti adverse, relativement à une opération dont le Gouvernement canadien n'avait aucunement à se préoccuper—2691; si M. Ferguson avait trouvé la preuve de quelque collusion, de quelque entente secrète entre moi comme ministre de l'Intérieur et le Grand-Tronc-Pacifique, alors il aurait eu raison de s'enquérir de la nature de nos relations—2691; 2691; s'enquérir d'affaires privées—2691; j'ai été l'objet de tentatives de chantage depuis plusieurs années—2691; aucune n'a réussi—2691; accusation contre M. Cruise—2691; aurait fait l'acquisition d'un homestead sur de fausses représentations—2691; terrain a été obtenu conformément à la loi—2692; façon d'agir de M. Ferguson—2693; brigandage politique banal—2693; cas de la Southern Alberta Land Company, Limited—2694; M. Ferguson veut faire croire que la compagnie n'aurait pas dû obtenir des terres—2694; compagnie fait bien son travail d'irrigation au point que le gouvernement actuel est prêt à lui payer \$140,000 pour l'aider dans son entreprise—2694; affaire du barrage Craven—2695; désir de M. Ferguson—2695; livrer à une publicité malsaine les noms du lieutenant-gouverneur Brown et du premier ministre Walter Scott—2695; M. Brown en 1900 a acheté des terres inondées—2695; était alors simple citoyen—2695; valeur des

AJOURNEMENTS—*Suite.*OBSERVATIONS SUR LE RAPPORT DE M. R. FERGUSON—*Suite.*

terres a augmenté considérablement entre 1900 et 1912—2695; à \$3.27 l'acre M. Brown dans le temps payait un prix raisonnable—2695; rapport touchant la réserve des Indiens du Sang—2697; tentative de faire croire que M. Frank Pedley, chef du département des Affaires indiennes, avait un intérêt monétaire dans l'opération—2697; un des concessionnaires de cette réserve, M. Peter Ryan, lui devait de l'argent, ou il en devait à la banque du Commerce, avec la garantie de M. Pedley—2697; celui-ci avait endossé un billet de Ryan à la banque du Commerce, ceci dès avant la concession. Plus tard, la banque voulant être payée, Ryan céda à un nommé Bedford Jones une part de ses intérêts dans la concession—2697; M. Jones vendit à un nommé Miller, moyennant \$1,000, cet intérêt, et l'argent fut employé à réduire la dette de Ryan à la banque du Commerce—2697; voilà toute l'affaire Pedley—2697; plus tard M. Pedley alors qu'il n'était plus fonctionnaire de l'Etat a acheté des terres des sauvages de la manière ordinaire, avec concurrence et publicité—2699; voici un rapport qui a coûté au pays, près de \$40,000, ce qu'il faut considérer comme la preuve indiscutable que, sous le régime libéral, l'administration des terres domaniales, dans tout son ensemble, a été faite avec intégrité, et les chiffres cités démontrent que cette question a abouti aux meilleurs résultats—2700.

Hon. W. J. Roche—Rapport contient des révélations qui donnent lieu de croire que c'est un judicieux emploi des deniers publics—2700; ancien ministre de l'Intérieur (l'hon. Frank Oliver) n'a pas administré les affaires du ministère de l'Intérieur dans les meilleurs intérêts du pays—2701; texte du rapport concernant l'achat d'obligations par le Grand-Tronc-Pacifique dans le journal le "Bulletin", d'Edmonton—2701; cette opération n'aurait pas dû être faite pendant que M. Oliver était ministre—2701; M. Ferguson a donc établi la preuve de ce qu'il voulait, à savoir que la compagnie du Grand-Tronc-Pacifique était en relations d'affaires avec le département de l'Intérieur—2702; que la compagnie du Grand-Tronc-Pacifique avait fait l'acquisition au prix de \$15,000, d'un lot d'actions dans la compagnie de publication dont le propriétaire était le ministre de l'Intérieur du temps—2702; personne ne peut expliquer les raisons de ce placement—2703; centaines de libéraux qui ont obtenu des terrains n'étaient pas des colons—2703; comment M. Cruise a obtenu une terre—2703; emprunté du bétail chez son voisin—2703; opérations de la "Southern Alberta Land Company"—2705; le projet Aylwin—2705; intervention de M. Robert de Montréal, président de la compagnie des tramways—2705; commission de \$12,000—2705; examen de la vente de différentes concessions forestières dans l'Ouest—2709; concession minière à M. Wills—2711; négligence à sauvegarder les fonds du ministère de l'Inté-

AJOURNEMENTS—*Suite.*OBSERVATIONS SUR LE RAPPORT DE M. R. FERGUSON—*Suite.*

rieur et les intérêts du pays—2712; vente de terres des sauvages à M. Fahrni—2713; vente annulée et une somme de \$5,000 fut confisquée—2713; quelques jours plus tard cette décision fut révisée, M. J. J. Anderson de la banque Union acheta la propriété qui fut ensuite transférée à M. Frank Oliver—2714; texte d'une lettre de M. Fahrni; cette terre vaut \$71,000—2715; pays perd \$50,000 environ—2716; nous pourrions déterrer beaucoup d'autres choses sans recourir à l'enquête tenue par M. Ferguson—2716; pays a été dépouillé de concessions forestières données aux amis politiques de l'ancien gouvernement—2717.

Sir Wilfrid Laurier—Affaire Robert—2718; texte d'un article du "Citizen"—2718; on insinue que les négociations de ces terrains ont été faites avec sir Wilfrid Laurier—2719; il n'y a pas un mot de vérité dans cette assertion—2719; personnellement je ne connais rien de cette affaire—2719; pourquoi M. Ferguson ne m'a-t-il pas appelé à rendre témoignage?—2719; j'ai cherché dans le rapport quelque témoignage tendant à justifier cette assertion que j'ai fait office d'intermédiaire dans la circonstance, je ne trouve rien autre chose que des insinuations—2719.

Hon. R. Lemieux—Entreprise d'irrigation d'Aylwin—2720; dépositions sur lesquelles M. Ferguson se base pour rattacher à cette affaire le nom de sir Wilfrid Laurier et le mien—2720; M. Robert ne jure pas m'avoir vu—2721; je ne connais pas M. Aylwin—2721; suis demeuré absolument étranger à cette affaire—2721.

M. Turriff—Toutes les questions du rapport Ferguson ont déjà été débattues ici—2721; rien de nouveau—2721; toutes les opérations en terres ont été faites d'une manière régulière—2722; rien d'insolite dans l'augmentation de valeur—2722; en 1901 terre se vendait \$1 l'acre—2722; neuf ans plus tard le prix était beaucoup plus élevé—2722; n'a rien à se reprocher pendant son administration de commissaire des terres—2722.

Hon. Arthur Meighen—Rapport Ferguson comprend onze différents sujets—2723; irrégularités concernant les terres fédérales dans l'ouest du Canada—2724; fraudes commises dans la région de la montagne du Dauphin—2725; corrompre le peuple pour des fins électorales—2725; manipulation des terres fédérales—2725; centaines de gens ont obtenu des titres auxquels ils n'avaient pas droit—2725; cas de MM. Davis, Cruise et Pedley—2726; brigandage de M. Frank Pedley—2729; fonctionnaires vendeurs et acheteurs—2729; profit de \$57,150 en trois ou quatre mois—2730; opérations en terrains dans les montagnes du Caribou—2730; l'affaire du *Bulletin* d'Edmonton—2730; compagnie du Grand-Tronc-Pacifique souscrit \$15,000 dans le *Bulletin*, journal dans lequel le ministre de l'Inté-

AJOURNEMENTS—*Suite.*OBSERVATIONS SUR LE RAPPORT DE M. R. FERGUSON—*Suite.*

rieur avait un intérêt financier—2731; dans le temps la compagnie avait des rapports importants avec le Gouvernement—2731; pour obtenir des faveurs—2732; cette conduite aurait dû être désavouée par le chef de l'opposition—2732.

Hon. Wm Pugsley—Opération du ministère de l'Intérieur ont été faites régulièrement—2734; accusations manquent de base—2734; compagnies de chemins de fer ont déjà acheté des actions dans des journaux—2737; ne me suis jamais figuré que pareil fait influencerait le propriétaire d'un journal—2737; avant que le Grand-Tronc-Pacifique fit l'acquisition de ses parts dans le *Bulletin*, les relations conventionnelles entre la compagnie et le Gouvernement étaient arrêtées et invariables—2738.

M. Bennett (Calgary)—Fin de la carrière publique de l'honorable Frank Oliver—2742; de 1896 à 1911 libéraux ont fait l'impossible pour aliéner les ressources publiques du Canada—2742; hommes sans le sou s'enrichir subitement aux dépens de la caisse publique—2742; indiens furent les victimes de conspiration—2743; corruption de l'opinion publique—2743; accusations formulées par M. Ferguson—2743; l'affaire Brown—2745; demande de concession à terme pour 32,000 acres de terre à pâturage transformée en concession irrévocable de 60,000 acres—2745; au bénéfice de favoris politiques—2745; hypocrisie de certains de nos hommes publics—2746; système dont la population de l'Ouest a souffert durant quinze ans—2746; affaire Aylwin—2747; correspondance de E. A. Robert—2748; exige 18 cents l'acre pour son influence—2749; enquête Ferguson était nécessaire—2751.

Ajournement refusé—2751.

BILLS.

BILLS DU GOUVERNEMENT AYANT PASSE.

BILL RELATIF A LA LOI DES BANQUES.

Hon. W. T. White—Dépose bill (n° 78) modifiant la loi des banques—1330.

1^{ère} lecture—1330.

2^e lecture—1442.

En comité—1442.

Hon. G. P. Graham—Prêts pour achat de semence, article 1^{er}—1442; hypothèque non enregistrée—1442; autres créanciers que les banques n'ont aucun moyen de se renseigner—1442; banques devraient donner avis des créances de ce genre—1442.

Hon. W. T. White—Tous les jours dans le pays, de pareils gages secrets sont donnés—1443; succursales des banques font continuellement des opérations de cette nature—1443; ne résulte pas de graves

BILL RELATIF A LA LOI DES BANQUES—*Suite.*

désavantages—1443; dans la province de Québec les gages hypothèques sur les biens mobiliers sont illégaux et il n'existe pas dans cette province d'organisation permettant l'enregistrement des gages sur les biens mobiliers, comme dans l'Ontario—1443; présent projet de loi ne concerne que les avances faites pour un but spécifié—les semences—1443; loi ne sera en vigueur que cette année—1444.

M. Sharpe (Lisgar)—L'enregistrement sera une dépense de plus de cinq dollars pour le cultivateur—1445.

M. Maclean (Halifax)—Banques n'accommodent pas suffisamment les cultivateurs—1446; le guerre actuelle ne saurait manquer de provoquer la révision la plus profonde de nos lois sur les affaires de banque dans le but d'assurer aux cultivateurs un plus large crédit aux banques—1447; songer à fonder une grande banque nationale—1446; autres banques seront les actionnaires—1446; sera chargée du réescompte—1446; réescompte devrait exister—1446; gens réclament la révision la plus profonde de la loi sur les affaires de banque—1447; obtenir plus de crédit pour les cultivateurs—1447.

M. Bennett (Calgary)—Parlement ne devrait avoir aucun pouvoir sur le capital des banques—1449; devoir du Canada est double en ce qui concerne les dépôts—1449; préserver le droit du déposant—1449; assurer par une loi raisonnable que les banques se servent de ces dépôts dans l'intérêt public—1449; droit d'émettre du papier-monnaie—1449; privilège extraordinaire accordé aux banques—1449; en retour le Parlement a le droit d'obliger les banques à l'observance la plus rigide de ses obligations—1449; difficulté pour le Dominion du Canada—1450; trop peu de dépôts—1450; volume de notre richesse est trop restreint—1450; situation quant à l'Ouest canadien—1450; volume des dépôts dans le Canada occidental est insignifiant comparé aux prêts—1450; nombre d'institutions financières de l'ouest du Canada en sont venues à la conclusion que le seul moyen d'augmenter permanentement la prospérité de l'Ouest canadien repose entièrement sur le développement d'un plan d'établissement basé sur une donnée étendue et uniforme—1450; je ne crois pas que l'Ouest canadien prospère, si l'on se contente simplement d'inviter les colons à venir au Canada, pour les diriger ensuite sur un point ou sur un autre—1450; pour l'avenir, après la période de rajustement et de reconstruction par laquelle le Canada passera, après la guerre et après la conclusion de la paix, l'espoir du Canada réside dans la possibilité pour nous tous de définir, de tracer et d'appliquer un projet de colonisation avec soin et sérieusement étudié—1450.

M. Carroll—Annexe G exige que l'on déclare que l'argent emprunté servira à acheter du grain de semence—1451; cette protection ne regarde que les banques—

BILL RELATIF A LA LOI DES BANQUES
—*Suite.*

1451; créancier ordinaire devrait avoir aussi la même protection—1451; une déclaration ou un affidavit fermerait la porte aux échappatoires ou à la fraude—1451.

Hon. W. T. White—Sauvegarde réside surtout dans les relations qui existent entre un banquier et un client—1451; la loi permet à une banque de prendre une garantie sur des biens mobiliers, et il n'y a pas nécessité d'enregistrement—1451.

3e lecture—1452.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF AU CODE CRIMINEL.

Hon. C. J. Doherty—Dépose bill (n° 74) modifiant le code criminel—1220.

1ère lecture—1220.

2e lecture—1220.

En comité—1300.

Hon. C. J. Doherty—Article 2, aide donnée aux nationaux des pays étrangers pour quitter le Canada—1300; code criminel ne prévoyait pas ce cas—1300; bill fait un crime de l'acte de celui qui aide une personne d'origine étrangère dont le pays est en guerre avec Sa Majesté à quitter le Canada—1301; sauf lorsque les circonstances n'excluent pas la possibilité d'aider l'ennemi entretenu par celui qui quitte ainsi le Canada—1301; article 3—1301; protéger ceux qui achètent des immeubles—1302; comment procèdent les agents d'immeubles—1302; bill exige qu'à défaut d'un bon titre libre de toutes charges l'argent devra être employé à l'acquiescement de ces charges—1305.

M. Macdonald—Edicter une pareille loi dans le moment, ce serait donner occasion à plus d'une injustice commise envers d'honnêtes personnes des provinces de l'Est qui de bonne foi ont vendu des terres—1305; neuf dixièmes des translations de propriétés sont faites dans ma province sans recherche des titres—1305; chez le commun du peuple cela ne se fait pas—1305.

M. Barnard—Loi existante protège suffisamment les acheteurs dans la plupart des provinces—1305.

M. McCraney—Acheteurs n'ont absolument aucune garantie contre un vendeur insolvable—1306; législature provinciale ne peut faire plus que d'annuler le contrat, elle ne peut imposer aucune peine qui puisse effrayer un homme, le contraindre à agir honnêtement, ou prévenir une réputation du fait accompli—1306.

M. Proulx—Loi devrait protéger l'homme confiant et imprévoyant—1306.

M. McLean (Queen)—Cette protection devrait avoir un effet rétroactif—1307; aurait déjà dû figurer dans notre code—1307.

BILL RELATIF AU CODE CRIMINEL—
Suite.

M. Martin (Regina)—Spéculation dans l'Ouest canadien d'un caractère condamnable—1307; beaucoup aussi de nature légitime—1307; fièvre de spéculation dans tout le pays—1307; mais si on présente une loi tendant à protéger le public contre les agents d'immeubles, il faudra également présenter une loi visant à protéger le public contre les ventes frauduleuses d'autres choses que les immeubles—1307.

M. Morphy—Faudrait que le bill soit libellé de telle sorte qu'il atteigne celui qui agit seulement avec une intention criminelle—1308; article renvoyé à une autre séance—1308.

Hon. C. J. Doherty—Article 4, fraudes relativement à la vente d'effets militaires—1308; article 5, droits d'auteurs—1309; injustices que la loi actuelle se trouve impuissante à réprimer—1309; article 6, peines encourues pour être locataire d'une maison de prostitution ou pour y habiter—1310; rendre possible l'imposition d'un plus long emprisonnement—1310; article 7, peines infligées pour une troisième récidive—1310.

Hon. C. J. Doherty—Propose que l'article 3 soit rayé—1310; motion adoptée—1310.

M. C. A. Wilson (Laval)—Demande faire imprimer rapport indiquant liste de ceux qui ont été coupables et condamnés à la peine capitale—1310; rapport similaire publié en Angleterre—1311; se renseigner sur l'état de la criminalité au pays—1311.

Hon. C. J. Doherty—Pas désirable de faire imprimer ce rapport dans le but de faire une circulation générale—1311; imprimer un certain nombre, du moment que nous pourrions en contrôler la distribution—1311.

3e lecture—1379.

Hon. C. J. Doherty—Amendements du Sénat—2181; ne changent pas le bill d'une manière importante—2181.

Amendements adoptés—2182.

Sanctionné—2778.

BILL RELATIF AUX COMPAGNIES D'ASSURANCE.

Hon. C. J. Doherty—Dépose bill (n° 79) autorisant certaine prolongation de délai à des compagnies d'assurance—1333.

1ère lecture—1333.

2e lecture—1494.

En comité—1494.

Hon. C. J. Doherty—Seul changement—1494; fournir un moyen par lequel une compagnie, qui n'a pas encore obtenu son permis et qui espère être en état de l'obtenir avant la prochaine session, peut se faire accorder une prolongation de délai par le surintendant des assurances, en

BILL RELATIF AUX COMPAGNIES D'ASSURANCE—*Suite.*

payant cent dollars—1494; ne sache point qu'il y ait entente entre les compagnies pour relever le taux de l'assurance—1495.

3e lecture—1495.

Sanctionné—2347.

BILL RELATIF A LA DEFENSE NAVALE ET MILITAIRE.

Sir Robert Borden—Dépose bill (n° 87) accordant de l'aide à Sa Majesté pour la défense militaire et navale—1494.

1ère lecture—1494.

2e lecture—1763.

En comité—1763.

Hon. J. D. Hazen—Dépenses depuis que la guerre est commencée—1764; pour la Marine et les Pêcheries le total est de \$3,791,608—1764; exposé général de ce qu'a fait le département des Affaires navales depuis le commencement de la guerre—1764; *Niobé* et *Rainbow* mis à la disposition de l'amirauté—1764; le recrutement naval—1764; achat de deux sous-marins—1765; la corvette *Shearwater*—1765; brise-glace *Earl-Grey* vendu au gouvernement russe—1765; voyage de 3,000 milles en quatorze jours—1765; défense des ports—1765; l'inspection des navires—1765; l'enlèvement des mines a été entrepris à la requête de l'amirauté—1765; surveillance des côtes—1765; établissement de la censure—1765; fermeture de stations de télégraphie sans fil—1765; saisie de navires marchands ennemis—1765; le *Bellas* et le *Ida*—1765; système pour la réception et la distribution des nouvelles maritimes—1766; les approvisionnementnements—1766; la houille canadienne—1767; résultats obtenus n'ont pas donné satisfaction—1767; navires aménagés pour la houille du pays de Galles et d'Écosse—1767; ceci n'est pas une preuve de l'infériorité de la houille canadienne—1767; gardes-magasins navals—1767; division de la radiotélégraphie—1768; treize postes du littoral de l'Atlantique ont été fermés—1768; liste des navires que nous avons retenus de temps à autre—1769; liste des navires nolisés pour la défense du pays—1769; patriotisme des armateurs—1769; bateaux mis à notre disposition—1769; dons de M. J. M. K. Ross, de Montréal, de M. J. C. Eaton, de Toronto, M. Gooderham, etc.—1769; surcroît de travail aux Affaires navales—1770; mort de quatre aspirants de marine canadienne à bord du *Good Hope*—1770; Canadiens à bord du *Berwick*—1770.

M. Burnham—Plus tôt on en appellera au peuple sur la question d'une marine canadienne, mieux ce sera—1770; marine et armée sont deux choses différentes—1770; —création d'une armée a été couronnée de succès—1770; mais qu'une petite nation comme la nôtre aille mettre deux cordes à son arc, qu'elle se dote d'une puissante

BILL RELATIF A LA DEFENSE NAVALE ET MILITAIRE—*Suite.*

marine de guerre en même temps qu'elle crée une grande armée, ne serait-ce pas trahir son industrieuse population?—1771; quand le pays comptera 100 millions d'habitants il pourra s'offrir le luxe d'une marine de guerre—1771.

Sir Wilfrid Laurier—Il faudra établir une marine canadienne ou nous devons accorder de l'aide au gouvernement anglais sous forme de contributions—1171.

Hon. Sam Hughes—Etat du budget de la Milice—1772; crédit de guerre \$95,475,000—1772; détail du transport \$18,625,000—1772; en France les soldats canadiens ont rempli leur devoir d'une façon splendide—1772.

M. Maclean (Halifax)—Dans ses dépenses de la guerre le Gouvernement devrait observer le principe des soumissions publiques—1773; tout département qui fait une dépense de deniers devrait fournir un état détaillé, adressé au Gouverneur en conseil, de la défense que ce département prévoit devoir effectuer, état qui fournit également tous les renseignements nécessaires et cela, avant l'adoption du décret du conseil autorisant la dépense—1773; texte d'un procès-verbal du Trésor britannique en date du 20 août 1914 et qui a trait à un crédit rédigé dans les mêmes termes que les nôtres—1773; on effectue aucune dépense imputable sur ce crédit qui ne se rapporte pas directement à la guerre—1773.

Sir George Foster—Prudence ordinairement déployée dans les dépenses ordinaires du Gouvernement—1774; on doit en exercer davantage dans la dépense des crédits de guerre—1774; pas un ministre n'a le droit d'en dépenser une partie, excepté avec l'autorisation du Gouverneur en conseil—1774; sous comité spécial voit aux commandes données par les gouvernements étrangers pour approvisionnementnements militaires—1776.

Hon. G. P. Graham—Responsabilité du Gouvernement—1777; demande aux fabricants du Canada—1777; merveilleusement répondu à l'appel—1777; ont réussi à satisfaire les demandes du Gouvernement et celles des alliés—1777; l'heure est venue pour les établissements industriels du Canada de montrer ce qu'ils peuvent—1777; il dépend d'eux de se faire un nom, ou de nuire à nos destinées en tant que pays industriel—1777; règle devrait être d'écartier absolument l'intermédiaire dans tout ce qui touche aux adjudications à faire pour les gouvernements étrangers—1778.

M. Thoburn—L'association des manufacturiers canadiens n'a rien à démêler au sujet des ventes—1779; ce qu'il faut entendre par l'intermédiaire—1779; il faut qu'il y ait une certaine loyauté entre les marchands et leurs agents—1779.

BILL RELATIF A LA DEFENSE NAVALE ET MILITAIRE—Suite.

Hon. Wm. Pugsley—Les opérations de M. Allison et l'achat de cartouches pour le gouvernement anglais—1780; sans son intervention le Gouvernement aurait eu les cartouches à \$25 le mille—1781; on exige actuellement \$33—1781; résultat d'une enquête par deux détectives—1781; l'importance des opérations financières de M. Allison—1781; il a formé une coalition avec les fabricants de munitions—1782; a la main haute sur la situation—1782.

Hon. Sam. Hughes—Ce qui s'est passé au commencement des hostilités—1782; consultation avec les fabricants canadiens—1782; comité de manufacturiers à l'arsenal de Québec—1782; manufacturiers qui le composaient en vinrent à la conviction qu'il était possible de fabriquer des munitions au Canada—1782; fabrication des obus en Canada fut alors décidée—1782; adjudé en Canada des entreprises pour \$57,000,000—1782; M. Allison, citoyen libre, profitant de son expérience, a conclu un contrat avec le gouvernement russe—1782; le gouvernement anglais dans l'achat des cartouches a eu un rabais de \$4.50 le mille—1783; cartouches du même modèle, ont été vendues au gouvernement américain, un an avant la guerre, à \$36.50 le mille—1783.

M. Maclean (Halifax)—Devrions faire quelque chose pour la Belgique—1786; contribution de \$50,000 au fonds de secours belge n'était pas suffisante—1786.

Sir George Foster—Nombreux appels adressés au public—1786; répondu d'une façon admirable—1786; courant de sympathie n'a pas diminué—1786; plus tard la Belgique aura encore plus besoin d'aide qu'aujourd'hui—1786; Gouvernement tient compte de ces choses—1786.

M. Sinclair—En attendant les Belges doivent prendre trois repas par jour—1787; Canada devrait donner plus—1787.

Hon. C. Marcil—Secours pour victimes du nord de la France—1787.

Sir George Foster—Pas de demande reçue de la France, ni de la Serbie ou de la Pologne—1787; France est riche, n'est pas dans le même cas que la Belgique—1787.

Hon. Frank Oliver—Effectif du Canada en service actif—1788; rumeur étonnante—1789; partie de l'équipement canadien aurait été remplacée par des fournitures anglaises que le Canada devra payer—1789; appel en faveur de l'enrôlement—1790; plusieurs ont vendu leurs terres, n'ont pas été enrôlés et se sont trouvés sans le sou—1790; si l'on avait enrôlé 100,000 hommes qui venaient s'offrir d'eux-mêmes, cela eût donné de l'élan dans tout le pays et la réponse à l'appel aurait été entendu encore plus généralement qu'il ne l'a été—1790; nous nous serions trouvés maintenant en mesure de compter un corps expéditionnaire plus considérable—1790.

BILL RELATIF A LA DEFENSE NAVALE ET MILITAIRE—Suite.

Hon. Sam. Hughes—Province d'Alberta a fourni relativement plus de soldats par tête de sa population que n'en a fourni aucune partie du Canada—1791; il aurait été impossible pour Edmonton de pourvoir aux besoins de quatre régiments d'infanterie, durant l'hiver—1791.

3e lecture—1791.

Sanctionné—2778.

BILL RELATIF A LA LOI DES JUGES.

Hon. C. J. Doherty—Dépose bill (n° 93) modifiant la loi des juges—1525.

1ère lecture—1525.

2e lecture—1648.

3e lecture—1648.

Sanctionné—2347.

BILL RELATIF A L'EMISSION DE BILLETS FEDERAUX.

Sir Robert Borden—Dépose bill (n° 95) concernant certaines émissions de billets fédéraux—1642.

1ère lecture—1642.

2e lecture—1763.

En comité—1763.

Hon. W. T. White—Nouvelle émission de \$10,000,000 en billets est garantie par une réserve d'or de \$1,200,000—1763.

3e lecture—1763.

Sanctionné—2347.

BILL RELATIF A LA LOI DES CHEMINS DE FER NATIONAUX.

Hon. Frank Cochrane—Dépose bill (n° 105) modifiant la loi des chemins de fer nationaux et autorisant l'achat de certaines voies ferrées—1648.

1ère lecture—1648.

2e lecture—1792.

En comité—1792.

Hon. Frank Cochrane—Pas dans l'intérêt du pays de donner les noms des chemins de fer que le Gouvernement se propose d'acquérir—1792.

Hon. C. Marcil—Ligne directe entre les états de la Nouvelle-Angleterre et la péninsule de Gaspé—1794; le chemin de fer de l'Est de Québec qui devrait être ajouté à l'Intercolonial a porté autrefois deux autres noms. On l'a appelé d'abord le chemin de fer de la baie des Chaleurs; ensuite l'Atlantique-lac Supérieur; finalement l'Est de Québec—1794; lorsque le ministre prendra possession de cette ligne, je suis certain qu'il veillera à ce que les propriétés qui ont été prises pour son passage seront payées—1794; les terres de plusieurs cultivateurs entre Matapédia et New-Carlisle ont été coupées par ce chemin de fer, et on n'a jamais payé le terrain exproprié—1794.

3e lecture—1796.

Sanctionné—2778.

BILL RELATIF A LA REPRESENTATION
DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Sir Robert Borden—Dépose bill (n° 106) modifiant la loi de 1914 sur la représentation à la Chambre des communes—1663; corriger des erreurs dans le texte de la loi de l'année dernière—1662.

1ère lecture—1662.

2e lecture—1904.

En comité—1904.

Hon. C. J. Doherty—Corriger certaines erreurs qui se sont glissées dans la description de certaines circonscriptions électorales dans la loi de l'an dernier—1904; n'est question d'aucun changement important—1904; corrections intéressent les comtés de Nipissing, London, Québec-ouest, Jacques-Cartier, Wright, Labelle-et-Hull, Portage-la-Prairie, Springfield et quelques-uns de l'île du Prince-Edouard—1904.

Hon. C. J. Doherty—Autres amendements concernant Québec-est, Québec-ouest, Jacques-Cartier, Hull, Labelle et Wright—2052 et 2119.

3e lecture—2120.

Sanctionné—2778.

BILL RELATIF A L'INVALIDATION DES
OPERATIONS ELECTORALES.

Hon. C. J. Doherty—Dépose bill (n° 109) portant modification de la loi sur l'invalidation des opérations électorales—1827; procès en invalidation—1827; formule de la pétition et celle de la contre-pétition sont simplifiées—1827; reçu du dépôt constituant la preuve que celui-ci a été fait—1827; autres amendements—1827.

1ère lecture—1827.

2e lecture—2043.

En comité—2043.

Hon. C. J. Doherty—Preuve du droit d'être un requérant—2044.

Hon. Wm Pugsley—Serait mieux de ne pas modifier cette partie de la loi—2045; avocats sont maintenant habitués à la loi actuelle, et ils s'en trouvent bien—2045; si nous changeons la loi il faudra vingt ans pour en avoir l'interprétation légale et la bien comprendre—2045.

Hon. C. J. Doherty—En vertu de la loi telle qu'elle est et son application pratique selon l'interprétation qu'en ont donné les tribunaux et la manière dont les procédures peuvent être conduites, un candidat dont on demande l'invalidation de l'élection peut siéger durant toute une session alors même qu'il n'est pas député—2045; le but du projet de loi est de remédier dans un cas semblable à ce qui nous paraît être un étrange abus—2045.

M. Bennett (Calgary)—Mesure contribuera à purifier la vie publique—2047; à faire les élections sans argent et sans corruption—2047.

BILL RELATIF A L'INVALIDATION DES
OPERATIONS ELECTORALES—Suite.

M. Carvell—Loi actuelle de l'invalidation des élections est pratiquement de nul effet—2046; projet de loi demande cautionnement de \$1,000 à celui qui présente une requête—2047; protège le défendeur—2047.

M. Fowler—Faut que la loi soit raisonnable—2048; celui qui présente la requête doit être un votant selon la loi—2048; devrait fournir un cautionnement pour le paiement des frais—2048.

Hon. C. J. Doherty—Preuve du droit d'être pétitionnaire—2120; production de la liste des électeurs certifiée par le greffier de la couronne en chancellerie et contenant le nom du pétitionnaire—2120; forme de la pétition—2122; défendeur a le droit d'exiger des détails suffisants sur le fonds même de la requête—2122; loi actuelle permet aux pétitionnaires d'énoncer les accusations dans les termes les plus vagues—2122; requérant dès le début devra faire connaître au défendeur ce dont il se plaint—2122; de façon à ce que le défendeur se mette en état de faire face aux accusations portées contre lui—2123; à ce que le procès soit expéditif—2123; changement pratique—2123; offrir au défendeur l'occasion de se défendre ainsi qu'il peut le faire dans une poursuite ordinaire—2123.

Hon. M. Pugsley—Craint des technicalités—2123; impossible de décrire dans une demande en invalidation les détails de l'acte de corruption—2123; ce n'est qu'en faisant des allégations générales et en comptant sur les témoins que l'on peut contester une élection—2123.

Sir Robert Borden—Difficulté dans le passé—2123; nécessité de faire des allégations plus précises—2124; abolition de l'affidavit—2124; obligation au demandeur de donner les détails avant que le procès commence—2124.

Hon. C. J. Doherty—Comment se fait le cautionnement—2128; substituer la forme facultative à la forme impérative—2128; récépissé du dépôt est la preuve décisive que ce dépôt a été fait et qu'il satisfait à la loi—2128; signification et objections préliminaires—2128; autoriser le tribunal, lorsque les allégations paraissent sérieuses, de faire enquête—2132.

M. Burnham—Quiconque se conduit mal lors de la tenue d'une élection devrait être traduit en justice—2137; sous l'accusation d'avoir comploté avec d'autres contre le bien public—2137; sans annuler l'élection, cela aurait les plus profondes conséquences—2137; requête en invalidation d'élection est chose si grave, si coûteuse—2138; si l'on pouvait faire arrêter les agents de corruption pendant la campagne électorale—2138; les surveiller et les dénoncer aux tribunaux, on pourrait les faire condamner à l'amende ou à l'emprisonnement—2138; tant qu'il y aura des menées corruptrices, les gens

BILL RELATIF A L'INVALIDATION DES OPERATIONS ELECTORALES—Suite.

les attribueront dans une plus ou moins large mesure au candidat lui-même, bien qu'il puisse être complètement étranger aux entreprises de ses agents—2138.

M. Maclean (Halifax)—Observation des procès d'élection depuis dix ans—2141; l'avocat ne cherche réellement pas à obtenir que le défendeur perde les droits électoraux—2141; le but d'un procès d'élection, aujourd'hui, est de s'assurer si l'on a exercé ou non un système de corruption—2141; l'audition d'une requête en invalidation d'élection n'est pas un procès, mais une enquête—2141.

Hon. C. Marcell—Dans la province de Québec, en trente ans, il n'y a pas eu six procès où l'on ait demandé la perte des droits politiques du candidat élu—2143; jamais possible d'aller au fond de ces procès d'élection, à moins qu'ils ne soient soustraits aux partis politiques—2143; on a proposé, comme le seul moyen d'obtenir une instruction complète, de nommer un accusateur public pour poursuivre ces cas-là—2143.

Hon. Wm Pugsley—Greffier de la cour demande l'instruction après trente jours, et le juge en fixe la date—2144; loi des élections contestées est aujourd'hui très stricte—2144; est d'opinion que ce bill n'aura pas plus d'effet que n'en a eu la présente loi—2144; texte d'un amendement—2144.

M. Proulx—Grande injustice pour le candidat de le rendre victime d'actes commis par des agents quand il ne les a pas sanctionnés—2145.

Hon. Wm Pugsley—Mon amendement suggère de faire espérer au candidat que les juges le déclareront élu si de sa part d'élection est honnêtement conduite—2145; si aucun vote n'est acheté, s'il n'est contrevenu à la loi en rien de ce qui lui ferait perdre l'élection au cas où il aurait été élu, dès qu'il peut lui-même établir que le député siégeant a, par lui ou ses agents, violé la loi—2145.

Sir Robert Borden—En faveur de la nomination d'un officier ministériel qui exercerait en matière de pétitions d'élections, des fonctions similaires à celles qu'exerce le procureur public en Grande-Bretagne—2147; tâche plus difficile qu'en Grande-Bretagne à cause de la population répandue sur un si vaste territoire—2147.

Sir Wilfrid Laurier—L'annulation d'élections n'a pas produit les résultats que l'on en attendait—2148; proposition de M. Pugsley s'appuie sur des précédents—2148; cas de John Wilkes en Angleterre—2148; élection annulée quatre fois—2148; l'élu de la minorité des électeurs—2148.

M. Turgeon—Amendement Pugsley inspirerait une crainte salutaire aux corrupteurs—2151.

BILL RELATIF A L'INVALIDATION DES OPERATIONS ELECTORALES—Suite.

M. Bennett (Calgary)—Situation particulière dans l'Ouest—2151; pas de liste électorale—2151; on administre le serment à ceux qui se présentent pour voter—2151; devrions avoir un accusateur public en matière électorale—2152; surveillants d'élection dans toutes les provinces—2152; amendement Pugsley—2152; donner le siège à l'élu de la minorité serait aller à l'encontre de la volonté populaire—2152; pour bien faire—2152; faudrait reprendre toutes les anciennes questions du vote obligatoire, de la confection des listes, des accusateurs publics et du sens électoral—2152; nouveau projet de loi assurera la simplification—2152; la rapidité des procédures—2153; dans l'Alberta il faut, avant tout, une loi du sens électorales et des listes permanentes—2153.

M. McCraney—Tendance à corrompre l'électeur est plus forte dans l'Est que dans l'Ouest—2154; avec ou sans amendement à la loi, les élections continueront à se faire de la même manière—2154.

Amendement Pugsley n'est pas adopté—2155.

Hon. C. J. Doherty—Droit d'appel sur les objections préliminaires—2155; substitution de nouveaux requérants—2155; assignation des témoins—2156; punition du délinquant s'il est trouvé coupable—2156.

Hon. C. J. Doherty—Etude des articles 4, 5, 10 restés en suspens—2281; ce que doit contenir la pétition en invalidation de l'élection—2281; déposition semblable pour la contre-pétition—2281; voir amendement 2287 et 2288.

3e lecture—2288.

Sanctionné—2778.

BILL RELATIF A LA LOI SUR LES ELECTIONS FEDERALES.

Hon. C. J. Doherty—Dépose bill (n° 110) modifiant la loi sur les élections fédérales—1826; bill ne pourvoit pas aux élections différées—1826; prolonger les heures du scrutin—1826; contestations d'élection—1826.

1ère lecture—1826.

2e lecture—2016.

Hon. C. J. Doherty—Fait disparaître la disposition qui a trait à la prestation du serment dans les provinces d'Alberta et de Saskatchewan—2016; électeur dont le nom ne figure pas sur la liste—2016; peut voter après avoir prêté serment—2016; disposition nouvelle fait disparaître cette formalité ce qui exige la modification du serment—2017; Alberta et Saskatchewan se serviront du serment administré dans les autres provinces—2017; texte du serment de l'électeur dont le nom n'est pas sur la liste—2018.

M. Turriff—Ne faut pas oublier que les listes de la Saskatchewan et de l'Alberta n'ont rien de commun avec celles des au-

BILL RELATIF A LA LOI SUR LES ELECTIONS FEDERALES—*Suite.*

tres provinces—2020; la liste peut contenir les noms de beaucoup de personnes qui n'ont pas le droit de vote, qui ne sont pas sujets britanniques, qui peuvent n'avoir pas eu pendant un an leur domicile dans la province, ni pendant trois mois dans la division—2020; il est absolument nécessaire de laisser le serment tel qu'il est—2020.

M. Bennett (Calgary)—Certaines conditions de la loi actuelle tendent à restreindre l'exercice du droit de vote—2020; à des actes de corruption de la pire sorte—2020; ce qui se passe dans l'Ouest—2021.

M. Proulx—Propose un amendement—2023; est inéligible à titre de candidat à une élection pour la Chambre des communes, quiconque a obtenu une adjudication de l'Etat—2023; mais on peut être un actionnaire ou posséder un intérêt directeur dans une compagnie autorisée qui a une entreprise de l'Etat et demeurer éligible—2023.

Hon. C. J. Doherty—Proposition sera étudiée plus tard—2024; disposition prolongeant le délai qui doit s'écouler entre la mise en candidature et le scrutin au cas où l'un des candidats décéderait en Alberta et en Saskatchewan—2024; but est de rendre la loi uniforme dans tout le Canada—2024; prolongation des heures du scrutin—2025.

Hon. C. Marcil—Modification est inutile pour les comtés ruraux de Québec—2025; à cinq heures du soir tous les suffrages ont été enregistrés—2025.

M. Macdonell—Sous le rapport de l'enregistrement des suffrages, nous sommes de plusieurs années en retard comparativement aux autres pays—2026; en Australie bureaux de vote sont ouverts jusqu'à huit heures du soir—2026; heures courtes sont une cause de corruption—2026.

M. Maclean (York-sud)—Favorable à la prolongation des heures du scrutin—2027; élections devraient avoir lieu le samedi ou le lundi—2027.

M. Carvell—Représentations par les employés de chemin de fer—2028; souvent dans l'impossibilité de voter—2028; demandent de trouver un moyen pour qu'ils puissent voter—2028; électeurs ont tout le temps nécessaire entre huit heures du matin et cinq heures du soir—2029.

M. Burnham—En faveur de l'extension des heures du scrutin—2029; réforme devrait favoriser les ouvriers et les employés de chemins de fer—2030.

Hon. A. E. Kemp—Grandement temps de prolonger les heures du scrutin dans les villes—2030; bureaux ouverts jusqu'à six heures—2030; nombre de votants plus considérable qu'avec le système actuel—2030; ce qu'a été fait à Toronto—2030.

BILL RELATIF A LA LOI SUR LES ELECTIONS FEDERALES—*Suite.*

M. Gray—Choix du vendredi comme jour de scrutin conviendrait aux voyageurs de commerce—2030.

M. Macdonald—Nulle part, on n'a demandé de changer les heures du scrutin dans les circonscriptions rurales—2031; si chaque employeur était tenu de donner une heure à ses employés, pour voter, les difficultés seraient aplanies—2031.

M. Glass—Opposé à toute distinction du vote électoral entre les villes et les campagnes—2032; un quart ou demi-congé serait la meilleure solution—2032.

M. Devlin—Préférerai que la journée de votation commençât une heure plus tôt le matin—2033.

M. Turriff—L'heure présentement fixée convient aux divisions rurales de l'Ouest—2033; dans les villes ce ne serait pas causer un grand tort si l'on permettait aux ouvriers de se rendre à leur travail à dix heures seulement du matin, ou l'abandonner à trois heures de l'après-midi—2033.

M. Armstrong (Lambton-est)—La campagne n'a pas d'objection à ce que les bureaux de votation soient fermés une heure plus tard—2034.

M. Kyte—Demi-congé aurait pour résultat d'encombrer les bureaux de votation dans les dernières heures de la journée—2034; le vote des pêcheurs—2035; un moyen devrait être trouvé pour qu'ils ne soient plus privés de leur droit de vote—2035.

M. Pardee—Demi-congé n'améliorera pas la situation—2035; pas de changement nécessaire dans les municipalités rurales—2035; l'intervalle entre neuf et cinq heures suffit amplement si l'organisation nécessaire existe—2035; préférable de ne pas changer la loi—2035.

M. Ball—Demi-congé viendrait à propos pour les ouvriers—2036; lundi est le jour qui conviendrait le mieux—2036.

Article est rejeté—2037.

M. Macdonell—Propose que les bureaux soient ouverts de huit à cinq heures dans les villes qui ont une population de 200,000 âmes et plus—2037.

Hon. C. Marcil—Pour améliorer la situation il faudrait tenir ouvertes les salles de vote jusqu'à une heure plus avancée dans la soirée et non le matin—2038.

Hon. C. J. Doherty—Assujettir deux villes du Canada à une loi différente de celle qui s'appliquera au reste du pays—2038; motifs allégués pour la prolongation des heures ne me semble pas admissibles—2038; changement ne favoriserait pas l'ouvrier—2039.

Amendement de *M. Macdonell* est rejeté—2039.

BILL RELATIF A LA LOI SUR LES ELECTIONS FEDERALES—*Suite*.

M. Macdonell—Propose d'obliger les employeurs à accorder deux heures pour le vote—2039.

Hon. C. J. Doherty—Avons adopté la même disposition sous une forme simplifiée—2040; bill dit que l'employé aura une heure de plus que l'heure du midi—2040; amendement à ce sujet—2042; cet article s'appliquera aux compagnies de chemins de fer et aux lignes de l'Etat, et à leurs employés, sauf aux employés du service des trains et à qui un tel temps ne pourrait être accordé sans troubler la mise en marche des convois—2043; candidat est obligé d'insérer son adresse dans la formule de mise en candidature—2043.

M. Proulx—Un amendement—2273; assurer l'indépendance des candidats vis-à-vis le Gouvernement—2273; amendement vise toute action ayant un intérêt prépondérant dans une compagnie faisant affaires avec le Gouvernement—2273; un abus de concéder des entreprises publiques à une compagnie qui compte un sénateur ou un député parmi ses actionnaires—2275.

Sir Wilfrid Laurier—Loi concernant l'indépendance du Parlement est très sévère—2276; appliquée vigoureusement en Canada et en Angleterre—2276; si un député peut perdre son mandat parce qu'il a obtenu du Gouvernement une entreprise qui ne tire pas à conséquence, il devrait certainement en être de même de celui qui possède la plus grande partie du capital ou des actions d'une compagnie—2276.

Sir Robert Borden—Proposition présente des avantages—2276; comité ferait bien d'examiner avec soin—2276; depuis vingt-cinq ans il y a une tendance à traiter des affaires par l'entremise de compagnies constituées en corporation—2276; s'agit de savoir s'il est à désirer pour le bien public que toutes les personnes de cette trempe et possédant cette mise de pieds, qui peut n'être pas forte, dans une compagnie constituée en corporation devraient être privées du privilège de représenter le public à la Chambre ou de faire partie du Sénat—2276; question s'impose à l'attention du Parlement—2276.

Hon. C. Marcell—Devrait y avoir dans la loi une disposition décrétant que, lorsqu'un individu est un fournisseur de l'Etat et qu'on peut exhiber le marché, des moyens soient pris pour empêcher qu'il soit mis en nomination—2277.

Hon. G. P. Graham—Problème est très compliqué—2278; question doit être longuement approfondie—2277.

Hon. T. C. Casgrain—Question est trop complexe—2278; étude devrait en être confiée à un comité peu nombreux—2278; examiner les lois des autres pays—2278; en Angleterre, où le régime parlementaire est considéré comme excellent, le fait d'être directeur d'une compagnie n'emporte pas inéligibilité au Parlement—2278.

BILL RELATIF A LA LOI SUR LES ELECTIONS FEDERALES—*Suite*.

Hon. Frank Oliver—Il importe par dessus tout que l'on puisse recruter les législateurs parmi les hommes les mieux doués du pays—2279; serait contraire à l'intérêt bien entendu du pays d'empêcher de quelque manière que ce soit nos hommes les plus éclairés, les plus honorables et les plus expérimentés d'avoir voix délibérative dans nos assemblées législatives—2279.

Hon. C. J. Doherty—Il y a lieu d'examiner attentivement le projet d'amendement—2279; l'adoption pourrait avoir les plus graves conséquences en ce qu'il atteindrait certaines personnes et non d'autres contre lesquelles on aurait peut-être raison d'invoquer le même argument—2279; si l'amendement a raison d'être, on doit en agrandir le cadre—2279; réfléchir avant de l'adopter—2279.

Amendement rejeté—2280.

Hon. C. Marcell—Elections dans le comté de Gaspé—2281; n'existe plus de raison de retarder les élections—2281; autrefois Gaspé était une partie très éloignée de la province—2281; sentiment général du comté serait d'avoir la votation le même jour que celui fixé pour les élections dans le pays—2281.

3e lecture—2281.

Sanctionné—2278.

BILL RELATIF A LA LOI ELECTORALE.

Hon. C. J. Doherty—Dépose bill (n° 111) tendant à accorder le droit de vote aux Canadiens servant sous les drapeaux—1995.

1ère lecture—1995.

Hon. C. J. Doherty—Tout soldat de 21 ans et sujet britannique aura droit de vote—2331; vote qu'il aura eu le droit de faire enregistrer dans la circonscription électorale où il a résidé pendant les trente jours antérieurs à son enrôlement—2331; forme d'affidavit à remplir par le soldat—2331; certificat à donner par l'officier qui va recueillir les bulletins—2331; bulletins seront envoyés aux différents qui commandent à chaque base militaire au Canada, aux Bermudes et aussi au bureau du haut commissaire du Canada à Londres—2331; au cas d'élection les gardiens des bulletins devront en faire la distribution aux personnes qui y ont droit—2331; manière d'exercer le droit de vote—2331; marquer le bulletin en présence d'un officier—2331; sans toutefois savoir comment vote le soldat—2331; bulletins transmis par la poste au greffier de la couronne en chancellerie—2332; en fera la distribution parmi les collèges électoraux où les votes doivent être enregistrés—2332; représentants de l'un et l'autre candidat vont pouvoir contrôler les dires de nos soldats—2332; président de l'élection doit, le jour du vote, procéder à l'ouverture des bulletins en présence des candidats ou de leurs représentants—2332; si les affidavits sont tenus pour être en règle, le bulletin est mis dans

BILL RELATIF A LA LOI ELECTORALE
—Suite.

l'urne comme on le fait pour les autres électeurs—2333; pas de scrutateurs sur le front—2333; ne sera pas déposé de bulletins de vote dans la boîte sur la ligne de feu—2333; sur le front il y a l'officier breveté des hommes qui votent—2333; accordons aux officiers brevetés la confiance que nous repons dans les présidents du scrutin au Canada—2333; autorités militaires verront d'abord à ce que les soldats accomplissent leurs devoirs militaires—2333; pas un soldat canadien ne songera à négliger son service pour profiter de l'occasion que nous lui offrons d'accomplir son devoir de citoyen—2335.

Hon. M. Pugsley—En faveur d'accorder le droit de vote à nos soldats—2336; difficulté consiste à découvrir les méthodes que l'on pourrait employer pour atteindre ce but—2336.

Hon. C. J. Doherty—Parlement est la seule autorité qui puisse accorder le droit de vote aux soldats—2338; c'est au War Office à décider si l'exercice de ce droit est compatible avec le devoir militaire—2338; ce n'est pas la première fois que l'on permet le droit de vote aux soldats—2339; droit reconnu lors de la guerre civile des Etats-Unis—2339; en Australie, dans la Nouvelle-Zélande, dans le Queensland, le Victoria et la Tasmanie il existe des dispositions pour permettre aux électeurs absents de voter—2339.

Sir Wilfrid Laurier—Personne ne serait enclin à douter des avantages de ce projet de loi, si l'objet en pouvait être atteint d'une manière compatible avec l'esprit et la lettre de notre constitution—2342; projet est d'une plus grande portée que toutes nos lois actuelles—2342; crée un nouveau cens électoral—2342; ce qui a eu lieu aux Etats-Unis en 1864—2342; soldats ont été autorisés à déposer leurs bulletins à l'élection du président mais dans aucune circonstance l'un des états n'a créé un nouveau cens électoral—2342; si bill donnait le droit de vote seulement au soldat inscrit sur la liste des électeurs, il prêterait moins à la critique—2343; au droit électoral établi par les provinces le ministre veut ajouter un droit de suffrage spécial à l'intention d'une seule catégorie de la population—2343; on ne peut faire de loi spéciale pour permettre aux employés de chemins de fer de voter—2343; quelle différence y a-t-il entre l'employé de chemin de fer et le soldat?—2344; il y a aussi les marins, pêcheurs, exploitants de la forêt qui sont dans le même cas—2344; sommes tous fiers du soldat canadien—2344; mais sous notre régime économique le soldat n'est pas plus privilégié que les autres citoyens—2344; soldats d'après cette loi ne voteront pas comme les autres électeurs canadiens—2344; ce n'est pas pour un candidat mais pour un parti que les soldats devront voter—2344; jamais disposition semblable ne s'est vue en aucune loi anglaise—2344; il est impossible de séparer le parti du candidat et le candidat du parti—2344; à quel officier ou à

BILL RELATIF A LA LOI ELECTORALE
—Suite.

quels officiers vont incomber les fonctions de secrétaire d'élections—2345; difficulté est très grave—2345; comment secrétaire saura-t-il où il faut envoyer les bulletins aux milliers de soldats canadiens—2345?; soldats ne peuvent remplir leurs devoirs d'électeurs à moins d'être renseignés sur les diverses questions—2345; le soldat a le droit d'exiger qu'on le renseigne—2346; si vous accordez au soldat, qui est aujourd'hui dans les tranchées, le droit de voter, vous reconnaissez par là même à d'autres le droit de solliciter son vote—2346; j'ignore quelle réception fera l'armée anglaise aux solliciteurs de vote, mais il est un procédé d'élection encore plus fâcheux auquel on pourra avoir recours—2346; on peut solliciter des votes par lettre, et qui sait si les tranchées ne seront pas remplies de ces sortes de publications dont exemple a déjà été fourni à la Chambre—2346; défaut fatal du bill—2347; ne stipule aucune des garanties qui existent en ce pays—2347; qui assurent l'expression véritable du sentiment des électeurs—2347; votation faite d'après ce bill ouvre la porte aux infractions à la loi, au détriment des électeurs—2348; question de discipline n'est pas la seule chose à considérer—2349; l'envoi des bulletins peut se faire pendant une bataille—2349; partie de l'armée ne pourra peut-être pas les recevoir—2349; projet de loi a été mal conçu au point de vue de son principe, de son application et dans ses dispositions—2349.

Sir Robert Borden—On ne devrait pas priver ceux qui se sont enrôlés pour aller à la guerre du droit et de l'occasion de voter—2349; difficile de comprendre l'attitude du chef de l'opposition—2350; il est en faveur et contre la mesure—2350; nos valeureux militaires ont droit de voter—2350; ils ont droit même s'ils n'ont pas encore atteint l'âge de 21 ans—2350; ceux qui n'ont pas encore atteint 21 ans et sont allés à l'armée pour défendre la patrie, ont fait preuve d'une vigueur physique et mentale qui devrait leur donner le droit de voter comme leurs autres compagnons d'armes—2350; aucune raison constitutionnelle qui puisse empêcher les soldats de voter—2351; texte d'une loi de ce genre passée par la Nouvelle-Zélande—2351; forme de bulletin—2351; gouvernement et opposition—2352; parti ouvrier—2352; instructions à l'électeur—2352; circulation de littérature électorale parmi les soldats ne sera pas tolérée—2352; soldats voteront honnêtement, sans déception ni fraude—2353

M. Clark (Red-Deer)—Mesure contraire à l'esprit de l'armée britannique—2353; presque contraire à la constitution de la Grande-Bretagne—2353; mesure impitoyablement critiquée en tous sens—2353; bien difficile ici de ne pas imputer des mobiles inavouables—2354; mesure qui deviendra parfaitement inutile—2354; sera infirmée par les autorités militaires en Grande-Bretagne—2354; lorsque les hommes sont sous les armes en temps de guerre on les a toujours reconnus en Grande-Bretagne pour des hommes tout

BILL RELATIF A LA LOI ELECTORALE
—Suite.

à fait à part—2355; on a toujours tiré la ligne de démarcation entre la population civile et l'armée—2355; songer à conférer le droit de vote aux soldats sur le front, c'est viser au renversement de la discipline militaire—2355; paroles de lord Kitchener: "A titre de soldat je ne connais pas de politique"—2355; Gouvernement ne devrait pas donner cours à ce projet de loi—2355; Gouvernement ne devrait pas songer à précipiter le pays dans le tourbillon d'une élection générale pendant que nos soldats sont exposés à tous les dangers—2356.

Hon. Arthur Meighen—L'opposition au début s'est déclarée en faveur du principe d'accorder le droit de suffrage au soldat canadien—2357; que le bill est basé sur un principe contestable—2357; soldats ne font pas de politique mais il n'est pas nécessaire qu'ils renoncent à leurs droits politiques—2357; je ne vois pas pourquoi lord Kitchener respecterait moins l'opinion du Parlement canadien qu'il n'a respecté celle du Parlement de la Nouvelle-Zélande—2359; autorités militaires ont le droit excusif de décider quels écrits ou imprimés pourront être distribués aux soldats en campagne—2360; aucune crainte à avoir ni d'un côté ni de l'autre—2360; si nous devons avoir une élection, il n'est que juste que celui qui sera occupé à combattre pour son pays, ne soit pas privé de son droit d'électeur—2360.

Hon. Wm. Pugsley—A la Nouvelle-Zélande les soldats ont marqué leur bulletin avant leur départ pour la guerre—2362; suis d'avis d'accorder aux soldats le droit de vote—2362; sans nuire à l'accomplissement fidèle de leurs devoirs—2362; bill n'a pas été rédigé avec assez de soin—2362; instructions pour le vote aux soldats—2363; rien n'indique la résidence du soldat, le district électoral dans lequel il a le droit de vote—2363; aucune disposition propre à assurer que les bulletins seront marqués par ceux qui ont droit de voter—2364; loi de la Nouvelle-Zélande—2365; prescrit formellement que les soldats devant partir pour la guerre après l'établissement de cette loi, doivent, sous peine d'être déchus de leur droit de suffrage, voter en Nouvelle-Zélande—2366; gouvernement aurait pu soumettre une loi pour accorder le droit de vote aux soldats à la session spéciale du mois d'août—2367; le Gouvernement n'en a rien fait—2367; soldats tués entre le moment où ils marquent leurs bulletins et le moment où ces bulletins parviennent au greffier de la couronne en chancellerie—2368; faire voter les morts—2368; soldats sur la ligne de feu ne sont pas au courant de ce qui se passe au Canada—2368; ne peuvent donner un vote intelligent sur les questions soumises aux électeurs—2368; le soldat doit concentrer toute sa pensée à combattre l'ennemi—2368; serait en faveur de faire voter les soldats avant leur départ—2370; opposé à ce que le bill s'applique aux élections partielles—2370.

BILL RELATIF A LA LOI ELECTORALE
—Suite.

M. Bennett (Calgary)—Ceux qui offrent leur vie pour leur pays seront-ils punis en étant privés de leur plus grand droit civil?—2370; ceux qui offrent leurs services ne sont pas des conscrits—2371; en vertu de notre constitution, nous ne sommes pas plus directement ou indirectement 2371; ce sont des volontaires—2371; des citoyens soldats—2371; acte de patriotisme ne doit pas les empêcher d'exercer leurs droits politiques—2371; ce que nous avons fait—2371; principe bien reconnu de gouvernement démocratique—2371; au lieu d'établir un nouveau cens électoral, nous avons voulu reconnaître le fait que dans toutes les provinces les sujets britanniques âgés de vingt et un ans ont le droit de voter—2371; sommes efforcés de conserver le cens électoral de chaque province—2372; méthode de vote très simple contenue dans le bill—2372; impossible de préparer des listes—2372; nous avons cru nécessaire d'entourer l'exercice du droit de vote de toutes les garanties possibles—2373; soldats se souviennent de l'histoire politique de leur pays—2375; conduite de l'opposition est étrange—2376; Canada pourra être fier de la loi accordant le droit de vote aux soldats—2377.

Hon. Frank Oliver—Projet conçu uniquement pour des fins politiques—2377; au Canada rien ne nous oblige à faire une élection prochainement—2377; sentiment de la population du Canada est contraire à une élection—2378; plan ourdi pour commettre une infamie à l'occasion des élections—2379.

M. Nickle—N'avons pas la conscription dans notre pays—2382; spontanéité avec laquelle nos soldats ont répondu à l'appel mérite d'autant plus de louanges—2382; si nous voulons reconnaître le mérite de ceux qui se sont enrôlés, nous devrions leur donner l'occasion d'exercer leur droit de suffrage—2383; nous aurons fait notre devoir—2383.

M. German—Premier ministre devrait déclarer que tant que durera la guerre il n'y aura pas d'élection générale—2384; projet de loi est inspiré par le sentiment et non par le sens commun—2384; sanctionne un vote donné en parfaite ignorance de la part du votant—2384; ne peut produire aucun bon résultat—2384.

M. Macdonell (Toronto-sud)—Cette loi couronnera tout ce que nous avons fait pour donner à nos soldats qui combattent là-bas l'énergie, le courage et l'encouragement que leur doivent cette Chambre et le pays tout entier—2386; il n'y a pas de cens électoral uniforme pour tout le Canada—2387; chaque province a une loi qui lui est propre—2387; cette mesure ne fait qu'appliquer le suffrage universel—2387; dispositions de la loi établissant une chaîne ininterrompue de garantie qui protègent le bulletin du moment qu'il laisse les mains du greffier de la couronne en chancellerie jusqu'à son retour à Ottawa—2389.

BILL RELATIF A LA LOI ELECTORALE
—Suite.

M. Macdonald (Pictou)—Projet n'est qu'une mesure électorale—2389; ne suit aucun précédent—2389; si semblable loi n'a pas été votée en Angleterre, c'est parce que dans le jugement réfléchi du parlement impérial, cette question paraît absolument impraticable—2391.

M. Kay—On présente ce projet avec l'idée de gagner des votes dans le pays de la part des amis et des parents de soldats qui sont au front—2392; pas opposé à ce que les soldats votent, opposé aux dispositions de ce bill qui ne protège pas le secret du bulletin ou les droits des votants—2392.

M. Loggie—Vaut mieux laisser les choses telles quelles sont—2393; je crains qu'une influence illégale ne soit exercée sur les soldats dans les tranchées—2393; ce serait faire un grand tort au Canada que de permettre à la politique active de partisans de se faire jour jusque dans les tranchées—2394.

M. Bennett (Simcoe-est)—Mesure populaire dans le pays—2395; soldats connaîtront les questions sur lesquelles il faudra voter—2395; recevront les journaux du pays et longtemps avant le jour du vote—2395; connaîtront aussi les candidats—2395.

2e lecture—2395.

En comité—2396.

Sir Robert Borden—Projet de loi n'a pas été déposé primitivement à titre de mesure ministérielle, mais il a été l'objet d'un rapport du comité auquel certaines lois touchant les élections ont été soumises—2396.

Hon. C. J. Doherty—En préparant ce bill, nous avons cru, autant qu'il était possible de le faire, de ne pas intervenir relativement à la situation normale dans chaque comté, ou sinon de n'intervenir qu'autant qu'il est nécessaire afin de faire observer la disposition de la loi qui garantit son droit de vote à chaque soldat—2396.

M. Knowles—Si le Gouvernement est d'avis que les jeunes gens de seize et dix-sept ans doivent voter, il y a autant de raison de donner ce droit aux infirmières qui sont allées à l'armée qu'aux jeunes gens de moins de vingt et un ans—2405; plusieurs personnes sont d'avis que toutes les femmes qui ont atteint l'âge de vingt et un ans devraient avoir le droit de suffrage—2405; je ne suis guère éloigné moi-même de favoriser le suffrage des femmes—2405.

M. Verville—Ne pas oublier qu'il est d'autres jeunes gens qui, sans être partis pour le front, ne laissent pas de faire aussi, œuvre utile dans cette guerre—2405; injuste de leur refuser le droit de vote—2405; abaissez à dix-huit ans la limite si vous le voulez mais donnez le droit de vote à ces autres jeunes gens—2405.

BILL RELATIF A LA LOI ELECTORALE
—Suite.

M. Sinclair—Gouvernement devrait aussi tenir compte de la situation des milliers d'hommes qui font aujourd'hui le service mercantile sur l'océan Atlantique—2406.

Hon. C. Marcell—Français et Belges qui sont retournés dans leur pays, ne pourront pas voter—2407.

Hon. C. J. Doherty—Ils entrent dans la catégorie de ceux qui possèdent une double nationalité—2407; ont fait leur choix—2407; décident de se déclarer citoyens français et belges—2408.

M. Thoburn—On pourrait faire adopter une loi qui serait bien moins compliquée—2408; afin de permettre de voter à ceux qui, quoiqu'ils habitent encore le Canada, ne peuvent accomplir leurs devoirs de citoyens, tout simplement parce qu'ils sont éloignés de leurs foyers—2408; il existe des milliers d'électeurs par tout le Canada qui se trouvent privés de droit de suffrage, qui ne peuvent voter, tout simplement parce que le hasard a voulu qu'ils ne soient pas à l'endroit où ils ont droit de déposer leurs bulletins—2408.

M. McKenzie—Loi ne reconnaît pas de corporation qui s'appelle l'armée canadienne—2411; n'avons pas juridiction par rapport aux volontaires dès qu'ils sont rendus de l'autre côté, et nous devons les laisser sous l'autorité de l'armée anglaise et de ses lois jusqu'à ce qu'ils soient licenciés et soient de retour—2411; ne faut pas que les soldats pensent à la politique et aux affaires municipales—2411; ils ignorent les changements survenus dans ce pays depuis leur départ—2412.

M. Turriff—Aucune garantie que les bulletins arriveront à destination tels qu'ils ont été marqués—2413; difficile d'obtenir un compte impartial des bulletins—2413; pas possible de prévenir toutes les fraudes—2414; bill n'a pas été demandé par la milice—2414.

M. McLean (Sunbury-et-Queen)—Il est possible de rédiger un bill qui offre toutes les garanties—2415; conseille que l'on remette les bulletins au secrétaire du conseil de la milice et que ce conseil soit chargé de les faire parvenir aux officiers compétents, parce qu'ils connaissent les commandants des différentes unités, qu'ils sachent où les trouver et sont au fait de tout ce qui les concerne—2417; le conseil de la milice serait en mesure de donner les ordres auxquels les officiers des différents corps pourraient se conformer sans délai—2417; les bulletins seraient ensuite renvoyés sous pli cacheté au conseil de la milice qui les remettrait au greffier de la couronne en chancellerie—2417.

M. Clark (Bruce-nord)—On n'a pas plus de raison de soupçonner les officiers qui sont au front qu'on en a de soupçonner celui qui, dans ce Dominion du Canada est nommé président du scrutin ou secrétaire d'un bureau de votation—2422; plein de confiance que le suffrage sera recueilli de la façon voulue—2422; soldats doivent avoir l'avantage de voter—2422.

BILL RELATIF A LA LOI ELECTORALE
—Suite.

M. Nesbitt—Soldats sur le champ de bataille auront autre chose à s'occuper que de prendre part à une élection—2424; ne veux pas m'opposer à ce qu'ils votent, si la chose peut se faire convenablement—2424.

M. Sutherland—Nous ne créons pas de privilèges spéciaux—2424; raison importante pour que les soldats que l'on prétend avoir subi des torts devraient avoir l'occasion d'exprimer leur opinion—2425; Gouvernement ne craint pas leur verdict—2425.

M. Verville—Soldats ne sauront rien de la politique fiscale du Gouvernement—2429; faut voter non pas pour le Gouvernement ou pour l'opposition, mais pour un représentant—2429.

Hon. C. J. Doherty—Bill ne laisse pas au Gouvernement le droit des officiers chargés de distribuer, recueillir et transmettre les bulletins—2434; Gouvernement ne comptera pas plus les bulletins qu'il ne les compte dans les élections ordinaires—2434.

Hon. C. J. Doherty—Amendement dont l'effet sera d'autoriser toute personne ayant eu son domicile dans une circonscription électorale trente jours durant, au cours des six mois précédant son enrôlement, à exercer le suffrage dans cette circonscription—2485; il se peut qu'un homme réside dans deux circonscriptions électorales distinctes trente jours durant, dans cet intervalle de six mois, il sera assigné à la circonscription où il y réside en dernier lieu trente jours durant—2485.

Hon. C. Marcil—En faveur d'accorder le droit de vote au jeune homme de dix-huit ans—2486.

Hon. Arthur Meighen—Droit de suffrage que l'on accorde aux soldats n'est pas une faveur personnelle—2489; dans l'application du droit de suffrage en Angleterre la loi présume que si l'individu porte premièrement un intérêt réel et patriotique aux affaires de son pays, et secondement s'il est en état d'exprimer cet intérêt, il a droit de voter—2489; par ce bill, nous prenons certaines précautions pour constater s'il remplit bien ces deux conditions—2489; opposition fait erreur en disant que cette mesure élargit le droit de suffrage—2489; elle ne l'élargit que dans le cas où le soldat remplit les autres conditions que nous exigeons d'un votant ordinaire, à savoir qu'il porte intérêt aux affaires du pays—2489.

Sir Wilfrid Laurier—Grande objection est que l'on met entièrement de côté les garanties que nous avons jugées nécessaires à la tenue d'une élection dans ce pays—2490.

Amendement de l'honorable C. J. Doherty est adopté—2501.

Modification de l'article concernant la distribution des bulletins—2501.

BILL RELATIF A LA LOI ELECTORALE
—Suite.

Hon. Wm. Pugsley—Commission de trois membres pourrait être nommée—2611; un par le premier ministre—2611; un par le chef de l'opposition—2611; le troisième par les deux commissaires—2611; commissaires établiraient tous les règlements voulus pour la marque à opposer sur le bulletin de vote—2611; le tout sujet à l'approbation de l'exécutif—2612.

Hon. C. J. Doherty—Lieu d'appréhender que la constitution d'une commission civile de ce genre serait envisagée comme un empiètement du civil sur le militaire—2612.

Sir Robert Borden—A mon sens, toute la question se réduit à savoir si nous avons assez de confiance dans l'honorabilité des chefs de corps pour supposer qu'ils rempliront honnêtement, et sans intention de fraude, les fonctions qui leur seront confiées—2615; si ces hommes ont droit à notre confiance les garanties qu'offre le bill sont suffisantes—2615.

Sir Wilfrid Laurier—Si nous insistons pour qu'il soit pris, à l'égard du militaire, les mêmes précautions qu'à l'égard du civil, cela n'implique aucunement méfiance à l'endroit de l'armée—2616.

Hon. C. Murphy—Objections réelles contre le bill—2616; bulletins passeront par plusieurs mains—2616; à la garde de personnes qui sont complètement inconnues—2616; toutes les irrégularités qui peuvent se commettre au Canada sont prévues par la loi—2618; il n'en est pas ainsi de celles qui auraient lieu hors du territoire canadien—2618.

M. McLean (Sunbury et Queen)—Les deux partis sont à peu près d'accord sur le principe même du bill—2618; de part et d'autre, on reconnaît qu'il convient de fournir aux soldats le moyen d'exercer leur droit de suffrage—2618; il s'agit de savoir comment on devra s'y prendre—2618; considère que nous devons adopter le moyen le plus direct et le plus simple possible—2618; on devrait prescrire que l'officier chargé de recueillir les bulletins soit tenu de dresser la liste des soldats ayant voté—2618; cette liste devant être envoyée sous le même pli que les bulletins—2618.

M. McLean (Sunbury et Queen)—Serait en faveur d'une commission pour surveiller tout ce qu'il y aura à accomplir—2619.

Hon. Wm. Pugsley—Avant que ce bill devienne en vigueur, on devrait obtenir le consentement du secrétaire de la guerre—2625; acte de courtoisie que nous lui devons—2625.

Hon. C. Marcil—Nous passons notre temps à discuter un bill, qui ne sera jamais mis en vigueur, et qui, à mon sens, est de nature à rabaisser la dignité du Parlement canadien—2632; nous devrions être en état de savoir que les lois que nous édictons seront appliquées et respectées et qu'elles ne seront pas lettre-morte—2632; nous ordonnons aux officiers en France et en Bel-

BILL RELATIF A LA LOI ELECTORALE
—Suite.

gique de recueillir ces suffrages—2632; mais ils sont officiers de l'armée britannique et ils échappent à notre contrôle; si les règles de l'armée le défendent, les suffrages ne seront pas recueillis—2632; cet empêchement ne ferait pas honneur au Parlement ni au peuple du Canada—2632; cette mesure ne nous assure pas, non plus, que les suffrages reçus ici seront bien ceux que les soldats auront donnés—2632; je ne doute pas qu'en somme nos soldats voteront honnêtement et d'une façon conforme aux meilleurs renseignements que les circonstances leur auront permis d'obtenir, mais nous ne sommes pas certains que les suffrages donnés se rendront ici—2633.

M. McKenzie—M'oppose au bill dans son entier—2632; l'application de ce bill est impossible—2632; d'après ce bill les suffrages seront déposés dans un seul et même sac, sans arrangement spécial—2633; le suffrage d'un soldat de la Colombie-Anglaise sera dans le même sac que le suffrage d'un soldat de la Nouvelle-Ecosse—2633; on a pas prévu de mode pour les expédier séparément. Il n'est pas certain qu'ils se rendent à destination, et s'ils s'y rendent on ne pourra pas chercher à les faire mettre de côté, car les noms des votants n'apparaîtront sur aucune liste—2633; ce système offre bien peu de garantie—2633.

Hon. C. J. Doherty—Amendement au bill de manière à obliger tout officier à prêter le serment devant un fonctionnaire compétent, aux Bermudes ou en Grande-Bretagne—2636; cette formalité ne nous donnera qu'une garantie morale—2637; j'ai toujours été d'avis qu'on pouvait s'en rapporter aux officiers et les dispenser du serment—2637; amendement est adopté—2638.

Hon. Jacques Bureau—Je ne vois pas pourquoi les mots "gouvernement" et "opposition" seraient employés sur les bulletins de vote; ils ne l'ont jamais été dans nos élections et il n'est pas juste de s'exprimer ainsi—2639; sous le régime de la loi projetée, les questions politiques ont trait aux sujets des discussions entre les chefs des partis—2639; suis d'avis que nous devrions employer dans la présente loi des mots intelligibles et qui permettraient aux soldats de voter d'une façon intelligente—2639.

Hon. C. J. Doherty—Je ne vois pas de moyen de le résoudre puisque les votants n'ont pas assez de renseignements pour choisir un candidat en particulier—2639.

M. Verville—Une classe ouvrière se trouve, du fait de son travail, privée de l'avantage de donner son vote—2645; surtout les employés de chemins de fer—2645; on devrait fournir à ces citoyens l'occasion d'exercer leur droit de vote—2645; amendement permettant aux conducteurs de train, mécaniciens de chemins de fer, serre-freins et tous les autres agents du personnel des trains, de déposer leur bulletin, soit le jour de la votation en con-

BILL RELATIF A LA LOI ELECTORALE
—Suite.

formité de la loi, ou le jour précédent le jour de la votation—2645; texte de l'amendement—2645.

Hon. C. J. Doherty—Employés de chemins de fer n'ont proposé aucune méthode particulière ressemblant à cet amendement—2646; si nous devons leur fournir un moyen de voter, le moyen qu'ils demandent devrait être beaucoup plus efficace que celui-ci—2646.

Sir Wilfrid Laurier—L'année dernière employés de chemins de fer ont demandé que l'on s'occupe de leur cas—2647; lettre envoyée au président du comité—2647; lettre propose que le bulletin puisse être déposé aux points divisionnaires, tandis que l'amendement soumis à la Chambre propose que les employés de chemins de fer puissent voter, soit le jour même de l'élection ou le jour précédent, à l'endroit où ils ont leur résidence—2647; l'employé de chemin de fer remplit un devoir tout aussi important pour la société que le soldat—2648.

Hon. Wm Pugsley—Serait facile d'insérer l'amendement au bill—2651.

Hon. T. W. Crothers—Proposition ne répond nullement à la situation—2651; depuis trente ans dans ma ville nous avons essayé de trouver moyen d'assurer aux employés de chemins de fer l'occasion de voter, mais nous n'avons jamais encore réussi à imaginer un projet qui ne prêtât le flanc à tant d'objections que sa réalisation devenant impossible—2651.

M. le Président déclare que l'amendement est contraire au règlement pour le moment—2651.

Hon. Wm Pugsley—Parlement se propose de demander à des officiers de l'armée impériale de remplir certaines fonctions créées par ce projet de loi—2658; pour eux c'est le devoir de soldat qui prime—2658; un amendement—2658; il ne sera pris aucune action jusqu'à ce que la présente loi ait été soumise au secrétaire d'Etat pour la guerre du Royaume-Uni et approuvée par lui—2658.

Hon. C. J. Doherty—Il est évident que ni le secrétaire d'Etat de la guerre ni aucun autre membre du gouvernement impérial ne s'imaginent que nous voulons appliquer cette loi au détriment des opérations militaires—2658; il serait tout à fait déplacé de notre part d'insérer dans cette loi quoi que ce soit qui pût suggérer que nous croyons qu'ils peuvent penser que nous essayons de faire cela—2658.

M. Macdonald—Proposition naturellement convenable et juste—2661; le fait de soumettre cette loi à l'approbation de l'homme qui a autorité sur les chefs de corps n'est qu'une reconnaissance par le Parlement canadien du fait que nos soldats sont placés sous l'autorité du chef de l'armée anglaise—2 2.

BILL RELATIF A LA LOI ELECTORALE
—Suite.

Hon. C. Marcil—Attitude du ministre de la Justice—2663; incompatible avec l'attitude générale du Gouvernement—2663; gouvernement canadien a toujours agi en étroite relation avec le gouvernement impérial—2663; autorités canadiennes ont déclaré n'avoir rien fait sans consulter les autorités militaires impériales—2664; la seule manière que nous ayons de prendre part à la guerre, c'est de coopérer avec les autorités impériales—2664; l'amendement de M. Pugsley est très rationnel, et devrait être accepté par le Gouvernement—2664.

Hon. R. Lemieux—Doctrines de l'autonomie canadienne et l'honorable C. J. Doherty—2664; plaidoyer du ministre ne s'applique pas au présent projet de loi—2664; soldats canadiens servent dans l'armée impériale—2664; je suis en faveur d'accorder le droit de vote aux soldats—2664; si nous pouvons leur procurer les moyens voulus d'exercer leur droit d'électeur—2664; premier devoir des soldats est de défendre la liberté de l'empire britannique, et le Gouvernement canadien ne saurait leur imposer d'autres obligations, sans obtenir d'abord le consentement de lord Kitchener à l'application des dispositions du projet de loi—2664; lord Kitchener lui-même aura peut-être à prendre l'avis des commandants des troupes canadiennes, et probablement celui des généraux français et belges aux troupes desquels les soldats canadiens pourront être mêlés—2664; lorsqu'un régiment est engagé dans une bataille aucun pouvoir civil ne peut entraver les ordres du ministre de la guerre, les officiers ne permettront pas aux soldats de se mêler de politique lorsque le sort de l'empire est en jeu—2664; il n'est pas dérogatoire d'insérer dans le projet de loi une disposition décrétant qu'il ne s'appliquera qu'après que les autorités militaires d'Angleterre auront donné leur consentement—2665.

Hon. C. J. Doherty—Il ne m'est pas venu en l'idée de supposer que l'application de notre projet de loi pourrait, dans n'importe quelle circonstance imaginable, nuire à l'accomplissement des devoirs de nos soldats—2665; Si elle intervient, et si nous demandons à lord Kitchener de laisser faire, il sera de son devoir, de nous refuser, de même qu'il serait de la plus grande impertinence pour nous de demander l'application de la loi dans des conditions susceptibles de créer des embarras—2665; d'un autre côté, si la loi peut être appliquée sans aucun désarroi je ne puis réellement m'imaginer que nous nous exposerions aux mauvaises grâces de lord Kitchener en lui demandant de permettre l'application d'une loi qui ne contrecarrera en aucune façon les devoirs de nos soldats—2665; amendement de l'honorable Wm. Pugsley est rejeté—2667; officiers qui sont candidats ne peuvent agir—2668; ordre de convocation des élections—2669; président de l'élection devra dresser une liste des militaires qui

BILL RELATIF A LA LOI ELECTORALE
—Suite.

sont venus voter à sa connaissance—2670; rapport du vote aux différents collèges électoraux—2673; pour obtenir le certificat concernant les électeurs dont les noms sont déjà sur la liste électorale—2673; procédure à suivre quand les volontaires quittent le Canada avant le jour de l'élection—2674; opérations du scrutin—2681; dans le cas où le volontaire manquerait de présenter sa demande en temps utile pour qu'il soit porté sur la liste, et que son nom n'y figurerait pas, cela ne le prive pas de son droit de suffrage, pourvu qu'il se présente devant le président d'élection et prête le serment prescrit avant la fermeture du bureau de vote—2682; l'officier commandant doit accorder à tout volontaire, dans la mesure où il se peut faire sans nuire à l'accomplissement de ses fonctions, le temps voulu et la facilité pour voter—2683; bill passe en comité—2686.

Hon. Wm. Pugsley—Amendement changeant l'article 2 en nommant une commission pour appliquer la loi—2686.

Hon. R. Lemieux—Amendement exigeant qu'aucune action ne soit prise sans l'approbation du ministre de la guerre du Royaume-Uni—2687.

Amendement rejeté—2687.

Hon. C. Marcil—Amendement accordant le droit de vote aux soldats de 18 ans au lieu de 21 ans.

Amendement rejeté—2687.

3e lecture—2687.

Hon. C. J. Doherty—Sénat a renvoyé le bill avec deux amendements—2775; que six scrutateurs soient nommés—2775; trois par le chef de l'opposition et trois par le premier ministre—2775; autre amendement concernant l'avis que les officiers doivent donner avant de recueillir les votes—2776; par suite de la disposition relative à cet avis, il sera impossible d'accepter l'amendement—2776; texte du message envoyé au Sénat—2776.

M. l'Orateur—Annonce que le Sénat n'insiste pas sur les amendements mais adopte les amendements faits par la Chambre des communes—2777.

Sanctionné—2778

BILL RELATIF AU TARIF DES DOUANES.

Hon. W. T. White—Dépose bill (n° 75) modifiant le tarif douanier relatif aux ressources de la guerre—1300.

1ère lecture—1300.

2e lecture—1496.

En comité—1496.

Hon. Wm. Pugsley—Droit sur les engrais—1496; faire décréter la libre importation des engrais chimiques—1496; Provinces maritimes qui paient la majeure partie—1496; droit \$2 la tonne—1496; fardeau qui pèse sur le cultivateur—1496.

BILL RELATIF AU TARIF DES DOUANES
—Suite.

Hon. W. T. White—L'impôt de guerre n'est applicable ni aux engrais naturels ni aux engrais chimiques—1496; l'ancien tarif reste en vigueur—1496; droit ne représente pas un montant élevé—1497.

M. Robb—Prix du ciment en Angleterre, aux Etats-Unis et en Canada—1499; droit sur la graine de coton—1499.

Hon. W. T. White—Gouvernement n'a pas changé la base sur laquelle le nouveau tarif sera appliqué—1499; il sera soumis aux dispositions du tarif de 1907, dont il est une modification—1499.

Sir Wilfrid Laurier—Pour les fins d'évaluation de douanes, il convient de se baser sur le prix courant du lieu de provenance—1499.

Sir George Foster—Le pays à consulter est le pays d'origine, non pas le lieu où l'article est vendu à celui qui l'apporte au Canada—1499.

Hon. W. T. White—Nous ne changeons rien à la règle qui gouverne le prélèvement de la taxe—1500.

3e lecture—1500.

Sanctionné—2347.

BILL RELATIF AU COMMERCE DES GRAINS.

Sir George Foster—Dépose bill (no 112) modifiant la loi des grains—1753; rendre péremptoire la pesée des grains à Fort-William et Port-Arthur—1753; en cas de litige, certificat relatif à la qualité du grain fera preuve "prima facie"—1753.

1ère lecture—1753.

2e lecture—2157.

En comité—2157.

Hon. Arthur Meighen—Pesage officiel et certificat du poids—2157; certificat officiel de la pesée, non pas celui de la qualité, sera définitif—2157; cette disposition de la loi n'est applicable qu'aux seuls éleveurs de la division ouest et aux éleveurs publics de la division est où il est déposé du grain de l'Ouest—2157.

Sir Wilfrid Laurier—Projet de loi a été conçu à la hâte—2327; ne rend pas justice à ceux qui ont des intérêts dans l'industrie du transport—2327; texte d'une lettre reçue à ce sujet—2327.

Hon. Frank Oliver—Un amendement—2327; étudier la question du coulage—2327; l'expéditeur ne saurait en être la cause—2327; ne faut pas permettre de le tenir responsable—2327.

M. Wright—Celui qui charge le bateau devrait être comptable de la quantité qu'il y met—2328; l'insuffisance du grain ne regarde pas les expéditeurs de l'Ouest—2328.

BILL RELATIF AU COMMERCE DES GRAINS—Suite.

Hon. Arthur Meighen—Question regarde les cultivateurs et les compagnies d'éleveurs—2329; expéditeurs constituent une catégorie à part—2329; nous devons nous en rapporter à la commission du grain sous ce rapport—2329.

Sir George Foster—Projet de loi est sage—2329; renvoyons le règlement de cette question, assez complexe à une commission qui a plus d'expérience que nous—2329.

Amendement de M. Olivier est rejeté—2330.

M. Knowles—Amendement renvoyant le bill au comité est rejeté—2330.

3e lecture—2330.

Sir Georges Foster—Amendement par le Sénat—2681; détruit l'effet du bill—2681; entravera le travail du département—2681; pouvoirs conférés à la commission des grains vont être diminués—2681; vaut encore mieux accepter le bill ainsi mutilé que de ne rien avoir du tout—2681.

Amendement adopté—2681.

Sanctionné—2778.

BILL RELATIF AU POINÇONNAGE DE L'OR ET DE L'ARGENT

Sir George Foster—Dépose bill (no 113) modifiant la loi 1913, concernant le poinçonnage de l'or et de l'argent—1753.

1ère lecture—1753.

2e lecture—1995.

En comité—1995.

Sir George Foster—Actes prévus et punis par voie sommaire et minimum d'amende—1995; loi actuelle ne fait qu'assimiler la contravention à un délit criminel—1995; nouvelle disposition simplifie la procédure—1995; minimum de l'amende \$25—1996; maximum \$100—1996; inspecteur peut saisir les objets marqués autrement qu'en conformité des dispositions de la loi—1996; ces articles seront confisqués au profit de la couronne—1996.

3e lecture—1996.

Sanctionné—2778.

BILL RELATIF A LA FALSIFICATION DES SUBSTANCES ALIMENTAIRES.

Hon. P. E. Blondin—Dépose bill (no 114) modifiant la loi relative aux substances alimentaires—1753; contrefaçons du sucre et du sirop d'érable—1753; restreindre l'application du mot "érable" aux produits absolument purs de la sève—1753; amende de \$25 à \$50—1753.

1ère lecture—1753.

2e lecture—1906.

En comité—1906.

**BILL RELATIF A LA FALSIFICATION
DES SUBSTANCES ALIMENTAIRES—
Suite.**

Hon. P. E. Blondin—Etiquette obligatoire sur imitation ou composé de sucre ou de sirop d'érable—1906; afin que le public sache bien qu'il s'agit d'une imitation—1906; teneur des modifications à la dernière loi—1906; amende minimum de \$25, dans les cas d'infraction à la loi des falsifications—1907; moitié de l'amende sera attribuée à celui qui aura fait la dénonciation ou aidé à découvrir le coupable—1907; celui qui vend du sucre d'érable pur n'est pas tenu d'y apposer l'étiquette—1907; Les articles ne portant pas l'étiquette sont censés authentiques—1907.

Sir Wilfrid Laurier—Objection à cette loi—1907; favorise la sophistication—1907; main industrielle tire profit de cette opération aux dépens du consommateur—1907; faut prévenir autant que possible la sophistication de toute substance alimentaire—1908.

Hon. Jacques Bureau—Bill actuel ne fait qu'autoriser les composés de sirop et de sucre d'érable—1908; il facilitera les opérations de ceux qui trompent le public, en lui vendant des produits falsifiés—1908.

M. Robb—C'est le mot "érable" qui donne de la valeur au produit—1909; cultivateurs et fabricants de sirop d'érable sont opposés à l'emploi de ce mot sur les étiquettes de produits falsifiés—1909.

M. Turriff—Une forte punition devrait être imposée à quiconque vend comme du sirop ou du sucre d'érable, un produit falsifié—1909; avec le présent bill la situation sera plus embrouillée qu'auparavant—1909.

Hon. C. J. Doherty—But du bill—1909; exiger des vendeurs qu'ils déclarent ouvertement en quoi consiste leur marchandise—1909.

Sir Wilfrid Laurier—La falsification des denrées alimentaires est un des fléaux de notre temps—1909; elle s'étend non seulement au sirop et au sucre d'érable mais à presque tous les produits—1910. Il y a des gens qui fabriquent des composés de sucre et de sirop d'érable, mais c'est une industrie que ne doit pas être encouragée, dans l'intérêt de la santé publique—1910; ce produit est malsain et cause du tort aux fabricants de vrai sirop d'érable—1910.

Hon. C. Marcil—Extrêmement difficile de se procurer le véritable article—1910; une industrie essentiellement nationale, et c'est la seule—1910; il faut la protéger de toutes les manières—1910; on ne devrait pas tolérer les falsifications—1910.

M. Morris—Le gouvernement est tenu de protéger l'importante industrie du sucre et du sirop d'érable—1910; s'oppose à que le mot "érable" soit employé en rapport avec des falsifications—1910.

**BILL RELATIF A LA FALSIFICATION
DES SUBSTANCES ALIMENTAIRES—
Suite.**

M. Boyer—L'industrie de l'érable doit être considérée sur le même pied que les autres industries agricoles—1911; il y aurait une mine d'or pour les cultivateurs dans cette industrie négligée—1911; l'éveil a été général—1911; brochure distribuée à 50,000 propriétaires d'érablières—1911; écoles sucrières dans différentes parties de Québec—1911; production annuelle du sucre d'érable excède celle de l'industrie des fruits—1911; produits de l'érable donnent aujourd'hui aux cultivateurs \$2,000,000 par année—1911; ce chiffre atteindra \$6,000,000 en peu d'années—1911; notre sucre et sirop d'érable pourront remplacer tous les sucres et sirops connus—1911; marche de cette industrie depuis 1850—1912; les deux tiers de la production se fait dans Québec—1912; production par province—1912; l'industrie du sucre d'érable aux Etats-Unis—1912; l'avenir de l'industrie érablère est fort importante, non seulement au point de vue de l'industrie sucrière, mais aussi de la conservation des forêts d'érables—1912; la valeur de l'érable n'est pas bornée à sa sève seulement, elle est recherchée comme bois dur et très utile—1912; de toutes les industries, il n'y en a pas qui soit plus canadienne et qui rapporte plus de profits pour le capital investi et pour les soins qu'on y apporte sans appauvrir le sol—1913; présente loi arrive à son temps—1913; si on a établi un étalon pour les sucres et sirops qui se vendent comme produits purs et qui seront étiquetés comme tels, par quels procédés reconnaitra-t-on la valeur inoffensive ou offensive des produits étiquetés "imitation de sirop ou de sucre d'érable composé"?—1913; un amendement—1914.

M. Demers—Convaincu que si nous voulons arriver au but que nous poursuivons, il faut retrancher le mot "pure" dans certaines parties du bill—1915.

Amendement accepté. 1916.

Hon. P. E. Blondin—Remplace l'article premier—1916.

Hon. Jacques Bureau—Application des amendes—1917; donner la moitié de l'amende à un dénonciateur—1917; cette disposition favorisera le chantage de la part de gens sans scrupule—1917.

3e lecture—2119.

Sanctionné—2778.

**BILL RELATIF A LA LOI DU REVENU
DE L'INTERIEUR.**

Hon. P. E. Blondin—Dépose bill (n° 115) modifiant la loi du Revenu de l'intérieur—1753; nomination d'employés surnuméraires par décret du conseil—1753.

1ère lecture—1753.

2ème " —1995.

3ème " —1er avril.

Sanctionné—2778.

BILL RELATIF AU TRANSCONTINENTAL.

Hon. Frank Cochrane—Dépose bill (n° 119) modifiant la loi du chemin de fer Transcontinental—1978.

1ère lecture—1978.

2e lecture—2016.

En comité—2256.

Hon. G. P. Graham—Attitude que j'ai prise sur cette question—2256; devoir du gouvernement—2256; terminer de suite la division est du Transcontinental—2256; se conformer aux conditions du cahier des charges—2257; construire gare terminus de Québec—2257; pouvoir dire à la compagnie: Nous avons rempli les obligations auxquelles nous étions tenus; maintenant, c'est à vous d'accepter ce chemin de fer, ou sinon, nous allons prendre des procédures contre vous—2257; gouvernement n'a pas à demander de loi lui accordant des pouvoirs qu'il ne saurait exercer sans violer la convention faite avec le Grand-Tronc-Pacifique—2257.

Sir Robert Borden—Comblent lacune dans la loi—2257; accorde au ministre le pouvoir de louer un embranchement constituant une partie essentielle de la division est du Transcontinental—2258.

Sir Wilfrid Laurier—Il y a eu un malentendu entre la compagnie et le gouvernement—2259; savoir si le chemin est achevé selon les conditions du contrat—2259; devrions avoir des preuves—2259; moyen facile de trancher la difficulté—2259; il s'agit de décider si l'entreprise que le cahier des charges avait en vue est achevée—2259; s'il existe une différence d'opinion entre les ingénieurs, nous pouvons avoir recours à un arbitrage—2259.

Hon. Frank Cochrane—L'embranchement du lac Supérieur—2261; dans l'intérêt de la bonne administration, il ne devrait jamais appartenir au Grand-Tronc-Pacifique—2261; appartenir au Transcontinental—2261; fournit le débouché sur l'Ouest—2261; les changements dans Québec—2263; étaient à désirer au point de vue des intérêts du chemin de fer et de ceux des hommes d'affaires de Québec—2262.

Hon. Wm. Pugsley—Au nom des Provinces maritimes—2264; proteste contre toute proposition qui pourrait faire espérer à la compagnie du Grand-Tronc-Pacifique qu'elle peut être relevée de l'obligation d'exploiter la division est du Transcontinental national—2264; cette proposition—2264; pour objet de permettre au Gouvernement d'exproprier la ligne entre la Lake-Superior Junction et Fort-William—2264; l'idée de l'ancien gouvernement—2264; construire la ligne principale et la louer pendant cinquante ans—2264; compagnie devait construire et exploiter les embranchements—2264.

Hon. Frank Oliver—Gouvernement demande au Parlement de l'autoriser à agir à sa guise—2269; circonstances ne sont pas

BILL RELATIF AU TRANSCONTINENTAL—Suite.

telles que l'intérêt du pays demande que nous accordions pareille autorisation—2269.

Hon. Frank Cochrane—Un amendement—2272; tout contrat comportant location de l'embranchement du lac Supérieur pour plus de cinq ans, ou l'acquisition devra être ratifié par le Parlement—2272.

Amendement adopté—2272.

3e lecture—2331.

Sanctionné—2778.

BILL RELATIF A LA LOI DES LIQUIDATIONS.

Hon. C. J. Doherty—Dépose bill (n° 122) modifiant la loi des liquidations—2253.

1ère lecture—2253.

2e lecture—2253.

3e lecture—2331.

Sanctionné—2778.

BUDGET DE 1915 ET 1916.

Hon. Robert Rogers—Dépose bill (n° 123) accordant certaines sommes d'argent pour besoins du service public en 1915 et 1916—2514.

1ère lecture—2514.

2e lecture—2514.

Hon. C. Marcil—Liquidation de la compagnie d'assurance sur la vie la Union—2514; peuple canadien a beaucoup d'argent de placé dans les assurances—2514; serait heureux que le gouvernement lui promit que les intérêts du public seront sauvegardés comme il le convient—2514.

Hon. W. T. White—Si le gouvernement n'avait pas confiance au département des assurances il verrait à adopter des mesures qui lui inspirerait de la confiance—2514; embarras financiers de cette compagnie ont commencé en 1909—2514; doivent être attribués à l'incurie des directeurs et administrateurs—2514; grande latitude dans le placement des fonds—2514; projet de loi empêchera la répétition de pareils incidents—2514.

3e lecture—2514.

Sanctionné—2778.

BILL RELATIF AUX IMPOTS DE GUERRE.

Hon. W. T. White—Dépose bill (n° 76) concernant les impôts de guerre—1300.

1ère lecture—1300.

2e lecture—1500.

En comité—1500.

Hon. W. T. White—Prélever un revenu pour les besoins de la guerre—1500; intérêts et revenus des sociétés d'administration—1500; primes d'assurances autres que sur la vie—1501; taxes demandées et perçues par la compagnie—1501; taxe sur les billets de chemin de fer et de bateaux ou les droits de transport—

BILL RELATIF AUX IMPOTS DE GUERRE
—Suite.

1502; droits de timbres sur les chèques et certains autres documents—1502; timbre sera apposé par la personne qui émet le chèque—1502; émission de chèques sans timbres—1507; loi entrera en vigueur le 15 avril—1507; distribution de timbres—1510; pourra remplacer les timbres spéciaux par des timbres-poste—1511; pour accommoder le public—1511; taxe d'un cent sur chaque lettre ou carte postale—1513.

Hon. C. Marcil—Lettres écrites par les soldats qui sont au front entrent en franchise au Canada—1515; lettres adressées du Canada à ces soldats devraient jouir du même privilège—1515.

Hon. T. C. Casgrain—Courrier est aussi transporté par les autorités postales d'Angleterre—1515; n'avons pas essayé de conclure d'arrangement, parce que nous avons cru que nous ne réussirions pas—1515.

Sir Wilfrid Laurier—Pouvoir de taxer les vins de champagne—1518; notre convention avec la France—1518.

Hon. W. T. White—Opinion du ministère de la Justice—1518; loi n'est pas en conflit avec les termes de la convention—1518; Canada produit des vins mousseux—1518; l'impôt frappe non pas le champagne seulement, mais les vins mousseux en général quelle qu'en soit la provenance—1518; impôt du timbre sur les médicaments brevetés, les parfums et les vins—1519.

M. German—Proteste contre la taxe sur les spécialités pharmaceutiques—1519; approuve la taxe sur les objets de luxe—1519.

Hon. W. T. White—Ce n'est pas la première fois que l'on aura taxé les médicaments brevetés—1519; de nombreuses exceptions à cet impôt—1520.

Hon. Wm. Pugsley—Tarif ne vise pas seulement la création de recettes, mais a encore pour objectif la protection—1521; gouvernement doit bien réfléchir avant d'imposer de nouveaux fardeaux aux masses populaires—1522.

Hon. W. T. White—Amende pour omission d'apposer un timbre—1523; recouvrement des timbres—1523; reprise de l'étude du bill en comité—1692.

Hon. W. T. White—Modification à l'article 20—1692; recouvrement des amendes imposées—1692.

3e lecture—1694.

Sanctionné—2347.

BILL RELATIF A LA LOI MINIERE DU YUKON.

Hon. W. J. Roche—Dépose bill (67) modifiant la loi minière du Yukon—553; protéger les droits miniers de ceux qui se sont enrôlés pour la guerre—553.

1er lecture—553.

2e lecture—1988.

BILL RELATIF A LA LOI MINIERE DU YUKON—Suite.

Hon. W. J. Roche—Jusqu'au 1er avril tous les homesteads sont protégés—1988; amendement du Sénat—1988; loi s'applique aussi à ceux qui après s'être enrôlés sont alités ou obligés de garder la chambre par suite de blessures ou de maladie—1988.

3e lecture—

Sanctionné—2778.

BILL RELATIF AU FONDS PATRIOTIQUE CANADIEN.

Hon. C. J. Doherty—Dépose bill (no 39) modifiant la loi du Fonds patriotique canadien de 1914—215; permettre de secourir les femmes, enfants et parents nécessiteux des citoyens de Terre-Neuve en service actif dans les rangs canadiens—215; secourir les militaires canadiens qui au retour de la guerre, ne seront plus capables de travailler—215; loi actuelle n'autorise pas ces privilèges—215; secours pourront être accordés jusqu'à six mois après la fin des hostilités—216.

1ère lecture—216.

2e lecture—422.

En comité—422.

M. Ames—Fonds autorisé au mois d'août—422; bureau central à Ottawa formule les indications générales aux différents comités—422; manière d'opérer—422; fonds a reçu \$2,700,000—423; dépensé jusqu'ici \$800,000—423; nécessaire de classifier les familles des soldats—423; tenons compte du coût de la vie dans chaque localité—423; nos rapports avec les comités locaux—423.

Sir Robert Borden—L'allocation de séparation établie en ce pays l'a été d'après celle en vigueur dans le Royaume-Uni, —424; une partie de la solde peut aussi être consacrée à l'entretien de la famille du soldat durant son absence—424.

Hon. F. Oliver—Obligations de l'Etat et des simples citoyens—424; cette législation ne porte pas sur les allocations d'absence payées par le Trésor—425; espère que le Gouvernement déposera une loi au sujet des allocations d'absence et de l'assistance aux familles des volontaires basée sur les conditions qui existent dans ce pays, plutôt que basée sur les lois et règlements qui existent dans le Royaume-Uni et qui s'appliquent à un état de choses tout différent des nôtres—425.

M. Ames—Le Gouvernement a agi de façon très généreuse—425; paie 20,000 allocations d'absence—425; coopération du Gouvernement et de la philanthropie locale fonctionne extrêmement bien—425.

M. Bennett (Simcoe-est)—Situation dans Ontario—426; état vrai des différents fonds n'a pas encore été fourni au pu-

BILL RELATIF AU FONDS PATRIOTIQUE CANADIEN—*Suite*.

blic—426; familles des officiers reçoivent plus que celles des soldats—426; solde du soldat est faible—426; sa famille devrait recevoir une plus forte allocation—426.

M. Ames—Québec a souscrit \$1,035,000 et Ontario \$1,010,000—427.

M. Macdonald—Mariage des soldats—427; consentement du colonel—427; pensée qui a présidé à la création du fonds patriotique—427; venir en aide à ceux qui sont réellement dans le besoin—427.

Sir Robert Borden—Soldat qui se marie sans autorisation—427; il n'est pas pourvu à l'entretien de sa femme et de sa famille—427.

M. Wilcox—Quel arrangement a-t-on pris pour venir en aide aux femmes et aux familles des soldats quand elles demeurent aux Etats-Unis?—428.

M. Ames—Existe des fonds semblables au nôtre en Angleterre, à Terre-Neuve et aux Etats-Unis—429; nous nous occupons de toutes les femmes des réservistes anglais au Canada et l'association anglaise veille sur les femmes des volontaires canadiens qui ont été laissées en Grande-Bretagne—429; nous avons un arrangement semblable aux Etats-Unis—429.

M. Nickle—Fonds patriotique n'a jamais été regardé comme une charité—430; offre spontanée d'un peuple reconnaissant—430.

M. Arthurs—Mécontentement dans le pays relativement à la distribution du fonds patriotique—431; existe du favoritisme—431; comtés qui ont souscrit le plus généreusement sont les plus favorisés—431.

M. Ames—Désire enregistrer mon protêt contre l'emploi du mot: "charité", lorsqu'il s'agit des secours distribués par le fonds patriotique—431; il n'existe absolument rien qui sente la charité dans la constitution du fonds patriotique, du commencement à la fin—431.

M. Clark (Red-Deer)—Fonds patriotique est l'œuvre d'une loi de l'Etat—433.

3e lecture—434.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA LOI SUR LE SENAT ET LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Hon. C. J. Doherty—Dépose bill (n° 57) modifiant la loi sur le Sénat et la Chambre des communes—375; rendre éligibles et aptes à siéger soit dans cette Chambre, soit au Sénat, tous officiers et soldats en activité de service dans les forces militaires ou navales, nonobstant qu'ils touchent la solde affectée à leur position à ce titre—375; décréter que dans le calcul des jours d'absence d'un membre de cette Chambre, les jours d'absence en activité de service dans les

BILL RELATIF A LA LOI SUR LE SENAT ET LA CHAMBRE DES COMMUNES—*Suite*.

forces militaires ou navales ne comptent pas—375.

1ère lecture—375.

2e lecture—472.

En comité—472.

Hon. G. P. Graham—Loi actuelle permettrait-elle à un officier ou soldat en service actif de se porter candidat au moment où il serait hors du pays?—473.

Hon. C. J. Doherty—La chose n'est pas certaine—473; fait de toucher sa solde rendrait peut-être inéligible l'officier parti avec un corps expéditionnaire—473; il est certain que l'officier en solde ne sera inéligible—473; loi s'applique aussi aux canadiens dans les armées alliées—474; loi entrera en vigueur le 4 avril 1914—475.

3e lecture—475.

Sanctionné—2346.

N'AYANT PAS PASSE.

BILL RELATIF A LA COUR SUPREME.

Hon. C. J. Doherty—Dépose bill (n° 121) modifiant la loi sur la cour Suprême—2113; autoriser la cour à entendre et à décider des appels des jugements rendus dans des causes d'élections provinciales contestées—2113.

1ère lecture—2113.

2e lecture—2182.

En comité—2182.

Hon. C. J. Doherty—Appel dans les causes d'élections provinciales, lorsque la loi provinciale l'autorise—2182; ce projet de loi ne crée pas le droit d'appel—2182.

Sir Wilfrid Lawrie—Loi très dangereuse—2182; lois provinciales devraient être appliquées par des tribunaux provinciaux—2182; lois fédérales par des cours fédérales—2182.

M. Bennett (Calgary)—Hors des limites d'une province, nul pouvoir ne devrait en justice avoir le droit de dire qui siègera dans sa législature—2183; opposé au principe du bill—2183.

3e lecture—2183.

Rejeté par le Sénat le 8 avril.

BILL RELATIF A LA LOI DU REVENU DE L'INTERIEUR.

Hon. P. E. Blondin—Dépose bill (n° 116) modifiant la loi du revenu de l'Intérieur—1753; transporter en transit du lieu de fabrication jusqu'à Halifax ou Vancouver des marchandises assujetties au droit d'accise—1753.

1ère lecture—1753.

2e lecture—1988.

3e lecture—2119.

BILLS D'INTERET PRIVE.

Bills ayant passé.

BILL RELATIF A LA "ALBERTA CENTRAL RAILWAY COMPANY".

M. Clark (Red Deer)—Dépose bill (n° 4) concernant la "Alberta Central Railway Company"—49.

1ère lecture—49.

2e lecture—152.

3e lecture—538.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA "ATHABASKA AND GRANDE PRAIRIE RAILWAY COMPANY".

M. Green—Dépose bill (n° 5) concernant la "Athabaska and Grande Prairie Railway Company"—49.

1ère lecture—49.

2e lecture—49.

3e lecture—538.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA "BRANTFORD AND HAMILTON ELECTRIC RAILWAY COMPANY".

M. Barker—Dépose bill (n° 6) concernant la "Brantford and Hamilton Electric Railway Company"—49.

1ère lecture—49.

2e lecture—152.

3e lecture—538.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA "BRITISH COLUMBIA AND WHITE RIVER COMPANY".

M. Stevens—Dépose bill (n° 7) concernant la "British Columbia and White River Railway Company"—49.

1ère lecture—49.

2e lecture—152.

3e lecture—538.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA "EDMONTON DUNVEGAN AND BRITISH COLUMBIA RAILWAY COMPANY".

M. Green—Dépose bill (no 8) concernant la "Edmonton Dunvegan and British Columbia Railway Company"—49.

1ère lecture—49.

2e lecture—152.

En comité—756.

M. Lancaster—Compagnie a construit une partie de la ligne—756; un délai pour terminer les travaux—756.

Hon. R. Rogers—Importantes colonies attendent ce chemin de fer—756; délais de deux ans est trop long—756.

Hon. F. Oliver—Rails rendus à 270 milles d'Edmonton—757; le gouvernement provincial a garanti les obligations de la compagnie—757; colons ont grand besoin de moyens de transport—757.

BILL RELATIF A LA "EDMONTON, DUNVEGAN AND BRITISH COLUMBIA RAILWAY COMPANY—Suite.

Prorogation des délais pour construction—772.

Hon. R. Rogers—Propose que les travaux commenceront dans une période de six mois au lieu de deux ans—773; compagnie possède l'argent nécessaire—773.

M. Green—Bill devrait recevoir l'encouragement du Parlement—773; promoteurs ne demandent rien de déraisonnable—773; compagnie désireuse d'atteindre les régions colonisées—774.

Hon. Wm. Pugsley—Dans son texte actuel bill est inacceptable—774; rien n'oblige la compagnie à parachever la partie de la voie qui est pour ainsi dire terminée—774.

M. Douglas—On se montre injuste pour la compagnie—776; n'a jamais cessé de travailler à la construction de sa ligne—776.

M. Buchanan—Trop de chartes de chemin de fer dans l'Ouest canadien—777; plusieurs devraient être abrogées—777.

Article modifié est adopté—778.

3e lecture—852.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA "ESSEX TERMINAL RAILWAY COMPANY".

M. Wilcox—Dépose bill (n° 9) concernant la "Essex Terminal Railway Company"—49.

1ère lecture—409.

2e lecture—49.

En comité—536.

3e lecture—536.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF AU GRAND-TRONC.

M. Macdonald (Pictou)—Dépose bill (n° 10) concernant la compagnie du chemin de fer Grand-Tronc.

1ère lecture—49.

2e lecture—152.

3e lecture—538.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A L'ORDRE INDEPENDANT DES FORESTIERS.

M. Glass—Dépose bill (n° 12) concernant la charte refondue de l'Ordre indépendant des Forestiers—49.

1ère lecture—49.

2e lecture—152.

3e lecture—760.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF AU CHEMIN DE FER MONTREAL ET COMTES DU SUD.

M. Bickerdike—Dépose bill (n° 13) concernant la compagnie du chemin de fer de Montréal et des Comtés du Sud.

- 1ère lecture—49.
- 2e lecture—152.
- En comité—537.
- 3e lecture—537.
- Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA "TITLE AND TRUST COMPANY".

M. Nesbitt—Dépose bill (n° 16) concernant la "Title and Trust Company", et pour changer son nom en celui de "Chartered Trust and Executor Company"—49.

- 1ère lecture—49.
- 2e lecture—152.
- 3e lecture—760.
- Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER CANADIEN PACIFIQUE.

M. Sharpe (Lisgar)—Dépose bill (n° 17) concernant la compagnie du chemin de fer Canadien-Pacifique.

- 1ère lecture—49.
- 2e lecture—152.

M. Lancaster—Propose que bill soit divisé en deux—602; mettre dans second bill ce qui a trait au "Canadian Northern Ontario Railway"—602; bill renvoyé au comité des chemins de fer, canaux et télégraphes pour être divisé en deux bills—602; compagnie peut vendre bateaux à vapeur, etc., à la "Canadian Pacific Ocean Services, Limited"—778.

M. Maclean (York-sud)—Bill modifie la conduite du Pacifique-Canadien—778; Pacifique-Canadien a été en ce pays une grande entreprise nationale—778; l'Etat l'a fortement subventionné—778; progrès du Canada s'est confondu avec celui du Pacifique-Canadien—779; dessein de la compagnie est de démembrer cette grande voie ferrée nationale—779; détacher les paquebots maritimes—779; Canadian Pacific Railway Ocean Services Limited établie sous la loi anglaise échappera à notre contrôle—779; nous avons le droit de réglementer les taux de transport maritime—779; dès que la compagnie anglaise sera constituée nous n'exercerons aucun empire sur elle—779; ce bill devrait être retardé—780; les autres services seront aussi transmis à différentes sociétés dont le capital-actions variera—781; tout cela sera cause que le Pacifique-Canadien et ses associés, ainsi que tout le travail qui se poursuit maintenant d'après la charte primitive, posséderont un capital-actions deux ou trois fois plus considérable qu'il ne l'est présentement—781; la population qui acquitte les tarifs de transport pour ses marchandises sera forcée d'en payer de plus élevés—781; l'intérêt général ne demande pas le démembrement de ce

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER CANADIEN PACIFIQUE—Suite.

grand chemin de fer—781; Pacifique-Canadien se débarrasse absolument de ses navires de façon à échapper à l'autorité du Parlement—782; l'objet réel du bill—782; créer un grand monopole maritime soustrait à la juridiction du Parlement canadien—783; c'est une mauvaise politique—783; tarifs maritimes ont été excessifs dans le passé—783; pays n'a pas bâti le Pacifique-Canadien pour qu'il fasse servir ses capitaux à faire monter les prix et causer la ruine des cultivateurs—785; si ce démembrement a lieu, il nous faudra nationaliser les chemins de fer et nos transports de l'Océan Pacifique—785; sans cela, nos cultivateurs de l'Ouest feraient tout aussi bien d'abandonner leurs terres—785; c'est une politique insensée que celle de subventionner la culture dans l'Ouest pendant que, dans l'Est, on permet à une grande compagnie de s'établir sur l'Océan de façon à pouvoir tirer à elle toutes les productions du cultivateur—785.

M. Turiff—Existe un doute sur l'autorité de fixer les tarifs maritimes—786; nous avons donné au Pacifique-Canadien tout ce qu'il a voulu—787; pourquoi soustraire ce service de paquebots à la juridiction du Canada?—787; ce que le peuple canadien a fait pour cette compagnie—787; grâce à la loi adoptée l'an dernier, nous sommes en bonne situation pour réglementer la constitution du capital et les valeurs émises par ces compagnies de chemins de fer et autres compagnies—788; guerre a été une bonne aubaine pour les populations de l'Ouest—788; après la guerre il y aura une baisse dans les prix—788; compagnies de transport cherchent à augmenter leur taux—789; absolument sans aucune justification—789; l'agriculteur du Canada est arrivé à la limite de ce qu'il peut supporter—789; si, cette année, il n'avait pas obtenu des prix plus élevés en raison de la guerre, il n'aurait pas gagné un dollar sur la récolte de l'an dernier—789; les monopoles, les prix de transport élevés et le tarif tendent à chasser les cultivateurs de leurs fermes—791.

Hon. Wm Pugsley—Faut pas se montrer injuste envers le Pacifique-Canadien—792; beaucoup contribué au succès du Canada—792; Parlement a accordé au Grand-Tronc-Pacifique les mêmes pouvoirs que ceux demandés par le Pacifique-Canadien—792; si le Parlement peut réglementer les tarifs par rapport aux steamers transocéaniques, il pourra, ce bill une fois adopté, réglementer tout aussi bien ceux de la compagnie des paquebots du Pacifique-Canadien que ceux de la Donaldson, de la ligne White Star, de la ligne Allan, de la ligne Beaver et de toutes celles qui comptent des steamers transatlantiques—793; nous ne devrions pas établir de préférence—793; encourageons par tous les moyens possibles l'augmentation des flottes maritimes du Pacifique-Canadien—794.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER CANADIEN PACIFIQUE—Suite.

M. Sharpe (Ontario-nord)—Si cette loi est dangereuse nous devrions savoir ce qu'en pensent les experts—795; devoit de trouver un moyen d'exercer un empire effectif sur les tarifs de transport transocéaniques—795; coût du transport va continuellement en augmentant—795; nous ne pouvons pas permettre l'opération demandée par le Pacifique-Canadien—796; compagnie doit être astreinte aux restrictions imposées par le Parlement—796.

M. Carroll—Pacifique-Canadien ne cherche pas à se soustraire à la juridiction de la commission des chemins de fer—797; cette dernière n'a pas le droit de fixer les tarifs du transport océanique—797; si le bill contenait quelque chose de préjudiciable aux cultivateurs de l'Ouest ou à une classe de la population canadienne, je ne crois pas que le comité songerait un seul instant à l'adopter—798.

Hon. Frank Cochrane—Trois moyens d'obtenir l'abaissement des tarifs de transport maritime—800; création d'une commission internationale—800; faut aussi tenir compte de l'assurance maritime—800; fardeau qui pèse lourdement sur les bâtiments—800; ne trouve rien de représentable au projet de loi—800.

M. Macdonald—Nous n'avons plus, aujourd'hui, de marine marchande canadienne—802; les propriétaires de navires anglais exercent la haute main sur transport des marchandises et dans toutes ces questions maritimes—802; jusqu'à ce qu'on ait arrêté ce qu'on pourrait appeler une convention internationale avec l'Angleterre d'après laquelle les gouvernements anglais et canadiens, ou quelque commission conjointe qui serait nommée par ces deux gouvernements, auraient la surveillance de cette question de façon à résoudre parfaitement cette difficulté, tout acte de notre part serait parfaitement inutile et insuffisant—802; pour rendre cette disposition efficace, il faudrait une convention internationale entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'après laquelle les tarifs de transport des marchandises seraient les mêmes dans les deux pays—802.

Sir Robert Borden—Loi anglaise relative aux compagnies est plus sévère que la loi canadienne—803; aucune compagnie n'essaiera d'obtenir un avantage indu quant au capital-actions au moyen de la loi anglaise—803; un chemin de fer en Canada est absolument soumis à notre propre juridiction—803; lorsqu'on entreprend de réglementer les tarifs de transport des marchandises sur l'Atlantique, on se trouve en présence d'une proposition entièrement différente—805; une loi destinée à réglementer les tarifs de transport maritimes, à moins qu'elle ne soit rédigée avec le plus grand souci des circonstances qui varient beaucoup plus dans le cas du transport maritime que

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER CANADIEN PACIFIQUE—Suite.

dans celui du transport par terre, au lieu de rendre service aux producteurs de ce pays qui désirent l'avantage du transport à bon marché, peut placer les intéressés dans une position pire que ne l'était celle où ils se sont trouvés auparavant—803; cargaisons peuvent prendre la route d'autres pays—803; a été démontré que ce bill ne nous empêchera pas d'exercer dans l'avenir toute l'autorité que nous pourrions désirer exercer, où que nous pouvons raisonnablement et justement exercer sur les tarifs maritimes—805; nous aurons tout autant ce droit si ce bill est adopté que nous l'avons aujourd'hui—805; objet du bill est entièrement administratif—804; qu'un changement dans la forme de possession—805; rien n'est changé dans le capital de la compagnie—805; valeur restera là quand même—805.

Hon. G. P. Graham—Question des taux océaniques ne saurait être résolue ni par un pays ni par deux—806; Grande-Bretagne possède peut-être les neuf dixièmes de la marine marchande du monde, et, sans sa coopération, il nous est impossible d'arriver à rien de bien—806; nous pourrions imposer un droit sur les vaisseaux qui débarquent des marchandises dans nos ports; mais en agissant ainsi, ce serait nous faire tort au profit de quelque autre contrée où un semblable droit n'existerait pas—806; à moins d'être prêts à acheter toute une flotte de paquebots, il est peu probable que nous puissions mener à bien cette entreprise, si tous les pays du monde n'y donnent leur concours—807; public ne peut qu'y gagner avec le nouveau bill du Pacifique-Canadien—807; meilleures chances de réglementer le prix du transport par terre—807; garantie des obligations—808; position des actionnaires—808.

M. Turriff—Propose amendement sur le préambule—812; les tarifs de marchandises imposés par la compagnie seront soumis à l'approbation du bureau des commissaires des chemins de fer du Canada—812.

Amendement rejeté—812.

M. Maclean (York-sud)—Propose amendement sur 3^e lecture—812; soumettre transfert des navires aux conditions de la commission des chemins de fer—812; texte de l'amendement—812.

Amendement rejeté—812.

3^e lecture—812.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF AU CHEMIN DE FER NORD-CANADIEN.

M. Bradbury—Dépose bill (n^o 20) concernant la compagnie de chemin de fer Nord-Canadien—81.

1^{ère} lecture—81.

2^e lecture—152.

En comité—759.

**BILL RELATIF AU CHEMIN DE FER
NORD-CANADIEN—Suite.**

Hon. R. Rogers—Délai de cinq ans est trop long—759; une erreur—759; trop long pour l'Ouest d'attendre cinq ans—760.

M. Douglas—Propose que le délai pour commencer les travaux soit de six mois—812.

M. Lancaster—Propose qu'à moins que la compagnie ne commence à construire dans le délai d'un an, et n'achève dans le délai de trois ans, à dater de cette loi, la partie non achevée, au sud de Calgary, les pouvoirs conférés seront nuls—815.

Bill est ainsi modifié—815.

3e lecture—852.

Sanctionné—2346.

**BILL RELATIF AU "CANADIAN-NORTH-
ERN-ONTARIO".**

M. Blain—Dépose bill (n° 21) concernant la compagnie de chemin de fer "Canadian-Northern-Ontario"—81.

1ère lecture—81.

2e lecture—152.

En comité—537.

3e lecture—537.

Sanctionné—2346.

**BILL RELATIF AU "CANADIAN-NORTH-
ERN-QUEBEC".**

M. Guilbault—Dépose bill (n° 22) concernant la compagnie de chemin de fer "Canadian-Northern-Quebec"—81.

1ère lecture—81.

2e lecture—152.

3e lecture—538.

Sanctionné—2346.

**BILL RELATIF AU CHEMIN DE FER
BAIE JAMES ET DE L'EST.**

M. Girard—Dépose bill (n° 23) concernant la compagnie de chemin de fer de la Baie James et de l'Est.

1ère lecture—81.

2e lecture—152.

3e lecture—538.

Sanctionné—2346.

**BILL RELATIF AU CHEMIN DE FER OT-
TAWA-NEW-YORK.**

M. Fripp—Dépose bill (n° 24) concernant la compagnie de chemin de fer d'Ottawa à New-York—81.

1ère lecture—81.

2e lecture—152.

En comité—537.

M. Lancaster—Autorisation d'affermier la ligne—537; compagnie ne donnera pas de bail pour une période dépassant dix ans—537; ne pourra pas renouveler le bail sans l'autorisation du Parlement—537.

3e lecture—537.

Sanctionné—2346.

**BILL RELATIF AU CHEMIN DE FER
"SOUTH-ONTARIO-PACIFIC".**

M. Wm Smith—Dépose bill (n° 25) concernant la compagnie de chemin de fer "South-Ontario-Pacific"—81.

1ère lecture—81.

2e lecture—152.

3e lecture—538.

Sanctionné—2346.

**BILL RELATIF AU CHEMIN DE FER
"SOUTHERN-CENTRAL-PACIFIC".**

M. Green—Dépose bill (n° 26) concernant la compagnie du chemin de fer "Southern-Central-Pacific"—81.

1ère lecture—81.

2e lecture—152.

3e lecture—538.

Sanctionné—2346.

**BILL RELATIF AU CHEMIN DE FER
SAINT-LAURENT AUX ADIRON-
DACKS.**

M. Fripp—Dépose bill (n° 27) concernant la compagnie de chemin de fer du Saint-Laurent aux Adirondacks—81.

1re lecture—81.

2e lecture—152.

3e lecture—760.

Sanctionné—2346.

**BILL RELATIF AU CHEMIN DE FER
"TORONTO-EASTERN RY. CO."**

M. Smith—Dépose bill (n° 28) concernant la compagnie du chemin de fer de "Toronto-Eastern Ry. Co."—82.

1re lecture—82.

2e lecture—152.

3e lecture—760.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF AU PONT VAN-BUREN.

M. Michaud—Dépose bill (n° 29) concernant la compagnie du pont Van-Buren—82.

1re lecture—82.

2e lecture—235.

En comité—760.

Loi américaine ratifie l'hypothèque, quant à la partie du pont du côté américain—815; somme de \$250,000 suffit pour tout le pont—815.

3e lecture—815.

Sanctionné—2346.

**BILL RELATIF A LA "BRITISH COLUM-
BIA SOUTHERN RY. CO."**

M. Taylor—Dépose bill (n° 31) concernant la "British Columbia Southern Railway Company"—123.

1re lecture—123.

2e lecture—235.

3e lecture—760.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA "BRULE, GRAND PRAIRIE AND PEACE RIVER RAILWAY COMPANY".

M. Bennett (Calgary)—Dépose bill (n° 32) concernant la "Brulé, Grand Prairie and Peace River Railway Company"—123.
1ère lecture—123.
2e lecture—235.
3e lecture—760.
Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA "MANITOBA AND NORTH WESTERN RAILWAY COMPANY".

M. Cash—Dépose bill (n° 34) concernant la "Manitoba and North Western Railway Company"—123.
1ère lecture—123.
2e lecture—235.
3e lecture—761.
Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA "NORTHERN PACIFIC AND BRITISH COLUMBIA RAILWAY CO."

M. Taylor—Dépose bill (n° 36) concernant la "Northern Pacific and British Columbia Railway Company"—123.
1ère lecture—123.
2e lecture—235.
3e lecture—760.

M. Lancaster—Propose que l'amendement fait par le Sénat soit renvoyé au comité des chemins de fer—1465.
Motion adoptée—1465.
Sanctionné—2347.

BILL RELATIF A LA "PACIFIC, PEACE RIVER AND ATHABASKA RAILWAY COMPANY".

M. Bennett (Calgary)—Dépose bill (n° 37) concernant la "Pacific, Peace River and Athabaska Railway Company".
1ère lecture—123.
2e lecture—235.
3e lecture—760.
Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA "VANCOUVER, VICTORIA AND EASTERN RAILWAY AND NAVIGATION COMPANY".

M. Taylor—Dépose bill (n° 38) concernant la "Vancouver, Victoria and Eastern Railway and Navigation Company"—123.
1ère lecture—123.
2e lecture—235.
3e lecture—760.
Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA "ATHABASKA RAILWAY COMPANY".

M. Bennett (Calgary)—Dépose bill (n° 41) concernant "The Athabaska Railway Company"—254.
1ère lecture—254.
2e lecture—327.
3e lecture—760.
Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA "CANADA PREFERRED INSURANCE COMPANY".

M. Stevens—Dépose bill (n° 42) concernant "The Canada Preferred Insurance Company"—254.
1ère lecture—254.
2e lecture—327.
3e lecture—760.
Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA "HURON AND ERIE LOAN AND SAVINGS COMPANY".

M. Marshall—Dépose bill (n° 43) concernant "The Huron and Erie Loan and Savings Company", et à l'effet de changer le nom en celui de "Huron and Erie Mortgage Corporation"—254.
1ère lecture—254.
2e lecture—327.
3e lecture—816.
Sanctionné—2346.

BILL RELATIF AUX BREVETS DE "LOHMANN COMPANY".

M. Fripp—Dépose bill (n° 44) concernant certains brevets de la "Lohmann Company"—254.
1ère lecture—254.
2e lecture—327.
En comité—1346.
3e lecture—1372.
Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA "VANCOUVER LIFE INSURANCE COMPANY".

M. Stevens—Dépose bill (n° 45) concernant "The Vancouver Life Insurance Company"—254.
1ère lecture—254.
2e lecture—327.
3e lecture—760.
Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA "WESTERN DOMINION RAILWAY COMPANY".

M. Bennett (Calgary)—Dépose bill (n° 46) concernant "The Western Dominion Railway Company"—254.
1ère lecture—254.
2e lecture—327.
3e lecture—760.
Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER CALGARY A FERNIE.

Sir James Aikins—Dépose bill n° 49) concernant la compagnie du chemin de fer de Calgary à Fernie—374.
1re lecture—374.
2e lecture—538.
3e lecture—1036.
Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER CANADIEN DE L'OUEST.

Sir James Aikins—Dépose bill (n° 50) concernant la compagnie du chemin de fer Canadien de l'Ouest—374.

1re lecture—374.

2e lecture—538.

3e lecture—1036.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA "KETTLE VALLEY RAILWAY COMPANY".

M. Green—Dépose bill (n° 51) concernant "The Kettle Valley Railway Company" et tendant à ratifier et confirmer une convention de cette compagnie avec la compagnie de chemin de fer et de navigation Vancouver, Victoria and Eastern—374.

1re lecture—374.

2e lecture—538.

3e lecture—1348.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CANAL MONTREAL-OTTAWA ET BAIE GEORGIEENNE.

M. White (Renfrew-nord)—Dépose bill (n° 52) concernant la compagnie du canal de Montréal à Ottawa et à la baie Georgienne—374.

1re lecture—374.

2e lecture—538.

En comité—1035.

M. Lancaster—Délais pour l'achèvement—1035; trois ans pour commencer les travaux, neuf ans pour les terminer—1035.

Hon. G. P. Graham—Décision du gouvernement; commission depuis deux ans est chargée de s'enquérir des avantages de l'entreprise—1035.

Hon. W. T. White—Commission s'occupe de recueillir les renseignements qui feront l'objet du rapport—1035.

M. Lancaster—Gouvernement a le droit de prendre possession de l'entreprise—1035; n'aurait qu'une fort légère indemnité à payer—1035.

3e lecture—1035.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A "THE MARCIL TRUST COMPANY".

Hon. C. Marcil—Dépose bill (n° 53) concernant "The Marcil Trust Company"—374.

1re lecture—374.

2e lecture—538.

3e lecture—816.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA "TORONTO TERMINALS RAILWAY COMPANY".

M. Macdonell—Dépose bill (n° 54) concernant la "Toronto Terminals Railway Company"—374.

1re lecture—374.

2e lecture—538.

3e lecture—1036.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA "VANCOUVER TERMINALS RAILWAY COMPANY.

M. Stevens—Dépose bill (n° 55) concernant la "Vancouver Terminals Railway Company"—374.

1ère lecture—374.

2e lecture—538.

En comité—1059.

M. Northrup—Avocat de la ville de Vancouver a soulevé des objections contre le mot "Vancouver"—1060; demande que le bill soit renvoyé au comité—1060.

Bill renvoyé au comité—1060.

En comité—1347.

Article 1, changer le nom en celui de compagnie de chemin de fer terminal de la vallée du Fraser—1347.

3e lecture—1348.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA "CASUALTY COMPANY OF CANADA".

M. Macdonell—Dépose bill (n° 58) concernant la "Casualty Company of Canada"—415.

1ère lecture—415.

2e lecture—538.

Hon. W. T. White—Compagnie a modifié son plan—815; désire restreindre son programme—815; capital suffisant—815.

3e lecture—816.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE "EMPIRE" DU CANADA.

M. Macdonell—Dépose bill (n° 59) concernant la compagnie d'assurance-vie "Empire" du Canada—415.

1ère lecture—415.

2e lecture—538.

3e lecture—816.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER D'ENTWHISTLE ET ALBERTA.

M. Bennett (Calgary)—Dépose bill (n° 60) concernant la compagnie du chemin de fer d'Entwhistle et Alberta—415.

1ère lecture—415.

2e lecture—538.

3e lecture—1036.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER SIMCOE, GREY ET BRUCE.

M. Middlebro—Dépose bill (n° 61) concernant la compagnie du chemin de fer de Simcoe, Grey et Bruce—415.

1ère lecture—415.

2e lecture—538.

3e lecture—1036.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A "BANK OF ALBERTA".

M. Douglas—Dépose bill (n° 62) concernant la "Bank of Alberta"—552.

1ère lecture—552.

2e lecture—626.

3e lecture—1036.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA "TORONTO, HAMILTON AND BUFFALO RAILWAY COMPANY".

M. Stewart (Hamilton)—Dépose bill (n° 65) concernant la "Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company"—552.

1ère lecture—552.

2e lecture—626.

En comité—1035.

M. Lancaster—Chemin en exploitation—1036; à Smithville le chemin de fer Erié et Ontario se raccorde à celui de Toronto à Hamilton et à Buffalo—1036.

3e lecture—1036.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA BANQUE COLONIALE DU CANADA.

Sir James Aikins—Dépose bill (n° 69) constituant en corporation la banque Coloniale du Canada—678.

1ère lecture—678.

2e lecture—1061.

3e lecture—1061.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA "GENERAL TRUST COMPANY OF CANADA".

M. Douglas—Dépose bill (n° 70) constituant en corporation la "General Trust Company of Canada"—678; changer le nom en celui de "Alberta Permanent Trust Company"—678.

1ère lecture—678.

2e lecture—1061.

3e lecture—1061.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE D'ASSURANCE STERLING.

M. Macdonell—Dépose bill (n° 71) concernant la compagnie d'assurance sur la vie la Sterling—958.

1re lecture—958.

2e lecture—1036.

3e lecture—1373.

Sanctionné—2346.

BILL RELATIF AU DIVORCE NEW.

M. Bennett (Calgary)—Dépose bill (n° 72) pour faire droit à William Ewart New—1220.

1re lecture—1220.

2e lecture—1349.

3e lecture—1666.

Sanctionné—2347.

BILL RELATIF AU DIVORCE DOUGLAS.

M. Fripp—Dépose bill (n° 73) pour faire droit à Hélène Suzette Baxter Douglas—1220.

1re lecture—1220.

2e lecture—1349.

3e lecture—1666.

Sanctionné—2347.

BILL RELATIF AU CHEMIN DE FER EDMONTON A DUNVEGAN ET A LA COLOMBIE-ANGLAISE.

M. Green—Dépose bill (n° 81) concernant la compagnie du chemin de fer d'Edmonton à Dunvegan et à la Colombie-Anglaise—1370.

1re lecture—1370.

2e lecture—1465.

3e lecture—1465.

M. Lancaster—Propose accepter amendement du Sénat—1465; ne modifie pas sensiblement le bill—1465; excès de prudence—1465.

Motion adoptée—1465.

3e lecture—1666.

Sanctionné—2347.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE "NATIONAL WOOD DISTILLING".

M. Green—Dépose bill (n° 82) concernant le brevet de la compagnie "National Wood Distilling"—1419.

1re lecture—1419.

2e lecture—1666.

3e lecture—1754.

Sanctionné—2347.

BILL RELATIF AU DIVORCE THORNDIKE.

M. Boyce—Dépose bill (n° 83) tendant à faire droit à Lottie Thorndike—1419.

1re lecture—1419.

2e lecture—1666.

3e lecture—1754.

Sanctionné—2347.

BILL RELATIF AU DIVORCE BIRDSSELL.

M. Clark (Red-Deer)—Dépose bill (n° 84) tendant à faire droit à Arthur Ernest Birdsell—1419.

1re lecture—1419.

2e lecture—1666.

3e lecture—1864.

Sanctionné—2347.

BILL RELATIF A LA DISTRIBUTION DE
GRAINS DE SEMENCE.

Hon. W. J. Roche—Dépose bill (n° 85) concernant la distribution de grains de semence, de fourrage et autres secours—1442.

1re lecture—1442.

2e lecture—1648.

3e lecture—1648.

Sanctionné—2778.

BILL RELATIF A LA "GRAIN GROWERS
COMPANY, LIMITED".

M. W. H. Sharpe (Lisgar)—Dépose bill (n° 86) concernant la "Grain Growers Company, Limited"—1490.

1ère lecture—1490.

2e lecture—1666.

3e lecture—1754.

Sanctionné—2347.

BILL RELATIF AU DIVORCE ANDERSON.

M. Schaffner—Dépose bill (n° 101) tendant à faire droit à Adam Clarke Anderson—1556.

1ère lecture—1556.

2e lecture—1666.

3e lecture—1754.

Sanctionné—2347.

BILL RELATIF AU DIVORCE MOORE.

M. Martin (Regina)—Dépose bill (n° 89) tendant à faire droit à Thomas Jefferson Moore—1556.

1ère lecture—1556.

2e lecture—1666.

3e lecture—1864.

Sanctionné—2347.

BILL RELATIF AU DIVORCE McINTYRE.

M. Bristol—Dépose bill (n° 90) tendant à faire droit à Alexander McIntyre—1556.

1ère lecture—1556.

2e lecture—1666.

3e lecture—1754.

Sanctionné—2347.

BILL RELATIF AU DIVORCE DELMEGE.

M. Brabazon—Dépose bill (n° 91) tendant à faire droit à Violet Burnett Delmege—1556.

1ère lecture—1556.

2e lecture—1666.

3e lecture—1754.

Sanctionné—2347.

BILL RELATIF AU DIVORCE BECKETT.

M. Clark—Dépose bill (n° 92) tendant à faire droit à Alice Beckett—1556.

1ère lecture—1556.

2e lecture—1666.

3e lecture—1864.

Sanctionné—2347.

BILL RELATIF A LA "PREMIER TRUST
COMPANY".

M. Fripp—Dépose bill (n° 96) concernant la "Premier Trust Company"—1642.

1ère lecture—1642.

2e lecture—1666.

3e lecture—1864.

Sanctionné—2347.

BILL RELATIF A LA "NORTHWEST LIFE
ASSURANCE COMPANY".

M. McCraney—Dépose bill (n° 97) concernant la "Northwest Life Assurance Company"—1642.

1ère lecture—1642.

2e lecture—1666.

3e lecture—1864.

Sanctionné—2347.

BILL RELATIF AU DIVORCE BOTHWELL.

M. Fripp—Dépose bill (n° 98) tendant à faire droit à Austin McPhail Bothwell—1642.

1ère lecture—1642.

2e lecture—1666.

3e lecture—1864.

Sanctionné—2347.

BILL RELATIF AU DIVORCE GRAVELLE.

M. Fripp—Dépose bill (n° 99) tendant à faire droit à Agnès Gravelle—1642.

1ère lecture—1642.

2e lecture—1666.

3e lecture—1864.

Sanctionné—2347.

BILL RELATIF AU DIVORCE DARNELL.

M. McCraney—Dépose bill (n° 100) tendant à faire droit à Clara Elizabeth Darnell—1642.

1ère lecture—1642.

2e lecture—1666.

3e lecture—1864.

Sanctionné—2347.

BILL RELATIF AU DIVORCE HARRIES.

M. Schaffner—Dépose bill (n° 101) tendant à faire droit à Thomas Batin Harries—1643.

1re lecture—1643.

2e lecture—1666.

3e lecture—1864.

Sanctionné—2347.

BILL RELATIF AU DIVORCE DELANEY.

M. Porter—Dépose bill (n° 102) tendant à faire droit à William John Owen Delaney—1643.

1re lecture—1643.

2e lecture—1666.

3e lecture—1864.

Sanctionné—2347.

BILL RELATIF AU DIVORCE BOYDELL.

M. Clark (Red-Deer)—Dépose bill (n° 103) tendant à faire droit à Edith May Webster Boydell—1643.
1re lecture—1643.
2e lecture—1666.
3e lecture—1864.
Sanctionné—2347.

BILL RELATIF AU DIVORCE DELANEY.

M. Clark (Red-Deer)—Dépose bill (n° 104) tendant à faire droit à William Robert Delaney—1643.
1re lecture—1643.
2e lecture—1666.
3e lecture—1864.
Sanctionné—2347.

BILL RELATIF AU BREVET MILNE ET FILS.

M. Kyte—Dépose bill (n° 107) concernant le brevet de John Milne et fils—1691.
1re lecture—1691.
2e lecture—1723.
En comité—2115.
M. Carroll—Affidavit sur lequel s'est appuyé le Sénat pour adopter le bill—2115.
3e lecture—2224.
Sanctionné—2347.

BILL RELATIF AU CHEMIN DE FER MONCTON-NORTHUMBERLAND.

M. Robidoux—Dépose bill (n° 108) concernant la compagnie du chemin de fer de Moncton au détroit de Northumberland—1691.
1re lecture—1691.
2e lecture—1723.
3e lecture—1864.
Sanctionné—2347.

BILL RELATIF AU DIVORCE LYONS.

M. Barnard—Dépose bill (n° 117) tendant à faire droit à Edith Marguerita Lyons—1983.
1re lecture—1983.
2e lecture—1983.
3e lecture—2085.
Sanctionné—2778.

BILL RELATIF AU DIVORCE LAMBERT.

M. Sharpe (Lisgar)—Dépose bill (n° 120) tendant à faire droit à Cecil Howard Lambert—2112.
1re lecture—2112.
2e lecture—2112.
3e lecture—2224.
Sanctionné—2778.

BILLS N'AYANT PAS PASSE.

BILL RELATIF AUX EAUX NAVIGABLES.

M. George Bradbury—Dépose bill (n° 2) concernant la pollution des cours d'eau—3; autorise Gouvernement à soustraire à son gré, à l'application du projet de loi, tout cours d'eau—3; même projet de loi que celui présenté l'an dernier—3.
1ère lecture—3.

M. Bradbury—Comité spécial a entendu de nombreux experts—123; unanimes à déclarer qu'un projet de loi est nécessaire—123; texte du bill—123; tous les experts du Canada ont été interrogés—124; lacs et rivières pollués depuis cinquante ans—124; fièvre typhoïde est surtout causée par l'eau—125; conférence interprovinciale de 1913—125; d'accord qu'il fallait faire adopter une loi fédérale pour se débarrasser des eaux d'égout—125; taux de la mortalité que la fièvre typhoïde cause en Canada—126; taux beaucoup trop élevé—126; situation est alarmante—126; mortalité dans les autres pays—126; ce qui existe à Ottawa—126; depuis deux ans nous avons obtenu tous les renseignements désirables—126; bill laisse au Gouvernement le soin de dire quand ses dispositions entreront en vigueur—126; question interprovinciale est une difficulté—126; Gouvernement fédéral a de pleins pouvoirs à l'égard des eaux navigables—126; comité n'a négligé aucune source de renseignements—126; œuvre de la commission des eaux limitrophes—127; entente avec les Etats-Unis pour prévenir la pollution des eaux du Saint-Laurent—127.

Hon. J. D. Hazen—Bill à l'étude depuis 1913—127; Parlement a le droit d'empêcher la pollution des eaux qui forment la frontière entre le Canada et les Etats-Unis—127; avant de faire quelque chose, nous devrions connaître les conclusions de la commission internationale—127; cette commission représente les gouvernements des deux pays—128; en plusieurs cas ce serait une injustice de rendre une loi générale—128; ville de Montréal seule aurait à déboursier des millions pour changer ses canaux d'égouts—128; bill devrait être renvoyé à son comité spécial—128.

Sir Wilfrid Laurier—Regrette que le projet de loi n'ait pas reçu plus d'encouragement—128; loi de cette nature aurait dû faire partie depuis longtemps du recueil de nos lois—128; bill devrait être modifié—129; autoriser le Gouverneur en conseil par voie de proclamation, à déterminer les parties du pays où les dispositions en seront exclusivement applicables—129; une loi canadienne comme celle-ci aiderait les commissaires américains à en faire voter une semblable par leur pays—129; législation à cet égard devrait être la même dans les deux pays—129.

Hon. G. P. Graham—Question à l'étude compte parmi les plus importantes—129; maladie fait des victimes—129; chaque jour de retard voit la pollution des eaux s'accroître—129; nous avons déjà assez tardé—129; mesure devrait être adoptée dès la présente session—129.

BILL RELATIF AUX EAUX NAVIGABLES
—Suite.

M. Carvell—Danger de l'impureté de l'eau pour le pays en général—130; état de choses qui prévaut à Ottawa—130; problème se résume à la question des frais et celle des moyens à prendre—130; grande difficulté est de prévenir la répétition de la dépense—130; il est à peu près inutile de chercher à améliorer notre situation tant que l'on n'ordonnera pas aux autres d'agir de façon plus convenable—130; au lieu d'établir une loi générale, exception pourrait être faite à l'égard de certaines régions—130; ayons le courage de nous prononcer, d'assumer notre part de responsabilité—130.

Hon. T. Chase Casgrain—Commission mixte des eaux limitrophes a consacré près d'une année à l'étude de cette question—131; s'occupe de la recherche des meilleurs moyens à prendre pour remédier à l'incontestable pollution qu'accusent les eaux délimitatives du Canada et des Etats-Unis—131; question difficile à résoudre—131; énormité du chiffre de la dépense pour modifier les installations des villes—131; serait décréter la ruine de certaines villes—131; attendre rapport de la commission—131; meilleure solution serait de soumettre la question à un comité—131.

M. Bradbury—Trop de Canadiens ont perdu la vie—132; l'intervention du Parlement serait justifiée—132; ne cherche pas à faire du bill une source de tracasseries—132; j'agréé proposition du renvoi du bill devant le comité—132; nous devons faire en sorte qu'il soit impossible de polluer les eaux courantes ainsi que celles utilisées dans l'économie domestique—132.

2e lecture—132.

Bill est rayé et envoyé à comité spécial—214.

BILL RELATIF AUX TARIFS DE TRANSPORT PAR BATEAUX A VAPEUR.

M. J. E. Armstrong (Lambton-est)—Dépose bill (n° 3) pour modifier la loi des chemins de fer—44; obliger compagnies de steamers à déposer à la commission des chemins de fer une liste de leurs taux de péage et les arrangements concernant leurs tarifs—44; en Canada il y a 8,500 bateaux à vapeur qui peuvent imposer à leur clientèle les taux qu'ils désirent—44; bill veut placer les steamers sous la juridiction de la commission des chemins de fer—44; privilèges accordés à certains expéditeurs—44; expédition du blé par chemin de fer—44; les spéculateurs—44.

1re lecture—45.

M. Armstrong—Bill sera d'un grand bénéfice pour les producteurs et expéditeurs du Canada—265; navires des eaux intérieures soient placés sous la haute direction de la commission des chemins de fer—265; vaste territoire et population peu nombreuse—265; devoir nous incombe d'aider à développer les facilités de trans-

BILL RELATIF AUX TARIFS DE TRANSPORT PAR BATEAUX A VAPEUR—
Suite.

port—265; grande masse des chargements de grain n'est jamais transportée par voie ferrée—265; avec le canal Welland le gouvernement aura dépensé \$350,000,000 pour développer nos routes par eau—265; peuple a été généreux—265; législation qui accordera toute la protection voulue au transport de nos produits—265; avantages accordés gratuitement aux propriétaires de navires—265; tarifs de marchandises augmentent constamment—265; une enquête—265; déclarations surprenantes—265; tarifs des chargeurs des lacs ont doublés depuis 1909—265; devoir du Parlement de vous procurer un tarif raisonnable—265; marché de Liverpool règle le prix des produits du grain—265; chaque dollar ajouté au prix du transport est un dollar de moins pour le producteur canadien—265; tarifs de fret océanique ont augmenté dans des proportions énormes—265; Montréal à Liverpool \$75 au lieu de \$40 pour transport de mille boisseaux de grain—265; grain du Canada coûte plus la tonne transportée à Liverpool qu'aucun grain de tout autre pays du monde—265; construction d'éleveurs dans nos ports—266; président de l'association maritime et d'autres déclarent que le port de Montréal, n'est pas en état de transborder à bord des transatlantiques le grain qui y est expédié—266; si ces plaintes sont fondées, c'est le devoir du Parlement de faire tout en qui est en son pouvoir afin d'apporter un remède à la situation—266; autre raison qui devrait nous engager à confier à la commission des chemins de fer la réglementation de nos tarifs maritimes—226; forcer les spéculateurs, qui retiennent le grain dans le port de Montréal, de l'expédier sur les marchés—266; nous devrions être en état de fournir toutes les facilités pour la manutention de nos produits de l'Ouest—266; peuple canadien n'a pas marchandé sur les dépenses—267; compagnies maritimes sont protégées contre la concurrence—267; droit exclusif des privilèges du cabotage—267; compagnies de chemins de fer ne se sont jamais plaintes de la juridiction de la commission des chemins de fer—267; compagnies maritimes n'ont aucune raison de croire qu'elles ne seraient pas traitées équitablement—267; armateurs protestent et affirment que l'application de cette loi entraînerait une augmentation des tarifs de transport et tuerait la concurrence—267; il y a peu de concurrence entre les compagnies qui se partagent le trafic dans nos eaux intérieures—267; obstacle sérieux—267; conditions des propriétaires de navires—267; imposer des amendes—268; commission est en état de rendre justice aux compagnies de transport et au peuple—268; expéditeurs et manufacturiers lésés—268; privilèges accordés aux spéculateurs—268.

M. J. G. Turriff—Bill nécessaire—269; jamais commission de chemin de fer n'a rendu de décision injuste—269; compa-

BILL RELATIF AUX TARIFS DE TRANSPORT PAR BATEAUX A VAPEUR—Suite.

gnies de chemin de fer ne voudraient pas revenir à l'ancien état de choses—269; le tarif sur le blé—269; résultat de la coalition—269; bill va remédier au mal—269.

M. Martin (Régina)—Approuve le principe du bill—269; dans l'Ouest on a blâmé plutôt les compagnies de chemin de fer que les compagnies de steamers—269; concurrence—269; si compagnies refusent le bill c'est qu'elles craignent d'avoir imposé des tarifs trop élevés—269; toute compagnie d'utilité publique devrait dépendre de l'autorité du Parlement fédéral—269.

M. Edmund Bristol—Armateurs ne jugent pas le bill conforme au bien public—270; opinion des manufacturiers et expéditeurs—270; les tarifs de transport des compagnies des Grands lacs doivent être moins élevés que ceux des chemins de fer—270; la concurrence sur les Grands lacs n'existe pas seulement entre les compagnies canadiennes, mais aussi entre elles et les compagnies américaines qui transportent des marchandises par voie de Buffalo et de New-York—270; il faut que les compagnies canadiennes aient des tarifs moins élevés que les compagnies américaines pour le transport du grain depuis la tête des Grands lacs jusqu'à Montréal et depuis Montréal jusqu'à Liverpool—270; route Buffalo-New-York plus avantageuse que la route canadienne—270; tarifs sur steamers transocéaniques ont beaucoup d'effet sur la situation—270; si nous élevions nos tarifs, nous pourrions être certain que la coalition des compagnies transocéaniques accaparerait tout le grain canadien pour le transporter par voie de New-York—270; unique but des propriétaires de navires canadiens—270; détourner le trafic des ports de Buffalo et New-York—270; seul moyen d'y arriver, d'offrir des tarifs moins élevés—270; port de New-York possède un grand avantage sur celui de Montréal—271; accessible en toute saison—271; sécurité de la navigation sur la route du Saint-Laurent—271 possible de canaliser le Saint-Laurent—271; tout le grain de l'Ouest irait jusqu'à Montréal—271; solution idéale du problème du transport dans ce pays—271; les propriétaires de navires canadiens disent que tant qu'ils auront à lutter contre la concurrence américaine, on ne peut pas les astreindre à soumettre, jour par jour, leurs tarifs à la commission des Chemins de fer—271.

M. Carroll—Aux Etats-Unis, les navires exploités directement par des compagnies de chemins de fer, sont sous la juridiction de la commission du commerce entre Etats—272; Gouvernement devrait dire son mot pour empêcher des tarifs exorbitants—272; en proposant de mettre sous la juridiction de la commission des chemins de fer, les navires appartenant à des particuliers qui n'ont jamais reçu d'aide ou de subvention du Gouvernement, on s'écarte tout à fait de la politi-

BILL RELATIF AUX TARIFS DE TRANSPORT PAR BATEAUX A VAPEUR—Suite.

que invariablement suivie jusqu'à présent—272; question qu'il faudrait soumettre au ministre de la Justice—272; doute que le département des Chemins de fer ait le pouvoir d'imposer son autorité aux compagnies de navigation—272; seule objection contre le bill—273; s'appliquera aussi aux voituriers—273.

M. B. R. Hepburn—Bill causera maintes complications—273; ce qui se passe à Montréal—273; milliers de petits bateaux font le commerce entre Montréal et le bas du Saint-Laurent—273; presque impossible de mettre ces bateaux sous la haute main de la commission des chemins de fer—273; tarifs sur marchandises entre Montréal et Port-Arthur—273; règlementation du transport du grain doit appartenir aux armateurs—273.

M. F. L. Schaffner—Un reproche—274; bill ne comprend pas les tarifs du transport transocéanique—274; faut les plus bas tarifs de transport, par terre ou par eau—274; passé doit nous servir de guide—274; depuis cinq ans culture du blé ne donnait pas de profit aux cultivateurs—274; incombe au Parlement d'user de tous les moyens à sa disposition pour obtenir que les cultivateurs puissent écouler leurs produits à aussi peu de frais que possible—275.

M. Bennett (Simcoe-est)—Industrie du transport du grain n'a pas pris l'essor que l'on prévoyait—275; allégué une multitude de choses qui ne s'accordent pas avec la réalité des faits—275; taux qui ont prévalu depuis 1908—275; taux de transport étaient si peu élevés l'an dernier que, aux Etats-Unis aussi bien qu'au Canada, un grand nombre de navires restèrent inactifs—275; taux étaient trop bas pour permettre aux capitalistes de réaliser le moindre bénéfice—275; véritable situation du commerce du grain—275; exportation de Montréal—276; l'an dernier les compagnies canadiennes de navigation n'ont pas réalisé de bénéfices—276; ne réalise plus les bénéfices d'autrefois—276; concurrence tend à éloigner le blé des ports canadiens de la baie Georgienne et de ceux du Saint-Laurent pour l'acheminer vers les Etats-Unis—277; dès qu'on mettra la navigation intérieure sous la juridiction de la commission des chemins de fer, on constatera chez le producteur du grain la crainte qu'on ne lui réclame des tarifs de transport plus onéreux que ceux qu'il est obligé d'acquitter, aujourd'hui, grâce à la concurrence active qui s'exerce, dans la navigation des Grands lacs—277.

M. Maclean (York-sud)—Facile de soumettre les tarifs maritimes à la juridiction du Parlement—277; absurde de continuer à dépenser des millions si nous ne traitons pas la question du transport dans son ensemble—277; transport par eau et transport par terre devraient se complé-

BILL RELATIF AUX TARIFS DE TRANSPORT PAR BATEAUX A VAPEUR—*Suite.*

ter l'un l'autre—277; c'est le système suivi en Allemagne—277; faut savoir si les tarifs dépassent suffisamment le coût réel du transport—277; nous devrions prendre la haute main sur les navires aussi bien que sur les chemins de fer—278.

2e lecture—280.

Hon. F. Cochrane—Pas toucher à la loi des chemins de fer pendant la présente session—280; propose de renvoyer le bill au comité des chemins de fer—280.

Adopté—280.

Bill retiré—1131.

BILL RELATIF AU "CANADIAN NORTHERN" ET GRAND-TRONC-PACIFIQUE.

Hon. F. Oliver—Dépose bill (n° 14) concernant une certaine entente conclue entre le "Canadian Northern" et le Grand-Tronc-Pacifique—49.

1ère lecture—49.

2e lecture—152.

Bill retiré—1131.

BILL CONCERNANT LA PEINE DE MORT.

M. Bickerdike—Déposé bill (n° 18) modifiant le Code criminel et abolissant la peine de mort—49.

1ère lecture—49.

M. Bickerdike—Peine de mort équivaut au meurtre—132; meurtre sanctionné par la loi—132; reste des traditions de l'époque haineuse de l'empire romain—132; question qui s'impose aux nations chrétiennes—133; substitué l'emprisonnement à vie à la peine de mort—133; vie est un don direct de Dieu à l'homme—133; personne n'a le droit de l'en priver—133; depuis 1837 jamais il n'y a eu autant de pendaisons en Canada qu'en 1914—133; nombre de coupables échappent au châtiment—133; maint innocent est pendu, notamment dans la classe pauvre—133; grotesque caricature de la justice—133; abolition de la peine de mort donne de bons résultats—133; protection de la société—134; réforme du criminel—134; statistiques d'états qui ont aboli la peine de mort et statistiques d'états qui ont retenu la peine de mort—134; exécutions capitales favorisant la pratique du meurtre—137; souvent on exécute un innocent—138; meurtriers sont moins nombreux dans les pays où la peine capitale est abolie—139; opinions d'hommes éminents sur la peine de mort—139; quel est le ministre de la Justice qui aura la gloire de s'immortaliser en abolissant la peine de mort au Canada?—141.

M. Edwards—Question de la peine de mort sous divers angles—142; meurtres de pire nature que la pendaison—142; incarcérer un homme pour la vie, c'est pire que lui ôter la vie—142; le régime du pénitencier—142; châtiment pire que la mort—143; honte pour le pays—143; situation qui règne au pénitencier de Kingston—143;

BILL CONCERNANT LA PEINE DE MORT—*Suite.*

opposé au bill—143; en faisant monter un homme sur l'échafaud, on lui épargne l'horreur du pénitencier—143.

Hon. G. P. Graham—Hostile à la peine de mort—143; c'est se familiariser avec l'effusion du sang—143; accusation portée contre administration du pénitencier de Kingston—143; gouvernement est tenu d'y apporter remède—143; obligations envers nos semblables—143; criminels malades—144; esprit de vengeance—144; société doit être protégée—144; criminel devrait avoir la possibilité de se corriger—144; peine de mort n'est pas le meilleur moyen d'enrayer le crime—144; pays qui ont aboli la peine capitale donnent raison sur ce point—144; emprisonnement est un châtiment aussi sérieux que la pendaison—144; l'intérêt de la société—144; chez tout homme il y a un bon élément qui peut se développer—144; malgré les lois aucun être humain n'a le droit de supprimer une vie—144; peine de mort est une erreur qui ne sert pas à protéger la société—145.

M. Kyte—Opposé au bill—145; meurtres en Canada sont surtout commis par des sujets venant des pays d'Europe qui ont aboli la peine de mort—145; statistiques criminelles de la Nouvelle-Ecosse—145; crime et sentimentalité—145; sentimentalité qui ne fait pas honneur à ceux qui en sont animés—145; ce qui se voit aux Etats-Unis—145; ce qui se passe en Angleterre—146; exemple à suivre—146; peine de mort ne s'applique qu'à trois crimes—246; système des lois criminelles du peuple britannique—146.

Sir Robert Borden—Propose renvoi de la discussion—146; enquête au pénitencier de Kingston—146; aliénés dans les pénitenciers—146; juridiction des gouvernements provinciaux—146.

Ajournement du débat—146.

Reprise du débat—280.

Hon. C. J. Doherty—Question attire l'attention de tout le monde civilisé—281; soumise à l'étude par une commission en Angleterre en 1864—281; membres se divisèrent également sur la question—281; des deux côtés l'on peut invoquer l'autorité des hommes les plus éminents à cette époque en Angleterre—281; arguments n'ont pas apporté chez moi la conviction que ce bill devrait devenir loi—281; l'Etat a le droit d'ôter la vie à un homme—281; distinction entre l'individu et l'autorité de l'Etat—281; cas de légitime défense—281; protection de la société—281; droit à la vie n'est pas plus absolu que le droit à la liberté—282; impossible d'adopter le bill—282; caractère sacré de la vie humaine est la justification de cette peine—282; défenseurs du bill oublient la victime du meurtrier—283; peine de mort détourne de commettre le meurtre—283; exerce sur la masse du peuple un effet préventif—283; prétendus cas d'erreurs judiciaires—286; meurtres plus nombreux dans les pays où la peine de mort n'existe pas—

BILL CONCERNANT LA PEINE DE MORT
—*Suite.*

286; augmentation des meurtres en Canada—287; commis par des individus nouvellement arrivés—287; dans certains pays la peine de mort avait été abolie, puis ensuite rétablie—287; un exemple—288; situation au pénitencier de Kingston—288; les faits—289; sérieuses allégations—289; rapport de M. Creighton—290; témoignage de M. Edwards, député—291; institution spéciale pour les criminels déments—292; l'encombrement des asiles—293; M. Edwards est mal renseigné—293.

M. Lafortune—Combattu le bill—294; la peine de mort doit demeurer dans nos statuts—294; grave erreur de l'abolir—294; ce qui se passe dans les pénitenciers—294; ceux qui sont enfermés pour la vie deviennent des professeurs de crimes—294; êtres les plus dangereux que la société puisse avoir—294; difficile de trouver des erreurs judiciaires—295; la protection du pénitencier—296; jamais une majorité en Canada sanctionnera l'abolition de la peine de mort—296; expérience a été faite dans d'autres pays—297; multiplicité des crimes est devenue alarmante—298.

M. Bickerdike—L'incarcération au pénitencier est un plus grand châtement que la pendaison—298; principe sur lequel repose le bill—298; l'odieux de la peine capitale au point de vue religieux—299; souffrances et remords de la famille—299; à quoi bon plonger deux familles dans la désolation au lieu d'une seule—300.

2e lecture est rejetée—302.

BILL RELATIF AUX TITRES DES PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES.

M. McCraney—Dépose bill (n° 19) modifiant le code criminel concernant les titres des propriétés immobilières—49; prévoir le cas où vendeur a acquis propriété en vertu d'une option—49; obliger le vendeur à détenir l'argent en dépôt pour l'acheteur, s'il n'est pas en état de lui fournir des titres incontestables—49; abus de confiance—49.

1ère lecture—49.

M. McCraney—Pertes subies par plusieurs acheteurs de terrains—302; période de spéculation—302; l'acheteur devrait conserver un droit sur l'argent qu'il a payé tant qu'il n'est pas propriétaire—302; opinion de Halsbury dans les 'Lois d'Angleterre'—303.

Hon. C. J. Doherty—Beaucoup à dire en faveur de la proposition—303; aucune loi modifiant le code criminel ne peut être adoptée pendant la présente session—303; à une autre séance proposera le renvoi du bill au comité—303.

2e lecture—303.

BILL RELATIF AUX BREVETS McBEAN.

M. Fripp—Dépose bill (n° 15) concernant certains brevets de Duncan Donald McBean—49.

1ère lecture—49.

2e lecture—152.

BILL RELATIF A LA "HUDSON BAY PEACE RIVER AND PACIFIC RAILWAY COMPANY".

M. Sharpe (Lisgar)—Dépose bill (n° 11) concernant la "Hudson Bay, Peace River and Pacific Railway Company" et pour changer son nom en celui de "Winnipeg and Hudson Bay Railway Company"—49.

1ère lecture—49.

2e lecture—152.

BILL RELATIF A LA LOI DES CHEMINS DE FER.

M. Maclean (York-sud)—Dépose bill (n° 30) modifiant la loi des chemins de fer—82; laisser à la commission des chemins de fer le soin de fixer le capital des compagnies de chemins de fer—82; municipalités s'associer avec compagnies de chemins de fer pour utiliser les ponts—82.

1ère lecture—82.

M. Maclean—Capital du Pacifique-Canadien—303; compagnie a pressuré le public—303; conseillé l'adoption d'une loi analogue à celle que l'on trouve dans plusieurs états de l'Union américaine—303; réglementation du chiffre des capitaux d'une compagnie à une commission, qui doit s'assurer de l'absolue nécessité des fonds à recueillir—303; voir à ce que l'opération ait lieu de manière que la clientèle de la compagnie en éprouve le moins de gêne possible—303; nullement faire tort à une compagnie que de l'obliger de prouver la légitimité de ses nouvelles obligations—304; le grand mal—304; manque de prudence par les fondateurs des grandes compagnies—304; majoration des capitaux aux Etats-Unis—304; l'industrie d'automobiles Ford—304; débuts modestes—304; aujourd'hui distribue \$25,000,000 de profits de sa compagnie parmi ses employés—304; capital de sa compagnie n'a pas été majoré—304; tous ceux qui ont à cœur les intérêts du travailleur en conviendront, le seul moyen d'obtenir un bon traitement de la masse de ces compagnies c'est d'avoir la haute main sur l'émission des capitaux—304; compagnies qui ont majoré leurs émissions financières ne réalisent pas les promesses faites par les promoteurs—304; faut réglementer les émissions de manière à ce qu'elles présentent le moins possible sur le public—305; Gouvernement a reconnu ce principe—305; aucune raison d'en ajourner l'adoption—305; gravité de la situation créée par la guerre—305; aucune compagnie ne devrait modifier son capital avant que la loi générale soit adoptée—305; aider à la reprise des affaires au Canada—305; ne permettre que les opérations financières sérieuses—305; mettre fin à certaines transactions

BILL RELATIF A LA LOI DES CHEMINS DE FER—*Suite*.

de haute finance—305; question qui intéresse surtout Toronto et Montréal—305; municipalité peut s'associer avec une compagnie de chemin de fer pour construire un pont dans la municipalité afin que le pont puisse être édifié à deux fins, pour le trafic des machines à vapeur et des fins de véhicules ordinaires—305; commission des chemins de fer diviserait les dépenses—306; demande de ce genre de ponts a beaucoup augmenté—306; loi de ce genre aidera à la colonisation du pays—306; assurera aux cultivateurs des tarifs raisonnables—306.

M. Turriff—Majoration des capitaux de nos compagnies est une grande difficulté à surmonter—306; majoration signifie augmentation des taux pour payer les dividendes—306; commission des chemins de fer peut autoriser aux compagnies le capital nécessaire pour ses entreprises—306; heureux de seconder le bill—307.

Hon. G. P. Graham—La plupart des difficultés que nous avons à surmonter proviennent de la majoration des capitaux et de la coalition des différentes sociétés sans que le Parlement puisse exercer le moindre contrôle sur ces entreprises—307; Gouvernement devrait s'occuper un peu plus des combinaisons qui s'effectuent entre les différentes entreprises—307; public souffre des monopoles—307; bon nom du Canada est élaboussé sur les marchés monétaires de l'univers—307; entreprises hasardeuses—307; à l'avenir les capitalistes seront plus prudents avant de placer leurs fonds—307; approuve le bill en principe—308.

Sir Robert Borden—Bill de ce genre exige une étude attentive et spéciale—309; renvoyer au comité pour permettre à ceux qui le voudront de plaider leur cause—309.

2e lecture—309.

Bill renvoyé au comité des chemins de fer, des canaux et des télégraphes—309.

M. Maclean (York-sud)—Ministre des Chemins de fer a déclaré formellement son intention de présenter lui-même, lors de la prochaine session, un projet tendant à modifier la loi des chemins de fer—1228; bill que je propose est dans le même sens, et qu'il serait en conséquence, inutile d'assigner des témoins pour le comité—1228.

Bill retiré—1228.

BILL RELATIF A LA "CANADIAN NORTHERN ONTARIO RAILWAY CO."

M. Blain—Dépose bill (n° 33) concernant certains arrangements faits entre la "Canadian Northern Ontario Railway Company", la "Georgian Bay and Seaboard Railway Company" et la "Campbellford, Lake Ontario and Western Railway Company"—123.

1ère lecture—123.

2e lecture—235.

BILL RELATIF A LA "CANADIAN NORTHERN ONTARIO RAILWAY CO."—*Suite*.

M. Blain—Compagnies énumérées dans ce bill n'ont pas pu s'entendre—602; préférable d'attendre—602.

Bill est retiré—602

BILL RELATIF A LA "NIAGARA-WEL-LAND POWER CO."

M. Blain—Dépose bill (n° 35) concernant la "NiagaraWelland Power Company"—123.

1ère lecture—123.

2e lecture—235.

BILL RELATIF AU CODE CRIMINEL ET LES APPROVISIONNEMENTS MILITAIRES.

M. Sinclair—Dépose bill (n° 40) modifiant le code criminel en ce qui concerne les approvisionnement militaires—216; rendre criminel aux yeux de la loi, l'acte de frauder le Gouvernement par la vente des articles de milice ou de marine de guerre—216; code criminel ne contient aucun châtiment pour celui qui fraude le Gouvernement de cette façon—216; toute tentative de fraude avec ce bill peut conduire à la cour d'assises et de là au pénitencier—216; deux années de pénitencier pour les coupables—216.

1ère lecture—216.

M. Sinclair—Texte du bill—323; nécessaire d'établir une loi de ce genre—323; existe une multitude de dispositions relatives aux choses de la milice—324; nombre de dispositions relatives aux contraventions—324; rien dans le code criminel qui tende à punir les entrepreneurs qui, de propos délibéré et avec l'intention de frauder, fournissent de la pacotille au ministère de de la Milice—324; deux ans de prison—324.

Hon. C. J. Doherty—Propose renvoi du bill au comité qui étudie les modifications à faire au Code criminel—325.

2e lecture—325.

Bill renvoyé au comité—325.

BILL RELATIF A LA LOI DU SERVICE CIVIL.

M. Broder—Dépose bill (n° 47) modifiant la loi de 1908 sur le service civil—326.

1ère lecture—326.

BILL RELATIF A LA "AUSTRAL INSURANCE COMPANY"

M. Bickerdike—Dépose bill (n° 48) concernant la "Austral Insurance Company"—374.

1ère lecture—374.

2e lecture—538.

BILL RELATIF A LA LOI DES ASSURANCES.

M. Lancaster—Dépose bill (n° 56) modifiant la loi des assurances de 1910—374; polices à termes renouvelables—374; permet de remplacer sa police par une police d'assurance-vie à prime uniforme—374.

1ère lecture—374.

BILL RELATIF A LA "CATHOLIC TRUTH SOCIETY OF CANADA".

M. Macdonell—Dépose bill (n° 63) concernant la "Catholic Truth Society of Canada"—552.

1ère lecture—552.

2e lecture—626.

BILL RELATIF A LA "MILLS EQUIPEMENT CO. LTD".

M. Northrup—Dépose bill (n° 64) concernant certains brevets de la "Mills Equipment Company, Limited"—552.

1ère lecture—552.

2e lecture—626.

BILL RELATIF A LA LOI DES CHEMINS DE FER.

M. Morphy—Dépose bill (n° 66) modifiant la loi sur les chemins de fer—552; assurances et indemnités à payer à l'occasion de pertes ou d'accidents—553; étendre les privilèges de la loi à l'ouvrier—553; réclamation de l'ouvrier aurait priorité sur les hypothèques et les obligations qui grèvent les biens de la compagnie, au même titre que les contributions, taxes et assurances—553.

1ère lecture—553.

BILL RELATIF AU SENAT ET A LA CHAMBRE DES COMMUNES.

M. Proulx—Dépose bill (n° 77) modifiant la loi sur le Sénat et la Chambre des communes—1326; l'indépendance des représentants du peuple et l'intérêt du pays—1326; bill interdit toute société ou compagnie dont un sénateur ou un député est directeur, de faire affaire avec l'Etat—1326.

1ère lecture—1326.

BILL RELATIF A LA POLLUTION DES EAUX NAVIGABLES.

M. Bradbury—Dépose bill (n° 80) concernant la pollution des eaux navigables—1370.

1ère lecture—1370.

BILL RELATIF A LA LOI SUR LES ELECTIONS FEDERALES.

M. Proulx—Dépose bill (n° 94) modifiant la loi sur les élections fédérales—1630; modifier l'article 70—1630; assurer d'avantage l'indépendance des candidats à l'égard du gouvernement—1630; empêcher directeur ou actionnaire d'une compagnie d'être candidat, si cette compagnie possède un contrat avec le gouvernement—1630.

1ère lecture—1630.

BILL RELATIF AU DIVORCE ALEXANDER.

M. McCraney—Dépose bill (n° 118) tendant à faire droit à Charles Isaac Alexander—1983.

1ère lecture—1983.

2e lecture—1983.

M. McCraney—Propose que le bill soit renvoyé au comité—2016; bill a été rejeté

BILL RELATIF AU DIVORCE ALEXANDER—Suite.

par un vote de 7 contre 6, mais le comité ne comptait qu'un petit nombre de membres présents—2016.

Sir George Foster—La proposition, si on l'adoptait, obligerait les comités à siéger sans répit au bon plaisir des membres et de la droite et de la gauche de la Chambre—2016.

M. Clarke (Wellington-nord)—Proposition de nature à laisser planer du soupçon sur les membres du comité—2112; contre la motion—2112.

Sir Robert Borden—Lu les dépositions—2113; pas le moindre doute que le divorce devrait être accordé—2113; nécessité d'une réforme—2113.

Bill renvoyé au comité—2113.

COMITES.

COMITE RELATIF AUX CHAUSSURES DES TROUPES.

Sir Robert Borden—Propose noms des députés qui composeront le comité d'enquête concernant les chaussures fournies aux militaires du service actif; comité étudiera aussi rapport de la commission nommée antérieurement pour les mêmes fins—215.

Adopté—215.

COMITE SPECIAL SUR ACHAT DE CHAUSSURES.

M. Middlebro—Dépose rapport commission d'enquête sur chaussures militaires—2465.

COMITE BIBLIOTHEQUE DU PARLEMENT.

Sir Robert Borden—Propose liste—81.

Adopté—81.

COMITE DES COMPTES PUBLICS.

M. Morphy—Dépose rapport concernant fournitures militaires achetées de M. E. Powell—1628; soumettre la preuve au ministère de la Justice pour faire plus ample enquête—1628.

COMITE DES COMPTES PUBLICS.

M. Morphy—Présente rapport comité des comptes publics sur l'achat de jumelles pour le corps expéditionnaire canadien 2514; certain nombre de jumelles de qualité inférieure—2514; inspection insuffisante—2514; pièces relatives à cette affaire soient renvoyées au ministère de la Justice—2514; faire restituer ce qui a été payé de trop—2514; intenter toute poursuite permise par la loi—2514.

COMITE D'ENQUETE SUR LES FOURNITURES MILITAIRES.

M. Morphy (Perth-nord)—Dépose rapport comité comptes publics—2752; achat de chevaux dans la Nouvelle-Ecosse—2752;

COMITE D'ENQUETE SUR LES FOURNITURES MILITAIRES—*Suite.*

circonstances d'une nature peu satisfaisante—2752; nécessaire de pousser l'enquête plus loin—2752; demande au ministère de la Justice d'intenter les poursuites nécessaires—2752; nécessité d'inaugurer un service d'achat, d'inspection et de vérification—2752; propose l'adoption des rapports—2752.

Sir Robert Borden—Gouvernement a ordonné l'enquête la plus complète et la plus libre—2752; l'on n'a pas agi de la sorte pendant les quinze années qui ont précédé notre avènement aux affaires—2753; en 1898 gouvernement Laurier refusa une enquête sur l'administration du Yukon—2753; aussi opposé à une enquête ayant trait au Transcontinental—2753; affaire G. T. Merwin—2753; témoin refusa de parler et le président du comité, qui aujourd'hui occupe un siège au Sénat, décida qu'un homme d'affaires n'est pas tenu de divulguer ses affaires particulières—2753; dans le cas actuel nous étions désireux d'être informés s'il s'était commis des fraudes dans la dépense des deniers publics—2753; une enquête complète fut décidée—2753; nous voulions dans le cas de fraudes, faire punir les coupables—2754; toutes les opérations sur le sujet desquelles le comité a cru devoir faire rapport à la Chambre, se rattachent à des survenances des premières six semaines de la guerre, alors que nous traversions une période de crise et d'excitation des plus marquées—2754; l'affaire Powell—2754; opération présente des caractères fâcheux—2755; jeune employé d'une pharmacie réalisa près de \$9,000 de bénéfices en quelques semaines—2755; l'argent fut restitué—2755; l'affaire de l'achat de jumelles—2755; 166 sur 2,175 jumelles achetées étaient de qualité inférieure—2755; enquête sérieuse sera faite—2756; fausses déclarations et inspection insuffisante—2756; l'achat des chevaux—2756; système suivi depuis des années à la milice—2757; prix payé à l'agent représentait le prix du cheval et sa commission—2757; M. A. De Witt Foster, député de King, N.-E., fut employé à l'achat des chevaux dans la Nouvelle-Ecosse—2757; somme de \$73,000 fut payée dans cette province—2757; M. Foster a été nommé hors la connaissance du Gouvernement—2758; ministre de la Milice n'en connaissait rien, et il m'a dit que s'il en avait été prévenu, il n'aurait certainement jamais consenti que M. Foster, un membre de cette Chambre, devint acheteur de chevaux pour le compte de l'Etat—2758; c'est le colonel Neill, le chef du service vétérinaire, qui a nommé M. Foster, ainsi que les autres acheteurs—2758; colonel Neill n'aurait jamais dû nommer M. Foster—2758; regrettable que M. Foster ait accepté une besogne comme celle-là—2758; il a été prouvé que certains vendeurs ont trompé et fraudé les acheteurs du Gouvernement—2759; ces personnes restitueront et iront en prison—2759; je suis en faveur de toute mesure tendant à établir le meilleur mode d'achat—2759; épurer l'opinion publique

COMITE D'ENQUETE SUR LES FOURNITURES MILITAIRES—*Suite.*

—2760; prêt à déposer toute mesure raisonnable à ce sujet—2760; nous n'avons imposé aucune limite aux recherches—2760; dès le début de la guerre nous avons décidé d'acheter directement des fabricants et des producteurs—2760; éviter les services d'intermédiaires—2761; texte de la correspondance sur ce sujet—2761; la ligne de conduite que nous nous proposons invariablement de tenir—2762; faire enquête sur toute affaire éveillant des soupçons, exiger restitution et imposer châtement, dans la mesure autorisée par les lois du pays—2762; si quelqu'un au Canada, qu'il soit conservateur ou libéral, se rend coupable de fraude ou de supercherie envers l'Etat et envers le peuple canadien ou participe à toute tentative dans ce but, surtout en ce qui touche au crédit de guerre, qu'il se rappelle qu'il y a des cours de justice criminelle au pays, et que les portes du pénitencier sont béantes pour recevoir celui qui se rend coupable de pareil crime—2762; quant aux fournitures en général, depuis deux ans nous avons plus d'une fois étudié une proposition tendant à la création d'une commission qui serait chargée de l'achat des fournitures destinées à tous ces départements de l'Etat—2762; Gouvernement se propose de faire face à la situation par de nouvelles mesures de sauvegarde—2763; m'incombe de remplir un bien triste devoir—2763; observation concernant deux députés touchant leur participation à ces affaires—2763; version de M. De Witt Foster ne m'a pas donné satisfaction—2763; on doit tenir compte qu'il est fort jeune, qu'il ne possède pas d'expérience en affaires, et qu'il n'est pas établi qu'il ait retiré aucuns profits de toutes ces transactions—2764; je suis obligé de déclarer que les explications qu'il m'a fournies relativement à sa conduite, sa négligence à surveiller de la façon la plus minutieuse la dépense de ces sommes, puis de faire parvenir au département un compte en détail, avec les reçus pour chaque dollar qui a été dépensé, sont bien loin d'être satisfaisantes—2764; cas du député de Carleton (M. Garland) et les transactions effectuées par M. Powell—2764; M. Garland était le propriétaire de l'établissement qui est aujourd'hui connu sous le nom de Carleton Drug Company, les commandes ont été transférées à une compagnie autorisée, mais nous pouvons raisonnablement présumer, sans nous rendre coupables d'injustice à l'égard de M. Garland, qu'il est le principal intéressé, dans cette compagnie—2764; M. Powell qui a obtenu le contrat était à son service et il lui a aidé à réaliser un bénéfice de \$9,000 en quelques semaines—2764; exprimer ma désapprobation la plus entière de la conduite de ces deux députés—2764; fabrication de munitions en Canada—2764; texte du rapport relatif à la composition et à la besogne qu'a accomplie le comité chargé de la surveillance de la fabrication des obus, par David Carnegie, M.I.C.E., expert en armement—2765; composition du comité—2765; travail du

COMITE D'ENQUETE SUR LES FOURNITURES MILITAIRES—*Suite.*

comité—2766; travail d'exécution—2766; marchés pour fabrication d'obus—2766; fabrication de tri-nitrotoluène—2767; services éminents rendus au pays par ce comité—2767; Parlement a fait son devoir en votant \$100,000,000 pour les fins de la guerre—2767; celui du Gouvernement est de prendre les moyens d'appliquer chaque piastre de cette somme de la façon la plus économique et la plus efficace—2767.

Sir Wilfrid Laurier—Regrette que le premier ministre ait eu recours au vieil argument "ad hominem"—2768; a affirmé que l'ancienne administration ne favorisait pas les enquêtes—2768; les deux cas qu'il a cités—2768; premier consistant en une proposition générale du député de Peel (M. Blain), conçue en termes vagues, sans objet particulier, et qui traçait tout simplement une règle de conduite—2768; l'autre, consistant dans une opposition, faite devant le comité des comptes publics, à une question posée à un témoin devant ce comité-là, en 1906, par l'ancien ministre de la Justice et l'ancien ministre des Finances—2768; on avait demandé à ce témoin de révéler certaines choses concernant ses propres affaires, il s'y refusa et le président lui ordonna de répondre, puis le ministre de la Justice et le ministre des Finances exprimèrent l'avis que le témoin n'était pas tenu de révéler les secrets de ses propres affaires—2768; l'attitude des deux ministres ne fut pas alors combattue dans la Chambre—2768; ancien gouvernement sur de simples dires de journaux a ordonné une enquête sur les questions se rattachant au Transcontinental—2768; l'enquête que vient de faire le comité sur les dépenses de la guerre inspire la plus grande inquiétude—2768; comité n'a fait qu'effleurer les questions—2768; affaire Powell—2768; député qui voulait se cacher derrière M. Powell n'y a pas beaucoup gagné—2768; ministère de la Milice et de la Défense a fait preuve de négligence—2768; aurait dû savoir qu'il traitait avec une autre personne que le jeune commis Powell—2768; ministère a fait avec M. Powell une transaction frauduleuse—2769; achat des chevaux—2769; difficile de comprendre comment M. Foster ait pu continuer d'acheter des chevaux et de dépenser à cette fin \$73,000 sans que le gouvernement ait su qu'il dépensait cet argent—2769; gouvernement a perdu des milliers de dollars dans l'achat de mauvais chevaux—2769; j'avouerai facilement qu'il y a eu beaucoup de concussion et de corruption au Canada, mais si la concussion et la corruption sont en tout temps criminelles, elles le sont doublement en temps de guerre—2770; les gens qui ont spolié le gouvernement aussi effrontément ont mis nos troupes en danger, et compromis le succès de notre participation à la guerre, et pour ce crime il ne peut y avoir ni excuse ni pardon—2770; enquêtes devraient se tenir au grand jour et non à huis clos comme l'enquête Ferguson—2770; c'est de cette manière que nous pourrions avoir justice—2771; dans les poursuites il faudra aussi faire plus de

COMITE D'ENQUETE SUR LES FOURNITURES MILITAIRES—*Suite.*

diligence que dans l'expropriation des terrains du camp Valcartier—2771; propriétaires n'ont pas encore reçu leur argent—2771; opinion du comité—2773; système en usage à la milice ne protège pas le pays contre les irrégularités—2773; faut un autre système inauguré par une loi ou autrement—2773; nous nous sommes efforcés de ce côté de la Chambre d'oublier que nous étions des hommes de parti—2773; cherché à éviter la controverse politique—2773; nous croyons et avons toujours cru que la seule chose qui devrait à ce moment concentrer notre attention est la guerre où nous sommes engagés—2773.

Rapports sont adoptés—2774.

COMITE D'ENQUETE CONCERNANT LES CHAUSSURES MILITAIRES.

M. Middlebro—Propose d'adopter le rapport du comité—2515; ordre de référence et autorité du comité—2515; premier bureau d'enquête a fait un travail superficiel—2515; observance des contrats—2515; conformes aux échantillons fournis et approuvés par le ministère—2515; résultat de l'inspection des chaussures condamnées—2515; sur le nombre il y avait des chaussures réparables—2515; chaussures échantillons de la milice—2516; la chaussure-échantillon canadienne et celles qui ont été fabriquées d'après ce type ne paraissent pas avoir été fabriquées de façon à pouvoir supporter les conditions climatiques exceptionnelles et autres circonstances extraordinaires auxquelles elles étaient exposées ainsi qu'à un usage dur—2517; parce que quelques-unes de ces chaussures n'étaient pas en état de supporter ces conditions et cette usure, elles furent condamnées par des conseils d'enquête qui furent établis dans différentes parties du Canada et à Salisbury—2517; ces épreuves ne constituaient pas de justes épreuves pour la moyenne des chaussures convenables à être portées par les soldats—2517; opinion du major Edward Lyman Munsen, une autorité sur la chaussure militaire—2517; contrats pour les bottes—2518; changements apportés aux contrats ont été autorisés—2519; l'urgence—2519; 55,000 paires livrées en six semaines—2519; température exceptionnelle et autres conditions qui ont prévalu lorsque les chaussures ont été mises à l'épreuve—2520; convenance de la chaussure militaire canadienne actuelle—2522; membres de la première commission d'enquête n'avaient pas assez d'expérience—2523; avons retracé l'histoire de l'échantillon de botte militaire canadienne jusqu'à 1910—2525; département de la Milice a approuvé le type actuel de la chaussure après un examen à fond de tous les autres types—2526; chaussure américaine adoptée en 1912 était semblable à la nôtre, bien que plus légère et plus large—2526; personne ne peut blâmer le département—2527; manufacturiers ont rempli les conditions de leur contrat—2527; en plusieurs cas les chaussures étaient supérieures aux échantillons—2527; même cuir tanné au chrome que recommandé pour l'armée améri-

COMITE D'ENQUETE CONCERNANT LES
CHAUSSURES MILITAIRES—*Suite.*

caine—2528; conditions au camp de Salisbury—2529; cinquante-cinq jours de pluie non interrompue—2529; dans ces conditions, la durée d'une chaussure militaire n'a pu être que bien courte—2529; dans quelles conditions on a porté ces chaussures au Canada—2529; hasard a voulu qu'on en fit la livraison à une époque de l'année qui rendait nécessaire qu'on les portât dans la plus mauvaise partie de l'année—2529; impossible de les soumettre à une plus rude épreuve en matière de conditions climatiques—2529; au début de la guerre, il n'y avait pas de cordonniers régimentaires—2530; depuis on a réalisé une sensible amélioration dans les chaussures militaires—2530; sur 86,000 paires de chaussures seulement 4,559 paires ont été mises de côté—2532; majeure partie de ces chaussures étaient réparables—2532; bottes fabriquées au Canada étaient vraiment résistantes—2533; correspondance faisant voir à quelles épreuves les chaussures canadiennes ont été soumises à Salisbury—2534; insinuations contre la qualité des chaussures étaient fausses—2535; ont causé un tort énorme à une grande industrie canadienne—2535; neuf conclusions du comité d'enquête—2537; modèle de chaussure militaire anglais ne saurait être adopté au Canada—2537.

Hon. Charles Murphy—Orage éclatera dès que les faits dévoilés au comité auront été portés à la connaissance du public—2538; besoin qu'il y a de fournir une chaussure convenable aux soldats en service actif—2538; bonne chaussure est au simple soldat ce que le cerveau est à l'officier—2538; en 1905 un modèle de chaussure fut accepté pour la milice—2539; pas semblable à la chaussure aux soldats pour la campagne d'Afrique—2539; en 1913 la compagnie L. Gauthier, de Québec, succéda à la Slater Shoe Company dans la confection des chaussures—2539; quand il s'est agi de la première commande de 65,000 paires de chaussures, il ne fut pas fourni de devis aux entrepreneurs; on se contenta de leur envoyer des chaussures Gauthier choisies comme étant en tous points conformes à l'échantillon officiel, avec ordre d'en fabriquer de semblables—2539; l'enquête a révélé que les échantillons Gauthier que l'on a fait tenir aux fabricants étaient de moins bonne qualité que l'échantillon Slater—2539; en septembre, deuxième commande de 32,867 paires—2539; ces chaussures furent confectionnées les unes d'après les modèles de qualité inférieure envoyés par le ministère, les autres d'après des échantillons fournis par les fabricants eux-mêmes—2539; trois inspecteurs sur cinq avaient quelque expérience de la cordonnerie—2540; travail n'a pas été convenablement exécuté—2541; chaussure échantillon a été condamnée, au point de vue du service actif, par tous les fabricants—2541; condamnation formelle des chaussures fournies au premier contingent canadien—2542; condamnation émanant du commandant de la troupe et de

COMITE D'ENQUETE CONCERNANT LES
CHAUSSURES MILITAIRES—*Suite.*

sir George Perley, qui fait fonction de haut commissaire à Londres—2542; texte du câblogramme de sir George Perley—2542; chaussures trop légères—2542; Gouvernement n'a rien fait pour améliorer la situation—2545; n'a annulé aucune des conventions qu'il avait faites—2547; au contraire, il a permis aux entrepreneurs de continuer à fournir des chaussures généralement condamnées comme impropres au service et dont quelques-unes ont été livrées le mois dernier seulement—2547; il a continué à faire partir des troupes pour l'Angleterre avec des chaussures comme celles qu'avait condamnées sir George Perley et le général Alderson, et il n'a rien fait pour munir nos soldats de chaussures pouvant servir en campagne—2547; en amendement propose d'accepter le texte du rapport de la minorité—2549; Gouvernement a fait preuve d'incurie, de négligence, d'incapacité et de mauvaise gestion—2549; qualité et forme de chaussures pas convenables—2549; 180,664 paires du type désapprouvé ont été distribuées aux soldats—2552.

M. Rainville—Avons fait tout ce qu'il était humainement possible de faire afin de connaître toute la vérité—2552; autorités militaires de chaque pays, après avoir multiplié les expériences de toutes sortes, ont adopté pour leur armée une chaussure d'un certain modèle mais ce modèle diffère avec les différents pays—2553; ne serait pas juste de blâmer le Gouvernement canadien avant ou après 1911, ou les officiers de l'état-major de la milice, pour s'être déclarés en faveur d'une chaussure moins pesante que la chaussure anglaise et un peu plus pesante que la chaussure américaine—2553; experts du Canada ont formulé trois opinions différentes—2554; texte de témoignages à l'effet que les chaussures canadiennes sont meilleures que les chaussures anglaises—2554; quand la guerre éclata le département de la Milice possédait un modèle de chaussure qui avait été en usage depuis 1900 et dont on n'avait pas reçu de plaintes sérieuses—2555; la saine raison voulait que ce genre de chaussures fût donné aux soldats—2555; chaussures fournies étaient de bonne qualité—2555; grande partie des témoignages à la première enquête n'avaient pas été rendus sous serment—2557; n'avaient pas une grande valeur juridique—2557; suis prêt à dire que la chaussure canadienne améliorée autant qu'on le peut par l'expérience acquise durant la guerre, est très bonne—2558; sont les meilleures qui conviennent à nos soldats volontaires—2558.

M. Nesbitt—Bottes fournies pour les besoins de Valcartier ne répondaient pas au modèle—2559; les 65,000 premières paires n'ont pas été inspectées convenablement—2559; au point de vue des affaires on ne saurait excuser la deuxième commande donnée pour la même sorte de chaussures qui, d'après la preuve don-

COMITE D'ENQUETE CONCERNANT LES
CHAUSSURES MILITAIRES—*Suite.*

naient lieu à des plaintes, après les deux premières semaines qu'on eut passées à Valcartier, et cela, de l'aveu même des manufacturiers—2561; gouvernement aurait dû se procurer un nouveau modèle—2563; chaussures ne sont pas satisfaisantes pour le service actif—2564.

M. McCurdy—Deux choses à éviter—2564; passer l'éponge sur les affaires louches et blâmer les transactions honnêtes—2564; dans question actuelle il ne faut tenir compte que des faits—2564; deux choses sont en cause dans la présente enquête—2565; bien-être du soldat dont dépend le salut de la nation—2565; seconde est une importante industrie canadienne qui emploie directement 23,000 ouvriers et qui, de plus, compte un grand nombre d'actionnaires—2565; tendance à condamner sans enquête—2565; rapport fera bonne justice d'allégations qui ont fait un tort considérable aux fabricants de chaussures du Canada—2565; fabrication a été faite honnêtement—2566; aux conditions de l'adjudication—2566; aucun des marchés n'a fait réaliser de gros bénéfices aux entrepreneurs—2566; chaque pays a ses usages et tout bon citoyen est attaché aux usages de son pays, et disposé à les défendre—2569; en bons Canadiens nous préférons les articles canadiens, et les habitants de la Grande-Bretagne, parce qu'ils sont Anglais préfèrent l'article anglais—2569; il ne faut pas perdre de vue, tout en tenant compte de l'opinion exprimée par le général Alderson, comme de celle exprimée par M. McGarvie et M. Ewing, que s'ils préfèrent la chaussure anglaise, c'est qu'ils ont été habitués à la porter depuis leur enfance et qu'il leur est tout naturel de la préférer—2569; rapport de la minorité comporte une injustice—2569; dénigrer une des plus importantes industries du Canada—2574.

M. Macdonald—Conditions dans lesquelles le gouvernement a fourni des chaussures aux soldats—2574; rapport de la majorité s'éloigne de la preuve entendue—2574; en 1899 lord Strathcona a été le premier à équiper un contingent pour l'Afrique-Sud—2575; c'est la Vankleek-Hill Boot and Shoe Company qui a fourni les chaussures aux volontaires de l'Afrique-sud—2575; un grand nombre des enrôlés de cette époque ont eux-mêmes acheté leurs chaussures—2575; M. McCann, sous-directeur général du service des adjudications a déclaré qu'il n'y avait pas d'échantillon de cette chaussure—2575; pas une des chaussures soumises n'était du genre des chaussures d'Afrique—2577; toute la différence du monde entre ces chaussures—2577; chaussures d'Afrique étaient des chaussures vissées—2577; depuis 1905 c'est la Good-year welt—2577; d'un bout à l'autre du rapport de la majorité du comité nous nous trouvons en présence d'une tentative d'excuser absolument la qualité de la chaussure que l'on a mis aux pieds de nos soldats, d'une façon ou d'une

COMITE D'ENQUETE CONCERNANT LES
CHAUSSURES MILITAIRES—*Suite.*

autre—2578; personne n'a osé affirmer que cette chaussure est celle qu'il faut pour des soldats en service actif—2580; que l'on fasse tous les rapports que l'on voudra, que l'on joue sur les mots à satiété, cela n'empêchera pas que depuis Halifax jusqu'à Calgary, soixante-quinze à cent commissions militaires aient étudié cette question de chaussures depuis la mi-septembre 1914 et aient tous condamné les chaussures qu'on avait fournies—2583; ce n'est pas à Ottawa mais à la fabrique qu'il fallait faire l'inspection des chaussures—2584; témoins dignes de foi ont déclaré sous serment avoir rencontré des soldats dont les pieds étaient enveloppés dans des morceaux de toile et d'autres qui avaient remplacé la semelle de leurs chaussures par des bardeaux, parce que les chaussures qu'on leur avait distribuées étaient complètement hors de service—2585; allégations du rapport de la minorité du comité sont appuyées par les témoignages—2588; résultat de cette enquête démontre d'une façon concluante que les membres du corps expéditionnaire, non seulement ceux qui sont déjà rendus en Europe, mais ceux qui se préparent à s'y rendre, ont été pourvus de chaussures ne répondant aucunement aux exigences du service actif et manquant de procurer à chaque soldat le confort et l'aide auxquels il a droit—2588; faudra jeter le blâme à ceux qui avaient charge de procurer aux soldats canadiens des chaussures convenables—2588.

Sir James Aikins—Faut plusieurs années pour obtenir une chaussure militaire convenable—2588; gouvernement libéral n'a jamais abordé cette question—2589; appartient à l'opposition d'aider le Gouvernement à trouver les moyens d'obtenir les meilleures chaussures—2589; ne pas faire seulement de la politique destructive—2589; déclaration que l'on trouve au rapport de la minorité inexacte—2590; déclaration qui dit qu'en 1905 les chaussures d'un modèle semblable à celui de 1914 ont été adoptées pour la première fois—2590; libéraux ont adopté cette ligne de conduite pour échapper au fait connu que cette chaussure ou une autre semblable employée durant la guerre sud-africaine et que, pour une chaussure du service actif elle a eu la satisfaction générale, ce qui devrait faire approuver la chaussure actuelle de l'armée canadienne—2590.

Sir Robert Borden—Comité a fait une enquête très complète—2597; ceux qui ont présenté le rapport de la minorité paraissent n'avoir tenu aucun compte de l'énormité de la tâche du Gouvernement—2597; ce qui signifiait dans un pays sans aucune organisation militaire, la tâche d'entreprendre dans six semaines l'organisation et l'équipement d'une force de 32,000 hommes—2597; chaque soldat que nous envoyons à la guerre doit être muni d'environ soixante et six articles—2597; personne ne peut s'empêcher d'exprimer la plus grande surprise que l'ouvrage ait été

COMITE D'ENQUETE CONCERNANT LES
CHAUSSURES MILITAIRES—*Suite.*

aussi bien fait qu'il l'a été—2597; que l'on ait entendu si peu de plaintes—2597; même en Angleterre il est survenu des difficultés—2597; ce qui a été dit en Angleterre sur cette question de chaussures—2597; regrette les efforts faits pour discréditer nos fabricants de chaussures—2597; cette affaire fait un tort considérable au commerce canadien—2597; il n'est pas douteux que l'ancien ministre n'ait fait choix, au temps de la guerre du Sud-Africain de certain modèle de chaussures et ne l'ait approuvé—2598; ceci ne sera pas nié, puisque les chaussures ont servi pendant cette guerre de l'Afrique du Sud, et c'était des chaussures choisies et approuvées par le précédent ministre—2598; de plus, après la guerre, le département entreprit de préparer et il a préparé une chaussure d'un modèle supérieur à celui qu'il avait imaginé en 1905—2598; libéraux veulent maintenant nous faire croire que la chaussure dont, en 1905, nos prédécesseurs avaient d'abord fait choix et sur laquelle ils ont, en 1910, fixé leur attention, n'était pas du tout destinée à servir en temps de guerre—2598; position ridicule de l'ancien gouvernement—2599; pour ce qui est du type de chaussure choisie par nos prédécesseurs, il a été le modèle que nous avons trouvé en arrivant au pouvoir—2599; les experts de la milice, nommés, non pas par nous, mais par les libéraux, ont déclaré que ce type de chaussure était parfaitement convenable, qu'ils s'y tiendraient et n'accepteraient pas le type de la chaussure anglaise—2599; rapport de la minorité est impartial—2600; pas la moindre allusion aux soldats qui ont utilisé ces chaussures à Salisbury-Plain—2600; conduite du Gouvernement a reçu l'approbation de la majorité—2601.

Hon. Sam. Hughes—Première plainte au sujet des chaussures, venait de Saint-Jean, Québec—2601; journaux dans le temps avaient publié que les chaussures étaient mauvaises—2601; quiconque réalise les dispositions d'esprit et de tempérament du peuple canadien ou de tout autre peuple qui n'a pas l'habitude de la guerre, dans les circonstances où se trouve le Canada depuis le commencement de la lutte, comprendra facilement l'état de tension nerveuse qui règne parmi les gens—2601; une enquête ordonnée dès les premières plaintes—2602; agitation avait été suscitée par une autre raison que le bien-être des soldats—2602; chaussure canadienne a résisté à l'usure au delà de toute espérance—2602; chaussures canadiennes à Salisbury, les seules en usage, ont été les seules critiquées—2602; preuves que la chaussure anglaise n'a pas pu résister à la campagne—2602; est tombée en morceaux—2602; je préfère une chaussure légère—2603; grande difficulté que présente une chaussure pesante, c'est qu'à moins qu'elle soit toujours bien graissée et tenue flexible elle fait des plis qui blessent le soldat—2603; soldat français porte une chaussure beaucoup plus légère que celle de l'anglais ou de l'alle-

COMITE D'ENQUETE CONCERNANT LES
CHAUSSURES MILITAIRES—*Suite.*

mand—2603; chaussure américaine est la plus légère de toutes—2604; chaussures canadiennes sont meilleures que les chaussures anglaises—2605.

Amendement de l'honorable C. Murphy est rejeté—2605.

Rapport du comité d'enquête est adopté—2605.

COMITE D'ENQUETE RELATIF A LA LOI
DES ELECTIONS FEDERALES.

Hon. C. J. Doherty—Propose comité spécial pour s'enquérir du fonctionnement de la loi électorale, de la pratique et procédure suivies dans les cas de requête demandant l'annulation d'élection, étudier les changements qu'il est opportun d'apporter à cette loi—216; comité de la dernière session a recueilli des renseignements très précieux—216; continuer ses travaux—216; avocat de la chambre donnera au bill la forme régulière avant de le soumettre au comité—217.

Adopté—217.

COMITE DES IMPRESSIONS DU PARLE-
MENT.

Sir Robert Borden—Propose liste—81.
Adopté—81.

COMITES PERMANENTS.

Sir Robert Borden—Dépose rapport comité spécial établissant la liste des membres composant les comités permanents de la Chambre pour la session actuelle—78.
Rapport adopté—81.

COMITE RELATIF A LA POLLUTION DES
EAUX NAVIGABLES.

Hon. J. D. Hazen—Propose comité spécial pour s'enquérir de la pollution des eaux navigables—214.

Adopté—214.

COMMISSION DE REGIE INTERNE.

Sir Robert Borden—Propose que commission de régie interne se compose des honorables T. C. Casgrain, A. E. Kemp et de M. l'Orateur—3.
Adopté—3.

COMITE DU RESTAURANT DU PARLE-
MENT.

Sir Robert Borden—Propose liste—81.
Adopté—81.

COMITE DE SELECTION.

Sir George Foster—Propose comité de sélection—2.
Adopté—2.

COMITE RELATIF AU VOTE DES SOL-
DATS.

Hon. C. J. Doherty—Premier rapport du comité spécial—1752; texte du rapport—1752; trois projets de loi—1752; élections générales—1752; élections contestées—1752; accorder le droit de vote aux soldats—1752.

DECES.

MORT DE M. JAMES W. RICHARDS.

Hon. G. P. Graham—Annonce mort du député de Prince, I.P.-E.—887; M. Richards a grandi entouré de l'estime et du respect de ses concitoyens—887; trente ans député—887; expérience mûri—887.

Hon. J. D. Reid—Membres de la droite s'unissent à la gauche dans l'expression de leurs sympathies aux parents et amis du député défunt—887; homme de beaucoup de sens et de cœur—887.

DECLARATIONS MINISTERIELLES.

ACHATS DE HOUILLE A VICTORIA PAR LE MINISTERE DE LA MILICE.

Hon. Robert Rogers—Remarques de l'hon. Wm. Pugsley—2467; dit que la plus basse soumission n'a pas été acceptée—2467; mémoire sur cette question—2467; prix des soumissions reçues—2467; aucun marché n'a encore été fait pour 1915—2467.

APPROVISIONNEMENTS DE GUERRE—MUNITIONS.

Hon. Sam. Hughes—Le 30e bataillon d'oude d'artillerie au secrétaire de la guerre du gouvernement américain—1988; coût moyen total des cartouches à fusil a été, pour l'année, de \$26.24 par mille contre \$27.08 l'année d'avant—1988.

ARRIVEE DES TROUPES CANADIENNES EN ANGLETERRE.

Sir Robert Borden—Il y a quelque temps 4,000 militaires canadiens sont arrivés sains et saufs en Grande-Bretagne—828; tous en bonne santé et de belle humeur—828.

30e BATAILLON D'OUTRE-MER.

Hon. Sam. Hughes—Le 30e bataillon d'outre-mer, de Victoria, C.-B., sera passé en revue demain à Ottawa—264; régiment est splendide—264.

17e BATAILLON DE LA NOUVELLE-ECOSSE.

Sir Robert Borden—Communique la correspondance avec l'honorable M. Perley, concernant le 17e bataillon de la Nouvelle-Ecosse—657; n'a pas été traité autrement que les autres canadiens—658; texte de la correspondance—658.

17e BATAILLON DE LA NOUVELLE-ECOSSE.

Sir Robert Borden—Dépêche de sir George Perley—970; réponse du général Alderson—970; allégations de H. C. Powell—970; colonel Robertson a été remplacé—970; fatras au sujet de l'utilisation du 17e régiment pour l'ébouage, etc. est trouvé—970.

CHANGEMENTS MINISTERIELS.

Sir Robert Borden—Chef de l'opposition a demandé une déclaration au sujet des changements dans le ministère depuis la dernière session—218; deux changements—218; M. Pelletier qui était directeur général des Postes sentait que ses forces physiques étaient trop faibles pour continuer à remplir ses fonctions—218; a rempli ses fonctions avec une vigueur et un talent qui n'ont jamais peut-être été surpassés par aucun ministre depuis la Confédération—218; M. Nantel a été nommé membre de la commission des chemins de fer du Canada—218; M. Casgrain succède à M. Pelletier—219; figure distinguée dans la législation de Québec et au Parlement fédéral—219; remplira sa charge avec une attention infatigable et habileté—219; M. Blondin succède à M. Nantel—219; fait preuve comme Orateur-suppléant d'une discrétion et d'un jugement sûr—219.

Sir Wilfrid Laurier—Aucune réserve à faire sur ce qui a été dit de M. Pelletier—219; surprise d'apprendre sa retraite—219; programme de M. Pelletier en 1911—219; abstention de la part du Canada dans les guerres de la Grande-Bretagne—219; marine canadienne devait être supprimée ou approuvée par un plébiscite—219; quelques-uns lui proposaient d'imiter la conduite de M. Monk—219; bien qu'il fût trop malade pour être ministre de la couronne, il pouvait servir le peuple comme juge—220; singulier de voir comme la mauvaise santé a un effet sur des cas particuliers—220; M. Doherty incapable de servir son pays comme juge est capable de le servir comme ministre de la Couronne—220; M. Casgrain a été logiquement choisi dans les circonstances—220; tory sans alliage—220; fidèle à ses anciennes convictions—220; le successeur de M. Nantel—220; ironie du sort—220; menaçait de détruire la marine de guerre—220; pour arriver en fonction M. Blondin a pris un chemin fort dangereux—220; maintenant il a les responsabilités du pouvoir, il ferait mieux de toujours défendre les vrais principes—220.

Hon. C. J. Doherty—Assertion fautive et sans fondement—220; dans ma démission de juge il n'a pas été question le moins du monde de maladie—221; lettre de démission dans les archives du ministère de la Justice—221; défie sir Wilfrid Laurier d'y trouver la moindre allusion à une maladie—221; j'ai simplement fait observer que, par une loi expresse de ce pays, une loi rendue avant que je fusse né, mes quinze ans de présence à la cour Supérieure de la province de Québec me donnaient droit à la pension prévue dans cette loi—221; pénible spectacle, le chef d'un grand parti obligé d'avoir recours à des affirmations dont il ne peut certainement pas connaître la vérité et dont les pièces déposées au ministère de la Justice de ce pays, pièces transmises au ministre de la Justice dont il était le chef, démontrent la fausseté—221.

CHANGEMENTS MINISTERIELS—*Suite.*

Sir Wilfrid Laurier—Chacun sait que la loi du pays permet à un juge, après quinze années de service, de demander sa pension s'il se sent incapable de remplir sa tâche—222; dans le cas contraire, c'est-à-dire s'il se juge en état de continuer, je serais porté à croire que, plutôt que de toucher une pension, il continuera à remplir les devoirs de sa charge—222.

Hon. R. Lemieux—Honorable M. Pelletier a remis son portefeuille—222; c'est un homme riche—222; devenu juge avec traitement de \$7,000—222; commis du service postal appelés à souscrire au fonds qu'on veut constituer au bénéfice de M. le juge Pelletier—222; protestations de quelques commis—222; texte de la circulaire envoyée à ce sujet—222; acte de flagornerie de la part de ceux qui prélèvent ce fonds—223.

Sir Robert Borden—Ce mouvement doit son existence à la fédération des services publics, qui n'est nullement une organisation officielle—223.

CORPS EXPEDITIONNAIRE CANADIEN.

Sir Robert Borden—Etat actuel de la mobilisation—2506; organisation du corps expéditionnaire canadien—2506; memorandum publié expliquait qu'au fur et à mesure que des troupes s'embarqueraient, d'autres s'enrôleraient pour remplir les cadres—2506; programme a été suivi—2506; annoncé qu'avec le second contingent l'effectif serait de 108,000 hommes—2506; une armée de nos jours est une colossale organisation—2507; inutile d'avoir des hommes sans expérience et sans instruction—2507; inutile de les envoyer au combat sans qu'ils soient organisés en divers corps et divisions—2507; 36,000 hommes ont été envoyés à l'étranger—2507; on entraîne actuellement au Canada 53,000 hommes qui formeront plus tard d'autres contingents—2507; en tenant compte des soldats de la milice active et de la troupe permanente, il y a au Canada sous les armes plus de 65,000 hommes—2507; explication qui sera de nature à faire taire certains commentaires de la presse—2507; retard à expédier le second contingent—2507; contingent prêt à s'embarquer depuis trois mois—2507; War Office doit en fixer la date—2508; n'avons pas à différer d'opinion là-dessus avec le War Office—2508; dépôts d'entraînement de l'autre côté de l'océan—2508; faudra 150,000 hommes si la guerre dure une autre année—2508; 50,000 hommes formant la troupe principale, 50,000 hommes envoyés outre-mer pour les renforts; et 50,000 hommes en exercice et sous les armes au Canada, selon qu'il a été annoncé au mois de novembre dernier—2508; arrangements que nous avons faits doivent être subordonnés aux besoins de l'empire—2508; texte d'un memorandum préparé par le chef d'état-major, traitant de ce sujet d'une façon détaillée—2508; magnifique réponse donnée par le pays à l'appel sous les drapeaux—2512; dans chaque province, dans chaque centre du Canada la réponse a été chaleureuse, loyale et magnifique—2512.

CORPS EXPEDITIONNAIRE CANADIEN—*Suite.*

Hon. Frank Oliver—Apprécie la manière avec laquelle la grande responsabilité a été menée à bien—2513; d'accord avec le gouvernement dans tous les efforts qu'il fait pour que le Canada prenne la part qui lui convient dans la lutte terrible—2513.

DEBARQUEMENT DES TROUPES CANADIENNES EN FRANCE.

Sir Robert Borden—Annonce qu'un câblogramme du ministre des colonies, 16 février 1915, dit que tout le corps expéditionnaire du Canada est arrivé en France, sur le terrain des hostilités—214.

EXPOSE DU BUDGET.

Hon. W. T. White—Annonce qu'il proposera l'exposé budgétaire jeudi prochain—41.

Hon. William Pugsley—Demande liste de tous ceux qui ont fait des achats en rapport avec les fournitures de guerre—41.

Sir Robert Borden—S'il y a des noms à mentionner je les ferai connaître—42.

M. A. K. Maclean (Halifax)—Demande état des avances faites par le gouvernement sur garanties—42.

Hon. W. T. White—Je verrai si nous devons mettre sur le bureau le détail des avances ainsi faites aux banques—42.

M. A. K. Maclean—Demande état des dépenses engagées pour la guerre—42.

Sir Robert Borden—Brochure imprimée sera déposée donnant des renseignements ayant trait à ces dépenses—42.

FOURNITURES DE GUERRE—CHAUSSURES.

Sir Robert Borden—Annonce qu'une enquête sera faite par un comité de sept députés, sur les fournitures des chaussures au premier contingent canadien—151; demande au chef de l'opposition de lui donner les noms de trois députés de la gauche—151.

GENDARMERIE A CHEVAL DU NORD-OUEST.

Sir Robert Borden—Réponse à une demande de renseignements—2467; aucun membre de la royale gendarmerie à cheval du Nord-Ouest, n'est au service avec les forces qui sont au front—2467; devoirs de la gendarmerie—2467; maintenir le bon ordre dans les provinces—2467; surveiller les ennemis de nationalité étrangère—2467.

MORT DU COLONEL FARQUHAR.

Sir Robert Borden—Lettre du colonel Farquhar—1370; mort sur le champ de bataille—1370; possédait l'un des plus beaux caractères—1370; possédait aptitudes voulues pour remplir la fonction de secrétaire militaire du Gouverneur général du Canada—1370; je n'en connais aucun qui ait rempli ce poste responsable d'une

MORT DU COLONEL FARQUHAR—*Suite.*

façon plus efficace que ne l'a fait le colonel Farquhar—1370; texte de sa dernière lettre écrite dans les tranchées le 4 mars—1370.

Sir Wilfrid Laurier—Les renseignements communiqués à la Chambre nous affligent sans doute, mais ils nous inspirent en même temps un sentiment de fierté et de satisfaction pour la belle conduite de nos soldats devant l'ennemi—1371; félicitations à l'adresse du colonel Farquhar sont bien méritées—1371.

PENSIONS MILITAIRES.

Sir Robert Borden—Tarif modifié des pensions a été préparé—1489; aucune loi n'est nécessaire—1489; en ce qui concerne les troupes canadiennes, les pensions sont fixées en vertu même de la loi des pensions—1489; désirable que la Chambre soit mise au courant de ce que nous proposons—1489.

POMMES DE TERRE CANADIENNES AUX ETATS-UNIS.

Hon. J. D. Reid—Rectification—1061; pommes de terre du Nouveau-Brunswick condamnées à Boston n'ont pas été réexportées à Cuba—1061; autorités américaines en ont ordonné la destruction ou autorisé la consommation dans la ville de Boston—1061; premier renseignement donné est de nature à nuire au commerce entre le Canada et Cuba—1061.

PROTESTATION DU GOUVERNEMENT BELGE.

Sir Robert Borden—Dépose communication du consul général de la Belgique protestant contre la prétention de la chancellerie allemande que dès 1906, la Belgique avait violé sa neutralité, en faisant une entente avec l'Angleterre—2113.

TIMBRES DE GUERRE.

Hon. T. C. Casgrain—Le département a décidé que les timbres-poste qui portent en travers les mots "war tax" peuvent être utilisés pour l'affranchissement—2774.

TRANSFERT DE NAVIRES BRITANNIQUES.

Hon. J. D. Hazen—Dépose copie décret du conseil 9 mars 1915—1131; restreindre le transfert de navires britanniques—1131; décret 23 janvier 1915 défendait d'exporter navires en pays non britanniques—1131; basé sur bill que les autorités impériales ont mis à l'étude—1131.

TRAVAUX DE LA COMMISSION DE CONSERVATION.

Sir Robert Borden—Renseignements au sujet de la commission de conservation—2465; texte du mémoire préparé par le secrétaire—2465; enquêtes faites en 1914-1915—2465; cours d'eau et chutes

TRAVAUX DE LA COMMISSION DE CONSERVATION—*Suite.*

d'eau—2465; forêts—2465; hygiène publique—2466; terrains—2466; mines—2466; poisson, gibier et animaux à fourrure—2466; la presse et les associations coopératives—2466; personnel et traitements—2467.

TRAVAUX AU LAC DES BOIS.

Sir Robert Borden—Renseignements relativement aux travaux du lac des Bois—1489; commission technique nommée le 2 mars 1914—1489; noms des cinq fonctionnaires—1489; tâche qui leur est assignée—1489; étudier ce qui s'est passé sur le lac des Bois et ses environs tant avant que l'on y eût mis des ouvrages artificiels que depuis—1489; conseiller le Gouvernement sur la meilleure conduite à tenir dans les intérêts du Canada—1489; commission devra être en mesure de préciser dans quelles proportions il est possible de régler le niveau des différents lacs—1489.

SOLDATS CANADIENS EN FRANCE.

Sir Robert Borden—Dépêche de sir George Perley—964; lettre du général Alderson—964; nos hommes sont dans les tranchées—964; se comportent de façon remarquable—964; conduite dépasse espérance—964; tout est en place et fonctionne d'une façon qui donne joie et orgueil—964.

DECISIONS DE L'ORATEUR.

BILL CONCERNANT L'EXPORTATION DU NICKEL.

M. l'Orateur—Décision au sujet du bill concernant l'exportation du nickel—45; faut appliquer la règle 50—45; bill concerne le commerce—45; devrait être présenté par voie de résolution—45.

TEMOINS DEVANT LES COMITES.

M. l'Orateur—Comités possèdent le pouvoir de faire prêter serment aux témoins sans qu'il soit nécessaire que le Chambre les autorise—325; texte de la loi—325.

DISCOURS DU TRONE.

DISCOURS D'OUVERTURE.

M. l'Orateur—Lit discours d'ouverture—1.
Sir George Foster—Propose considération lundi—1; adopté—1.

DISCOURS DE PROROGATION.

Son Altesse Royale donne lecture du discours du Trône qui termine la 5e session du 12e Parlement—2778.

ELECTIONS.

NOUVEAUX DEPUTES.

M. l'Orateur—Annonce réception certificat d'élection de l'honorable P. E. Blondin pour circonscription de Champlain—2.

NOUVEAUX DEPUTES—*Suite.*

L'hon. Thomas Chase Casgrain, pour la circonscription de Québec-comté—2.

M. William Gray, pour la circonscription de London—2.

M. Frank Stewart Scottt, pour la circonscription de Waterloo-sud—2.

M. Joseph A. Descaries, pour la circonscription de Jacques-Cartier—2.

M. Arthur Bliss Copp, pour la circonscription de Westmoreland—2.

M. Samuel James Donaldson, pour la circonscription de Prince-Albert—2

M. Gédéon Rochon, pour la circonscription de Terrebonne—325.

VACANCES CHAMPLAIN :

Vacance dans comté de Champlain, député M. Pierre E. Blondin, acceptant une charge rétribuée, celle de ministre Revenu de l'Intérieur—2.

LONDON.

Vacance dans London, mort du député Thomas Beattie—2.

COMTE QUEBEC.

Vacance dans le comté de Québec, démission de l'honorable Louis Philippe Pelletier—2.

PRINCE ALBERT.

Vacance dans comté Prince-Albert, nomination député James McKay juge cour Suprême, Saskatchewan—2.

TERREBONNE.

Vacance dans comté Terrebonne, nomination de l'honorable Wilfrid Bruno Nantel à la commission des chemins de fer—2.

WATERLOO-SUD.

Vacance dans comté Waterloo-Sud, mort du député, M. George A. Clare—2.

M. l'Orateur—Ordonne de préparer nouveaux brefs d'élection—2.

EXPLICATIONS PERSONNELLES

AFFAIRES DUCHEMIN.

M. McKenzie—Accusation contre l'un des commissaires royaux—1017; avoir reçu \$128 au lieu de \$21—1017; texte d'une question, réponse du gouvernement—1017; arrêté en conseil nommant M. H. P. Duchemin—1017; enquêtes de M. Duchemin—1017; comptes des dépenses—1019; texte de la réponse de M. Duchemin—1020; département des Douanes n'a pas le droit de m'accuser d'avoir fait des déclarations inexactes—1021.

EXPLICATIONS PERSONNELLES—*Suite.*AFFAIRES DUCHEMIN—*Suite.*

Hon. J. D. Reid—Un malentendu—1021; M. Duchemin, homme parfaitement honorable—1021; député a dû mal comprendre les états de compte—1022; n'a commis aucun acte frauduleux—1024.

AIDE A L'ANGLETERRE ET LES ECOLES D'ONTARIO.

M. Lafortune—"Montreal Gazette" m'attribue des paroles que je n'ai jamais dites—1131; aide à l'Angleterre et les écoles d'Ontario—1131; jamais prétendu que son importance primait celle de la guerre—1132.

"APPEL AUX BUVÉURS DE SANG."

M. Glass—Proteste contre cet article publié dans le "London Advertiser"—2606; l'on a mal rapporté mes paroles sur la question du tarif—2607; jamais je n'ai tenu le langage que peut justifier ces remarques—2607.

COMPTE RENDU INEXACT DE L'"OTTAWA EVENING JOURNAL".

M. Proulx—Proteste contre compte rendu de ce journal—1061; n'a pas négligé ses devoirs de député—1061; je n'étais pas à moitié endormi pendant le débat—1061.

ERREUR DANS COMPTE RENDU DES "DEBATS".

Hon. Wm. Pugsley—Erreur dans remarques au sujet de M. Allison et l'achat de munitions à New-York—1566; prix des cartouches \$26.50 le mille au lieu de \$38.50—1566; prix a été porté à \$33 le mille au lieu de réduit à \$33—1566.

FAUSSES REMARQUES DU "STANDARD".

M. Turgeon—Article du "Standard", de St-Jean du 11 février 1915—151; réunion en faveur du recrutement—151; compte rendu blesse la vérité—151; j'ai été le premier à organiser les réunions de recrutement—151; invité les jeunes gens à s'enrôler—152.

LAURIER ET LA PROVINCE DE QUEBEC.

Sir Wilfrid Laurier—Brochure distribuée par le parti conservateur—2325; Laurier et la province de Québec—2325; l'enrôlement des Canadiens-français—2325; Laurier n'a rien demandé à ses compatriotes—2325; cette brochure est contraire à la vérité—2325; j'ai adressé la parole à des assemblées publiques—2325; prouvé que je m'intéressais de tout cœur à cette guerre où l'Angleterre est engagée—2325.

Sir Robert Borden—Chef de l'opposition n'est pas le seul que l'on ait colonnié—2326; pendant que je restais à mon poste, que je travaillais seize à dix-huit heures par jour, la presse libérale disait que j'étais trop paresseux pour prononcer un seul mot patriotique—2326.

EXPLICATIONS PERSONNELLES—*Suite.*

MODIFICATIONS DANS UN DISCOURS.

Hon. Wm. Pugsley—N'ie avoir fait des changements à un discours, au bureau des Débats—739; les députés font les corrections qu'ils croient nécessaires et cela sur-le-champ, les sténographes exercent leur jugement en publiant leur rapport—739.

OMISSION DANS LES DEBATS.

M. Maclean (Halifax)—Journal a prétendu que j'avais éliminé partie de mes observations, dans les Débats, sur la propagande "Achetez au Canada"—738; soustraction de cette partie du discours ne peut m'être imputée—738; sténographes en sont responsables—738.

PROTESTATION CONTRE L'"EVENING TELEGRAM".

M. Turriff—Proteste contre compte rendu parlementaire de l'"Evening Telegram", de Toronto—517; dépenses du Gouvernement—517; parti libéral n'a distribué aucune publication électorale depuis le mois d'août dernier—517.

TRAVAUX DE LA CHAMBRE.

Hon. Robert Rogers—Information injuste publiée dans le "Toronto Globe"—1903; prorogation prochaine afin d'étouffer les scandales—1903; Gouvernement n'a montré aucun désir d'empêcher la preuve d'aucun fait que les députés de la gauche désirent porter à l'attention du pays—1903; note du "Globe" est un exposé absolument inexact des faits—1903.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

ACHAT POUR LE COMPTE DU GOUVERNEMENT ANGLAIS.

Hon. Wm. Pugsley—Entrefilet publié par le "Ottawa Free Press"—2607; gouvernement anglais enverra ses propres acheteurs—2607; signifie que le gouvernement anglais n'achètera plus de fournitures au Canada—2607.

Hon. Sam. Hughes—En ce qui concerne la milice l'entrefilet est dénué de fondement—2607.

Sir Robert Borden—L'entrefilet est sans fondement aucun—2608; je sais au contraire qu'il y a quatre ou cinq jours le Gouvernement anglais nous priait d'acheter au Canada, pour le compte du ministère de la guerre, une quantité considérable de fournitures—2608.

AIDE AUX CULTIVATEURS DE LA PROVINCE DE QUEBEC.

Hon. Charles Marcell—Conférences agricoles dans la province de Québec—310; travailler à l'avancement de l'agriculture—310; œuvre très louable—310; province de Québec divisée en cinq groupes relativement à ces conférences—310; total 101 conférences—310; approuve but de cette campagne—310; augmenter l'approvisionnement de vivres—310; cultivateurs

AIDE AUX CULTIVATEURS DE LA PROVINCE DE QUEBEC—*Suite.*

dans certaines parties de Québec ont eu à passer un hiver très dur—310; n'ont pas les ressources de se procurer la semence nécessaire—310; étendre à quelques autres régions les avantages accordés pour venir en aide à la Saskatchewan—310; si l'on envoie un confédéré agricole auprès de ces pauvres cultivateurs et qu'on leur demande de prêter leur attention aux avantages de cette nouvelle campagne, sans toutefois leur fournir les moyens d'en atteindre le but, les efforts seront nuls et le Canada verra sa production décliner—310.

Hon. W. J. Roche—Semble confondre la propagande—311; l'une sous juridiction ministre de l'Agriculture, l'autre sous celle du département de l'Intérieur—310; habitude de venir en aide aux colons sur homesteads—311; différence entre les cultivateurs de l'Ouest et de l'Est—311; Gouvernement fédéral est maître des ressources naturelles de l'Ouest—311; pour cette raison faut aider aux colons dans le besoin—311; dans l'Est cette œuvre doit être laissée aux provinces qui possèdent leurs ressources naturelles—311.

ALLOCATION D'ABSENCE.

M. Martin (Régina)—Lettre de M. J. T. Franks, de l'association du Fonds patriotique se plaignant du retard dans le paiement de l'allocation d'absence aux familles des soldats—737.

Hon. Sam Hughes—Nous ne nous occupons de ces allocations d'absence qu'une fois que nous avons en main de complets renseignements sur les différents corps—738.

APPARITION D'AÉROPLANES.

Sir Wilfrid Laurier—Journaux annoncent apparition d'aéroplanes venant des Etats-Unis?—151.

Sir Robert Borden—Ne peut dire d'où sont partis les aéroplanes—151; maire de Brockville a téléphoné que trois aéroplanes avaient volé au-dessus de la ville—151; nouvelle transmise au chef de l'état-major—151.

ASSISTANCE AUX PROPRIETAIRES DE BESTIAUX DANS L'OUEST.

M. Buchanan—Protestations contre la manière dont sont distribués les secours pour la nourriture du bétail—1016; bestiaux souffrent beaucoup dans les cas où les cultivateurs ne sont pas en état d'acheter eux-mêmes la nourriture—1016; distributions de fourrage sont limitées aux chevaux de trait—1016.

Hon. W. J. Roche—Question pas portée à la connaissance du gouvernement aussi distinctement que celle des grains de semence—1016; colons qui n'ont aucune récolte—1016; demandes déraisonnables ont été faites—1016; pas assez de fourrage pour suffire à toutes les demandes—1016; répondu à toutes les demandes légitimes—1017.

17e BATAILLON DES "HIGHLANDERS"
DE LA NOUVELLE-ECOSSE.

M. Kyte—Dépêche de Londres dit que le 17e bataillon n'existe plus—517; a été licencié—517; soldats qui en faisaient partie ont été employés à remplir les vides causés par la maladie, la mort et la désertion dans les rangs de la brigade canadienne écossaise—517; demande si le gouvernement peut confirmer ou contredire cette dépêche—517.

Hon. W. T. White—Aucun renseignement—517; dépêche n'est pas venue à la connaissance du gouvernement—517.

M. Kyte—Renouvelle demande de renseignements—602.

Sir Robert Borden—Dispositions prises à l'égard des troupes qui sont en Angleterre, dépendent entièrement du ministère de la guerre—603; reçu aucun renseignement à ce sujet—603; nous ne savons pas que le colonel Struan Robertson, a été relevé de son commandement—603.

17e BATAILLON DE LA NOUVELLE-ECOSSE.

M. Kyte—Demande s'il a reçu quelque communication de M. C. H. Crowell, correspondant du "Chronicle" d'Halifax, concernant ce bataillon—737.

Sir Robert Borden—M. Crowell sera mis à même de comparaître à l'enquête et de prouver la vérité de ses dires—737.

BATAILLON DU COLONEL McLEOD.

Hon. Wm. Pugsley—Plaintes au sujet des dispositions prises concernant ce bataillon?—603.

Sir Robert Borden—Correspondance à ce sujet d'un caractère privé et confidentiel—603; soldats canadiens, dès qu'ils ont quitté le pays, sont assujétis aux dispositions établies par le ministère de la guerre—603.

Hon. Sam Hughes—Tous les soldats que l'on a laissés dans la réserve en ressentent le plus vif chagrin—604; il faut une réserve—604; c'est là une chose à l'égard de laquelle nous n'avons cherché à exercer la moindre autorité—604.

BIEN-ETRE DU CORPS EXPEDITIONNAIRE CANADIEN.

M. Turriff—Article intitulé: "Our sockless soldiers again"—311; Canada est mis dans une position humiliante—311; appel pour vêtements nécessaires à nos troupes—311; texte d'une dépêche—311; louable de faire des cadeaux—312; gouvernement devrait fournir tous les effets nécessaires—312; nombre supplémentaire de chaussettes—312.

Sir Robert Borden—Canada fournit à ses soldats le même équipement qui est en usage dans l'armée britannique—312; dans toutes les autres parties de l'empire, et même aux Etats-Unis, des femmes, inspirées par un désir patriotique d'aider les soldats, ont fourni des chaus-

BIEN-ETRE DU CORPS EXPEDITIONNAIRE CANADIEN—*Suite*.

settes, des passe-montagne, des bonnets, des ceintures et autres articles de même sorte qui ont été envoyés par des associations particulières pour être mis à la disposition des soldats qui en auront besoin—312; c'est dans ce seul but, que l'honorable sir George Perley a fait appel à la générosité publique—312.

BUREAU FEDERAL DU TRAVAIL.

M. Martin (Regina)—Est-ce l'intention du gouvernement de créer un bureau fédéral de travail?—375.

Sir Robert Borden—Question à l'étude—375.

CANADIENS SUR LA LIGNE DE FEU.

Hon. C. Marcell—Renseignements concernant les troupes canadiennes en France—658.

Hon. Sam. Hughes—1ère, 2e et 3e brigades de nos troupes sont sur la ligne de feu—658; conduite de nos soldats conforme à ce que nous attendions d'eux—658.

CHASSE AU PHOQUE.

Sir Wilfrid Laurier—Rapport a-t-il été fait par commission d'enquête sur les réclamations des chasseurs de phoques de la Colombie-Britannique?—1828.

Hon. C. J. Doherty—Commission a fini l'enquête—1828; elle prépare son rapport—1828.

CHEMIN DE FER QUEBEC-SAGUENAY.

Hon. R. Lemieux—Conseil des ministres a-t-il adopté un décret concernant le paiement des subventions ou une garantie des obligations du chemin de fer Québec-Saguenay?—2680.

Sir Robert Borden—Aucun décret n'a été adopté—2680.

CHEMIN DE FER QUEBEC-SAGUENAY.

Hon. R. Lemieux—Demande si un décret a été adopté garantissant les obligations de ce chemin de fer?—2775.

Hon. W. T. White—Aucun décret de conseil n'a été adopté—2775.

CHEVAUX POUR LES TROUPES EXPEDIEES PAR LE CANADA.

M. Robb—Condition qui pourrait provoquer un scandale presque aussi grand que l'affaire des bottes—264; chevaux achetés pas convenables pour les manœuvres de la cavalerie—264; nos chevaux trop légers—264; articles de la *Gazette* et du *Globe*—264; commission achète de vieux chevaux et les expédie comme chevaux provenant de l'élevage canadien—264.

CHEVAUX POUR LES TROUPES EXPÉDIEES PAR LE CANADA—*Suite*.

Hon. Sam. Hughes—Déclaration ne contient absolument aucun fondement de vérité—264; commission de remonte continuera ses travaux—264.

COMMISSION DU COUT DE LA VIE.

Hon. Wm Pugsley—Renseignements recueillis par cette commission; quand le rapport sera-t-il prêt?—2775.

Hon. T. W. Crothers—Commission a recueilli des témoignages dans toute l'étendue du pays—2775; rapport sera le meilleur travail du genre qui ait jamais été publié—2775; ouvrage classique qui sera lu par les économistes du monde entier et qui fera honneur au Canada—2775; rapport sera publié sous peu—2775.

CORPS EXPEDITIONNAIRE CANADIEN.

M. Macdonald (Pictou)—Pertes de notre armée sur le champ de bataille—1371; quel détachement est rendu en France?—1371.

Hon. Sam. Hughes—Première division et le régiment Princesse Patricia sont rendus au front—1372.

DECHARGE D'ARMES A FEU PAR LES SENTINELLES.

Sir Wilfrid Laurier—Nouvel accident vient de se produire à Cornwall—2256; sentinelle a tiré sur des gens dépourvus de mauvais desseins—2256.

Hon. Sam Hughes—Citoyens de l'endroit ont été avertis d'obéir à la sommation de la sentinelle—2256; tâche qui incombe à la sentinelle est assez pénible—2256; si quelqu'un attaque un soldat il doit tirer—2256.

DECLARATION DES RECRUES.

Sir James Aikins—Un anachronisme—2113; déclaration du soldat avant de s'enrôler—2113; doit déclarer le culte auquel il appartient—2114; pas mention des méthodistes dans le tableau—2114.

Hon. Sam. Hughes—L'erreur vient de ce que nous avons copié la formule de déclaration usitée en Angleterre—2114; à l'avenir le mot "méthodiste" apparaîtra dans la déclaration—2114.

DESASTRE DE LA MINE DE WELLINGTON-SUD.

M. Gray—Demande renseignements sur accident dans la houillère Pacific Coast Coal Company's Mine, à Wellington-sud, Colombie-Britannique—218; mineurs ont perdu la vie—218.

Hon. T. W. Crothers—Vingt mineurs se sont noyés dans la mine—218; soixante et dix-huit ont pu s'échapper—218; mineurs ont brisé les murs d'une ancienne mine abandonnée et qui était remplie d'eau—218; enquête complète sera faite—218.

DISTILLATION DE GRAINS.

M. Loggie—Demande si le Gouvernement a reçu une lettre ou une circulaire de la Women's Christian Temperance Union, protestant contre l'énorme gaspillage de grains utiles qui sont transformés en liqueurs enivrantes?

Sir George Foster—Quelques membres du Gouvernement ont reçu une lettre ou une circulaire de la Women's Christian Temperance Union protestant contre l'énorme gaspillage de bons grains pour en faire des liqueurs enivrantes; le Gouvernement n'a pris aucune décision à ce sujet—2774.

DISTRIBUTION DE GRAINS DE SEMENCE.

M. Martin (Regina)—Toute demande est rejetée, venant de personne ayant reçu leur patente—772.

Hon. W. J. Roche—Ordres ont été adressés au commissaire de l'immigration d'accueillir avec la même faveur ceux qui ont leurs titres comme ceux qui ne les ont pas—773.

DISTRIBUTION DU GRAIN DE SEMENCE AUX CULTIVATEURS DE L'OUEST.

M. Martin (Regina)—Représentants du gouvernement annoncent qu'ils ne recevront pas de requêtes après le 20 février?

Hon. W. J. Roche—Nécessaire de fixer une date afin de savoir combien de grain il fallait acheter—1228; aucune requête postérieure au 10 mars ne sera acceptée—1228.

ECOLE CANADIENNE D'AVIATION.

M. Thompson (Yukon)—Demande si l'école d'aviation au parc Lawrence, de Toronto, sera sous la direction du ministre de la Milice—2114.

Sir Robert Borden—Jusqu'ici le gouvernement n'a institué ni organisé aucune école d'aviation—2114.

Hon. Sam. Hughes—Cette école n'a aucune relation avec le ministère de la Milice—2114.

EVASION DE THOMAS RILEY.

M. Edwards—Elargissement de Thomas Riley, du pénitencier de Kingston—2605; deux détenus du même nom—2605; celui qui était condamné pour quinze ans a été libéré par erreur—2605.

Hon. C. J. Doherty—Pétition demandant l'élargissement de Thomas Riley, condamné à sept ans de détention pour homicide—2606; S. A. R. le Gouverneur général ordonna l'élargissement—2606; un autre Thomas M. Riley purgeait une condamnation de quinze ans pour homicide—2606; l'ordre d'élargissement ne comportait aucun renseignement sur le détenu—2606; désignait le prisonnier sous le nom de Thomas M. Riley—2606; malencontreux "M." fut responsable de cet incident regrettable—2606; avons pris des mesures pour ramener au pénitencier le prisonnier qui s'est évadé—2606; remède sera porté à l'erreur commise—2606.

EXTRADITION DE HORN.

M. Michaud—Wernor Horn combat l'extradition—45; tentative pour faire sauter pont près de Vanceboro—45; Horn prétend que c'est un acte de guerre—45; quelles dispositions ont été prises?—45.

Sir Robert Borden—Ministère de la Justice est saisi de l'affaire—45; démarches nécessaires pour obtenir l'extradition—45.

FIEVRE APHTEUSE.

M. Ross (Middlesex-ouest)—Fièvre aphteuse est pour ainsi dire à nos portes—657; maladie a exercé ses ravages jusqu'à la ville de Détroit—657; payer une indemnité raisonnable aux éleveurs et cultivateurs dont les animaux doivent être abattus dans l'intérêt public—657.

Hon. J. D. Reid—Toutes les précautions ont été prises pour protéger le Canada contre l'invasion de la fièvre aphteuse—657.

FIEVRE APHTEUSE.

M. D. C. Ross—Dédommagement qu'on paiera aux propriétaires des animaux infectés de la fièvre aphteuse—2181; l'indemnité moyenne stipulée dans la loi n'est plus proportionnée au prix du bétail—2181.

Hon. Martin Burrell—N'existe pas de loi qui se rapporte à la fièvre aphteuse—2181; faudrait recourir à un autre moyen pour résoudre la difficulté—2181.

FOURNITURES MILITAIRES A SALISBURY-PLAIN.

Hon. M. Graham—Journaux disent que grandes quantités de wagons, harnais, fusils Ross, etc., ont été rejetés?—326.

Sir Robert Borden—Donnerai plus tard renseignements complets—326; nulle information au sujet du fusil Ross—326.

GENDARMERIE A CHEVAL DU NORD-OUEST.

M. Buchanan—Retard à payer les membres de la gendarmerie à cheval du Nord-Ouest—1371; devraient recevoir leur paie entière durant leur présence sous les drapeaux—1371; il y en a présentement en France et dans l'armée anglaise—1371.

Sir Robert Borden—Prendrai des informations—1371.

INTERDICTION DE LA POMME DE TERRE CANADIENNE AUX ETATS-UNIS.

M. Law—Nouvelle publiée dans les journaux—771; pomme de terre canadienne condamnée—771; rapport de l'inspecteur des Etats-Unis—771; a découvert la gale poudreuse—771.

Hon. J. D. Reid—Faits sont exacts—771; chargement expédié à Boston a été condamné—771; gouvernement a envoyé un inspecteur pour faire une enquête complète—771; pommes de terre venaient du Nouveau-Brunswick—771.

INTERRUPTION DE LA FABRICATION DES LIQUEURS.

M. Macdonald—Résolutions de différents groupes de la Nouvelle-Ecosse—2468; qu'on interrompe fabrication des liqueurs pendant la guerre—2468.

Sir Robert Borden—Rien à dire sur ce sujet en ce moment—2468.

INTERDICTION DES POMMES DE TERRE CANADIENNES AUX ETATS-UNIS.

Hon. J. D. Reid—Pommes de terre condamnées à Boston ont été expédiées à Cuba—827; pommes de terre n'ont pas pu être trouvées lors de l'arrivée à Boston de notre inspecteur, M. O'Halloran—827; les pommes de terre ont été examinées par deux des inspecteurs fédéraux des Etats-Unis, qui les ont condamnées—827; cherche à obtenir des échantillons de Cuba—828.

JOURNAL "LA MENACE".

M. Gauvreau—L'édition canadienne du journal "La Menace" passe encore par la malle—1060; cette feuille publie choses injurieuses contre les catholiques—1060.

Hon. T. C. Casgrain—Si "La Menace" continue à écrire des articles comme ceux qui ont été écrits dans l'édition canadienne, de ce journal, la circulation par la malle lui sera interdite—1061.

LITTERATURE ELECTORALE.

M. Verville—Se plaint que des brochures d'élection sont expédiées par le ministère du Travail—2680.

Hon. T. W. Crothers—Pas à ma connaissance—2681.

MALADIE DU COLONEL LABATT.

Hon. G. P. Graham—Colonel Labatt a pris sa retraite pour cause de maladie—603; qui le remplacera?—603.

Hon. Sam. Hughes—Pas de nouvelles officielles à ce sujet—603.

MISE AU RANCART DE MATERIEL DE GUERRE A SALISBURY.

Hon. Sam. Hughes—On a remplacé les fourgons et harnais qui avaient une grande usure—472; fusils Ross—472; Kitchener dit qu'il n'a pas l'intention de le remplacer par un autre—472

PARTICIPATION DES COLONIES AUX CONDITIONS DE LA PAIX.

Sir Wilfrid Laurier—Dépêche annonce que les colonies seront invitées à prendre part au débat des conditions de la paix?—2777.

Sir George Foster—Information est exacte—2777.

PERMIS DE PECHE DANS LES EAUX DE MAREE DE LA PROVINCE DE QUEBEC.

Hon. Charles Marcil—Question d'un caractère d'urgence—121; l'émission de licences pour la pêche au saumon dans les eaux de marée de Québec—121; doute au sujet de savoir si ces licences doivent être émises par le gouvernement de Québec ou celui d'Ottawa—121.

Hon. J. D. Hazen—Référé des pêcheries de 1888—121; pêcheries que possédaient les provinces avant la Confédération, leur sont reconnues en propre après la Confédération—121; pouvoir exclusif de faire les règlements relatifs à l'administration des pêcheries appartient au Gouvernement fédéral—121; question en litige pour les eaux de marée—121; le jugement du Conseil privé conclut à l'existence d'un droit de pêche public, dans les eaux de marée, à quelque endroit qu'elles soient situées, lequel ne peut être que sous l'autorité du pouvoir fédéral—122; Québec n'a pas voulu accepter ce jugement—122; nous sommes prêts à discuter le problème—122; en attendant que le différend soit réglé, le Gouvernement fédéral émettra les permis de pêche—123; il se peut encore que la province de Québec découvre un autre moyen de porter la question devant les tribunaux, en qualité de plaignants—123; il est à désirer que cette affaire ne soit pas laissée plus longtemps en suspens, et qu'une cause spécifique sera soumise le plus tôt possible au Conseil privé—123.

RAPATRIEMENT DES OUVRIERS SANS TRAVAIL.

M. Kyte—Demande décret du conseil ordonnant le rapatriement des ouvriers étrangers sans travail au Canada—374; j'aimerais à savoir si le Conseil a adopté le décret en question—374

Hon. M. Rogers—Cela viendra demain—374.

RELEVEMENT DES TARIFS DE TRANSPORT DES MARCHANDISES.

M. Turriff—Gouvernement nommera-t-il un avocat pour protéger les droits du peuple dans l'étude du relèvement des taux de transport des chemins de fer?—375.

Sir Robert Borden—Gouvernement a l'intention de nommer un avocat—375.

RECRUTEMENT.

Hon. G. P. Graham—Gouvernement est-il satisfait du recrutement?—471; certains journaux publient nouvelle à l'effet contraire—471.

Hon. Sam. Hughes—Dans les villes plus de recrues que le nombre que nous avions fixé—471; dans les endroits où les gens n'ont pas répondu à l'appel, c'est que la formation des corps n'avait pas été encouragée, vu que nous ne pouvions pas loger les hommes—471; actuellement, l'effectif de tous les régiments canadiens est au complet—471.

RUMEUR DE GUERRE ENTRE L'ITALIE ET L'ALLEMAGNE.

M. Pius Michaud—Gouvernement possède-t-il des renseignements à l'effet que l'Italie a déclaré la guerre à l'Allemagne?—1372.

Sir Robert Borden—Aucun—1372.

RETARDS DU COURRIER DU MATIN A GRANBY.

M. Boivin—Article du "Leader-Mail" de Granby—969; courrier du matin manque le train—969; se passer de courrier pendant vingt-quatre heures—969.

Hon. T. C. Casgrain—S'il est possible de remédier à cet inconvénient, je veillerai à ce que cela se fasse—970.

SALLE DE LECTURE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

M. J. J. Hughes (I.P.-E.)—Se plaint de l'habitude qu'ont prise plusieurs députés d'emporter les collections de journaux à leurs chambres et de les y garder, au grand détriment de leurs collègues qui ont besoin de les consulter—656.

M. l'Orateur—Consulterai le conservateur de la salle de lecture—656.

SERVICE DE BATEAUX A VAPEUR DE GASPE A CAMPBELLTON.

Hon. C. Marcil—Mémoire envoyé par la chambre de commerce de Campbellton—326; service de bateaux à vapeur entre Gaspé et Campbellton—326; demande rétablissement de ce service local—326.

Sir George Foster—Fera ce qu'il y a de mieux dans les circonstances—327.

SERVICE DE M. CARRICK, DEPUTE.

Hon. G. P. Graham—Sir Max Aitkin et M. Carrick, député, ont-ils été nommés témoins oculaires?—603; recueillir des renseignements concernant déplacement des troupes canadiennes—603; noms des morts et des blessés, etc.—603.

Sir Robert Borden—N'ont pas été nommés témoins oculaires—603; lieutenant-colonel Carrick a été envoyé en Angleterre afin de rendre les services que le ministère de la Guerre exigerait de lui—603.

SERVICE OCEANIQUE FRANCO-CANADIEN.

Sir Wilfrid Laurier—Demande renseignements sur service de navires entre la France et le Canada—770.

Sir George Foster—Arrangement avec l'amirauté anglaise—770; dix-huit navires feront le service entre nos ports et Le Havre, France—770; serviront au transport des approvisionnements de l'Etat—770; service tri-hebdomadaire—770.

Sir Robert Borden—Correspondance sera déposée—770; avantage qui résultera de l'arrangement—770.

SIR WILLIAM PRICE.

Sir Wilfrid Laurier—Nouvelle veut que sir William Price ait donné sa démission comme président de la commission du port de Québec; différend entre lui et le Gouvernement?—2052.

Sir Robert Borden—Ne sache pas qu'il ait donné sa démission—2052; il y a quelque temps donnait à entendre qu'il songeait à renoncer à cette charge—2052; allégation d'un différend est dénué de fondement—2052.

STATUTS DES POSSESSIONS BRITANNIQUES D'OUTRE-MER.

Hon. C. Murphy—Discours que sir George Perley a prononcé à Londres—472; temps est venu de donner aux dominions d'autre chose que l'autonomie—472; soient admis à donner leur avis sur les affaires étrangères, sur les questions de paix et de guerre—473.

Hon. R. Rogers—Faut s'en tenir à la déclaration déjà faite par le premier ministre—472.

TARIF DES ASSURANCES A LA NOUVELLE-ECOSSE.

M. Carroll—Signale à l'attention du Gouvernement l'augmentation énorme des tarifs d'assurance contre l'incendie dans l'est de la Nouvelle-Ecosse—1372.

Hon. W. T. White—Feraï prendre des renseignements—1372.

TIMBRES-TAXE.

M. Macdonald—Quand la loi ordonnant la perception des taxes au moyen de timbres doit être mise en vigueur?—658.

Hon. W. T. White—Impossible de fixer la date—658; bill n'a pas encore été adopté—658; droits de douane mis en vigueur dès leur adoption—658; autrement lorsqu'il s'agit de timbres-taxé—658; avis suffisant sera donné au public—659.

TIMBRES DE GUERRE.

Hon. Jacques Bureau—Timbres de guerre semblables au timbre-poste ordinaire—2688; timbres de guerre devraient aussi servir de timbres-poste—2688; éviter la confusion—2688.

TRANSFERT DE NAVIRES BRITANNIQUES.

Sir Wilfrid Laurier—Nouvelle parue dans la presse—1060; décret du conseil au sujet du transfert de navires britanniques à des personnes qui n'ont pas le droit d'en devenir propriétaires—1060.

Sir Robert Borden—Décret semblable à celui qui a été adopté en Angleterre—1060; copie sera déposée—1060.

TRAVAUX DE LA CHAMBRE.

Sir Wilfrid Laurier—Gouvernement a-t-il l'intention d'ajourner pour Pâques?—1753; trop de travail pour proroger avant Pâques—1754; sept propositions nouvelles soumises par le gouvernement—1754; il y a aussi le budget supplémentaire—1754.

Sir George Foster—Ne renonce pas à l'espoir d'une prorogation cette semaine—1754; députés des deux partis ont exprimé le désir de ne pas avoir de vacances de Pâques—1754.

Sir Wilfrid Laurier—Opposition ne désire aucunement prolonger la session—1754.

VENTE DE PETITS HOMARDS.

Hon. Wm Pugsley—Homards de taille trop petite ont été pris dans la Nouvelle-Ecosse—1229; en vente à Ottawa—1229.

Hon. J. D. Hazen—J'y verrai—1229.

MESSAGES.

ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS DU TRONE.

M. l'Orateur—Dépose message de S.A.R. le Gouverneur général accusant réception de l'adresse au discours du Trône—1983.

AUGMENTATIONS ANNUELLES PERSONNEL CHAMBRE DES COMMUNES.

M. l'Orateur—Approuve augmentation des appointements du personnel de la Chambre des communes—1753.

BUDGET 1915-1916.

Hon. W. T. White—Communique message de S.A.R., transmettant crédits pour exercice se terminant le 31 mars 1916—41.

BUDGET SUPPLEMENTAIRE

Hon. W. T. White—Dépose message de Son Altesse Royale, transmettant budget supplémentaire pour l'année finissant le 31 mars 1915—827.

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 1914-1915.

Hon. W. T. White—Dépose message de Son Altesse Royale, transmettant budget supplémentaire pour l'année finissant le 31 mars 1915—1694.

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 1915-1916.

Hon. W. T. White—Dépose message de Son Altesse Royale, transmettant un budget supplémentaire pour l'exercice expirant le 31 mars 1916—1840.

COMMUNICATION DU GOUVERNEUR GENERAL.

M. l'Orateur—Annonce que l'honorable sir Louis Davis, suppléant de Son Altesse Royale, sanctionnera des bills au Sénat le 8 avril—2322.

MUTATION DANS LE PERSONNEL DE LA CHAMBRE.

M. l'Orateur—Fait déposer rapport concernant retraité de M. D. Chamberlain, comptable et la promotion de M. D. W. Cameron, comptable adjoint—2396.

NOMINATION DE TRADUCTEURS A LA CHAMBRE DES COMMUNES.

M. l'Orateur—Annonce qu'il a chargé le greffier de déposer son rapport touchant la nomination de quatre traducteurs—50.

NOMINATION D'UN MESSAGER.

M. l'Orateur—Annonce qu'il a fait déposer rapport concernant nomination de M. Stanley Scott, messenger dans le cabinet de lecture—1983.

OUVERTURE.

M. l'Orateur—Lit convocation au Sénat pour ouverture—1.

PROROGATION DES CHAMBRES.

M. l'Orateur—Lit message annonçant que Son Altesse Royale prorogera la session le 15 avril—2751.

PROROGATION.

M. l'Orateur—Lit message annonçant venue au Sénat de Son Altesse Royale pour sanction royale—2778.

REPRESENTATION AU SENAT ET AUX COMMUNES.

Sir Robert Borden—Message du Sénat—2468; question de la représentation a déjà été étudiée—2468; adresse a été votée en 1914 par la Chambre—2468; modifications à apporter à la constitution—2468; quatre provinces de l'Ouest devraient former une nouvelle division pour les objets de la représentation—2468; chacune de ces provinces devant compter six représentants au Sénat—2468; personne ne s'est opposé à l'adresse—2468; Sénat inséra une modification portant que la loi n'entrera en vigueur qu'à l'expiration de la présente législature—2469; amendement ne fut pas accepté—2469; question en était restée là—2469; Sénat propose cette année modification presque semblable—2469; attitude du Sénat est sans raison légitime—2469; dans les circonstances, vu qu'il semble impossible de faire voter une loi nécessaire sans qu'il y soit inséré un amendement absolument inutile et, jusqu'à un certain point, participant de l'obstruction, je consens à accepter l'amendement—2469; texte du message envoyé au Sénat—2469.

Sir Wilfrid Laurier—Nominations des nouveaux sénateurs de l'Ouest peuvent être faites aussitôt après la dissolution des Chambres—2470; gouvernement conserve tous ses pouvoirs—2470; beaucoup de bonnes raisons militent en faveur de l'attitude prise par le Sénat—2470.

REPRESENTATION AU SENAT ET AUX COMMUNES—Suite.

Hon. Robert Rogers—Représentants * du peuple dans une position humiliante—2470; empêchés par le Sénat de mettre en œuvre notre propre forme de gouvernement démocratique—2470; constitution qui nous régit prescrit qu'à certaines époques spécifiées les conditions de la représentation dans notre Parlement seront rajustées—2470; message du Sénat fait fi de cette loi—2470; Sénat a porté un défi à la liberté d'action du peuple canadien—2470; remaniement de la carte électorale a été fait d'une façon équitable et méritoire—2470; membres de l'opposition ont négligé de remplir leur part de l'entente—2470; pourquoi le chef de l'opposition a-t-il changé de sentiment?—2471; il approuve aujourd'hui l'action de la majorité du Sénat—2471; état de choses qui dépasse la limite tyrannique—2471; impossible de donner suite à la volonté librement exprimée du peuple canadien à cause de l'attitude du Sénat—2471.

Hon. Frank Oliver—Sénat a exercé son autorité dans des limites constitutionnelles indiscutables—2472; il n'y a pas une assemblée politique dans notre pays ou à l'étranger qui soit aussi indépendante de toute influence extérieure que l'est le Sénat du Canada—2472; habitants de l'Ouest ont droit aux privilèges que leur accorde la constitution—2472; demandent rien de plus—2472.

M. McLean (I.P.-E.)—Mesure de justice que l'on accorde à l'île du Prince-Edouard—2473; avons pendant quarante ans demandé que l'on mit à effet les conditions auxquelles nous sommes entrés dans la Confédération—2473; avons droit à six députés—2473; sir Wilfrid Laurier n'a rien voulu concéder à l'île du Prince-Edouard—2473; nous ne cesserons de combattre pour obtenir la représentation que nous aurions dû avoir en 1873—2473.

Hon. J. D. Hazen—Sénat canadien est aujourd'hui plus partisan que la Chambre des communes—2474; avons vu, depuis quelques années, le Sénat rejeter des mesures approuvées par cette Chambre, et cela parce qu'il croyait que le parti conservateur bénéficierait de ces mesures, si elles devenaient loi—2474; majorité du Sénat aujourd'hui ne s'inspire que de l'esprit de parti, et la preuve la plus frappante, c'est l'attitude qu'il prend devant cette Chambre et devant le pays en refusant de donner aux provinces de l'Ouest canadien la représentation au Sénat à laquelle la constitution leur donne droit et à laquelle elles ont droit—2474.

Hon. Wm. Pugsley—Grave injustice envers le Sénat—2474; Sénat a eu raison d'agir comme il l'a fait—2476; Chambre des communes constitue la branche populaire du Parlement canadien—2477; sénateurs représentent la couronne—2477; sont indépendants du peuple—2477; n'est que juste que l'augmentation de la représentation au Sénat se produise concurrem-

REPRESENTATION AU SENAT ET AUX COMMUNES—*Suite.*

ment avec l'accroissement du nombre des députés—2477; raisonnable et conforme aux principes démocratiques—2477; approuve l'amendement du Sénat—2477.

M. Bennett (Calgary)—Opposition compte sur le Sénat pour déprécier et paralyser les efforts tentés par le gouvernement pour développer sa politique concernant le bien-être du Canada—2478; dès que le gouvernement eût commencé à remplir ses promesses envers les électeurs de ce pays, l'opposition avec l'aide du Sénat s'est vantée qu'elle ne lui permettrait pas de donner effet à sa politique tant qu'il n'y aurait pas eu une nouvelle élection—2478; insulte flagrante aux principes démocratiques—2478; nombreuses preuves du parti pris du Sénat—2479; représentation sénatoriale de l'Ouest—2479; amendement du Sénat comporte une insulte à l'adresse de la Chambre des communes, parce qu'il nous demande de subordonner la volonté de la Chambre des communes aux désirs arbitraires d'un corps non électif et non responsable au peuple—2479.

M. Macdonald—Quiconque reproche au Sénat son attitude à l'égard des projets de loi ministériels émet l'opinion que le Sénat existe uniquement pour sanctionner les décisions du gouvernement—2480; droits du Sénat sont clairement définis—2481; question qui nous occupe est une de celles au sujet desquelles le Sénat a le droit indéniabie d'exercer les fonctions qui lui ont été attribuées en 1867—2480; dérogatoire à la dignité de la part de ceux qui occupent le rang de membres du ministère de dire qu'une autre partie du Parlement n'a pas le droit d'exprimer son avis concernant les projets de loi du gouvernement—2481.

Sir Robert Borden—Le maintien des pouvoirs contenus dans la loi de l'Amérique septentrionale anglaise (1886) signifie simplement qu'au lieu de prendre une voie détournée pour accorder à ces provinces des représentants au parlement, nous prenons le chemin le plus court—2482; texte de la résolution acceptée à la dernière session par l'opposition—2482; amendement du Sénat n'est ni judicieux ni convenable—2482; aujourd'hui l'opposition en vient à une conclusion incompatible avec sa conduite de l'an dernier—2482.

Sir Wilfrid Laurier—Insinuations lancées à l'adresse du Sénat absolument dénuées de fondement—2483; Sénat a démontré de façon digne qu'il est indépendant des deux partis politiques—2483.

Amendement du Sénat est accepté—2485.

SANCTION ROYALE.

Son Honneur le député de S. A. R. le Gouverneur général donne la sanction royale à des bills—2346; voir liste—2346.

MOTIONS DISCUTEES.

ABOLITION DE LA PEINE DE MORT.

M. R. Bickerdike propose déposer bill tendant à abolir la peine de mort—44; peine de mort est un meurtre—44; institution impossible à défendre au point de vue moral—44; veut y substituer l'emprisonnement à vie—44.

M. l'Orateur—Aucun exemplaire n'existant de ce bill, il va falloir qu'il soit réservé—44.

Motion réservée—44.

ACHAT DE SOUS-MARINS.

Hon. Wm Pugsley—Copie correspondance concernant l'achat de deux sous-marins le 7 août 1914—99; rapport des Affaires navales le 6 août—99; prix fixé à \$1,050,000—99; prix payé \$1,150,000—99; aucun décret du conseil ne corrige le premier—99; sous-marins construits pour le gouvernement du Chili—99; refusa de les accepter parce que l'on n'avait pas suivi les devis—99; construction des navires de guerre en Canada—99; quelqu'un a influencé le ministre—100; sir Richard McBride a négocié l'achat et a manqué de franchise—100; navires quelque peu démodés—100; opinion du "Sunday Times" de Seattle—100; sous-marins dépassent le poids spécifié—100; manque de rapidité, de mouvement—100; sous-marins ne flottent pas assez bien pour être efficaces—100; texte du rapport du capitaine Plaza, de la commission navale du Chili—100; sir Richard McBride a forcé la main du Gouvernement—101; importe que le Gouvernement s'informe de tous les faits relatifs à cette opération—102; acheteurs auraient pu les obtenir à bien meilleur marché—102; soupçons des gens de la Colombie—102; favorable à l'idée d'ajouter des sous-marins à la marine canadienne—102; nos chantiers maritimes peuvent en construire—103; construction de sous-marins à Montréal—103; opinion dans Québec au sujet de la construction maritime—104; construisons une marine capable de défendre nos côtes si elles étaient attaquées—105.

Hon. J. D. Hazen—Quelques-uns des documents demandés sont confidentiels—105; apporterai tous ceux qui peuvent être dévoilés—105; critique faite est injustifiable—105; aura un effet déprimant—105; réjouira membres des sociétés allemandes—105; vérité au sujet de l'acquisition des deux sous-marins—106; croiseurs allemands dans les eaux du Pacifique—106; alarme parmi les habitants de la Colombie-Britannique—106; deux sous-marins venaient d'être finis à Seattle pour le gouvernement du Chili—106; l'avis des officiers du département naval était d'acheter les sous-marins—106; Gouvernement a été exactement renseigné—106; achat recommandé par l'amirauté pour le Canada—107; si l'acquisition des sous-marins avait été retardée de quelques heures, nous n'aurions pas pu nous les procurer—107; obstacles financiers em-

ACHAT DE SOUS-MARINS—*Suite.*

pêchant le Chili de prendre possession des navires—107; la présence de ces sous-marins, outre qu'elle eut un superbe effet moral, aurait pu, le cas échéant, rendre de précieux services en matière de défense—107; mise en carénage des sous-marins—108; un complot—108; faire sauter les sous-marins au moyen de bombes—108; prix des sous-marins—109; sir Richard McBride a payé \$1,150,000, prix raisonnable—109; erreur dans le décret du conseil—109; décret modificateur adopté le 29 août—110; l'opération est à tous égards irréprochable, et au mieux des intérêts du pays—110; sir Richard McBride, au lieu d'être en butte à la critique et aux reproches, mérite des éloges de la part du peuple canadien—110.

Sir Robert Borden—Lancer des insinuations—110; laisser le champ libre et accorder l'enquête que M. Pugsley voudra—110; faits sont tels que rapportés par le ministre de la Marine—110; nous avons consulté l'amirauté—110; Gouvernement aurait été blâmé s'il avait négligé de faire l'acquisition de ces sous-marins—111; avons dû faire sortir ces navires des eaux territoriales des Etats-Unis avant la déclaration de la guerre—111; grâce au patriotisme de sir Richard McBride, nous avons réussi à nous procurer ces unités—111; toute l'histoire qui se rattache à ces sous-marins—111.

M. Barnard—Depuis le 4 août les sous-marins nous ont constamment protégés—112; ils sont d'un genre moderne—113; quant à la valeur, la manœuvre et la qualité de ces navires, ce sont de bons et modernes vaisseaux qui se conduiront bien si on leur en donne l'occasion—113; circonstances qui ont entouré l'achat de ces navires—113; lettre de sir Richard McBride—114.

Hon. M. Pugsley—Nous ne voulons pas que l'on gaspille l'argent du public—115; il y a présomption de malversation—115; devoir de l'opposition—115; histoires de corruption sur le compte de ceux que l'on a employés à des achats—115; différence entre les \$900,000 payés aux entrepreneurs des sous-marins et les \$1,150,000 remboursés par le gouvernement du Canada—116; amirauté connaissait-elle l'épreuve subie par les sous-marins à Seattle?—118; gouvernement n'a pas renseigné l'amirauté—118; grand embarras se rattachant à ces sous-marins—119; résistance provoquée par l'immersion—119; équipage épouvanté—119; bateau s'immergea à 60 pieds au lieu de 30 pieds—119; prends la responsabilité de cette affaire—120; enquête minutieuse devrait être faite—121.

Motion adoptée—121.

AFFAIRE DE FORT-ERIE.

Sir Wilfrid Laurier—Copie de toutes les plaintes adressées au Gouvernement à la suite de coups de feu tirés par des soldats de la milice canadienne sur deux

AFFAIRE DE FORT-ERIE—*Suite.*

citoyens américains, entraînant la mort de l'un d'eux, dans les eaux du lac Erié, etc.—354; américains pratiquant le braconnage—354; soldats ont agi selon ce qu'ils croyaient être leur devoir—354; un peu trop prompts à se servir du fusil—354; gouvernement a donné réparation aussi complète que possible—354; \$10,000 aux parents de celui qui a été tué, \$5,000 au blessé—354; a fait ce qu'il fallait—354; cas du réserviste français Nottar, tué à Montréal—354; regrettable affaire—354; parents de Nottar ont droit à une réparation—354.

Sir Robert Borden—Avocat de la famille Nottar a promis de nous faire tenir des renseignements—354; mettrons l'affaire à l'étude—355; devoir des sentinelles—355; circonstances exceptionnelles—355; l'affaire de Fort-Erié—355; faire part de nos regrets au gouvernement des Etats-Unis—355; texte dépêche envoyée à l'ambassadeur d'Angleterre à Washington—355; on en vint à une entente—355; affaire fâcheuse à plus d'un point de vue—355; victimes appartiennent à la grande nation amie—355; acte de courtoisie en offrant une indemnité—355.

Motion adoptée—356.

BOIS DE LA RESERVE INDIENNE DE LA TOBIQUE.

M. Carvell—Copie télégrammes, correspondance, documents concernant la coupe du bois par B. F. Smith et autres sur la réserve sauvage de la Tobique, N.-B., depuis mars 1914—197; dossier se rapportant à ces opérations—197; sauvages de cette réserve sont passablement avancés dans la voie de civilisation—197; contrat Smith—197; couper bois mort et brûlé, mais ni bois vert ou partiellement vert—197; commença par abattre tout le bois vert au nord de la réserve—198; bois valait \$16,000 à \$20,000—198; quelle quantité de bois a été coupée en dehors de la réserve sur quatre lots—200; manière d'agir de M. Smith—200; tentative audacieuse pour priver les sauvages de leurs droits—200.

Hon. W. J. Roche—Contrat accordé sur soumission—201; chef indien a excédé son autorité en accordant des permis d'abattre du bois—201; enquête de M. Bury—201; démarquage de billes—201; amende de \$2,000—201; chef mis en prison—201; gouvernement n'est pas à blâmer pour cette opération—203; avons tout sous notre contrôle—203.

M. Carvell—Texte du rapport de M. Bury—205; marchands de bois en construction—205; lettre du R. P. Ryan au ministre—205; correspondance à ce sujet—206.

Motion adoptée—206.

CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL—
EXPROPRIATION D'UN TERRAIN A
FREDERICTON.

M. Carvell—Copie télégrammes, lettres, etc., échangés avec Margaret Lynch, concernant l'expropriation d'un terrain à Fredericton pour l'Intercolonial—177; opération d'un caractère particulier—177; ancienne propriété de l'ex-gouverneur Wilmot—177; en 1913 ministère a cru bon d'exproprier—177; n'a pas cherché à acheter—178; obtenir la propriété sans demander la permission de la propriétaire—178; rendu la maison presque inhabitable—178; M. M. Gutelius n'a pas répondu aux lettres écrites à ce sujet—178; aucun paiement n'a été fait—179.

Hon. Frank Cochrane—Procédure établie depuis longtemps relativement à l'acquisition des terrains—180; dégoûté de ce système—180; formalités exigeaient l'évaluation par deux ou trois personnes—180; plus avantageux pour le département d'avoir son propre estimateur—180; une offre de \$13,500 a été faite pour le terrain Lynch—181; offre ni refusée ni acceptée—181; verrai à ce que l'envoi de cette affaire devant la cour d'Echiquier ne soit pas retardée—181.

Motion adoptée—183.

DIVISION BILL N° 17.

M. Sharpe (Lisgar)—Propose de diviser en deux bills le projet de loi (n° 17) concernant la compagnie du chemin de fer Pacifique-Canadien—415.

M. l'Orateur—Bill est en possession du comité et ne figure pas parmi les Ordres de la Chambre—415; opinion de May et Bourinot sur la division des bills—416; pas conforme à la règle de prendre cette motion en considération—416.

Motion pas étudiée—416.

DIVORCE DE CHARLES ISAAC ALEX-
ANDER.

M. McCraney—Propose que bill n° 118 concernant le divorce C. I. Alexander soit inscrit au feuillet—2322; préambule rejeté par 7 contre 6—2322; décision paraît être en désaccord avec la preuve—2322.

M. Bennett (Calgary)—Cette affaire réglée deux fois par le comité—2322; s'objecte à la soumettre à la Chambre—2322.

Sir Robert Borden—Pas d'avis que cette Chambre ait le devoir de le délibérer davantage—2323.

M. Turriff—Absurde que le Parlement canadien se constitue en cour de divorce—2323; cette censure est méritée si le bill à l'étude est rejeté—2323.

Motion rejetée—2323.

ENQUETE SUR LA DEPENSE DES CREDITS
DE LA GUERRE.

M. Maclean (Halifax)—Propose motion—1013; dépenses faites en exécution de la loi des crédits de guerre soit renvoyé à

ENQUETE SUR LA DEPENSE DES
CREDITS DE LA GUERRE—*Suite*.

l'examen du comité des comptes publics, avec pouvoir de faire des enquêtes sur les questions s'y rattachant et de faire rapport—1013; texte de la motion—1013.

Sir Robert Borden—Système adopté dans le passé—1013; motion est pour faire une enquête dans des affaires qui se sont produites cette année—1012; pas disposé à faire de l'opposition à la motion—1014; affaire Garland—1014; tous les pouvoirs seront donnés au comité—1014; texte de la motion modifié—1014; aucune objection à discuter l'achat des sous-marins—1015.

M. Garland—Attaques non justifiées et téméraires portées contre moi—1015; intéressé en rien dans des entreprises du gouvernement fédéral—1015; pas d'entente secrète—1015; aucun intérêt dans les opérations de M. Powell—1015; j'ai recommandé M. Powell comme étant l'agent canadien pour des produits américains—1015; nie l'accusation d'avoir mal représenté les profits réalisés par M. Powell—1015; mon désir de soumettre cette affaire à une enquête—1015; rien à cacher—1016.

Motion adoptée—1016.

EXPORTATION DU NICKEL.

M. W. F. Maclean (York-sud)—Demande déposer bill réglementant l'exportation du nickel—3; empêcher l'ennemi de s'en procurer—3.

Sir Robert Borden—Croît que projet de loi devrait être précédé d'une résolution—4; gouvernement a étudié le projet—4; arrangements effectués—4; approbation absolue des autorités britanniques—4.

M. l'Orateur—Tout bill relatif au commerce doit d'abord être examiné en comité de la Chambre—4.

M. W. F. Maclean—Dans deux circonstances projet de loi du même genre fut adopté en première lecture sans avoir été précédé d'une résolution—4; bills de sir Charles Fitzpatrick en 1906 et de sir Allen Aylesworth en 1907—4; modifierons la procédure—4; procéderai par voie de résolution—4.

Sir Robert Borden—Question reste en suspens—4.

Motion réservée—4.

OBSERVATION SUR LE CHEMIN DE FER
DE LA VALLEE DU SAINT-JEAN.

M. Carvell—Copie, lettres, dépêches, documents se rapportant à l'exploitation du ch. de fer de la vallée du Saint-Jean par l'Intercolonial depuis juillet dernier, etc.—183; marché passé avec le gouvernement du Nouveau-Brunswick—183; chemin de fer d'un certain type deviendrait un tronçon de l'Intercolonial—183; province recevrait 40 pour 100 des recettes brutes—183; contrat passé avec la compagnie du chemin de fer de Saint-Jean

OBSERVATION SUR LE CHEMIN DE FER DE LA VALLEE DU SAINT-JEAN—*Suite.*

et de Québec—184; Parlement a consenti à l'exploitation de cette ligne—185; chemin est terminé et non exploité—187; traverse l'une des régions les plus productives du Canada—187; meilleur service est nécessaire—187; population du Nouveau-Brunswick souffre de cette situation—188; c'est elle qui paie les intérêts de cette énorme dette—188; l'Intercolonial encaisse tout—189; responsabilité du gouvernement du Nouveau-Brunswick—190; mauvaises raisons pour prétendre que la ligne n'est pas terminée—192; enquête judiciaire—193; millions pour la construction de ponts—193; deux aspects de la question—194.

Hon. Frank Cochrane—Différence entre les dispositions des deux lois repose sur un point de génie civil—194; le 3 novembre dernier la voie n'était pas achevée—194; personne ne peut nous demander de dépenser des fonds que nous ne sommes pas autorisés à dépenser—194; nous tiendrons notre engagement à la lettre lorsque la voie sera achevée—195; question des ponts—195; une grave erreur de la part de la province—195; prolonger la voie jusqu'à Saint-Jean—195; gouvernement se propose de raccorder ce chemin de fer au Transcontinental—195; obtiendrons du trafic de Montréal—195; point de vue technique—195.

Motion adoptée—197.

RECLAMATIONS RELATIVES AUX TERRAINS DE VALCARTIER.

Sir Wilfrid Laurier—Relevé et description des terrains pris par le Gouvernement pour le camp de Valcartier, titres du Gouvernement sur ces terrains, sommes réclamées et non soldées, sommes payées—561; jamais prouvé la nécessité d'un camp à cet endroit—561; Petewawa répondait aux besoins du moment—561; nombre de propriétaires n'ont pas reçu les sommes qui leur sont dues—561; citoyens ont été dépossédés de leurs terres—561; tous avaient besoin de la récolte—562; texte de l'avis envoyé le 28 août—562; sir Wm Price aurait dû être maintenu dans ses fonctions du département de la Milice au lieu de prendre M. Wm McBain—562; changement de direction (achat des terrains) n'a pas été effectué dans l'intérêt public—562; tenté aucun effort pour payer le prix des fermes—562; ne porte pas d'accusation, demande des renseignements—562.

Hon. Sam. Hughes—Réunion des troupes à Valcartier avait pour objet de les exercer au tir—563; jamais il n'y eut régiment de tireurs comparable à celui qui fut formé à ce camp—563; le colonel McBain—563; l'acquisition du camp Valcartier—563; propriétaires exposés à des difficultés considérables—563; chaque propriété évaluée à un chiffre raisonnable—563; indemnité pour dommages et frais de déménagement—563; tableau de ce qui a été offert et payé à chaque intéressé—564; tous les moyens ont été employés

RECLAMATIONS RELATIVES AUX TERRAINS DE VALCARTIER—*Suite.*

pour effectuer un règlement à l'amiable—566.

Motion adoptée—566.

REPRESENTATION DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. J. J. Hughes (King, I.P.-E.)—Propose adresse à Sa Majesté, modifier acte de l'Amérique britannique du Nord de 1867, accordant jamais moins de six députés à l'île du Prince-Edouard—337; chiffre primitivement assigné à l'entrée de cette province dans la Confédération—337 groupe des représentants des Provinces maritimes diminue d'une façon constante—337; demande du comité du remaniement—337; qu'aucune province ne soit représentée dans la Chambre des communes par un nombre moindre qu'elle ne l'est au Sénat—337; aucune décision pût être prise avant la prorogation—337; grande importance à cette question—337; petits Etats sont toujours ombrageux—337; petites provinces sont très chatouilleuses sur la question de la représentation—337; conditions de l'entrée de l'île du Prince-Edouard dans la Confédération—337; délégués étaient convaincus que cette province n'aurait jamais moins de six députés—337; documents relatifs à la Confédération par sir Joseph Pope—337; compte rendu des négociations—337; première conférence pour la Confédération a été tenue à Charlottetown—337; hommes publics du Canada se réunirent plus tard à Québec—338; deuxième conférence à Québec en 1864—338; texte de la résolution n° 21 concernant la représentation—338; conserver la représentation établie au début—338; base pour l'avenir—338; discussion de plusieurs jours à la conférence de Québec—338; efforts pour donner satisfaction aux délégués de l'île du Prince-Edouard—338; proposition de M. Brown d'Ontario et de M. Galt—338; esprit des pères de la Confédération—339; sauvegarder les provinces contre toute diminution—339; île du Prince-Edouard a voté contre la proposition Galt—339; n'accordait que cinq députés à cette province—339; si avec cinq membres l'île devait être incapable à l'époque de maintenir son rang au milieu d'une députation de cent quatre-vingt-quinze membres, notre position s'aggrave encore du fait de n'avoir plus que trois membres dans une représentation beaucoup plus nombreuse des autres provinces—339; délégués déclarent qu'il était impossible de diviser trois comtés entre cinq députés—339; de retour à l'île du Prince-Edouard, les délégués y trouvèrent la législature, le peuple et les journaux prêts à les soutenir—340; lorsque trois années après, la confédération eut lieu, l'île du Prince-Edouard n'en était point—340; en 1869 lord Granville suggéra au gouvernement fédéral d'offrir des concessions plus libérales—340; négociations continuèrent et en 1873 comte de Kimberly s'intéressa à la question—340; on accorde six représentants

REPRESENTATION DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD—*Suite.*

—340; la conviction de tous ceux qui prirent part aux négociations, c'était que l'île du Prince-Edouard obtenait cette concession à perpétuité—341; le texte du pacte d'union ne fut pas rédigé de façon à faire disparaître tout doute—341; il s'est glissé dans la rédaction du texte même des conditions du pacte une erreur qui aurait échappé à l'attention des délégués de l'île du Prince-Edouard, à celle de la législature de l'île et à celle du gouvernement canadien—341; c'est au cours de cette session qu'il faut régler la question—342.

M. McKenzie—Représentation de l'île du Prince-Edouard—342; l'affaire fut plaidée en cour par les légistes les plus éminents du pays—342; interprétation par le Conseil privé d'Angleterre—342; représentation des Provinces maritimes doit s'abaisser, à mesure que le chiffre de la population décroît—342; interprétation ne répond pas à l'intention primitive—343; Parlement peut intervenir de nouveau et exécuter l'intention première du législateur—343; cas des écoles du Manitoba—343; bill réparateur—343; interprétation exacte de l'objectif de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, tel qu'il a été rédigé et décrété en 1867, c'est que la représentation de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et de l'île du Prince-Edouard ne devait pas être réduite—343; texte de l'acte d'union de l'île du Prince-Edouard—344; texte ne laissant aucun échappatoire—344.

M. McLean (Queen, I.P.-E.)—Preuve que l'on a accordé à l'île du Prince-Edouard une représentation de six membres—345; convention de 1873—345; amendement proposé en juin 1914—345; avons droit à quelque chose de plus que les concessions faites par le gouvernement—346; mesure soumise au Sénat—346; sénateurs ont fait une distinction entre l'Est et l'Ouest—346; s'il est impossible d'amener le Sénat à se désister de son opposition, il est de la plus haute importance pour la population de l'île du Prince-Edouard, que sa représentation à la Chambre des communes ne soit pas diminuée—346.

M. Kyte—Proposition de la représentation de l'île du Prince-Edouard au lieu d'être annexée au bill du remaniement a été attachée à la mesure augmentant le nombre des sénateurs—347; Sénat n'a pu l'accepter dans ces conditions—347.

Sir Robert Borden—Question a été débattue plus d'une fois—348; décision du comité spécial du remaniement—349; opinion de M. J. J. Hughes en 1903—349; l'acquiescement de l'île du Prince-Edouard rendait difficile l'application d'un remède à cette situation—349; tenant compte de toutes les circonstances, la Chambre pourrait difficilement prendre aujourd'hui une décision tout à fait contraire à celle qu'elle prenait, il y a

REPRESENTATION DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD—*Suite.*

moins d'un an en rejetant une proposition de M. McLean—349; notre attitude doit être guidée par celle du comité spécial—349; fera connaître plus tard la décision du gouvernement—350.

Sir Wilfrid Laurier—Question soulevée pour la première fois en 1883—350; recensement de 1881 a opéré la première réduction dans la représentation de l'île du Prince-Edouard—350; constitution décrite que la représentation doit être basée sur la population—350; Parlement canadien n'a aucune juridiction en la matière—350; parlement anglais seul peut intervenir—350; approuve le principe de s'adresser au parlement anglais—350; amendement Macdonald en 1914—351; texte du bill—351; loi reste ce qu'elle était—351; si le chiffre de la représentation de la province de l'île du Prince-Edouard a diminué, cette diminution a été conforme à la loi de la Confédération—351; la province a eu le nombre de représentants auquel elle avait droit aux termes de cette loi—351; lorsqu'elle a adhéré au pacte d'union, l'île du Prince-Edouard n'avait droit qu'à cinq députés, d'après le chiffre de sa population—351; compromis légitime—352; province n'aura pas moins de représentants à la Chambre des communes qu'au Sénat—352.

M. J. J. Hughes (I.P.-E.)—Question devrait être réglée en faisant abstraction des considérations politiques—352; déclaration qui n'est pas d'accord avec les faits—352; Sénat n'a pas empêché le gouvernement de faire accorder quatre députés à l'I.P.-E.—352; ce que je disais en 1903—353; erreur commise par les délégués par inadvertance—353.

Motion rejetée—353.

TARIFS ET TRAINS DE PETITE VITESSE SUR L'INTERCOLONIAL.

M. Carvell—Copie, télégrammes, correspondance, documents concernant les taux de transport sur l'Intercolonial dans le Nouveau-Brunswick; concernant l'enlèvement du raccordement en Y à Wapske—163; commerce dans la région occidentale du Nouveau-Brunswick—163; aucune communication entre le Transcontinental et le Pacifique—163; question de tarif et de raccordement—163; tarifs prohibitifs sur le Transcontinental—164; le transport du bois—164; plus de profit dans ce genre d'affaires—165; outrage dont souffre la population de cette partie du N.-B.—165; ce qu'il faudrait faire—165; embranchement nécessaire—166; négociations avec M. Gutelius—166; texte de la correspondance—166; question du transport au point de vue du public—169; plaintes des propriétaires de scieries—169; changements radicaux dans ce commerce—169; acheteurs anglais offrent meilleur prix que les acheteurs américains—169; bois ne serait pas expédié par le Transcontinental national—169; depuis que le raccordement de Wapske est disparu le Pacifique reçoit tout le trafic—169; intérêts

TARIFS ET TRAINS DE PETITE VITESSE
SUR L'INTERCOLONIAL—*Suite.*

sés n'ont plus qu'un seul chemin de fer à leur disposition au lieu de deux—171; marchands de bois perdent cinquante cents par mille pieds—171; une injustice—172.

Hon. Frank Cochrane—Voie de garage posée pour servir aux entrepreneurs—172; l'endroit ne convient pas à l'échange des marchandises—172; ingénieur a recommandé la disparition du raccourciement à Wapske—172; endroit dangereux—173; pas encore été en mesure d'établir des tarifs avec le Pacifique-Canadien—173; nous n'avons pas nous-mêmes de débouchés—173; espérons faire disparaître cet inconvénient—173; donner deux moyens d'accès aux marchés du sud—173.

M. Michaud—Manque de voie à Wapske, gêne sérieusement le commerce—174; Transcontinental ne recueille pas tout le trafic qu'il pourrait obtenir—174; transport se fait par le Pacifique-Canadien—174.

M. McKenzie—Fait étrange—175; trains de l'Intercolonial n'arrêtent point à Florence—175; communications ne sont pas satisfaisantes dans le Cap-Breton-nord—175; rien que des trains de marchandises—175.

M. Carvell—Pacifique-Canadien ne change pas son tarif—176; on ne fait pas disparaître la difficulté dont on se plaint—177.

Motion adoptée—177.

MOTIONS DU GOUVERNEMENT.

ADRESSE EN REPOSE AU DISCOURS DU
TRÔNE.

Sir Robert Borden—Propose que l'adresse en réponse au discours du Trône soit grossoyée et présentée à Son Altesse Royale, le Gouverneur général—41.

Motion adoptée—41.

ACHAT DE SOUS-MARINS.

Sir Robert Borden—Propose que documents concernant l'achat de sous-marins soient imprimés—1024.

Motion adoptée—1024.

ACHAT DE SOUS-MARINS.

Hon. L. Coderre—Propose que le rapport supplémentaire touchant l'achat de deux sous-marins soit imprimé—1489.

Motion adoptée—1490.

COMITE DES COMPTES PUBLICS.

Sir Robert Borden—Propose que le nom de M. Reid (Grenville) soit substitué à celui de M. Barker sur la liste des membres du comité des comptes publics—1264.

Motion adoptée—1264.

COMITE SPECIAL RELATIF AUX PRO-
JETS MODIFIANT LE CODE CRIMI-
NEL.

Hon. C. J. Doherty—Propose comité spécial pour faire rapport sur des modifications au code criminel—511; comité étudiera bills de M. Sinclair, de M. McCraney—511; signalerai motion de M. Lemieux au sujet des droits d'auteur—512.

Motion adoptée—512.

ELECTION DE L'ORATEUR SUPPLEANT.

Sir Robert Borden—Propose que M. Albert Sévigny, député de Dorchester, soit nommé président du comité général de la Chambre—43; a fait preuve de qualités qui le rendent admirablement propre à remplir cette charge importante—43; en toute confiance que je soumets son nom au choix de la Chambre—43.

Sir Wilfrid Laurier—M. Sévigny est un député bien qualifié sous beaucoup de rapports pour occuper ce poste—43; que vont dire les électeurs de Dorchester?—43; ses fonctions lui défendent de prendre part aux luttes politiques—43; ses opinions relativement à la loi du service naval se sont modifiées—43; n'a jamais présenté de bill rappelant la loi du service naval—43.

Sir Robert Borden—On peut affirmer que le député de Dorchester a eu pour le moins autant de succès pour faire rappeler la loi du service naval que sir Wilfrid Laurier après 1896 pour détruire les derniers vestiges de cette protection contre laquelle il avait tant déblaté—44.

Motion adoptée—44.

ENQUETE SUR LES CHAUSSURES MILI-
TAIRES.

Sir Robert Borden—Propose que le nom de l'honorable Charles Murphy soit substitué à celui de l'honorable Rodolphe Lemieux, dans le comité d'enquête—325.

Motion adoptée—325.

MODIFICATION DE L'ACTE DE L'AME-
RIQUE BRITANNIQUE DU NORD.

Sir Robert Borden—Propose envoi message au Sénat demandant d'adopter adresse à Sa Majesté le Roi, priant de modifier Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, selon la teneur y énoncée—1566.

Motion adoptée—1566.

NOMINATION DE TRADUCTEURS A LA
CHAMBRE DES COMMUNES.

Sir Robert Borden—Propose accepter nomination de MM. Jules Tremblay, Paul G. Ouimet, J. T. Kelliher et L. J. Chagnon—151.

Motion adoptée—151.

NOMINATION DANS LE PERSONNEL DE
LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Sir Robert Borden—Propose d'adopter communication de Son Honneur l'Orateur—1629; nomination de M. Robert P. King

NOMINATION DANS LE PERSONNEL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES—*Suite.*

à la charge de chef de la rédaction des journaux, des Procès-verbaux et du Feuilleton—1629; mise à la retraite de M. Wm. C. Bowles—1629.

Motion adoptée—1629.

NOMINATION D'UN MESSAGER.

Sir Robert Borden—Propose nomination de M. Stanley S. Spencer, messenger permanent—2113.

Motion adoptée—2113.

NOMINATION DANS LE PERSONNEL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Sir Robert Borden—Propose d'accepter nomination de M. Douglas W. Cameron, à la position de chef-comptable—2465.

Motion adoptée—2465.

PROLONGATION DE LA PROCLAMATION RELATIVE A LA LOI DE FINANCE DE 1914.

Hon. W. T. White—Propose de prolonger la mise en vigueur de la proclamation publiée le 5 septembre 1914—512; texte de la proclamation—512; protéger les intérêts commerciaux et financiers du Canada—513; permettre qu'il soit fait des avances aux banques—513; émission de billets du Dominion basée sur la garantie des valeurs déposées—513; permettre aux banques d'effectuer les paiements au moyen des billets de banque au lieu d'or ou de billets du Dominion—513; émettre une circulation supplémentaire—513; augmenter le volume du numéraire—513; conserver la réserve d'or du Dominion—513; situation financière s'est améliorée—514; plus prudent de prolonger l'effet de cette proclamation—514; bénéfices que nos institutions financières ont retiré de cette loi—514; mesure a permis aux banques de racheter les emprunts des gouvernements, des municipalités et des sociétés qui sont arrivés à échéance à Londres—514; a permis de faire des avances aux gouvernements, aux municipalités, aux sociétés commerciales et à leurs autres clients—514; a rempli l'objet que nous avions en vue—514.

M. Maclean (Halifax)—Principe de la résolution a été approuvé par le Parlement—514; peut avoir une grande influence sur la situation financière du pays—514; impossible que les emprunteurs futurs puissent abuser de ce privilège—515.

Hon. W. T. White—Gouvernement a prêté \$14,400,000 à sept banques—515; ont remboursé \$6,500,000—515; impossible de voir surgir quelque difficulté à propos des garanties que détient le gouvernement—515; promis aux banques de ne point divulguer au public leurs demandes d'avance—515.

Sir Wilfrid Laurier—Nous ne nous opposons nullement au renouvellement des mesures qui permettraient de maintenir

PROLONGATION DE LA PROCLAMATION RELATIVE A LA LOI DE FINANCE DE 1914—*Suite.*

en vigueur la proclamation émise par le Gouverneur—516; bien aise de savoir que le pouvoir donné au Gouvernement de faire des avances aux banques soit aussi restreint dans son application que l'ont démontré les événements—516; la modicité du chiffre de \$14,000,000 qui ont été avancés aux banques est une preuve que la position financière des banques était si solide qu'elles n'avaient point besoin de cette mesure législative—516.

Motion adoptée—517.

REPRESENTATION AU SENAT ET AUX COMMUNES.

Sir Robert Borden—Propose qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur adresse à Son Altesse royale le Gouverneur général demandant respectueusement à Son Altesse de vouloir bien transmettre l'adresse conjointe à Sa Très Excellente Majesté le Roi—2482;

texte—2482.
Motion adoptée—2482.

RESOLUTION CONCERNANT LE PORT DE VANCOUVER.

Sir George Foster—Propose de rayer du feuilleton la résolution concernant les commissaires du port de Vancouver—1995; imposition des péages, taxe, etc.—1995.

Motion adoptée—1995.

SEANCES DU LUNDI ET LES MESURES DU GOUVERNEMENT.

Sir Robert Borden—Propose qu'à partir de lundi le 15 mars, mesures du gouvernement auront préséance—737.

Motion adoptée—737.

TRAITEMENT DE CERTAINS FONCTIONNAIRES.

Hon. Robert Rogers—Propose que le rapport de M. l'Orateur concernant le traitement de certains fonctionnaires et employés de la Chambre, soit adopté—1899; aussi à l'effet de payer un commis du bureau de distribution—1899.

Motion adoptée 1899.

TRAVAUX DE LA CHAMBRE.

Sir Robert Borden—Propose que les mesures du gouvernement auront la préséance après les questions, avis de motions pour documents les jeudis après le 25 jusqu'à la fin de la session—217; aussi préséance les mercredis et jeudis—219; étude du programme du gouvernement se présente plus tôt que d'habitude—217; session du Parlement impérial a été consacrée aux mesures ministérielles du consentement mutuel—217; ici le lundi est réservé aux députés—217; il y aura également les soirs du jeudi et vendredi—217.

TRAVAUX DE LA CHAMBRE—*Suite.*

Sir Wilfrid Laurier—Députés seront privés de tous les jours sauf du lundi—217; plusieurs motions importantes ne seront pas discutées au cours de cette session—217; adopter vendredi prochain comme jour réservé aux députés—217; proposition relative aux mercredis, viendrait en vigueur le 24 courant—217.
Motion modifiée est adoptée—218.

ACHATS DE CHEVAUX DE REMONTE DANS QUEBEC.

M. Carroll—Copie documents se rapportant aux achats faits dans les cantons de l'Est par MM. Palmer et Pallister—656.
Ordonnée—656.

TRAVAUX DE LA CHAMBRE.

Sir Robert Borden—Propose que la Chambre siège samedi le 20 mars et les samedis suivants jusqu'à la fin de la session; aussi le matin à onze heures à partir de lundi le 22 mars—1267; hâter l'expédition de la besogne—1268.

Sir Wilfrid Laurier—Si des mesures susceptibles d'un débat doivent être présentées, je m'oppose à des séances du matin—1268; demande de commencer séances du matin mardi au lieu de lundi et les séances du samedi la semaine prochaine—1268.
Motion est modifiée et adoptée—1269.

MOTIONS SANS DISCUSSION.

ACHAT DE CHEVAUX DANS PICTOU POUR LA MILICE.

M. Macdonald—Copie documents se rapportant à ces achats—681.
Ordonnée—681.

ACHAT DE CHEVAUX DANS QUEBEC.

M. Tobin—Copie télégrammes, etc., concernant chevaux achetés dans les cantons de l'Est par MM. Palmer et Pallister—827.
Ordonnée—827.

ACHATS DU GOUVERNEMENT EN RAPPORT AVEC LA GUERRE.

M. Maclean (Halifax)—Etat donnant noms des vendeurs et articles achetés par le gouvernement pour le crédit de guerre de \$50,000,000, qui ne figurent pas dans les relevés soumis par le ministère de la milice—1558.
Ordonné—1558.

ACHAT FAIT A LA CANADA CYCLE AND MOTOR CO.

M. German—Relevé donnant prix des pneus achetés pour camions-automobiles, etc.—471.
Ordonné—471.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

ACHAT DE FOURNITURES MEDICINALES.

M. Turriff—Copie comptes, relevés, factures d'articles fournis par J. E. Powell ou la pharmacie Carleton Drug. Co., de Hintonburgh—121.
Ordonnée—121.

ACHAT DE FOURNITURES POUR LE MINISTERE DE LA MILICE.

M. German—Copie des commandes et commission payée à P. W. Ellis et Cie—421.
Ordonnée—421.

ACHAT DE FOURGONS DE TRANSPORT.

M. Nesbitt—Etat indiquant nombre de fourgons achetés pour milice; noms des vendeurs, etc.—163.
Ordonné—163.

ACHAT DE NAVIRES PAR LE GOUVERNEMENT.

M. Hepburn—Relevé donnant nombre de navires à vapeur achetés par le gouvernement depuis 1896; aussi depuis 15 octobre 1911; prix payés; noms des vendeurs, etc.—1492.
Ordonné—1492.

ACHAT TERRAIN DE LA QUARANTAINE DE LEVIS.

M. Bourassa—Copie de tous documents, se rapportant à l'achat du terrain de la "quarantaine de Lévis"—1379.
Ordonnée—1379.

ACHAT DE VETEMENTS POUR LA MILICE.

M. Gauthier (Saint-Hyacinthe)—Copie documents, lettres, etc., concernant l'achat de vêtements pour la Milice depuis août 1914—1267.
Ordonnée—1267.

ACHAT DE L'HOTEL CARSLAKE.

Hon. R. Lemieux—Copie documents, lettres, etc., concernant achat de cette propriété pour des fins postales—84.
Ordonnée—84.

ACHAT DE WAGONS POUR L'INTERCOLONIAL.

Hon. C. Murphy—Copie de tous documents se rapportant à ces achats depuis juillet 1914—163.
Ordonnée—163.

ALLEMANDS DANS L'ADMINISTRATION FEDERALE.

M. Delisle—Etat donnant renseignements sur allemands à l'emploi du gouvernement—150.
Ordonné—150.

AIDE AUX COLONS DE MEDICINE-HAT.

M. Buchanan—Etat donnant somme versée par le trésor; comptes en souffrance; noms des marchands—1068.
Ordonné—1068.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

APPROVISIONNEMENTS DE GUERRE.

Hon. G. P. Graham—Copie correspondance échangée entre l'association des manufacturiers canadiens et le gouvernement concernant l'acquisition d'approvisionnement de guerre—2325.
Ordonnée—2325.

BARRAGE A LA GRANDE-DECHARGE.

M. Lapointe (Kamouraska)—Copie documents concernant travaux de barrage à la Grande-Décharge, lac Saint-Jean—2119.
Ordonnée—2119.

BONS DE SECOURS DANS MEDICINE-HAT.

M. Buchanan—Etat démontrant quel est, jusqu'à ce jour, le chiffre total des bons de secours émis dans le district de Medicine-Hat, sous le contrôle de H. H. Brown, commissaire préposé aux secours; à combien s'élève, à ce jour, la dépense totale, etc—680.
Ordonné—680.

CAMPES MILITAIRES DE MEDICINE-HAT ET DE CALGARY.

M. Buchanan—Copie soumissions pour fourniture de bois à ces camps; copie des factures—163.
Ordonnée—163.

CANAL DE LA BAIE GEORGIENNE.

Sir Wilfrid Laurier—Copie mémoires, pétitions reçues depuis le 21 septembre 1911 au sujet construction immédiate du canal baie Georgienne—84.
Ordonnée—84.

CAISSE DE PREVOYANCE DE L'INTER-COLONIAL.

M. Sinclair—Relevé donnant nombre d'employés de l'Intercolonial qui ont quitté le service en 1914; somme payée par caisse de prévoyance; noms de ceux qui n'ont rien reçu—963.
Ordonné—963.

CHARBON IMPORTE DES ETATS-UNIS.

M. Buchanan—Etat indiquant quantité de charbon importé en 1914 dans l'Ouest; droits perçus—50.
Ordonné—50.

CHAUSSURES MILITAIRES.

Hon. R. Lemieux—Etat donnant noms maisons de commerce qui ont fourni les chaussures militaires; le nombre; quantité livrée, etc—421.
Ordonné—422.

CHEMIN DE FER PROJETE ENTRE ORANGEDALE ET CHETICAMP.

M. Chisholm (Inverness)—Copie rapports, requêtes, etc., concernant ce projet—337.
Ordonnée—337.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

CHEMIN DE FER DE SUNNY-BRAE VERS L'EST.

M. Macdonald (Pictou)—Copie de rapports, etc., se rapportant à cette entreprise—1379.
Ordonnée—1379.

CHEVAUX VENDUS A VALCARTIER.

M. Kay—Etat donnant noms de ceux qui ont acheté les chevaux vendus à l'enchère à Valcartier; prix payé, etc.—1068.
Ordonné—1069.

COLONS SUR HOMESTEADS DE LA RESERVE DE LA MONTAGNE-DU-CANARD.

M. Martin (Régina)—Copie correspondance avec le gouvernement à ce sujet; résultat de l'enquête; documents concernant émission de certains scrips de métis à MM. Sabiston—1069.
Ordonnée—1069.

COMMISSAIRES DE REMONTE EN CANADA.

Hon. R. Lemieux—Etat donnant noms des commissaires de remonte dans l'ouest et l'est du Canada; noms des acheteurs et inspecteurs vétérinaires; prix payés et nombre de chevaux achetés, etc—421.
Ordonné—421.

COMMISSIONS ROYALES.

M. Lachance—Etat indiquant le nombre de commissions royales nommées depuis octobre 1911—2256.
Ordonné—2256.

CONDUITE DES AGENTS D'IMMIGRATION.

M. Chisholm (Antigonish)—Copie, lettres, rapports etc., se plaignant conduite agents d'immigration chargés distribution de secours aux colons dans l'Ouest—601.
Ordonnée—601.

CONTROLE DES PECHERIES DE QUEBEC ET VIVIER A SAUMON DE FLAT-LANDS N.-B.

Hon. C. Marcil—Copie documents, correspondance concernant contrôle des pêcheries dans la province de Québec; aussi concernant transfert du vivier à saumon de Flat-Lands à New-Mills (N.-B.)—681.
Ordonnée—681.

CONSTRUCTION D'EDIFICES PUBLICS A TROIS-RIVIERES.

Hon. Jacques Bureau—Copie correspondance, dépêches télégraphiques, requêtes etc., se rapportant à la construction des édifices publics à Trois-Rivières depuis 1913—1762.
Ordonnée—1762.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

CONSTITUTION DE LA "DOMINION TRUST COMPANY".

M. Proulx—Copie documents concernant la charte de cette compagnie—84.

Ordonnée—84.

CONTRAT T. A. BROWNLEE, D'OTTAWA.

M. Kyte—Etat indiquant médicaments et articles, achetés; prix payés etc.—964.

Ordonné—964.

CONTRAT W. B. McDONALD.

M. Carroll—Relevé donnant nature de l'entreprise accordée à W. B. McDonald, d'Ottawa—964.

Ordonné—964.

CONTRAT S. J. STEVENSON.

M. Chisholm (Antigonish)—Relevé donnant renseignements sur cette entreprise pour médicaments—964.

Ordonné—964.

CREUSEMENT DE LA RIVIERE SAINT-CHARLES.

M. Lachance—Copie correspondance, demandes de soumissions etc., concernant le creusement de la rivière Saint-Charles—1987.

Ordonnée—1987.

COUT DE L'AMEUBLEMENT DES BUREAUX DU GOUVERNEMENT.

M. Turriff—Etat indiquant ces dépenses—471.

Ordonné—471.

COUT DE LA PROPRIETE "CANADIAN CAR AND FOUNDRY CO., LTD".

M. Copp—Relevé donnant renseignements sur cette propriété à Amherst, N.-E. employée pour des fins militaires, loyer, usage des ateliers etc.—656.

Ordonné—656.

DEMISSIONS SUR L'INTERCOLONIAL.

M. Macdonald—Copie lettres, procès-verbaux, etc., concernant la destitution de James Brennan, Isaac Arbuckle et de Alex. Talbot, employés de l'Intercolonial—163.

Ordonnée—163.

DEMISSIONS A LETHBRIDGE.

M. Buchanan—Copie de tous documents concernant la destitution de Brown Pipes, A. R. Gibbons, A. H. Nickeown, A. E. Humphries, de Lethbridge, Alta—163.

Ordonnée—163.

DESTITUTION DU CAPITAINE MALLET.

M. Chisholm (Inverness)—Copie télégrammes, lettres, etc., concernant la destitution du capitaine Mallet, du bateau de sauvetage à la station du Chéticamp; se rapportant à construction du quai à Lower-Burlington—314.

Ordonnée—314.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

DEMISSION DE M. F. NORRIS.

Hon. G. P. Graham—Copie nomination F. Norris, agent secret des douanes à Chicago en 1908; documents concernant sa destitution; instructions adressées à S. W. McMichael, inspecteur des douanes, etc.—826.

Ordonnée—827.

DEPENSES DE LA GUERRE.

M. Maclean (Halifax)—Copie correspondance entre l'auditeur général et les ministères concernant dépenses en vertu de la loi des crédits de guerre 1914—84.

Ordonnée—84.

DEPENSES DE VOYAGE DES MINISTRES AVANT 1911.

M. Achim—Relevé faisant connaître chiffre total des dépenses de chaque ministre pour voyages à l'étranger depuis dix ans—337.

Ordonné—337.

DEPENSES DE 1896 à 1911.

M. Rhodes—Relevé donnant dépenses des Travaux publics, Milice, Marine et Agriculture dans le comté de Cumberland de 1896 à 1911—827.

Ordonné—827.

DEPENSES DE L'INSPECTEUR WARD FISHER.

M. Law—Relevé des dépenses en 1912 et 1913, de l'inspecteur des pêcheries, de Shelburne, N.-E.—1068.

Ordonné—1068.

DEPENSES DE VOYAGE DU JUGE DE PRESCOTT ET RUSSELL.

M. Proulx—Etat indiquant les dépenses de voyage, etc., depuis décembre 1907 du juge doyen des comtés unis de Prescott et Russell—2680.

Ordonné—2680.

DESTITUTIONS A PORT-DANIEL.

Hon. C. Marcil—Copie accusation contre J. H. Sweetman, douanier; aussi contre Nelson Hone, gardien de phare de Port-Daniel—607.

Ordonnée—601.

DESTITUTION DE EMILE CYR.

M. Ethier—Copie documents se rapportant à la destitution du maître de poste de Saint-Hermas—893.

Ordonnée—893.

DESTITUTIONS DANS CAP-BRETON-NORD.

M. McKenzie—Copie documents se rapportant à la destitution de John J. M. Donald, capt. John Arsenault, Frank Dunlop et Joseph Day—963.

Ordonnée—963.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

DESTITUTION DE M. HUBERT PAQUIN.

M. Delisle—Copie correspondance, requêtes se rapportant à la destitution de M. Hubert Paquin, maître de poste de Saint-Gilbert de Portneuf—1267.

Ordonnée—1267.

DESTITUTION DE ALEXANDRE BLAIS.

M. Bourdassa—Copie documents, lettres, rapports, etc., se rapportant à la destitution de Alexandre Blais, officier des pêcheries et officier de douane; aussi concernant la réclamation de Téléspore Paradis au sujet de l'incendie de ses quais et moulins—1762.

Ordonnée—1762.

DISTRIBUTION DE GRAIN DE SEMENCE AUX COLONS DE L'OUEST.

M. Martin (Regina)—Copie de toute correspondance avec le gouvernement fédéral, les autorités de Saskatchewan, Alberta et le Manitoba à ce sujet; quantité de grain acheté; prix payés et la quantité distribuée—313.

Ordonnée—313.

EMBRANCHEMENT DE L'INTERCOLONIAL A DARTMOUTH.

M. Maclean (Halifax)—Relevé donnant noms des personnes qui ont acheté des terrains pour des fins de droit de passage en rapport avec l'embranchement de Dartmouth à Dean-Settlement—1492.

Ordonné—1492.

EMPLOYES DE DOUANE DANS QUEBEC.

M. Kay—Relevé donnant noms des employés des douanes à Abercorn, Highwater et Mansonville; salaires etc—826.

Ordonné—826.

EMPLOYES DE CHEMIN DE FER A MONCTON.

M. Copp—Relevé donnant noms des employés dans les bureaux du chemin de fer à Moncton; le salaire de chacun etc.—1267.

Ordonné—1267.

EMPLOYES PERMANENTS ET TEMPORAIRES DANS LES BUREAUX DE POSTE.

Hon. R. Lemieux—Relevé donnant le nombre de ces employés à Montréal, Toronto, Winnipeg, Québec, Saint-Jean N.-B., et Vancouver, depuis 1911—336.

Ordonné—336.

EMPLOYES DES POSTES.

Hon. Jacques Bureau—Relevé du nombre d'employés des postes à Trois-Rivières, 21 septembre 1911; des salaires; douanes, du revenu de l'intérieur, etc.—2324.

Ordonné—2324.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

ENQUETE CONTRE LE CAPITAINE DE LA DRAGUE "MUDLARK".

M. Sinclair—Copie décrets, rapports etc., concernant cette enquête—656.

Ordonnée—656.

ENQUETES INGERENCE POLITIQUE.

M. Sinclair—Copie décrets depuis 1911, nommant commissions royales et autres—963.

Ordonnée—963.

ELEVAGE DU HOMARD A PORT-DANIEL-OUEST.

Hon. C. Marcil—Copie rapport du fonctionnaire de cet établissement en 1914

Ordonnée—601.

EQUIPEMENT DE LA BATTERIE DE CAMPAGNE A LETHBRIDGE.

M. Buchanan—Etat démontrant de qui a été acheté la nourriture; approvisionnements et effets; soumissions demandées, etc.—680.

Ordonné—680.

EXAMENS DU SERVICE CIVIL.

M. Boulay—Relevé des examens du service civil, de la province de Québec, le nombre de ces personnes qui ont été appelées à entrer dans le service civil—2325.

Ordonné—2325.

EXPORTATIONS DU CANADA.

M. Cockshutt—Etat indiquant si depuis août dernier, il a été exporté des articles d'alimentation en Europe, ailleurs qu'en Angleterre, France et Belgique—163.

Ordonné—163.

FONCTIONNAIRES PUBLICS.

M. Boulay—Etat donnant nombre des employés en juin 1896 et en septembre 1911; combien renvoyés aux deux époques, etc.—964.

Ordonné—964.

FOURNITURES DE GUERRE.

Hon. C. Murphy—Etat indiquant noms de ceux qui ont reçu du gouvernement des commandes pour des selles depuis le 1er juillet 1914, prix payé, combien ont été livrées; aussi commandes pour manteaux ou capotes; commandes pour bonnets de police; commandes pour bas; commandes pour uniformes de soldats et aussi pour l'équipement Oliver—825.

Ordonné—825.

FOURNITURES MILITAIRES.

M. Sinclair—Copie des soumissions depuis août 1914 pour fournitures militaires—162.

Ordonnée—162.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

FOURNITURES POUR L'ARMÉE.

M. Carroll—Relevé faisant connaître renseignements sur contrats de chemises de flanelle; chemises de service, etc.—826.
Ordonné—826.

FOURNITURES POUR L'ARMÉE.

• *M. Chisholm* (Inverness)—Relevé faisant connaître noms de ceux qui ont reçu commandes pour culottes, caleçons, pantalons; prix payés—826.
Ordonné—826.

FOURNITURES POUR L'ARMÉE.

M. Chisholm (Antigonish)—Etat indiquant commandes pour chemises de coton; commandes de cycles automobiles; prix payés, etc.—826.
Ordonné—826.

FOURNITURES POUR L'ARMÉE.

M. Law—Etat indiquant maisons qui ont obtenu des commandes pour sous-vêtements aux soldats, prix payés, etc.—826.
Ordonné—826.

FOURNITURES POUR L'ARMÉE.

M. McKenzie—Etat indiquant fabricants de chemises d'hiver pour soldats, prix payés, etc.—826.
Ordonné—826.

FOURNITURES DE LA MILICE.

M. Kyle—Etat donnant noms des fabricants de havresacs depuis le 1er juillet 1914; aussi commandes pour essuie-mains; commandes pour bicyclettes—826.
Ordonné—826.

GARDE CIVIQUE.

M. Proulx—Etat donnant noms employés civils dans la garde civique; leur rang, salaire, etc.—561.
Ordonné—561.

GARE DU TRANSCONTINENTAL A ARMAGH.

M. Lapointe (Kamouraska)—Copie documents concernant construction d'une gare à Armagh et les changements faits au projet—1228.
Ordonné—1228.

GRAIN DE SEMENCE.

M. McCrancy—Etat donnant requêtes reçues pour du grain de semence—150.
Ordonné—150.

GRAIN DE SEMENCE.

M. Martin (Régina)—Etat indiquant combien de demandes de grain de semence ont été reçues par le Gouvernement chacun des mois de septembre, octobre, novembre et décembre 1914 et janvier et février 1915—1379.
Ordonné—1379.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

GRATIFICATIONS AUX VOLONTAIRES DES INVASIONS FENIANES.

M. Chisholm (Antigonish)—Etat donnant noms et adresses des volontaires comté d'Antigonish qui ont reçu gratification et aussi noms de ceux qui ne l'ont pas reçue—84.
Ordonné—84.

GRATIFICATIONS AUX VOLONTAIRES DES INVASIONS FENIANES.

M. Law—Etat donnant noms et adresses de ces volontaires dans le comté de Yarmouth; noms et adresses des volontaires dont les demandes ont été refusées—163.
Ordonné—163.

GRATIFICATIONS AUX VOLONTAIRES DES INVASIONS FENIANES.

M. Macdonald (Picton)—Etat donnant noms, adresses, etc., des volontaires de Picton qui n'ont pas reçu la gratification—313.
Ordonné—313.

GRATIFICATION AUX VOLONTAIRES DE L'INVASION FENIANE.

M. Gauvreau—Extrait donnant noms et adresses des volontaires du comté de Témiscouata qui ont reçu ou qui n'ont pas reçu la gratification de l'invasion féniante—336.
Ordonné—336.

INCENDIE A LA STATION TOBIN, SUR L'INTERCOLONIAL.

M. Lapointe (Kamouraska)—Copie documents se rapportant à l'incendie bâtisse de la Trois Pistoles Pulp and Lumber Co., et à André Leblanc, près station Tobin—963.
Ordonnée—963.

INFIRMIERES ENVOYÉES AU FRONT.

M. Carvell—Etat indiquant le nombre; leurs noms; les hôpitaux où elles ont été envoyées, etc.—964.
Ordonné—964.

MALLE RURALE DANS LE COMTE HUNTINGDON.

M. Robb—Copie soumissions, lettres concernant livraison de la malle rurale dans le township de Dundee—163.
Ordonnée—163.

MEDICAMENTS FOURNIS PAR E. POWELL, D'OTTAWA.

M. Kyle—Relevé donnant renseignements sur ce contrat—963.
Ordonné—963.

NATURALISATION DE M. F. P. GUTELIUS.

M. Gauvreau—Copie de tous les documents se rapportant à la naturalisation de M. F. P. Gutelius—336.
Ordonnée—336.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

NAUFRAGE DU "COBEQUID".

M. Law—Copie, télégrammes, etc., concernant récompense aux officiers et équipage du "John L. Cann" et "Westfort III" pour sauvetage des passagers et équipage du "Cobequid" naufragé sur récif Trinity en 1914—336.
Ordonnée—336.

NAVIGATION DE CABOTAGE.

M. Sinclair—Copie correspondance et requêtes en possession du Gouvernement au sujet de la définition de l'expression "navigation de cabotage" dans loi marchand Canada 1886—48.
Ordonnée—48.

NAVIRES DU MINISTRE DES CHEMINS DE FER.

M. Macdonald.—Etat indiquant nombre de navires employés par le département des Chemins de fer, noms des employés, approvisionnement de mars à décembre 1914—655.
Ordonné—655.

NOMINATION P. COURCY, DE SAINT-PACOME.

M. Lapointe (Kamouraska)—Copie rapports, etc., concernant cette nomination au département de l'accise—1228.
Ordonnée—1228.

NOMINATION AUGUSTE DESJARDINS.

M. Lapointe (Kamouraska)—Copie correspondance concernant nomination de Auguste Desjardins de Saint-Denis, comme officier préventif—1228.
Ordonnée—1228.

NOMINATION G. A. MAROIS.

M. Bourassa—Copie lettres, requêtes entre l'honorable L. P. Pelletier et autres, concernant la nomination de G. A. Marois et J. E. Gingras—827.
Ordonnée—827.

OFFICIERS ETRANGERS DANS LA MILICE CANADIENNE.

M. Lanctôt—Copie télégrammes, etc., concernant un officier militaire des Etats-Unis du nom de Stewart qui a été attaché au régiment d'infanterie à cheval actuellement réuni à Ottawa; ainsi qu'un état donnant les noms de tous autres officiers étrangers qui ont obtenu des commissions dans les contingents militaires du Canada de préférence aux officiers canadiens—827.
Ordonnée—827.

PELLES POUR LA MILICE.

M. Hughes (I.P.-E.)—Copie correspondance concernant l'achat de 25,000 pelles d'un modèle spécial pour la milice—1228.
Ordonnée—1228.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

PENSIONNAIRES DE L'ETAT.

M. Cruise—Etat indiquant noms de toutes les personnes recevant une pension de l'Etat; salaires au moment de la mise à la retraite etc.—681.
Ordonné—681.

PERCEPTION DES DOUANES.

M. Michaud—Relevé donnant montant d'argent perçu à Edmundston, Clair, Saint-Léonard et Green-River, N.-B.—471.
Ordonné—471.

PERCEPTION DES DROITS DE DOUANE.

M. Michaud—Etat indiquant droits de douane perçus depuis cinq ans à Edmundston, Clair, Green-River, Saint-Léonard; gages payés, etc.—656.
Ordonné—656.

PONT PROJETE ENTRE LES ILES DE MONTREAL, PERROT ET VAUDREUIL.

M. Boyer—Copie lettres, etc., concernant cette entreprise—336.
Ordonnée—336.
Aussi copie lettres, etc., pour pont entre l'île Perrot et la terre ferme à Vaudreuil—336.
Ordonnée—336.

POSTE RURALE.

M. Lapointe (Kamouraska)—Etat indiquant les courriers de la poste rurale des comtés de Chicoutimi et de Saguenay?—2256.
Ordonné—2256.

PRETS FAITS PAR LE TRESOR IMPERIAL.

M. Maclean (Halifax)—Copie correspondance échangée concernant prêts au gouvernement canadien—561.
Sir Robert Borden—Grande partie de la correspondance à un caractère confidentiel—561; aucune objection à produire ce qui est possible—561.
Ordonnée—561.

PROPRIETES DU GOUVERNEMENT DANS REGINA.

M. Martin (Régina)—Relevé faisant connaître renseignements sur prix payés, etc., pour les propriétés du gouvernement dans la cité de Régina depuis 1911—336.
Ordonné—336.

PRISONNIERS DE GUERRE.

M. Wilson (Laval)—Dossier indiquant nombre et noms des prisonniers de guerre en Canada—83.
Ordonné—83.

PRISONNIERS DE GUERRE EN CANADA.

M. Clark (Red-Deer)—Relevé donnant noms des prisonniers de guerre, personnes libres sur parole; nombre dans les camps de concentration etc.—314.
Ordonné—314.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

PRIMES DE PECHE.

M. Kyte—Copie correspondance etc., concernant primes payées en 1914 aux pêcheurs de la Nouvelle-Ecosse—98.

Hon. J. D. Hazen—Peu de correspondance—98; instructions données sous forme de circulaires—98.

Ordonnée—98.

PRIMES AUX VOLONTAIRES DE L'INVASION FENIANE.

M. Sinclair—Relevé des noms des volontaires qui n'ont pas reçu la prime, dans le comté de Guysboro, N.-E.—314.

Ordonné—314.

PRIME AUX VOLONTAIRES DE L'INVASION FENIANE.

M. Carroll—Relevé donnant noms des volontaires du Cap-Breton-sud, N.-E., qui ont reçu ou qui n'ont pas reçu la prime—314.

Ordonné—314.

RECRUES MILITAIRES.

M. Kyte—Etat donnant l'âge, nationalité, etc., de tous ceux qui se sont enrôlés en Canada—827.

Ordonné—827.

REFORME DU SENAT.

M. Sharpe (Ontario-nord)—Copie documents, résolutions, etc., reçus par le gouvernement demandant la réforme du Sénat—1762.

Ordonnée—1762.

RECLAMATION DE M. T. BELANGER CONTRE L'INTERCOLONIAL.

M. Ethier—Copie correspondance concernant réclamation de M. Théophile Bélanger, de Montréal, pour retard dans transport de bagages—893.

Ordonnée, 893.

RECLAMATION DU CAPITAINE STEPHEN PAUL.

Sir Wilfrid Laurier—Copie réclamation du propriétaire du bateau à vapeur "Rhoda"; correspondance à ce sujet—1068.

Ordonnée—1068.

RECOMPENSE AUX VETERANS DE L'INVASION FENIANE.

M. Chisholm—Relevé faisant connaître noms des vétérans du comté d'Inverness qui ont reçu ou qui n'ont pas reçu cette récompense—337.

Ordonné—337.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

RECOMPENSES AUX VOLONTAIRES DE L'INVASION DES FENIANS.

M. Chisholm (Antigonish)—Relevé donnant noms et adresses des volontaires du comté de Brant, Ont., qui ont reçu et qui n'ont pas reçu la prime—681.

Ordonné—681.

REMISE DE LA TAXE AUX CHINOIS.

Hon. Wm Pugsley—Copie correspondance échangée au sujet de la remise de la taxe de capitation aux immigrants chinois—1228.

Ordonnée—1228.

RENOVI D'OFFICE DE E. N. HIGGINBOTHAM.

M. Buchanan—Copie de toute correspondance, requêtes et documents concernant le renvoi du maître de poste à Lethbridge—83.

Ordonnée—83.

REPARTITION DES HOMESTEADS DE LA MONTAGNE-DU-DAUPHIN.

M. Cruise—Copie du rapport de l'enquête faite en juin 1914 par M. R. T. Ferguson—336.

Ordonnée—336.

REPARATIONS AU BRISE-LAMES DE SHIPPIGAN-GULLY.

M. Turgeon—Copie bordereau de paie du mois d'octobre 1914—1228.

Ordonnée—1228.

SALLE D'EXERCICES A MONTMAGNY.

M. Lapointe (Kamouraska)—Copie documents concernant achat de terrain pour salle d'exercices—963.

Ordonnée—963.

SECOURS AUX COLONS DE L'ALBERTA.

M. Buchanan—Copie décrets du conseil, documents au sujet distribution secours aux colons dans districts de l'Alberta qui ont souffert de la sécheresse—83.

Ordonnée—83.

SECOURS FOURNIS PAR LE GOUVERNEMENT.

M. Buchanan—Etat indiquant somme dépensée parmi marchands de Medicine-Hat pour secours fournis par le Gouvernement—50 et 83.

Ordonné—50 et 83.

SERVICE DE MALLE CARAQUET ET TRACADIE, N.-B.

M. Turgeon—Copie soumissions reçues, chiffre respectif et nom entrepreneur—84.

Ordonnée—84.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite*.

SERVICE POSTAL QUOTIDIEN A LOWER-SOUTH-RIVER.

M. Chisholm (Antigonish)—Copie documents concernant ce projet—83.
Ordonnée—83.

SERVICE DES MALLES AUX CAPS MARIA.

Hon. C. Marcil—Copie correspondance concernant contrat service des malles aux Caps Maria—313.
Ordonnée—313.

SERVICE POSTAL A SAINT-FRANÇOIS DE MONTMAGNY.

M. Lapointe (Kamouraska)—Copie documents se rapportant au transport de la malle en 1914 et 1915 de ce bureau de poste à la gare de l'Intercolonial—2119.
Ordonnée—2119.

SIGNAL DE TEMPETE A SHIPPIGAN, N.-B.

M. Turgeon—Copie comptes pour déplacement du signal de tempête à Shippigan et coût de son installation sur quai public—48.
Ordonnée—48.

SUBVENTION PAYEE A C. R. SCOLLES, DE NEW-CARLISLE.

Hon. C. Marcil—Copie documents concernant paiement en 1914 reliquat subvention du chemin de fer Atlantique au lac Supérieur—656.
Ordonnée—656.

SUSPENSION DE NEWTON HOPPER.

M. Macdonald—Copie de tous documents se rapportant à l'accusation d'ivrognerie contre chef de train de l'Intercolonial et sa réinstallation—655.
Ordonnée—655.

TAUX DE TRANSPORT DES MARCHANDISES SUR L'OCEAN ATLANTIQUE.

M. Maclean (Halifax)—Copie documents reçus de personnes de la Nouvelle-Ecosse depuis août dernier sur ce sujet—1228.
Ordonnée—1228.

TEMPETE DU 5 JUIN 1914.

Hon. C. Marcil—Copie rapport du Dr Wm Wakeman sur pertes subies dans la baie des Chaleurs et le golfe Saint-Laurent; noms des réclameurs, etc.—963.
Ordonnée—963.

TELEGRAPHIE LE LONG DU SAINT-LAURENT.

M. Boulay—Copie convention ou contrats faits avec la compagnie Great North Western Telegraph Company pour appareils télégraphiques le long du Saint-Laurent—1492.
Ordonnée—1492.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite*.

TERRAIN DES CASERNES A SHELBURNE, N.-E.

M. Law—Etat donnant renseignement sur cette propriété louée par le Gouvernement—421.
Ordonné—421.

TRANSPORT DE LA FARINE.

Hon. C. Marcil—Copie taux transport de la farine sur chemin de fer Québec Oriental et Atlantic Quebec and Western—601.
Ordonnée—601.

TRAITEMENT DES FONCTIONNAIRES DU SERVICE CIVIL.

M. Fowler—Etat donnant les noms des personnes qui doivent recevoir des augmentations de traitement; raisons spéciales pour accorder l'augmentation, etc.—826.
Ordonné—826.

TRAFIC DE POISSON SECHE ET DES VINS.

M. Sinclair—Copie décrets du conseil, mémoires, etc., concernant ce trafic entre le Portugal et le Canada—336.
Ordonnée—336.

TRAFIC DE L'INTERCOLONIAL.

M. Loggie—Relevé donnant nombre de tonnes de marchandises reçues et expédiées de Loggieville, Chatham et Newcastle, sur l'Intercolonial en 1914 et en janvier 1915—337.
Ordonné—337.

TRAVAUX PUBLICS DANS GUYSBOROUGH.

M. Sinclair—Copie pétitions et correspondances concernant ces travaux depuis octobre 1911—336.
Ordonnée—336.

TRAVAUX PUBLICS DANS SHELBURNE.

M. Law—Copie de tous documents concernant quel projeté de Lower-Woods; réparations au brise-lames Jordan et autres travaux publics dans le comté de Shelburne—421.
Ordonnée—421.

TRAVAUX PUBLICS DANS COMTES WRIGHT PONTIAC ET LABELLE.

M. Devlin—Etat donnant sommes dépensées depuis 1911; aussi nombre de destitutions et de nominations—827.
Ordonné—827.

TRAINS ENTRE COCHRANE ET QUEBEC.

Hon. R. Lemieux—Copie de tous papiers, lettres, etc., chambre de commerce de Québec et le gouvernement au sujet circulation des trains sur Transcontinental entre Cochrane et Québec—48.
Ordonnée—48.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

TRANSPORTS NOLISES POUR LA GUERRE.

Hon. C. Murphy—Etat donnant les noms et autres renseignements sur les transports nolisés depuis août 1914 pour le transport des troupes, etc.—163.

Ordonné—163.

TRANSFERT DES PECHERIES AUX PROVINCES.

Hon. R. Lemieux—Copie décrets du conseil, télégrammes, etc., concernant le transfert des pêcheries des eaux de mères du contrôle provincial aux autorités fédérales—313.

Ordonnée—313.

VENTE DE BOISSONS SPIRITUEUSES.

M. Hughes (King)—Etat indiquant quantité de boissons spiritueuses, ale, vins, bières sortis des entrepôts du 6 au 21 août 1914—825.

Ordonné—825.

VENTE DU FOIN SUR L'INTERCOLONIAL.

M. Lapointe (Kamouraska)—Copie de documents, lettres, etc., concernant vente ou bail à Joseph Meunier, pour le foin croissant sur le terrain de l'Intercolonial dans comté Rimouski—602.

Ordonnée—602.

VETERANS DE L'INVASION DES FÉNIANS.

M. Macdonald—Etat donnant noms des vétérans du comté de Pictou qui n'ont pas encore reçu leur gratification—655.

Ordonné—655.

VETERANS DU COMTE DE HANTS.

M. Chisholm (Inverness)—Copie requêtes demandant prime pour vétérans du comté de Hants, ayant servi lors de la campagne des féniens; aussi noms de ceux qui ont reçu cette prime—1902.

Ordonnée—1902.

PRESENTATION DE DEPUTES.

Honorable Pierre Edouard Blondin, de la circonscription de Champlain, présenté à la Chambre par l'honorable sir George Foster et par l'honorable C. J. Doherty—2.

Honorable Thomas Chase Casgrain, de la circonscription de Québec-comté, par sir George Foster et l'honorable C. J. Doherty—2.

M. Arthur Bliss Copp, de la circonscription de Westmoreland, par sir Wilfrid Laurier et M. F. B. Carvell—2.

M. Samuel James Donaldson, de la circonscription électorale de Prince-Albert, par l'honorable Robert Rogers et par l'honorable W. J. Roche—2.

PRESENTATION DE DEPUTES—*Suite.*

M. Joseph Adélarde Descarries, de la circonscription électorale de Jacques-Cartier, par l'honorable T. Chase Casgrain et l'honorable Louis Coderre—42.

M. William Gray, de la circonscription de London, par l'honorable T. W. Crowthers et M. J. E. Armstrong—2.

M. Frank Scott, de la circonscription de Waterloo-sud, par sir George Foster et M. W. G. Weichel—2.

M. Gédéon Rochon de la circonscription de Terrebonne, par les honorables C. J. Doherty et Louis Coderre—511.

QUESTIONS.

ACCUSATION CONTRE M. H. P. DUCHEMIN.

M. Sinclair—Demande s'il y a eu enquête dans l'affaire du commissaire enquêteur H. P. Duchemin; aurait surchargé un compte de dépenses; sommes payées?—R. Accusation portée n'était pas fondée; voir tableau pour argent payé—649.

ACHATS D'IMMEUBLES DANS L'OUEST.

M. Martin (Régina)—Propriétés achetées par ministère Travaux publics, à Prince-Albert, Moosejaw et Saskatoon?—R. Voir détails—817.

ACHAT DE FARINE.

M. Robb—Renseignements sur don d'un million de sacs de farine fait par le Canada au gouvernement britannique?—R. Noms des fournisseurs; prix \$2.80 le sac—1755.

ACHAT DE CHEVAUX POUR L'ARMÉE.

Hon. F. Oliver—Noms des agents autorisés dans l'Alberta?—R. Noms fournis; salaire \$10 par jour et frais de déplacement—821.

ACHAT DE TERRE.

M. Turriff—Le gouvernement a-t-il acheté de J. A. Westman du terrain? Où se trouve ce terrain?—R. Oui. A Régina, Sask.—2324.

ACHAT D'UNE VOIE POUR LE TRANSCONTINENTAL DANS LA VALLEE DE LA RIVIERE SAINT-CHARLES.

M. Lachance—Qui a vendu cette voie; la longueur; prix payé; degré des courbes—R. Canadien-Nord, 5 miles $\frac{1}{2}$; \$175,000; compagnie ne s'est réservée aucun droit; courbes 4 degrés—558.

ACHAT DE LA VOIE "TRONÇON DE ST-MALO.

Hon. G. P. Graham—Gouvernement a-t-il acheté cette voie près de Québec?—R. Oui, \$175,000; réparations coûteront \$11,000—650.

ACCIDENTS AUX NAVIGATEURS.

M. Sinclair—Nombre accident en 1914 à des voiliers enregistrés en Canada?—82 en mer, 14 pertes de vie; 3 dans eaux intérieures, pas de perte de vie—893.

QUESTIONS—*Suite.*

ACCUSATION DE CORRUPTION.

M. Papineau—Lettre publiée dans le "Devoir" en décembre 1914; corruption et malversation en rapport avec le premier corps expéditionnaire; déclaration est-elle exacte?—R. Non; gouvernement poursuivra avec toute la rigueur de la loi toute personne dénoncée d'une façon précise—1222.

AGENT D'IMMIGRATION A LETHBRIDGE.

M. Buchanan—Destitution A. E. Humphries?—R. Pas de travaux d'immigration à faire à cette époque; M. Humphries indéfiniment remercié de ses services—156.

AGENT D'IMMIGRATION A PHILADELPHIE.

M. Pardee—Est-ce James P. Jaffray?—R. Oui, \$2,000 par année; encourage au Canada l'émigration de colons désirables—561.

ALLEGES DE LA DRAGUE A NEW-GLASGOW.

M. Macdonald—Combien a coûté le remorquage des allèges de 1912 à 1914?—R. \$1,501; \$681 et \$1,675—2117.

AMELIORATIONS DU PORT DE FRASERVILLE.

M. Gauvreau—Pourquoi crédit de \$50,000 n'a-t-il pas été dépensé?—R. Coût des travaux trop élevé; nous renseigner de nouveau—420.

AMELIORATIONS A LA RIVIERE DES FRANCAIS.

Hon. C. Murphy—Travail exécuté à la rivière des Français depuis janvier 1913?—R. Construction barrage de la Petite-Chaudière, creusage dans le roc, etc.; somme de \$101,067 payée aux entrepreneurs—2116.

AMHERST REDSTONE CO.

M. Copp—Gouvernement a-t-il acheté des matériaux de cette compagnie depuis octobre 1911?—R. Non—1984.

ANNONCES ET IMPRESSIONS FAITES PAR LES JOURNAUX.

M. Martin (Régina)—Sommes payées depuis 1912 au "Regina Province", "Moosejaw News", "Saskatchewan Star" et "Prince Albert Herald"?—R. Voir tableau—816.

APPAREILS A DESINFECTIION.

M. Bourassa—Le gouvernement a-t-il donné des contrats pour la désinfection des boîtes et appareils téléphoniques de la Chambre des communes?—R. Non—2679.

APPLICATION DE LA LOI DES CREDITS DE GUERRE.

Sir Wilfrid Laurier—Quelles dépenses ont été faites en vertu de la loi des crédits de guerre, 1914?—R. Renseignements fournis—1221.

QUESTIONS—*Suite.*

APPROVISIONNEMENTS DE GUERRE—BICYCLES.

M. German—Combien de bicycles achetés depuis août 1914?—R. 1,220; d'un dessin militaire spécial; 450 à \$62 chaque—1065.

APPROVISIONNEMENTS MILITAIRES—MEDICAMENTS, INSTRUMENTS DE CHIRURGIE, ETC.

Hon. R. Lemieux—Noms de ceux qui ont vendu; chiffre d'affaires dans chaque cas; soumissions demandées?—R. Pas de soumission; liste produite des fournisseurs—328.

APPROVISIONNEMENTS ET EQUIPEMENT DU 5^e REGIMENT DE CARABINIERS A CHEVAL.

M. McCrea—Quels sont les fournisseurs; personnes qui ont soumissionné, etc.?—Renseignements fournis—334.

APPROVISIONNEMENTS DE GUERRE—CLAQUES.

Hon. C. Murphy—Combien de paires de claques ont été achetées—R. 120,000 paires; \$1.84 à \$1.96 la paire; noms des fournisseurs; nulle paire retournée au Canada—335.

APPROVISIONNEMENTS DE GUERRE—DROGUES.

Hon. R. Lemieux—Madame George Plamondon, de Québec, a-t-elle vendu des produits pharmaceutiques à la milice?—R. Oui, pour \$23,495—336.

APPROVISIONNEMENTS DE GUERRE—CHAUSSURES.

M. German—M. Robert Wilson, de Hamilton, a-t-il eu un contrat?—R. Non—336.

APPROVISIONNEMENTS DE GUERRE—PELLES-BOUCLERS.

M. Boivin—Combien de pelles-boucliers ont été achetées; le prix; qui les a vendues, etc.?—R. 25,000 à \$1.35 chacune; manufacturées par la "Midvale Steel Co.", de Philadelphie; brevet appartient à Mlle Ena McAdam; brevet émis le 17 août 1914—470.

ACHATS D'APPROVISIONNEMENTS DE GUERRE.

Hon. C. Marcil—Approvisionnement achetés dans Gaspé, Bonaventure ou Rimouski?—R. Rien ne l'indique—1064.

ARSENAL D'AMHERST.

M. Law—Montant de la soumission Rhodes, Curry & Co., Ltd.; montant supplémentaire payé?—R. \$81,100 et \$14,639—417.

ARSENAL DE RIGAUD.

M. Boyer—Dépenses faites depuis 1906; Gouvernement a-t-il l'intention de vendre l'arsenal?—R. \$6,516; oui—678.

QUESTIONS—*Suite.*

ARSENAL DE RIGAUD.

M. Boyer—Renseignements sur la vente de l'arsenal de Rigaud?—R. Vendu à la Rigaud Granite Company, de Montréal; titre sera livré sur paiement; M. S. A. Richardson, secrétaire de la compagnie—1063.

ARSENAL DE PICTON, ONT.

M. Proulx—Qui a surveillé les travaux de construction?—R. J. de C. Hepburn; \$4 par jour—1223.

ARTICLES EXEMPTS D'UNE AUGMENTATION DES DROITS.

M. McCraney—Quels sont ces articles?—R. Note explicative fournie—261.

ASSURANCE SUR LA VIE DES SOLDATS.

M. Martin (Regina)—Compagnies exigent-elles un supplément de primes?—R. Depuis la déclaration de la guerre, les compagnies d'assurances-vie exigent, en général, un supplément de prime de \$50 par \$1,000, pour assurer la vie de ceux qui se sont enrôlés; Gouvernement s'est occupé de voir à ce que les dispositions de la loi des assurances par rapport au service militaire soient observées—418.

AVANCES AUX BANQUES CANADIENNES.

M. Kyte—Quelles sont les banques qui ont profité de la loi permettant de faire des avances aux banques canadiennes?—R. Somme avancée \$14,439,767; il n'y a pas lieu de fournir de détails; requêtes sont confidentielles; total avancé aux banques est relativement peu élevé—154.

17^e BATAILLON DE LA NOUVELLE-ECOSSE.

M. Macdonald—Noms des officiers de ce bataillon avant son départ pour l'Angleterre et noms des officiers actuels?—R. Liste fournie; ministère ignore changements opérés par War Office—653.

22^e BATAILLON CANADIEN-FRANÇAIS.

Hon. C. Marcil—Pourquoi a-t-il changé de camp; quels sont les officiers, l'effectif complet, etc.—R. Transféré de Saint-Jean à Amherst, N.-E., place à Saint-Jean était insuffisante; 36 officiers et 1,026 hommes; faut 71 hommes pour remplir les cadres; corps médical est au complet—1227.

BAIL POPE SUR LE CREEK DE LA BUTTE-DU-GENOU.

M. Douglas—Combien d'acres de terre accordés par le bail et combien de têtes de bétail nécessaires aux termes des règlements?—R. 10,000 acres; 811 têtes de bétail—1063.

BASSIN DE RADOUB DE LEVIS.

M. Boivin—Soumissions ont-elles été demandées?—R. Oui, six reçues; contrat accordé à M. P. et J. T. Davis, plus bas soumissionnaires; prix \$2,721,116—822.

QUESTIONS—*Suite.*

BASSIN DE RADOUB DE LAUZON.

M. Lachance—Gouvernement a-t-il pris possession de terrains appartenant à des particuliers?—R. Oui, de G. T. Davie and Son; madame (juge) Isidore Belleau et madame J. S. Murphy, pour construction bassin de radoub; cour d'Echiquier en établira la valeur—1986.

BESTIAUX ACHETES PAR LE GOUVERNEMENT DANS LE COMTE DE YARMOUTH.

M. Law—Noms des vendeurs, prix payés, etc.?—R. Renseignements fournis—329.

BLE DE SEMENCE.

M. Martin (Regina)—Combien de boisseaux de grain de semence ont été achetés pour l'Ouest?—R. 2,741,840; prix payé \$1.10 à \$1.53 le boisseau—680.

BOIS DE M. H. BOULAY.

M. Turriff—Le bois vendu par M. H. Boulay au chemin de fer Intercolonial pour une somme de \$1,489.65, a-t-il été recommandé par le département des Chemins de fer?—R. Non—2679.

BOIS DE M. J. A. BOULAY.

M. Turriff—M. J. A. Boulay a-t-il été recommandé par quelqu'un du département des Chemins de fer pour fournir du bois et autres matériaux pour la somme de \$667,18 à l'Intercolonial? Des soumissions ont-elles été demandées?—R. Non. Oui—2679.

BOIS POUR LE CAMP DE VALCARTIER.

M. Lapointe (Kmouraska).—La Gravel Lumber Company, a-t-elle fourni du bois pour le camp de Valcartier? Quelle quantité et pour quel prix?—R. Oui; du bois. 460,624 pieds de sapin, \$10,603.09—2255.

BUREAU FEDERAL DU TRAVAIL.

M. Stevens—Quelle décision a été prise par le gouvernement?—R. Gouvernement étudie la question—651.

BUREAU DES DOUANES DE PASPEBIAC.

Hon. C. Marcil—Quel changement a été fait au bureau des douanes de Paspébiac?—R. changement fait 13 septembre 1913; situé sur la grande route de Paspébiac à l'«Ancien emplacement»—680.

BUREAU DE POSTE SAINT-PIERRE DE SOREL.

M. Cardin—Bureau a-t-il été fermé; qui a demandé distribution rurale dans Sainte-Victoire?—Oui; René Larivière, Joseph Poirier et 29 autres citoyens—1375.

BUREAU DE LOUISEVILLE.

M. Gauvreau—Combien a coûté l'immeuble pour le nouveau bureau de poste; qui a surveillé les travaux, etc.?—R. \$21,650 non compris le terrain; P. A. Mousseau, directeur des travaux; \$4 par jour—1376.

QUESTIONS—*Suite.*

BUREAU DE POSTE DE LOUISEVILLE.

M. Gauvreau—Comment se fait le travail depuis la révocation de M. L. F. Sansfaçon; M. Geo. Lafontaine est incompetent, qui est gardien de l'édifice etc.?—R. Voir renseignements—1557.

BUREAU DE POSTE DE SAINT-LAMBERT.

M. Lanctôt—Prix des réparations, etc.—R. M. Joseph Church a fait les travaux pour \$1,235—1757.

BUREAU DE POSTE DE SAINT-RO-MUALD.

M. Bourassa—Crédit de \$13,000 pour nouveau bureau de poste n'a pas été dépensé?—R. Maison placée sur l'emplacement acheté a été réparée—557.

BRISE-LAMES DE JORDAN-EST.

M. Law—Des irrégularités ont-elles été commises en rapport avec ces travaux?—R. Enquête a été faite; accusations n'étaient pas fondées—418.

BRISE-LAMES DE L'ILE CARIBOU.

M. Macdonald—Pourquoi crédit n'a pas été dépensé?—R. Ingénieur de la division était occupé à des travaux plus importants—328.

CADENAS DE SACS A DEPECHEES.

Hon. R. Lemieux—Combien cadenas commandés de janvier 1914 à janvier 1915?—R. Cadenas commandés en 1913; dix mille refusés et remplacés par l'Ontario Equipment Company, d'Ottawa; 75 cents le cadenas et 18 cents par clef—48.

CAMP MILITAIRE DE PETAWAWA.

M. Proulx—Noms de ceux qui fournissent les provisions au camp militaire de Petawawa?—R. Liste fournie; soumissions ont été demandées—1265.

CAMP MILITAIRE D'AMHERST.

M. Copp—Quelles sont les dépenses faites en rapport avec l'aménagement de l'usine "Canadian Car and Foundry Works" à Amherst?—R. Renseignements fournis—1490.

CAMP DE DETENTION D'AMHERST.

M. Copp—Combien a coûté l'aménagement de l'usine "Malleable Iron Works" pour l'internement des prisonniers étrangers?—R. Question du ressort du gouvernement britannique—1490.

CAMP DE VALCARTIER—PAIEMENT DES COMPTES.

Hon. C. Murphy—Avances ont-elles été faites aux paie-maitres pour dépenses transport et entraînement des troupes?—R. Oui—332.

QUESTIONS—*Suite.*

CAMP DE VALCARTIER—VENTE DES APPROVISIONNEMENTS MILITAIRES.

M. Carroll—Le Gouvernement a-t-il reçu des renseignements au sujet du mode d'aliénation des approvisionnement militaires lorsque le camp de Valcartier a été levé?—R. Pas de renseignements à cet égard—327.

CAPITAINE E. FISHER.

M. Turriff—Ce registraire de la cour Suprême à Kamloops, C.-A., reçoit-il une solde de la milice?—R. Oui, tant qu'il sera en service actif; \$4.25 par jour—556.

CANADIAN PEAT SOCIETY.

Hon. C. Marcil—Demande renseignements sur cette société?—R. Bureau principal à Ottawa; président I. M. Shuttleworth, de Brantford, Ont.—1985.

CARTOUCHES POUR LE PREMIER CONTINGENT.

Hon. R. Lemieux—Des cartouches fournies au premier contingent, combien ont été rejetées par les autorités britanniques?—R. Aucune—257.

CHAUDIERE POUR LE BASSIN DE RA-DOUB DE LAUZON.

M. Bourassa—Soumissions reçues, prix payé etc.—R. Entreprise accordée à la maison E. Leonard & Sons, Ltd, de Montréal, \$5,299—1756.

CHALUTIERS A VAPEUR.

M. Sinclair—Mesures prises pour prohiber ce mode de pêche?—R. En correspondance avec le bureau des pêcheries des États-Unis—331.

CHALUTIERS A VAPEUR ETRANGERS.

M. Sinclair—Est-ce permis d'acheter des approvisionnement dans le port de Sydney-nord?—R. Oui—332.

CHARBON POUR L'INTERCOLONIAL.

M. Macdonald—Quelles compagnies ont fourni le charbon depuis mars 1914?—R. Renseignements fournis ainsi que les prix payés—1225.

CHAUSSURES POUR LES SOLDATS.

Hon. R. Lemieux—Combien de brodequins, chaussures en toile et pantoufles ont été achetés pour le premier contingent?—R. Renseignements fournis—258.

CHAUSSURES MILITAIRES.

M. Marcil—Combien de chaussures achetées pour le premier contingent, noms des vendeurs et les prix?—R. Voir renseignements—156.

CHAUSSURES MILITAIRES.

Hon. H. Lemieux—Noms des fabricants des chaussures fournies à la milice; qualité des chaussures, prix?—R. Renseignements fournis—50.

QUESTIONS—*Suite.*

CHAUSSURES MILITAIRES.

M. Sinclair—A-t-il été fait une enquête sur qualité des chaussures pour l'usage des volontaires canadiens?—R. Oui, l'enquête est terminée—50.

CHEMIN DE FER ATLANTIQUE ET LAC SUPERIEUR.

Hon. C. Marcell—Reliquat de la subvention sur derniers vingt milles, de Caplan à Paspébiac, a-t-il été payé?—R. Payé \$18,449 sur \$20,765 à C. R. Scoles—557.

CHEMIN DE FER DE LA BAIE DES CHALEURS.

Hon. C. Marcell—Réclamations contre le chemin de fer de la Baie des Chaleurs, le chemin de fer de l'Atlantique au lac Supérieur ou le chemin de fer Québec Oriental; quelles mesures prises sur le rapport de M. Plante?—R. Rapport est à l'étude—557.

CHEMIN DE FER DE LA BAIE D'HUDSON.

M. Martin (Régina)—Longueur totale du chemin de fer; coût, etc.—R. 424 milles; 250 milles presque terminés; coût jusqu'à date \$7,647,197; coût total \$16,000,000; travaux du port coûteront \$10,000,000—1226.

CHEMIN DE FER DE LA BAIE D'HUDSON—SALAIRES DES EMPLOYÉS.

M. Turriff—Diminution de gages a-t-elle été ordonnée concernant les mécaniciens, chauffeurs, conducteurs, serre-freins et gardiens—R. Recherches seront faites à ce sujet—1490.

COUT DU CHEMIN DE FER DE LA BAIE D'HUDSON, PONT DE QUEBEC ET DU GRAND-TRONC-PACIFIQUE.

M. Lanctôt—Combien il a été dépensé sur ces entreprises depuis 1912?—Voir tableau—470.

CHEMIN DE FER DE LA BAIE D'HUDSON.

Hon. G. P. Graham—Combien de milles terminés, quand port sera-t-il terminé?—R. 214 milles de rails ont été posés; à la fin de 1917 grain pourra être transporté—469.

CHEMIN DE MATAPEDIA.

Hon. C. Marcell—Travaux faits en 1914?—R. Réparations et reconstruction entre Beaurivage et Millstream; dépenses \$4,559; crédit \$2,500 pour continuer les travaux; sous la surveillance de J. C. Taché et Alfred Lepage—1377.

CHEMIN DE FER DU NOUVEAU-BRUNSWICK ET DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. Copp—Quel est le prix du loyer?—R. \$270,000.

QUESTIONS—*Suite.*

CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL.

M. Turriff—M. J. A. Boulay a-t-il été recommandé par quelqu'un pour la construction d'un prolongement au hangar à marchandises pour l'Intercolonial?—R. Non—2678.

CHEMIN DE FER DU COMTE DE RICHMOND.

M. Kyte—Levé topographique a-t-il été fait pour chemin de fer entre Sydney et Pointe-Tupper?—R. Oui; noms des employés; coût du levé topographique \$8,064; projet de construction à l'étude—1062.

CHEMIN DE FER QUEBEC-ORIENTAL-ATLANTIQUE, QUEBEC ET OCCIDENTAL.

Hon. C. Marcell—Gouvernement a-t-il décidé de les affermer ou acquérir?—R. Non—557.

CHEMIN DE FER VALE.

M. Macdonald—Gouvernement a-t-il acheté ce chemin de fer?—R. Non—259.

CHEMIN DE FER DE ST. JOHN VALLEY.

M. Carvell—L'Intercolonial exploite-t-il partie chemin de fer St. John Valley?—R. Oui, entre Fredericton et Centreville; recettes brutes ne sont pas réparties proportionnellement entre chemin de fer et la province—47.

CHEMIN DE FER A WALLACE ET A PUGWASH.

M. Sinclair—Combien a été voté pour chemin Wallace et combien dépensé sur celui de Pugwash?—R. \$60,000 et \$74,568—419.

CHEVAUX POUR L'ARMÉE.

M. Proulx—Combien chevaux achetés dans Prescott?—R. Pas de trace de tels achats—1064.

CHEVAUX POUR L'ARMÉE.

Hon. C. Marcell—Chevaux ont-ils été achetés dans comtés Gaspé, Bonaventure ou Rimouski?—R. N'existe pas de trace de tels achats—1064.

CHEVAUX IMPROPRES POUR LE SERVICE MILITAIRE.

M. Marcile (Bagot)—Combien de chevaux achetés pour le service militaire à Valcartier; combien impropres et vendus?—R. 1,436 chevaux pour la cavalerie à \$172 chacun; 481 estropiés ou tarés; prix moyen obtenu \$53—335.

CHEVAUX POUR LE PREMIER CONTINGENT.

Hon. C. Murphy—Combien chevaux achetés; prix payé?—R. 8,150 chevaux, \$172 chacun; 481 ont été vendus aux enchères; montant réalisé \$25,855—335.

QUESTIONS—*Suite.*

CHEVAUX DU PREMIER CONTINGENT.

M. Michaud—Combien de chevaux achetés pour le premier contingent ont été vendus à Québec avant le départ de contingent?—R. Aucun—261.

CHEVAUX POUR LA GUERRE.

Hon. G. Murphy—Combien de chevaux achetés pour le premier contingent?—R. 8,393 payés \$173 chacun—156.

CHOMAGE DANS LES VILLES.

Hon. R. Lemieux—Combien de sans-travail le 1er janvier 1915?—R. Pas reçu renseignements indiquant chiffre des chômeurs dans les villes—327.

CHOMAGE.

M. Verville—Quels sont les intentions du gouvernement?—R. Venir en aide aux sans-travail de toute façon pratique et légitime—649.

COMMISSION DU CANAL DE LA BAIE GEORGIENNE.

M. Proulx—Qui est secrétaire de cette commission?—R. J. de C. Hepburn, \$300 par mois; nommé 1er avril 1914—1223.

COMMISSION D'ENQUETE AU SUJET DU TRANSCONTINENTAL-NATIONAL.

M. Sinclair—Coût total de l'enquête; somme payée à F. P. Gutelius; combien de jours a siégé la commission?—R. Renseignements fournis—45.

COMMISSION DE L'EMBELLISSEMENT D'OTTAWA ET DE HULL.

Hon. C. Murphy—Noms de ceux qui composent cette commission, salaires payés, dépense totale?—R. Renseignements fournis—255.

COMMISSION D'EMBELLISSEMENT D'OTTAWA ET DE HULL.

M. Devlin—Plans sont-ils préparés; rétribution des commissaires; somme dépensée, etc.?—R. Renseignements fournis; \$57,724 dépensé pour cette commission; pas de salaire—821.

COMMISSION SUR L'ENSEIGNEMENT INDUSTRIEL.

M. Webster—Renseignements sur membres de cette commission; honoraires et dépenses de voyage; chiffre total des dépenses?—R. Voir tableau—1224.

COMMISSION DU PORT DE QUEBEC.

M. Lapointe—La fourniture du courant électrique pour les élévateurs de la commission du port à Québec a-t-elle été adjugée? Qui a obtenu l'adjudication, et à quel montant?—R. Le renseignement a été fourni par la Commission du port de Québec. Pour le coût voir page 2255.

QUESTIONS—*Suite.*

COMMISSION DU RENCHERISSEMENT DE LA VIE.

M. Hughes (I.P.-E.)—Quel a été le résultat de l'enquête?—R. Commission obligée de prendre congé à cause de la maladie d'un des Commissaires—1490; rapport sera bientôt déposé—1490; impossible de préciser le chiffre des frais avant que le rapport ait été fait—1490.

COMMISSION DU SERVICE CIVIL.

Hon. C. Marci—Quels sont les membres de la commission du service civil; leur grade, salaire, etc.?—R. Adam Short et M. G. Larochelle; \$5,000 par année; nommés par la loi de 1908; troisième commissaire autorisé en 1912, pas encore nommé—1061.

COMPAGNIE DES CHANTIERS MARITIMES DE COLLINGWOOD.

Hon. G. P. Graham—Contrat accordé pour construire une barge?—R. Oui; contrat contient "clause des gages raisonnables"—558.

COMPAGNIE DE L'HOTEL CARSLAKE.

M. Verville—Quel est le chiffre total de la réclamation portée devant la cour d'échiquier par la compagnie de l'hôtel Carslake?—R. \$407,880—2676.

CONCESSIONS DE FORAGES D'HUILE ET DE GAZ.

M. Buchanan—Le gouvernement a-t-il prolongé la période déterminée pour des concessions de forages d'huile et de gaz?—R. Oui, un an à partir du 12 novembre 1914—255.

CONCESSIONS DE TERRAINS PETROLIFERES DANS L'ALBERTA.

M. Buchanan—Quel montant reçu de ces concessions en 1913 et 1914?—R. \$1,445—130.

CONCESSIONS DE TERRE DANS L'OUEST.

M. Martin (Régina)—Nombre de concessions depuis 1908 dans Saskatchewan, Alberta et Manitoba?—R. Voir tableau—1066.

CONSTRUCTION DES CULEES DE L'INTERCOLONIAL.

M. Chisholm (Antigonish)—Coût des culees construites près d'Antigonish?—R. Coût estimatif \$22,100; montant adjugé \$13,941; noms des neuf soumissionnaires—959.

COURRIER RURAL DANS BONAVENTURE.

Hon. C. Marci—Qui a l'entreprise du transport des sacs du courrier entre Matapédia, Avignon et l'Immaculée Conception; coût du service, etc.?—R. Thomas G. Gallant fait le service; \$750 par année; Joseph Poirier, faisait anciennement le service pour \$725—1064.

QUESTIONS—*Suite.*

COURRIER DE SAINT-AIME.

M. Cardin—Noms des soumissionnaires et montant des soumissions pour ce service; prix du contrat?—R. Voir renseignements—1375; entreprise route n° 1 accordée à Théophile Forcier, \$775; route n° 2 à Fernando Forcier \$759—1375.

COURRIER DE SHEFFORD.

M. Boivin—Qui a eu l'entreprise pour route Warden n° 1?—R. Lorenzo Bachand, soumission \$800 réduite à \$600; autre soumission W. F. Shores \$800, réduite à \$625—1375.

COUT DE LA CHAUSSEE DE SACKVILLE, SUR L'INTERCOLONIAL.

M. Copp—Somme dépensée, qui a surveillé les travaux, a reçu de l'argent, etc.?—R. \$1,007; voir liste des dépenses—651.

CROISEURS "NIOBE" ET "RAINBOW".

M. Sinclair—Cours d'entraînement sur ces navires est-il discontinué?—R. Nul décret du conseil rendu à ce sujet—47.

CROISEUR "NIOBE".

M. A. K. Maclean—Coût des réparations; le rôle de l'équipage?—R. \$24,043; 41 officiers et 644 hommes d'équipage—158.

M. JOHN DAGNEAU.

Hon. C. Marcil—Renseignements sur nomination de M. John Dagneau, de Saint-Omer?—R. Sous-inspecteur des poids et mesures depuis août 1913; reçu \$682 comme traitement depuis sa nomination—1987.

DEPENSES CONCERNANT LE CHEMIN DE FER DE LA BAIE D'HUDSON.

Hon. G. P. Graham—Combien Gouvernement a-t-il dépensé en 1914 sur cette entreprise?—R. \$4,188—879; travaux à Port-Nelson, \$1,843,987—678.

DEPENSES DE 1912 A 1914.

M. Macdonald—Combien dépense totale du Canada par mois de 1912 à 1914?—R. Voir tableau—468.

DEPENSES A COMPTE DU FONDS CONSOLIDE.

M. Maclean (Halifax)—Dépenses pour exercice expiré le 31 mars 1914; aussi du 1er avril 1914 au 1er mars 1915?—R. Voir tableau—1378.

DEPENSES POUR TRAVAUX PUBLICS A HALIFAX.

M. Sinclair—Somme dépensée dans le comté et cité d'Halifax depuis septembre 1911?—R. \$3,304,521 par ministère des Chemins de fer et Canaux; \$469,288 par Travaux publics—1557.

QUESTIONS—*Suite.*

DEPENSES TOTALES EN 1914-1915.

M. Maclean (Halifax)—Dépenses à compte du capital et dépenses spéciales, 1er avril 1914 au 1er mars 1915?—R. Voir tableau; \$34,331,850 et \$39,645,980—819.

DEMISSION DE M. F. NORRIS.

Hon. G. P. Graham—Demande renseignements sur M. F. Norris, agent spécial à Chicago?—R. Services ne sont plus requis—158.

DEMISSION DU MAJOR McQUARRIE.

M. Turriff—Le major a-t-il remis sa démission ou a-t-il été révoqué?—R. Il a démissionné—2677.

DESTRUCTION D'EFFETS MILITAIRES.

M. Marcile—Demande renseignements sur destruction d'effets militaires au camp Valcartier?—R. Nul effet de valeur quelconque n'a été détruit—156.

DESTITUTION DE M. W. H. THOMSON.

M. Thomson—W. H. Thomson, directeur de la poste à Fort Qu'Appelle a-t-il été destitué?—R. Oui, expédiait ses propres lettres et états de compte par la poste, sans les affranchir—469.

DESTITUTION DE RECEVEURS DE LA POSTE DANS LE COMTE DE QU'APPELLE.

M. Thomson—Noms des révoqués depuis octobre 1911?—R. Liste de 10 noms est fournie—469.

DESTITUTION DE DEUX GARDIENS DE NUIT.

M. Maclean (Halifax)—M. M. Connolly et Lavers, ont-ils été destitués du bureau de douane d'Halifax?—R. Oui, Connolly, âgé de 62 ans et Lavers, 63 ans; incapables de remplir leurs devoirs; remplacés par F. C. Graham et N. F. Sutherland—891.

DESTITUTION DU RECEVEUR DE LA POSTE A VEZINA'S CORNER.

M. Tobin—M. Alfred Coulombe a-t-il été destitué?—R. Oui, pour ingérence politique; remplacé par M. Joseph Groleau—2117.

DESTITUTION DE ALEXANDRE BLAIS.

M. Bourassa—Alexandre Blais de Lévis, a-t-il été révoqué de ses fonctions comme officier des pêcheries?—R. Oui, parce qu'il pratiquait lui-même l'industrie de la pêche dans le district qui était sous sa juridiction—1761.

DIRECTEURS DE LA POSTE DANS LE COMTE DE MEGANTIC.

M. Pacaud—Combien nommés et congédiés depuis octobre 1911?—R. 75 nommés; 13 congédiés; noms fournis—654.

QUESTIONS—*Suite.*

DIRECTEUR DE LA POSTE DE SAINT-GILBERT DE PORTNEUF.

M. Delisle—Directeur de la poste a-t-il été révoqué?—R. Changer l'emplacement du bureau de poste—327.

DISTRIBUTION POSTALE RURALE DE STANBRIDGE-EST.

M. Kay—Noms des soumissionnaires, etc.?—R. Herbert C. Johnston, à \$500 par année; George C. Bullard, à \$815; P. E. Richard, à \$825; Johnston a eu l'entreprise pour \$450—1066.

DISTRIBUTION DE SECOURS DANS L'ALBERTA.

M. Buchanan—Noms de ceux qui ont surveillé distribution de secours dans régions de l'Alberta affectées par la sécheresse?—R. Liste fournie—256.

DOMINION TRUST COMPANY.

Hon. C. Murphy—Gouvernement fait-il une enquête sur cette administration.—R. Compagnie en liquidation; ses affaires relèvent de la juridiction des tribunaux—558.

DOUANIER A WALLACEBURG.

M. Gordon—Appointements de l'officier depuis quatre ans; recettes du bureau; loyer payé, etc.?—R. Renseignements fournis—822.

DOUANE D'AMHERST.

M. Sinclair—Recettes de la douane d'Amherst depuis trois ans?—R. Renseignements fournis—1755.

M. CHARLES NAPOLEON DORION.

M. Delisle—Cet avocat pratiquant à Québec retire-t-il un salaire comme employé civil?—R. Commis au bureau de poste; travaille durant les heures régulières; M. Dorion a donné sa démission, sera effective le 1er mai—561.

DRAGAGE DANS LE PORT DE BATHURST.

M. Turgeon—Quel dragage et quelle somme dépensée dans le port de Bathurst, de mai à novembre 1914?—R. Renseignements fournis—48.

DRAGAGE DU LAC LAST MOUNTAIN, SASK.

M. Martin (Régina)—Somme dépensée; si dragage sera continué?—R. \$20,359; fera un nouveau dragage quand il aura été démontré qu'il en faut un—331.

DRAGAGE A LEONARDSVILLE.

Hon. Wm Pugsley—Noms des soumissionnaires, prix, etc.?—R. The Maritime Dredging and Construction Co., Ltd.; J. S. Gregory; 36½ et 50 cents verge cube; contrat n'a pas été accordé—333.

QUESTIONS—*Suite.*

DRAGAGE DANS LA RIVIERE RIGAUD.

M. Boyer—Dragage sera-t-il fait?—R. A l'étude; on demande une profondeur uniforme de 8 pieds—419.

DRAGAGE A LONGŒUIL.

M. Turriff—Déclaration de M. J. H. Rainville, M.P.; dragage pour \$1,250,000 sur la rive sud?—R. Ces rapports ont été signalés au ministre—471.

DRAGAGE DANS LE PORT DE YARMOUTH.

M. Law—Sommes dépensées de 1905 à 1914; prix payé de 1911 à 1914?—R. Renseignements fournis; dépenses totales \$461,917—652.

DRAGAGE A RIMOUSKI.

M. Tobin—Dragage fait sur rivière, du lac Saint-Mathieu à la gare Saint-Fabien—R. Oui, \$5,846—961.

DRAGAGE A RESTIGOUCHE.

Hon. C. Marcil—Dragage fait en 1914?—R. Oui, au quai Champoux, Pointe-Mission, et à Sainte-Anne de Restigouche; coût \$6,915—1377.

DRAGUE N° 7.

M. Proulx—Coût de l'entretien de cette drague en 1914?—R. \$34,602; voir détails des dépenses—1756.

DRAGAGE A RESTIGOUCHE.

Hon. C. Marcil—Montant total de dragage exécuté à Restigouche?—R. Lorsqu'on a cessé les travaux de dragage, on avait fait face aux besoins de cette localité—1757.

DRAGUE N° 7.

M. Maclean (Halifax)—Coût de l'entretien de cette drague pendant l'année civile 1914 aussi pendant l'exercice fiscal 1914-1915?—R. \$34,602; la Southern Salvage Company a reçu \$12,550 pour la mise en service de cette drague—1986.

DROITS SUR LES FERTILISANTS.

Hon. Wm. Pugsley—Gouvernement a-t-il reçu lettres protestant contre l'augmentation du droit sur les fertilisants?—R. Oui, lettre renvoyée au ministre des Finances—1490.

DROITS SUR LE MICA.

M. Devlin—Représentation faites venant comté Wright concernant droit sur mica importé?—R. Non—890.

DROITS DE MINE DANS SASKATCHEWAN ET ALBERTA.

M. Martin (Régina)—Droits régaliens sur charbon perçus depuis 1906?—R. Voir tableau—559.

QUESTIONS—*Suite.*

EAU POUR MOOSEJAW ET REGINA.

M. Martin (Régina)—Gouvernement a-t-il l'intention de fournir de l'eau?—R. Département de l'Intérieur a fait faire les études nécessaires; attend rapport commission des eaux de la Saskatchewan—331.

ECLAIRAGE DU CAMP DE VALCARTIER.

M. Lapointe (Kamouraska)—A qui a été donné l'entreprise de l'éclairage du camp de Valcartier? Quel montant a été payé pour le dit éclairage?—R. La Quebec Railway, Light, Heat and Power, Québec, \$2,535.50—2255.

EDIFICES LOUES PAR L'ETAT.

M. Turriff—Nombre d'édifices loués à Ottawa par le gouvernement depuis 1911; loyers payés etc.—R. Liste fournie—154.

EDIFICES LOUES PAR LE GOUVERNEMENT.

M. Turriff—Combien d'édifices loués à Ottawa depuis 1911; noms des propriétaires et le loyer?—R. Renseignements fournis—328.

EDIFICE PUBLIC A NEW-CARLISLE.

Hon. C. Marcil—Crédit voté; édifice a-t-il été construit?—R. Oui; non il a fallu s'occuper d'autres travaux plus importants; requête a été reçue demandant que les travaux soient commencés—1374.

EDIFICES PUBLICS DE TROIS-RIVIERES.

Hon. Jacques Bureau—Pourquoi les travaux des édifices publics à Trois-Rivières sont-ils suspendus; montant du contrat pour quai Cap-de-la-Madeleine?—R. Trop froid pour travaux de maçonnerie; \$56,000; entrepreneurs, Collins et Giroux, d'Ottawa—1901.

ELEVAGE DU HOMARD.

M. Sinclair—Quels sont les employés du ministère de la Marine qui ont quelque fonction à remplir pour l'élevage du homard?—R. Voir renseignements—2678.

EMBRANCHEMENT DE GUYSBOROUGH.

M. Sinclair—Relevé topographique d'un embranchement de l'Intercolonial à Guysborough; noms, adresses et salaires des personnes de l'équipage de l'ingénieur chargé du travail; maximum de rampe?—R. Voir détails—46.

EMBRANCHEMENT DE BATHURST.

M. Turgeon—Quand sera construit embranchement de l'Intercolonial à Bathurst?—R. A l'étude—47.

EMBRANCHEMENT DE CHEMIN DE FER A GUYSBOROUGH, N.-E.

M. Sinclair—Construction commencera-t-elle cette année?—R. Question à l'étude—559.

QUESTIONS—*Suite.*

EMISSION DE BILLETS DU DOMINION.

M. Kyte—En vertu de quelle autorité les billets ont-ils été émis? Quelles sommes ont été payées au Nord-Canadien?—R. Renseignements fournis—153.

EMPLOYES CIVILS DANS LA MILICE.

M. Proulx—Noms, emplois des fonctionnaires dans la garde civique, leur rémunération?—R. Aucun moyen de faire un relevé de ces noms—332.

EMPLOI DE CHARLES GAUVREAU.

M. Lanctôt—M. Chas. Gauvreau, de Rimouski est-il à l'emploi du Gouvernement?—R. Oui, pour porter le courrier, \$2 par jour—419.

EMPLACEMENT DU BUREAU DE POSTE D'AMHERST.

M. Law—Prix payé?—R. Cour d'Echiquier a accordé \$30,000—468.

EMPLOI DE J. W. JOHNSTON.

M. Kyte—J. W. Johnston est-il employé aux travaux du canal Saint-Pierre?—R. Oui, \$50 par mois—653.

EMPLOI DE M. BEGG.

Hon. G. P. Graham—Renseignements sur M. Begg?—R. Employé au pénitencier de Kingston; commis aux écritures; \$1,200 par année, nommé en 1902—888.

EMPLOYES DE GARES SUR LE TRANS-CONTINENTAL.

M. Lapointe (Kamouraska)—Noms des employés aux gares Escourt, Saint-Eleuthère, Pelletier, Picard, Lapointe, Lippé, Hawkins et Holliday; salaires, nature des fonctions, etc.—R. Voir tableau—1222.

EMPLOI DE M. ANTOINE GOBEIL.

M. Kyte—M. Gobeil est-il employé par le gouvernement?—R. Non; mis à sa retraite en 1908; pension \$2,160 par année—960.

EMPLOI DE F. X. ROY.

M. Lapointe (Kamouraska)—Quel est l'emploi de M. F. X. Roy, de Saint-Philippe de Néri?—R. Préposé à l'accise et inspecteur des denrées alimentaires; reçoit \$200 par année—1061.

EMPLOYES DU COMTE DE L'ASSOMPTION.

M. Séguin—Quel est le nombre d'employés publics qui ont été congédiés depuis le 21 septembre 1911? Quel est le nom de chacun de ces employés?—R. Voir renseignement—2676.

EMPLOI DE M. A. BOULAY.

M. Turiff—M. A. Boulay est-il encore à l'emploi du Gouvernement? Par qui a-t-il été recommandé?—R. Non. Par M. H. Boulay, M.P.—2678.

QUESTIONS—*Suite.*

EMPLOI DE M. THEBERGE.

M. E. Lapointe—J. Théberge est-il encore constable pour le Transcontinental?—R. Non—2678.

EMPLOYÉS PUBLICS A BANFF ET A CALGARY.

Hon. F. Oliver—Combien de fonctionnaires; nominations depuis septembre 1911?—R. Liste fournie—1264.

EMPLOYÉS DE L'ÉTAT A PETERBOROUGH.

M. Burnham—Combien d'employés permanents et surnuméraires en 1911 et 1915?—R. Renseignements fournis—1373.

EMPLOI DE M. ANTOINE GOBEIL.

M. Kyte—Nature des services de M. Antoine Gobeil depuis octobre 1911?—R. Préparation d'une histoire détaillée du port de Québec; recherches sur les titres de propriétés, etc.; recevait \$2,840 plus \$2,160 son indemnité de retraite—1557.

EMPLOI DE EUGENE FUIROIS.

M. Lanctôt—Emploi, salaire?—R. Bureau de l'inspecteur des Postes à Québec; \$1,500 par année—2118.

EMPLOI DE M. D. CARDIN.

M. Lapointe (Kamouraska)—Son emploi, salaire, etc.?—R. Officier des douanes; \$700 par année—2118.

EMPLACEMENT DU BUREAU DE POSTE DE SASKATOON.

Hon. Frank Oliver—Renseignements sur bureau de poste de Saskatoon?—R. Terrain acheté de Anthony Legum; \$122,500—2468.

EMPLOI DE M. W. V. PETTET.

M. Lanctôt—Quand et pourquoi M. Pettet a-t-il perdu sa place de maître de poste à Picton, Ont.? Quand son remplaçant a-t-il été nommé?—R. Le 12 mars 1913, pour ingénierie politique. Le 13 mars 1913—2255.

EMPLOI DE M. WOODWORTH.

M. Macdonald—Quelqu'un a-t-il recommandé d'employer M. Woodworth pour acheter des chevaux pour la guerre?—R. Il n'y a pas dans le département aucun document relatif à cette matière—2255.

EMPLOI DE M. LOUIS AUDETTE.

M. E. Lapointe—M. Louis Audette, est-il à l'emploi de l'administration? Quelle est son occupation et son salaire?—R. Oui. Gardien, et gagne \$1.00 par jour—2254.

QUESTIONS—*Suite.*

EMPLOYÉS DE L'INTERCOLONIAL A CHAUDIÈRE.

M. Bowrassa—Le Gouvernement a-t-il été informé qu'un règlement a été établi par la direction de l'Intercolonial, en vertu duquel les employés de l'Intercolonial, travaillant à Chaudière, perdent leur temps et ne sont pas payés pour le temps perdu, quand ils arrivent après l'heure fixée par le dit règlement, quand même ce retard est attribuable au train de service qui doit les transporter depuis Lévis jusqu'à Chaudière?—R. Même règlement qu'aux autres remises à locomotives—1900.

EMPLOI DE M. P. A. MOUSSEAU.

M. Gauvreau—M. P. A. Mousseau a-t-il occupé une position quelconque dans un service de l'Etat?—R. Non—2253.

ENQUÊTE CHEMIN DE FER SOUTHAMPTON.

M. Carvell—Montant payé, noms des commissaires, etc.?—R. \$8,482.42; voir autres détails—148.

ENQUÊTE AU SUJET DES CRUSTACÉS.

M. Sinclair—Coût de l'enquête?—R. Commission nommée en 1912; rapport et tous les renseignements déposés à la dernière session régulière—652.

ENREGISTREMENT DES NAVIRES AU CANADA.

M. Sinclair—Nombre navires enregistrés depuis juillet 1914; tonnage brut, etc.?—R. Voir renseignements—47.

ENROLEMENT DES EMPLOYÉS DE L'INTERCOLONIAL POUR LE SERVICE ACTIF.

M. Copp—Ceux qui s'enrôleront recevront-ils leurs gages?—R. Oui—260.

ENLEVEMENT DE TROIS MAISONS SUR CANAL, A CARDINAL.

Hon. G. P. Graham—Soumissions ont-elles été demandées; qui a obtenu contrat?—R. Huit reques; A. E. V. Dodge, a fait le travail pour \$295—892.

ENFANT DE JOSEPH LEBLANC.

M. Sinclair—Renseignements sur requête de Mme Marguerite Richard, de Fort-Félix (N.-E.), demandant de l'aide pour l'enfant orphelin du marinier défunt Joseph Leblanc?—R. Texte de la lettre du capitaine Stuart à l'amiral Kingsmill—960.

ENTREPOT POUR MAGASINAGE DE LA LAINE A LETHBRIDGE.

M. Buchanan—Gouvernement a-t-il reçu requête demandant établissement de ce genre?—R. Oui, à l'étude—888.

QUESTIONS—*Suite.*

ENVELOPPES EN USAGE DANS LES BUREAUX DE L'INTERCOLONIAL.

M. Lapointe (Kamouraska)—Emploie-t-on enveloppes genre "Window Envelopes" de Chicago?—R. Oui, achetées à Toronto; ne sont pas fabriquées en Canada—961.

EPAVE DU "MONTMAGNY".

M. Lachance—Epave actuellement en face de l'île aux Grues; à quelques pieds du chenal?—R. L'épave est à 600 pieds de l'axe du chenal; indiquée par une bouée à gaz; ne forme aucun obstacle à la navigation—1987.

ESPIONNAGE ALLEMAND.

M. Marcile (Bagot)—Agent de police de l'Intercolonial a arrêté un individu soupçonné d'être un espion allemand; avait-il des copies de plans de ponts?—R. Reinhold Riedel a été livré aux autorités militaires d'Halifax; ni cartes, ni plans de ponts ou de la ligne de chemin de fer en sa possession—655.

ETRANGERS INTERNES A PETAWAWA.

M. Proulx—Nombre de prisonniers, coût de leur entretien etc.?—R. 564; 29 cents par jour chacun; officiers et soldats sont au nombre de 164—887.

EVALUATION DE CERTAINS INSTRUMENTS AGRICOLES.

M. McCraney—Comment se fait à la douane l'évaluation des défonceuses, charrues, polysocs etc.?—R. Valeur des articles importés est déterminée par le prix auquel ils se vendent couramment dans le pays d'où ils proviennent—650.

EVALUATION DE CERTAINS INSTRUMENTS AGRICOLES.

M. MacNutt—Quel droit a été perçu sur herse, rouleaux-tasseurs etc., pendant l'année terminée le 31 mars 1914?—R. Voir renseignements—650.

EXPORTATION DU NICKEL.

M. Maclean (York-sud)—Quels ont été les exportations de nickel depuis juillet 1914?—R. Voir renseignements—82.

EXPORTATION DE CHEVAUX AUX ETATS-UNIS.

M. Demers—Exportation des chevaux du Canada est-elle prohibée?—R. Oui; exception est faite pour les chevaux qui ne sont pas propres à la guerre—158.

EXPORTATION DE CHEVAUX CANADIENS.

M. Tobin—Depuis quelle date défend-on la vente de chevaux canadiens aux Etats-Unis?—R. 7 août 1914; défendu d'exporter bêtes de selles et de trait ou de bât propres au service militaire—824.

QUESTIONS—*Suite.*

EXPORTATION DE CREME AUX ETATS-UNIS.

M. Kay—Crème exportée en 1914 de Brome et Missisquoi?—R. Renseignements fournis—313.

EXPORTATION DU CUIVRE AUX ETATS-UNIS.

M. Sinclair—Exportation et valeur entre août 1913 et février 1914; aussi en 1914 et 1915?—R. Voir détails—332.

EXTRADITION DE HORN.

M. Michaud—Pont international à Sainte-Croix en partie détruit par dynamite par allemand Horn; quelles procédures ont été prises?—R. Procédures d'extradition—82.

FACTAGE RURAL DE CUMBERLAND, N.-E.

M. Rhodes—Combien de routes postales ont été établies dans le comté de Cumberland (N.-E.)?—R. 21; noms des routes et longueur, voir tableau—1758.

FABRIQUE D'OBUS A LEVIS.

M. Boyer—Noms actionnaires de la nouvelle fabrique?—R. Gouvernement ne possède aucun renseignement à ce sujet—559.

FARMERS BANK.

Hon. R. Lemieux—Gouvernement présentera-t-il une loi à cette session pour rembourser les déposants de cette banque?—R. Non—420.

FERME MODELE DANS LE CANTON STANFOLD.

M. Brouillard—Gouvernement doit-il acheter la ferme de M. Arthur Gilbert?—R. Non—2119.

FERMETURE DU PONT DU CHEMIN DE FER DE LA BAIE D'HUDSON.

M. Molloy—Circulation sur le pont au Pas, a-t-elle été prohibée?—R. Texte des télégrammes échangés à ce sujet—651.

FERMETURE DE BUREAUX DE POSTES EN CANADA.

M. Sinclair—Nombre depuis 1er janvier 1914?—R. 1,255 dont 1,110 a causé création du factage rural—893.

FONDS PATRIOTIQUE CANADIEN

M. Sharpe (Ontario-nord)—Sommes versées par les provinces et cités?—R. Grand total \$3,496,918. Voir détails—1984.

FONDS PATRIOTIQUE CANADIEN.

Hon. C. Murphy—Noms de ceux qui sont chargés de ce fonds?—R. Gouvernement fournira les renseignements—150.

QUESTIONS—*Suite.*

FONDS DU PRINCE DE GALLES.

Hon. R. Lemieux—Contrôleurs du fonds du Prince de Galles en Angleterre, ont-ils prêté cinq millions au gouvernement fédéral?—R. Direction n'a fait aucun prêt direct au gouvernement; il est possible que la société ait acheté des bons du trésor fédéral—258.

FONDOIRS A POISSON.

M. Law—Combien tonnes d'engrais fabriqué à Canso, Clark's Harbour en 1913-14?—R. Renseignements fournis—822.

FOURNITURES DE GUERRE—PNEUS DE CAMIONS-AUTOMOBILES.

M. Carvell—Combien de pneus achetés, prix, etc.?—R. 28 séries et deux tiers pour rechange seulement; de la Canada Cycle and Motor Company; b) The Dunlop Tire and Rubber Company; prix moyen, \$390.18 par série de six pneus—1378.

FOURNITURES DE GUERRE—CAMIONS-AUTOMOBILES.

M. Delisle—Nombre acheté pour le deuxième contingent; prix, noms des fournisseurs?—R. Cent cinquante, \$2,550 chacun moins \$259 pour pneus, etc.; autres renseignements fournis—1267.

FOURNITURES MILITAIRES—FOIN ET AVOINE.

M. Proulx—Combien de personnes, maisons ou compagnies ont passé marché avec le ministère de la Milice pour presser du foin pour les troupes canadiennes et britanniques?—R. Département n'a jamais rien fait en ce sens-là—1492.

FOURNITURES MILITAIRES—FOIN ET AVOINE.

M. Proulx—Combien de tonnes de foin ont été achetées dans le comté de Prescott, depuis le 1er août 1914 par le ministère de la Milice et de la Défense; prix payé; combien de minots d'avoine ont été achetés, etc.?—R. Rien qui indique qu'on ait acheté du foin ou de l'avoine dans le comté de Prescott—1492.

FOURNITURES MEDICALES.

M. Kyte—Noms de ceux qui ont fourni des remèdes au premier contingent; entreprise Powell, d'Ottawa?—R. Renseignements fournis—156.

FOURNITURES DE GUERRE—FOIN.

M. Carvell—Quels marchés ont été conclus pour la compression du foin pour fins militaires dans le Nouveau-Brunswick?—R. Gouvernement canadien n'a pas acheté de foin pour fins militaires dans cette province—255.

QUESTIONS—*Suite.*

FOURNITURES MILITAIRES THERMOMETRES CLINIQUES.

M. Wm. Chisholm—Achetés de qui, le prix, etc.?—R. T. A. Brownlee, à \$1 mais plus tard remboursa la moitié—327.

FOURNITURES MILITAIRES—RAZOIRS.

M. Turriff—Combien ont été achetés, le prix?—R. 62,363; de \$4.85 à \$9 la douzaine—327.

FOURNITURES POUR LA GUERRE—CHEVAUX.

M. Macdonald—Nombre de chevaux achetés dans la Nouvelle-Ecosse; prix, etc.?—R. 428 payés \$72,994; achetés par vétérinaire en chef du Canada et ses aides—416.

FOURNITURES POUR LA GUERRE—CHEVAUX.

M. Boyer—Sir Adam Beck a-t-il acheté chevaux de remonte pour le premier contingent?—R. 334; prix moyen \$166—416.

FOURNITURES POUR LA GUERRE—CHEVAUX.

M. Neeley—M. A. De Witt Foster, député de King (N.-E.) a-t-il acheté des chevaux pour le premier contingent? R. Services requis par le vétérinaire en chef du Canada; fait acquisition de 428 chevaux; M. Foster n'a pas reçu un sou—417.

FOURNITURES MILITAIRES PANTOUFLES ET CHAUSSURES EN TOILE.

Hon. R. Lemieux—Noms des fournisseurs, prix payés, etc.?—R. Voir renseignements—417.

FOURNITURES DE GUERRE—CHEVAUX.

Hon. C. Murphy—Combien chevaux achetés par gouvernement aux Etats-Unis, depuis huit mois?—R. Aucun—559.

FOURNITURES DE GUERRE—CHEVAUX.

M. Copp—Nombre chevaux achetés dans comté de Westmoreland, noms des vendeurs, prix payé?—R. Renseignements fournis—559.

FOURNITURES DE GUERRE—CHEVAUX.

M. Macdonald—Nombre chevaux achetés dans comté Pictou, noms des vendeurs, prix payés?—R. Renseignements fournis—559.

FOURNITURES DE GUERRE—CHEVAUX.

M. Delisle—Chevaux impropres pour le service à Valcartier; fallu les noyer dans la rivière Jacques-Cartier?—R. Non—560.

QUESTIONS—*Suite.*

FOURNITURES DE GUERRE—SELLES.

M. Boyer—*M. J. N. Ducharme*, de Montréal a-t-il eu une entreprise?—*R.* Non—560.

FOURNITURES DE GUERRE—THERMOMETRES CLINIQUES.

M. Chisholm (Antigonish)—Détails contrat *T. A. Brownlee*, d'Ottawa?—*R.* Renseignements fournis—560.

FOURNITURES DE GUERRE—CHEVAUX.

M. Carroll—Sept chevaux achetés par *MM. Palmer* et *Pallister*, de Sherbrooke, ont-ils été refusés par le lieutenant-colonel *G. H. Baker*?—*R.* Non—652.

FOURNITURES DE GUERRE—VETEMENTS IMPERMEABLES.

M. Gauthier (Saint-Hyacinthe)—Équipement du soldat comprend-il une capote ou autre vêtement imperméable; a-t-on fourni aux soldats du premier contingent les moyens de se protéger contre la pluie; mesures seront-elles prises à ce sujet, etc.?—*R.* Pas d'autre vêtement que la capote qu'on tient pour plus utile qu'un vêtement imperméable. Il n'a pas été formulé de plaintes par les membres du premier ou du deuxième contingent. Quelques civils ont écrit, mais leurs propositions n'ont pas reçu d'approbation—654.

FOURNITURES DE GUERRE—CHEVAUX DANS LA COLOMBIE-BRITANNIQUE.

M. Buchanan—Combien chevaux achetés dans la Colombie-Britannique pour cavalerie et artillerie?—*R.* 789—678.

FOURNITURES MILITAIRES—CLAQUES.

M. Douglas—Nombre de claques acheté pour soldats et prix payé?—*R.* Renseignements fournis—817.

FOURNITURES MILITAIRES—CHAUSSURES EN TOILE.

Hon. C. Murphy—Détail concernant achat de 95,000 paires de chaussures en toile au coût de \$190,000?—*R.* Renseignements fournis—818.

FOURNITURES MILITAIRES—BICYCLETTES POUR L'ARMÉE.

Hon. Wm Pugsley—Combien a-t-on acheté de bicyclettes?—*R.* 450, de la Canada Cycle and Motor Co., de Toronto; \$62 pièce—822.

FOURNITURE D'EAU DE MATAPEDIA.

Hon. C. Marcil—Arrangement a-t-il été conclu pour protection contre le feu, etc.?—*R.* Question d'accorder concession à la "Matapedia Water Supply Co."; fournir un million de gallons d'eau par année à 6 cents par mille gallons; concession pas encore légalisée—824.

QUESTIONS—*Suite.*

FOURNITURES DE GUERRE—CHEVAUX.

M. Sharpe (Ontario-nord)—Combien chevaux achetés dans Ontario-nord?—*R.* 276, par major *S. E. de la Ronde* et *A. L. Palmer*; liste de ceux qui ont vendu les chevaux et les prix payés—888.

FOURNITURES DE GUERRE—CHEVAUX.

M. Bourassa—Combien de chevaux du premier contingent vendus à l'encan à Québec?—*R.* 481; vente a rapporté \$25,855.

FOURNITURES DE GUERRE—CHEVAUX.

M. Tobin—Combien chevaux remonté achetés par sir *Adam Beck*?—*R.* 334; prix \$166 chacun; expert en fait de chevaux—890.

FOURNITURES DE GUERRE—CHEVAUX.

M. McCrea—Ministère Milice a-t-il fait annoncer publiquement dates achat de chevaux pour milice dans district Sherbrooke?—*R.* Oui—890.

FOURNITURES MILITAIRES—DROGUES, ETC.

M. Kyte—La "Art Monopole" de Toronto a-t-elle vendu quelque chose au ministère de la Milice?—*R.* Feuilles bleues et papier à décalquer, pour \$43—1986.

FOURNITURES MILITAIRES—PEAUX DE MOUTON.

M. Lachance—Depuis octobre 1911 le ministère de la Milice a-t-il acheté des peaux de mouton?—*R.* Oui, de *A. R. Clark*, de Toronto, \$6 pièce—1986.

FOURNITURES DE GUERRE—TROUSSES.

M. Proulx—Noms de ceux qui ont fourni des nécessaires à ouvrage pour les soldats?—*R.* *Stewart McClenaghan* et *May Court Club*, Ottawa; 53½ cents chacune—1759.

FOURNITURES MILITAIRES.

M. Kyte—Le ministre de la Milice a-t-il reçu quelque proposition, en nommant *M. W. Ellis* agent pour l'achat de jumelles pour les troupes canadiennes?—*R.* Non—2324.

FOURNITURES A LA TROUPE PERMANENTE.

M. Maclean (Halifax)—A-t-on fait soumissionner la fourniture, pour l'exercice 1915-1916, des viandes, etc.—*R.* Oui, pour renseignements voir page—2677.

FOURNITURES DE GUERRE—FOIN.

M. Copp—Prix payé foin fourni à Amherst, Nouvelle-Ecosse?—*R.* \$21 la tonne; *Edgar Fillmere*, *Russell M. Embree*, *Robert Michel* soumissionnaires—1377.

QUESTIONS—Suite.

FOURNITURES MILITAIRES—CHEVAUX.

M. Boulay—Qui a acheté les chevaux dans la province de Québec?—R. Vétérinaire en chef et ses aides—963.

FOURNITURES DE LA GUERRE—ACHAT DE CHEVAUX.

M. Buchanan—Le premier ministre et le ministre de la Milice ont-ils reçu des United Farmers of Alberta une requête au sujet de l'achat de chevaux pour la guerre?—R. Le ministre de la Milice considère que les propositions contenues dans la requête lui seront utiles, et il a remercié le secrétaire des United Farmers of Alberta—1224.

FOURNITURES DE LA GUERRE—ACHAT DE CHEVAUX.

M. Tobin—Colonel Smart et Piché ont-ils acheté des chevaux dans la province de Québec?—Oui, 659—1224.

FOURNITURES DE GUERRE—WAGONS-AUTOMOBILES.

M. Pardee—Les 150 wagons-automobiles de la compagnie Kelly-Springfield (Ohio) ont-ils été construits en Canada; caisses correspondaient-elles aux trucks et les roues aux pneus?—R. Oui; caisses ne convenaient pas; on en fabrique d'autres; il n'y aura pas de perte—1224.

FOURNITURES MILITAIRES—J. WESLEY ALLISON.

M. Demers—Quels genres d'achats ont été faits par J. W. Allison?—R. M. Allison a obtenu certains renseignements nécessaires par le ministère de la Milice; a refusé d'accepter la moindre compensation; renseignements sur sources d'achat de fournitures de guerre et les prix—1223.

FOURNITURES DE L'ARMEE—PNEUS D'AUTOMOBILE.

M. Turriff—Combien de pneus achetés de la Dunlop Tire Company pour la milice; prix payé etc.—R. Aucun pour le premier contingent; 120 pour le deuxième, \$169.24 le jeu—1222.

Fraser \$195 par an et D.D.W. McKerracher \$690 par an—655.

FUSILLADE A FORT-ERIE.

Hon. C. Murphy—Gouvernement a-t-il retenu avocats pour défendre ceux impliqués dans la fusillade à Fort-Erié?—R. Non; indemnité payée aux familles Dorsch et Smith—150.

GARDE CIVIQUE DE TORONTO.

M. Law—Gouvernement a-t-il fourni des fusils à la "Home Guard" de Toronto?—R. Aucun fusil n'a été fourni; munitions pour fusils sont réservées exclusivement à la milice—257.

QUESTIONS—Suite.

GARDES-PECHE DU COMTE DE PICTOU.

M. Macdonald—Noms, adresses et salaires de ces gardes-pêche?—R. Liste fournie—260.

GARDES-PECHE DU COMTE DE YARMOUTH.

M. Law—Noms, adresses et salaires des gardes-pêche?—R. Liste fournie—333.

GARDES-PÊCHE DU COMTE DE GUYSBOROUGH.

M. Sinclair—Noms, adresses, salaires des gardes-pêche?—R. Liste fournie—333.

GARDIENS SUR LES PONTS DE CHEMIN DE FER.

M. Macdonald—Noms de ces employés, par suite de la guerre, dans comté Pictou?—R. Noms fournis—553.

GARDIENS DES PONTS DES CHEMINS DE FER DANS ANTIGONISH.

M. Chisholm—Noms des gardiens nommés depuis la guerre?—R. Noms fournis—819.

GARDE-COTE "ALERT".

M. McKenzie—Vitesse de ce côté du revenu nom du commandant, etc.—R. Loué à \$1,250 par mois; W. N. McDonald en est le propriétaire. Voir autres renseignements—1755.

GARE MARITIME DU TRANSCONTINENTAL-NATIONAL A QUEBEC.

M. Bourassa—Y a-t-il eu erreur dans les plans de la gare du marché Champlain?—R. Non—557.

GARE DU TRANSCONTINENTAL A QUEBEC.

Hon. G. P. Graham—A-t-on commencé tunnel devant se rattacher à la gare?—R. Oui, \$372,514, ont été dépensés par les commissaires des terres, et \$154,293.83 par la compagnie du Canadien-Pacifique sur voies et bâtiments—650.

GARE MARITIME D'HALIFAX.

M. Maclean (Halifax)—Dépense totale depuis 1914?—R. \$1,181,355 pour terminis; \$825,811 pour docks et jetées—819.

GARE DU MARCHÉ CHAMPLAIN.

M. Lachance—Quand les travaux ont été commencés et suspendus?—R. 19 juin 1914 et 20 décembre 1914; pas cru devoir exécuter maçonnerie pendant l'hiver—1987.

GENDARMERIE A CHEVAL DU NORD-OUEST—QUARTIERS A REGINA.

M. Martin (Regina)—Loyer payé; à qui?—R. Hugh Armour and Co., Ltd; \$100 par mois—330.

QUESTIONS—*Suite.*

A. GENEST.

M. McCrae—A. Genest est-il employé au bureau de poste de Sherbrooke; ses appointements; s'il a eu un permis d'absence, etc.?—R. Oui, \$1,600 par année; absence pour cause de maladie—823.

M. ARTHUR GILBERT.

M. Brouillard—M. Arthur Gilbert a-t-il succédé à M. I. U. Poirier comme percepteur d'accise à Victoriaville?—R. Oui; a reçu par année \$333; \$799 et en 1914, \$799—1902.

GLACE POUR L'INTERCOLONIAL A LEVIS ET CAMPBELLTON.

M. Gauvreau—Qui a obtenu l'entreprise, noms des soumissionnaires, endroit de livraison?—R. Renseignements fournis—82.

GLACE SUR L'INTERCOLONIAL.

M. Sinclair—Personnes qui ont soumissionné; noms des fournisseurs; chiffre de chaque soumission, etc.?—R. Renseignements fournis—331.

GRAIN DE SEMENCE.

M. Buchanan—Le gouvernement a-t-il fourni du grain à la Canadian Wheatlands Company?—R. Non—2324.

GRAND-TRONC-PACIFIQUE ET PONT DE QUEBEC.

M. Boulay—Sommes payées avant et depuis octobre 1910?—R. \$8,344,928 sur pont; \$27,691,864 sur Grand-Tronc-Pacifique; depuis octobre \$7,359,675 et \$43,212,504—1984.

M. F. P. GUTELIUS.

M. Gauvreau—Quelle est sa nationalité?—R. Sujet britannique—147.

M. F. P. GUTELIUS.

M. Gauvreau—M. F. P. Gutelius de l'Intercolonial est-il sujet britannique?—R. Oui, naturalisé 23 février 1912—329.

HABILLEMENTS MILITAIRES.

Hon. G. P. Graham—Les effets d'habillements nécessaires à l'entretien du contingent canadien sont-ils confectionnés au Canada?—R. Oui—2679.

HAUT COMMISSAIRE CANADIEN EN ANGLETERRE.

Sir Wilfrid Laurier—Successeur sera-t-il nommé à lord Strathcona?—R. Sir George Perley agit comme haut-commissaire—420; l'état de choses qui existe depuis avril sera maintenu tant que le Gouvernement n'aura pas discuté certaines modifications avec M. Perley—420.

HOMESTEADS ET PREEMPTIONS.

M. Martin (Regina)—Superficie des homesteads dans Saskatchewan et l'Alberta; droit de préemption, etc.?—R Renseignements fournis—1066.

QUESTIONS—*Suite.*

HOPITAL DE MARINE A YARMOUTH.

M. Law—Soumissions demandées pour médicaments?—R. Non; noms des vendeurs et des patients à l'hôpital en 1913 et 1914—892.

HOTEL CARSLAKE A MONTREAL.

M. McMillan—Gouvernement a-t-il acheté cette propriété; prix payé?—R. Oui, par voie d'expropriation; cour d'Echiquier fixera le prix; payé jusqu'à date \$220,000—1377.

IMMIGRATION DE 1900 à 1914.

M. Martin (Regina)—Combien d'immigrants se sont établis en Canada; nombre par province?—R. Voir tableau—1226.

IMMIGRATION BELGE.

M. Verville—Armuriers belges viendront-ils à l'armurerie Ross à Québec?—R. Sujet n'a pas été étudié; gouvernement belge est opposé à toute émigration des belges—679.

IMPORTATIONS D'HUILE A COMBUSTIBLE.

M. William Chisholm—Importation en Canada d'avril à décembre 1914?—R. 149,419,923 gallons, valeur \$4,217,336—149.

IMPORTATION DU MAIS.

M. Robb—Maïs importé en 1914 de Atheltane, Dundee, Hemmingford et Valleyfield?—R. Voir renseignements—159.

IMPORTATION DE CHARBON ANTHRACITE.

M. Carroll—Quelle a été l'importation en Canada en 1913 et 1914?—R. 4,642,057 et 4,435,010 tonnes—259.

IMPORTATION D'ENCORNET.

M. Kyte—Valeur de cette importation en Canada en 1912-13 et 14?—R. L'encornet n'est pas mentionné séparément dans le tarif des importations douanières—259.

IMPORTATIONS D'HUILE DE CHAUFFAGE.

M. Michaud—Quantité d'huile importée de 1911 à 1914 dans la Colombie-Britannique, la valeur; aussi quantité de charbon importée dans la même province?—R. Voir tableau—313.

IMPORTATIONS DE CHARBON DES ETATS-UNIS.

M. Buchanan—Charbon bitumineux et anthracite importé des Etats-Unis à Fort-William et Port-Arthur depuis 1912?—R. Voir tableau—560.

QUESTIONS—*Suite.*

IMPORTATION DE HOUILLE BITUMINEUSE.

Hon. G. P. Graham—Quantité de charbon bitumineux importée en Canada pendant l'année terminée au 31 mars 1914?—R. 13,754,244 tonnes; droits perçus \$6,144,582—680.

IMPORTATIONS DE HOUILLE BITUMINEUSE.

Hon. G. P. Graham—Quantité importée en Canada année finissant 31 mars 1914?—R. 13,754,244 tonnes; droits perçus \$6,144,528—887.

IMPORTATION DE MINÉRAI DE FER.

M. Carroll—Combien de tonnes importées de Terre-Neuve en Canada en 1913 et 1914?—R. 869,699 et 389,850 tonnes—259.

IMPORTATIONS DE MOISSONNEUSES-LIEUSES.

M. Sharpe (Lisgar)—Quelle a été en 1911 l'importation totale de moissonneuses-lieuses de 7 et 8 pieds des États-Unis au port de Winnipeg, et la valeur moyenne sur laquelle le droit a été perçu; montant total de droits perçus; montant moyen par machine, etc.—R. Voir renseignements—1758.

INDEMNITÉS AUX PÊCHEURS.

Hon. C. Marcil—Quelles sommes a-t-on payées aux pêcheurs, en compensation des dommages par suite de la tempête du 5 juin 1914?—R. Il n'a rien été payé aux pêcheurs—2255.

INDIENS DU COMTE DE MIDDLESEX.

M. Ross—Dr Woods, médecin des Indiens de la réserve de Middlesex, a-t-il droit à des honoraires en dehors de son traitement?—R. Oui; les agents doivent donner tout leur temps à leur réserve—557.

INGÉNIEUR LOCAL A WINNIPEG.

M. Molloy—Nom de l'ingénieur, son personnel, salaires, etc.?—R. John Sweeney, \$2,500 par année; personnel de neuf personnes; salaires \$900 à \$2,000 par année—820.

INSCRIPTION DES ÉTRANGERS DE PAYS ENNEMIS DANS CAP-BRETON-SUD.

M. Carroll—Nom de ce fonctionnaire, salaire, noms des interprètes?—R. H. C. Moseley, \$200 par mois; D. Nicholson, A. D. Gillis, \$100 par mois; B. Morrison, \$30 par mois; H. Benjamin, \$75 par mois—1225.

INSCRIPTION DES ÉTRANGERS.

M. Sinclair—Combien d'étrangers ont été enrôlés aux bureaux institués à cette fin depuis le 4 août 1914?—R. Grand total, 30,324.

QUESTIONS—*Suite.*

INSPECTEURS DE HOMESTEADS A MÉDECINE-HAT.

M. Buchanan—William Switzer, a-t-il été payé pour les mois de mars, avril et mai 1913?—R. Non—2255.

INSCRIPTIONS DE HOMESTEADS DANS LA RÉSERVE FORESTIÈRE DE LA MONTAGNE DU CANARD.

M. Martin (Régina)—Noms de ceux qui ont obtenu des inscriptions de homesteads et la date?—R. Voir liste—1062.

INSTRUCTION TECHNIQUE.

M. Macdonald—Mesure législative sera-t-elle présentée à la présente session donnant effet aux recommandations de la commission sur l'instruction technique?—R. Renseignement sera fourni en temps utile—259.

INSPECTION DU POISSON MARIN.

M. Kyte—Noms, adresses et salaires des employés pour inspection et marquage de poisson mariné dans Nouvelle-Ecosse?—R. Aucun; l'acte n'entre en vigueur que le 1er mai 1915—50.

INTERCOLONIAL—USINES DE LA RIVIERE-DU-LOUP.

M. Gauvreau—Nombre de personnes employées aux usines; nombre d'employés congédiés de 1911 à 1915?—R. 152 et 14—147.

INTERCOLONIAL—RECETTES ET DÉPENSES.

M. Macdonald—Recettes et dépenses totales d'avril à décembre 1914—R. \$8,913,100.11 et dépenses \$8,859,950.80—150.

INTERCOLONIAL—PONCEAU A LA STATION D'UNION.

M. Macdonald—Coût réparations?—R. \$9,353; pas encore terminées; réparations étaient estimées à \$8,000—653.

INTERCOLONIAL—FOURNITURES DE BOIS.

Hon. C. Marcil—Alex. Pratt et J. P. A. Pratt, scient-ils du bois destiné aux voitures de l'Intercolonial?—R. Oui; autres renseignements fournis—824.

INTERCOLONIAL—FOURNITURES DE CHARBON.

M. Chisholm (Antigonish)—Soumissions demandées pour charbon de l'Intercolonial?—R. Non, date pas encore fixée—824.

INTERCOLONIAL—CONSTRUCTION DE PONTS.

M. Boulay—Qui a obtenu l'entreprise pour piles de ponts entre Mont-Joli et Mata-pédia?—R. R. B. Stewart, de Derby-Junction, \$4,893 et \$3,864—962.

QUESTIONS—*Suite.*

INTERCOLONIAL—TRAVAUX PRES D'ANTIGONISH.

M. Chisholm (Antigonish)—Combien payé aux entrepreneurs pour les approches du chemin de fer; coût réel; estimation finale, etc.?—R. Payé \$17,240; total des dépenses à date \$20,755—1374.

JUGES DE LA COUR SUPERIEURE DE QUEBEC.

Hon. C. Marcil—Des juges ont-ils demandé à être mis à leur retraite?—R. Oui, honorables juges sir Charles P. Davidson, Cimon, De Lorimier et Cooke—1266.

LIEUTENANT-COLONEL STRUAN ROBERTSON.

M. Kyte—Struan Robertson, de Westville, a-t-il reçu une commission de lieutenant-colonel?—R. Nommé provisoirement au commandement du 17^e bataillon de la force expéditionnaire canadienne—1491.

LIGNE TELEPHONIQUE DANS LE COMTE DE QUEBEC.

M. Delisle—L'Etat a-t-il construit une ligne téléphonique dans le comté de Québec? Quel en est le coût et combien rapporte-t-elle? Qui a construit cette ligne?—R. Oui. A coûté \$22,000, et rapporte \$1,000 par an. La maison M. A. Martineau—2254.

LIGNE TELEGRAPHIQUE DU COMTE DE QUEBEC.

M. Delisle—L'Etat a-t-il construit une ligne télégraphique dans le comté de Québec; coût, etc.?—R. Gouvernement n'a fait construire aucune ligne télégraphique dans ce comté—1267.

LIGNES POSTALES RURALES DU COMTE DE YARMOUTH.

M. Law—Combien de lignes postales rurales établies; noms, prix payé depuis janvier 1912?—R. Renseignements fournis—333.

LIGNES DE TELEPHONE ENTRE L'ILE DE PICTOU ET LA TERRE FERME.

M. Macdonald—Gouvernement a-t-il reçu des demandes?—R. Oui, question à l'étude—149.

LISTES ELECTORALES DE LA NOUVELLE-ECOSSE.

M. Sinclair—Listes imprimées par l'Imprimeur du Roi—R. Oui, pour divisions de Cumberland, Halifax, Hants, King et Pictou—893.

LOI DE NATURALISATION.

M. Cockshutt—Nouvelle loi de naturalisation est-elle en vigueur?—R. Oui, 1^{er} janvier 1915—655.

QUESTIONS—*Suite.*

LOI DES DIFFERENDS INDUSTRIELS.

M. Macdonald—Modification seront-elles présentées suivant demande du conseil des métiers et du travail?—R. Renseignements seront donnés en temps utile—259.

LOIS SUR LE MARIAGE.

Hon. C. Murphy—Gouvernement se propose-t-il de modifier les lois sur le mariage?—R. Non—469.

MAITRES DE POSTE DE MEDICINE-HAT.

M. Buchanan—Combien destitutions dans cette division électorale depuis 1911?—R. Treize; noms fournis—820.

MAJOR W. S. HUGHES.

M. Edwards—Major Hughes est-il inspecteur des pénitenciers; occupe-t-il un autre emploi?—R. Oui, reçoit \$3,700 comme inspecteur; commandant du 21^e bataillon du corps expéditionnaire, ce qui lui donne \$7.25 par jour—468.

JOHN W. McLEOD.

M. Macdonald—M. J. W. McLeod est-il employé dans ministère de l'Intérieur?—R. Oui, il conduit une enquête de concert avec l'université McGill, afin de s'assurer de nos ressources en bois présentes et futures pour les mines de houille de la Nouvelle-Ecosse; reçoit \$100 par mois—960.

MENINGITE CHEZ LES SOLDATS.

M. Sinclair—Combien de soldats canadiens enrôlés ont contracté la méningite depuis 4 août 1914? Cette maladie est-elle considérée comme contagieuse?—R. 35; oui—2677.

M. L. MICHAUD.

M. Lanctôt—M. L. Michaud, ingénieur district Montréal pour Travaux publics a-t-il été destitué?—R. Non—469.

MILICE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE.

M. Macdonald—Coût d'entretien de août 1914 à janvier 1915?—R. \$1,434,996.

MISSION STEFFANSON.

Hon. F. Oliver—Quelles sont les dernières nouvelles reçues, après que le *Karluk* fut broyé par les glaces arctiques?—R. Dépose rapport—330; l'expédition ne paraît pas avoir besoin d'autres secours depuis les dernières nouvelles reçues—330.

MORT DE HENRI NOTTAR.

Hon. C. Murphy—Gouvernement a-t-il payé certaine somme à la famille de Henri Nottar, réserviste français tué à Montréal?—R. Litige devant les tribunaux; aucune représentation n'a été faite au Gouvernement—157.

QUESTIONS—*Suite.*

MUNITIONS DE GUERRE—LUNETTES D'APPROCHE.

M. Turriff—Combien de lunettes ont été achetées depuis août 1914?—R. 4,624, de \$9.45 à \$75 chacune—162.

MUR DE PROTECTION A CARLETON.

Hon. C. Marcil—Requête a-t-elle été présentée pour ces travaux—R. Oui; Parlement n'avait pas prévu à l'exécution de ces travaux—418.

MUR DE PROTECTION A LAPRAIRIE.

M. Lanctôt—Montant payé aux entrepreneurs Duranceau et Poupard?—R. \$49,300 payés; \$27,379 montant requis pour terminer les travaux—470.

NATIONAL DRUG COMPANY.

Hon. R. Lemieux—Contrat a-t-il été adjugé à cette compagnie?—R. Non—332.

NAVIRES ETRANGERS DE PECHE AU TRAINEAU.

M. Sinclair—Loi de 1913 à l'égard de ces navires dans les ports canadiens a-t-elle été mise en vigueur?—R. Oui—258.

NOMINATION CHARLES P. LIVINGSTONE.

M. Carroll—Quelle est l'emploi de Charles P. Livingstone, de Glace-Bay, N.-E.?—R. Surintendant des télégraphes; \$100 par mois—157.

NOMINATION D'UN CHAPELAIN POUR L'ARMEE D'OUTRE-MER.

M. Law—Révérend E. E. Graham, de Acadia, N.-E., a-t-il été nommé?—R. Non; reçu plus de cinq mille requêtes de ministres de l'Évangile qui veulent être chapelains; il y en a maintenant 22 en Angleterre; pas permission d'en envoyer d'autres—257.

NOMINATIONS DANS LE SERVICE CIVIL DEPUIS 1911.

M. Carvell—Combien d'emballeurs et de trieurs depuis et avant 1911; combien d'hommes et de femmes?—R. 210 dont 5 femmes; 107 dont 2 femmes—1373.

OTTAWA WINE VAULT CO.

M. Turriff—M. J. U. Vincent, sous-ministre du Revenu de l'Intérieur, est-il actionnaire de cette compagnie?—R. Non—470.

PAIEMENTS AU NORD-CANADIEN POUR SERVICES RENDUS.

Hon. C. Murphy—Quelle somme a été payée au Nord-Canadien pour transport des troupes au camp Valcartier?—R. \$19,098.

PECHERIES DE QUEBEC.

Hon. C. Marcil—En est-on arrivé à une entente avec gouvernement de Québec au sujet du contrôle des pêcheries?—R. Négociations sont en cours—1064.

QUESTIONS—*Suite.*

PENITENCIER DE STONEY-MOUNTAIN.

M. Edwards—Employés destitués depuis 1911?—R. 1 gardien, 2 gardes et 1 surveillant des ateliers—1265.

PENITENCIER DE PORTSMOUTH.

M. Edwards—Combien minots de pommes de terre récoltés sur la ferme du pénitencier depuis 1912; noms des acheteurs, prix payé? mêmes questions pour le lard produit à la ferme?—R. Renseignements fournis—553.

PENSIONS DES JUGES.

M. Proulx—Montant payé depuis 1867 aux juges retraités—R. \$3,177,258; voir détail—820.

PENSION DE GUERRE.

Hon. F. Oliver—Quelles mesures prises pour familles des Canadiens tués en service actif?—R. Pensions seront accordées—148.

PERCEPTEUR DES DOUANES A SASKATOON.

M. McCraney—Nom percepteur des douanes à Saskatoon?—R. Allan Sprout; nommé 4 janvier 1915.

PERSONNEL DES DOUANES A LETHBRIDGE.

M. Buchanan—Noms des fonctionnaires maintenus et destitués; raisons du renvoi?—R. W. A. Gibbons et A. S. Pipes destitués pour réduire le personnel; H. Bentley, W. B. Burnett, fils, W. V. Hesse, T. D. Kevin, Wm Scott ont été nommés plus tard—560.

PERSONNEL DES BUREAUX DES TERRES A SWIFT-CURRENT, MAPLE CREEK ET SASKATOON.

M. Martin (Régina)—Noms fonctionnaires permanents et temporaires, salaires emploi?—R. Liste fournie—1066 et 1067.

PERTES CAUSEES PAR LE FEU A LA GARE DE LEVIS.

M. Bourassa—Pertes causées à la gare de l'Intercolonial par l'incendie?—R. \$57,849; pas d'assurance; emplacement nouvelle gare pas encore choisi—890.

M. Turgeon—Nom entrepreneur du phare Mizonnette?—R. A. Samuel Gammon, \$2,700—48.

PHARE D'ANTICOSTI.

M. Boulay—Nom des officiers du bateau-phare d'Anticosti; noms de ceux qui sont munis d'un certificat de capacité?—R. Liste fournie—328.

PHARE DE L'ILE DE KAMOURASKA.

M. Lapointe (Kamouraska)—Qui a recommandé C. Blondeau, de Saint-Pascal, comme inspecteur des travaux?—R. W. A. Potvin, de Fraserville et hon. L. P. Pelletier; inspection satisfaisante—962.

QUESTIONS—*Suite.*

PILIER EN CIMENT SUR L'INTERCOLONIAL.

M. Boulay—Contrat a-t-il été accordé à B. Stewart, de New-Castle, N.-B.?—R. Non—328.

PONT DE HAWKESBURY.

M. Proulx—Droit de passage accordé par la Hawkesbury Lumber Company?—R. Droit de passage a été exproprié; pas dédommagé la compagnie—2117.

PONT HAWKESBURY—GRENVILLE.

M. Proulx—Qui a obtenu contrat pour structure du pont interprovincial?—R. Entreprise pas encore accordée—1757.

PONT SUR LA RIVIERE RESTIGOUCHE.

Hon. C. Marcil—Quels sont les noms des requérants pour un pont traversant la rivière Restigouche à Campbellton, N.-B.?—R. Noms fournis; ingénieur résident a reçu ordre de faire un rapport—1227.

PORT DE LETTRES ENTRE OTTAWA ET HULL.

M. Devlin—Gouvernement a-t-il l'intention de décréter le port d'un centin pour ces lettres?—R. Ottawa et Hull sont deux villes distinctes—821; port à un sou est applicable aux lettres déposées à un bureau de poste et livrées par ce même bureau—821.

PORT DE BATHURST.

M. Turgeon—Profondeur de l'eau à marée basse, dans port de Bathurst; dragage sera-t-il fait?—R. Quatorze pieds; attendre dépôt budget—47.

PORCS MALADES DANS COMTE DE FRONTENAC.

M. Edwards—Nombre de porcs abattus par ordre du gouvernement; noms des propriétaires; causes de l'épidémie de choléra; mesures prises etc.?—R. Renseignements fournis—1374.

POSTE RURALE DANS COMTE BAGOT.

M. Marcile—Bureau de poste de Rouville a-t-il été aboli?—R. Oui; création poste rurale; nulle protestation; même réponse pour bureau de poste Moosejaw—147.

M. Marcile—Poste rurale a-t-elle été établie à Sainte-Christine?—R. Oui, prix \$775.

M. Marcile—Bureau de poste Emileville a-t-il été aboli?—R. Non; même réponse pour Britannia-Mill—148.

POSTE RURALE DANS LE COMTE DE PICTOU.

M. Macdonald—Combien de lignes postales rurales ont été établies dans le comté de Pictou etc.?—R. Liste fournie—

POSTE RURALE DANS TEMISACOUATA.

M. Gauvréau—Combien de soumissions pour route Saint-Jean-de-Dieu?—R. Neuf; contrat accordé à Joseph Ouellet, plus bas soumissionnaire—420.

QUESTIONS—*Suite.*

POSTE RURALE DE NEW-GLASGOW.

M. Macdonald—Qui a l'entreprise de la route n° 3?—R. Danford McDougall; \$600 par année—556.

POSTE DE SAUVETAGE DE L'ILE SAINT-PAUL.

M. Kyte—Soumissions demandées pour travaux?—R. Oui; noms des soumissionnaires; contrat accordé à Siffroi Robichaud—653.

POSTE RURALE DE MEDICINE-HAT.

M. Buchanan—Combien demandes pour routes postales dans Medicine-Hat?—R. Onze; se propose d'en établir cinq—823.

POSTE RURALE DANS QUEBEC.

Hon. C. Marcil—Distribution rurale est-elle établie dans Bonaventure, Gaspé et Rimouski?—R. Non; des offres sont demandées pour certaines routes—825.

POSTE RURALE DE SAINT-DENIS.

M. Gauthier (Saint-Hyacinthe)—Noms des soumissionnaires, etc.?—R. Liste fournie; Joseph Mathieu fait le service, \$545 par année—1063.

POSTE RURALE DANS PICTOU.

M. McCurdy—Combien d'itinéraires de la poste rurale ont été organisés dans le comté de Pictou?—R. 17. Voir renseignements page 2324

POSTE RURALE DU COMTE DE PICTOU.

M. Macdonald—Le ministère des Postes a-t-il reçu une requête pour le service postal rural entre Meadowville et Sunbridge? Quelle décision a été prise à ce sujet?—R. Oui. La question est encore à l'étude—2255.

POSTE RURALE DE LA STATION SAINT-ARMAND.

M. Kay—Qui a obtenu l'entreprise—R. Trois soumissionnaires pour route postale n° 2; G. G. Johnson a obtenu l'entreprise à \$450—1377.

PREFETS DE PENITENCIERS.

M. Edwards—Noms des préfets des pénitenciers de Portsmouth et de Prince-Albert; instructions qu'ils ont reçues?—R. Voir renseignements—554.

PRETS DU GOUVERNEMENT IMPERIAL AU CANADA.

M. Kyte—Arrangements conclus avec la banque d'Angleterre?—R. Gouvernement impérial doit avancer 12,000,000 livres sterling d'ici au 31 mars prochain—153.

PREMIER CONTINGENT.

M. Verville—Combien de soldats nés en Angleterre, en Canada, Canadiens-français, d'hommes de profession, d'ouvriers, etc.?—R. N'a pas encore ces renseignements—655.

QUESTIONS—*Suite.*

PRIMES AUX CHALUTIERS ET AUX PECHEURS EN GENERAL.

M. A. W. Chisholm—Chalutiers à vapeur ont-ils droit à la prime de pêche en Canada?—R. Aucune prime n'a été payée à cette sorte de chalutiers depuis 1909—261.

PRISONNIERS ATTEINTS DE FOLIE ET LA DOUCHE D'EAU FROIDE.

M. Edwards—Qui donne des ordres à ce sujet; une cellule spéciale existe-t-elle pour les douches?—R. Règlements des pénitenciers sont fournis—555; rapport de l'enquête sur un prétendu "bain forcé"—555; autres détails fournis—556.

PRIX D'EXPORTATION DU HARENG AUX ETATS-UNIS.

M. Michaud—Intention du Gouvernement d'établir prix d'exportation des petits harengs pris dans les eaux canadiennes?—R. Non—1900.

PROCEDE GRAHAM.

Hon. C. Marcil—Le rapport de M. Porter, sur le procédé Graham, est-il final? Le Gouvernement se propose-t-il d'employer une partie du crédit voté pour une étude sur le procédé Graham?—R. M. Porter a refait son rapport. L'administration ne peut approuver une demande de fonds pour un essai—2254.

PROJET DE CHEMIN DE FER ENTRE SYDNEY ET SAINT-PIERRE.

M. Carroll—Est-ce l'intention du Gouvernement de commencer les travaux cette année?—R. Question à l'étude—652.

PROPOSE AUX STATISTIQUES A CARDINAL.

Hon. G. P. Graham—Qui est chargé de ce travail sur le canal, à Cardinal?—R. George Reid; depuis avril 1913; \$1,000 par année—891.

PROTESTATION CONTRE LES DROITS DE TIMBRE.

Hon. R. Lemieux—Protestation des fabricants de remèdes brevetés; de qui—R. Plusieurs communications ont été reçues; pas d'usage de divulguer les noms des auteurs de ces communications—332.

QUAI DE COLE-HARBOUR N.-E.

M. Sinclair—Pourquoi les travaux ne sont-ils pas commencés?—R. A cause de la difficulté de s'assurer un titre de propriété sur l'emplacement—556.

QUAI D'ESCUMINAC.

Hon. C. Marcil—Travaux ont-ils été commencés?—R. Crédit voté, mais on a dû s'occuper de travaux plus importants; aucune requête à ce sujet—1375.

QUESTIONS—*Suite.*

QUAI DE L'ASSOMPTION.

M. Séguin—Projet d'un quai à l'Assomption est-il abandonné par le gouvernement?—R. Non—1223.

QUAI DE PASPEBIAC.

Hon. C. Marcil—Gouvernement a-t-il acheté quai de Robin, Colas et Cie à Paspébiac?—R. Non—680.

QUAIS SUR LE RICHELIEU.

M. Tobin—Combien ont coûté les quais sur le Richelieu?—R. Belceil, \$15,134.10; Saint-Charles, \$7,288.64; Saint-Denis, \$9,043.56; Saint-Marc, \$5,717; Saint-Ours, \$8,604; Chambly-Verchères, \$13,089; estimation était \$8,900 sans l'emplacement—1065.

QUAI DE RIGAUD.

M. Boyer—Soumissions demandées pour les travaux au quai de Rigaud?—R. Non; \$2,500 appropriés pour les travaux; contremaître est Hector C. Laurier—1900.

QUAI DE SAINT-ZOTIQUE.

M. Boyer—Réparations seront-elles faites à ce quai?—R. Département s'occupera de cette question—419.

QUARANTAINE DE LEVIS.

M. Bourassa—Coût des travaux etc.?—R. \$21,255; on a invité la concurrence—256.

REPATRIEMENT DES ETRANGERS.

M. Lachance—Est-ce l'intention du gouvernement d'autoriser le rapatriement des étrangers étant sans ouvrage?—R. Ce sujet n'a pas été mis à l'étude—2254.

RECEVEUR DE LA POSTE DE LETHBRIDGE.

M. Buchanan—Qui est receveur de la poste à Lethbridge?—R. M. Alvin Ripley, salaire \$2,200 par année—1479.

RECRUTEMENT A HALIBURTON.

M. Kyte—Combien d'hommes ont été enrôlés?—R. Près de mille—960.

RECETTES DES POSTES.

M. Lapointe (Kamouraska)—A Montréal et Québec pendant l'année finissant le 31 mars 1911 et 1914?—R. Montréal, \$1,152,177 et \$1,625,615; Québec, \$160,968 et \$184,362—961.

RECETTES POSTALES D'AMHERST.

M. Sinclair—Recettes postes d'Amherst, N.-E., de 1911 à 1913?—R. \$21,892; \$23,943 et \$24,753—1491.

RELEVES HEBDOMADAIRES DU COMMERCE.

M. Delisle—Pourquoi relevés ne sont pas publiés en français—R. De 1904 à 1910 seulement 6 demandes pour exemplaires français; en 1913 et 1914 seulement 5 demandes; édition française coûterait \$4,000—888.

QUESTIONS—*Suite.*

REMEDE CONTRE LE MAL DE MER.

M. Copp—Quelle quantité a été achetée pour le voyage du premier contingent?—R. 20,000 boîtes; \$3,983.

RENOVI DE FONCTIONNAIRES DE L'IMMIGRATION.

Hon. C. Murphy—Chas. G. Genik, Robert Adamson, M. Mitchell, John Beckett, J. M. Boyd et Johnson, employés de l'immigration, les employés ont été suspendus indéfiniment—257.

RENOVI DE M. L. O. VALLEE.

M. Lapointe (Kamouraska)—M. L. O. Vallée, de Rimouski, est-il à l'emploi du Gouvernement?—R. Renvoyé pour absence sans permission—468.

RENOVIS AU BUREAU DE L'IMMIGRATION A WINNIPEG.

M. Verville—Combien de fonctionnaires congédiés?—R. Deux congédiés; six suspendus dont quatre rétablis dans leurs fonctions—420.

REPRODUCTION DU HOMARD.

M. Law—Combien homards déposés dans étang Long-Beach, N.-E.; somme dépensée, etc.?—R. 436; \$11,746; Gouvernement fait des expériences sur l'élevage des homards—329.

REPARATIONS AU BUREAU DE POSTE DE COOKSHIRE.

M. Tobin—Prix et genre des réparations depuis 1911?—R. Divers travaux ont coûté \$1,430—2117.

REPARATION DU "TYRIAN".

M. Maclean (Halifax)—Qui fait les réparations au *Tyrian* à Halifax?—R. Halifax Marine Engineering Co., \$16,750; noms des soumissionnaires et leurs prix—1901.

REVEREND W. T. SUCKLING.

M. Macdonald (Pictou)—Ce révérend est-il chapelain dans le 14e Hussards Canadiens; a-t-il commencé comme simple soldat; a-t-il offert ses services pour aller au front avec le 6e caribiniens à cheval?—R. Oui; nul renseignement; oui—1987.

REVENUS DU CANADA DE 1912 A 1914.

M. Macdonald—Quel a été le revenu en 1912, 1913 et 1914?—R. Voir tableau—159.

ROYAL PRINT AND LITHOGRAPH CO.

M. Maclean (Halifax)—Quels paiements ont été faits à cette compagnie depuis mars 1914?—R. Voir renseignements—1983.

QUESTIONS—*Suite.*

SALAIRE COURANT DANS LES TRAVAUX PUBLICS.

M. Verville—Y avait-il une clause relative au salaire courant dans contrat arsenal des grenadiers à Montréal; quelle mesure a été prise; salaire courant a-t-il été payé dans les contrats aux camps Valcartier et Petawawa?—R. Renseignements fournis—254.

SALAIRES A VALCARTIER.

M. Verville—Salaires payés sur les travaux à Valcartier; enquête a-t-elle été faite?—R. Non—420.

SCRIP DE METIS.

M. Martin (Régina)—James Sabiston, George Sabiston, senior, George Sabiston, junior, et Colin Sabiston, ou l'un d'eux, ont-ils fait au ministère de l'Intérieur une demande de scrip de métis?—R. Oui, tous; remis à chacun personnellement—1376.

SERVICE CIVIL.

M. Devlin—Premier ministre a-t-il fait une déclaration à Halifax concernant le service civil; texte déclaration?—R. Langage est exact en substance; déclaration a eu un succès considérable; mesures prises sont connues; elles sont aux archives—959.

SERVICE POSTAL AU LAC TEMISCOUATA.

M. Gauvreau—Pourquoi refuser ouverture bureau de poste au nord-est du lac Temiscouata?—R. Prix excessif pour service semi-quotidien; demande nouvelles soumissions—83.

SERVICE D'HIVER A PICTOU.

M. Macdonald—Somme payée chaque semaine pour ce service, depuis commencement de la saison etc.?—R. Renseignements fournis—260.

SERVICE POSTALE DANS LE COMTE DE PICTOU.

M. Macdonald—Noms de ceux qui font le service entre Hopewell et la station de chemin de fer; entre Chance-Harbour et Trenton; entre Pictou et la station du chemin de fer?—R. H. D. McLeod, 21 cents par voyage aller et retour; James W.

SERVICE POSTAL ENTRE SHERBROOKE, N.-E., ET SHEET-HARBOUR.

M. Sinclair—Date du nouveau contrat; quand convention de M. McGrath a-t-elle été résiliée; quelle compensation accordée etc.?—R. Renseignements fournis—1265.

SERVICE COURRIER ANTIGONISH A SHERBROOKE.

M. William Chisholm—Contrat est-il accordé etc.?—R. Sept soumissionnaires sur neuf ont retiré leurs soumissions; nouvel appel de soumissions sera fait—48.

QUESTIONS—*Suite.*

SERVICE MARITIME ENTRE MONTREAL ET CAMPBELLTON.

Hon. C. Marcil—Somme payée en 1914 pour ce service?—R. \$9,615; soit \$384 par voyage, à la compagnie "The Gaspé and Baie des Chaleurs Steamship Co., Ltd"—893.

SERVICE POSTAL DE SAINT-JEAN-L'E-VANGELISTE.

Hon. C. Marcil—Renseignements sur transport du courrier de la gare au bureau de poste?—R. Georges Frenette, entrepreneur; 20 cents par voyage, soit \$125.20 par année—893.

SERVICE POSTAL A ARICHAT.

M. Kyte—Soumissions demandées; qui fait le service depuis expiration contrat Parker?—R. Contrat expiré en décembre 1914; deux appels de soumissions; Cassie Parker fait le service, \$495 par mois—1265.

SERVICE POSTAL ENTRE SAINTE-URSULE ET LOUISEVILLE.

M. Gauvreau—Soumissions reçues, prix etc.?—R. Cinq; Ephrem Grenier plus bas soumissionnaire à \$262—1377.

SERVICE POSTAL DE CALMER ET TELFORDVILLE.

M. Douglas—Combien de soumissions reçues; noms des soumissionnaires; qui a obtenu l'entreprise?—R. W. J. Dent, \$398; autres renseignements fournis—1267.

SERVICE DE PAQUEBOTS ENTRE CAMPBELLTON ET GASPE.

Hon. C. Marcil—Décision a-t-elle été prise pour service semi hebdomadaire?—R. Compagnie de paquebots Gaspé et Baie des Chaleurs a reçu une offre; advenant qu'elle refuse cette offre, la compagnie a reçu instruction d'exécuter son contrat actuel qui expire à la clôture de la navigation de cette année—1374.

SERVICE POSTAL A PORT-DANIEL-OUEST.

Hon. C. Marcil—Qui fait le service entre le bureau de poste et la gare?—R. E. Bisson; \$136 par année; Wm. Bisson demandait \$156 et E. Saint-Meux \$174—2118.

SIFFLET DE BRUME DANS LE PORT DE SHELburne.

M. Law—Soumissions ont-elles été demandées pour sifflet de brume au Cap-Roseway, havre de Shelburne?—R. Oui, prix trop élevé, ouvrage fait à la journée—418.

SIR CLEVE PHILLIPS-WALLEY.

M. Sinclair—Capitaine sir Clive Phillips-Wolley est-il à l'emploi du gouvernement?—R. Oui, aide du censeur et officier spécial; \$7 par jour—158.

QUESTIONS—*Suite.*

SOCIETE ROYALE DU CANADA.

Hon. R. Lemieux—Société royale du Canada aura-t-elle un espace dans les nouveaux édifices publics à Ottawa?—R. Pas encore réservé d'espace—260.

SOCIETE DITE "CANADIAN WAR CONTINGENT ASSOCIATION".

Hon. C. Murphy—La société dite Canadian War Contingent Association, est-elle affiliée à la Canadian Field Comforts Commission?—R. Le cabinet n'a aucun renseignement à ce sujet—2254.

SPIRITUEUX ET TABACS SORTIS DES ENTREPOTS.

M. J. J. Hughes—Entre 6 et 21 août 1914?—R. Spiritueux 617,461 gallons; 13,008,570 cigares; 2,209,250 cigarettes et 469,224 livres de tabac—334.

STATION POSTALE "L" A MONTREAL.

M. Demers—Le Gouvernement a-t-il adjugé dernièrement certaines fournitures à la station postale "L" de Montréal? Quel en est le montant, quel est le nom du soumissionnaire?—R. Oui. Castle & Son. \$1,797—2676.

STEAMER "NOREEN".

M. Maclean—Le steamer "Noreen" a-t-il été nolisé par le ministère de l'Etat pour servir à Halifax? Quel en est le propriétaire et quel prix est payé par jour?—R. Oui. M. B. Crosby en est le propriétaire. Prix, \$20 par jour—2323.

STEAMER "RHODA".

M. Lanctôt—Combien en a-t-il coûté au Gouvernement pour débarrasser le Saint-Laurent du vapeur "Rhoda" échoué au mois de juin dernier?—R. Coût représente \$1,800 de moins que la vente. Voir autres renseignements—2679.

STEAMERS LOUES A HALIFAX.

M. Maclean (Halifax)—Noms des propriétaires qui ont loué des bateaux à vapeur au Gouvernement depuis 1913; montant payé, etc.?—R. Renseignements fournis—1756.

SUCRE ET SIROP D'ERABLE.

M. Kay—Loi 1914 a-t-elle été mise en vigueur le 1er janvier 1915; projet de loi sur les falsifications est actuellement soumis au Parlement—1899.

SURVEILLANT CONSTRUCTION BUREAU DE POSTE DE LOUISEVILLE.

M. Gauvreau—Nom, salaire, etc.?—R. P. A. Mousseau; \$4 par jour—2117.

SUSPENSION FABRICATION CONSERVES DE HOMARDS.

M. Sinclair—Quelle réponse a donné le Gouvernement à demande de suspendre cette industrie durant 1915?—R. Pêche du homard ne sera pas interdite—47.

QUESTIONS—*Suite.*

SYSTEME METRIQUE.

M. Michaud—Gouvernement impérial a-t-il rendu obligatoire l'emploi dans la Grande-Bretagne du système métrique des poids et mesures pour les préparations pharmaceutiques?—R. Non, la loi l'a simplement rendu facultatif; système métrique est sur le même pied en Canada qu'en Angleterre—1899.

TERRES DES INDIENS DE SASKATCHEWAN.

M. Martin (Regina)—Superficie des terres vendues; prix obtenus en 1912 et 1913?—R. 755 et 276 acres; \$32.65 et \$17.99 l'acre—823; voir autres renseignements pour terres des écoles dans la Saskatchewan—823.

TOUR DU MUSEE VICTORIA.

Hon. C. Murphy—Demande des renseignements au sujet de la tour de cet édifice à Ottawa et si elle a été réparée?—R. Pas réparée; ministère fait subir une nouvelle épreuve aux fondements de l'édifice—160; texte du rapport de M. Monserat—160.

TRANSCONTINENTAL-NATIONAL — RECLAMATION DU COMTE DE PORTNEUF.

M. Delisle—Comptes en souffrance contre le Transcontinental dans le comté de Portneuf?—R. Oui, seront réglés dès que nous pourrons les examiner—1063.

TRANSCONTINENTAL-NATIONAL — GARE TERMINALE DE QUEBEC.

M. Delisle—Gage centrale sera-t-elle construite au marché Champlain de Québec?—R. On construit gare en pierre et briques; travaux sont commencés, coûteront \$65,000—1063.

TRANSPORT DU COURRIER DE PHILIPSBURG A SAINT-ARMAND.

M. Kay—Noms des soumissionnaires, prix, etc.?—R. Wilfrid Larivière, \$300 par année; Levi L. Maskell, \$425. Ce dernier a eu l'entreprise, réduit sa soumission à \$295—1065.

TRANSPORT DES SACS DE DEPECHEES ENTRE GUYSBOROUGH ET CANSO.

M. Sinclair—Qui a l'entreprise, etc.?—R. William McDougall; \$2,270 par année, contrat de quatre ans—558.

TRANSPORT DU POISSON FRAIS PAR TRAIN RAPIDE.

M. Sinclair—Combien de fourgons réfrigérants entre Mulgrave et Montréal?—R. Quatorze—83.

TRANSPORT DU REGIMENT "PRINCESS PATRICIA".

Hon. C. Murphy—Steamer "Megantic" a-t-il été nolisé; quelles conditions?—R. Pas nolisé; gouvernement payait le prix ordinaire pour les passagers; régiment embarqué à Montréal et débarqué à Québec; propriétaires ont reçu \$54,754—419.

QUESTIONS—*Suite.*

TRANSPORT DU PREMIER CONTINGENT.

M. Gray—Ce qui a été payé au Pacifique au Grand-Tronc et Nord-Canadien?—R. Renseignements fournis—818.

TRANSPORTS CANADIENS.

Hon. C. Marcil—Les steamers qui ont transporté le premier contingent en Angleterre et leurs navires convoyeurs ont-ils fait escale dans la baie de Gaspé etc.?—R. Renseignement a un caractère confidentiel; pas désirable de le communiquer—1068.

TRAVAIL DE M. A. GENEST.

M. McCrae—Combien de jours M. Genest a-t-il consacré à son service réel depuis avril 1912?—R. 481 jours à son poste; a reçu \$3,973—1265.

TRAVAIL DES TELEGRAPHISTES.

M. Verville—Fusion des compagnies de télégraphe G.N.W. et C. N. est-elle vraie; des employés ont-ils reçu avis de leur congé?—R. Communications reçues confirment la nouvelle; avons fait tout ce qu'il était possible pour régler le différend à l'amiable—1900.

TRAVAUX PUBLICS A CONTRECEUR.

M. Verville—Coût caisse en aval de la paroisse de Contrecoeur; coût du pont etc.?—R. \$2,029; il n'y a pas eu de construction de pont de ces travaux—1760.

TRAVAUX HYDROGRAPHIQUES SUR LE LAC SAINT-JEAN.

M. Lapointe (Kamouraska)—Des travaux ont-ils été faits en vue de découvrir la possibilité d'endiguer les eaux dans le canal de Grande-Décharge, lac Saint-Jean?—R. Oui, demande chambre de commerce du Saguenay, coût \$2,862—961.

TRAVERSES POUR L'INTERCOLONIAL.

M. Bellemare—Combien ont été vendues par Fraser de Québec en 1914?—R. 11,770 à 52 cents; 2,688 à 30 cents; 2,408 à 50 cents; 1,061 à 42 cents chacune—329. Par Fleming d'Ottawa, 46,674 à 50 cents; 31,926 à 44 cents; 7,639 à 30 cents chacune; total 86,259 traverses—329.

LE TUNNEL DE MONCTON.

M. Copp—Des soumissions ont-elles été demandées; qui a obtenu l'entreprise?—R. Noms des soumissionnaires; contrat accordé à Soper et Dougall, d'Ottawa, \$45,866—1492.

USINES DE REDUCTION DE CANSO.

M. Sinclair—Combien de tonnes d'engrais ont été produites pendant dernière saison?—R. 91 tonnes—680.

VACANCE AU PENITENCIER DE STONEY-MOUNTAIN.

M. Edwards—Poste du préfet est-il vacant?—R. Depuis mars 1914; sous préfet remplit les devoirs du préfet—418.

QUESTIONS—*Suite.*

VAISSEAUX DE PECHE AMERICAINS.

M. Sinclair—Un nouveau règlement a-t-il été établi par lequel il soit permis aux vaisseaux pêcheurs américains de vendre et réexpédier leur cargaison dans les ports de la Colombie-Anglaise?—R. Texte du décret du conseil—1759.

VAPEUR "NOREEN".

M. Maclean (Halifax)—Ce vapeur a-t-il été nolisé par l'administration fédérale pour service à Halifax; quel en est le propriétaire, prix payé par jour, etc.?—R. Voir renseignements—1491.

VENTE DU "EARL GREY".

M. J. J. Hughes—Prix de vente au gouvernement russe?—R. \$439,000; coût après avoir été complété? \$516,690—332.

VOLONTAIRES DE WINNIPEG.

M. Molloy—Combien de volontaires aux casernes de Winnipeg; prix des approvisionnements par homme; noms des fournisseurs?—R. Serait inopportun de donner le nombre de volontaires; 27 cents par jour; liste des fournisseurs—333.

VOYAGE AU GOLFE DE L'HON. L. P. PELLETIER.

M. Lanctôt—L'hon. L. P. Pelletier a-t-il fait un voyage au golfe Saint-Laurent dans un navire de l'Etat?—R. Le département ne possède aucun renseignement à ce sujet—2678.

RAPPORTS.

PRESENTATION DE RAPPORTS.

Rapport enquête sur paiement subventions compagnie chemin de fer Southampton—3; rapport chemin de fer Transcontinental—3; rapport commission des chemins de fer—3; rapport des Postes—3; rapport Agriculture—3; volume IV du cinquième recensement du Canada—3; rapport Affaires navales—3; rapport Marine et Pêcheries—3; rapport Travail—3; rapport secrétaire comités de conciliation et d'enquête—3; rapport Travaux publics—3; décrets du conseil concernant paye supplémentaire pour service des sous-marins, indemnités aux volontaires pour la guerre, grade de seconds dans marine canadienne—3; règlements de la radiotélégraphie—3; liste du service civil du Canada—42; rapport du secrétaire d'Etat—42; état relatif aux mandats autorisés par S.A.R., depuis la dernière session—42; dépenses imprévues du 18 août 1914 au 4 février 1915—42; rapport de l'auditeur général—42; rapport de la commission d'embellissement d'Ottawa pour 1913-14—42; recettes et dépenses de la Société royale du Canada—42; pensions et fonds de retraite du personnel administratif—43; liste des actionnaires des banques—43; correspondance concernant la réglementation de l'exportation du nickel—81; travaux du ministère de

RAPPORTS—*Suite.*PRESENTATION DE RAPPORTS—*Suite.*

la Milice au sujet de la guerre européenne—81; rapport des Affaires indiennes—81; rapport des Douanes—121; rapport de la commission du Transcontinental—150; correspondance concernant la sortie du ministère des honorables L. P. Pelletier et W. B. Nantel—150; rapport commission d'officiers concernant les chaussures fournies au détachement canadien—150; règlements établis en vertu de la loi concernant les insectes destructeurs—214; biologie canadienne, biologie marine—214; rapport du secrétaire d'Etat pour les affaires extérieures—254; état détaillé de toutes les obligations et de tous les cautionnements enregistrés au département du secrétaire d'Etat du Canada depuis le dernier rapport (21 janvier 1914), soumis au Parlement du Canada 254; rapport concernant les opérations de la loi relative aux unions ouvrières—254; rapport de l'Intérieur, 1er vol.—770; correspondance échangée entre l'auditeur général et le ministère de la Milice—958; décret du conseil n° 304 sur la création des rangs de lieutenant-commandant, de lieutenant-commandant ingénieur et de lieutenant-commandant, réserve de marins volontaires dans la marine royale canadienne—958; décrets du conseil concernant vente des terres fédérales en 1914—1012; rapport ministère Chemins de fer et Canaux—1012; statistiques des chemins de fer du Canada en 1913-1914—1012; élections partielles en 1914—1012; rapport commission chargée de relever le niveau du Saint-Laurent, à Montréal et en aval—1131; statistiques concernant les téléphones et télégraphes pour année expirée le 30 juin 1914—1220; rapport de la commission du service civil—1326; copie soumissions pour services des dépêches entre Caraquet et Tracadie, N.-B., entre Whitby et la gare du Grand-Tronc—1333; rapport 4e partie, du ministère du Commerce et de l'Industrie—1691; rapport annuel de la commission de délimitation du 141e méridien qui forme la frontière entre le Canada et les Etats-Unis—1983; rapport du département des impressions publiques et de la papeterie—2181; rapport sur les statistiques des canaux—2396; état relatif aux chèques, dividendes, etc., non réclamés—2465; rapport de M. R. Pringle, C.R., concernant la construction de salles d'exercices à Orono, Meaford, Blackstock, Markdale et autres endroits de l'Ontario—2752.

RESOLUTIONS.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT.

RESOLUTIONS BUDGETAIRES.

M. l'Orateur—Pas l'usage de recevoir un rapport du comité des subsides le même jour que les résolutions budgétaires—2464; Bourinot dit qu'à la fin de la session si c'est urgent cela se fait quelques fois au Parlement canadien—2465; jamais au parlement anglais—2465. Résolutions adoptées—2465.

RESOLUTION CONCERNANT LE BUDGET DE 1915.

Hon. Robert Rogers—Propose d'accorder \$14,766,499 pris sur le fonds du revenu consolidé pour besoins du service public durant exercice terminé le 31 mars 1915—2513.

Résolution adoptée—2513.

RESOLUTION CONCERNANT LE BUDGET DE 1916.

Hon. Robert Rogers—Propose d'accorder \$156,946,333 pris sur le fonds du revenu consolidé pour besoins publics durant exercice se terminant le 31 mars 1916—2513. Résolution adoptée—2513.

RESOLUTION CONCERNANT UN CREDIT DE \$100,000,000 POUR LA GUERRE EUROPEENNE.

Sir Robert Borden—Dépose résolution accordant cent millions de dollars pour défrayer les dépenses de la guerre—95; défense et sécurité du Canada—95; conduite des opérations navales ou militaires—95.

Hon. Wm. Pugsley—Noms de ceux qui ont acheté des fournitures et des munitions de guerre—95; renseignements erronés fournis aux maisons de commerce—95; ne conviendrait pas de précipiter la délibération d'un crédit de cent millions—96; rumeur courante à New-York—96; on a payé des prix trop élevés—96; chose étrange, le prix des cartouches—96; coalition des manufacturiers—96; pour des cartouches seulement le gouvernement a payé \$1,600,000 de plus que le prix courant—97; noms des acheteurs autorisés du gouvernement—97.

Sir Robert Borden—Prix des achats toujours soumis au gouvernement anglais—97; nous donnerons tous les renseignements que le gouvernement possède—97.

RESOLUTION CONCERNANT LES COMPAGNIES D'ASSURANCE.

Hon. C. J. Doherty—Présente résolution concernant les compagnies d'assurance—1331; texte de la résolution—1331; confiscation de leur charte à moins qu'elles n'aient commencé leur opération au cours des deux années qui ont suivi l'obtention de la charte—1331; temps sera prolongé jusqu'à la fin de la prochaine session—1331.

Résolution adoptée—1333.

RESOLUTION CONCERNANT LA DEFENSE NAVALE ET MILITAIRE.

Sir Robert Borden—Propose de voter une somme n'excédant pas cent millions de dollars—1493; défrayer les dépenses de la guerre au 31 mars 1916—1493; texte de la résolution—1493; dépenses des différents ministères à même ce crédit jusqu'au 30 janvier 1915—1493; total des dépenses \$30,674,658—1493.

Sir Wilfrid Laurier—Demande renseignements sur la nature des opérations nava-

RESOLUTION CONCERNANT LA DEFENSE NAVALE ET MILITAIRE—*Suite*.

les—1493; sait qu'il y a des renseignements qui sont confidentiels—1493.

Résolution adoptée—1494.

RESOLUTION CONCERNANT L'ACHAT D'EMBRANCHEMENTS DE L'INTER-COLONIAL.

Hon. Frank Cochrane—Propose résolution autorisant l'achat d'embranchements pour l'Intercolonial dans Québec, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse et l'île du Prince-Edouard—1558; texte de la résolution—1558.

Résolution adoptée—1558.

RESOLUTION CONCERNANT L'ACHAT D'EMBRANCHEMENTS DE CHEMINS DE FER.

Hon. Frank Cochrane—Dépose résolution autorisant l'achat d'embranchements de chemins de fer—1643; texte de la résolution—1643; reproduction du bill présenté il y a deux ans—1643; Sénat ne voyait pas les choses du même oeil que la Chambre—1643; achat de la ligne de Campbellton à Saint-Léonard—1643; du chemin de fer Nouveau-Brunswick à l'île du Prince-Edouard—1643.

Sir Wilfrid Laurier—Trois questions différentes dans une seule résolution—1644; paragraphe 1er exige des explications plus complètes—1644; droit de savoir quel usage on entend faire des pouvoirs accordés par cette loi—1644; projet de M. Emmerson concernant les embranchements de l'Intercolonial—1644; compagnies qui les exploitent n'ont pas les capitaux nécessaires pour les mettre en bon état—1644.

Hon. Frank Cochrane—L'objet de la résolution est de permettre l'acquisition de toute ligne ou embranchement sur le parcours de l'Intercolonial ou sur le réseau de l'Etat, quand cette acquisition est jugée avantageuse pour le pays—1645.

Sir Wilfrid Laurier—Propose deux amendements à la résolution—1646; ministre peut prendre à loyer et mettre dans le bail une stipulation lui permettant d'acquiescer—1647; tout achat d'une ligne de plus de vingt-cinq milles de longueur devra être ratifié par le Parlement—1646.

Sir Robert Borden—Aucune objection aux amendements—1646.

Résolution modifiée est adoptée—1648.

RESOLUTION CONCERNANT LES BILLETS FEDERAUX.

Hon. W. T. White—Présente résolution concernant les billets fédéraux—1631; texte de la résolution—1631; l'ensemble des émissions s'élève à la somme de \$26,000,000—1631; \$10,000,000 pour le chemin de fer Nord-Canadien—1631; \$6,000,000 avance faite au Grand-Tronc-Pacifique—1631; à cause de la guerre, obligations des chemins de fer n'ont pas été

RESOLUTION CONCERNANT LES BILLETS FEDERAUX—*Suite.*

vendues—1632; pays avait tout intérêt à ce que ces deux réseaux fussent complétés—1632; idée exacte des conditions au mois de septembre—1632; compagnies de chemins de fer n'ont pu obtenir de prêts sur la garantie de leurs titres—1632; mettre fin aux travaux signifiait le renvoi de douze mille hommes—1632; réaliser le dessein qu'avait le Parlement—1633; l'aide accordée est attribuable aux exigences de la guerre—1634; améliorations des marchés financiers—1635; proportion des billets du Dominion en circulation—1636; faut maintenir le crédit du Dominion—1636; les \$26,000,000 seront graduellement rachetés—1637; ligne de conduite suivie par le Gouvernement en 1908—1637.

M. Maclean (Halifax)—Cette loi est fort compliquée et technique—1638; deux causes pour autoriser l'émission de billets du Dominion—1638; l'exposition des affaires du pays nécessitait une augmentation du papier-monnaie pour nos besoins commerciaux—1638; en 1907, la justification étant la rareté d'argent courant—1638; Gouvernement n'avait aucune autorisation de faire des avances à la compagnie du Nord-Canadien, ou à la compagnie du Grand-Tronc-Pacifique sur leurs propres valeurs garanties par l'Etat—1638; n'avait non plus aucune autorisation de faire une émission de billets pour chacune de ces deux avances en billets du Dominion—1638.

Sir Wilfrid Laurier—Système sur lequel repose le crédit du Canada—1639; chaque dollar émis en papier par le trésor doit être représenté par de l'or dans le trésor—1639; Gouvernement s'est quelque peu éloigné des principes reçus en économie politique—1639; Gouvernement aurait dû demander l'autorisation du Parlement à la dernière session—1640; mérite un blâme pour cette omission—1640.

Sir Robert Borden—N'avions nullement raison d'appréhender, à cette époque-là, que les banques ne seraient pas en état d'avancer à ces compagnies les sommes dont elles auraient besoin—1640; ces compagnies, étaient en état de fournir aux banques les meilleures garanties qu'elles puissent exiger, puisqu'il s'agissait d'obligations de chemin de fer, garanties par le trésor fédéral—1640; n'ai jamais eu le moindre doute que nous avions parfaitement le pouvoir d'en agir ainsi en vertu de la loi de 1914—1641.

Résolution adoptée—1642.

RESOLUTION CONCERNANT LES IMPOTS SPECIAUX.

Hon. W. T. White—Dépose résolution imposant des impôts spéciaux pour la guerre—91; aussi résolution augmentant l'impôt douanier—91.

RESOLUTION CONCERNANT LA LOI DES JUGES.

Hon. C. J. Doherty—Propose résolution modifiant la loi des juges—1524; un juge additionnel à la Colombie-Britannique et trois dans l'Alberta—1524; texte de la résolution—1524; juges seront à Medicine-Hat, Red-Deer, Stettler et Caribou—1524.

Résolution adoptée—1524.

RESOLUTION CONCERNANT LA LOI DES BANQUES.

Hon. W. T. White—Présente résolution concernant la loi des banques—1326; texte de la résolution—1326; prêter des fonds pour l'achat du grain de semence—1326; sur la garantie du grain acheté—1326; solvabilité et position de l'emprunteur—1326; récolte sur pied constitue un bien immobilier—1326; but de la mesure est d'autoriser les banques à prendre un gage—1327; avec cette garantie supplémentaire elles seront plus disposées à faire des prêts—1327.

Sir Wilfrid Laurier—Ce n'est pas la première fois que l'on demande de légiférer dans ce sens—1327; classe agricole a sollicité la modification—1327; on peut aisément légiférer de façon à mettre la banque en position de recouvrer sa créance—1327.

M. Douglas—Modification n'est censée devoir rester en vigueur que jusqu'au 1er août 1915—1327; devrait demeurer en vigueur—1327.

M. Buchanan—Attitude des banques fait grand tort aux cultivateurs—1328; banques devraient se départir de leur règle habituelle pour venir en aide à ceux des cultivateurs qui se trouvent dans une situation difficile—1328; plusieurs ont dû vendre leur bétail à vil prix—1328.

Hon. Wm Pugsley—Serait bon que le cultivateur pût acheter à crédit chez les marchands et les personnes avec qu'il est en relation d'affaires—1328.

Résolution adoptée—1330.

RESOLUTION CONCERNANT LA LOI ELECTORALE.

Hon. C. J. Doherty—Propose résolution modifiant la loi électorale—1995; texte de la résolution—1995; donner droit de vote aux soldats—1995.

Résolution adoptée—1995.

RESOLUTION CONCERNANT LA LOI DU REVENU DE L'INTERIEUR.

Hon. P. E. Blondin—Propose résolution modifiant la loi du Revenu de l'Intérieur 1988; texte de la résolution—1988; employés provisoires dans la seconde division—1988; article similaire existe dans la loi des douanes—1988; si les employés provisoires sont compétents, plus tard ils sont nommés permanents—1989.

M. Knowles—Trop ajouter à la liberté de faire des nominations indépendantes de

RESOLUTION CONCERNANT LA LOI DU
REVENU DE L'INTERIEUR—*Suite.*

la tutelle de la commission du service civil—1991.

Hon. G. P. Graham—Grand inconvénient des nominations temporaires—1991; loi devrait être changée sous ce rapport—1991; quand un homme, ou une femme, a été à l'emploi de l'Etat pendant un certain nombre d'années, il devrait être assimilé à un fonctionnaire permanent, pour qu'on ne puisse pas le destituer sans un décret ministériel et sans raison valable—1991.

Hon. Wm Pugsley—Savoir comment il se fait qu'on trouve maintenant contraire à la loi une pratique qui a eu cours pendant un demi-siècle—1993.

Hon. P. E. Blondin—Nous ne demandons pas d'autre pouvoir que celui dont jouissent les autres ministères—1994; mesure présentée sur remarques de l'auditeur général—1994.

Résolution adoptée—1994.

RESOLUTION CONCERNANT LA REPRESENTATION AU SENAT ET A LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Sir Robert Borden—Dépose résolution concernant la représentation au Sénat et à la Chambre des communes—1558; texte de la résolution—1558; adresse à Sa Majesté le Roi—1558; augmenter le nombre des sénateurs pour les provinces de l'Ouest—1559; on fut unanime à penser que le Parlement canadien avait droit de légiférer pour augmenter la représentation au Sénat de l'Alberta et de la Saskatchewan, mais non pas celle du Manitoba—1559; quant à la Colombie-Anglaise, la députation a admis, à l'unanimité, qu'il fallait une loi du parlement impérial—1559; augmentation de la représentation de l'Ouest sera conforme au principe établi en 1905 au sujet de l'Alberta et de la Saskatchewan—1559; cru devoir accéder, à la demande des députés de l'île du Prince-Edouard—1559; la représentation au Sénat comprendra quatre divisions au lieu de trois—1559.

Sir Wilfrid Lawrie—Après quarante ans il est nécessaire de modifier la représentation des provinces dans le Sénat—1560; nous ajoutons un quatrième groupe, celui des provinces de l'Ouest—1560; sommes tous d'accord—1560; deuxième partie de la résolution—1560; concerne non seulement l'île du Prince-Edouard mais l'ensemble des Provinces maritimes—1560; diminution de leur représentation—1560; à l'époque de la Confédération, personne ne prévoyait le développement extraordinaire que prendrait le territoire à l'ouest du lac Supérieur—1560; c'est ce développement qui est cause de la diminution de la représentation des Provinces maritimes dans la Chambre des communes—1560; le même grief a toujours existé dans l'île du Prince-Edouard qui prétend avoir droit à six représentants—1560; a toujours soutenu que la promesse lui en

RESOLUTION CONCERNANT LA REPRESENTATION AU SENAT ET A LA CHAMBRE DES COMMUNES—*Suite.*

avait été faite lors de son entrée dans la Confédération—1560; documents officiels ne comportent aucune preuve—1560; présente proposition est un compromis équitable et devrait être accepté comme tel par toutes les provinces, afin d'assurer que la représentation de l'île du Prince-Edouard ne soit jamais inférieure à quatre, quel que soit le chiffre de la population—1560; l'amendement du Sénat—1560; loi ne doit entrer qu'après la dissolution de la présente législature—1560; amendement juste et raisonnable—1560.

Hon. Wm Pugsley—Sentiment de la population du Nouveau-Brunswick—1561; conviendrait de rétablir la représentation de cette province sur le pied où elle était à la Confédération—1561; la disposition qui décrète qu'une province aura droit à autant de représentants aux Communes qu'au Sénat devrait être satisfaisante, bien qu'elle ne réponde pas aux désirs qu'entretenaient les Provinces maritimes—1561; c'est peut-être la meilleure solution possible dans les circonstances—1561; représentation dans Québec—1561; on ne tiendra pas compte de nouveaux territoires annexés—1561; Parlement devrait résoudre cette question maintenant—1561.

Sir Robert Borden—Nécessité d'obtenir l'assentiment tant du Parlement fédéral que de la législature provinciale à l'agrandissement du territoire d'une province—1562; pas nécessaire à cette heure d'intervenir—1562.

M. A. A. McLean (Queen, I.P.-E.)—Gouvernement devrait séparer les dispositions relatives aux Provinces maritimes de celles qui concernent la représentation de l'Ouest—1562; rien n'empêche que l'on dépose deux projets distincts—1562; les auteurs de la Confédération ont pensé que le mot "répartition" signifiait que l'on pourrait ou que l'on devrait augmenter le nombre des représentants, mais jamais l'amoinrir—1562; tout tend à établir que l'île du Prince-Edouard en entrant dans l'Union, s'attendait à une représentation de six membres, ce nombre ne devant pas être diminué sous aucune considération—1563.

M. Hughes (I.P.-E.)—N'acceptons pas ce projet comme définitif—1563; opinion du juge Stewart et du premier ministre Mathieson—1563; nous ne voulons pas que l'on fasse aucune erreur de tactique et si la procédure actuelle est défectueuse, nous voulons le savoir à temps—1565.

M. Turgeon—Proposition me paraît être la plus modérée que l'on ait jamais faite—1565; devrait être accueillie avec faveur—1565; vaudrait mieux la soumettre à une conférence des provinces—1565; proposition aurait plus de chance d'être sanctionnée par le parlement britannique—1565.

Résolution adoptée—1566.

RESOLUTION CONCERNANT LES SECOURS AUX CULTIVATEURS DE L'OUEST.

Hon. W. J. Roche—Présente résolution pourvoyant à l'achat, à la vente et à la distribution, au cours de l'année 1915 parmi les cultivateurs et les colons dans les provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan qui en feront la demande, de grain de semence, d'aliments pour les animaux et d'autres articles, à titre de secours—1419; texte de la résolution—1419; conditions sont les mêmes dans chaque cas—1420; priorité de l'hypothèque prise sur la terre—1420; gouvernement fédéral possédera une sûreté privilégiée non seulement sur le grain de semence, mais sur toutes les récoltes—1420.

Hon. Wm. Pugsley—Contraire à toute justice qu'une législature intervienne et donne à la nouvelle hypothèque priorité sur celles qui existent déjà—1420; cette mesure empêchera les cultivateurs à obtenir des prêts—1421.

Sir Robert Borden—Règle qui dans le passé a prévalu dans ces sortes d'affaires—1421; le Gouvernement serait heureux que celles des compagnies qui déjà ont une première hypothèque sur ces terres feraient elles-mêmes l'avance de ses deniers—1421; et, si quelqu'une d'elles voulait bien le faire, ajoute à son hypothèque la somme ainsi avancée et soulager d'autant le Gouvernement, personne n'y pourrait faire opposition—1421; nous n'avons pas vu que ces compagnies eussent le moindre désir d'agir ainsi—1421; personne n'a le désir d'empêcher plus qu'il ne le faut sur des droits acquis—1421; gouvernement doit avoir une sûreté privilégiée—1421.

Hon. Wm. Pugsley—On veut modifier la loi—1422; on propose, pour ainsi dire, de prêter de l'argent au colon, et en retour de ce prêt, de prendre un privilège antérieurement à l'hypothèque que le prêteur a prise de bonne foi—1422; et cette hypothèque du prêteur peut représenter la garantie des veuves et des orphelins de l'Est, qui sont fortement intéressés dans les compagnies de fidéicommiss et d'hypothèques—1422; ce n'est guère reconnaître la situation insolite qui règne dans l'Ouest et qui provoque cette demande de secours—1422.

Hon. Arthur Meighen—Deux seuls groupes intéressés dans cette discussion sont les créanciers hypothécaires et le Gouvernement, à titre de représentant du peuple canadien—1423; ce que les cultivateurs de l'Ouest désirent—1423; se procurer des grains de semence, se protéger ainsi que leurs créanciers—1423; il y a deux classes de créanciers: le gouvernement fédéral et les créanciers hypothécaires, c'est-à-dire les gens de la haute finance—1423; en 1908, lorsque le pouvoir fédéral a prêté de fortes sommes aux gouvernements de l'Alberta et de la Saskatchewan, ils ont eux-mêmes adopté une loi dans chacune de ces provinces, afin de s'assurer une première hypothèque qui

RESOLUTION CONCERNANT LES SECOURS AUX CULTIVATEURS DE L'OUEST—Suite.

avait priorité sur tous les autres engagements que pouvaient avoir contractés le cultivateur—1423; nous avons un précédent bien établi, grâce à la politique qu'ont suivie les gouvernements de l'Alberta et de la Saskatchewan, en 1908—1423.

M. Warnock—Créanciers hypothécaires verront le projet de loi d'un bon œil—1425.

Hon. W. T. White—Tribunaux ne refusent jamais d'accorder une requête demandant la priorité pour les sommes avancées en vue de protéger la propriété—1426; liquidateur qui représente les créanciers, les porteurs d'obligations, ont un égal intérêt à ce qu'il en soit ainsi—1426; proposition soumise à la chambre ne s'écarte en rien des précédents établis—1428; correspondance sur ce qui a été fait en 1908—1426; aucune plainte des créanciers hypothécaires—1426; gouvernement a fait ce qu'on pouvait légitimement attendre de lui—1427.

Hon. Wm. Pugsley—Vu l'état présent des affaires, je conseillerais au Gouvernement de prêter les grains de semence, d'exiger deux cautions pour l'emprunteur dont la solvabilité serait douteuse et prendre en gage le grain à provenir de la semence avancée aux cultivateurs—1428.

M. Bennett (Calgary)—Faits qui se sont passés au Canada—1428; liquidation des affaires d'une compagnie importante—1428; besoin d'argent pour poursuivre les travaux, le tribunal autorisa la banque de Montréal à faire des avances—1428; furent considérées comme créance privilégiée de premier rang grevant les biens de la compagnie—1428; compagnies de prêts en faveur de la loi proposée par le gouvernement—1429.

M. Buchanan—L'aide accordée à l'Ouest affirmera les hypothèques des compagnies de prêt—1432; sans l'aide du gouvernement on aurait vu une exode vers les Etats-Unis—1432; gouvernement doit continuer son aide jusqu'à ce que la récolte de cette année soit assurée—1433; restriction qui va nuire à la culture mixte—1433; pas d'assistance aux cultivateurs qui veulent garder des vaches laitières—1433; ce que disent les cultivateurs—1433.

M. Thomson (Qu'Appelle)—Grains de semence—1434; gouvernement ne devrait pas tenir compte d'un retard dans la demande—1434; avoir égard à toute demande qui semble de bonne foi—1434.

M. Martin (Régina)—Garanties à prendre—1434; loi ne fera pas tort aux créanciers hypothécaires—1434; incertitude de l'Ouest quant à la distribution des grains de semence—1434; agents de l'administration n'ont pas fait comme ils auraient dû—1435; prix payés pour le grain de

RESOLUTION CONCERNANT LES SE-COURS AUX CULTIVATEURS DE L'OUEST—*Suite.*

semence—1435; blé aurait dû être acheté à meilleur marché que \$1.50 le boisseau—1436; l'affaire n'a pas été conduite avec économie—1436.

Hon. W. J. Roche—Agent spécial choisi pour l'achat de ce grain a été obligé de payer une légère prime au-dessus du prix du marché, afin de se procurer du grain de première qualité—1437; fixer un délai est nécessaire pour la présentation des demandes—1437; plus nous étendrons le délai fixé pour la présentation des demandes, plus nous serons obligés d'augmenter les prix que nous exigeons des cultivateurs—1437.

M. Robb—Il n'y a pas beaucoup de propriétaire de minoteries ou d'expéditeurs de grains, qui puissent trouver à redire aux profits que réalisera l'Etat par l'achat de ces grains de semence—1439; dix millions de dollars pour 6,500,000 minots de grain—1438; marge de 20 cents par minot au trésor—1439; colons devraient faire assurer leurs récoltes contre la grêle—1439; l'Ouest est exposé à perdre sa récolte par suite de la grêle trois fois contre une par la sécheresse—1439.

Résolution adoptée—1442.

RESOLUTION CONCERNANT LES TAXES SPECIALES.

Hon. W. T. White—Dépose résolution imposant une taxe spéciale aux banques, compagnies de prêt et de fiducie, etc.—1255; texte de la résolution—1255; certaines modifications ont été introduites, elles ont trait à des taxes mentionnées au budget—1256; liste des changements apportés au premier projet—1256.

Hon. Wm. Pugsley—Dérogation en faveur des compagnies d'assurance-vie et des compagnies d'assurance maritime—1257; compagnies d'assurance contre l'incendie paient la taxe—1257; semble inexplicable—1257.

Hon. W. T. White—Il m'a semblé qu'il ne serait pas utile que cette taxe retombât d'une façon appréciable sur les porteurs de polices des compagnies d'assurance-vie—1257; l'assurance-vie est chose de suprême importance pour l'individu et pour sa famille—1257.

Sir Wilfrid Laurier—Serait possible de soumettre à la taxe les profits accumulés dont bénéficient les actionnaires—1258.

M. Bennett (Calgary)—Taxe devrait certainement être perçue dans le cas des compagnies par actions comme la Sun Life, la Canada Life, la Confederation Life et la Great West—1258.

M. Nesbitt—Polices des assurés qui ne participent pas aux profits, se voient obligés de payer des taux excessifs—1260; ils contribuent à grossir les dividendes des actionnaires tout comme ceux qui détiennent les polices qui leur donnent droit de participer aux profits—1260.

RESOLUTION CONCERNANT LES TAXES SPECIALES—*Suite.*

M. Maclean (Halifax)—En Allemagne les sociétés de ce genre et les banques partagent leurs profits avec l'Etat—1261; ce qu'on a fait dans d'autres pays, peut se faire ici—1261.

Hon. W. T. White—Faut distinguer entre une banque et une compagnie d'assurance sur la vie—1261; il n'est pas à propos de taxer les compagnies de bienfaisance qui assurent la vie de leurs membres, de taxer les compagnies d'assurance mutuelle sur la vie, de taxer les compagnies d'assurance ordinaires, si cette taxe, inévitablement et en dernier ressort, doit retomber sur les assurés—1261; opinion du surintendant des compagnies d'assurance—1261; 85 sur 100 des compagnies font participer les porteurs de polices aux profits et que c'est sur ces derniers que la taxe retomberait—1262; pour cette raison elles sont exemptées—1262; étude de l'article 1er—1271; taxe des banques rapportera à peu près \$1,000,000—1271; étude de l'article 2—1272; taxe des compagnies de prêt et de fiducie rapportera \$150,000—1272; étude de l'article 3—1272; taxe sur les compagnies d'assurance rapportera \$350,000—1272; étude de l'article 4—1272; taxe sur compagnies de câble sous-marin et de télégraphie—1272.

Sir Wilfrid Laurier—Objection à cette taxe—1272; imposée non pas à la compagnie mais à ses clients—1272.

Hon. W. T. White—Point difficile à résoudre—1273; intention est de prélever cette taxe sur la classe de la population la plus en état de contribuer aux dépenses de la guerre—1273; cette taxe rapportera \$100,000—1273.

Hon. Wm. Pugsley—Ministre ne taxera pas la compagnie, mais le particulier—1275; vous accablez le peuple—1275.

Hon. W. T. White—Compagnies de chemin de fer et les banques paieront de lourdes taxes—1275.

M. Clark (Red-Deer)—Pour atteindre de telles compagnies l'impôt sur le revenu offre de grands avantages—1277; l'impôt sur le revenu eût évidemment atteint les riches compagnies et épargné très justement celles qui n'ont pas de revenu—1277.

M. Proulx (Prescott)—L'impôt sur le revenu est juste—1278; le grand inconvénient est le moyen de perception—1278; l'indemnité parlementaire est imposable—1278.

Hon. W. T. White—Etude de l'article 5—1278; taxe sur billets de chemin de fer, etc.—1278; article 6—1280; taxe sur billets de wagon-lit, etc—1280.

Sir Wilfrid Laurier—Ne m'oppose pas à la taxe—1282; juste que nous ayons une taxe de guerre—1282; je m'oppose à la manière dont elle est répartie—1282; gouvernement n'a pas tenu compte de

RESOLUTION CONCERNANT LES TAXES SPECIALES—*Suite.*

nos conditions de voyage—1282; a oublié que nous avons deux classes de wagons et en conséquence deux prix différents—1282; les met exactement sur le même pied—1282.

Hon. W. T. White—Etude de l'article 7—1282; taxe sur billets de transport par eau—1282; taxe rapportera \$15,000—1283; article 8—1283; taxe sur les chèques payables par une banque—1283; taxe rapportera \$600,000—1283.

M. Lapointe (Kamouraska)—Expérience que l'Allemagne a faite d'une taxe sur les chèques—1283; a édicté quatre lois en 1913—1284; modifier le régime financier pour se procurer de quoi accroître les fonds—1284; lever une contribution militaire—1284; imposer une taxe sur l'accroissement des fortunes privées—1284; modification de l'impôt du timbre—1284; entrave au commerce et une grande gêne pour le développement normal de la circulation—1284; ministre devrait se laisser guider par l'expérience de l'Allemagne—1284.

Hon. W. T. White—Taxe au moyen de timbres, mettra peu d'entraves au commerce—1284; l'impôt du timbre existe en Angleterre, qui est le plus fort pays commerçant du monde, et où il se fait sans doute un beaucoup plus grand nombre de transactions par chèques qu'en Allemagne—1284; l'expérience à New-York a donné bien peu d'ennuis—1284; étude de l'article 9—1284; lettres de change et billets à ordre—1284; article 10—1285; timbre sur les chèques—1285; articles 12 et 14—1286.

Hon. C. Marcl—Deux langues officielles au Canada—1286; s'il doit y avoir une inscription sur les nouveaux timbres, elle devrait être dans les deux langues—1287.

Hon. W. T. White—Au lieu du timbre désigné "taxe de guerre" on pourra utiliser un timbre poste ordinaire—1287; article 15—1287; taxe sur lettres et cartes postales—1287; article 16—1288; consignation ou expédition des marchandises—1288; article est rayé—1289; article 17—1289; préparations médicinales, parfums—1289; définition des médicaments dits "proprietary"—1289; rien fait de contraire à la lettre et à l'esprit du traité français—1293; convention doit être traitée libéralement—1297; d'après l'interprétation purement légale si le Gouvernement du Canada n'impose pas sur les produits canadiens de droit moins élevé que celui dont il grève les produits français importés au Canada, il s'en tiendra rigoureusement aux stipulations de la convention franco-canadienne—1298.

M. L. A. Lapointe (Saint-Jacques, Montréal)—Oppose la création d'un impôt—1299; vexatoire à une époque où le peuple a tant besoin de pratiquer l'économie—1299.

Résolution adoptée—1300.

RESOLUTION CONCERNANT LA LOI DU TRANSCONTINENTAL NATIONAL.

Hon. Frank Cochrane—Propose une résolution modifiant la loi du Transcontinental national—1918; texte de la résolution—1918; autoriser la mise en exploitation du Transcontinental national entre Moncton et Winnipeg—1919; certificat de l'ingénieur en chef du Transcontinental—1919; voie ferrée est prête à être mise en exploitation—1919; gouvernement ne tient aucunement à exploiter lui-même la ligne—1919; tient plutôt à ce que le Grand-Tronc-Pacifique en vienne à une entente—1919; pas encore pris de décision—1919; nous pourrions faire servir une partie du matériel de l'Intercolonial—1919; nous voulons faire autoriser à porter les frais d'exploitation au débit du compte du revenu consolidé—1919.

Hon. G. P. Graham—Projet d'une portée plus grande que celle indiquée à la chambre—1919; gouvernement se trouverait autorisé à acheter l'embranchement du lac Supérieur avec tous les élévateurs à Fort-William—1919; si la compagnie voulait, une fois la construction du chemin de fer terminée signer un bail en conformité des stipulations de son contrat, le Gouvernement se trouverait en possession des installations de têtes de ligne appartenant à d'autres compagnies ou au Grand-Tronc-Pacifique et des quelque 180 milles de voie compris entre Lake-Superior-Junction et Fort-William—1919; rôles seraient intervertis—1920; correspondance fait voir clairement que la ligne n'est pas achevée, tel que stipulé dans la convention à laquelle le Gouvernement et la compagnie ont été parties—1920; l'on n'a pas terminé entièrement la gare maritime, à Québec—1920; tunnel dans la ville de Québec n'est pas commencé—1920; correspondance entre le Gouvernement et le Grand-Tronc-Pacifique—1921; il existe encore des travaux qui ne seront pas terminés d'ici quelque temps—1921; lettre de l'honorable F. Cochrane—1921; réponse du président du Grand-Tronc-Pacifique—1921; lettre de M. Gordon Grant, ingénieur en chef—1921; coût total de la ligne \$172,023,191—1921; total ne comprend rien des sommes réclamées par les entrepreneurs—1921; lettre collective contenant une acceptation de la voie—1922; l'ingénieur de la compagnie du Grand-Tronc-Pacifique refusa de la signer en disant que la ligne n'était pas finie—1922; réponse de M. Chamberlin au ministre au sujet du matériel roulant—1924; lettre de l'honorable Arthur Meighen à l'ingénieur en chef du Transcontinental—1924; solliciteur général admet dans cette lettre, à ne pas pouvoir en douter, l'inachèvement de la ligne, sauf, comme l'a soutenu le Gouvernement, dans une mesure suffisante pour en assurer l'exploitation, mais non comme prévu par le traité—1925; d'après cette lettre du solliciteur général à M. Gordon Grant, il est évident qu'il devra y avoir une dernière estimation des frais servant de base à la détermination finale de ce que sera la redevance—1925; réponse de M. Gordon Grant—1925; ateliers Léonard et le pont de Québec ne sont pas encore

RESOLUTION CONCERNANT LA LOI DU
TRANSCONTINENTAL NATIONAL—
Suite.

terminés—1926; gouvernement n'est pas prêt à exécuter un bail en vertu de l'arrangement car le Transcontinental n'est pas complet—1927; exploitation complète de ce chemin de fer n'est pas possible à l'heure actuelle—1928; je verrais d'un bon oeil que le Gouvernement se chargeât de l'exploitation du Grand-Tronc-Pacifique en même temps que l'Intercolonial—1929; si le moment arrivait jamais où la compagnie viendrait en conflit avec le Gouvernement et refuserait de prendre possession du Transcontinental, ce que je crois pas du reste, il pourrait arriver un plus grand malheur au Canada, que de voir souder au réseau de l'Intercolonial, la ligne du Grand-Tronc-Pacifique, ce qui permettrait au réseau de l'Etat d'atteindre les provinces de l'Ouest—1929.

Hon. Frank Cochrane—L'accès du Transcontinental à Québec—1929; Grand-Tronc-Pacifique pourrait très bien faire entrer ses convois dans la ville de Québec et s'y servir de toutes les installations qu'y possède le Pacifique pour la manutention du trafic—1929; si l'ingénieur en chef de la compagnie continuait à soutenir que le chemin de fer n'est pas terminé, il pourrait toujours trouver des excuses jusqu'à la fin des temps, et il n'admettrait jamais que l'entreprise est terminée—1930; on ne trouve pas dans la loi aucun article qui définisse exactement ce qu'il faut entendre par le mot "achèvement"—1930.

Sir Wilfrid Laurier—Ligne a été détériorée et dépréciée—1931; modifié le plan des installations à Québec—1931; changements pas conformes à l'intérêt du pays ni à celui du réseau—1931; ateliers vont être placés à neuf milles de la ligne—1932; faudra percer un tunnel afin de rendre le chemin de fer aux ateliers et mettre ceux-ci à une distance raisonnable de la ligne principale—1932; pourquoi avoir changé l'emplacement de la gare?—1933; l'endroit le plus avantageux était le marché Champlain—1933; premier plan exigeait une dépense de \$1,100,000—1933; les changements, achat de la propriété du Pacifique-Canadien etc., demanderont \$6,370,000—1933; changements ont été faits sans le consentement de la compagnie du Grand-Tronc-Pacifique—1933; je ne m'étonne pas du refus de la compagnie de prendre charge de la ligne—1933; compagnie proteste parce qu'on a détérioré la ligne—1934.

Hon. Frank Cochrane—Pas assez d'espace au marché Champlain pour une tête de ligne convenable—1935; gares terminus indépendantes sont bien meilleures—1935; si le Transcontinental était mis en service demain, les trains pourraient se rendre jusqu'à Québec—1935.

M. Lachance—Compagnie du Grand-Tronc-Pacifique mentionne comme ouvrages inachevés l'ensemble des travaux du terminus dans la ville et le port de Québec—1936; quelle était la situation en 1911?—

RESOLUTION CONCERNANT LA LOI DU
TRANSCONTINENTAL NATIONAL—
Suite.

1936; dans deux ans le Transcontinental devait être prêt à circuler de l'Atlantique au Pacifique—1936; ministère Borden a bouleversé entièrement cet ordre de choses—1936; modification des rampes—1936; effet désastreux—1936; ateliers placés à Saint-Malo au lieu du Cap-Rouge—1936; chambre de commerce de Québec a protesté—1937; compagnie du Grand-Tronc-Pacifique avait accepté les premiers plans, elle refuse les seconds—1937; Gouvernement persiste quand même dans ses nouveaux projets—1937; consentement de la compagnie du Grand-Tronc-Pacifique est nécessaire aux termes du contrat de 1903—1937; rien ne justifie l'apathie du Gouvernement depuis trois ans—1937; réclamation de la chambre de commerce—1937; correspondance avec la chambre de commerce et le Gouvernement—1938; travaux sont suspendus à Québec—1939; piètres usines réduites de moitié à Saint-Malo—1940; mesquine station à marchandise au marché Champlain—1940; voilà l'effort du Gouvernement depuis trois ans—1940; ce que j'ai le droit de demander—1941; un terminus effectif avec tout ce qui est nécessaire au point de vue d'un trafic énorme—1941.

Hon. Arthur Meighen—Toutes les circonstances de l'affaire et la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui par suite des prescriptions législatives de plusieurs années et de l'état des travaux nous obligent à exploiter la ligne—1912; ce que nous avons de mieux à faire dans l'intervalle—1942; prendre à loyer la ligne de bifurcation du lac Supérieur et Fort-William—1942; Gouvernement libéral est à blâmer pour le contrat passé en 1903—1942; Gouvernement n'a stipulé dans cette convention aucune méthode qui déterminerait aucunement l'état d'achèvement ni aucun tribunal auquel la question d'achèvement pourrait être soumise—1942; Les travaux en exécution tels que la gare maritime de Québec, les abords du pont, les usines Léonard et le pont de Québec lui-même finiront par faire partie de la ligne—1942; Ces travaux dureront encore des années. Est-ce la faute du Gouvernement s'ils ne sont pas encore terminés?—1942; situation n'avait pas été prévue—1943; opinion de l'ingénieur en chef du Transcontinental—1943; certificat catégorique et complet—1944; une seule façon de régler le différend—1945; la compagnie du Grand-Tronc Pacifique ne veut pas signer le bail, le Gouvernement devra exploiter le chemin de fer le plus avantageusement possible—1945; défauts de la convention avec le Grand-Tronc-Pacifique—1945; erreurs qui ont coûté des millions au Gouvernement—1946; nous ne voulons pas prendre d'avantage sur la compagnie—1946; nous voulons faire avec elle un marché juste et raisonnable pour exploiter la ligne dans le cas où nous le pourrions—1946; mais si nous ne le pouvons pas, alors nous serons en état de l'exproprier ou de l'exploiter à bail,

RESOLUTION CONCERNANT LA LOI DU
TRANSCONTINENTAL NATIONAL—
Suite.

afin de nous permettre d'exploiter le reste
de la ligne avec avantage—1946.

Hon. Wm. Pugsley—Position désavanta-
geuse du Gouvernement—1947; injuste
d'en faire porter la responsabilité à l'an-
cienne administration—1947; lorsque l'an-
cien Gouvernement a passé la convention
relative au Transcontinental il s'est fait
donner des garanties—1947; Gouverne-
ment ne peut pas forcer la compagnie à
exploiter la division est s'il n'exécute pas
sa part du traité—1947; Gouvernement
a délibérément violé ce contrat—1947;
dans l'impossibilité d'obliger la compa-
gnie à exécuter sa part de la convention
1948; Gouvernement lui-même dans sa
correspondance avec le Grand-Tronc-Pa-
cifique admet que l'entreprise n'est pas
terminée—1949; question du loyer—1949;
signifie au cahier des charges—1949; le
Transcontinental dans le Nouveau-Brun-
swick—1952; proposition de M. Hays—
1952; achat d'installations de tête de
ligne du Grand-Tronc-Pacifique—1953;
Gouvernement demande de vastes pou-
voirs—1953; ferait mieux de conclure des
arrangements avec le Grand-Tronc-Paci-
fique plutôt que de se lancer dans une
entreprise comme celle-là—1953; désira-
ble de prolonger l'Intercolonial vers
l'Ouest—1954; il faudrait que ce prolon-
gement dépendit d'un arrangement con-
cernant les droits de circulation sur le
Grand-Tronc-Pacifique, prévu au contrat
d'après des conditions à être acceptées
ou à être fixées par l'exécutif si elles ne
peuvent être acceptées à l'amiable—1954;
toujours cherché à exagérer le coût du
Transcontinental—1955; coût total au 31
décembre 1914 était de \$172,132,943 et
l'intérêt de \$19,000,000—1955; extraor-
dinaire qu'en dépit de la loi, cet état soit
envoyé à la compagnie comme mention-
nant le total sur lequel elle est appelée
à payer l'intérêt—1955; on ne peut forcer
la compagnie à accepter comme achevée
une ligne que le Gouvernement sait ne
pas être terminée d'après le cahier des
charges; ni de l'obliger de commencer,
à une date fixe, à payer l'intérêt que la
loi ne l'oblige pas à payer avant un cer-
tain temps à compter du parachèvement
de la ligne—1955; pont de Québec—1955;
l'ancien Gouvernement avait une déclara-
tion écrite de la compagnie où il était
dit qu'elle ne considèrerait pas le pont de
Québec comme facteur essentiel au sujet
de la construction et du parachèvement
du Transcontinental—1955.

Hon. Arthur Meighen—Grand-Tronc-Paci-
fique a voix au chapitre quant aux métho-
des mentionnées dans les devis et quant
à la manière d'exécuter les travaux—
1957; compagnie n'a pas le droit exclusif
de décider la question du parachèvement
des travaux—1957; compagnie n'avait
rien à dire au sujet du tracé—1954; loi-
sible au gouvernement d'y apporter les
modifications qu'il juge à propos—1961;
opinion du ministre de la Justice, dans
le Gouvernement Laurier—1960; Gou-

RESOLUTION CONCERNANT LA LOI DU
TRANSCONTINENTAL NATIONAL—
Suite.

vernement garde sa complète liberté d'a-
gir du commencement à la fin—1962;
les pouvoirs que nous demandons—1964;
nous soustraire à l'obligation de louer de
la compagnie au prix qu'elle aura ar-
rêté—1964.

Hon. Frank Oliver—Section de l'Ouest de
ce chemin de fer est encore la plus im-
portante—1969; si le Gouvernement prend
l'initiative autorisée par cette résolution
et prive le Grand-Tronc-Pacifique de cet
accès à la navigation des lacs, il portera
grave préjudice aux opérations de la com-
pagnie dans les trois provinces-prairies
et en Colombie-Britannique—1969; l'énor-
me importance de la proposition—1969;
projet du Grand-Tronc-Pacifique avait
pour but spécial de procurer des com-
munications par voie ferrée à l'ouest ca-
nadien—1970; d'établir une concurrence
entre les différents chemins de fer—1970;
Grand-Tronc-Pacifique devrait avoir un
débouché non seulement jusqu'aux grands
lacs, mais jusqu'à l'océan—1971; à l'au-
tomne de 1911 le Transcontinental était
complété pour plus de 75 pour 100—1972;
depuis l'argent a été gaspillé—1972; dé-
claration officielle sur l'état du chemin de
fer au 31 décembre 1911—1973; politi-
que d'hostilité au succès de l'entreprise
—1973.

Hon. Robert Rogers—Fausse impression
relativement à l'attitude du Gouvernement
à l'endroit du Grand-Tronc-Pacifique—
1976; jour est arrivé pour la compagnie
de remplir les conditions de sa conven-
tion—1976; l'intérêt du Canada—1976;
négligence de la compagnie—1976; réso-
lution soumise a pour but, au cas où le
Grand-Tronc-Pacifique ne s'en tiendrait
pas à sa convention, de donner au Gou-
vernement le pouvoir d'exploiter d'une
façon ou d'une autre cet anneau particu-
lier du réseau complet, qui, comme je
le faisais remarquer, est indispensable au
succès de toute l'entreprise—1976; Gou-
vernement n'a pas l'intention d'entraver
le commerce de l'ouest canadien—1977.

Résolution adoptée—1978.

RESOLUTION PAR DEPUTES.

RESOLUTION CONCERNANT LA PRO-
TECTION DES DROITS D'AUTEURS.

Hon. Rodolphe Lemieux—Propose que des
mesures strictes devraient être prises en
vue de donner effet à la convention de
Berne relative aux droits d'auteurs—
206; question affecte surtout la province
de Québec—206; s'agit des auteurs de
langue française—206; ce qui se passe
dans nos grandes villes—206; vols et
pillage au dépens des auteurs de langue
française—207; droits d'auteurs sont
protégés par la convention de Berne—
207; sir John Thompson a fait disparai-
tre le doute qui existait à cet égard—
207; longue campagne par les auteurs
dans les journaux de France et du Ca-
nada—207; test-case Jules Mary vs B.

RESOLUTION CONCERNANT LA PROTECTION DES DROITS D'AUTEURS—
Suite.

Hubert de Montréal en 1905—207; ce qu'exige la procédure de nos juridictions civiles—207; la plupart des contrefacteurs ne présentent aucune solvabilité—207; l'auteur qui a été pillé au Canada, hésite à remplir toutes les formalités—207; à exercer un procès pour n'obtenir d'autre résultat que de solder les frais encourus—207; impunité absolue pour les contrefacteurs canadiens—207; conférence de Berlin a revisé la convention de Berne—207; a établi des voies de recours plus effectives pour les auteurs des pays unionistes—207; Canada n'a pas encore adhéré à l'acte de Berlin—207; victimes au Canada ne peuvent se réclamer que de la convention de Berne—207; bill Fisher en 1911 modelait une nouvelle législation canadienne—208; ouvrait porte à l'adhésion du bill l'acte de Berlin—207; adoption du bill Fisher fut ajournée—208; les auteurs de langue française à l'étranger sont encore tenus, au Canada, de réclamer l'application des lois impériales et de la convention de Berne—208; propriété intellectuelle est fort mal respectée au Canada—208; appréciation par M. Léon Poinard—208; représentation théâtrales—208; loi ne comporte qu'une pénalité pécuniaire contre quiconque représente sans autorisation une œuvre théâtrale—208; difficile d'établir les dommages subis—208; le contrefacteur canadien sait, que l'auteur étranger est tenu de "faire sa cause" devant les tribunaux canadiens, et qu'il y est peu tenté—208; délais qui font tourner contre les auteurs lésés leurs recours aux tribunaux canadiens—209; cas du théâtre Parisiana de Montréal et de la compagnie d'opéra Aborn, de New-York—209; affaire du théâtre Liberty, de Montréal—209; les troupes de passage ou d'occasion ne présentent aucune garantie—210; l'auteur lésé ne possède aucun recours contre le propriétaire du théâtre—210; contrefaçon au plein centre de Montréal—210; le théâtre des Nouveautés de Montréal—210; exploitants de théâtres restent au point de vue légal, des inconnus—210; les auteurs de langue française, français, belges ou suisses, sont les principales victimes de cet état de choses qui, au surplus, paralyse le développement de la littérature canadienne française—210; les auteurs de France réclament contre la situation anormale qui leur est faite au Canada—211; Société Royale du Canada demande de conformer la législation canadienne du droit d'auteur aux législations plus modernes adoptées dans les autres pays—210; mesure qu'il faudrait pour améliorer cet état de choses—211; ouvrir aux auteurs étrangers des voies de recours sommaires—211; sanction pénale contre la contrefaçon des œuvres dramatiques et musicales—211; bill Aylesworth—211; nous devrions faire pour les auteurs français ce que l'on fait en France pour les auteurs canadiens—212.

RESOLUTION CONCERNANT LA PROTECTION DES DROITS D'AUTEURS—
Suite.

Hon. C. J. Doherty—Recours au civil en recouvrement des dommages causés—212; il n'y a pas moyen de rendre solvables les violateurs de la loi qui sont insolvables—212; procédure autorisant des délais—212; c'est au gouvernement provincial plutôt qu'au gouvernement fédéral d'y voir—212; fort regrettable que la violation d'un droit reconnu par nos lois ne puisse être punie comme il convient—212; auteurs dramatiques sont exposés à souffrir des délais tout comme nos propres citoyens—213; remède qui pourrait être employé en faveur des auteurs—213; efficace comme préventif—213; recours à l'injonction—213; sort des auteurs mérite d'être pris en sérieuse considération—213; bill rejeté par le Sénat; m'efforcerais de découvrir les raisons qu'a pu avoir le Sénat pour justifier l'attitude prise sur cette question—214.

Sir Robert Borden—Question à l'étude depuis deux ans—214; proposition Lemieux sera étudiée à fond—214; cas concernant aussi les brevets d'invention—214.

Débat renvoyée à une autre séance—214.

RESOLUTION CONCERNANT LE DROIT DE VOTE AUX VOLONTAIRES CANADIENS.

M. Fripp—Propose résolution autorisant tout électeur canadien enrôlé dans le service impérial, d'exercer le droit de suffrage à toute élection qui pourra survenir—356; 32,000 canadiens sont en Angleterre et en France—356; d'ici à la fin de la guerre, il y aura 100,000 canadiens sous les armes—356; devrions-nous assurer qu'ils ne seront pas privés du droit de voter—356; droit le plus précieux du citoyen—356; principe a été reconnu en Australie et la Nouvelle-Zélande—356; électeurs absents autorisés à voter par la poste—356; formalités à remplir en pareil cas—356; personnes autorisées à recevoir le bulletin de l'absent—356; témoin authentique doit certifier qu'il connaît l'électeur—356; soldats savent ce qui se passe au pays—357; volontaires pourraient voter en connaissance de cause—357.

M. Burnham—Appuie le projet de résolution—357.

M. Proulx—Difficile d'arrêter un moyen qui permit aux soldats de voter d'une façon intelligente dans de telles circonstances—358.

Hon. R. Rogers—Espérer qu'il ne sera pas nécessaire d'avoir des élections fédérales au Canada avant la fin de cette guerre terrible—358; si la nécessité réclame des élections générales, personne ne voudrait refuser le droit de vote au soldat—358.

Hon. G. P. Graham—Attitude du ministre des Travaux publics—358; retraite sous une protection convenable—358; je ne songerais certainement pas à priver les sol-

RESOLUTION CONCERNANT LE DROIT DE VOTE AUX VOLONTAIRES CANADIENS—*Suite.*

dats du privilège d'exercer leurs droits si l'on pouvait appliquer un système qui leur permettrait d'atteindre cette fin d'une façon convenable—358; vote des commissaires—358; aucun résultat pratique à ce point de vue—359; projet de loi aurait dû être soumis, qui nous eût permis de voir si la mise en vigueur de cette loi est possible—359.

Sir Robert Borden—Question qui demande un examen sérieux—359; ignore les dispositions de la loi de la Nouvelle-Zélande—359; un amendement, que le projet soit renvoyé à un comité spécial—360.

Résolution modifiée est adoptée—360.

RESOLUTION CONCERNANT L'EXPORTATION DES DENRÉES ALIMENTAIRES.

M. Cockshutt—Propose que le Gouvernement serait justifiable d'exercer un contrôle suprême sur exportation des produits alimentaires—566; fixer les prix de vente du pain, viande et autres comestibles—566; voir à ce que le surplus de nos produits alimentaires ne soit exporté que dans des pays amis—566; prêter assistance de toutes les manières à la mère patrie dans la lutte formidable qu'elle soutient—566; fixer le prix des denrées—566; Canada est le seul pays qui n'ait pas étudié ce grave problème—566; Australie dès le début de la guerre a fixé le prix du blé à \$1.25 le boisseau—566; nous sommes actuellement dans une situation critique—567; prix élevé de la nourriture—567; approvisionnements de blé du Canada sont fort restreints—567; prix des valeurs de toutes sortes ont baissé depuis six mois—568; augmentation des prix des choses nécessaires à la vie de l'ouvrier—568; blé est accaparé par les spéculateurs de Chicago—568; Italie a acheté 40,000,000 boisseaux de blé aux Etats-Unis—568; observations de David Lloyd-George visant les Etats-Unis—569; commerce du blé en Canada—569; 90 pour 100 du blé canadien est passé des mains du cultivateur à celles du minotier—571; prix payés par les minotiers ne justifient pas les prix demandés pour la farine—571; profitent de la calamité dont l'univers souffre pour réaliser de forts gains personnels—571; jamais le blé doit se vendre moins d'un dollar le boisseau—572; temps est venu de régler l'exportation de cette denrée indispensable—572; rapport sur l'approvisionnement du blé aux Etats-Unis—573; approvisionnement de l'univers—573; notre exportation de farine—575; avons commis dans le passé des erreurs concernant l'exportation de la farine—575; approuve le gouvernement de fournir du grain de semence aux cultivateurs—576.

M. Merner (Huron-sud)—Cultivateur reçoit aujourd'hui un bon prix de ses produits—576; prix ne représente qu'un profit raisonnable—576; consommateur paie pour ses denrées alimentaires un prix trop élevé—576; devrait sévir contre les

RESOLUTION CONCERNANT L'EXPORTATION DES DENRÉES ALIMENTAIRES—*Suite.*

commerçants—576; cultivateur a besoin autant de protection que l'industriel—576; prix de la vie n'a pas augmenté beaucoup en ces dernières années—577; il y a 35 ans le prix des choses nécessaires à la vie était plus élevé qu'il n'est aujourd'hui—577; aujourd'hui on veut des choses à la mode, et il faut payer pour—577; c'est la façon de vivre qui cause la cherté—577; cause principale est le prix élevé des loyers—577; faute en est à la spéculation—577.

Sir James Aikins—Motion demande à la classe des cultivateurs de faire des sacrifices—577; ils en ont déjà fait de très méritoires—577; ce sont les fabricants qui devraient en faire—577; Canada est avant tout un pays agricole—578; s'il y a quelqu'un à protéger c'est le cultivateur—578; ne devrait dans aucun cas restreindre l'exportation des produits agricoles—579.

M. Martin (Régina)—Pas le temps de réglementer le prix du principal produit de nos cultivateurs—579; hâter le retour à la terre—580; impossible d'adopter la motion avec la campagne "patriotisme et production"—580; faut accorder au cultivateur le prix de ses produits fixé par la libre concurrence mondiale—580.

M. Verville—Gouvernement devrait régler le prix de tout ce qui figure sur la table de l'ouvrier—580; cultivateurs n'obtiennent pas de prix assez rémunérateurs pour leurs produits 581; cependant les consommateurs ont toujours été obligés de payer trop cher—581; les entremetteurs sont légion—581; monopole des minotiers—580; pourrait s'imposer quelque sacrifice—581.

M. Buchanan—Ouest canadien grenier d'abondance de l'empire britannique—581; réglementation des prix embarrasserait une foule de produits de l'Ouest—581; protection accordée aux machines agricoles—581; prix a haussé—581; énumération des augmentations—581; l'Ouest fera son devoir—582.

M. Turriff—Projet ajoutera de lourds fardeaux non seulement aux agriculteurs de l'Ouest, mais de tout le Canada—582; augmente tout ce qui sert à produire le blé et fixe le prix du blé—582; manufacturier ont réalisé un bénéfice supplémentaire de 5 pour 100—583; erreur d'imposer des restrictions à l'agriculteur—583.

M. J. J. Hughes—Notre pays est livré à l'exploitation des coalitions commerciales—584; des citoyens profitent de la situation créée par la guerre pour faire fortune—584; devrait tenter quelque chose pour empêcher le peuple d'être rançonné—584.

M. Maclean (York-Sud)—moyen d'améliorer situation du cultivateur—585; fixer le prix minimum du blé—585; cultivateur

RESOLUTION CONCERNANT L'EXPORTATION DES DENREES ALIMENTAIRES—*Suite.*

aurait un bénéfice qui lui échappe—585; système d'entrepôt élaboré est nécessaire—585; système de banques devrait être modifié—585; si le cultivateur pouvait obtenir des fonds de la banque—585; nous n'assisterions pas à une diminution du prix du blé canadien—585; au Parlement qu'il appartient de trouver un moyen d'améliorer la situation—586.

M. McKenzie—Principe sage pour un gouvernement de savoir la direction que prennent les exportations—586; rien d'extraordinaire à ce qu'un pays soit autorisé à contrôler les provisions de bouche en temps de guerre—586; pas déraisonnable de réglementer les prix—587; situation dans la Nouvelle-Ecosse—587; sans nuire à la classe agricole nous pouvons empêcher la hausse des prix—587.

M. Kyte—Hausse injustifiée du prix des denrées alimentaires—588; Gouvernement a le pouvoir d'agir—588; projet de loi n'affectera pas les cultivateurs—588; Gouvernement ne devrait pas hésiter—588.

M. Sharpe (Lisgar)—Le grand point est de savoir dans quelle proportion les intermédiaires ou les minotiers créent une hausse artificielle, lorsque 90 p. 100 de la production sont sortis des mains des cultivateurs—589; devoir du Gouvernement de réglementer la spéculation sur les produits alimentaires—589.

M. Sutherland—Présente résolution de nature étroite et provinciale—589; ingérence dans les affaires privées—589; serait une cause constante d'ennuis—589; ce que font les cultivateurs d'Ontario et ceux de l'Ouest—590; le plus grand obstacle que les cultivateurs aient à surmonter provient du problème du transport et de l'insuffisance des ouvriers agricoles—591.

M. Carroll—Mesure proposée est de nature à signaler au gouvernement un grave grief des consommateurs—592; spéculateurs profitent des malheurs du Canada—592; marché du blé du Canada sous la dépendance de Chicago—592; pénible de voir les ouvriers en demi-chômage et payer deux fois plus cher que par le passé—593.

Sir Robert Borden—Sentiments patriotiques qui animent les cultivateurs du Canada—593; au point de vue de la situation ouvrière du Canada n'est pas pire que les autres pays—593; gouvernement s'est efforcé de ne pas intervenir dans les affaires commerciales—594; sauf que la guerre pourrait l'exiger—594; question de l'exportation—594; depuis août 1914 tout commerce est défendu avec l'Allemagne—594; réglementation des prix—595; prix du blé est fixé par les prix courants dans les grands marchés de la métropole—595; si nous prenons sur nous de fixer un prix, sur quoi nous fonderions-nous pour le faire—595; ne

RESOLUTION CONCERNANT L'EXPORTATION DES DENREES ALIMENTAIRES—*Suite.*

serait pas avantageux pour le pays d'adopter une mesure de ce genre—595; désirons une production agricole plus intense—595; mauvaise inspiration de chercher à restreindre les prix—595; situation meilleure depuis quelques semaines—595.

Hon. G. P. Graham—Personne ne semble posséder le remède véritable—596; grande force de l'empire britannique—596; Angleterre et ses colonies autonomes possèdent amplement de denrées alimentaires—596; danger au Canada, c'est le prix élevé—596; entre le prix d'un producteur et du consommateur il y a un écart trop large—596; on ne pourrait pas remédier au mal avec le moyen conseillé par la résolution—596; devoir des banques—597; important d'émettre de nouveaux capitaux—597; aider les manufacturiers à continuer à travailler—597.

M. Cockshutt—Nos approvisionnements de vivres au Canada devraient être conservés—600; je n'ai fait que mon devoir—600; paroles rassurantes du premier ministre—600.

Résolution retirée—601.

RESOLUTION CONCERNANT L'EXTENSION DES LIMITES DU CABOTAGE.

M. Sinclair—Propose résolution concernant "voyage de cabotage"—314; texte de la résolution—314; permettre à certains capitaines de prendre la mer pour les ports de l'Amérique-sud—314; notre loi marine marchande établit deux genres de certificats—314; certificat de long cours—314; permet de prendre la mer pour n'importe quel port du monde—314; certificat de cabotage—314; autorise capitaine à diriger son navire dans certaines limites—314; limites ne sont pas assez étendues—314; jusqu'au 5e degré de latitude nord—314; navires exclus de tout commerce profitable dans l'Amérique-sud—314; avant la Confédération il n'existait pas de restriction—315; imposée lorsque le siège du gouvernement a été transféré d'Halifax à Ottawa—315; suscite embaras aux navigateurs de la côte des Provinces maritimes—315; s'agit uniquement de commerce—315; ne cherche pas à faire de la politique—315; propriétaires de navires ont cherché un remède—315; un subterfuge—315; certificats de nationalité de navires canadiens—315; transférés de ports canadiens à la Barbade—315; là où il était possible de bénéficier de la protection du drapeau britannique et en même temps d'échapper aux restrictions imposées aux navires par le gouvernement canadien—315; liste des navires enregistrés aux Barbades—315; abandonner le drapeau canadien—316; font des affaires d'or—316; cabotage n'est pas profitable au Canada—316; aucune restriction n'existe en Angleterre—317; faut agir sans retard—317; inscription maritime des Etats-Unis a été ouverte aux navires étrangers—317; s'ef-

RESOLUTION CONCERNANT L'EXTENSION DES LIMITES DU CABOTAGE—*Suite.*

forcent de construire une marine marchande—317; temps d'opérer un changement en Canada—318.

Hon. Wm Pugsley—Cabotier canadien devrait avoir le droit de traverser le canal de Panama—318; voyager le long de la côte occidentale—318; encourager le commerce entre l'Est et l'Ouest canadien, entre le Canada et les Etats-Unis—319; en faveur de la résolution—319.

Hon. J. D. Hazen—Raisons en faveur de diminuer les restrictions concernant le commerce au cabotage—319; pas d'accord sur les moyens à prendre pour atteindre le but de la résolution—319; empêcherait les armateurs possédant des vaisseaux sur la côte de l'Atlantique d'en faire transférer l'inscription maritime aux Barbades—319; résulterait aussi que les vaisseaux actuellement inscrits sur les registres des Etats-Unis ne pourraient l'être sur les registres canadiens—319; ce qui devrait constituer un voyage de cabotage—319; refonte de la loi de la marine marchande du Canada—319; mesure très étendue—319; conditions créées par la guerre—319; interprétation des renseignements recueillis—319; restriction des voyages au cabotage—320; convention internationale—320; arrangement conclu—320; Canada y adhéra—320; prescriptions à l'avantage des voyageurs et du public—320; nouvelle loi—321; trois classes de voyages—321; convention de Londres nous met dans la pression impossible d'adopter la résolution—321; certificat de navigation au long cours limité—321; un amendement—321; renvoyer résolution au comité—321; texte de l'amendement—322.

M. Sinclair—Je ne vois pas en quoi la résolution serait incompatible avec les termes de la convention de la LaHaye—322.

Résolution modifiée est renvoyée au comité de la Marine et des Pêcheries—322.

RESOLUTION CONCERNANT LA FRANCHISE POSTALE POUR LES SOLDATS.

Hon. C. Marçil—Propose résolution au nom de l'honorable R. Lemieux—360; toute matière postale adressée aux soldats canadiens en service actif devrait être expédiée franche de port—360; démarche amicale en faveur des volontaires—360.

M. l'Orateur—Résolution comprend une contribution de deniers publics—360; ne peut être proposée que par un membre du gouvernement—360.

Résolution reste en suspens—360.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE.

ADMINISTRATION CENTRALE—JUSTICE—APPOINTEMENTS.

M. Lanctôt—Proteste contre augmentation du salaire du député-ministre et aussi contre de nouvelles nominations—1840;

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*

ADMINISTRATION CENTRALE—JUSTICE—APPOINTEMENTS—*Suite.*

Administration centrale—Bureau du surintendant des assurances—Traitements—1829.

Administration de la justice—Dépenses casuelles—1841.

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE—ALLOCATION DE SUBSISTANCE DU JUGE DU DISTRICT D'ATLIN (C.-A.)

Hon. C. J. Doherty—Moment n'est pas venu où les juges doivent abandonner leurs fonctions judiciaires pour prendre part aux opérations militaires—1842; refusé deux ou trois demandes—1842; seul moyen serait qu'un juge renonce à ses fonctions judiciaires—1842.

M. Gauvreau—Cas de M. Auclair, de Rivière-du-Loup—1842; exproprié un pauvre pêcheur à cause de ses opinions politiques—1842; construit sa cabane sur un lopin de terre qui appartient au gouvernement—1843.

Hon. C. J. Doherty—J'examinerai la question—1843.

Administration de la justice—Diverses dépenses—1842.

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE—TERRITOIRE DU YUKON—ENTRETIEN DES PRISONNIERS.

M. German—Juges locaux siégeant en cours d'amirauté—1846; on pourrait soumettre à la Haute Cour les causes qu'on poursuit en cour d'amirauté—1846; et cela, avec beaucoup plus d'avantage pour les parties aux prises et pour les avocats que n'en offre le système présentement en vigueur—1846; dépense supplémentaire dont le barreau et les plaideurs se plaignent—1846.

Hon. C. J. Doherty—Première fois que cette objection est soulevée—1846; dans le district de Montréal il y a un désir très prononcé en faveur du maintien du présent système—1846.

M. Carrol—Nomination de ceux qui sont chargés de tenir les registres des étrangers de nations ennemies—1846; cas de MM. Noble, Moseley et Benjamin—1847.

Hon. C. J. Doherty—Régistrateurs nommés sur l'avis des commandants de la milice—1848; registrateurs ont ensuite choisi leurs aides—1848; nombre total des internés est de 2,752; renseignements sur les camps—1848.

Administration centrale—Ministère des Chemins de fer et Canaux—Traitements—1572.

ADMINISTRATION CENTRALE—MINISTRE DES MINES—TRAITEMENTS.

Hon. C. Marçil—L'eau potable du Canada du salaire du député-ministre et aussi exercer une grande surveillance—1706.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

ADMINISTRATION CENTRALE—MINISTÈRE DES MINES—TRAITEMENTS—
Suite.

Hon. Louis Coderre—N'avons pas ce pouvoir—1707; faudrait une loi spéciale—1707.

M. Carroll—Emploi des explosifs dans les mines—1708; loi à ce sujet devrait être mise en vigueur—1708.

Hon. Louis Coderre—Espère que l'an prochain l'argent nécessaire sera voté—1708.

Hon. C. Marcil—Quelques fabriques d'explosifs sont à proximité de la voie ferrée—1708; danger constant pour le public—1709; où est rendue l'industrie du charbon de tourbe?—1708; problème du combustible prend de l'importance dans les grandes villes—1708.

Hon. Louis Coderre—Pendant des années, de grosses sommes ont été dépensées, non seulement au Canada, mais dans le monde entier, en tentatives de résoudre le problème d'employer la tourbe comme combustible—1709; gouvernement canadien a dépensé une forte somme à Alfred, dans le comté de Prescott; la dépense totale s'étant chiffrée pour \$25,508—1709; les résultats, n'ont pas été satisfaisants—1709; directeur de la division des mines n'admet pas d'échec—1709; résultat de l'essai de la réduction électrique du minéral de fer d'après la méthode Moffatt-Irving—1709; enquête par une commission—1709; expériences n'ont pas encore réussi—1709.

ADMINISTRATION CENTRALE—MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

Hon. Martin Burrell—Augmentations annuelles seulement sont accordées—2184; crédit affecté aux traitements est de \$439,637—2184.

Administration centrale—Département des Postes—552.

ADMINISTRATION CENTRALE—MINISTÈRE DU REVENU DE L'INTERIEUR—TRAITEMENT.

Hon. C. Marcil—Traduction du rapport de l'auditeur général en retard—542; mieux est de faire la traduction au ministère—542; situation n'est guère favorable aux contribuables de langue française—542.

M. Macdonald—Dépenses augmentent trop dans les ministères—543; revue de l'administration—544.

M. Chisholm (Antigonish)—Pas le moindre effort pour pratiquer l'économie—545; contribuables appelés à payer un surcroît de taxes—545; agents d'immigration pour la Nouvelle-Ecosse—546; n'ont rien à faire—546; récompenses pour services politiques—546.

Hon. P. E. Blondin—Surcroît d'impôts impose une plus forte somme de travail au personnel—547; obligé de garder des fonctionnaires même dans les endroits où il y a peu de besogne, et cela afin d'empêcher les infractions à la loi—547.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

ADMINISTRATION CENTRALE—MINISTÈRE DU REVENU DE L'INTERIEUR—TRAITEMENTS—Suite.

M. Nesbitt—Compagnie du gaz de Tilbury—547; gaz pas épuré—547; chose dangereuse pour la santé du public—547.

Hon. P. E. Blondin—Article de la loi d'inspection du gaz, a été contestée comme dépassant les pouvoirs de l'autorité fédérale—547; préférable de soumettre la question au département de la Justice—547.

Hon. C. Marcil—Existe-t-il un double système de mesure?—549; gallon impérial et l'ancien—549.

Hon. P. E. Blondin—Gallon impérial, seule mesure reconnue—549.

Hon. M. Oliver—Inspection des poids et mesures—549; ne donne pas entière protection au public—549.

M. Médéric Martin—Plaintes à Montréal au sujet des mesures—549.

Hon. P. E. Blondin—Loi oblige tout marchand à faire inspecter sa balance au moins tous les deux ans—549; inspecteurs sont constamment en activité, à vérifier les balances—549.

M. Médéric Martin—Tabac haché à la campagne—550; système de fraudes—550; l'usage du hache-paille—550; concurrence malhonnête aux marchands—550.

Hon. P. E. Blondin—Mesures prises pour faire cesser ces abus—550.

M. Boyer—Inspection des fromageries et des beurrieres—551; ces fonctionnaires devraient faire l'inspection des balances—551; rendraient de précieux services au pays—551; coûterait rien au gouvernement—551; loi de protection pour les fabricants de sirop et sucre d'érable—551; contre les falsifications—551; faut une inspection pour rendre la loi efficace—552.

Hon. P. E. Blondin—Toutes ces questions sont à l'étude—552.

ADMINISTRATION CENTRALE—SUBVENTION A LA COMMISSION NATIONALE DES CHAMPS DE BATAILLE.

Hon. W. T. White—Commission publiera un rapport fort étendu dans quelques semaines—1829.

ADULTERATION DES ALIMENTS ETC.

Hon. P. E. Blondin—Personnel de 250 voit à l'inspection et à la surveillance de l'adultération de substances alimentaires—2454.

ADULTERATION DE SUBSTANCES ALIMENTAIRES—REMEDES BREVETES.

Hon. P. E. Blondin—Fabricant doit faire une déclaration—2455; formule ne contient aucun ingrédient nuisible—2455.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE, ENTRETIEN ET REPARATIONS DU VAPEUR "EUREKA".

Hon. J. D. Hazen—Service des pilotes—1351; recommandation de lord Mersey à la suite de l'enquête sur le désastre de l'*Empress of Ireland*—1351; système différent de prise et de débarquement des pilotes—1351; éviter le danger de la rencontre de deux vaisseaux—1351; nouveau bateau nécessaire pour les pilotes—1351.

M. Carroll—Conduite des commissaires au port de Sydney et de Sydney-nord—1351; congédier des hommes qui avaient vieilli dans ce service—1351; grave injustice—1351; poursuite de M. McGillivray contre les commissaires et ils l'ont remis à l'ouvrage—1352.

M. Copp—Cas semblable à Sackville—1352; employés congédiés, devraient être réinstallés—1352.

ADMINISTRATION DU PILOTAGE; REPARATIONS VAPEUR "EUREKA".

M. Boulay—Renseignements sur deux vaisseaux qui ont subi des dommages à Sainte-Félicité—2444; si des précautions ne sont pas prises, des naufrages pourraient se produire à cet endroit—2445; signal d'alarme placé à un mille à l'ouest de l'église de Sainte-Félicité ne répond pas aux besoins de la navigation—2444.

ADMINISTRATION CENTRALE—MINISTRE DES POSTES, TRAITEMENTS—1452

ACCISE—FRAIS DE VOYAGE, LOYER etc.

Hon. C. Marcl—Inspection des distilleries—1833; en Canada il se vend plus de boissons alcooliques de qualité inférieure qu'en tout autre pays—1833; en Europe celui qui vend des boissons alcooliques falsifiées est passible d'une amende—1833.

ACCISE—Solde d'heures supplémentaires dans les grandes distilleries—1833.

ACCISE—APPOINTEMENTS DES FONCTIONNAIRES ET DES INSPECTEURS DE L'ACCISE, ETC., ET AUGMENTATION D'APPOINTEMENTS SELON LE RESULTAT DE L'EXAMEN DE L'ACCISE.

Hon. P. E. Blondin—Renseignements fournis au sujet de la vente des remèdes brevetés—1831; étude spéciale sera faite de cette question—1831; résultat d'un examen de 171 échantillons—1832.

Accise—Appointements des fonctionnaires et inspecteurs—1751.

Acquisition d'un bateau à vapeur pour le service de surveillance des pêcheries du lac Winnipeg—1367.

Acquisition d'un bulletin de vote breveté—1697.

Hon. Louis Coderre—Demande que ce crédit soit rayé—1704; M. McDonald devait recevoir \$3,000 en règlement d'une réclamation de \$5,000—1704; commissaire

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

ACCISE—APPOINTEMENTS DES FONCTIONNAIRES ET DES INSPECTEURS DE L'ACCISE, ETC., ET AUGMENTATION D'APPOINTEMENTS SELON LE RESULTAT DE L'EXAMEN—*Suite.*

des brevets n'a pas livré celui exigé de M. McDonald—1704; bulletin sert maintenant aux élections fédérales—1704.

Crédit rayé—1704.

AFFAIRES ETRANGERES—APPOINTEMENTS D'UN COMMIS DE PREMIERE DIVISION.

Sir Wilfrid Laurier—Travail dans le bureau du premier ministre est très onéreux—2459; secrétaire surchargé de travail—2459.

Affaires extérieures—Appointements, dépenses imprévues—2455.

AFFAIRES INDIENNES, MANITOBA, SASKATCHEWAN, ALBERTA ET TERRITOIRES DU NORD-OUEST.—INSTRUCTION, OUTILS, ETC.

Hon. W. J. Roche—Affaire de la réserve Saint-Pierre—1410; procédures judiciaires prises pour annuler la reddition—1410.

M. Martin (Regina)—Rien n'a été fait par le Gouvernement fédéral au sujet du rachat de la réserve des Indiens de Saint-Pierre—1411; à en juger par la conduite du Gouvernement, il n'aurait rien fait si le gouvernement du Manitoba ne s'en était pas mêlé—1411; l'ex-sous-ministre des Affaires indiennes, M. Frank Pedley, a été accusé de mauvaise administration absolue dans les opérations du rachat—1411; affirmations ont été contredites par un affidavit de M. Frank Pedley—1411; mécontentement dans Selkirk et les environs—1411; l'arrêt de l'octroi des patentes ou des titres pour les terres en question, a empêché les terrains de Selkirk et des environs d'être occupés par des colons et d'être proprement cultivés—1411.

M. Bradbury—L'ex-gouvernement mérite d'être sérieusement blâmé dans cette affaire—1412; délai inutile—1412; département de la Justice a maintenant l'affaire en mains—1913; En ce qui regarde les personnes mêmes qui auraient voulu s'accaparer les terres des Indiens qui ont fait les frais de l'agitation menée par l'intermédiaire des journaux—1913.

AFFAIRES INDIENNES—DISTRIBUTION DE GRAINS DE SEMENCE.

L'hon. W. J. Roche—Secours aux Indiens du Nord-Ouest et du dehors—1997; guerre a affecté considérablement les Indiens du Canada—1997; plus de marché pour pelleteries—1997.

L'hon. Frank Oliver—Transaction se rattachant à la réserve indienne Saint-Pierre—1997; série d'accusations plus ou moins compliquées—1997; ce qu'a fait l'ancienne administration—1997; traité a

SUBSIDES—DISCUSSION GÉNÉRALE—
Suite.

AFFAIRES INDIENNES—DISTRIBUTION
DE GRAINS DE SEMENCE—*Suite.*

été conclu pour le rachat de la réserve—1997; suivi la méthode ordinaire de paiements—1997; Indiens ont reçu en échange une autre réserve plus considérable et mieux adaptée à leurs besoins—1997; vote de la tribu présente s'est prononcé en faveur de la cession—1997; gouvernement du Manitoba est intervenu—1997; a refusé d'enregistrer les transports des terres des Indiens—1998; depuis lors, on n'a plus enregistré ces transports—1998; commission a tenu une enquête—1998; a constaté que la transaction était régulière en tous points—1998; l'opinion à Saint-Pierre et à Selkirk—1998; articles du "Selkirk Weekly Record" sur cette question—1998; le jeu politique—2000; remarques du "Free Press"—2000; opinion de l'agent des réserves indiennes—2002; blancs bénéficient de cette rétrocession—2003.

M. Bradbury—Réserve Saint-Pierre vaut \$2,500,000—2003; on cherche à créer l'impression que le changement a été une bonne affaire pour les Indiens—2003; pour un terrain valant \$25 à \$50 l'acre ils en ont reçu un autre valant \$3 à \$4 l'acre—2003; j'ai dénoncé cette injustice devant le pays—2003; ancien gouvernement aurait dû régler cette question immédiatement—2004; les sauvages ont été frauduleusement dépouillés de biens très précieux—2004; l'assemblée convoquée pour la rétrocession avait été gagnée d'avance par l'agent des Indiens et par les fonctionnaires du département des Indiens—2004; l'assemblée à laquelle cette rétrocession a été déclarée adoptée n'a été annoncée que pendant une journée—2004; un avis de vingt-quatre heures a été le seul délai accordé aux Indiens pour se réunir et prendre une décision touchant la rétrocession—2004; décision des juges Locke et Prud'homme—2004; cession nulle et n'aurait pas dû être ratifiée—2004.

M. Martin (Régina)—Bien avant 1907 la population de Selkirk n'a cessé de demander cette cession—2009; personne n'a jamais fourni la moindre preuve à l'appui que les Indiens avaient été frauduleusement dépouillés de leur propriété—2010; la mission de M. Pedley du département des Indiens—2010; offre \$5,000 en acompte sur le prix du terrain—2010; 205 ont voté sur un total de 289 indiens—2010; question juridique—2010; se résume non pas à une question de fraude, mais à une interprétation de la loi des Affaires indiennes—2010.

AUX OFFICIERS DE LA DOUANE, POUR
LA DELIVRANCE DE PERMIS DE PE-
CHE SOUS LE REGIME DU *MODUS*
VIVENDI AVEC LES ETATS-UNIS.

M. Maclean (Halifax)—Poisson canadien entrant presque en franchise aux Etats-Unis, les frais de permis de pêche devraient être réduits à une somme nominale—1363; navires de pêche américains

SUBSIDES—DISCUSSION GÉNÉRALE—
Suite.

AUX OFFICIERS DE LA DOUANE, POUR
LA DELIVRANCE DE PERMIS DE
PECHE SOUS LE REGIME DU *MO-*
DUS VIVENDI AVEC LES ETATS-
UNIS—*Suite.*

mûs par la gazoline—1363; traité de 1818 défendait l'octroi de permis aux bateaux de pêche de ce genre—1363 dans le Nouveau-Brunswick on désapprouve le refus de ces permis—1363.

Hon. J. D. Hazen—En 1904 on a demandé à quelle catégorie de navires s'appliquait le permis octroyé sous le régime du "modus vivendi"—1363; le conseil rendit un décret déclarant, de la façon la plus claire, qu'il s'appliquait seulement aux bateaux à voile—1363; n'a jamais été modifié—1363.

AGRICULTURE—ADMINISTRATION CEN-
TRALE, ETC.

M. J. J. Hughes (I.P.E.)—Règlements gouvernant les exportations de pommes de terre—1311; impossibles à exécuter en ce qui concerne l'île du Prince-Edouard—1311; règlements empêchent d'expédier des pommes de terre à la Nouvelle-Ecosse ou à Terre-Neuve—1311; texte des règlements—1312.

Hon. J. D. Reid—Le département de l'Agriculture s'est vu dans l'impossibilité absolue de faire lever l'embargo que les Etats-Unis avaient placé sur les patates canadiennes, à moins de consentir à adopter des règlements conjointement avec nos voisins—1312; le botaniste en chef des Etats-Unis et celui du Dominion sont les auteurs de ces règlements, qui ont force de loi dans les deux pays—1312.

Hon. Wm Pugsley—Défense d'exporter des chevaux aux Etats-Unis porte un grave préjudice aux cultivateurs—1313; Gouvernement devrait trouver un marché pour la vente des chevaux que nos cultivateurs ne peuvent envoyer à l'étranger—1313.

Hon. J. D. Reid—Le Gouvernement a mis cette interdiction sur les chevaux parce que le gouvernement impérial le lui a demandé—1313; afin que les autorités britanniques eussent à leur disposition assez de chevaux pour les besoins de la guerre—1313.

M. Robb—Achat de chevaux en Canada—1316; chevaux américains vendus comme étant des chevaux canadiens—1316; plusieurs malades—1316.

Hon. J. D. Reid—Personne n'a acheté de chevaux aux Etats-Unis pour le gouvernement canadien—1316.

M. Carvell—Jamais pu comprendre la nécessité d'interdire l'exportation de nos chevaux aux Etats-Unis—1317.

M. Boivin—Demande renseignements sur l'octroi d'un brevet à Mlle MacAdam, relatif à un bouclier et à une pelle—1318;

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
*Suite.*AGRICULTURE—ADMINISTRATION CENTRALE, ETC.—*Suite.*

gouvernement aurait eu le droit de s'en servir sans brevet—1318.

Hon. J. D. Reid—Formule ordinaire a été remplie—1319; règlements concernant les brevets ont été observés—1320.

M. Tobin—Requête des cultivateurs du canton de Cleveland—1320; demandent du grain de semence—1320; tempête de grêle désastreuse—1320; réponse du ministre de l'Agriculture—1321; gouvernement ne se propose pas de distribuer du grain de semence ailleurs que dans les provinces d'Alberta et Saskatchewan—1321; lettres des honorables MM. Burrell et Roche—1321.

Hon. J. D. Reid—Nous fournissons du grain de semence aux cultivateurs occupant des terres qui sont encore la propriété de l'Etat—1322; provinces se trouvent précisément dans la même situation—1323.

AGRICULTURE—ADMINISTRATION DE LA LOI RELATIVE A L'INSTRUCTION AGRICOLE.

Hon. Martin Burrell—Pas de désaccord entre le gouvernement et les provinces—2238; sommes affectées en 1914-1915 pour Ontario—2238.

AGRICULTURE—POUR APPLIQUER LA LOI CONCERNANT LES GRAINES DE SEMENCE.

Hon. Martin Burrell—Encourager la production et l'utilisation de graines de qualité supérieure—2237; l'œuvre est la même que l'an dernier—2237; aide sous forme de subventions aux expositions—2237.

Aider à la suppression de la traite des blanches—1335.

AIDE AUX INDIENS PAUVRES DANS LES REGIONS RECULEES.

Hon. W. J. Roche—But est de payer des dettes contractées dans les territoires du Nord-Ouest, le nord de la Colombie-Anglaise et dans le district d'Ungava dans la province de Québec—1417.

ANNEXE AUX EDIFICES, DU PARLEMENT A OTTAWA.

M. Proulx—Gouvernement n'achète pas ses meubles directement des fabricants, mais des entremetteurs—2093; grande extravagance dans les prix payés—2093.

ANNUAIRE STATISTIQUE.

Sir George Foster—Annuaire accuse une grande amélioration—2062; nous nous efforçons d'en faire une publication de réelle valeur—2062.

Allocation à sir Charles Fitzpatrick, pour frais de déplacement concernant le comité judiciaire du Conseil privé—1335.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

ALLOCATION A M. W. J. STEWART, CHEF HYDROGRAPHE.

Pour services rendus par décret du conseil, 19 octobre 1912, relativement aux questions étudiées par la International Joint Commission, durant les années 1915-1916, \$1,000—1335.

Allocations à la société canadienne de tourbières—1719.

ALLOCATION SPECIALE AU JUGE EN CHEF DE LA COUR SUPREME DU CANADA.

Sir Robert Borden—Défrayer les dépenses de voyage et autres dépenses en rapport avec ses devoirs en remplacement de S. A. R. le Gouverneur général—2456; question de maintenir un représentant à Washington—2456; faudrait tenir compte d'une foule de choses—2456; status d'un représentant canadien—2456; ses rapports avec l'ambassadeur anglais—2456; difficultés de la situation—2456.

ALLOCATION SPECIALE AU JUGE EN CHEF DE LA COUR SUPREME DU CANADA.

Sir Robert Borden—Frais de voyages et autres déboursés quand il remplace S. A. R. le Gouverneur général—2462.

APPLICATION DE LA LOI SUR LES ENQUETES DANS LES DIFFERENDS INDUSTRIELS.

M. Médéric Martin—Des reproches au gouvernement—538; n'avoir pas inscrit au budget quelques millions pour venir en aide aux sans-travail—538; compatriotes vont mourir de faim—538; à Montréal il y a 45,000 sans-travail—538; toutes les classes de la société sont représentées—538; devrait commencer maintenant la construction du canal de la baie Georgienne—539.

ADMINISTRATION CENTRALE—MINISTRE DU TRAVAIL:

Hon. T. W. Crothers—Correspondants de la "Gazette du Travail" en Canada—518; nominations et destitutions—518; travail des correspondants—519; les sans-travail—519; on a fait beaucoup pour en diminuer le nombre—519; l'avenir ne paraît pas sous un jour trop sombre—520; interner plusieurs milliers d'étrangers—520; chômage se fait surtout sentir parmi les journaliers sans métier—520; enquête sur la situation dans Québec—520.

Hon. C. Marcell—Situation à Montréal—520; l'archevêque demande au bureau des commissaires municipaux de distribuer de l'argent aux nécessiteux—520; misère n'a jamais été aussi grande—520.

Hon. T. W. Crothers—Dans un temps de crise comme celui-ci, le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux, les municipalités et les particuliers doivent unir leurs efforts pour secourir les nécessiteux—521; c'est le seul remède que je connaisse—521.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
*Suite.*ADMINISTRATION CENTRALE—MINIS-
TERE DU TRAVAIL—*Suite.*

M. Carroll—Etablir des bourses de travail—521; constituer un bureau central de placement avec succursales—521; donné de merveilleux résultats en Europe—521.

Hon. T. W. Crothers—Bourses mal vues par les ouvriers en Angleterre—521; bourses ne doivent pas être établies en temps de crise économique—522; but n'est pas de fournir du travail mais d'aider à la distribution du travail—522; sentiment général, parmi la classe ouvrière, paraît hostile à l'établissement de bourses du travail—522; bureau central de placement serait une organisation qui coûterait fort cher—526; nous passons par une période aiguë et l'argent est rare—526; pas opportun de soumettre une telle prescription législative pendant cette session—526.

M. Macdonald—A-t-on inséré la clause concernant les salaires courants dans les contrats faits au Canada pour la fourniture de divers articles d'approvisionnement de guerre?—527.

Hon. T. W. Crothers—Centaines d'établissements au Canada où l'on fabrique des étuis d'obus—527; notre clause relative aux salaires courants n'est applicable à aucune de ces entreprises—527.

M. Buchanan—Chômage dans l'Alberta—529; houillères n'ont pas été exploitées—529; état de choses mérite une enquête impartiale—529.

M. Macdonald—La consommation du charbon depuis deux ans a accusé une diminution prodigieuse dans l'Ouest, et plus particulièrement dans la Colombie-Anglaise et dans l'Alberta—431; différentes compagnies de chemins de fer se servent bien plus couramment du combustible liquide pour les locomotives—431; gouvernement devrait aider à trouver un autre marché pour la houille domestique—531; rapport de la commission sur l'enseignement technique—532.

Hon. T. W. Crothers—Question de juridiction entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux—532; but de la commission était uniquement de recueillir les renseignements nécessaires et de faire rapport de leurs recherches aux différents gouvernements provinciaux—532; texte de la lettre envoyée en mars 1914 au premier ministre de chaque province—532; enseignement technique est un problème difficile à résoudre—533; sir James Whitney et sir Lomer Gouin ont exprimé leur avis sur l'attitude que le gouvernement fédéral devrait prendre dans une question semblable—533; devrait consister uniquement dans l'octroi de deniers—533; faudrait \$3,350,000 par année pour mettre en pratique les conclusions du rapport—533; présentement le Trésor fédéral doit faire face à des dépenses plus pressantes—533; plus tard nous pourrions conclure des ententes satisfaisantes avec les provinces, aider d'une façon sensible

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
*Suite.*ADMINISTRATION CENTRALE—MINIS-
TERE DU TRAVAIL—*Suite.*

à la diffusion de l'enseignement technique—534.

Application de la loi relative aux monopoles—539.

Appointements, construction et entretien des établissements de pisciculture.

Hon. J. D. Hazen—Les succès obtenus dans les piscicultures du saumon et du poisson blanc ne font plus aucun doute—1365; les parcs d'élevage des homards sont encore dans la phase expérimentale—1365.

Association canadienne du centenaire de la paix—Frais préliminaires de l'organisation—2456.

ARSENAL FEDERAL.

Hon. Sam Hughes—Six cents ouvriers trouvent de l'emploi à cet arsenal—1608; cartouches du modèle VII, coûtent de \$30 à \$35 par mille rondes—1609.

Hon. Wm Pugsley—Munitions coûtent meilleur marché aux Etats-Unis—1609; les achats faits par l'entremise de M. J. Wesley Allison—1610; l'écart entre \$22.50, qui est le vrai prix net de la manufacture, d'après le secrétaire de la guerre aux Etats-Unis et qui doit comprendre les frais généraux, et le prix de \$33 le mille cartouches payé par le gouvernement canadien, est un écart très considérable—1610.

Hon. Sam Hughes—Prix des fabriques canadiennes sont plus bas que les prix américains—1610.

Athabaska-Landing—Nouvel édifice public—2171.

Altamont—Salle d'exercice—2167.

Avocat, N.-E.—Elargissement du quai—2179.

Banff—Nouveau pont—2311.

Bathurst—Améliorations du port—2249.

Batiscan—Quai—2250.

BARRAGES-RESERVOIRS SUR LA RIVIERE
OTTAWA, SES TRIBUTAIRES,
ETC.

Hon. Robert Rogers—Construction barrages et écluses à différents endroits de la rivière Ottawa—2317; retenir les crues du printemps—2317; conserver à toutes les saisons de l'année l'uniformité d'eau de la vallée de l'Ottawa—2317.

BRANTFORD—NOUVEL EDIFICE PUBLIC.

Hon. Robert Rogers—Coût probable \$225,000—2160.

Bassano—Edifice public—2171.

Battleford—Achèvement ligne télégraphique de l'île à la Crosse—2314.

Battleford—Améliorations édifice public—2169.

BEAUPORT—EDIFICE PUBLIC.

Hon. Robert Rogers—Coût sera de \$25,000 à \$30,000—2108.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

BEDFORD—EDIFICE PUBLIC.

M. Séguin—Nécessité d'un édifice public à Saint-Lin—2109.

BERSIMIS—QUAI.

M. Séguin—Regrette qu'il n'y ait pas de crédit pour quai à l'Assomption—2250; ouvrage commencé sous l'ancien gouvernement—2251; travaux discontinués par gouvernement actuel—2251; travaux sont urgents—2251.

Hon. Robert Rogers—Travaux reçoivent la considération que mérite leur importance—2251.

Bibliothèque du Parlement—Appointements—2242.

Boucetouche—Edifice public—2106.

Bridgetown—Bureau de poste—2103.

Brockville—Améliorations édifice public—2320.

Brockville—Réparation du port—2298.

Brudenell, reconstruction du quai—2245.

BRUSSELS—EDIFICE PUBLIC.

Hon. Robert Rogers—Crédit total est de \$22,500—2161.

BURFORD—EDIFICE PUBLIC.

Hon. Robert Rogers—Desservir une population de 4,000 âmes—2161.

BUREAU DE L'AUDITEUR GENERAL—
COMMIS TEMPORAIRES.

M. Boulay—Emploi des Canadiens-français dans ce département—2459; seulement 2 sur 90 employés—2459; devoir de protester contre cette injustice—2459.

Bureaux de poste—Appointements—2435.

BURLINGTON—REMISE A HUTCHESON
ET LATIMER DE LA SOMME GARANTISSANT L'EXECUTION DE LEUR
ENTREPRISE POUR LE MUR DE RE-
VETEMENT.

Hon. Wm Pugsley—Etrange de retourner un chèque qui a été confisqué—2298.

Hon. Robert Rogers—Injustice avait été faite aux entrepreneurs—2299; avaient droit à leur chèque—2299.

CABLE DES ANTILLES.

Sir George Foster—Crédit ordinaire—227; diminution des prix des câblogrammes—227; convention ratifiée par le parlement anglais—227.

CALGARY—NOUVEAU BUREAU DE POSTE.

Hon. Robert Rogers—Dépense totale évaluée à \$800,000—2171; emplacement coûtera \$110,000—2171.

CAMPBELLTON—QUAIS A EAU PRO-
FONDE.

Hon. Robert Rogers—Dépense totale au 31 mars 1914 était de \$287,169—2249.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
*Suite.*CANAL DE LA BAIE GEORGIENNE—
COMMISSION ROYALE.

Hon. Robert Rogers—Commission a fait un travail très méritoire—2318; recueillir tous les renseignements possibles au sujet du canal—2318.

Canal Soulanges—Travaux de protection—1824.

CANAL DE TRENT.

Hon. Frank Cochrane—Travaux seront terminés en octobre 1916—1824; réclamation de Corry et Laverdure est réglée à 50 pour 100—1825.

CANAL WELLAND.

Hon. Frank Cochrane—Creusement cette année exigera \$5,500,000—1823; entreprise adjugée sur cinq sections—1823.

Canaux—Personnel et réparations—1826.

CANAUX—SECOURS D'ARGENT.

Hon. Frank Cochrane—Michael Lawrence Allen a été tué accidentellement dans l'exécution de son travail de journalier au canal de Lachine—1826; gouvernement donne \$1,000 à sa veuve—1826.

M. Copp—Cas de M. O'Rourke—1826; exactement semblable aux autres reconnus par le gouvernement—1826.

Hon. Frank Cochrane—Prendrai des renseignements, trop tard pour cette année—1826.

Cannington—Edifice public—2161.

CANAL WELLAND.

Hon. Frank Cochrane—Construction d'un viaduc sur le canal \$50,000—1825.

Canora—Edifice public—2170.

CAP-CHAT—PROLONGEMENT DE LA JE-
TÉE DE DERIVATION.

Hon. Robert Rogers—Travaux coûteront \$30,000—2251.

Cap-Dauphin—Port—2179.

CAP-DE-LA-MADELEINE—PROLONGE-
MENT DU QUAI.

Hon. Robert Rogers—Coût de l'entreprise \$56,156—2252.

CAP-DE-LA-MADELEINE—AGRANDISSE-
MENT DU QUAI.

Hon. Robert Rogers—Crédit de \$6,300 finira les travaux—2320.

Carberry—Edifice public—2167.

Carman—Edifice public—2167.

Cap-Saint-Ignace—Réparations au quai—2253.

CARTE ELECTORALE DU CANADA—DE-
PENSES EN RAPPORT AVEC LA PRE-
PARATION DE CETTE CARTE.

Hon. Louis Coderre—Sera imprimée cinq mille exemplaires—2448.

SUBSIDES—DISCUSSION GÉNÉRALE—
Suite.

CARTE ÉLECTORALE DU CANADA—
DEPENSE EN RAPPORT AVEC LA
PRÉPARATION DE CETTE CARTE—
Suite.

M. Sinclair—On a mis au rancart l'ancien système de la concurrence et publicité—2449; l'adjudication avec concurrence est préférable—2449.

M. Boulay—Depuis que le gouvernement fédéral a pris la confection des listes électorales, il s'est glissé beaucoup d'erreurs dans les listes électorales du comté de Rimouski—2449; pour obvier à ces inconvénients—2449; faire préparer les listes par des personnes qui sont au courant des noms français des électeurs de la province de Québec—2449.

Castor—Edifice public—2172.

Chatham—Allonge édifice public—2106.

CHARLOTTETOWN—PORT.

Hon. Robert Rogers—Crédit \$28,000 nécessaire pour compléter le dragage—2246.

CHEMIN DE FER—DARTMOUTH ET MUSQUODOBOIT.

M. Maclean (Halifax)—Ministre des Chemins et Canaux devrait traiter avec les entrepreneurs du chemin de fer d'Halifax and Eastern des conditions auxquelles ils consentiraient à commencer la ligne entre Dartmouth et le port de Musquodoboit—1566; construction de ce chemin a été commencée en 1912—1566; retard à son achèvement cause un grand désappointement—1566; entre Dartmouth et Musquodoboit il existe une population considérable et de vieux établissements—1566; s'entendre avec les entrepreneurs pour que de Dartmouth à Musquodoboit, il y ait des trains qui fassent tous les jours le trajet en vue des voyageurs et les marchandises à prendre le long de la ligne—1566.

Hon. Frank Cochrane—Arrangement a été conclu en vue de la mise en service provisoire du chemin de fer—1567; quant à la circulation des trains sur la voie de l'Intercolonial jusqu'à Dartmouth c'est une question qui a été également étudiée et qui sera réglée définitivement—1567.

M. Sinclair—Quel est le projet au sujet d'une ligne jusqu'aux ports de County-Harbour et Guysborough?

Hon. Frank Cochrane—Ligne doit atteindre Sunnybrae, avec embranchement montant à Guysborough—1567.

Hon. C. Marcil—Reliquat de subvention réclamé par C. R. Scoles, chemin de fer Atlantique au lac Supérieur—1567; subvention fut votée en 1901—1568; construction de vingt milles de chemin de fer Caplan et Paspébiac—1568; travaux qui furent exécutés—1568; quand vint le moment de constater ce que M. Scoles avait droit de recevoir, un ingénieur du ministère des Chemins de fer, M. Johnson, fut chargé d'aller faire l'estimation de la somme que M. Scoles avait droit de rece-

SUBSIDES—DISCUSSION GÉNÉRALE—
Suite.

CHEMIN DE FER—DARTMOUTH ET
MUSQUODOBOIT—*Suite.*

voir et le montant de la subvention qui devait être versé—1568; à cette époque, M. Johnson et le comptable du ministère convinrent que cette somme était d'environ \$150,000—1568; je soulevai des objections contre le paiement d'une si grosse somme, parce que, à mon avis, elle n'avait pas été gagnée et que le chemin de fer ne se trouvait pas dans l'état convenable—1568; M. McLeod, ingénieur, déclare que M. Scoles qui avait touché \$104,000 avait reçu tout ce qu'il avait droit de toucher—1568; reliquat de \$18,400 que je réclamai pour les journaliers—1568; question demeura en suspens—1568; compagnie qui a pris charge du chemin de fer ne semble pas avoir fait les paiements nécessaires—1568; tiendrais à savoir ce qui a convaincu le ministère que M. Scoles avait droit à ces \$18,000 que nous prétendions être dûs aux journaliers—1569.

Hon. Frank Cochrane—L'auditeur général a refusé de délivrer son certificat à d'autre que M. Scoles, disant que ce dernier y avait droit—1569; Gouvernement ne saurait promettre de prendre ce chemin de fer à sa charge, dans l'état actuel de gène du marché financier—1569.

CHEMINS DE FER ET CANAUX—CONSTRUCTION DU TRANSCONTINENTAL-NATIONAL.

Hon. Frank Cochrane—Pour dépenses de nivellement; droit de passage, etc.—1979.

CHEMIN DE FER DE LA BAIE D'HUDSON—CONSTRUCTION DU CHEMIN DE FER; TÊTES DE LIGNES, ÉLEVATEURS.

Hon. Frank Cochrane—Pour le chemin il faudra \$4,000,000—1981; pour les têtes de ligne \$1,500,000—1981; docks seront construits sur une étendue de forme oblongue—1981; mouillages seront dragués à 30 pieds de profondeur—1981.

CHEMINS DE FER ET CANAUX—BÂTIMENTS.

Hon. Frank Cochrane—Pour achever gare du marché Champlain—1979.

CHEMIN DE FER GRAND-TRONC-PACIFIQUE.

Hon. Frank Cochrane—Rémunération du directeur du gouvernement \$2,000—1825.

CHEMIN DE MATAPEDIA—REPARATIONS ET AMÉLIORATIONS.

Hon. C. Marcil—Chemin a été construit à travers un territoire non organisé le long de l'Intercolonial—2313; population est établie sur les côtes—2313; chemin devrait être achevé d'un bout à l'autre—2313.

SUBSIDES—DISCUSSION GÉNÉRALE—
*Suite.*CHEMIN DE FER MATAPEDIA—REPARATIONS ET AMÉLIORATIONS—*Suite.*

M. Boulay—Réparations devraient être faites entre Millstream et Matapédia aux frais du gouvernement—2314; gens chargés de ce chemin sont des colons relativement pauvres—2314.

CHEMIN DE FER DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD—DEPENSES IMPUTABLES AU CAPITAL.

M. Hughes (I. P.-E.)—Mécontentement—1819; changements fréquents dans les tarifs de transport—1819; autrefois il y avait un tarif d'été et un tarif d'hiver—1819; maintenant plusieurs changements au cours d'un même été—1819.

Hon. Frank Cochrane—Avons réduit les tarifs au lieu de les augmenter—1819.

Chemin de fer Nouveau-Brunswick et l'île du Prince-Edouard—Pour mettre la voie sur le même pied que les autres embranchements de l'Intercolonial—1818.

CHEMIN DE FER DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD—IMPUTABLE AU COMPTE DU CAPITAL.

Hon. Frank Cochrane—Somme totale nécessaire est \$1,900,000—1845.

Chester, N.-E.—Édifice public—2104.

Coaticook—Salle d'exercice—2109.

COLLEGE MILITAIRE ROYAL.

M. Edwards—Splendide service qu'ont rendu les cadets—1621; commissions acceptées du War Office—1622; classe spéciale de préparation pour l'armée—1622; noms des élèves officiers qui ont pris du service dans l'armée anglaise depuis le commencement de la guerre—1622; noms des officiers dans la force permanente du Canada—1622; noms des officiers dans corps expéditionnaire canadien—1623; grand total est de 103—1623; améliorations nécessaires au collège—1624.

Colombie-Britannique—Commission relative à la subvention fédérale—2457.

COMMERCE—COMMISSAIRES ET AGENTS DE COMMERCE, DEPENSES RELATIVES A LA NEGOCIATION DES TRAITES, ETC.

Sir George Foster—Notre commissaire en Allemagne—2054; était l'objet d'une surveillance étroite—2054; sévérité de la censure—2054; n'a appris qu'en février que des soldats canadiens étaient rendus en Angleterre—2054; M. Just ira en Russie—2054; réussit très bien à se procurer des renseignements—2054; de retour au pays il donnera des conférences avec les chambres de commerce—2054; Russie offre un débouché considérable—2054; M. Lithgow fournit d'utiles informations sur la Hollande—2055; en Chine l'année a été très favorable au commerce—2055; docteur Ross est le représentant canadien—2055; au Japon M. Johnson a pris la place de M. Harris—2055; aucun chan-

SUBSIDES—DISCUSSION GÉNÉRALE—
*Suite.*COMMERCE—COMMISSAIRE ET AGENTS DE COMMERCE, DEPENSES RELATIVES A LA NEGOCIATION DES TRAITES, ETC.—*Suite.*

gement dans le personnel en Grande-Bretagne ni des autres pays—2056; l'industrie forestière du Canada—2056; commissaires du commerce dans tous les pays ont reçu instruction de faire des recherches spéciales en vue de trouver des débouchés pour les bois de la Colombie-Anglaise—2056; difficulté de transport est le grand obstacle à toutes les entreprises à l'heure actuelle—2057.

Sir Wilfrid Laurier—A l'issue de la guerre il surgira un énorme mouvement commercial entre le Canada et la Russie—2056; dans un avenir rapproché il y aura une ligne de paquebots entre Prince-Rupert et Vladivostock—2056; pouvons fournir beaucoup à la Sibérie—2056; travail qui s'impose au ministère du Commerce—2056; en temps utile devra fructifier au bénéfice du pays—2056.

M. Thompson (Yukon)—Développement de notre commerce avec la Russie et la Sibérie—2058; ligne du Grand-Tronc-Pacifique va attirer au Canada une grande proportion du commerce de la Corée, de la Mandchourie et de la Sibérie—2058; allons assister à une recrudescence d'activité commerciale—2058; il y a longtemps la Russie entretenait dans le Pacifique-nord un commerce considérable—2059; postes russes sur le littoral et le long des rivières de l'Alaska—2059; commerce important avec l'Alaska—2059; après l'acquisition de l'Alaska par les Etats-Unis, en 1867, l'année qui vit naître la Confédération canadienne, le commerce russe périclita—2059; depuis les échanges ont été très rares entre la Russie et les ports du nord du Pacifique—2059; le Grand-Tronc-Pacifique, la fondation de la ville de Prince-Rupert favoriseront le développement d'un commerce rémunérateur—2059; nous aurions pu établir des relations commerciales plus étendues avec l'Amérique du Sud—2059; ce commerce est aux mains de pays européens—2059; l'occasion est opportune pour inviter le Gouvernement à faire tout son possible pour encourager l'extension des échanges commerciaux—2059.

Sir George Foster—Amérique du Sud est une contrée particulière—2059; il y a la question du crédit à envisager—2059; la preuve est faite que pour réussir à créer sur des bases stables un commerce rémunérateur avec l'Amérique du Sud, il faut organiser le crédit au moyen de banques pour les opérations financières—2059; l'état du crédit dans toute l'Amérique du Sud ne sera pas rétabli avant quelque temps—2060; les longs crédits ont leurs désavantages—2060; lorsque la paix aura été signée ce sera l'une des premières questions que le Canada aura à décider—2060.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

COMMERCE ET INDUSTRIES—PRIMES
SUR LE PLOMB ET LE PETROLE
BRUT.

Sir George Foster—En 1899 première année des primes—2060; versé des primes sur 449,636,000 livres—2060; en 1913 sur 29,985,569 livres de plomb—2060; en 1905 prime sur 23,336,478 gallons de pétrole—2060; en 1914 sur 7,824,219 gallons—2060.

Commerce—Traitements et dépenses casuelles aux termes de la loi concernant les mesureurs de bois—2061.

Commission des eaux limitrophes—Fleuve Saint-Jean—2318.

COMMISSION DE CONSERVATION—TRAI-
TEMENT DU PERSONNEL.

Hon. Robert Rogers—Commission fait un travail très important—2455; M. White dirige une œuvre de la plus grande valeur pour les Canadiens—2455.

COMMISSION IMPERIALE DU COMMERCE.

Sir George Foster—Commission a visité les Provinces maritimes—2063; reprendra son travail en Canada par la Colombie-Britannique—2063.

COMMISSION DU SERVICE PUBLIC, TRAI-
TEMENTS—1719.

CONSEIL MEDICAL DU CANADA.

Sir Robert Borden—Nécessaire d'accorder quelque assistance à l'association—2457; poursuit un but recommandable—2457.

Construction, expropriation d'élevateurs de tête de ligne—2081.

CONSTRUCTION D'UN VAISSEAU POUR
REEMPLACER LE "SCOUT".

Hon. J. D. Hazen—Exposé de la question des chalutiers à vapeur—2445; seul moyen de régler cette pêche est d'avoir une convention internationale—2445; possible de demander au gouvernement impérial de convoquer une conférence—2446; principaux intéressés sont la France et les Etats-Unis—2446; arrêté en conseil a été passé afin d'atteindre le but que l'on se propose au moyen d'un règlement sous l'empire de la loi des douanes—2446; obligera le maître d'un chalutier à vapeur, avant qu'il obtienne son permis de pêche, de faire une déclaration devant l'officier de douane qu'il ne pêchera pas en dedans d'au moins 12 milles de la côte—2446; comme les pêcheurs opérant sur les côtes ne s'en éloignent pas plus qu'à 9 ou 10 milles, ce règlement leur donnera une ample protection—2446.

M. Chisholm (Inverness)—Chalutiers ont une manière à eux d'é luder les règlements—2447; quittent le port la nuit venue et ils se mettent à pêcher le long du littoral dans la limite des trois milles, ce qu'ils font jusqu'à ce que le jour paraisse—2447; seul moyen de réprimer les manœuvres des chalutiers—2447; tenir la flotte en service la nuit—2447.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

CONSTRUCTION D'UN VAISSEAU POUR
REEMPLACER LE "SCOUT"—*Suite.*

Construction de bateaux pour la surveillance des pêcheries—1367.

Construction des passes migratoires et nettoyage des rivières—1362.

Construction de phares et de balises appareils, signaux sous-marins, vaisseaux pour travaux de construction—1343.

Contribution à la publication du catalogue international des publications scientifiques—1696.

Cour d'Echiquier—Appointements du prévôt de l'amirauté de Québec—1845.

Cour de l'Echiquier—Dépense casuelle—Frais de voyage des juges, rémunération aux shérifs, etc., impressions, papeterie, etc.—1845.

Courtage sur l'achat de valeurs pour le fonds d'amortissement—1828.

Cour suprême du Canada—Dépenses casuelles et déboursés, traitements des officiers (shérifs, etc.); livres, magazines, etc., pour les juges; livres de droit et de référence pour bibliothèque et reliure—1843.

Crédit pour enquête en vertu de la loi des enquêtes—2459.

DALHOUSIE—REPARATIONS DU QUAÏ
EN EAU PROFONDE.

Hon. Robert Rogers—Dépense jusqu'à date \$53,000—2249.

DEPENSES RELATIVES AUX ENQUETES
SUR LES FORCES HYDRAULIQUES
DE L'OUEST.

Hon. W. J. Roche—Fait beaucoup de travail utile—247; améliorer les conditions qui qui produisent la baisse de l'eau dans la rivière Saskatchewan—248; l'exploitation des forces hydrauliques—248; continuer l'enquête—248.

M. Martin (Regina)—Requête par la ville de Prince-Albert—248; aide en vue de l'exploitation des chutes de Lacolle—248; efforts inutiles—248; projet formidable—248; fournir de l'eau pure à Moosejaw et Regina—248; rareté de l'eau dans la Saskatchewan—248.

Hon. Frank Oliver—Faudrait dépenser de fortes sommes que nous n'aurons probablement pas à notre disposition—249; on pourrait remettre à plus tard les dépenses préliminaires—249.

Hon. W. F. Roche—Mieux de continuer les travaux commencés—249; avons retenu les services d'un personnel spécial—249.

DEPENSES POUR ECOLES NAVALES.

Hon. C. Marcil—Ecole navale gratuite de Carleton a eu du succès—368; paroisse de Bonaventure conviendrait mieux que Carleton—369.

M. Hughes (I.P.-E.)—Dans l'île du Prince-Edouard les élèves sont obligés de payer—369; ailleurs instruction donnée gra-

SUBSIDES—DISCUSSION GÉNÉRALE—
*Suite.*DEPENSES POUR ECOLES NAVALES—
Suite.

tuitement—369; département fait des passe-droits—369.

Hon. J. D. Hazen—Dans les localités où il existe une bonne école qui paraît répondre à tous les besoins, le département s'est toujours fait un scrupule d'intervenir—369; n'avons reçu aucune demande d'aide de Charlottetown—369; la population de cette ville est satisfaite de l'état actuel des choses—369.

Dépenses occasionnées par la loi de tempérance du Canada—1696.

Dépensements en général.—Dépenses casuelles.—Entretien et nettoyage des édifices administratifs—1828.

DEPENSES DU HAUT COMMISSAIRE
SUPPLÉANT A LONDRES.

Sir Robert Borden—Position de sir George Perley comme haut commissaire suppléant—2459; fait en même temps partie du Gouvernement—2459; rendu de grands services—2459; si une semblable combinaison était établie en permanence, il en résulterait peut-être dans beaucoup de questions une plus étroite coopération—2459; rien n'a surgi durant le terme d'office si bien rempli de sir George Perley qui puisse porter à croire qu'une telle combinaison ne serait pas prudente—2459; je ne voudrais pas, cependant, qu'on voit dans ce que je viens de dire une déclaration qu'une décision définitive et absolue a été prise en ce sens—2459.

DEPENSES CONCERNANT LES LITIGES
DU DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE.

M. German—Création de la charge de solliciteur général a été décidée par le Parlement pour n'avoir plus à payer de forts honoraires à des avocats pour plaider les causes des ministères—1849; aujourd'hui le solliciteur général ne plaide plus devant les cours—1849; on a perdu de vue l'objet pour lequel cette charge a été créée—1849.

Hon. C. J. Doherty—Plusieurs causes importantes ont été confiées au solliciteur général—1849; s'occupe aussi de demandes en libération conditionnelle—1849.

Hon. Arthur Meighen—Loi de 1889 créant la charge de solliciteur général—1850; ses obligations sont purement d'aider le ministère de la Justice dans son travail—1850; existe bien des manières d'aider à ce travail—1850; travail s'est accru dans des proportions considérables—1851.

Sir Wilfrid Laurier—Affaire du camp Valcartier—1852; propriétaires qui ont vendu leurs terres pour le camp n'ont pas encore été payés—1852; affaire aurait dû être réglée depuis longtemps—1852.

SUBSIDES—DISCUSSION GÉNÉRALE—
*Suite.*DEPENSES DIVERSES AUX TERMES DE
LA LOI SUR LES CÉRÉALES.

Sir George Foster—Crédit comprend les dépenses générales du personnel—2063; nouveaux élévateurs du gouvernement dans l'Ouest—2064; élévateurs tête de ligne peuvent contenir 41,050,000 boisseaux—2064; total du grain reçu au 14 février 1914—2065; utilité et importance des élévateurs—2066; peuvent être d'une grande utilité aux cultivateurs de l'Ouest—2066; l'expéditeur n'a aucune autorité à l'intérieur de ces élévateurs—2066; tout se fait sous la surveillance du gouvernement—2066; poids du grain vérifié par les soins de nos agents est tenu pour final—2067; l'inspection et l'attestation ont atteint un haut degré de valeur—2069.

M. Turriff—Système suivi tend graduellement à se perfectionner—2070; toutefois on se plaint du pesage du blé à l'élevateur—2071; texte d'une lettre mettant en lumière les embarras existants et les pertes subies—2071; ce que dit M. D. D. Campbell, de Winnipeg—2071; remède à apporter à la situation—2071; commerçants de grain sont en meilleure posture que les cultivateurs—2072.

Hon. Frank Oliver—Nouveaux chemins de fer modifiant radicalement l'état des choses—2075; de sorte que les raisons qui militaient en faveur de la construction d'élévateurs destinés à l'entreposage n'ont plus autant de force aujourd'hui—2075; différends entre les entrepreneurs et les expéditeurs de grain—2075.

M. Wright—Embarras qu'éprouve le cultivateur—2076; grain examiné à Winnipeg mais le poids est toujours établi à Fort-William—2077.

M. McKenzie—Sollicitude du gouvernement pour tout ce qui touche aux cultivateurs de l'Ouest—2078; en est autrement pour ceux de l'Est—2078; depuis 1881 nous avons placé nos fonds dans l'Ouest et n'avons pas cessé de le faire—2078; développement de l'Ouest n'a pas contribué à réduire le coût de la vie—2078; existe une coalition des meuniers et des marchands de farine—2079; prix de la farine devrait être réglementé—2079; on devrait, du moins, exercer une étroite surveillance sur le grain du moment où il est livré par le cultivateur jusqu'à ce que la farine soit embarquée, et après l'embarquement, jusqu'au moment où elle est achetée par le mineur, le bûcheron ou le pêcheur qui doivent le payer le prix qu'on en demande—2079.

Hon. Arthur Meighen—Nul ne trouve à redire au sujet des primes payées aux pêcheurs—2079; question du grain—2080; faut rechercher si une commission est plus en mesure qu'aucun tribunal de décider les questions de manque ou d'excès de grain et de faire des règlements déterminant de façon absolue les respon-

SUBSIDES—DISCUSSION GÉNÉRALE—
Suite.

DEPENSES DIVERSES AUX TERMES DE
LA LOI SUR LES CÉRÉALES—*Suite.*

sabilités en la matière—2080; la raison qui milite le plus fortement en faveur de la réglementation du commerce du grain, c'est le retard qui est susceptible de se produire—2080; exceptionnellement dangereux, le retard est inséparable des procédures judiciaires—2080; mieux vaut peut-être s'écarter des règles ordinaires de la preuve, au risque de causer quelque préjudice en certains cas, que recourir à d'interminables procédures devant les tribunaux—2080.

M. Burnham—Établir un système d'assurance pour que nul ne souffre d'injustice—2080; principe que la loi de l'indemnité ouvrière vient consacrer après de longues années de luttes—2081; la concurrence des cultivateurs de l'Ouest a fait perdre plus de 500 millions à ceux de l'Ontario—2081; c'est là un inconvénient auquel on pourrait obvier au moyen d'un régime d'assurance—2081; ce régime, il semble que le Gouvernement ait toute raison de l'instituer—2081; il pourrait, pour cela, faire verser de très légères contributions par les expéditeurs et les producteurs—2081.

DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE DES
LAINAGES, PERFECTIONNEMENT DU
TRANSPORT, ETC.

M. Tobin—Lettre du président de l'association des chambres de commerce des Cantons de l'Est—2211; hausse survenue dans le prix de l'alimentation des animaux—2211; gravité de la situation—2211; texte de la résolution—2211; protestation—2211; compagnies profitent de l'état de guerre actuel pour s'enrichir—2212.

M. Douglas—Brochures sur l'industrie laitière—2213; représentants des circonscriptions rurales apprécieraient beaucoup le don d'une bonne quantité de ces brochures—2213; dans l'intérêt de l'agriculture de dépenser plus sur ces brochures et d'économiser sur l'impression de Livres bleus qui ne sont d'aucune utilité—2213.

M. McCrancy—Vaudrait mieux dépenser les fonds publics pour publier et propager les brochures agricoles plutôt que des publications qui ne servent absolument à rien—2213.

M. Clark (Red-Deer)—Gaspille de l'argent—2213; rapports officiels que personne ne lit—2213; Gouvernement pourrait épargner un demi-million par année—2213.

Hon. Martin Burrell—Propagande que nous faisons a déterminé un grand nombre de demandes de bulletins et brochures agricoles—2214.

SUBSIDES—DISCUSSION GÉNÉRALE—
Suite.

DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE DU
BÉTAIL.

Hon. Martin Burrell—Exposition nationale du bétail de l'Ouest—2223; dans le genre de celle de Chicago—2223; problème offre de grandes difficultés—2223; divergence d'opinion—2223; apparemment impossible d'élaborer un projet—2223; crédit de \$150,000 est une innovation—2223; aider directement l'industrie du bétail dans toutes les expositions tenues au Canada—2223; l'exposition devra dépenser au moins \$5,000 en prix—2224; crédit total pour l'encouragement de l'industrie du bétail est de \$550,000—2224.

M. Neely—Industrie du bétail au Canada—2225; amélioration sensible dans la qualité—2225; industrie agricole est la base de notre prospérité nationale—2225; chaque année on devrait augmenter ce crédit—2226; l'écho du sentiment du public dans l'Ouest—2226; achat des chevaux—2226; cultivateurs pensent qu'ils n'ont pu vendre autant de chevaux qu'ils avaient droit de s'y attendre—2227; achetés aux États-Unis—2227; Gouvernement ne devrait pas empêcher les acheteurs de l'étranger de venir se pourvoir ici—2227; chevaux vendus dans l'Ouest ont rapporté que des prix assez faibles—2227.

M. Bennett (Calgary)—Gouvernement a fait tout ce qu'il fallait pour satisfaire aux exigences résultant du fait que nous sommes partie intégrante de l'empire britannique—2228; participation glorieuse du Canada à la guerre—2228; Gouvernement agit d'accord avec le gouvernement impérial—2228; déclaration d'un officier britannique—2228; population de l'Ouest aura l'occasion de vendre tous les chevaux dont elle pourra disposer pour les fins de la guerre et autres fins—2228; faut d'abord dompter les chevaux pour le service du transport, de l'artillerie ou de la cavalerie—2229; nos chevaux commanderont un haut prix sur le marché—2229; nous n'aurons plus à nous plaindre—2229; chevaux des plaines de l'Ouest seront en grande demande—2229.

Sir Robert Borden—Autorités militaires des différents pays ont dû s'entendre pour l'achat des chevaux—2229; arrangements confidentiels et compliqués—2229; avons fait savoir ce qu'il y avait au Canada—2229; nous nous sommes conformés aux désirs des autorités impériales—2230; l'exportation des chevaux et de plusieurs autres articles a été prohibée sauf pour les possessions britanniques—2230.

M. Robb—Fait un grief au Gouvernement—2230; avoir envoyé les agents du gouvernement britannique acheter des chevaux à Chicago—2230.

M. McMillan—Des chevaux ont été vendus \$110 à \$115 seulement par les cultivateurs—2231; écart de \$65 entre le prix reçu par le vendeur et le prix de vente à Montréal—2232.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE —
*Suite.*DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE DU
BETAÏL—*Suite.*

Hon. Frank Oliver—A propos d'échanger autant que possible, des chevaux pour de l'argent—2233; question de politique canadienne—2233.

DISTRIBUTION DES DOCUMENTS PARLE-
MENTAIRES.

Hon. C. Marcell—Livres bleus pour être utiles doivent être publiés en français dans un délai raisonnable—2451; des livres inutiles sont publiés—2452.

M. l'Orateur—Comité devrait être nommé pour étudier toute la question de l'impression et de la distribution des rapports et documents parlementaires afin d'établir ce service sur une base plus systématique et plus économique qu'il est aujourd'hui—2452.

Disraeli—Réparations au quai—2253.

DOUANES — APPOINTEMENTS — DEPEN-
SES CASUELLES.

Hon. J. D. Reid—Même personnel que l'an dernier—229; 76 employés des douanes se sont enrôlés—229; développement de l'industrie exige un personnel plus nombreux—230; aucun acte de favoritisme dans les augmentations d'appointements—233; rendu justice à tous les fonctionnaires—233.

M. Carvell—Voyages de l'"Alert" sur les côtes du Cap-Breton—235; liqueurs de contrebande—235; meneurs politiques ont fait rappeler le garde-côtes "Alert" pour permettre de débarquer de la contrebande du "Mary"—235; enquête sur les bruits qui ont couru dans cette partie du pays—235.

Hon. J. D. Reid—Coupables ont été poursuivis—235; le "Mary" est saisi—235; ferai faire une enquête—235.

M. McKenzie—Marchandise a été débarquée à la porte même du douanier—235; absence du douanier et de l'"Alert" semble coïncider étrangement—235; chef de file du parti conservateur a depuis été reconnu comme l'âme dirigeante de la bande des contrebandiers—235.

DOUANES—APPOINTEMENTS ET DEPEN-
SES CASUELLES AUX DIFFERENTS
PORTS DU CANADA.

Hon. J. D. Reid—Plus de travail depuis la guerre, quoique le revenu soit moindre—236; employés, appointements et revenus des douanes en 1911 et 1914—237; coût de la perception—237; nomination dans le service intérieur—238; les traitements—239; le travail supplémentaire—239; la guerre nous a obligés de nommer un plus grand nombre de fonctionnaires chargés de surveiller les navires qui entraient dans nos ports ou qui en sortaient—239.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE —
*Suite.*DOUANES—FRAIS D'ENTRETIEN DES
NAVIRES, GARDES-COTES ET POUR
LE SERVICE DE REPRESSION.

M. McKenzie—Protester contre le vote de fonds pour l'"Alert" et son équipage—243; élection provinciale dans Victoria (N.-E.)—243; agents politiques emportant des liqueurs spiritueuses—243; engins de corruption—243; principal agent était sur l'"Alert"—243; trouvé coupable par le juge—243.

Hon. J. D. Reid—A l'enquête aucune preuve n'a établi qu'il y avait de la boisson sur le bateau—244; aucun employé du Gouvernement n'a été condamné—244.

DRAGAGE—MANITOBA, SASKATCHE-
WAN ET ALBERTA.

Hon. Robert Rogers—Crédit est de \$95,000—3210.

DRAGAGE—PROVINCES MARITIMES.

Hon. Robert Rogers—Crédit est de \$600,000—2307.

Dragage—Nouvel outillage pour les Provinces maritimes—2306.

DRAGAGE—ONTARIO ET QUEBEC.

Hon. Robert Rogers—Crédit est de \$600,000—2307.

Hon. C. Marcell—Travaux de la rivière Restigouche—2307; ajouter à la valeur de la propriété privée—2307; travaux de dragage devraient être faits dans Bonaventure et Gaspé—2307; conditions à la Baie-des-Chaleurs—2307; rapport circonstancié sur tous les travaux d'urgence—2307; nombre de travaux inachevés sur la côte—2307; seulement \$3,500 pour travaux sur une ligne côtière de 1,500 milles—2307; seulement quatre ou cinq quais sont accessibles aux vapeurs—2308; péninsule de Gaspé—2308; immense contrée productrice de pâte de bois—2308; l'agriculture et la pêche—2308; communications par voie ferrée sont déplorables—2308; faudrait prolonger les quais—2308; exécuter des travaux de creusement—2308.

M. Tobin—Dépenses de milliers de dollars afin de creuser un petit ruisseau à Saint-Mathieu—2308; intérêt public ne l'exigeait pas—2309.

M. Lapointe (Kamouraska)—Gouvernement fédéral n'est pas tenu de dépenser l'argent du pays afin d'aider les marchands de bois au flottage de leurs billots—2309; creusé la rivière pour permettre d'y circuler en bateau à gazoline—2309.

Hon. J. Bureau—Nécessité d'approfondir le Saint-Laurent en face de Trois-Rivières—2310; quelques fois l'eau est tellement basse en hiver que le trafic est interrompu—2310.

EDUCATION DES INDIENS.

Hon. W. J. Roche—Toutes les écoles sont visitées par les inspecteurs des écoles publiques et séparées—1415; traitements

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

EDUCATION DES INDIENS—*Suite.*

payés aux instituteurs; nombre d'écoles dans chaque province—1416.

Edmonton—Nouvelle salle d'exercices—2172.

Edmonton—Entrepôt pour l'examen des douanes—2172.

EDMONTON—AUGMENTATION DU BUREAU DE POSTE.

Hon. Robert Rogers—Travaux coûteront \$100,000—2172.

Eganville—Edifice public—2161.

Elkhorn—Edifice public—2168.

ENCOURAGER LES ENTREPOTS FRIGORIFIQUES EN VUE DE LA CONSERVATION DES PRODUITS PERISSABLES.

Hon. Martin Burrell—Accordons à chaque entrepôt une subvention de 30 pour 100 du coût de la construction—2215; payable en six versements—2215.

Enlèvement d'obstacles dans les eaux navigables—370.

ENQUETES SUR NAUFRAGES.

Hon. J. D. Reid—M. L. A. Demers, est commissaire des naufrages—364; coutume suivie dans les enquêtes—364; tribunal spécial pour l'enquête sur la perte de l'"Empress of Ireland"—364; trente-quatre enquêtes ont faites pendant l'année—365.

M. Pardee—Enquête sur les naufrages dans les Grands lacs—365; conditions sur les Grands lacs sont différentes de celles qui règnent sur l'océan—365; ne devrait être nommé pour faire des enquêtes sur les naufrages dans les Grands lacs, aucun commissaire qui ne possède l'expérience voulue dans la navigation des Grands lacs et ne connaisse parfaitement les conditions de cette navigation—365; dans le cas de l'"Arcadia" on s'est trompé dans le verdict—365.

Hon. J. D. Hazen—A cause du petit nombre de naufrages sur les lacs, il ne convenait pas de nommer un commissaire spécial—366; en cas d'enquête à l'occasion d'un naufrage sur les Grands lacs ou sur les eaux intérieures, le commissaire des sinistres maritimes doit prendre des mesures pour que les deux assesseurs qu'il choisit pour l'assister, soient des navigateurs familiers avec la navigation sur les lacs—366.

Hon. C. Marcil—Débarquement des pilotes à la Pointe-au-Père—366; échouage du vapeur *Canada*—366; l'inspection des bateaux—366.

Hon. J. D. Hazen—Tous les navires sont examinés par un inspecteur—366; pas un bateau ne peut prendre la mer, s'il n'est pas en bon état—367.

Enseignement technique—539.

Entretien et réparations de quais—1352.

Entretien et réparations des phares—1343.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

ESSAI DES SABLES GOUDRONNEUX D'ATHABASKA DANS LA CONSTRUCTION DES ROUTES.

Hon. Frank Oliver—Travail très pratique—1711; trouver un moyen économique de construire des routes permanentes—1712. Equipement—Bassin de radoub—2095.

ETALAGE DE POISSON FRAIS ET PREPARE A L'EXPOSITION DE TORONTO.

Hon. J. D. Hazen—Donner au public une idée de l'importance des pêcheries canadiennes—1365; notre exposition de poisson frais et préparé a pour effet d'augmenter considérablement les commandes dans les provinces de l'Atlantique et du Pacifique—1365.

Etudes et travaux faits sous l'empire de la loi d'irrigation—249.

ETUDES HYDROGRAPHIQUES Y COMPRIS LA BAIE D'HUDSON.

Hon. J. D. Hazen—Travaux considérables dans la baie d'Hudson—1734; tracé les cartes marines de Port-Nelson et des environs—1734; aussi travaux dans le Saint-Laurent—1734; études hydrographiques fournissent des renseignements aux navigateurs—1734; compte-rendu du capitaine Anderson—1735; masse de renseignements—1735; indications sur l'état des glaces—1735; télégraphie sans fil à Port-Nelson et au Pas—1735; voyage du *Belle-aventure*—1736.

Hon. Frank Oliver—Navigation dans la baie d'Hudson—1737; tirer le meilleur parti possible des conditions qui existent—1737; commerce d'une vaste région a passé par ce détroit pendant deux siècles—1737; Fort-Churchill comme port était préférable à Port-Nelson—1737.

EXAMEN DE CAPITAINES ET SECONDS.

M. McKenzie—Mode actuel d'examen fait trop attendre les candidats—362.

Hon. J. D. Hazen—Capitaine Malcolm est l'examineur régulier à Halifax—362; s'il y a quelqu'un de prêt, on n'exige pas qu'il attende la présence de plusieurs candidats—362; c'est par économie, que nous cherchons à réunir le plus de candidats possibles—362; résultat des examens de dix mois—364.

Exeter—Edifice public—2161.

Exécution de la loi relative à la viande et aux conserves alimentaires—2221.

Hon. Martin Burrell—Loi défend de faire passer de la viande d'une province à une autre, non plus que hors du pays, sauf qu'elle sorte d'un établissement assujéti à l'inspection de l'Etat—2221.

EXPERIENCES SUR L'ACCLIMATATION DES RENNES AU LABRADOR.

Sir Robert Borden—Monographie sur ce sujet—2456; beaucoup de correspondance—2456; réussissons mieux dans l'Ouest avec le caribou qu'avec la renne—2456.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

EXPOSITIONS.

Hon. Martin Burrell—L'exposition de Californie—2216; son caractère général—2216; différents pavillons ont coûté \$20,000,000—2216; Canada a la meilleure exposition qu'il ait jamais eue—2216; pavillon canadien attire l'attention de tous—2216; opinion des journaux de Californie—2216.

M. Ross—Question de grande importance pour le vieil Ontario—2218; rémunération à accorder aux cultivateurs et aux éleveurs dont le bétail doit être abattu pour cause de maladie contagieuse—2218; aujourd'hui on ne peut pas accorder plus de \$40 pour un animal de race—2218.

Hon. Martin Burrell—Changements seront faits à la loi—2219; ne crois pas que la fièvre aphteuse entre dans le pays—2219; ravages de cette maladie aux Etats-Unis—2219; un million payé en indemnités aux éleveurs—2219; pas un pays au monde n'a fixé la valeur du bétail à un chiffre aussi élevé que nous l'avons fait en Canada—2219.

Hon. Frank Oliver—Si le danger est imminent, des mesures devraient être prises sans retard—2219.

EXPOSITION DU DOMINION.

L'hon. Martin Burrell—Crédit est de \$50,000—2238; cette année, de droit, la subvention irait à la Nouvelle-Ecosse—2238; Halifax a déjà fait valoir ses droits—2238; douteux qu'une exposition soit tenue—2238; dépendra de la tournure que prendront les événements—2238.

Fermes expérimentales—Nouveaux édifices et améliorations—2175.

Frais de surveillance du service des bateaux à vapeur subventionnés—1395.

Frais d'administration—Impressions, annonces, etc.—1828.

Frais d'administration—Commission sur le paiement de l'intérêt de la dette publique, l'achat de valeurs pour le fonds d'amortissement—1828.

Frais se rattachant à la convention des réclamations pécuniaires intervenue avec les Etats-Unis—1853.

GALERIE NATIONALE DES ARTS DU
CANADA.

Hon. Robert Rogers—Liste des œuvres d'art achetées avec crédit de \$100,000—2318.

GALT—SALLE D'EXERCICES.

M. Pardee—Nous pourrions économiser 90 p. 100 des sommes consacrées aux salles d'exercices—2162; condamne carrément la chose—2162.

GENDARMERIE A CHEVAL DU NORD-
OUEST.

Sir Robert Borden—Répartition du corps en 1914—1334; patrouille des eaux septen-

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

GENDARMERIE A CHEVAL DU NORD-
OUEST—*Suite.*

trionales—1334; correspondance avec les gouvernements de l'Alberta et de la Saskatchewan—1334.

GODERICH—AMELIORATION DU PORT.

Hon. Robert Rogers—Crédit de \$200,000 pour terminer les travaux—2299.

Grand'Mère—Edifice public—2110.

Grande-Prairie—Salle de l'immigration—2172.

GASPE—EDIFICE PUBLIC.

Hon. C. Marcil—New-Carlisle devrait avoir un édifice public—2110; une injustice—2110.

Gravures, lithographie, impression des cartes, etc.—250.

Gretna—Edifice public—2168.

Green-Point (Beresford)—Brise-lames—2250.

Grosse-Ile—Quarantaine, nouveaux édifices—2110.

Grosse-Ile—Station de quarantaine—Prolongement du quai—2288.

Halifax—Entrepôt de douane—2105.

Halifax—Salle d'exercices pour le 63e régiment—2105.

HAMILTON—AMELIORATIONS AU PORT.

Hon. Robert Rogers—Crédit est de \$250,000—2321.

HAWKESBURY—PONT INTERPROVIN-
CIAL SUR RIVIERE OTTAWA.

Hon. Robert Rogers—Aucune soumission n'a encore été acceptée—2311.

Hon. C. Marcil—Nécessité d'un pont sur la rivière Restigouche—2312; relier l'Intercolonial au Transcontinental—2313; moyen de placer Gaspé et toute la baie des Chaleurs à vingt-quatre heures de Boston—2313.

High-River—Edifice public—2173.

Hôpitaux de marine, comprenant les octrois aux instituteurs de secours aux marins—1355.

HULL—REPARATIONS AU BUREAU DE
POSTE.

M. Devlin—Accommodation insuffisante—2110.

Huntsville—Edifice public—2163.

Ile Perrot-sud—Quai—2289.

ILE FIGHTING—RIVIERE DETROIT—
AMELIORATIONS DU CHENAL.

Hon. Robert Rogers—Diminuer la congestion du trafic du chenal—2299; travaux coûteront \$300,000—2299.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE —
Suite.

IMMIGRATION—APPOINTEMENTS D'AGENTS ET D'EMPLOYES AU CANADA, EN ANGLETERRE ET A L'ETRANGER.

- M. Chisholm* (Antigonish)—Nécessité d'un agent de publicité—1662; représentations appuyées par les citoyens des provinces maritimes—1663.
- Hon. W. J. Roche*—L'idée de la requête n'est pas d'établir un bureau de publicité, mais de faire nommer un agent d'immigration pour la Nouvelle-Ecosse—1663.
- M. McCrancy*—N'approuve pas la campagne pour engager les Néo-Ecossais de l'Ouest à retourner dans leur province—1664; bail à pâturage de Mme F. Schrader, dans la Saskatchewan—1667; résolution du conseil municipal de Great-Bend—1667; demande de 77 habitants de la localité—1667; trois déclarations de M. Schrader—1667; question de savoir si M. Schrader a bien l'argent qu'il faut pour cette entreprise—1668; conviendrait de laisser ces terres à la colonisation—1668.
- Hon. W. J. Roche*—Inspecteur dit dans son rapport que les terres ne conviennent pas toutes à l'agriculture—1669; devons agir avec beaucoup de prudence avant d'ouvrir à la colonisation les terres propices au pâturage—1669.
- M. Douglas*—Demande nomination d'un garde-forestier indépendant pour le district de Netaskiwin—1669; valeur du bois marchand et les terres des colons—1669.
- M. Clark* (Red-Deer)—Aspect politique de cette question—1670; nous ne sommes pas habitués au Canada aux méthodes allemandes—1670; octroi de lettres patentes—1670.
- Hon. W. J. Roche*—On a toujours entendu, on entend et on entendra encore des plaintes semblables, peu importe le gouvernement qui est à la tête des affaires du pays—1671; la difficulté vient de ce que beaucoup de personnes qui s'établissent comme colons désirent se soustraire à leurs devoirs et obtenir leurs lettres patentes sans observer les règlements—1671; règlements sont là et on doit les observer—1671.
- M. Buchanan*—Destitution de A. E. Humphries, de Lethbridge—1672; raisons de son renvoi—1673.
- Hon. W. J. Roche*—A cette époque il n'y avait presque rien à faire pour l'immigration à Lethbridge—1673.
- Hon. C. Marcil*—Ce qui se passe à Montréal—1674; trois quarts des gens sans emploi ne sont pas des canadiens de naissance—1674; changements devraient être faits à notre politique d'immigration—1674; campagne sont à l'abri des surprises—1674; étrangers viennent chercher de l'ouvrage dans les villes—1674.
- Hon. W. J. Roche*—Depuis que la guerre est commencée, il ne nous est presque pas venu d'immigrants d'outre-mer—1675;

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE —
Suite.

IMMIGRATION—APPOINTEMENTS D'AGENTS ET D'EMPLOYES AU CANADA, EN ANGLETERRE ET A L'ETRANGER —*Suite*

- Gouvernement n'encourage personne à venir ici—1675; appliquons avec plus de vigueur que jamais les règlements sur l'immigration—1675.
- M. Martin* (Régina)—Administration de l'immigration—1675; dépenses de ce service depuis 1911—1875.
- Hon. W. J. Roche*—Dépenses représentent \$3.80 par tête d'immigrant—1676; l'immigration européenne accuse une grande diminution—1676; colons des Etats-Unis—1676; nouvelle orientation—1676; grands homesteads de 320 acres—1676
- Hon. C. Marcil*—Mission de M. l'abbé Caron—1677; tenté d'amener des colons sur le parcours du Transcontinental—1677; plaintes au sujet des difficultés à transporter les colons—1677.
- M. Burnham*—Pensions à la vieillesse—1677; vie à la campagne est si vague—1679; c'est une folie de persister à attirer des étrangers ici, sans faire le moindre effort pour améliorer le sort de ceux qui habitent déjà le pays—1679.
- M. Bickerdike*—Inspection des immigrants devrait se faire au moment de l'embarquement—1679.
- IMMIGRATION — ADMINISTRATION DE L'IMMIGRATION.
- Hon. W. J. Roche*—Immigration orientale depuis deux ans—1682; ceux qui sont exempts de la taxe—1682.
- M. Martin* (Régina)—Réserve Riding-Mountain et Duck-Mountain—1683; gardées comme un appât pour le public en temps d'élection—1683; enquête devrait être faite sur certaines choses qui se sont produites dans la réserve Duck-Mountain—1683; les faits—1683; accusations d'irrégularités dans l'allotissement de la limite—1683; dix-sept hommes ont payé chacun \$100 à un juge de paix établi dans cette partie du pays, comme condition antérieure à leur obtention d'un lot—1684.
- Hon. W. J. Roche*—Député mal renseigné—1684; seules terres que je connais comme ayant été prises à la réserve de Duck-Mountain l'ont été avant l'arrivée au pouvoir du Gouvernement—1684; celui qui a fait cela a plus tard témoigné sous serment qu'il les avait données à des amis de l'ancien ministère qui n'étaient absolument pas des squatters—1684; résultat d'une enquête faite par l'inspecteur Cuttle—1684.
- Immigration—Dépenses casuelles—1681.
- Immigration—Secours autres qu'en grain de semence—2015.
- IMPRIMERIE NATIONALE—DIVERS.
- Hon. Wm. Pugsley*—Sommes considérables sont gaspillées chaque année—1702; nom-

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
*Suite.*IMPRIMERIE NATIONALE—DIVERS—*Suite.*

bre considérable de rapports qui ne sont jamais lus—1702; sous-comité devrait étudier le projet de réduire ces dépenses—1702

M. l'Orateur—Bonne partie des documents distribués aux députés ne leur servent à rien—1702; sérieux gaspillage relativement à l'impression des rapports et des livres bleus—1702; possède renseignements dont le comité pourrait avoir besoin—1702; devrait établir une méthode plus économique—1703.

Hon. C. Marçil—Grief de vieille date—1703; source de dépenses, d'ennuis et de tracas—1703; impression des livres bleus en français—1703; faut qu'elle se fasse dans un délai raisonnable, si non elle représente un gaspillage d'argent—1703; actes de naturalisation—1704.

Hon. Louis Coderre—La formule du certificat de naturalisation a été traduite en français—1704.

IMPRESSIONS DIVERSES.

Hon. Louis Coderre—Payer surtout l'impression des rapports des départements—2553; avec le système actuel, nous ne pouvons pas calculer à l'avance ce que le service de ces impressions peut coûter—2453.

Indiens de la Colombie-Anglaise; pour subvenir aux dépenses de la commission des terres de la Colombie-Anglaise, y compris \$1,400 pour les honoraires du Dr J. A. McKenna, l'un des commissaires—1415.

INDIENS—POUR ENRAYER LA TUBERCULOSE.

Hon. W. J. Roche—Maladie très répandue chez les Indiens—1417; plus de la moitié en sont atteints—1417.

Indiens—Impressions, papeterie, etc.—1417.

INDIENS, DIVERS: SUBVENTION AU FONDS N° 310 DES INDIENS; POUR LA SUPPRESSION DES LIQUEURS ALCOOLIQUES.

Hon. W. J. Roche—Amendes versées au fonds des Indiens—1418.

Indiens, en général: pour pourvoir aux dépenses relatives à l'épidémie de petite vérole, et à d'autres maladies—1418.

INDIENS, ARPENTAGES: ONTARIO, QUEBEC ET PROVINCES MARITIMES.

Hon. W. J. Roche—Pourvoir à la subdivision de la réserve des Indiens Pays-Plat dans la province d'Ontario, au nouvel arpentage des limites contestées de la réserve de Big-Hole, au Nouveau-Brunswick, et de la réserve Whycocomagh, dans la Nouvelle-Ecosse—1419.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
*Suite.*INDIENS, ARPENTAGES: ONTARIO, QUEBEC ET PROVINCES MARITIMES
Suite.

Indemnités aux Indiens qui cèdent leurs terres en vertu de l'article 89 de la loi des Indiens lesquelles seront remboursées par le produit de ces terres—1417.

Indiens du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest, étude topographique—1413.

INDIENS SIOUX.

Hon. W. J. Roche—Les Sioux ne sont compris dans aucun traité conclu avec le Gouvernement canadien—1414; mais lorsqu'ils se sont transportés ici, le Gouvernement les a soumis au même régime que les autres Indiens—1414.

Indiens du Manitoba, de la Saskatchewan et des Territoires du Nord-Ouest, dépenses générales, 1414.

Indiens de l'île du Prince-Edouard—Services médicaux et médicaments—1410.

Indiens de l'île du Prince-Edouard—Traitements—1410.

INDIENS DU NOUVEAU-BRUNSWICK—ENCOURAGEMENT A L'AGRICULTURE.

M. Copp—Gouvernement n'a jamais pris en considération la question d'enseigner aux Indiens assez d'agriculture pour qu'ils puissent se suffire à eux-mêmes—1409.

M. Pius Michaud—L'agent des Indiens de Tobique leur a appris la science de l'agriculture—1410; fonctionnaire a rendu de grands services—1410; malheureusement il a perdu son emploi—1410.

Indiens d'Ontario—Secours, soins médicaux et médicaments—1396.

INDIENS DE QUEBEC—SECOURS, SOINS MEDICAUX ET MEDICAMENTS.

Hon. W. J. Roche—Seize réserves dans Québec—1396; population sauvage près de 13,000—1396.

INDIENS D'ONTARIO ET DE QUEBEC—FRAIS DE JUSTICE EN GENERAL.

Hon. W. J. Roche—Il y a 107,221 sauvages en Canada—1399; renseignements sur la population indienne de chaque province—1399.

Indiens d'Ontario et de Québec—Frais généraux—1399.

INDIENS DE LA NOUVELLE-ECOSSE—APPOINTEMENTS.

M. Macdonald—Deux surintendants à la Nouvelle-Ecosse—1400; gouvernement aura beaucoup de difficulté à excuser la nomination de M. Foster—1400.

Hon. W. J. Roche—Feraï une enquête afin de m'assurer de la nature des fonctions qu'il rempli et de la nécessité de cet emploi—1404.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

INDIENS DE LA NOUVELLE-ECOSSE—
APPOINTEMENTS—Suite.

Indiens de la Nouvelle-Ecosse—Secours et graines de semence—1405.

Indiens de la Nouvelle-Ecosse—Soins médicaux et médicaments—1405.

Indiens de la Nouvelle-Ecosse—Dépenses diverses et imprévues—1407.

Indiens de la Nouvelle-Ecosse—Préparations des chemins et endiguement—1407.

Indiens de la Nouvelle-Ecosse—Reconstruction de la maison du conseil à Chapel-Island.

M. Kyte—Il s'agit de reconstruire une chapelle détruite par le feu—1407.

Indiens du Nouveau-Brunswick—Appointements—1408.

Indiens du Nouveau-Brunswick—Secours—1409.

Indiens du Nouveau-Brunswick—Divers et imprévus—1409.

INDIENS DU NOUVEAU-BRUNSWICK—
REPARATION AUX CHEMINS.

M. Pius Michaud—Somme de \$450 paraît faible—1409; chemins à travers les réserves indiennes sont très mauvais—1409.

INDEMNITE PARLEMENTAIRE—JOURNEES PERDUES PAR LA MALADIE, ETC.

Hon. C. Marcell—Députés qui sont au front—2450; devrait inscrire leurs noms dans les colonnes des Débats, car ils font honneur à toute la députation—2450.

INDUSTRIE ET COMMERCE.

Sir George Foster—Depuis un an la besogne a été presque le double de l'exercice précédent—223; depuis six mois la correspondance a été écrasante—223; surcroît de demandes résultant de la situation créée par la guerre—224; bulletin du commerce est très répandu—224; essor à imprimer à l'œuvre du pays en son ensemble—224; excellentes perspectives qui s'ouvrent devant l'industrie—224.

Hon. Wm. Pugsley—Heure mal choisie pour gonfler les frais d'administration—224; besoin de faire des économies—224; Gouvernement augmente les dépenses—224; déclaration du professeur Shortt, président de la commission du Service civil—224; deux mille employés révoqués, 10,000 pour prendre leur place—224; addition de \$8,000,000 aux dépenses du pays—225.

M. Sinclair—Démissions et nominations—225; 4e nombre dans les différents ministères—225; révocations 2,115—225; nominations 10,576—225.

Hon. Arthur Meighen—Relevé ne dit rien des employés mis à leur retraite—225; pa-

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

INDUSTRIE ET COMMERCE—Suite.

roles du professeur Shortt ont créé une fausse impression—225; ceux qui veulent parler publiquement sur ce sujet, devraient être renseignés avant de parler—225:

Ingersoll—Salle d'exercice—2163.

Inspection des bestiaux—371.

INSTALLATION D'UN TELESCOPE A
L'OBSERVATOIRE DU DOMINION
(SUCCURSALE DE L'OUEST).

Hon. W. J. Roche—Plus grand télescope du monde—1690; Saanich-Hill, près de Victoria, est le meilleur endroit pour l'installer—1691.

Inspection des bateaux à vapeur—1356.

INSPECTION DU POISSON EN CONSERVES ET SAUMURE.

Hon. J. D. Hazen—Inspecteurs renseignent les pêcheurs au sujet des barils et autres détails—1366; afin d'appliquer cette loi le pays est divisé en six arrondissements—1366; chaque inspecteur reçoit \$1,200—1367.

INTERCOLONIAL—DEVIATION DE LA LIGNE ENTRE NELSON ET DERBY-JONCTION.

M. Loggie—Relèvement des rails du côté sud de la rivière Miramichi—1776; faudrait un pont pour avoir accès de l'autre côté de la rivière—1796.

Hon. Frank Cochrane—N'y a pas assez de trafic pour nous autoriser à effectuer à grands frais les réparations voulues—1797.

INTERCOLONIAL—FRAIS D'ADMINISTRATION.

Hon. Frank Cochrane—Faudra \$14,060,000—1818.

Intercolonial—Pour renforcer les ponts—1594.

INTERCOLONIAL—CHATHAM—DIVERGENCE DE LA LIGNE ET DE L'EMBRANCHEMENT VERS LES QUAIS.

M. Loggie—Donner à la population de la rive sud un autre moyen d'atteindre la voie ferrée sur la rive nord—1595; nécessité de construire des embranchements—1596.

Intercolonial—Déviation de la voie entre North-Sydney et Leitch's-Creek—1798.

Intercolonial—Protection des grandes routes en général—1798.

Intercolonial—Halifax, docks et quais—1799.

INTERCOLONIAL—HALIFAX, NOUVELLE GARE MARITIME.

Hon. Frank Cochrane—Travaux coûteront \$1,750,000—1799.

- SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.
- INTERCOLONIAL—HALIFAX, NOUVELLE
GARE MARITIME—*Suite.*
- Intercolonial—Halifax, nouvelles accom-
modations, nouvel outillage—1801.
- Intercolonial—Halifax, canal d'égout de
Willow Park—1801.
- Intercolonial—Hampton, passage intérieur
et améliorations—1801.
- INTERCOLONIAL—INSTALLATION DU
SYSTEME DE SURETE (DOCK SYS-
TEM) SE RATTACHANT A L'EXPLOI-
TATION.
- Hon. Frank Cochrane*—Faut \$14,000 pour
compléter le système entre Saint-Jean et
Hampton—1801; travail fait par la
"General Railway Signal Co. of Canada",
de Lachine—1801.
- INTERCOLONIAL—INSTALLATION D'UN
RESEAU TELEPHONIQUE SE RATTACHANT A L'EXPLOITATION.
- Hon. Frank Cachrane*—Téléphone plus sûr
que le télégraphe—1802; faudra \$100,000
pour ligne entre Moncton et Sainte-Rosalie
—1802.
- INTERCOLONIAL—AMELIORATIONS A
LEVIS.
- Hon. Frank Cochrane*—Donner plus de fa-
cilités pour le bateau transbordeur—
1802.
- INTERCOLONIAL—ATELIERS DE LOCO-
MOTIVES ET DE WAGONS A MONC-
TON.
- Hon. Frank Cochrane*—Renoncé au projet
de faire décharger du charbon à Rivière-
du-Loup—1802; nous pouvons acheter du
charbon au Nouveau-Brunswick à aussi
bon marché que nous pouvons en acheter
dans la Nouvelle-Ecosse—1802; nous pou-
vons le livrer à moins de frais du Nou-
veau-Brunswick que par les bateaux—
1802.
- Intercolonial—Moncton, élimination des pas-
sages à niveau et des rampes—1803.
- Intercolonial—Moncton, toitures—1804.
- INTERCOLONIAL—MULGRAVE, NOU-
VEAU BAC TRANSBORDEUR DE WA-
GONS.
- Hon. Frank Cochrane*—Bac coûtera \$354,-
000—1804; dangereux de n'avoir qu'un
seul transbordeur—1804.
- Intercolonial—Usines génératrices—1804.
- Intercolonial—Passages de ferme à ni-
veau et ponceaux—1804.
- INTERCOLONIAL—PUGSWASH, EMBRAN-
CHEMENT.
- M. Copp*—Embranchement au quai de Sack-
ville—1805; difficultés à propos du quai—
1805; entreprise a coûté \$40,000 et est
inutile faute d'un embranchement de che-
min de fer—1805.
- SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.
- INTERCOLONIAL—PUGWASH, EMBRAN-
CHEMENTS—*Suite.*
- Hon. Frank Cochrane*—Question à l'étude—
1806.
- Intercolonial—Rampe entre Memramcook
et Sackville—1806.
- INTERCOLONIAL—MATERIEL ROULANT.
- Hon. Frank Cochrane*—Somme de \$2,250,000
nécessaire—1807; acheter douze locomo-
tives de chauffe plus intense—1807; nou-
veaux wagons, etc.—1807.
- M. Copp*—Travail de l'Intercolonial devrait
se concentrer à Moncton—1807; Gouver-
nement devrait procurer un peu plus d'ou-
vrage au siège de l'administration du
réseau à Moncton—1807; facilités de
communications—1807; experts en ma-
tière de construction de wagons—1807.
- M. Rhodes*—Construction des wagons de-
vrait se faire à Amherst—1808; condi-
tions régnantes à Moncton ne sont pas
de nature à assurer la plus grande va-
leur à la construction—1808.
- M. McLean (I.P.-E.)*—Charlottetown pos-
sède des ateliers les mieux outillés en
Amérique—1808; avons tout ce qu'il faut
pour la construction des wagons—1808.
- INTERCOLONIAL—APPAREILS DE SURE-
TE POUR L'EQUIPEMENT.
- Hon. C. Marcil*—Nécessité d'un passage in-
férieur à Matapédia—1809; passage à
niveau y est très dangereux—1809.
- Intercolonial—Mont-Joli (anciennement Ste-
Flavie)—Agrandissement des installa-
tions—1810.
- Intercolonial—Saint-Jean, ligne de raccorde-
ment sur la baie de Courtney—1810.
- Intercolonial—Déviation à Sydney—Mines—
1811.
- Intercolonial—Améliorations diverses—1811.
- Intercolonial—Améliorations à Trenton—
1811.
- INTERCOLONIAL—SERVICE D'EAU.
- Hon. C. Marcil*—Tuyau de pompe à incen-
die devrait être gardé à la gare de Mata-
pédia—1811; incendie serait dangereux
à cet endroit—1811; bâtiments de l'In-
tercolonial et le village sont confondus
pêle-mêle—1811.
- INTERCOLONIAL—EMBRANCHEMENT
PRES DE DARTMOUTH.
- M. Sinclair*—Rapport sur l'embranchement
de Guysborough—1812; celui de Country-
Harbour—1812.
- Hon. Frank Cochrane*—Le programme du
gouvernement comprend les embranche-
ments de Sunnybrae à Country-Harbour
et à Guysborough—1812.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

INTERCOLONIAL—DOUBLE VOIE DE
CHAUDIERE—JONCTION A SAINT-
ROMUALD.

Hon. Frank Cochrane—Faut \$30,000 pour achever l'entreprise—1796; Soper et McDougall, d'Ottawa, entrepreneurs—1796.

INTERCOLONIAL — AGRANDISSEMENTS
ET AMELIORATIONS A AMHERST.

M. Macdonald—Cas de madame Higgins blessée à la station de Ferrona—1577; demande de faire une enquête—1577; train s'est mis en mouvement trop rapidement—1577.

M. Chisholm (Antigonish)—Un embranchement de l'Intercolonial devrait être construit dans le comté d'Antigonish—1579.

M. Sinclair—Situation des chemins de fer dans la Nouvelle-Ecosse—1581; l'ancien projet pour les comtés de Pictou et Guysborough—1581.

M. McKenzie—Prolongement du chemin de fer de l'Intercolonial—1582; localités des Provinces maritimes qui n'ont pas de voies ferrées à une distance raisonnable—1583.

M. Carroll—M. Gutelius ne rend pas à l'Intercolonial des services pour la somme qu'il reçoit—1584; il y avait à l'emploi de l'Intercolonial, des hommes qui possèdent les qualités voulues pour occuper la charge de gérant en chef de ce chemin—1584; plaintes contre l'administration de l'Intercolonial—1584; fonctionnaires n'ont pas de chance d'avancement—1585.

M. Boulay—Le français sur l'Intercolonial—1586; observations du journal "Le Progrès du Golfe"—1586; moitié du parcours de l'Intercolonial se trouve dans la province de Québec—1586; personnel devrait comprendre le français—1587; changement nécessaire dans le départ des trains—1587; les traverses de chemins de fer et les cultivateurs—1587; dans l'intérêt de l'Intercolonial d'acheter l'embranchement de Sainte-Flavie à Matane—1588.

M. Copp—Traitement de M. Gutelius, est trop élevé pour l'administration de l'Intercolonial—1588; comment voyage M. Gutelius—1589; amener des hommes du dehors pour les faire passer par-dessus la tête de ceux qui occupent déjà des positions sur le chemin de fer, c'est méconnaître entièrement les droits et les intérêts des employés de l'Intercolonial—1589.

Hon. Frank Cochrane—Il n'est pas dans l'intérêt du réseau ou des populations qu'il dessert, qu'une institution comme l'Intercolonial soit administrée au point de vue politique—1590; relativement à l'avancement à donner aux employés, un des premiers principes que je posai, lorsque je pris la direction de l'Intercolonial, c'est que l'avancement doit se donner aux employés les plus méritants et que

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

INTERCOLONIAL — AGRANDISSEMENTS
ET AMELIORATIONS A AMHERST—
Suite.

le mérite seul doit entrer en ligne de compte—1590; satisfait de l'administration de M. Gutelius—1591; traitement des employés de l'Intercolonial; amélioration effectuées—1591.

INTERCOLONIAL.

Hon. Frank Cochrane—Déficit de \$83 pour dix mois expirés le 31 janvier—1573; frais d'exploitation diminué de \$200,000 et les recettes de \$1,500,000—1573; avons tâché de retenir tous les employés permanents—1573.

Inverness—Améliorations du port—2180.

Jamesville—Compléter le brise-lames—2242.
Jonquières—Edifice public.

JONQUIERES—EDIFICE PUBLIC.

Hon. Robert Rogers—Coût environ \$33,000—2110.

Kamouraska—Prolongement du quai—2289

Kamloops—Salle d'exercices—2173.

Kemptville—Edifice public, terrain supplémentaire—2320.

Kindersley—Edifice public—2170.

KINGSTON—AMELIORATIONS DU PORT.

Hon. Robert Rogers—Crédit de \$150,000—2299; améliorations demandées par le conseil de ville, par l'association maritime du Dominion et par la chambre de commerce de Kingston—2299.

LAC PIGEON—AMELIORATIONS AU LAC.

Hon. Robert Rogers—Redressement de ce cours d'eau—2302; meilleur écoulement des eaux—2302; dessèchement des champs de foin—2302.

Hon. Frank Oliver—Serait dans l'intérêt du pays en général qu'on arrêtât les moyens de maintenir l'eau du lac à un niveau qui conserverait les eaux du printemps—2303.

LAPRAIRIE—OUVRAGES DE PROTECTION.

M. Lanctôt—Contrat n'a pas été accordé au plus bas soumissionnaire—2290; trois offres ont été reçues—2290; A Duranceau et N. Poupart ont eu l'entreprise pour \$72,676—2290; en 1913 chemin devait être relié au boulevard Edouard VII—2290; moyen d'éliminer entrepreneur E. J. Rainbow—2290; lettre de l'honorable M. Caron, ministre à Québec—2290; ne voit pas la possibilité que chemin soit fini pour printemps 1914—2290; M. Caron offrait de faire tout l'ouvrage—2290; gouvernement refuse et la situation qui en est le résultat—2290; politiciens qui ont le patronage qui tiennent les travaux en suspens—2291; au-delà de \$60,000 de dépensés et il n'y a encore rien de fait—2293.

SUBSIDES—DISCUSSION GÉNÉRALE—
Suite.

LAPRAIRIE—OUVRAGES DE PROTECTION—*Suite.*

Hon. Robert Rogers—Ouvrage de grande importance—2292; M. Rainboth refusa d'accepter les conditions à \$70,000—2292; entrepreneurs ne sont pas acquittés de la tâche aussi bien que nous l'aurions voulu—2292; gouvernement établira une route temporaire repondant aux exigences des voyageurs du côté de Montréal—2292; enquête sera faite sur l'entreprise—2292; prix d'adjudication était \$70,000—2293.

M. Verville—Plaintes des touristes des Etats-Unis—2293; plusieurs sont retournés sur leurs pas—2293; rien ne devrait les détourner de la métropole du Canada—2293.

Législation—Dépenses imprévues affectées aux listes électorales—1700.

Législation—Listes électorales provinciales—1700.

LEGISLATION—CREDIT GENERAL.

Hon. Louis Coderre—Il y a 1,100 employés à l'Imprimerie nationale—1697; fallu louer deux autres édifices—1697; coût total des impressions \$1,597,000 l'année dernière—1698; impressions exécutées en dehors ont coûté \$412,000—1698.

LEGISLATION—CHAMBRE DES COMMUNES—TRAITEMENTS.

M. l'Orateur—Requête des commis de la Chambre—2241; demandent d'être payés pour cent jours, même si la session ne dure pas aussi longtemps—2241; personnel des commis parlementaires coûte \$627 par jour—2241; commission de régie interne a décidé qu'il n'y avait pas lieu d'y faire droit—2241.

Législation—Dépenses casuelles concernant les listes d'électeurs—2242

Léproserie de Tracadie et de l'île d'Arcy—2240.

Ligne télégraphique d'Athabaska-Landing au lac de la Biche—2314.

Ligne télégraphique d'Athabaska-Landing à Fort-McMurray—2314.

LIGNES TELEGRAPHIQUES ET TELEPHONIQUES.

M. McKenzie—Ligne du Petit-Détroit à la Pointe-McKay—2315; localité séparée du reste du pays—2315; où en sont rendus les travaux?—2315; câble des îles de la Madeleine—2316; ligne très achalandée—2316; n'est pas administrée avec le sens des affaires—2316; faudrait discipliner le personnel—2316.

LIQUIDATION DE LA COMPAGNIE "UNION LIFE ASSURANCE COMPANY".

Hon. W. T. White—Balance de \$6,606 pour défrayer frais de la liquidation—2458; compagnie comptait 140,000 détenteurs de polices—2458; gouvernement crut bien faire en déclarant qu'il se charge-

SUBSIDES—DISCUSSION GÉNÉRALE—
Suite.

LIQUIDATION DE LA COMPAGNIE "UNION LIFE ASSURANCE COMPANY"—*Suite.*

rait des frais—2458; tous les intérêts des détenteurs de police sont sauvegardés—2458; liquidation a coûté \$25,000—2458.

Loi concernant le titre de l'or et de l'argent—226.

LOI DES ENQUÊTES EN MATIÈRE DE DIFFÉRENDS INDUSTRIELS.

M. Copp—Compagnie du Grand-Tronc ne peut pas obéir aux décisions du comité d'arbitrage—535; texte d'une résolution adoptée par la fédération des employés—535.

Hon. T. W. Crothers—S'agit du conflit avec les mécaniciens à Winnipeg—536; se sont mis en grève en octobre 1911—536; entente est intervenue dix-huit mois après, entre les employés et la compagnie—536.

LOI DE LA CONCILIATION ET DU TRAVAIL.

Publication, impression, reliure et distribution de la "Gazette du Travail", allocation aux correspondants et services auxiliaires des commis à la préparation des statistiques—535.

Loyer, combustible, frais de voyages, papeterie, etc., pour l'inspection du gaz et de l'électricité, et pour l'achat et les réparations des instruments—1839.

LOI CONTRE LES INSECTES DESTRUCTEURS.

Hon. Martin Burrell—Nécessaire de nommer des inspecteurs—2240.

London—Terrain de l'exposition—2320.

LONDON—ARSENAL, ADDITION AUX TERRAINS.

Hon. Robert Rogers—Exécuter plan élaboré conjointement avec la ville de London—2163.

LOYERS—EDIFICES PUBLICS.

Hon. Robert Rogers—Total des loyers \$675,000 par année—2175.

Lunenburg—Amélioration du port—2243.

Mahone-Bay—Edifice public—2105.

Marins naufragés et indigents—1355.

Manitonas—Edifice public—2168.

MARINE—SERVICE DES SIGNAUX.

Hon. J. D. Hazen—Recueille et distribue des renseignements au sujet des mouvements des vaisseaux—1349; censeurs à l'île aux Perdrix—1349; liste des stations de signaux—1350.

Malbaie—Achèvement de la jetée—2294.

McKay's-Point—Réparation du quai—2243.

Middleton—Edifice public—2105.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

MILLBROOK—EDIFICE PUBLIC.

Hon. Robert Rogers—Coût sera de moins de \$20,000—2163.

Mill-Cove—Prolongement du brise-lames—2243.

MILICE ET DEFENSE—TRAITEMENTS ET SOLDES.

M. Macdonald—Mécontentement à Prince-Rupert—1624; licenciement du "Earl Grey's Own Rifles"—1625; causes locales produites par des envieux—1625; ministère de la milice donna ordre de licencier le corps—1625.

Hon. Sam. Hughes—Régiment fut licencié avant d'être réorganisé—1625; tout est à peu près arrangé—1625; guerre a fait disparaître les petites animosités—1626.

MILICE ET DEFENSE—TROUPE PERMANENTE.

M. Carvell—Troupe permanente du Canada a coûté des millions—1618; lorsque la guerre a été déclarée ces hommes n'ont pas été envoyés au front mais sous le beau climat des Bermudes—1619.

Hon. Sam. Hughes—Gouvernement anglais a demandé que nous envoyons le royal canadien aux Bermudes pour relever le régiment du Lincolnshire qui y tenait garnison—1619; si le gouvernement anglais veut ces hommes au front, tout ce qu'il doit faire c'est de les demander et le gouvernement canadien sera trop heureux d'accorder la requête—1619.

Marine et pêcheries—Construction de dragues pour les travaux du fleuve Saint-Laurent—1340.

MARINE ET PECHERIES—SERVICE OCEANIQUE ET FLUVIAL—ENTRETIEN ET REPARATION DES NAVIRES ET DES BRISE-GLACE DE L'ETAT.

Hon. J. D. Hazen—Entretien et opérations de la flotte de dragage, du chenal et addition à faire à l'outillage—1337; trois remorqueurs pour l'enlèvement des épaves flottantes—1337; le dragage—1338; la moyenne du coût de l'enlèvement des matières de la façon dont nous procédons, est considérablement moins élevée qu'elle ne serait, si nous faisons exécuter ce travail par soumissions et par conventions—1338; travaux entre Montréal et Québec—1338; donner au chenal une largeur uniforme de 500 pieds, une profondeur de 35 pieds—1338; niveau du fleuve—1338; rapport de la commission Haskell—1338; établir des barrages à un endroit plus bas que Montréal—1339; rapport aura pour effet de faire disparaître la crainte que quelques-uns avaient que le creusement du chenal ferait baisser considérablement le niveau de l'eau dans le port de Montréal et en amont—1339.

M. German—Rapport sur les travaux à faire pour creuser le fleuve entre Montréal et Québec—1339; l'entreprise sur soumission se serait exécutée plus rapidement—1339; entreprise importante pour la navigation—1339.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

MARINE ET PECHERIES—SERVICE OCEANIQUE ET FLUVIALE—ENTRETIEN ET REPARATION DES NAVIRES ET DES BRISE-GLACE DE L'ETAT—
Suite.

Hon. J. D. Hazen—Travaux avancent d'une façon aussi satisfaisante que possible—1339.

MILICE ET DEFENSE—ECOLES D'INSTRUCTION.

Hon. Sam. Hughes—Dans presque chaque grande ville nous avons des écoles pour l'instruction des officiers—1627; aussi des écoles d'instruction attachées aux universités—1627.

Milice et Défense—Champs d'exercices—1661.

MILICE ET DEFENSE—TRANSPORT ET FRET.

M. Kyte—Pétition de la part des veuves de certains volontaires—1648; prime aux vétérans de l'invasion féniante—1648; on devrait faire participer aux avantages conférés par cette loi les veuves des volontaires ayant fait l'exercice en 1866 et décédés avant le 1er avril 1912—1649.

M. Hughes (I.P.-E.)—Cette loi n'est pas applicable à l'île du Prince-Edouard—1649; grave injustice—1649.

Hon. Sam. Hughes—Aucune injustice n'a été prouvée—1649.

M. Hughes (I.P.-E.)—Distinction entre la Nouvelle-Ecosse et l'île du Prince-Edouard est née d'une simple affaire de forme—1649; volontaires de la Nouvelle-Ecosse ont été invités à prendre les armes par voie de proclamation—1649; ceux de l'île du Prince-Edouard le furent par une loi spéciale de l'assemblée législative—1649.

M. McKenzie—Récompense devrait être accordée aux veuves des volontaires décédés—1650.

M. Chisholm (Antigonish)—En faveur de ces veuves que l'on traite injustement—1650.

Sir Wilfrid Laurier—Achat de terrains pour le camp Valcartier—1650; correspondance échangée à ce sujet—1650; négligence à payer les cultivateurs qui ont vendu leurs terres—1652; lettre de Mme Rich. Smith à sir Wilfrid Laurier—1652.

Hon. Sam. Hughes—Dix-huit ou vingt parmi ceux qui avaient refusé d'accepter les prix offerts, les ont aujourd'hui acceptés—1652; il n'y a pas une seule famille à Valcartier à qui l'on n'a pas offert le plus haut prix fixé par les experts nommés pour faire une inspection de toute la région et une évaluation raisonnable, plus les frais de déménagement—1653.

LEGISLATION—CHAMBRE DES COMMUNES.

Sir Wilfrid Laurier—Propriétaires demandent que la question soit soumise à la cour d'Echiquier—1653; des mois que l'on aurait dû agir ainsi—1653.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
*Suite.*LEGISLATION—CHAMBRE DES COMMUNES—
Suite.

Sir Robert Borden—Je m'intéresserai personnellement à la question—1654; verrai à ce qu'il n'y ait pas de délai inutile—1654.

M. Sinclair—Affaire du 17e bataillon—1654; facile de lever un régiment dans la Nouvelle-Ecosse—1655; ministre de la Milice n'avait que deux choses à faire—1655; soutenir loyalement le colonel Robertson et l'aider à former ce bataillon, ou le démettre et donner sa place à quelqu'un des autres qui sont des hommes compétents—1655; le bataillon aurait eu une chance d'être utile au pays—1655.

M. Rhodes—Sentiment de malaise et d'inquiétude des amis de ceux qui sont partis—1655; présence dans cette affaire de considérations étrangères—1655; patriotisme des habitants de la Nouvelle-Ecosse—1656; idées larges, esprit droit—1656.

Hon. Frank Oliver—Achat du camp Valcartier—1657; ne se rattache en rien aux conditions créées par la guerre—1657; champs de tir devraient être utilisables non seulement pour la milice enrôlée, mais pour la population civile qui s'intéresse au tir—1657.

M. McKenzie—L'esprit de parti et le toryisme—1659; s'unissent dans le but de contrecarrer l'administration de la justice—1659; ce qui s'est passé dans la Nouvelle-Ecosse—1659; témoin enlevé du camp—1659; affaire d'élection dans le comté de Victoria—1659; officiers de la milice ont fait cause commune avec des organisateurs politiques—1659.

Hon. Sam. Hughes—Rapport présenté sur cette affaire—1660; l'officier commandant était un libéral—1660; on m'a affirmé qu'il ne s'était passé rien d'irréglé—1660.

MILICE ET DEFENSE—TRAITEMENTS.

M. Kyte—Le 17e bataillon de la Nouvelle-Ecosse—1525; documents venant du colonel Robertson—1525; griefs sérieux du traitement qu'ils ont reçu du ministère de la Milice—1525; arrivée des officiers et sous-officiers au camp Valcartier—1525; ni rations ni tentes—1525; télégrammes envoyés au ministre—1525; officiers et soldats de régiments Néo-Ecossais, désirent être constitués en un régiment Néo-Ecossais commandé par des officiers Néo-Ecossais—1525; commandant du camp parla en termes méprisants des démarches des Néo-Ecossais—1525; on ne s'occupa d'eux que pour leur susciter des obstacles—1525; le fusil Ross—1526; n'est pas une arme assez parfaite pour servir aux soldats en temps de guerre—1526; lettre du lieutenant-colonel Straun G. Robertson à M. F. B. McCurdy, d'Halifax—1526; le 17e bataillon

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
*Suite.*MILICE ET DEFENSE—TRAITEMENTS—
Suite.

lon a pour ainsi dire cessé d'exister—1526; antagonisme incessant du ministre de la Milice à l'égard du bataillon depuis son origine—1526; texte de la lettre—1526; arrivée en Angleterre—1526; régiment licencié et fondu dans d'autres corps—1528; protestation de la part de la Nouvelle-Ecosse—1528.

Sir Robert Borden—Singulière conduite de donner la plus grande publicité possible à des attaques dirigées contre le commandant des forces canadiennes actuellement sur les champs de bataille—1528; insinuations malveillantes—1528; dispositions prises à l'égard du colonel Straun Robertson—1528; a été relevé de son commandement—1528; War Office et le général et le général Anderson sont seuls concernés dans cette affaire—1528; du commencement à la fin, depuis que nos troupes de toutes les parties du pays ont traversé l'océan, nous nous sommes strictement abstenus d'intervenir dans le commandement—1528; toute responsabilité repose sur le War Office—1528; si les officiers et les soldats du régiment de la Nouvelle-Ecosse avaient réellement à se plaindre de la manière dont ils étaient traités, il me semble qu'il aurait été facile de faire une enquête—1529; persuadé qu'il existe un moyen de provoquer une enquête et d'obtenir le redressement des griefs, s'ils existent réellement—1529; traitement accordé au régiment de la Nouvelle-Ecosse dans la plaine de Salisbury est exactement le même qui a été accordé aux autres régiments venus de diverses parties du Canada—1529; regrettable que le régiment de la Nouvelle-Ecosse n'ait pas rempli ses cadres en premier lieu—1530.

Hon. Sam Hughes—Major Straun Robertson offrit un régiment de la Nouvelle-Ecosse—1532; offre fut acceptée—1532; arriva au camp avec cinq cents hommes au lieu de quinze cents—1532; volontaires du camp et des rapports venus des autorisés militaires de la Nouvelle-Ecosse prétendaient que le major Straun Robertson n'était pas considéré comme le meilleur commandant des soldats de cette province—1533; n'ai intervenu ni directement ni indirectement dans les affaires du régiment—1533; plusieurs volontaires de la Nouvelle-Ecosse sont déjà rendus au front où ils font un travail splendide avec le régiment Princesse Patricia—1534; j'ai toute confiance dans les officiers canadiens qui commandent nos troupes et j'ai assez foi dans nos officiers anglais pour dire que nulle injustice ne sera commise à l'endroit d'aucun régiment canadien—1534.

M. Sinclair—Pas sage de donner trop de publicité à ces questions à cette phase de la guerre—1534; mémoire corroborant ce que le colonel Robertson a dit—1534; demande au ministre d'expliquer ce qui s'est passé à Valcartier—1535; parlé inconsidérément de toute la province de la Nouvelle-Ecosse—1535.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE —
Suite.

MILICE ET DEFENSE—TRAITEMENTS—
Suite.

Sir Wilfrid Laurier—Si le ministre de la Milice s'était servi d'un pareil langage chacun admettra qu'il se serait gravement trompé—1536; le ministre assure qu'il n'en est rien, et nous sommes obligés de l'en croire—1536.

M. Carvell—Pourquoi le bataillon du Nouveau-Brunswick et celui de la Nouvelle-Ecosse sont-ils demeurés en arrière?—1536.

Hon. Sam Hughes—Aucun éclaircissement à donner—1537; nous sommes demeurés tout à fait étrangers au choix des régiments qui sont demeurés en Angleterre—1537.

M. Proulx—Officiers du 65^e régiment ont-ils demandé la permission d'organiser un corps canadien?—1539; l'enrôlement chez les Canadiens-français—1540.

Hon. Sam Hughes—Offert d'organiser un corps d'ambulanciers—1539; ce corps est maintenant au complet—1539; le travail du docteur Mignault—1539; le plus grand éloge des Canadiens-français—1540.

M. Carvell—Compétence et intégrité de sir John French—1541; texte des remarques à son sujet—1541.

Hon. C. Marcil—Enrôlement des Canadiens-français—1542; près de six milles—1542; rendre justice à la province de Québec—1542; Québec a versé \$1,450,000 au Fonds patriotique tandis qu'Ontario n'a donné que \$1,200,000—1543; province de Québec s'est comportée de façon admirable—1543.

M. Davidson—Patriotisme de ceux qui critiquent le maréchal French—1543.

Hon. G. P. Graham—Toutes les nationalités qui composent ce pays tombent d'accord sur la nature du devoir qu'il nous incombe d'accomplir et sur notre volonté bien arrêtée de remplir ce devoir—1544; le jeune Canadien s'est élevé à la hauteur des circonstances—1544.

Milice et Défense—Gratification aux professeurs du collège militaire royal à leur retraite—2462.

Milice et Défense—Personnel d'état-major au chef-lieu de division et de district—1617.

Milice et Défense—Entretien des propriétés militaires—1617.

MILICE ET DEFENSE—SERVICES ET
TRAVAUX DE GENIE.

M. Carvell—Travaux au camp de Valcartier—1615; manque de capacité du service de génie—1615; travaux ont dû être exécutés par Robert Low, des Provinces maritimes—1615.

Hon. Sam. Hughes—Au moment où la guerre a éclaté il n'y a eu aucun chaos au département de la Milice et de la Défense—1616; nous nous sommes mis à

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE —
Suite.

MILICE ET DEFENSE—SERVICES ET
TRAVAUX DE GENIE—Suite.

l'œuvre immédiatement et en moins de vingt-quatre heures le mouvement était commencé—1616; huit jours après que la division eut été acceptée, les troupes étaient au camp de Valcartier—1616; Le colonel Low qui avait dirigé les travaux au camp de tir Connaught, était un bon entrepreneur. Je l'ai invité à venir au camp, parce que je savais qu'il avait deux ou trois des meilleures machines qu'on pouvait trouver en Amérique pour la construction des tranchées et parce que je savais qu'il était l'homme capable de pousser les travaux—1616; le major Deroche fait les travaux de génie et le colonel Low a exécuté les travaux d'entreprise—1616; service du génie au Canada a fait preuve d'une grande habileté—1616.

Milice et Défense—Droits de douane—1608.

MILICE—SERVICE DES CADETS.

Hon. Wm Pugsley—Demande renseignements sur les censeurs à Saint-Jean (N.-B.), 1597.

Hon. Sam. Hughes—Rapport du lieutenant-colonel C. F. Hamilton—1598; noms du personnel—1598.

M. Rhodes—Prétendus mauvais traitements subis par le 17^e bataillon de la Nouvelle-Ecosse au camp de Valcartier et dans la plaine de Salisbury—1598; remarques de M. Kyte, député de Richmond—1598; enquête satisfaisante ne saurait être tenue avant le retour des hommes—1598; juste d'opposer une contre-déclaration—1598; texte de témoignages sous serment—1598; déclarations de R. Aldridge, Spas Stackoff, Wm. Thomas Aldridge, Albert Harris, Walter Stearn, David Walters, H. T. Clarson, H. Dobson—1599; calmer les craintes de certains éléments de la Nouvelle-Ecosse—1601; compte bien qu'on ne se laissera pas emballer par cette affaire—1601.

M. Macdonald—Document produit par M. Sinclair, député de Guysborough—1601; texte de cette déclaration—1601.

Sir Robert Borden—Texte de lettres reçues par le premier ministre de C. A. Andrews, Struan G. Robertson et réponse de sir R. L. Borden—1602; lettres de G. C. Jones à sir George Perley—1603; lettre de H. J. Creedy, secrétaire de lord Kit-chener et aussi lettre du général Alderson—1603.

M. McCurdy—Incident regrettable—1605—l'opinion publique de la Nouvelle-Ecosse est du même avis—1605; Gouvernement a demandé qu'une enquête soit ouverte par l'autorité militaire compétente en Angleterre—1605; l'organisation du 17^e bataillon—1606; tâche des recruteurs se trouve gênée par la publicité que l'on donne à ces histoires—1606; je voudrais qu'on relèguât l'affaire dans l'oubli, jusqu'à ce que le résultat de l'enquête soit connu—1606.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

MILICE—ALLOCATION A LA MILICE EN
SERVICE ACTIF.

Hon. G. P. Graham—Les pensions seront-elles payées d'après le rang que le soldat avait dans la milice au Canada ou d'après le rang avec lequel il aura servi pendant la guerre?—1547.

Sir Robert Borden—Règlement devrait être interprété comme voulant dire le rang qu'ils ont eu dans le service actif—1547.

Hon. C. Marçil—Flotte dans la baie de Gaspé—1547; faire la plus grande réclame possible—1547; faire ressortir tous ses avantages—1547; reçu renseignements de Salisbury—1547; la censure et les journaux—1547.

Hon. Wm Pugsley—Prix des revolvers automatiques et des munitions—1548.

Hon. Sam. Hughes—Négociations pour une commande de cartouches pour les autorités impériales—1549; le plus bas prix—1549; le travail de M. J. Wesley Allison et ses associés—1549.

Hon. Wm Pugsley—Décret ministériel du 4 septembre 1914—1550; cartouches vendues à \$31 le mille et non à \$42.50—1550.

Hon. Sam. Hughes—Rétablirai les faits—1551; correspondance sera déposée concernant l'achat de 10,000,000 de cartouches—1553.

MILICE ET DEFENSE—APPOINTEMENTS
ET SALAIRES.

Hon. Wm Pugsley—Achat de houille en Colombie-Britannique—2460; commande donnée à Kirk et Cie à raison de \$7.10 la tonne—2460; laissé de côté le plus bas soumissionnaire—2460.

M. Stevens—Jamais eu connaissance de cette affaire—2460.

M. Carvell—Méthode employée pour payer les soldats canadiens en Angleterre—2461; mécontentement général—2461.

Sir Robert Borden—Il y a un officier payeur dans chaque régiment—2461.

M. Martin (Sainte-Marie, Montréal)—Aide aux sans-travail de Montréal—2461; cinquante mille hommes sans emploi—2462.

Sir Robert Borden—Difficultés de la situation—2462; par suite du marasme financier qui a régné depuis la guerre—2462; Gouvernement fera son possible pour donner du travail—2462.

MINES ET COMMISSION GEOLOGIQUE—
EXPERIENCES SUR DE L'AIMANT
DE QUALITE INFERIEURE.

Hon. Louis Coderre—Fabriquer de l'acier en gueuse, sur une base commerciale—2454; enquête sur l'industrie des mines de fer du Canada—2454; comité recom-

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

MINES ET COMMISSION GEOLOGIQUE—
EXPERIENCE SUR DE L'AIMANT DE
QUALITE INFERIEURE—*Suite.*

mande qu'une série d'épreuves pratiques soit faite pour démontrer la possibilité de la fabrication directe de l'acier en gueuse de certains minerais sans valeur commerciale, ou de minerais difficilement commercables—2454; somme de \$10,000 demandée à ce sujet—2454.

Miniota—Pont conduisant à la réserve indienne—2314.

MINES ET SERVICE GEOLOGIQUE—SER-
VICE GEOLOGIQUE—POUR EXPLO-
RATIONS ET RECHERCHES DANS
LE BUT DE DECOUVRIR LA POSSIBI-
LITE DE L'EXISTENCE DES MINE-
RAIS DE RADIUM AU CANADA ET
LA DISSEMINATION DES RENSEI-
GNEMENTS CONCERNANT CES MI-
NERAIS.

Hon. Louis Coderre—Aucun résultat d'acquis jusqu'à présent—1716.

Mines et service géologique—Service géologique.—Publication de rapports, leur traduction en français, cartes, plans, illustrations, etc.—1717.

MINES ET SERVICES GEOLOGIQUE—EX-
PLORATIONS ET ETUDES; ETUDES
ETHNOLOGIQUES, ARCHEOLOGIQUES,
PALEONTOLOGIQUES.

M. Chisholm (Inverness)—Proteste contre destitution de M. McLeod—1713; animosité personnelle entre M. McLeod et des politiciens—1713.

Hon. Frank Oliver—Argent dans la région du lac Athabaska—1714; gouvernement devrait envoyer des explorateurs—1715.

Mines et service géologique—Division des mines—Recherches relatives aux gisements de minerais et de minéraux industriels, aux tourbières, à la valeur comme combustible des houilles, du lignite, et de la tourbe au Canada, etc.—1710.

MINISTERE DE LA MARINE ET DU SER-
VICE NAVAL—APPOINTEMENTS.

Hon. J. D. Hazen—Réunion des deux départements—251; sous la direction d'un seul ministre—251; l'ouvrage s'expédie mieux—251; pas de promotions ni d'augmentations—252.

MINISTERE DE LA MARINE ET DES PE-
CHERIES—ENTRETIEN ET REPARA-
TIONS DES STEAMERS DU GOUVER-
NEMENT ET DES BRISE-GLACE.

Hon. M. Hazen—Ne pouvons pas suffire à toutes les demandes de services de brise-glace—361; position plus désavantageuse que l'année dernière par la vente du "Earl-Grey"—361; nous nous sommes cru obligés de le céder au gouvernement Russe—361; prix de vente \$483,000—361.

Hon. C. Marçil—Baie de Gaspé devenue fa-
meuse—361; départ du corps expédition-

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

MINISTERE DE LA MARINE ET DES PE-
CHERIES—ENTRETIEN ET REPARA-
TIONS DES STAMERS DU GOUVERNE-
MENT ET DES BRISE-GLACE—Suite.

naire canadien—361; glaces flottantes re-
tardent la navigation—361.

Hon. G. P. Graham—Enquête sur collision
entre le "Storstad" et l'"Empress of Ire-
land"—361; fonctionnaires de la marine
a refusé de donner des renseignements—
361; engagé par la compagnie "Storstad"
—361.

Hon. J. D. Hazen—J'obtiens les rensei-
gnements demandés—361.

Ministère des Postes—Dépenses casuelles—
Service de commis—2435.

MINISTERE DES POSTES—DEPENSES CA-
SUELLES.

Hon. G. P. Graham—Sténographes session-
nels, secrétaires des députés—1453; gou-
vernement ferait bien de les employer à
titre temporaire une fois la prorogation
venue—1453.

Hon. T. C. Casgrain—Chaque fois que nous
avons besoin d'aide aux postes, ce sont
ces employés de la session à qui nous
avons recours—1454.

Morden—Edifice public—2168.

Moosejaw—Salle pour l'immigration—2170.

Moosejaw—Nouvel édifice public—

Moosejaw—Entrepôt des douanes—2170.

MONUMENT A FEU SA MAJESTE LE ROI
EDOUARD VII.

Hon. Robert Rogers—Monument doit être
érigé à Ottawa—2317.

MONUMENT A LA MEMOIRE DE FEU
D'ARCY MCGEE.

Hon. Robert Rogers—Monument érigée à
Ottawa—2318; M. Alward, de Toronto en
est le sculpteur—2318.

Musée des pêcheries canadiennes—1362.

Musée Victoria à Ottawa—2094.

NAPANEE—SALLE D'EXERCICES.

Hon. C. Marcil—Dépense paraît être une
extravagance—2164; arsenal de \$61,000
pour une population de 2,800 âmes—2164.

New-Carlisle—Réparation du quai—2294.

Nomingue—Construction d'un quai—2294.

NOMINATION DE E. J. HARWOOD, AR-
CHITECTE EN CHEF DES TRAVAUX
PUBLICS.

Hon. Robert Rogers—Traitement sera \$7,000
par année—2320.

North-West-Cove—Brise-lames—2243.

North-Lake—Port—2246.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

NOUVEAU BRISE-GLACE POUR LE
FLEUVE SAINT-LAURENT.

Hon. J. D. Hazen—Le *Earl Grey* a été ven-
du au gouvernement russe pour \$491,000—
1341; nouveau brise-glace pour le rempla-
cer—1341.

OSTREICULTURE.

Hon. J. D. Hazen—Un rapport en ostrécul-
ture a consacré beaucoup de temps à dé-
barrasser de l'astérie qui infectait les
parcs aux huîtres de la baie de Richmond,
dans l'île du Prince-Edouard—1362; l'os-
tréiculture a fait des progrès considéra-
bles—1362; espère réussir à constituer les
champs d'huîtres qui étaient sur le point
d'être épuisés—1362.

OTTAWA—EDIFICE DE LA DOUANE.

Hon. Robert Rogers—Somme de \$600,000 ne
couvre pas toute la dépense—2164.

Ottawa—Nouvelle salle d'exercices—2164.

Ottawa—Edifice du Parlement; canalisation
électrique—2164.

Ottawa—Réparations édifices publics—2175.

OUTILLAGE DE SAUVETAGE—QUEBEC,
PROVINCES MARITIMES ET COLOM-
BIE-BRITANNIQUE.

M. McKenzie—Insuffisance du service de sau-
vetage de la Dominion Coal Co.—372;
trois navires étrangers se sont échoués
sur l'île de Scatari—372; consul de leur
nation s'est plaint de ce que l'on n'avait
pu obtenir d'aide de la Dominion Coal
Company—372.

Hon. J. D. Hazen—J'irai aux renseignements
—372.

M. Law—Nombreux naufrages au sud de
Yarmouth—372; station de sauvetage de-
vrait être établie à Yarmouth—373.

Hon. J. D. Hazen—Naufrage de l'*Empress
of Ireland* est le seul de quelque impor-
tance enregistré cette année—373.

OWEN-SOUND—SALLE D'EXERCICES.

Hon. Robert Rogers—Coût environ \$50,000
—2164.

Palmerton—Edifice public—2164.

Part contributive du Canada dans les dé-
penses du bureau international des tarifs
douaniers—226.

PARCS NATIONAUX.

M. Warnock—Se propose-t-on de diminuer
les dimensions du parc Waterloo?—249.

Hon. W. J. Roche—Probable que les limites
du parc seront restreintes—249.

PASPEBIAC—REPARATIONS AU QUAI.

Hon. C. Marcil—Paspébiac est le principal
point d'expédition de la baie des Chaleurs
—2295; nécessaire de prolonger le brise-
lames—2295.

Pas—Construction du quai—2300.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

PATROUILLE DES EAUX SEPTENTRIONALES DU CANADA.

Hon. J. D. Hazen—Perte du "Karluk"—2438; remplacé par le "North Star"—2438; crédit de \$50,000 pour faire face aux dépenses imprévues—2438; le 11 janvier le "Karluk" a sombré—2438; broyé entre les glaces—2438; naufragés pouvaient apercevoir la terre—2438; certains membres de l'expédition cherchèrent à l'atteindre—2438; on ne les a jamais revus—2438; huit hommes ont péri—2438; capitaine Bartlett atteignit la Sibérie après un voyage périlleux—2438; survivants du "Karluk" doivent leur vie à son énergie—2439; fit de prompts préparatifs pour aller au secours des malheureux naufragés sur l'île Wrangell—2439; M. Stefansson et ses compagnons—2439; voyage d'exploration sur la mer de Beaufort—2439; membres de l'expédition seront de retour vers la fin de l'automne de 1915—2439; le "North Star" a coûté \$13,000—2440; on craint pour le salut de Stefansson—2440; mais non pour celui des membres de l'expédition qui sont à bord du "Mary Sachs", de l'"Alaska" et du "North Star"—2440; tous les navires ont reçu instruction de relever toute indication propre à mettre sur la piste de Stefansson—2440.

Hon. C. Marcil—Pêcheurs de Bonaventure et Gaspé qui ont eu à souffrir de la grosse tempête du 4 juin dernier—2440; ministre a décidé de ne rien accorder aux pêcheurs qui ont perdu leurs bateaux et leur attirail de pêche—2440; pêcheurs ont droit à toute notre sympathie—2440.

Hon. J. D. Hazen—Tempête d'extrême violence—2440; côté de Québec on a éprouvé de lourdes pertes—2441; aucune perte de vie—2441; dans Gloucester (N.-B.) douze pêcheurs ont perdu la vie—2441; somme de \$200 payée à la veuve aux enfants ou aux héritiers légitimes de chacun de ceux qui ont perdu la vie au cours de cette tempête—2441; noms des victimes et de leurs héritiers—2441.

Hon. C. Marcil—Importance des pêcheries de saumon de la baie des Chaleurs—2442; l'an dernier on discontinua le service bi-hebdomadaire entre Montréal et Gaspé pour le transport du poisson—2443; service ne vaut plus rien pour la population—2443; pêcheurs doivent recourir au chemin de fer et faire quelques fois des pertes assez élevées—2443.

Pêcheries—Frais d'entretien de l'usine pour le traitement du chien de mer—1751.

Pembroke—Salle d'exercices—2165.

PENITENCIER DE KINGSTON.

M. Edwards—Population des divers pénitenciers du Canada est de 1,970—1853; depuis dernière période décennale l'augmentation est de 56 pour 100—1853; nom-

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
*Suite.*PENITENCIER DE KINGSTON—*Suite.*

bre de forçats nés en Canada n'accuse que 10 pour 100 d'augmentation—1853; preuve que le système actuel des pénitenciers, a fait faillite sur toute la ligne—1853; l'enquête du pénitencier de Portsmouth—1854; l'on a fait quelques améliorations—1854; cessé les douches glacées—1854; devrait abandonner pour toujours ces pratiques barbares—1854; commission d'enquête toutefois n'est pas allée au fond des choses—1854; opinion de journaux à ce sujet—1854; il existe des crimes qui ne sont pas énumérés dans nos lois—1856; ce sont ceux que la société organisée commet contre ceux qui ont eu le malheur de violer les lois qu'elle a promulguées—1856; réforme est nécessaire pour permettre aux malheureux forçats de refaire leur vie—1856; accusations contre quelques-uns des fonctionnaires du pénitencier de Kingston—1856; commissaires d'enquête ont falsifié et dénaturé les dépositions entendues—1856; mal représenté plusieurs points de la preuve—1856; détenus qui voulaient être mis en liberté conditionnelle et obtenir leur libération étaient naturellement sous l'influence des fonctionnaires et craignaient de dire ce qu'ils savaient—1857; voilà pourquoi il était difficile de parvenir à la connaissance de la vérité—1857; gardes craignaient de perdre leurs positions s'ils se prononçaient ouvertement—1857; déclarations des inspecteurs Douglas Stewart et W. S. Hughes—1857; ce dernier a violé son serment de fonctionnaire—1858; accusation contre le sous-préfet O'Leary—1859; indifférence qui le rendait impropre à l'exercice de ses fonctions—1859; affidavit de Samuel Greer—1860; déposition Bryant—1861; oubli de son devoir et manque de jugement—1862; l'affaire Chartrand—1862; ce que j'ai à reprocher au sous-directeur O'Leary—1864; allusions au docteur Phelan, médecin de l'institution—1864; servi d'un langage violent et indécent—1864; témoignage du garde Redden—1864; employé concussionnaire—1865; négligence dans l'exercice de son devoir—1866; opinions des docteurs Young et Platt—1866; ventilation de l'hôpital—1867; les gardes et le trafic avec les forçats—1868; prisonniers âgés de moins de 21 ans devraient être tenus à l'écart des autres—1872; droit de gracier et de libérer provisoirement ceux qui en sont à leur première faute devrait être pratiqué de façon plus généreuse qu'actuellement—1872; étendre la période pour la remise des peines—1872; punitions sévères endurent le forçat, le rendent plus vicieux et plus indomptable—1873; en faveur de fournir du tabac aux forçats—1873; commis une grave erreur le jour où on a décidé de ne plus leur en fournir—1873; plupart des difficultés produites dans les pénitenciers peuvent être attribuées à cette privation de tabac—1873; permission d'écrire et de recevoir des lettres—1873; rendre le travail productif—1873.

M. Bickerdike—Pénitenciers font la honte du pays—1876; l'administration de nos

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
*Suite.*PENITENCIER DE KINGSTON—*Suite.*

prisons et de nos détenus a été pour le moins barbare—1876; commettons des fautes extraordinaires—1876; pénitenciers sont dans un état déplorable—1876; prévaricateurs ne devraient plus être victimes de la vengeance—1876; au lieu de corriger les criminels, nous avons favorisé le crime—1876; régime actuel est cruel—1876; ce qui se passe aux Etats-Unis, en Californie et dans le Colorado—1876; détenus travaillent à la construction des chemins de fer—1877; travaux divers—1877; texte d'un rapport sur le travail des forçats dans le Colorado—1877; ce qui se fait là-bas peut se faire en Canada—1878; raisons qui militent en faveur de l'abolition de la peine capitale—1878; peine capitale est un meurtre—1878; outrage le public—1878; n'est pas un préventif—1878; tout châtement doit tendre à corriger et non à assouvir une vengeance—1879; un reste de barbarie—1879; déclaration de Radcliffe, ancien exécutéur des hautes œuvres du Canada—1879.

M. Clark (Bruce-nord)—Etats-Unis sont bien en avant du Canada dans leurs méthodes de traiter les criminels—1881; exception faite pour Ontario—1881; on ne réforme pas un criminel en l'humiliant—1881; aux Etats-Unis, on apprend aux prisonniers presque tous les métiers—1881; lorsqu'on les remet en liberté ils peuvent facilement trouver de l'emploi—1881; temps le plus dangereux dans la vie d'un criminel est à sa sortie du pénitencier—1881; connaissant un métier il peut traverser avec succès cette période d'épreuve—1882; sentences indéterminées ont du bon—1882.

M. Nickle—Attachons trop d'importance à l'expression de l'opinion des journalistes—1883; énorme influence qu'exerce la presse—1883; ne faut pas donner à un article plus de poids qu'on en prêterait à l'expression de l'opinion individuelle du rédacteur—1883; citations empruntées du *Standard* de Kingston et du *British Whig*—1883; enquête sur l'administration des pénitenciers—1884; commissaires étaient de bonne foi—1884; commission n'avait pas l'intention de couvrir ou protéger personne—1885; remarques au sujet des malades aliénés—1885; conditions dans l'hôpital du pénitencier de Kingston—conclusions de l'enquête—1885; direction—1886; classement—1886; travail industriel—1886; traitement des prisonniers—1886; l'école—1886; officiers disciplinaires—1886; sentence indéterminée—1886; impossible d'avoir un bon directeur tant qu'il sera subordonné à une autorité centrale—1886.

Hon. C. J. Doherty—L'importance d'améliorer notre traitement des criminels—1891; ne le cède à personne en sympathie pour les forçats—1891; mais tout en voulant être bon pour le forçat, il ne faut pas, dans notre zèle pour sa cause, causer d'injustice à ceux qui sont chargés de voir à l'observance des lois—1891; se

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
*Suite.*PENITENCIER DE KINGSTON—*Suite.*

défier du témoignage d'un forçat—1891; regrettable que cette question d'intérêt public soit liée à des accusations contre des individus—1892; aucune raison de mettre en doute les conclusions tirées par la commission—1896.

M. Bickerdike—Appel au règlement—1896; il n'y a pas quorum—1896.

M. le Président (M. Sévigny)—Il n'y a que quinze membres—1896.

M. l'Orateur—Mon devoir de faire le compte—1896; il y a 22 membres, deux de plus que le quorum—1896.

Hon. C. J. Doherty—Modification au régime des forçats aliénés—1896; transférer ces forçats à d'autres institutions—1896; pas une solution idéale—1896; il y a très longtemps que la douche a été infligée—1897; forme de châtement approuvable en dernier ressort—1897; les réformes dans les pénitenciers ne peuvent s'effectuer que lentement—1897; il n'est pas possible de faire abstraction de tout châtement dans la conduite d'institutions dont la seule raison d'être réside dans la mission répressive de la société à l'égard des délinquants—1898; châtement infligé est un avertissement pour d'autres—1898; nous n'avons pas le droit d'emprisonner un citoyen dans le but de le réformer—1898; notre droit résulte de la nécessité de le punir pour la protection de la société, et dès que la nécessité de punir aura disparu, le droit d'emprisonner aura disparu également—1898; le châtement et la réformation du coupable sont deux choses absolument distinctes—1898; mais tout en faisant tout notre devoir, nous devons toujours avoir la certitude que les châtements que nous infligeons sont humains, en même temps qu'ils ont une certaine influence moralisatrice—1898.

Pensions—1335.

Pensions aux vétérans de la campagne de 1885—1862.

Peterborough—Bassin de radoub—2299.

Peterborough—Edifice public—2165.

PLASTER-MINES—QUAI.

Hon. Robert Rogers—Coût sera de \$7,000—2244.

POIDS ET MESURES—LOYER, COMBUSTIBLE, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE PORT, PAPETERIE, ETC., Y COMPRIS ACHAT DE MESURES DU SYSTEME METRIQUE, APPOINTEMENTS ET AUTRES DEPENSES DES INSPECTEURS.

Hon. C. Marcell—Ces fonctionnaires ont-ils le droit de prendre part aux luttes municipales et politiques—1835; quels sont les règlements—1835.

Hon. P. E. Blondin—Règle établie défend de se mêler de politique; dans le cas de

SUBSIDES—DISCUSSION GÉNÉRALE—
Suite.

POIDS ET MESURES—LOYER, COMBUSTIBLE, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE PORT, PAPETERIE, ETC., Y COMPRIS ACHAT DE MESURES DU SYSTEME METRIQUE, APPOINTEMENTS ET AUTRES DEPENSES DES INSPECTEURS—*Suite.*

refus de se conformer au règlement, fonctionnaires seront remplacés—1835.

Poids et mesures—Appointements des fonctionnaires, inspecteurs, etc.—1834.

PONT DE QUEBEC.

Hon. Frank Cochrane—Pont coûtera \$30,000,000 à \$35,000,000—1822; ancien pont compris—1822; nouveau pont seul coûtera \$17,000,000—1822.

POIDS ET MESURES—LOYER, COMBUSTIBLE, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE PORT, PAPETERIE, ACHAT D'ETALONS DU SYSTEME METRIQUE, APPOINTEMENT ET AUTRES DEPENSES DES INSPECTEURS, ETC.

M. Carroll—Question des écoles d'Ontario—1836; brochure publiée par le sous-ministre (M. J. U. Vincent)—1836; critique l'attitude du parti libéral—1836; il a outrepassé ses attributions—1837.

Hon. P. E. Blondin—Nous n'avons l'intention d'intervenir ni pour ni contre aucun groupe de la population d'Ontario concerné dans cette question—1837; sous-ministre a droit de dire ce qu'il en pense, tout comme M. Genest, le docteur Free-land ou autre employé public d'Ottawa—1837; je ne suis pas du tout responsable de ce que mon sous-ministre aura publié sur des questions municipales ou provinciales—1837.

Hon. Jacques Bureau—Brochure est injurieuse—1837; ministre mériterait d'être censuré s'il osait défendre son sous-ministre et soutenir que le pays va lui verser \$5,000 pour combattre le parti libéral—1837.

Hon. Louis Coderre—M. Vincent demande d'étudier la question non pas au point de vue politique, mais au point de vue canadien-français—1838.

Poids et mesures—Allocation provisoire ne dépassant pas \$150, à chacun des préposés dans le Manitoba et les provinces de l'Ouest, dont les traitements de toutes sources payés par l'Etat n'excèdent pas \$2,500 par année—1840.

POINTE-CRIBBIN—NOUVEAU QUAI, ENLEVEMENT DE L'ANCIENNE JETÉE.

Hon. Robert Rogers—Travaux coûteront \$17,000—2179.

Police sanitaire des animaux—2240.

Ponts fédéraux—2311.

PORTS ET RIVIERES—REPARATIONS ET AMELIORATIONS.

Hon. J. Bureau—Coût travaux sur les vieux docks au port des Trois-Rivières—2288.

SUBSIDES—DISCUSSION GÉNÉRALE—
*Suite.*PORTS ET RIVIERES—REPARATIONS ET AMELIORATIONS—*Suite.*

Hon. Robert Rogers—Crédit de \$75,000 pourvoit aux améliorations et réparations générales dans la province de Québec—2289.

Port-Hawkesbury—Edifice public—2106.

PORT-ARTHUR ET FORT-WILLIAM—AMELIORATIONS DE LA RIVIERE.

Hon. Robert Rogers—Crédit est de \$1,500,000—2095; dépense totale au mois de mars était de \$8,500,000—2095.

Port de Québec—Quai au bassin de Lauzon—2095.

Port de Québec—Quai en eau profonde à Lévis—2095.

PORT DE QUEBEC—AMELIORATIONS.

Hon. Robert Rogers—Crédit de \$500,000—2095; destiné au quai projeté près du marché Champlain—2095.

PORT DE SAINT-JEAN, N.-B.—AMELIORATIONS.

Hon. Wm Pugsley—Trois millions de dollars dépensés l'an dernier—2096; changement dans le cahier des charges—2096; substitution du bois du sud au bois canadien—2096; entreprise enlevée à M. Conolly—2097; pas donné la même chance qu'aux autres entrepreneurs—2098.

Port-Arthur et Fort-William—Améliorations du port et de la rivière—2320.

PORT-DOVER—AMELIORATIONS DU PORT.

Hon. Wm Pugsley—Acquisition des ports par l'Etat—2300; avant la confédération plusieurs des ports sur les Grands lacs sont devenus la propriété de particuliers—2300; ancienne administration en a fait l'acquisition de plusieurs—2300; cette politique sera d'un grand avantage—2300.

Portage-la-Prairie—Salle d'exercices—2168.

Port-Arthur—Douane et entrepôt de vérification—2166.

PORT-ARTHUR—SALLE D'EXERCICES.

Hon. Robert Rogers—Coût environ \$215,000—2165.

POSTES—TERRITOIRE DU YUKON.

Hon. C. Marcell—Demande renseignements au sujet des nouveaux cadenas—1488.

Hon. T. C. Casgrain—Texte du rapport—1488; épargné 7 cents par cadenas—1488; coût avec clef 93 cents—1488.

POSTES—FABRICATION DES TIMBRES POSTE ETC.

M. Copp—Dans plusieurs endroits les bureaux de poste ruraux ne sont pas placés dans des endroits convenables—1486..

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

POSTES—SERVICE EXTERIEUR; TRAITEMENTS ET ALLOCATIONS.

M. Kyte—Courriers reçoivent-ils une allocation supplémentaire pour transport des colis postaux?—1465.

Hon. T. C. Casgrain—Contrats ne stipulent point d'allocation pour les objets supplémentaires—1465; nous nous occupons de la question de savoir s'il y a lieu de payer un supplément—1465; compagnies de chemin de fer ont demandé, sans toutefois l'avoir encore obtenue une rémunération

M. Burnham—Augmenter la rémunération des facteurs—1468; en proportion de l'augmentation du travail—1468.

Hon. T. C. Casgrain—Ignore la couleur politique de ceux qui soumissionnent pour le service postal—1468; beaucoup de force dans ce que *M. Burnham* a dit—1468; temps difficiles—1468; doit maintenir à un chiffre abaissé les dépenses du département—1468; disposé à augmenter raisonnablement les prix dépenses du département—1468; disposé à augmenter raisonnablement les prix des courriers—1468.

Hon. C. Marcil—Transport de la malle dans la Gaspésie—1469; compagnie du chemin de fer ne reçoit rien pour son service entre Matapédia et Gaspé—1469; conviendrait de payer cette compagnie—1469; service postal à Montréal—1471; bureau de poste nécessaire à Notre-Dame-de-Grâces—1471.

Hon. T. C. Casgrain—S'occupera de cette affaire—1472.

M. Hughes (I. P.-E.)—Lettres dans l'île du Prince-Edouard n'arrivent pas à destination—1472; courriers sont des illettrés et des négligents—1473.

Hon. T. C. Casgrain—Procurerai les renseignements à ce sujet—1473; état concernant les services de la distribution rurale—1473; développement depuis septembre 1908—1473; service prend des proportions considérables surtout dans Québec—1474; expéditions mille boîtes par semaine dans toutes les parties du Canada—1474; recettes ne couvrent pas les dépenses—1474; ne les couvriront jamais—1474.

M. Lanctôt—Distribution rurale dans Laprairie-Napierville—1474; malle du samedi distribuée le lundi—1474.

M. Chisholm (Antigonish)—Directeurs de bureaux de postes ne sont pas aussi soigneux qu'ils devraient l'être—1475; secret de la correspondance n'est pas toujours rigoureusement observé—1475; peu de destitutions sous le gouvernement libéral—1475; quelques-uns des receveurs actuels ont été nommés en récompense des services politiques—1475; fait table rase du système des soumissions—1475; le ministre actuel (*hon. T. C. Casgrain*)—1475; tout le pays considère sa nomination au poste élevé qu'il occupe comme une amélioration notable dont le besoin se faisait vivement sentir, et il comprend que, sous

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

POSTES—SERVICE EXTERIEUR; TRAITEMENT ET ALLOCATIONS—*Suite.*

lui, le service postal sera amélioré et que l'administration du département sera mise sur un pied plus élevé—1475.

M. Edwards—Système des colis postaux—1479; atteint sérieusement le revenu de ceux qui se livraient à ce genre d'occupation—1479; beaucoup de routes postales de la province d'Ontario, et dans d'autres provinces également, l'entreprise du transport des postes a été accordée à un prix peu élevé par suite du trafic des voyageurs et des petits colis qu'avaient entrepris les propriétaires de voitures—1479; les personnes qui s'occupaient du transport des postes sur les différentes lignes de diligences dans le pays ont droit à quelque considération—1479.

M. Wright—Meilleur traitement pour ceux qui transportent la poste entre les différents petits bureaux du pays—1479.

M. Hughes (I. P.-E.)—Lettres perdues dans l'île du Prince-Edouard—1480; ministre devrait faire une enquête—1480.

M. Lafortune—Construction d'un bureau de poste à Saint-Jacques-l'Achigan—1480; rien n'a été fait, il y a un crédit de \$15,000 dans le budget—1480; construction dans l'intérêt public—1480; nouvelle administration est tenue aux engagements pris par l'ancienne administration—1480; Gouvernement devrait aussi amender la loi en exigeant que toute lettre qui contient de l'argent soit enregistrée—1481; public serait plus efficacement protégé par l'enregistrement de ces lettres—1481.

Hon. T. C. Casgrain—Opinion publique s'est toujours montrée défavorable à une loi forçant le public à faire enregistrer, dans tous les cas, les lettres contenant de l'argent—1482.

M. Boulay—Colons demandent un service postal quotidien entre Campbellton et Saint-Léonard—1483.

POSTES—SERVICE EXTERIEUR.

M. Carroll—Service postal entre Sydney et New-Waterford—1454; ne se fait pas dans conditions bien favorables—1454.

M. Law—Bureau de poste de Yarmouth—1455; installations de ce bureau sont devenues insuffisantes—1455.

Hon. Wm Pugsley—Les autorités ministérielles du service postal sont par trop portées à se soustraire à la responsabilité se rattachant à l'amélioration des bureaux de poste, en s'en déchargeant sur le ministère des Travaux publics—1455; meilleures installations postales peuvent être obtenus sans construire de nouveaux bâtiments—1455; des milliers de petites localités sont en mesure de fournir un local convenable—1456.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
*Suite.*POSTES—SERVICE EXTERIEUR—*Suite.*

M. Proulx—Ce qui a été fait à l'Original—1457; pour \$125 par année nous avons une installation aussi convenable que si nous avions un bâtiment civil—1457.

M. Buchanan—Destitution de M. E. N. Higinbotham, directeur de la poste à Lethbridge—1457; en fonction depuis 1885—1457; texte d'une requête signée par 60 conservateurs en faveur de M. Higinbotham—1458; texte d'une résolution adoptée par le presbytère de Maclead—1459.

Hon. T. C. Casgrain—Seule raison de sa destitution fut le changement de bureau de poste—1461; aucune nécessité d'instituer une enquête—1461; pour ma part, je suis bien décidé à appliquer rigoureusement la règle posée par le très honorable premier ministre—1461; un fonctionnaire de mon département ne sera jamais destitué sans raisons suffisantes et sans une enquête préalable—1461.

M. McCrea—Les services de A. Genest au bureau de poste de Sherbrooke—1462; se résumait à peu de chose—1462; est aussi agent d'assurance—1462.

Hon. T. C. Casgrain—Fera prendre des renseignements—1462.

M. Schaffner—Destitution du maître de poste Alexander McKnith, de Boisvein—1463; congédié en 1908 par les libéraux sur avis de deux jours—1463; traitement cruel—1463.

M. McCraney—Franchise postale accordée à l'association Aberdeen—1464; distribuer des œuvres littéraires aux colons des parties les plus reculées du Canada—1464; franchise postale retirée—1464.

Hon. T. C. Casgrain—Nous payons plus cher qu'autrefois pour le transport du courrier par les chemins de fer—1464; les objets de correspondance ont augmenté énormément, et si nous accordions le privilège de la franchise postale à toutes les institutions méritantes, non seulement notre revenu diminuerait rapidement—1464; il nous faudrait transporter un courrier si considérable qu'il nous en coûterait des sommes d'argent formidables—1464; ne puis pas dire si je pourrai continuer à accorder la franchise postale à l'association Aberdeen—1465.

POSTES—SERVICE EXTERIEUR, SERVICE POSTAL.

M. Kyte—Plaintes au sujet du service Rivière-Bourgeois et Cannes—1483.

M. Copp—Campagnes n'ont pas le service postal qu'elles ont droit d'attendre—1484; ceci est contraire au mouvement du "retour au sol"—1484; distribution hebdomadaire dans les régions rurales est insuffisante—1484.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
*Suite.*POSTES—SERVICE EXTERIEUR, SERVICE POSTAL—*Suite.*

M. Michaud—Service postal sur le chemin de fer Intercolonial—1485; souvent faut trois jours pour qu'une lettre se rende d'Edmundston à Campbellton, distance de 150 milles—1485; nécessité d'un édifice public à Edmundston—1485.

Pour rompre la glace dans la baie du Tonnerre et le lac Supérieur et autres points jugés convenables pour le bénéfice de la navigation—1352.

Preston—Edifice public—2166.

PRINCE-ALBERT—OUVRAGES DE PROTECTION.

Hon. Frank Oliver—Ville d'Edmonton située sur le bord de l'eau—2304; nécessité de prendre les moyens de protéger cette rive—2304.

PROTECTION DU TROUPEAU DE RENNES.

Hon. W. J. Roche—Notre entreprise d'acclimatation du renne n'est pas très satisfaisante—247; sur 33 rennes importés du Labrador 7 sont morts—247; survivants dirigés dans une autre région plus favorable—247; espère développer cette industrie de façon à en retirer de l'argent 247.

PROTECTION DES FORETS DANS L'OUEST—INSPECTION ET ADMINISTRATION DES RESERVES FORESTIERES

Hon. W. J. Roche—Avons créé nouvelles réserves forestières—247; augmentation plantation d'arbres—247.

PROTECTION DES PECHERIES—ACHAT DE NOUVEAUX BATEAUX.

Hon. J. D. Hazen—Protéger efficacement les pêcheries du lac Erie—1733; bateau plus petit—1733; naviguer dans les fles—1733; Gouvernement fait construire tous ses vaisseaux en Canada—1734.

PUBLICATIONS AGRICOLES.

Hon. Martin Burrell—Travail de publication augmente—2223; nous en formons une division séparée—2223; M. Spencer comme chef—2223.

QUEBEC—AGRANDISSEMENT DU BUREAU DE POSTE.

Hon. Robert Rogers—Contrat accordé pour \$385,000—2111; recettes du bureau de poste l'an dernier ont été de \$184,362—2111.

QUARANTAINE—APPOINTEMENTS ET DEPENSES IMPREVUES.

Hon. G. P. Graham—Création d'un département de l'hygiène—2239.

Hon. Martin Burrell—Réorganisation a été ajournée—2239.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE —
Suite.

QUARANTAINE—APPOINTEMENTS ET
DEPENSES IMPREVUES—Suite.

Quarantaine—Loi relative à l'hygiène dans les travaux publics—2240.
Recensement et statistiques—2062.
Recherche sur la manufacture et l'emmagasinage des explosifs au Canada—1711.

RECOMPENSES AUX SAUVETEURS ET
STATIONS DE SAUVETAGE.

Hon. J. D. Hazen—Stations de sauvetage ont été transférées aux Affaires navales—1741.

M. Chisholm (Inverness)—Station de Chéticamp—1741; population composée de pêcheurs—1742; côte est très dangereuse—1742; destitutions—1742; rapport de l'amiral Kingsmill—1743; l'affaire Maillet—1743.

Hon. J. D. Hazen—Difficultés à la station—1743; M. Maillet paraît ne pas avoir maintenu la discipline—1743; rapport sur lequel cet homme a été relevé de son emploi—1744.

M. McLean (I.P.-E.)—Tempête dans le détroit de Northumberland—1745; navire en détresse—1745; bateau de sauvetage chavira—1745; appartenait à la station de Charlottetown—1745; inutile de maintenir à grands frais des stations de sauvetage si les bateaux qui sont fournis ne sont pas du modèle convenable—1745.

Hon. J. D. Hazen—Certainement ordonner une enquête—1745.

M. Hughes (I.P.-E.)—Plaintes au sujet du bateau de la station de Souris—1745; meilleur modèle en usage aux Etats-Unis—1745.

Hon. C. Marcil—Station de sauvetage nécessaire sur le Saint-Laurent—1746; endroit très dangereux dans le bas du fleuve—1747; îles de la Madeleine et Anticosti—1747.

Hon. J. D. Hazen—Pas de nécessité dans le haut du fleuve—1746; bas du Saint-Laurent est peuplé presque tout le long du littoral par des cultivateurs, et d'autres habitants, et si un petit vaisseau fait naufrage en haut du golfe, les grosses mers sont très rares qui pourraient démembrer un vaisseau avant que les personnes à bord puissent atteindre la côte—1746; sinistre de l'"Empress of Ireland"—1747; collision en mer n'est pas une raison pour établir des stations de sauvetage—1747; l'opinion de l'amiral Kingsmill—1747.

M. Sinclair—Mort du matelot Joseph Leblanc—1747; enterré à Montréal au lieu de Port-Félix—1747; correspondance à ce sujet—1747.

Hon. J. D. Hazen—Rapport du capitaine Stewart du "Canada" sur cet incident—1750.

Régina—Installation pour le sous-receveur général—2170.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE —
Suite.

REGINA—ENTREPOT POUR L'EXAMEN
DES DOUANES.

Hon. Robert Rogers—Coût environ \$200,000—2170.

Relèvements astronomiques—recherches et délimitations des bornes extérieures du Canada, etc.—1690.

REPLACEMENT DE LA MONNAIE
ETRANGERE OU N'AYANT PAS
COURS.

Hon. W. T. White—Quantité exportée depuis onze mois \$1,534,951; les frais ont été de \$10,951—1828.

Richard's-Landing—Reconstruction du quai et de l'entrepôt—2300.

RIMOUSKI—AMELIORATIONS AU PORT.

Hon. Robert Rogers—Coût total environ \$355,000—2296.

Rimouski—Réparations au quai—2296.

Rivière des Français—Améliorations au chenal—2095.

Rivière-à-la-Paix—Ligne télégraphique jusqu'au lac Saskatoon et Grande-Prairie—2315.

Rivière-à-la-Paix—Ligne télégraphique à Dunvegan—2315.

Rivière-à-la-Paix—Prolongement ligne télégraphique du lac Saskatoon à Hudson's-Hope—2315.

RIVIERE-A-LA-PLUIE—RELEVÉ ET EN-
TRETEN DES JAUGEAGES.

Hon. Robert Rogers—Travaux d'études—2300; rivière internationale—2300.

RIVIERE SAINT-CHARLES—AMELIORA-
TIONS A LA NAVIGATION.

Hon. Robert Rogers—S'agit de l'aménagement de la rivière dans l'intérêt de Québec—2321; augmenter les facilités de transport—2321; crédit est de \$500,000—2321.

RIVIERE LAGUERRE—AMELIORATIONS.

Hon. Robert Rogers—Travaux nécessaires pour empêcher 20,000 acres de terre d'être inondés—2297.

Rivière-du-Loup (en haut)—Ecluse et digue—2296.

RIVIERE-DU-LOUP — AMELIORATIONS
AU PORT.

Hon. Robert Rogers—Travaux de grande importance—2296; autre examen sera fait afin d'en réduire le coût—2296.

Rivière-des-Français—Extension du brise-lames—2180.

Rivière Okanagan—Protection et améliorations du chenal—2305.

Rivière Fraser (supérieure)—Travaux à ses tributaires—2305.

Rivière Fraser—Améliorations—2305.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
*Suite.*RIVIERE-DU-LOUP — AMELIORATIONS
PORT—*Suite*

Rivière de l'Eturgeon—Améliorations—2305.

Rivière Rouge—Amélioration de l'écluse et du barrage de Saint-André—2301.

RIVIERE ROUGE—AMELIORATIONS.

Hon. Robert Rogers—S'agit du renforcement des ouvrages de défense du nouveau chenal—2300 ; seule voie navigable entre la rivière Rouge et le lac Winnipeg—2301.

Rivière Saint-Jean et tributaires—Quais dans les eaux de marée—2250.

Rosthern—Edifice public—2170.

Sainte-Anne de Beauré—Réparations au quai—2321.

SAINT-IRENEE — PROLONGEMENT DU
QUAI.

Hon. Robert Rogers—Construire une jétée pour mettre les navires à l'abri, surtout pendant l'hiver—2298.

Saint-Germain de Kamouraska—Quai—2298.

Sainte-Anne du Saguenay—Réparation du quai—2298.

SAINTE-ANNE-DES-MONTS — DEBARCA-
DERE.

Hon. Robert Rogers—Coût estimatif de l'entreprise \$112,000—2297.

SAINT-JEAN, N.-B.—AMELIORATIONS AU
BUREAU DES DOUANES.

Hon. Robert Rogers—Entreprise adjugée au plus bas soumissionnaire—2107.

Saint-George—Edifice public—2108.

Saint-Jean—Nouveau bureau de poste—2108.

Sault-Sainte-Marie—Réparations du quai—2300.

Saint-Ours—Edifice public—2112.

Saint-Jacques de l'Achigan—Edifice public—2112.

SAINT-GABRIEL DE BRANDON — EDI-
FICE PUBLIC.

Hon. Robert Rogers—Contrat est de \$21,000—2112.

Sainte-Agathe-des-Monts—Edifice public—2111.

Sault-Sainte-Marie—Salle d'exercices—2166.

SALAIRES ET ALLOCATIONS AUX GAR-
DIENS DE PHARES.

M. Boulay—Gardien de la lumière à la Pointe-au-Père—1342 ; n'est pas sur le même pied que les autres gardiens—1342 ; privé de l'usage de la télégraphie—1342 ; situation intolérable—1342.

Hon. J. D. Hazen—Ministère de la Marine n'a rien à voir dans la nomination des employés du télégraphe—1342.

Saskatoon—Salle d'exercices—2170.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
*Suite.*SALAIRES ET ALLOCATIONS AUX GAR-
DIENS DE PHARES—*Suite.*

SASKATOON—NOUVEL EDIFICE PUBLIC.

M. McCrancy—Bureau de poste sera placé dans un endroit incommode—2171.

Hon. Robert Rogers—Endroit satisfait toute la population de Saskatoon—2171.

SASKATOON — ENTREPOT DES DOUA-
NES.

Hon. Robert Rogers—Edifice évalué à \$150,000—2170.

Sackville—Approche du nouveau quai—2250.

Secrétariat d'Etat—Dépenses casuelles—1695.

SECRETARIAT D'ETAT—TRAITEMENTS.

Hon. Louis Coderre—Nombre d'employés dans les différents départements, service intérieur, en 1911 et 1915—1694 ; total 4,177 au lieu de 3,195 il y a quatre ans—1694.

M. Papineau—Nouveaux édifices loués par le Gouvernement—1694 ; loyer annuel global de \$202,148—1694 ; accroissement des dépenses du Gouvernement est de \$6,000 par jour seulement pour les employés—1695.

SECOURS AUX INDIENS INDIGENTS DE
LA COLOMBIE-BRITANNIQUE.

Hon. W. J. Roche—Indiens ont quitté la réserve de Kitsilano et sont allés s'établir sur d'autres—2013 ; une commission royale étudie leur cas—2013.

SELKIRK—AMELIORATION DU PORT.

Hon. Robert Rogers—S'agit de rendre le port accessible à tous les navires des lacs—2301.

SEMENCES AUX COLONS SUR LES TER-
RES POSSEDEES AVEC OU SANS TI-
TRES DANS LES PROVINCES DE LA
SASKATCHEWAN ET DE L'ALBERTA.

M. Douglas—Plainte au sujet de la distribution des semences—1368 ; mêlées à des graines de plantes nuisibles—1369.

Hon. W. J. Roche—Feraï faire une enquête—1370.

SERVICE MARITIME ET FLUVIAL.

M. McKenzie—Réclamations concernant les pêcheries de la mer de Behring—253 ; savoir où en est rendue la question—253.

Hon. J. D. Hazen—Réclamations examinées par M. le juge Audette—253 ; rapport sur toute la question l'éché prochain—254.

SERVICE NAVAL—FRAIS DE GESTION.

M. Sinclair—Comment apprêter le poisson—252 ; cette question de poisson

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

SERVICE NAVAL—FRAIS DE GESTION—
Suite.

n'aurait pas dû être transférée au service naval—253.

Hon. J. D. Hazen—Service naval s'occupe des pêcheries—253; répartition égale de la besogne—253; première édition du livre sur le poisson comprenait 50,000 exemplaires—253; demandes de toutes les parties du Canada—253.

M. Maclean (Halifax)—Ridiculiser le département du Service naval par la publication d'un recueil de recettes culinaires—253; publication devrait être attribuée au département des Pêcheries—253.

SERVICE DE LA POSTE EN HIVER.

M. Hughes (I. P.-E.)—Retard dans la construction des bacs transbordeurs—371; graves conséquences pour l'île du Prince-Edouard—371.

Hon. J. D. Hazen—Sans la guerre, les bacs transbordeurs seraient construits maintenant—371.

Service des phares et des côtes—Agences, loyer et dépenses casuelles—1341.

SERVICE MARITIME ET FLUVIAL—
DEPENSES CASUELLES.

Hon. C. Marcl—On ne trouve pas une seule station de sauvetage dans tout le golfe Saint-Laurent—373; important d'en établir plusieurs—373.

Hon. J. D. Hazen—Espérons nous rendre aux désirs du député—373.

Service des phares et service côtier—Nouveau navire pour remplacer le "Maison-neuve"—1354.

SERVICE DES PHARES ET SERVICE
COTIER.

Construction d'un vapeur pour remplacer le "Scout"—1353.

SERVICE DES FORTS ET SERVICE
COTIER.

Installation de téléphones à différents points du Dominion, en relation avec l'aide à apporter à la navigation—1353.

SERVICE METEOROLOGIQUE, COMPRE-
NANT L'OBSERVATION MAGNETI-
QUE.

Allocation de \$500 chacun aux observations de Kingston et de Montréal; allocation de \$400 à L. F. Gorman, astronome à Ottawa—1354.

Service radiotélégraphique—Frais de construction et d'entretien de stations de télégraphie sans fil—1738.

SERVICE A LA VAPEUR ENTRE VIC-
TORIA ET SAN FRANCISCO.

Sir George Foster—Trafic pas assez considérable pour justifier cette subvention

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

SERVICE A LA VAPEUR ENTRE VICTO-
RIA ET SAN-FRANCISCO—Suite.

de \$3,000—1389; l'accordons afin de remplir le pacte que fut conclu avec la Colombie-Anglaise à l'époque de la Confédération—1389.

Service à la vapeur entre Prince-Rupert (C.-A.) et les îles de la Reine Charlotte—1389.

SERVICE A LA VAPEUR ENTRE LE CA-
NADA, LA CHINE ET LE JAPON.

Sir George Foster—Service a été interrompu—1389; les "Empress" ont été réquisitionnées par le gouvernement britannique—1389.

SERVICE DE PROTECTION DES PECHE-
RIES—REPARATION ET ENTRETIEN
DES STEAMERS SERVANT A LA PRO-
TECTION DES PECHERIES.

M. Kyte—Mettre fin aux déprédations nocturnes des chalutiers—1729; texte résolution conseil du comté de Richmond—1729; important pour ceux qui font la grande pêche—1729.

Hon. J. D. Hazen—Reçu que deux plaintes l'an dernier—1729; n'étaient pas dans la zone de trois milles—1730; se tiendra bientôt une conférence des représentants des Etats-Unis, de Terre-Neuve et du Canada—1730; étudier cette question et rechercher les dispositions que l'on pourrait arrêter d'un commun accord à l'égard des déprédations dont les pêcheurs se plaignent—1730.

M. Sinclair—Chalutiers français exercent leur industrie sur les bancs de pêche sans s'occuper de la loi qui devrait les tenir éloignés de ces endroits—1731; difficulté que l'on rencontre—1731; dans certaines eaux canadiennes la loi n'a pas été appliquée absolument—1731; chalutiers travaillent la nuit ce qui ne permet plus aux navires garde-pêche de les surveiller aussi étroitement qu'il faudrait—1731.

Hon. J. D. Hazen—J'espère sérieusement que nous pouvons trouver un moyen qui nous permette de diminuer la portée de l'acte des chalutiers français qui font des ports canadiens les bases de leurs opérations—1732; au moyen de règlements internationaux—1732; ce qui se pratique dans la mer du Nord—1732; zones de pêche qu'il faudra observer—1732; le seul remède—1732; si, le gouvernement de Terre-Neuve et celui des Etats-Unis signent une convention il serait peut-être possible d'exercer une pression sur le gouvernement français pour qu'il consente à adopter des règlements semblables, et signer la convention—1732.

M. Sinclair—Meilleure conduite à suivre—1733; réserver certaines zones territoriales absolument interdites aux opérations des chalutiers à vapeur—1733; pas espérer que la France ou tout autre pays

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

SERVICE DE PROTECTION DES PECHE-
RIES—REPARATION ET ENTRETIEN
DES STEAMERS SERVANT A LA PRO-
TECTION DES PECHERIES—*Suite.*

étranger consente à ce que l'on inter-
dise tout l'océan Atlantique à leurs ba-
teaux de pêche—1733; on pourrait se ré-
server le golfe Saint-Laurent—1733; c'est
réellement une mer intérieure qui appar-
tient au Canada—1733.

Service à la vapeur entre la Canada et
l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, ou
les deux, sur l'océan Pacifique—1389.

SERVICE NAVAL—FRAIS D'ENTRETIEN
DES NAVIRES—ECOLE NAVALE ET
ARSENAL MARITIMES D'HALIFAX
ET D'ESQUIMALT, ET RESERVE
ROYALE CANADIENNE DE VOLON-
TAIRES.

Hon. J. D. Hazen—Emploi qui sera fait de
cette somme—1719; "Rainbow" et
"Niobe"—1720; mis à la disposition de
l'amirauté—1720; organiser des réserves
navales—1720; flotte canadienne dans le
Pacifique—1720; élèves du collège naval
—1722; nombre va sans cesse en aug-
mentant—1722; plusieurs dans la marine
impériale—1722; collège militaire de
Kingston fait aussi un grand honneur
au Canada—1723.

M. Loggie—Lettre adressée à l'"Union
Advocate" de Newcastle—1723; déploie-
ment du drapeau américain à un poste de
radiotélégraphie—1724.

Hon. J. D. Hazen—Lettre qui vient d'être
citée est complètement erronée—1724; il
s'agit, dans le cas, d'une entreprise pri-
vée; ce n'est pas une des stations du
Gouvernement, et nous n'en avons pas
fait l'acquisition—1724.

M. Macdonald—La surveillance de ces sta-
tions, surtout en temps de guerre, est une
chose importante dont le département qui
accorde les permis ne doit pas se désin-
téresser—1725; l'auteur de la lettre dit
aussi que tous les fonctionnaires cana-
diens et anglais à Newcastle, ont été ré-
voqués et remplacés par des étrangers—
1725.

Hon. J. D. Hazen—Les télégraphistes de
l'endroit sont tous des sujets britanni-
ques, sans aucune exception—1726.

M. Macdonald—Don d'un navire par M.
Jack Ross—1728; grand désir d'aider le
Canada et l'empire—1728.

Hon. J. D. Hazen—Pas le seul acte de pa-
triotisme de M. Ross depuis la déclara-
tion de la guerre—1728.

Service à la vapeur entre Saint-Jean, N.-B.,
Halifax et Londres durant l'hiver—1389.

Service à vapeur entre Saint-Jean, N.-B., et
Glasgow—1389.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

SERVICE A VAPEUR ENTRE MONTREAL,
QUEBEC ET MANCHESTER, ANGLE-
TERRE, AU COURS DE LA MEME
SAISON D'ETE, ET ENTRE SAINT-
JEAN, HALIFAX ET MANCHESTER
DURANT LA SAISON D'HIVER.

Sir George Foster—Steamers transpor-
tent une grande variété de fret—1386;
l'an dernier pour \$9,000,000 valant—1386;
un million de plus que l'année précé-
dente—1386.

Service à vapeur entre Halifax, Saint-Jean,
Terre-Neuve et Liverpool—1386.

SERVICE DE BATEAUX A VAPEUR
ENTRE LE CANADA ET L'AFRIQUE
DU SUD.

Sir George Foster—L'an dernier, la compa-
gnie a transporté \$3,236,000 valant de
marchandises d'origine canadienne et
pour \$948,000 de marchandises de proven-
ance des Etats-Unis—1386; Canada a
accaparé la grande masse du commerce
du papier avec l'Afrique-sud—1386;
aussi une forte proportion du commerce
de la farine—1386.

SERVICE DE BATEAUX A VAPEUR
ENTRE LE CANADA ET LES AN-
TILLES, OU L'AMERIQUE DU SUD,
OU LES DEUX.

Sir George Foster—Les vingt-six voyages
faits en 1914 ont transporté 3,287 passa-
gers et 142,718 tonnes de marchandises,
valant \$2,618,000—1384; dans tout cela,
rien qui ne vint des Etats-Unis, mais tout
du Canada—1384; prix de la compagnie
qui fait ce service semblent raisonnables
—1385.

Service de bateaux à vapeur entre le Ca-
nada et Terre-Neuve—1383.

Service de bateaux à vapeur entre le Ca-
nada et Cuba—1383.

SERVICE POSTAL PAR PAQUEBOTS
ENTRE LE CANADA ET LA GRANDE-
BRETAGNE.

Sir George Foster—Service a été presque
entièrement détruit—1382; gouvernement
anglais a réquisitionné des bâtiments
marchands pour la guerre—1382; le ser-
vice allait en diminuant jusqu'à ce que
finalement toute la flotte du chemin de
fer du Pacifique entre le Canada et la
mère patrie fut réduite à trois transports
de marchandises et un paquebot pour les
passagers—1382; les meilleurs vaisseaux
de la ligne Allan ont aussi été réquisi-
tionnés—1382; vaisseaux de la compa-
gnie du Nord-Canadien ont été pris aussi
par le gouvernement anglais—1382; con-
vention a été conclue avec l'amirauté à
l'effet de consacrer dix-huit vaisseaux au
transport des approvisionnements de l'ar-
mée—1382; ne prévoit malheureusement
pas le transport de nos produits en gé-
néral—1382; on a fait une liste de nos
vaisseaux des Grands lacs qui sont plus
ou moins en état de faire les transports
maritimes—1382; une partie considérable
de ces vaisseaux seront engagés pour faire
le service sur l'Atlantique—1382.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

SERVICE DE PAQUEBOTS ENTRE LES
PORTS ATLANTIQUES CANADIENS
ET L'AUSTRALIE ET LA NOUVELLE-
ZELANDE.

Sir George Foster—Service qui est subventionné en partie—1380; il transporte les produits du Canada à la Nouvelle-Zélande, à l'Australie—1380; les navires peuvent prendre des cargaisons de retour pour la mère patrie et de là pour le Canada, puis reprendre leur service de ce côté-ci—1380; négociations ne sont pas encore terminées avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie pour le développement du commerce—1381.

Service à la vapeur entre Vancouver et les ports du nord de la Colombie-Anglaise—1390.

Service à la vapeur entre Victoria, Vancouver, les ports d'escale et Skagway—1390.

Service des phares et du littoral—Agences, loyers, etc.—2444.

SERVICE NAVAL—ENLEVEMENT DES
OBSTRUCTIONS DU FLEUVE FRA-
SER.

Hon. J. D. Hazen—Obstruction formée en 1913—2443; par construction de la plateforme de la voie du Nord-Canadien—2443; bloquait l'ascension du saumon à ses fonds de frai—2443; travaux coûteront \$60,000; question devra être réglée avec la compagnie—2444.

Service de la poste—Livraison rurale, etc.—2437.

Service postal par chemin de fer—2437.

Service de bateaux à vapeur pendant la saison de 1915 entre Sydney et la baie Saint-Laurent avec escales aux ports situés sur la route—1395.

SERVICE DE BATEAUX A VAPEUR
ENTRE SAINT-JEAN, WESTPORT,
YARMOUTH, ETC.

Sir George Foster—Cherche à assurer la continuation de deux services—1394.

M. Law—Si la subvention est réduite le service sera discontinué—1395; marchands se trouveront dans un grand embarras—1395.

Service à la vapeur entre Saint-Jean, Digby, Annapolis et Granville; c'est-à-dire le long de la côte ouest du bassin d'Annapolis—1394.

Service à la vapeur entre la Rivière-du-Loup, Tadoussac et les autres ports de la côte nord—1394.

SERVICE A LA VAPEUR ENTRE L'ILE
DU PRINCE-EDOUARD ET LE CAP-
BRETON ET TERRE-NEUVE.

Sir George Foster—Service spécial pour l'île du Prince-Edouard—1393.

Service d'hiver entre Saint-Jean et Bridgetown—1394.

Service à la vapeur, de l'ouverture à la clôture de la navigation, en 1915, entre Pictou, Mulgrave et Chéticamp—1393.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—
Suite.

SERVICE A LA VAPEUR ENTRE L'ILE
DU PRINCE-EDOUARD ET LE CAP-
BRETON ET TERRE-NEUVE—Suite.

Service de goélette entre Pictou, New-Glasgow, Antigonish et Mulgrave—1393.

Service de bateaux à vapeur entre Petit-de-Grat et le terminus de l'Intercolonial à Mulgrave—1392.

SERVICE DE BATEAUX A VAPEUR DE
L'OUVERTURE A LA CLOTURE DE
LA NAVIGATION EN 1915, ENTRE
LA TERRE FERME ET LES ILES DE
LA MADELEINE.

Sir George Foster—Demande d'un service entre la Nouvelle-Ecosse et les îles de la Madeleine—1392; paraît impossible de maintenir un double service pour les îles de la Madeleine—1392; le service dont il s'agit est le service déjà établi, et c'est le plus expéditif pour le transport des dépêches—1392.

Service de bateaux à vapeur entre Halifax, Cap-Breton-sud et les ports des lacs de Bras-d'Or—1391.

Service de bateaux à vapeur entre Halifax, la baie Mahone, l'île Tancook et les ports de la rivière la Have—1391.

SERVICE DE BATEAUX A VAPEUR
ENTRE HALIFAX ET TERRE-NEUVE
PAR LES PORTS DU CAP-BRETON.

Sir George Foster—Service est fait par le "Seal"—1391.

Service de bateaux à vapeur entre Halifax et Canso—1391.

SERVICE A LA VAPEUR DEPUIS L'OU-
VERTURE JUSQU'A LA FIN DE LA
NAVIGATION DE 1915, ENTRE LE
BASSIN DE GASPE ET DALHOUSIE
OU CAMPBELLTON.

Hon. G. Marcil—Très important qu'il y ait un service bi-hebdomadaire entre Campbellton, Dalhousie et Gaspé—1391; les marchands de la côte tiennent que le service soit maintenu jusqu'à Montréal, parce qu'il est beaucoup plus économique de transporter par eau toutes les marchandises dont on a besoin dans notre région—1390.

Shelbourne—Edifice public—2166.

Shubenacadie—Edifice public—2106

Smith's-Fall—Agrandissement édifice public—2166.

Somme requise pour couvrir les dépenses de la commission technique nommée pour étudier les questions relevant du niveau du lac des Bois—1335.

Somme requise pour payer une allocation à la veuve du second officier Lachance du navire du gouvernement canadien "Montmagny", qui a péri dans le naufrage de ce navire—1354.

Souris, I.P.-E.—Prolongement du brise-lames—2248.

South-Bay—Achèvement du quai—2244.

Station d'eaux de marée et vapeurs du service hydrographique—1738.

SUBSIDES—DISCUSSION GÉNÉRALE—
Suite.

STATION POSTALE "A" DE MONTREAL.

Hon. Robert Rogers—Crédit de \$160,000,000 en rapport avec l'achat de la propriété Carlslake—2321.

STANSTEAD-PLAIN—EDIFICE PUBLIC.

Hon. Robert Rogers—Coût total sera \$34,000—2112.

STATIONS AGRONOMIQUES — FRAIS D'ENTRETIEN, ETC.

Hon. Martin Burrell—Ce crédit est de \$785,000—2184; prisonniers allemands et autrichiens employés au défrichement de terrains dans le nord de l'Ontario et de Québec—2184; arrangement avec les provinces—2184; chacune de ces provinces a donné 1,000 acres dans la zone d'argile—2184; bois abattu sera utilisé pour la construction des bâtiments nécessaires—2184.

Sir Wilfrid Laurier—Convient d'établir une station agronomique dans cette région du nord, aussitôt que possible—2184.

M. McLean (I.P.-E.)—Dans quelques stations agronomiques, oiseaux de basse-cour sont de qualité inférieure—2185; œufs trop petits—2185; particuliers possèdent meilleures races de volailles que nos fermes expérimentales—2185.

Hon. Martin Burrell—Nos expériences en matière d'élevage des volailles ont acquis un développement extraordinaire—2185; satisfaction générale—2185.

M. Knowles—Nécessité d'une ferme expérimentale dans le sud-ouest de la Saskatchewan—2185; zone sèche—2186; on ne peut y faire la même culture qu'ailleurs—2186; immigration se dirige vers cet endroit—2186.

M. Schaffner—On n'aurait pas dû ouvrir cette région à la culture—2187; ancien gouvernement qu'il faut blâmer—2187.

Hon. Martin Burrell—Désir du Gouvernement est d'améliorer le sort des colons—2187; mission du Gouvernement fédéral consiste surtout à faire des expériences dans l'intérêt du pays en général—2187; il appartient aux provinces de faire l'application pratique de ces expériences et d'enseigner aux colons les meilleurs moyens d'en obtenir des résultats avantageux—2187; système des stations agronomiques—2188; l'assolement des terres—2188; établissement de vingt à trente stations agronomiques dans la zone aride de la Saskatchewan et de l'Alberta—2188.

M. Bennett (Calgary)—Deux choses pour obtenir d'heureux résultats—2189; bonnes semences et bonne culture—2189; nécessité d'établir des postes de démonstration, non pas des stations agronomiques—2189; postes devraient être chez les cultivateurs qui ont obtenu les meilleurs résultats chez eux—2189; grande espérance sur les essais de culture—2190; nombre de colons d'origine étrangère aimeraient

SUBSIDES—DISCUSSION GÉNÉRALE—
Suite.

STATIONS AGRONOMIQUES—FRAIS D'ENTRETIEN, ETC.—*Suite.* ...

par-dessus tout à pratiquer l'exploitation agricole d'une manière éclairée, mais ils se rendent difficilement compte de ce qui constitue le meilleur système d'assolement et des avantages du labour d'été—2190; favoriser l'établissement de champs de démonstration de façon à ce que celui qui ne possède qu'un petit capital puisse voir ce que son voisin, dont la situation ressemble à la sienne, a pu faire avec du bon grain de semence et une surveillance convenable—2192.

M. Edwards—Nous sommes en arrière des autres pays au point de vue des expériences en agriculture—2193; avons à considérer l'étendue de notre pays, ses différences du sol et notre climat—2193; enseignement agricole devrait être organisé en quelque sorte comme l'instruction publique—2193; établir de petites stations de démonstration aussi nombreuses que possible—2193.

M. Schaffner—Grandes fermes expérimentales ne nous ont pas donné pour la valeur de l'argent qu'on y dépense—2194; faut établir des fermes de démonstration sur les différents sols et climats—2194; cultivateurs reconnaissent leur importance—2194.

M. Bradbury—Ferme de démonstration nécessaires dans le nord du Manitoba—2195; terres du nord du Manitoba sont destinées à devenir les plus précieuses du Nord-Ouest—2195; nord de la province et éminemment propre aux laitages—2195; nous devons mettre les colons étrangers en état de se suffire à eux-mêmes—2195.

M. Buchanan—En faveur des stations agronomiques—2196; récoltes dans la région affectée par la sécheresse—2196; jachère d'été devenue un moyen de culture—2196; nécessaire d'avoir dans le centre du pays des stations agronomiques—2197.

Hon. C. Marcil—Essais de culture dans Québec—2197; grande différence de climat entre Gaspé et Bonaventure—2197; station agronomique nécessaire à cet endroit—2198.

M. Sutherland—Faut donner l'enseignement scientifique au cultivateur en matière d'agriculture—2198; petites stations de démonstration donneront les meilleurs résultats—2198; cultivateurs d'Ontario ont été les précurseurs de l'enseignement agricole au pays—2198; sir John Carling a établi le collège agricole d'Ontario peu après l'établissement de la Confédération—2198; pendant un quart de siècle pas une nouvelle station agronomique ne fût établie au pays—2199; approuve le programme agricole du gouvernement pour l'Ontario—2199; ne reprochons nullement au gouvernement ce qu'il a fait pour l'Ouest—2199; l'Ontario ignoré sous le rapport de l'immigration—2199; flot des

SUBSIDES—DISCUSSION GÉNÉRALE—
Suite.

STATIONS AGRONOMIQUES—FRAIS D'ENTRETIEN, ETC.—*Suite.*

immigrants a été détourné au profit des provinces de l'Ouest—2199; la conséquence—2199; cette riche province se voit enlever six représentants au Parlement fédéral—2199; plus tôt nous établirons des stations d'expériences par tout le pays pour enseigner à nos cultivateurs à mettre en pratique les théories qu'on lui prêche, le mieux ce sera pour la population du Canada—2199; distribution de criblures des grains—2200; mauvaises herbes ont été distribués un peu partout—2200; criblures devraient être détruites—2200.

M. Wright—Proteste contre tentative d'ameuter l'Est contre l'Ouest—2201; pas la meilleure manière de sauvegarder les intérêts des cultivateurs—2202; l'Ouest a ses difficultés—2202; représentants de l'Ouest doivent aussi s'occuper de l'Est—2202; on devrait s'occuper des intérêts de cette grande partie de la province d'Ontario qui s'étend entre la zone agricole et à arboriculture fruitière de l'Ontario, au sud, et la grande zone argileuse au nord—2202; il y a là une grande étendue de territoire moins favorable à l'agriculture, mais éminemment favorable à autre chose—2202.

M. Achim—Province de Québec a joué un rôle historique et économique important dans ce pays—2203; région Labelle a besoin d'une station agronomique—2203; c'est la Suisse du Canada—2203; sol argileux bien différent de celui du nord—2203; faut absolument des méthodes de culture appropriées à ce sol—2203; cultivateurs ont besoin de fermes modèles scientifiques—2203.

M. Girard—Fermes démonstratives sont un moyen pratique pour enseigner la culture—2204; il ne faut pas que l'effort soit applicable seulement aux provinces de l'Ouest—2204; nécessité de l'augmentation de la production—2204; circonstances spéciales causées par la guerre—2204; conférences agricoles ont eu un bon résultat—2204; travail patriotique bien commencé—2204; il faut aussi aider à le mettre en pratique—2204; l'octroi donné au gouvernement de Québec—2205; gouvernement provincial devrait avoir des hommes qui ne font pas de politique chez les cultivateurs—2205; conférences agricoles et non des agents d'élection—2205; projet d'une grande organisation agricole le long du Transcontinental—2206; autour du lac Abitibi—2206; climat n'est pas connu—2206; pour quoi faire un effort aussi considérable dans l'inconnu et négliger dans la province de Québec, notamment des endroits où la preuve est faite depuis longtemps que la colonisation est possible, que l'agriculture peut être pratiquée avec chance de succès et où il

SUBSIDES—DISCUSSION GÉNÉRALE—
Suite.

STATIONS AGRONOMIQUES—FRAIS D'ENTRETIEN, ETC.—*Suite.*

reste encore, comme dans la Matapédia, et surtout dans le district de Chicoutimi—2206; système suivi en France—2206; collèges et lycées agricoles—2206; compléter l'éducation des fils et des filles de cultivateurs—2206; c'est là le meilleur moyen de rendre l'agriculture plus agréable et de retenir au sol les enfants qui la désertent—2206.

M. Boulay—Conditions climatiques dans lesquelles se trouvent le comté de Rimouski et la partie est de la province de Québec, nécessitent plus d'encouragement de la part du Gouvernement que la vieille province d'Ontario et même celles de la Nouvelle-Ecosse toutes trois jouissent d'un magnifique climat—2207; dans l'est de Québec il y a un climat rigoureux—2207; gelées hâtives—2207; l'hiver dure en moyenne sept mois—2207; cultivateurs doivent faire preuve de courage et d'endurance—2207; cultivateurs de l'Ouest sont heureux d'avoir une loi qui les favorise au détriment de parties du pays qui en ont plus besoin qu'eux—2207; cultivateurs de l'Ouest devraient subir certains inconvénients sans être obligés de recourir sans cesse au gouvernement—2207; nécessité de l'établissement d'une ferme expérimentale dans la vallée de la Matapédia—2207; cultivateurs de cette région ont droit à plus d'encouragement qu'ailleurs—2207; lacune à combler—2208; le français au ministère de l'Agriculture—2208; surtout parmi les officiers supérieurs—2208; province de Québec peuplée de Canadiens-français qui ne parlent pas l'anglais, n'a pas l'avantage de leurs visites—2208; officiers supérieurs devraient parler le français de façon à pouvoir rencontrer tous les électeurs et tous les agriculteurs du pays—2208.

M. Rochon—Dénonce les employés du Gouvernement provincial qui se servent de leurs fonctions pour jeter du discrédit sur les employés du Gouvernement fédéral—2208; et faire de la politique—2208.

M. J. J. Hughes—Pommes de terre à provenance de régions envahies par la gale poudreuse—2208; règlements relatifs à l'expédition de pommes de terre dans ces conditions sont tels que, s'ils devaient être suivis, nous serions empêchés de faire le moindre envoi—2208; pas certain que les pommes de terre dans l'île du Prince-Edouard soient réellement atteintes de la gale—2209; règlements peuvent causer beaucoup de difficultés aux expéditeurs—2209.

ST-JAMES, WINNIPEG—SALLE D'EXERCICES.

Hon. Robert Rogers—Edifice coûtera \$31,000—2168.

SUBSIDES—DISCUSSION GÉNÉRALE—
Suite.

- Steelton—Édifice public—2166.
 Stonewall—Édifice public—2168.
 Stratford—Agrandissement édifice public—2166.
 Subvention au conseil médical du Canada—1336.
 Subvention pour l'érection d'un monument aux héros de 1812-1813, à Lacolle—1337.
 Subvention pour l'érection d'un monument à Samuel de Champlain, à Orillia, Ontario—1335.

SUBVENTIONS POUR LE SERVICE DES
DEPECHEES ET DES NAVIRES ENTRE
ANNAPOLIS ET LONDRES OU HULL,
ANGLETERRE, OU LES DEUX.

Sir George Foster—Expédié quatre navires portant toute leur cargaison de pommes d'Halifax à des ports d'Angleterre—1380.

SUBVENTION A LA WESTERN DRY DOCK
AND SHIPBUILDING CO., DE PORT-
ARTHUR.

Hon. Robert Rogers—Second versement est de \$35,641—2319.

SUDBURY—EDIFICE PUBLIC.

Hon. Robert Rogers—Coût total \$90,000—2166.

SURVEILLANCE DES EAUX SEPTEN-
TRIONALES DU CANADA.

Hon. J. D. Hazen—Renseignements sur l'expédition Stefansson—1738; naufrage du "Karluk"—1738; ceux qui ont succombé—1739; conduite héroïque du capitaine Bartlett—1739; voyage de 160 milles sur les glaces polaires—1739; différentes expéditions qui sont actuellement dans les régions arctiques—1739; dernière fois que l'on ait entendu parler de Stefansson—1739.

SYDNEY-NORD—AMELIORATIONS EDI-
FICE PUBLIC—2105.SYDNEY-MINES—AMELIORATIONS EDI-
FICE PUBLIC—2106.TARIFS DE TRANSPORT SUR LES
GRANDS LACS ET SUR L'OCEAN.

Sir George Foster—Surveillance du commerce—227; impossible de me procurer les services d'un fonctionnaire réellement capable de remplir ces fonctions—227; difficile de trouver un expert—227; négociations sont en cours—227; subventions aux lignes de paquebots—227; ministre a le pouvoir de fixer les tarifs de transport—227; l'interprétation des contrats—227; réglementation des tarifs maritimes—228; navires réquisitionnés par le gouvernement britannique—228; désorganisation du service—228; disette de navires—228; tarifs de transport ont dû subir une augmentation dans le monde entier—228.

SUBSIDES—DISCUSSION GÉNÉRALE—
Suite.TARIFS DE TRANSPORT SUR LES
GRANDS LACS ET SUR L'OCEAN—
Suite.

M. Sinclair—Tarifs de fret sur le bois—228; capitaine qui entreprend de transporter une cargaison de bois en Grande-Bretagne, s'attend de subir des pertes—228; modification de la loi; propriétaire du navire ne puisse être tenu responsable que pour le nombre de pièces de bois—229; impossible de mesurer le bois au chargement—229; déclarations de l'expéditeur—229.

Témiscamingue-nord—Construction d'un quai—2294.

TERRES ET PARCS FÉDÉRAUX—AP-
POINTEMENTS, SERVICE EXTE-
RIEUR.

M. Martin (Regina)—Accroissement nombre des employés—244; 301 révocations, 1649 nominations—244; l'inspection des homesteads—244; employés désœuvrés—245.

Hon. W. J. Roche—Conférence Shortt a causé une fausse impression dans l'esprit public—245; plusieurs employés le sont à titre provisoire—245; inspecteurs de homesteads et les cultivateurs—245; avantage pour la classe agricole—245.

M. Maclean (Halifax) Frais de gestion du ministère de l'Intérieur—245; augmentation de \$3,000,000—246.

M. Boulay—Inspecteurs de l'immigration dans Québec—246; sur 18, onze ne savent pas un mot de français—246; pas juste pour les Canadiens-français revenant des États-Unis—246; faire quelque chose pour améliorer la situation—246; certains inspecteurs vont jusqu'à manquer de politesse envers ceux qui ne comprennent pas l'anglais—246.

Hon. W. J. Roche—Personne n'a présenté de grief—246; renseignements seront pris—246.

Terres domaniales, frais casuels pour parcs, frais de publicité—246.

Hon. W. J. Roche—Comprend aussi dépenses inspecteurs du bois et ranches—246. Terres et parcs fédéraux—Pour payer à la compagnie de chemin de fer et d'irrigation de l'Alberta, successeur de la Canadian Northwest Irrigation Company, une indemnité pour insuffisance de superficie—2015.

TERRES ET PARCS FÉDÉRAUX—POUR
PAYER LES FRAIS DE DÉPLACEMENT
DES MAISONS DES HABITANTS
DE FRANK, ALBERTA.

Hon. W. J. Roche—Dépenses totales, \$69,200—2015; Gouvernement fédéral paie \$30,000—2015; gouvernement provincial \$20,000—2015; propriétaire 19,200—2015. Toronto—Améliorations du port—2099.

SUBSIDES—DISCUSSION GÉNÉRALE—
Suite.

TORONTO—NOUVEAUX EDIFICES FÉDÉRAUX.

Hon. Robert Rogers—Nouveau bureau de poste—2094; ne coûtera pas plus d'un million—2094.

TORONTO—ENTREPOT DOUANE ET STATION POSTALE "A".

Hon. Robert Rogers—Entreprise considérable—2166; rien n'a été décidé concernant le coût total—2166.

Hon. J. D. Reid—Recettes de douane l'an dernier à Toronto, ont été de \$20,000,000 et Montréal de \$25,000,000—2167.

M. Verville—Classe ouvrière dans tout le Canada ne retirera aucun avantage des sommes d'argent que nous votons—2167; plans ne sont pas encore préparés pour la plupart de ces édifices—2167; argent ne pourra pas être dépensé cette année pour soulager la misère qui existe au pays—2167.

Tracadie—Améliorations au port—2244.

Tracadie—Brise-lames et travaux de protection—2250.

Traitements des inspecteurs du gaz et de l'électricité—1839.

TRANSCONTINENTAL A MONTREAL—CONSTRUCTION D'UN EMBRANCHEMENT.

Hon. Frank Cochrane—Gouvernement construira lui-même l'embranchement—1823; promoteurs de la compagnie dite "North Railway" seront indemnisés pour le travail fait—1823; demandaient \$900,000 mais recevront \$750,000—1823; construction de la voie exigera \$50,000 à \$60,000 par mille—1824.

Traitements et déboursés des fonctionnaires des pêcheries, y compris les dépenses de la commission consultative des pêcheries, et une allocation de \$300 pour W. J. E. Casey, secrétaire de cette commission—1357.

Traitements et dépenses de l'agence à Paris—1335.

Travail—Inspection des travaux de chemins de fer, etc.—539.

Travaux publics—Dépenses casuelles—2085.

TRAVAUX PUBLICS—OTTAWA—AGRANDISSEMENT EDIFICE DES ARCHIVES.

M. Kyte—M. Antoine Gobeil, mis à sa retraite en 1908 a reçu \$7,457 outre sa pension pour préparer une histoire du port de Québec—2087; dépense inexcusable—2088; manière d'é luder la loi des pensions de retraite—2088

Hon. Robert Rogers—M. Monk a eu raison d'utiliser les services de M. Gobeil—2088; L'intérêt public demandait d'obtenir des renseignements sur le port de Québec—2088; rapport sera d'un vif intérêt pour tout le Canada—2088; M. Gobeil a aussi fait l'évaluation des terrains de la rivière Saint-Charles en rapport avec les tra-

SUBSIDES—DISCUSSION GÉNÉRALE—
Suite.

TRAVAUX PUBLICS—OTTAWA—AGRANDISSEMENT EDIFICE DES ARCHIVES—*Suite.*

vau du Gouvernement à cet endroit—2089; prix sera déterminé par la cour d'Echiquier—2089.

TRAVAUX PUBLICS—ADMINISTRATION CENTRALE.

Hon. Robert Rogers—M. Horwood, d'Ottawa a été nommé architecte en chef—2082; salaire \$7,000 par année—2082; M. Ewart mis à sa retraite—2083.

TRAVAUX PUBLICS—GLISSOIRS ET BARAGES.

Hon. J. Bureau—Contrat de 2,000,000 pieds de sapin accordé à un entrepreneur funèbre—2319.

Hon. Robert Rogers—Affaire sera examinée—2319.

Travaux publics—Service et entretien des bateaux d'inspection—2319.

TRAITEMENT D'UN SECRÉTAIRE PARTICULIER DU LEADER DU SENAT.

Sir Robert Borden—Renseignements promis sur gendarmerie à cheval du Nord-Ouest—2463; \$40,000 pour l'expédition au lac Baker—2463; enquête sur meurtre de MM. Radford et Street par les Esquimaux en 1913—2463; \$10,000 pour surveiller les étrangers dans l'Alberta et la Saskatchewan—2463; en raison de la guerre—2463.

M. Lafortune—Construction d'un bureau de Poste à Saint-Jacques-de-l'Achigan—2463; malgré un crédit de \$15,000 rien n'a été construit—2464.

Hon. Robert Rogers—Aussitôt que l'occasion s'en présentera, bureau de poste sera construit—2464.

Travaux publics—Appointements des ingénieurs, etc.—2317.

Vancouver—Améliorations du port—2099.

Vegreville—Edifice public—2173.

Vermilion—Edifice public—2173.

VICTORIA—NOUVELLE SALLE D'EXERCICES.

Hon. Robert Rogers—Coût environ \$300,000—2173.

VICTORIA—OBSERVATOIRE.

Hon. Robert Rogers—Coût \$75,000—2173.

M. Sinclair—Augmentation dans les subsides pour les travaux publics—2175; facile de remettre à plus tard les trois quarts des \$15,000,000 demandés sans que le pays en souffre—2175; gouvernement obligé d'imposer au peuple des droits extraordinaires—2175.

Virden—Edifice public—2168.

Wainwright—Edifice public—2173.

Walkerville—Edifice public—2167.

Welton—Edifice public—2163.

Westmount—Salle d'exercices—2112.

Williams-Head—Améliorations, station de quarantaine—2306.

SUBSIDES—DISCUSSION GÉNÉRALE—
Suite.

WINNIPEG—NOUVELLE SALLE D'EXERCICE.

Hon. Robert Rogers—Coût total sera de \$540,000—2169.

WINNIPEG—NOUVEL EDIFICE POUR LES IMMIGRANTS.

Hon. Robert Rogers—Changer l'ancien édifice en station postale—2169.

WINNIPEG—CASERNES.

Hon. Robert Rogers—S'agit de remplacer anciennes casernes vendues au gouvernement provincial—2169.

WINNIPEG—QUAIS DU PORT.

Hon. Robert Rogers—Construction éclose de Saint-André—2301; effet d'accroître trafic entre la population des bords du lac Winnipeg et la ville de Winnipeg—2301.

Yarmouth—Améliorations au port—2244.

YUKON—SUBVENTION AU CONSEIL LOCAL POUR LES CHEMINS.

M. Thompson—Moyens de communication—1689; beau système de chemins—1689; l'entretien coûte cher—1689; une personne peut aller en automobile de Whitehorse à Dawson—1689.

YUKON—TRAITEMENTS ET FRAIS D'ADMINISTRATION.

M. Thompson (Yukon)—Population du Yukon est de 9,000 âmes—1686; rendement de l'or cinq millions par année—1686; la houille—1686; il y en a quatre milliards de tonnes au Yukon—1686; trois manières d'exploiter les placers—1687; les moyens de transport—1687; l'essai de l'or—1687; le climat du Yukon—1689.

DISCOURS DU BUDGET.

Hon. W. T. White—Conditions au mois d'août résultant de la guerre—84; effet sur la situation financière du Canada—84; recettes et dépenses—84; amoindrissement sensible du revenu—84; diminution de l'exportation—84; suspension de nos relations de commerce avec l'ennemi—84; cessation de nos emprunts à l'étranger—84; revenu de dix mois \$109,500,000—84; diminution \$30,000,000—84; les dépenses—84; dans l'intérêt de la main-d'œuvre de poursuivre les travaux publics—84; n'entreprendrons pas de nouveaux travaux—84; dépenses de l'année seront de \$190,000,000—85; reste à couvrir par voie d'emprunt—85; venir en aide aux cultivateurs de l'Ouest—85; acheter du grain de semence—85; coût des troupes canadiennes dans le service actif—85; de toute part on a répondu à l'appel aux armes avec enthousiasme—85; jusqu'ici la dépense a été de \$38,000,000—85; dette nationale du Canada augmentera cette année de \$110,000,000 y compris la dépense imposée par la

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

guerre—85; rachat des bons du Trésor—85; avances sur placements—85; pas une tâche facile que de trouver les fonds requis—85; heureux placement de l'emprunt de guerre anglais—85; possible de négocier des emprunts à courte échéance—85; mesures prises pour parer aux besoins de notre situation—86; arrangements avec le gouvernement impérial—86; avons mis ordre à nos finances—86; notre dette flottante—86; résultat économique remarquable produit au Canada par la guerre—86; emprunts de plus de \$1,000,000 par jour—86; exécution d'entreprises d'intérêt public—87; arrêt dans l'apport de capitaux—87; relâchement marqué de l'industrie—87; fléchissement de \$27,000,000 dans les exportations—87; fléchissement de \$112,000,000 dans les importations—87; recettes adverse du commerce—87; recettes du prochain exercice ne dépasseront pas \$120,000,000—87; dépense de guerre spéciale peut atteindre \$100,000,000—88; devons réaliser un revenu supplémentaire—88; pension à acquitter—88; aurons besoin de \$300,000,000 pendant l'année—88; moyen de résoudre la difficulté—88; impôts supplémentaires raisonnables—88; nous emprunterons le plein montant—88; n'avons aucun motif d'hésiter à emprunter en vue d'acquitter les frais de cette guerre—88; négocier entente avec le gouvernement impérial—88; accroître notre revenu de façon à faire face à nos dépenses courantes—88; efforcer de porter les revenus supplémentaires à trente millions de dollars—88; c'est le tarif qui doit faire disparaître le malaise dans l'état de nos finances—89; liste des impôts spéciaux—89; taxes spéciales produiront environ \$8,000,000—90; impôt sur le revenu des particuliers n'est pas opportun—90; l'impôt douanier—90; espérons réaliser \$20,000,000 avec les changements au tarif—91; augmentations tarifaires stimuleront l'industrie et l'agriculture—91; feront disparaître le chômage—91; anthracite exempt de droit—94; puissants motifs d'être satisfaits de la perspective financière et commerciale du pays—94; reprise des affaires et le rétablissement du commerce mondial sont la résultante des succès ininterrompus des alliées—94.

M. Maclean (Halifax)—Exposé financier comporte trois considérations—375; crédits de guerre, subsides ordinaires, moyens d'augmenter les sources du revenu—375; crédits de guerre seront votés à l'unanimité—375; sentiments patriotiques des représentants du peuple—375; engagés dans une guerre tragique—375; conserver nos libertés nationales et individuelles—375; extermination de l'autocratie militaire—375; guerre redressera les torts causés à un peuple outragé—375; foi inébranlable en la justice de notre cause—375; exigeons une seule promesse du Gouvernement—375; tenir une comptabilité précise des dépenses faites avec les crédits de la guerre—375; vigilance incessante—376; contre les entrepreneurs malhonnêtes—376; courtiers de

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

patronage—376; sentiment public au sujet des dépenses de l'administration n'est pas aussi délicat qu'il devrait être—376; début d'une ère nouvelle au Canada—376; nouvelles questions économiques apparaissent à l'horizon—376; nécessaire de faire passer un examen sévère à nos finances—376; écart de \$60,000,000 dans les opérations financières pour le présent exercice—376; déficit le plus considérable depuis la Confédération—376; augmenter les dépenses de la guerre—376; dette nationale se trouvera augmentée de \$110,000,000—376; déficit de \$84,000,000 pour le prochain exercice—377; faire face à la situation en augmentant les taxes—377; était facile de prévenir la crise financière—377; Gouvernement n'a jamais tenté d'effort pour maintenir l'équilibre entre les recettes et les dépenses—377; preuve d'une extrême prodigalité—377; dépenses ordinaires depuis 1910—378; deux fois plus élevées qu'en 1910—378; recettes de toutes sources depuis 1912—378; diminution de recettes, augmentation de dépenses—378; depuis un an le commerce fléchissait—379; l'impuissance à réduire les dépenses a rendu nécessaire l'imposition de nouvelles taxes—379; dépenses par départements de 1911 à 1915—380; dépenses excessives pour le prochain exercice—383; coût toujours croissant de l'administration—383; commerce et affaires du pays ne réclamaient pas cet état de choses—384; dépense de l'année aurait pu être restreinte à 100 millions de dollars—384; serait facile de faire une réduction de \$50,000,000—384; ce que fit M. Fielding en 1908—384; production nationale dans certaines conditions—385; commerce d'exportation ne peut se maintenir sans l'importation—385; importations en 1913 et 1914 et droits perçus—386; abaissement total—386; Gouvernement alarmé de la situation—386; décret d'expulsion contre les citoyens de ce pays dont il voulait hâter le retour en Europe—386.

Hon. Robert Rogers—Il n'existe aucun arrêté en conseil ordonnant le rapatriement des personnes sans emploi au Canada—386.

M. Maclean—Ce qui a paru dans la presse—386; gouvernement a discuté la question—386; abaissement de nos revenus n'est pas attribuable à la guerre—387; pas le moment d'augmenter les taxes—387; sauf pour les dépenses occasionnées par la guerre—387; l'impôt sur les spécialités pharmaceutiques est excessif—387; impôts nullement nécessaires avec de l'économie—388; gouvernement a adopté le moyen le plus aisé pour confectionner un tarif—388; tarif canadien repose sur le système protectionniste—388; sous les plis du drapeau de la guerre le gouvernement a fait pénétrer dans la citadelle, un tarif de protection et un tarif de revenu—388; nouvelles taxes fiscales continueront à s'appliquer après la guerre—388; cause de dépression pour l'industrie plutôt qu'un stimulant—388; thé ne devrait pas être frappé d'un impôt de timbre—

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

388; tarif de guerre devrait porter autant que possible sur des articles relativement bon marché et de consommation universelle—389; ne devrait pas être élevé au point de décourager la consommation—389; devrait être de telle nature qu'il puisse être rayé du tarif quand les besoins pour lesquels il a été créé cessent d'exister—389; relèvement du tarif de préférence en faveur de la Grande-Bretagne—389; tarif actuel tend à diminuer, à neutraliser son objectif—389; prix excessif du transport des marchandises sur l'océan—389; taux excessifs d'assurance—389; dans les circonstances les liens britanniques auraient dû compter pour quelque chose—390; tarif sur la laine—390; donne au manufacturier une protection plus grande—391; conditions qui existent à propos de l'industrie de la laine—391; imprudent d'augmenter le tarif—391; droit sur le coton—391; campagne en faveur du relèvement des droits parmi les agriculteurs—392; période mal choisie—392; l'exemple de l'économie à la population canadienne—392; taxes fardeau inutile sur les épaules du peuple—393.

M. Macdonell (Toronto-Sud)—Conclusion du discours de M. Maclean—393; l'état de guerre n'existe pas au Canada—393; situation qui nous est faite par la guerre actuelle—393; devoir absolu du Gouvernement de faire tout en son pouvoir afin de procurer du travail aux citoyens du Canada—394; propagande en faveur des marchandises "fabriquées au Canada"—394; notre pouvoir d'emprunt—395; budget n'a provoqué aucune plainte—395; réduction des dépenses en 1915-1916—396; certaines dépenses sont indispensables—396; réduction totale s'élève à \$17,780,320—397; nouvelles taxes ne retombent pas sur le cultivateur et sur l'ouvrier—397; arrangements pris pour conclure les emprunts—397; Canada et Grande-Bretagne empruntent conjointement—398; marasme du commerce et interruption du trafic transocéanique—398; nouveaux emprunts serviront à solder l'intérêt des emprunts de guerre—399; précédents aux Etats-Unis et motifs d'encouragement—399; les dépenses du Canada depuis six ans—401; subventions octroyées aux chemins de fer—402; exposé budgétaire renferme de bonnes raisons à l'appui d'un relèvement des impôts—405.

Hon. Frank Oliver—Exposé budgétaire n'est pas à la hauteur des circonstances extraordinaires auxquelles nous devons faire face—406; nouveau principe dans le système des taxes—406; gouvernement ne se rend pas compte de la gravité de la situation—406; sagesse recommande des mesures d'économie—406; nos revenus et nos dépenses—406; emprunts pour la guerre—407; entreprises de chemins de fer—409; heureux de voir le gouvernement adopter le principe de la taxe directe—409; faut qu'il soit appliqué d'une façon juste—410; relevés du commerce et de l'industrie—411; augmentation de la production agricole au Canada—414; que les banques donnent au cultivateur des avances rai-

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

sonnables et il saura bien comment augmenter ses récoltes—415.

M. Burnham—Budget historique—434; surpris de trouver une note de désapprobation de la politique énoncée par le ministre—434; dangereux de s'opposer à tout pour la seule raison qu'on est dans l'opposition—434; le chômage—435; grande plaie de la civilisation moderne—435; devons travailler sans retard à y apporter remède—435; chômage était inconnu au treizième siècle—435; on déserta la terre—435; grand fléau de 1347—435; fit disparaître presque la moitié de la population de la Grande-Bretagne—435; le lucre et l'amour du gain, l'unique cause économique du manque de travail—435; cas de ceux qui "gagnent de l'argent"—435; prendre l'argent des autres—435; accumulation des profits—435; anarchie des sociétés modernes—435; l'accaparement n'est pas une source de valeur—436; contraire à la saine doctrine économique—436; réalisation des profits et le chômage vont de pair—436; l'appât du gain tend toujours à restreindre la production—436; opinion de Ricardo, fondateur de l'économie politique moderne—436; richesse des nations dépend entièrement de la liberté du commerce et de la liberté de la main-d'œuvre—436; opinion de savants français et anglais—437; chômage moderne date du jour où l'Angleterre accapara et fit breveter, à son profit, presque tous les moyens de production—437; ère de servage industriel—437; luttes formidables à livrer pour protéger la vie et le bien-être de l'artisan contre le machinisme et l'esprit de lucre—437; retournons à la terre—437; là est le remède—437; si le peuple est rendu à la terre, il redeviendra libre—437; production des aliments et la fabrication des vêtements devraient être libres d'entrave—438; histoire du libre-échange et de la protection—438; faut procurer du travail aux nôtres—438; l'opposition en réclamant une préférence pour l'Angleterre ou un autre pays, commet la plus grande hérésie qu'il est possible de commettre—439; préférence entachée de tous les défauts de la protection—439; envoi nos fonds à l'étranger—439; importons de la marchandise—439; nous laisse la tâche de payer l'impôt—439; contraire au sentiment du peuple—439; ne pouvons espérer tenir les nôtres occupés si nous envoyons notre ouvrage hors du pays—439; le péril oriental—439; grâce à la civilisation et à de grandes ressources naturelles, le centre de gravité du progrès industriel moderne se trouvera en Orient, si nous ne le maintenons pas dans l'Occident—440; question du libre-échange et problème de la concurrence orientale—440; un tarif protecteur bien équilibré est ce qu'il faut au Canada—441; quelques observations sur ce qu'on appelle la panique—441; l'opinion du "Globe" du 29 février 1915—442; idée que les libéraux se font de la fidélité que l'on doit à l'empire—443; à mon avis le Canada devrait conserver

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

le régime actuel, moins la loi du service de la marine qui devrait être abrogée—443; notre commerce—443; on s'est mépris en ce qui regarde la doctrine préconisée par Cobden—443; véritable fondement de la doctrine de Cobden—444; prescience de Cobden qui a vu que l'Angleterre était trop petite pour donner libre champ à son propre pouvoir de production de denrées alimentaires, et qui a constaté également que les landlords vivaient dans l'oisiveté, grâce à un monopole—444; débarrassez-vous de tout cela et vous porterez votre industrie manufacturière à un sommet inconcevable; le succès a couronné ses efforts—444; nouveau cri de "Fabriqué au Canada"—445; devise admirable, qui remplace la nécessité d'une loi—445; la coopération—445; rendre le Canada grand et prospère—445; fausse position de l'or—446; balance du commerce—446; entretenir le peuple dans une fausse sécurité—446; nos ressources finiraient par s'épuiser, si nous ne fabriquions pas en Canada les choses dont nous avons besoin—446.

M. Turriff—Budget de guerre—448; il y aura des fautes que le gouvernement ne peut pas empêcher—449; si les malversations se pratiquent d'une façon persistante, nous nous réservons le droit de demander une enquête—449; argent requis pour les dépenses ordinaires du pays—449; rien ne justifie cette énorme augmentation—449; l'attente d'une élection—450; pays sera longtemps en proie au marasme et à la dépression—451; ministre des Finances emprunte tout l'argent nécessaire pour la guerre—452; tout ce qu'il percevra de la taxe est destiné à continuer ses prodigalités—452; taxe nécessaire pour rembourser l'argent donné illégalement à MacKenzie et Mann—452; limite de prélèvement des recettes a été plus qu'atteinte par les taxes extraordinaires—453; droit sur le ciment—453; accroissement de profits pour le merger—454; le service civil en Canada—454; service civil pourrait être réduit—455; économie de \$10,000,000 peut être faite dans la construction d'édifices publics—455; moment est venu pour le pays d'enrayer les dépenses—455; nécessaire de modifier notre genre de vie—456; ce qui a été fait aux Etats-Unis—457; position faite au manufacturier et au cultivateur par le nouveau tarif—459; tableau démontrant que le pour-cent de l'augmentation sur les marchandises anglaises est plus élevé que le pour-cent de l'augmentation des marchandises américaines—460; le loyalisme des gens de l'Ouest—461; pas n'est besoin d'emprunter \$50,000,000 pour faire revenir les gens à la terre—462; pour déterminer les cultivateurs à mettre en culture autant de terre que possible, pour ramener les gens à la terre, il suffit tout simplement de faire en sorte qu'elle leur fournisse le moyen de bien vivre—462.

M. Wright (Muskoka)—Budget présente un grand nombre de problèmes—464; sentiment général est favorable aux propositions du ministre des Finances—464; il y a place pour une honnête divergence d'o-

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

pinion au sujet des exigences du tarif—464; la préférence anglaise—464; libre-échange en Angleterre—465; ce genre de tarif ne conviendrait pas au peuple canadien—465; nation qui commence et qui veut développer ses industries doit accorder une certaine mesure de protection—466; prêt du gouvernement au Canadian-Northern—475; garanti par des hypothèques—475; MacKenzie et Mann n'ont pas l'intention de bénéficier personnellement de la somme avancée—475; impossible de permettre que cette entreprise ne fut pas terminée—475; députés qui parlent agriculture et qui ne sont pas cultivateurs—475; conditions actuelles dans l'Ouest—476; cultivateurs n'ont rien gagné à la réduction de 15 cents dans la taxe sur les blés—476; classement du blé—477; défaut d'uniformité qui existe aux Etats-Unis—477; la situation des cultivateurs de l'Ouest canadien est infiniment supérieure à celle des cultivateurs des états de l'ouest américain touchant la vente de leur blé—477; prix de transport—478; fermiers de l'Ouest a des difficultés à surmonter—479; ce qu'un colon est obligé de faire—479; commerce du Canada—480; nous pourrions diminuer beaucoup nos importations et nos exportations et nous trouver dans une aussi bonne situation que nous sommes aujourd'hui—480; nous devrions développer nos ressources naturelles—481; appelés à devenir non seulement un grand pays agricole, mais encore l'un des plus grands centres industriels du monde entier—481; notre régime fiscal—481; commission du tarif avec un représentant agricole—482.

M. Kyte—Cultivateurs qui se font représenter au Parlement par des membres des professions libérales—483; ce qui s'est passé de 1878 à 1896—483; participation du Canada à la guerre—483; magnifique réponse des Canadiens à l'appel de lord Kitchener—483; confiance absolue dans le triomphe final de la Grande-Bretagne et de ses alliés—484; notre budget—484; prospérité du Canada a subi un ralentissement—484; situation actuelle n'est pas due à la guerre—484; notre revenu depuis trois ans—484; preuves pour établir que, préalablement à la déclaration de guerre, on pouvait constater que nous subissions une catastrophe—484; industrie canadienne dans un état déplorable—485; Gouvernement a contribué à aggraver la situation—485; colons retournant aux Etats-Unis—485; abaissement des droits sur le ciment—486; le service civil—486; révélations surprenantes du Dr Shortt—486; l'état des affaires en 1914—488; déficit de \$60,000,000—489; dépenses depuis 1912—489; relèvement du tarif—489; premier tarif de guerre du Canada—490; augmentation du port des lettres—491; source de désagréments et d'ennuis—491; culture du tabac—492.

M. Edwards—Opinion de l'honorable Sydney Fisher sur la classe agricole canadienne—492; situation dans le pays—492; moment serait mal choisi d'interrompre travaux publics—492; gouvernement n'est pas seul responsable de la situation actuelle—493;

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

a dû se procurer 120 millions pour des entreprises commencées par l'ancienne administration—493; destitutions d'employés publics—493; ce qui s'est passé en 1896—493; aux douanes—493; frais de gestion—493; développement du service postal—494; opinion de l'honorable R. L. Richardson, ancien député, sur le régime libéral—495; gouvernement Borden avait diminué la dette en 1911—496; présent exercice verra une augmentation de la dette du Canada, en conséquence de notre participation de la défense de l'empire—496; nous avons eu de 1911 à 1914 les excédents les plus considérables obtenus dans toute l'histoire du Canada—496; il fallait terminer des entreprises qui demandaient des dépenses considérables—496; notre commerce—496; exportations du Canada—497; commerce total du Canada—497; importations de France—497; importations d'Allemagne—497; importations du Royaume-Uni—497; libéraux ont souvent déclaré dans le passé que les Etats-Unis étaient le marché naturel pour le blé du Canada, et pour presque tous les autres produits—497; cet argument est absolument faux—497; notre commerce avec les Etats-Unis—497; tarif Wilson-Underwood n'a pas eu d'effet sensible sur les prix des objets d'alimentation aux Etats-Unis—498; parce que les importations n'y étaient pas suffisantes pour avoir affecté sensiblement l'approvisionnement de ce vaste pays—498; importation au Canada d'une quantité relativement faible, de denrées alimentaires aurait ici sur l'approvisionnement une influence notable, et très sensible sur les prix—498; relèvement des droits préviendra le déversement sur nos bords de l'excès de productions des contrées auxquelles la guerre a fermé certains marchés dont elles jouissaient auparavant—499; régime de faveur accordé à l'Angleterre—499; idée de sir Charles Tupper—499; paroles de sir Wilfrid Laurier en 1896—499; projet de préférence Fielding—499; ce qu'a fait le parti libéral sur cette question—500; comparaison des tarifs de préférence britanniques—500; en 1907, le parti libéral releva le droit sur tous les articles importés au Canada—501; enleva à la Grande-Bretagne, la préférence qu'il lui avait jadis accordée et releva de plus du double de la taxe douanière primitive le droit sur certains articles—501; ce qu'a fait le parti libéral pendant la guerre des Boers en 1899—501; le parti conservateur et l'opinion publique ont en réalité forcé le gouvernement libéral à envoyer les troupes qu'il a expédiées dans l'Afrique-Sud—501; patriotisme des libéraux en 1911—501; loyauté de parti—502; question des instruments aratoires—502; M. Fielding opposé à une réduction des droits—503; budget proposé par le gouvernement actuel sera avantageux au pays—505.

Hon. Wm Pugsley—L'argent que le Gouvernement espère retirer de ses impôts ne doit pas être employé aux fins de la guerre—505; ministre des Finances fait les arrangements nécessaires pour emprunter toute la somme dont il aura besoin pour les opérations de guerre—505;

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

combler le déficit entre la recette et les dépenses—506; si le Gouvernement avait été prudent dans ses nominations de fonctionnaires, il aurait économisé assez d'argent pour acquitter l'intérêt sur \$100,000,000—506; déclaration du professeur Shortt—506.

Hon. R. Rogers—Assertion déshonorante et malhonnête—506; professeur Shortt ne s'est pas reporté aux pièces officielles—507; s'est trompé dans le nombre des destitutions et nominations dans le service civil—507.

Hon. Wm. Pugsley—Cette affaire regarde le ministre des Travaux publics et le professeur Shortt—507; situation exige de la circonspection dans les dépenses—507; chose singulière—507; plus de dépenses que l'an dernier—507; serait possible de réduire les dépenses des Travaux publics de vingt millions—508; travaux qui pourraient être suspendus—509; port de Saint-Jean—509; bassin de radoub à Québec—509; travaux à Toronto et ailleurs—509; ports et rivières—510; aussi économie dans les crédits pour édifices publics—511; injuste de grever le peuple sans raison—605; l'opposition ne dit pas d'abandonner, mais de diminuer les travaux publics—605; on inscrit inutilement au budget des crédits pour des travaux qu'on ne se soucie pas d'exécuter—606; si nous pouvions diminuer les dépenses à \$100,000,000, nous nous trouverions avec un excédent de \$20,000,000—611; impossible de justifier les impôts, à quelque point de vue que l'on se place—611; tarif sur les engrais artificiels—613; besoin des cultivateurs du Nouveau-Brunswick—613; l'agriculture ne peut prospérer dans cette province si les cultivateurs ne font pas un usage abondant d'engrais artificiels—614; conséquence du nouveau tarif pour la classe agricole—614; correspondance à ce sujet—615; demande de rétablir le tarif qui existait autrefois concernant les engrais—615; dégraver entièrement ceux-ci, enlever le droit imposé sur le nitrate de soude—615; le tarif et les produits français—616; besoins et revendications de la population de l'Ouest—616; coup porté à notre commerce avec la mère patrie—619; faute de prévoyance et de circonspection—619; c'est le peuple canadien et non pas le Gouvernement qui va souffrir—619.

M. J. E. Armstrong (Lambton-est)—Pas un seul dollar n'a été mal dépensé—620; en 1908 il y a eu aussi des renouvellements de crédits pour \$3,544,000—620; si la guerre finissait avant la fin de l'année—621; si l'état des choses redevenait normal le gouvernement aurait pleinement raison de faire exécuter ces travaux—621; ce serait folie pour le gouvernement, dans l'état de choses qui existe présentement, de faire des économies dans les travaux publics et de remercier les ouvriers de leurs services—621; augmenter le malaise dans le pays—621; plus grande crise dont l'histoire fasse mention—622; devoir du Parlement est de cesser de blâmer et d'embarrasser le gouvernement—622; la situation où nous nous trouvons en

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

1907—623; attitude du chef de l'opposition d'alors—623; dans un an ou deux la crise sera passée et nous établirons une nouvelle vie dans la vie du Canada—623; dette nationale du pays—623; pas un pays aujourd'hui dont la dette nationale ne s'accroît pas—623; tant que cette guerre durera la dette du Canada augmentera—623; cultivateurs paieront les taxes de bon gré—623; budget a été réduit de 17 millions cette année dont 11 aux travaux publics—623; en quatre années de pouvoir le gouvernement actuel a fait adopter plus de lois progressives que le parti libéral pendant ses quinze années d'administration—624; agrandissement des provinces—624; encouragement des bonnes routes—624; des millions en faveur de l'agriculture—624; distribution postale rurale—624; service de colis postaux—624; campagne en faveur de l'article fabriqué au Canada—625; idée vivace et progressive que le peuple canadien devrait adopter—625; politique navale du Gouvernement—625; les deux dreadnoughts proposés prendraient part aujourd'hui aux opérations de la flotte britannique—625; peuple canadien en éprouverait de l'orgueil—625; pendant ce temps-là, les membres de la gauche font l'impossible pour discréditer le gouvernement aux yeux du public canadien et du monde en général—626; ministère n'a fait que répondre au désir de l'amirauté anglaise en 1911—626; si le parti libéral n'avait pas contrarié ses projets dans cette Chambre, s'il ne les avait pas fait rejeter au Sénat, le Canada et la Grande-Bretagne seraient aujourd'hui beaucoup mieux préparés pour cette guerre—626; Australie et la Nouvelle-Zélande ont répondu noblement à l'appel—626; faveur accordée au commerce anglais est faite à treize autres pays—626; M. Fielding, le ministre des Finances d'alors, n'avait pas l'intention, en proposant cette mesure, de faire que la métropole seule en bénéficierait—626; ministre actuel des Finances augmente de 2½ p. 100 la faveur faite à l'Angleterre comparativement aux autres pays—627; budget du ministre des Finances sera considéré par les populations futures comme l'œuvre d'un maître—627; proposition éminemment pratique et raisonnable—627; culture du lin dans l'Ontario—628; presque toutes les filatures de lin chôment—628; guerre actuelle a désorganisé l'industrie du lin en Belgique, en Russie, en Allemagne et en France—628; les filatures de lin d'Irlande, d'Écosse et des États-Unis sont aujourd'hui en posture fort critique—628; à moins qu'il ne leur vienne de l'aide de pays comme le Canada, pour la production de la fibre textile destinée à alimenter leurs filatures, la situation y sera des plus graves—628; occasion favorable pour le Canada—628; commission devrait être nommée qui aurait pour mission d'expédier des brochures à ceux qui sont intéressés dans cette culture—629; visiter les filatures à l'époque des semences—629; de la récolte du curage du lin, etc.—629; veiller à la classification de la fibre de lin—629; rétablir l'industrie du lin dans la province de Québec—629; développer de nouvelles variétés canadiennes—629.

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

M. Gauthier (Saint-Hyacinthe)—Condamne les crédits renouvelés entraînant de nouveaux impôts—629; opposition prête à voter n'importe quelle somme d'argent demandée par le gouvernement pour continuer la guerre—629; n'est que juste que nous critiquions ce qui paraît être bon d'être critiqué—629; nous ne demandons point d'élections, mais si le gouvernement veut en faire, il nous trouvera prêts—630; ce que le gouvernement a fait en 1907—630; diminué les dépenses—630; aujourd'hui il les augmente—630; nous ne voulons pas être tenus responsable de la taxe supplémentaire—630; parallèle entre l'action du Gouvernement relativement au projet de contribution de \$35,000,000 à l'amirauté britannique et la position du Gouvernement à propos du budget—630; pas juste que l'amirauté soit tenue responsable de quelque ce soit qui relève du gouvernement canadien—630; la trêve—631; amis du parti conservateur faisaient circuler des brochures électorales—631; trêve n'a pas été observée—631; si le gouvernement veut absolument \$140,000,000 cette année pour les travaux publics, pourquoi conseille-t-il d'imposer le fardeau des taxes sur une partie de la nation qui a fait plus que sa part dans la lutte qui se poursuit?—631; masses populaires ont fait leur part—632; Gouvernement augmente la protection dont jouissent les manufacturiers—632; Gouvernement a donné tous les encouragements possibles à la campagne qui s'est faite en faveur des marchandises fabriquées au Canada—632; les manufacturiers vont retirer tout le profit de cette campagne tout simplement en augmentant les prix de leurs produits—632; les taxes indirectes tombent toujours sur les épaules du pauvre, tandis que les taxes directes frappent le riche—632; on aurait dû permettre aux classes pauvres d'y échapper—632; tarif de préférence a été établi par le parti libéral—632; la situation des banques—632; Canada est aussi riche qu'il l'était, mais la confiance n'existe plus—633.

M. Scott (Waterloo-sud)—Perte qu'a faite le Parlement par la mort de l'honorable M. Clare—633; ressens l'honneur de siéger avec sir Robert Borden—633; qualités d'hommes d'Etat—633; classent le premier ministre au rang des grands politiques de la Grande-Bretagne—633; bon rang sur le rôle d'honneur des grands Canadiens—633; insistance qu'apporte l'opposition à engager le gouvernement à diminuer le chiffre des dépenses—633; pas reçu une seule protestation contre le nouveau tarif douanier—634; par suite de la guerre, conditions du commerce et de la finance ont été révolutionnées dans tous les pays—634; devenu nécessaire d'adopter des mesures fiscales extraordinaires—634; en pays neutre, aux Etats-Unis, il a fallu présenter une loi spéciale pour assurer la situation financière—634; parti libéral manque de sincérité—634; moyenne des droits aux Etats-Unis, est beaucoup plus

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

élevée que celle des droits dans notre budget de guerre—635; préférence accordée à l'Angleterre—635; ajouter un droit de 7½ pour 100 sur la matière première sans toucher à la préférence, les industries canadiennes auraient beaucoup à en souffrir—635; principe de la préférence britannique reste intact—635; gouvernement a eu quatre sortes de dépenses à faire depuis trois ans—635; legs du gouvernement libéral—635; pas de nouveaux principes dans le budget de guerre—635; appliqué d'une façon générale, les principes qui ont servi de base au tarif, qui ont prévalu de 1896 à 1911—635; préférence à accorder aux articles fabriqués en Canada—635; signifie l'activité incessante de l'industrie canadienne—635; quand nos industries seront en activité et que nos ouvriers auront de l'emploi, le ministre des Finances et tous ses successeurs pourront être certains de la suffisance des revenus de ce pays—635; l'industrie des lainages—635; guerre va ouvrir au commerce de nouvelles avenues—636; Canada est riche de promesses—636; ceux qui le dirigent doivent s'occuper de voir à ce qu'elles se réalisent—636.

M. Nesbitt—Opposé à toute augmentation de tarif, tant sur la matière première que sur l'article fabriqué—637; position dans laquelle nous nous trouvons—637; contribuables auront des charges énormes à supporter—637; rien des sommes que produiront les nouveaux impôts ne sera consacré aux fins de la guerre—638; l'Angleterre ne se contente pas de payer sa part des dépenses occasionnées par cette guerre, elle vient en aide à ses alliées—638; opinion du ministre des Finances sur nos emprunts du gouvernement impérial—638; contrats pour munitions de guerre—638; celui qui vole l'Etat dans la fourniture des approvisionnements devrait être traîné en cour d'assises, quel qu'il soit—638; situation où nous nous trouvons et ce que nous avons pour y faire face—639; le tarif ne sera pas une source de revenu—639; recettes auraient été plus fortes sous l'ancien tarif pour la simple raison qu'il est entièrement prohibitif à l'égard d'un grand nombre d'articles—639; différence qu'il y a entre un tarif protecteur et un tarif de revenu—639; réduction des dépenses—640; construction du chemin de fer de la baie d'Hudson—640; succès du chemin de fer de la baie d'Hudson est aussi problématique que le serait celui d'une voie ferrée que Steffanson établirait dans l'une des îles lointaines où il est perdu—640; meilleur moyen aurait été de prolonger le chemin de fer Temiskaming and Northern Ontario jusqu'à la baie James—640; enrôlement des Canadiens—641; la plupart des soldats étaient de la classe ouvrière—641; absence réduit notablement le nombre des ouvriers au pays—641; Gouvernement pourrait ralentir la dépense sur presque tous les travaux publics au pays—641; suspendre la construction des salles d'exercices—641; dans Ontario seulement on pourrait réduire de

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

\$3,000,000 les dépenses pour édifices publics—642; navigation n'attend pas après le canal de la vallée de la Trent—642; chemin de fer de baie d'Hudson au point de vue du transport du blé en Europe—643; il n'y a pas un homme au monde qui voudrait placer un dollar de son argent dans une ligne de navigation qui ne serait ouverte que pendant trois mois de l'année, et fermée les neuf autres mois—643; canal de la baie Georgienne serait cent fois pire si c'était possible—643; pas de nécessité de faire chômer les ouvriers en continuant modérément les grandes entreprises commencées—643; le retour à la terre—643; augmentons tous les jours les difficultés du cultivateur—643; pas un sou de profit aujourd'hui dans la culture, à moins qu'un cultivateur n'ait du grain à vendre—643; nouveau tarif n'aidera pas les habitants du pays à produire davantage, mais il retardera de toute façon la production—643.

M. Stevens—Ressources du pays—643; jamais le parti libéral ne s'est prononcé contre le chemin de fer de la baie d'Hudson—644; ce chemin de fer rendra de grands services au pays—644; foi dans les immenses ressources de l'Ouest—644; baie d'Hudson est un véritable réservoir de poissons—645; capable d'alimenter les marchés du Canada et ceux du monde—645; vastes étendues de bois à pâte dans cette région—645; faut pas restreindre les efforts des entrepreneurs dans le cas du canal Welland—645; opposé à la cessation des travaux publics au Canada en ce temps-ci—645; crime public que de jeter des milliers d'hommes sur le pavé—645; peuple canadien demande le parachèvement du canal de la vallée de la Trent—645; conditions qui existent actuellement découlent directement de la guerre—646; capitalistes du monde entier avaient commencé deux ans à conserver leurs fonds en vue d'une rupture—646; sagesse de Lloyd-George, grand ministre des Finances d'Angleterre—646; effets de la guerre sur le commerce maritime de la côte du Pacifique—647; navires sont devenus si rares que les tarifs du fret ont doublé—647; inutile de nier que la guerre n'est pas la cause des conditions bouleversées du commerce et de l'industrie au Canada—647; suppression des emprunts—647; crise industrielle—647; augmentation des dépenses justifiées par le gouvernement—647; tort de prétendre que le budget n'est pas un budget de guerre—659; pénurie des navires—659; cessation complète des emprunts—659; suspension des travaux de chemins de fer et autres—659; causes qui ont amené le marasme industriel—659; bourses importantes du monde ont fermé leurs portes—659; diminution du revenu aux Etats-Unis—659; politique tarifaire du gouvernement—660; stipulations de la convention franco-canadienne—660; cultivateurs consentent de bonne grâce à supporter leur part des impôts—660; imprudent de désorganiser le service de l'immigration—661; diminution de \$14,000,000 dans les travaux publics est tout ce que le gouvernement peut faire sans nuire à

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

la situation du Canada et sans l'empirer—661; impôts dans les autres pays—662; notre commerce—662; occasion qui s'offre d'étendre notre commerce—663; devoir de chercher de nouveaux débouchés—663; emparer des marchés que l'ennemi a perdus—663; avantages qu'offre le marché de la Russie—663; production agricole de la Russie—664; chiffres gigantesques—664; nous ne devons pas compter trouver en Russie un vaste débouché pour nos produits agricoles—664; le commerce y trouvera un énorme débouché une fois la guerre finie—664; ce commerce est à la disposition des fabricants de l'Est du Canada—664; exportations des ports asiatiques intéressent plus particulièrement la côte du Pacifique—664; répartition de ce commerce—664; mettre à l'étude les développements possibles de l'industrie du cuivre au Canada—665; construction des chemins de fer en Russie—665; construction va se poursuivre sur une telle échelle que les Etats-Unis et le Canada combinés ne pourront suffire aux demandes pendant cinquante ans—665; autant du devoir de notre Parlement d'assurer le maintien et le développement de nos relations commerciales que d'augmenter nos effectifs militaires—666; confiance dans le gouvernement—667; opposition choisit mal son temps pour faire une attaque—667.

M. McCoig—Meilleur service postal rural nécessaire dans comté Kent—668; opinions des différents ministres de l'agriculture provinciaux—669; ce que devrait faire les cultivateurs à l'heure actuelle—669; époque n'est pas bien choisie pour frapper d'une taxe élevée les engrais chimiques—669; l'importance d'aider aux cultivateurs—670; gouvernement a opposé une barrière aux cultivateurs en ce qui concerne les engrais et les instruments agricoles—671; détails sur l'augmentation des prix et diminution des commissions des agents—671; l'achat des chevaux—671; gouvernement canadien a demandé aux acheteurs étrangers de lui laisser le marché national—671; injustice à faire aux éleveurs de ce pays—671; contrat avec la "National Live Stock Exchange"—672; concurrence dirigée contre une industrie de l'Ontario—673; choléra des porcs—673; toujours été d'usage en Canada de détruire tout le drapeau quand un seul animal était atteint de choléra des porcs—674; aux Etats-Unis un grand nombre de porcs sont sauvés par l'emploi d'un serum—674; rapport du docteur Dorset—674; une proposition au gouvernement—675; laisser quelque discrétion aux vétérinaires, qui sont au service du département, et leur permettre de payer une indemnité plus raisonnable au cultivateur—675.

M. Wilcox—Préjugés de partis—677; question des engrais artificiels—677; pas le temps des querelles de partis—740; la trêve—740; celui qui crie à la ruine se fait tort lui-même—741; opinions de sir Richard Cartwright et de l'honorable Wm Paterson—742; la situation n'est pas aussi mauvaise—742; chiffres exacts des revenus depuis 1908—742; projet du Grand-Tronc-Pacifique en 1904—743; ce

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

que disaient les libéraux—743; devait coûter \$13,000,000 et a déjà exigé \$290,000,000—745; distribution postale dans les campagnes—746; ce qu'a fait le parti conservateur depuis trois ans—748; le service naval—748; note de l'honorable M. Churchill, premier lord de l'amirauté—749; résultat de la guerre sera vital pour le Canada—750.

M. Turgeon—Nous devons faire tous les efforts possibles pour aider l'empire dans la crise actuelle—750; en aidant l'Angleterre, nous aidons le Canada—750; ce que l'Angleterre a fait pour nous—751; un avertissement—751; gouvernements doivent constamment se tenir sur leurs gardes, contre les intermédiaires, les agents et les courtiers—751; cherchent à tirer profit des circonstances critiques, afin d'amasser des fortunes aux dépens de la nation—751; crise sérieuse se faisait sentir en Canada bien avant la guerre—751; marasme sévissait dans l'Ouest—752; dépenses sous les régimes libéral et conservateur—752; la guerre n'a pas trop affecté nos industries—753; commandes des gouvernements anglais et français—753; situation agricole—754; faute de trouver des marchés avantageux, grand nombre de cultivateurs de l'Ouest ont repassé la frontière—754; situation dans les Provinces maritimes—754; préférence tarifaire avec l'Angleterre—755; nouvel impôt diminuera le commerce entre l'Angleterre et le Canada—755; pas une leçon de patriotisme que nous donnons—755; demande de rappeler taxe de 5 pour 100 ajoutée au tarif de faveur—756; autres changements au tarif—761; protection qui ne fera pas encaisser une grosse recette—761; peser un nouveau fardeau sur les cultivateurs à maigres ressources—761; point d'exception en faveur du pauvre—761; abolition du droit sur la ficelle et le liège dont se servent les pêcheurs—762; la pêche au homard—762; cette industrie des Provinces maritimes se trouve dans une situation précaire—762; le peuple canadien devrait s'efforcer de conquérir des débouchés dans le monde entier—762; au lieu de taxer les marchandises anglaises, Gouvernement ferait mieux de prélever un impôt sur le revenu—763; affaires ne seraient pas ce qu'elles sont aujourd'hui si nous avions pu jouir des débouchés que l'on nous a offerts il y a trois ans—763; la trêve politique—766; si le Gouvernement convoque les électeurs durant la guerre, il devra en assumer la responsabilité—766.

M. Bradbury—Système de fabrication nationale—767; Canada a progressé sous le régime protectionniste—767; Canada traverse période la plus critique de son histoire—769; Gouvernement se rendrait coupable d'acte déloyal s'il abandonnait les entreprises publiques—769; s'il limitait le travail qu'il doit procurer aux ouvriers—769; quand faut-il dépenser les deniers publics d'après le "Globe"?—769; ouvriers ne demandent pas la charité—829; serait indigne si le Gouvernement suspendait ses travaux—829; comparaison entre les régimes libéral et

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

conservateur—829; libéraux ont porté la dette nationale à \$340,000,000—830; gouvernement conservateur a posé les fondations de la grandeur du Canada—830; dette publique est maintenant de \$401,891,909—830; l'augmentation qu'accuse la dette publique, sous le régime conservateur, est due tout simplement aux obligations qui lui ont été laissées par les libéraux—830; promesses libérales non remplies—831; opinion de sir Richard Cartwright sur la protection—832; se moquer de la classe agricole—833; aujourd'hui tous les pays sont protectionnistes à l'exception de l'Angleterre—833; lorsque les libéraux sont arrivés au pouvoir ils ont abandonné leur programme de libre-échange—834; vente des terres de la couronne par le gouvernement libéral—834; concession des pêcheries—835; baux résiliés—835; prohibition des spiritueux—836; population vota la prohibition par une majorité de 13,000, le gouvernement Laurier ne fit rien—836; chefs libéraux n'ont jamais rempli la promesse faite au peuple—837; opinion de M. Fielding sur le présent budget—838; il fallait augmenter les recettes—838; préférence britannique—839; fabricants de machines agricoles n'ont pas augmenté leurs prix depuis le budget—839; liste de prix—840; question du ciment avec le nouveau tarif—841; situation depuis 1894—841; système postal canadien—842; commun des contribuables ne paient pas 50 pour 100 de la taxe postale—842; ce sont les grandes corporations qui supporteront le fardeau—842; chemin de fer de la baie d'Hudson—843; personne dans l'Ouest n'oserait parler contre le projet—844; situation des chemins de fer en Canada—844; distribution des grains de semence dans l'Ouest—845; bienfait envers les agriculteurs—845.

M. MacNutt—Opinion des cultivateurs de l'Ouest—847; tarif proposé diminuera la production—847; projet d'impôts pour combler le déficit—847; taxes directes ne sont pas pour défrayer les dépenses de la guerre—847; manufacturiers vont en profiter—847; tarif sur les instruments aratoires—848; le cultivateur ne demande pas de privilèges spéciaux, mais il demande qu'on ne fasse pas peser sur ses épaules des charges inutiles—848; entrevue avec M. H. W. Hutchinson, de la John Deer Plough Co.—849; augmentation du prix des machines aratoires—849; entraver l'agriculture—849; résolutions adoptées par les "grain growers" de la Saskatchewan—850; marchés plus vastes—850; libre-échange avec l'Angleterre—850; imposition d'une taxe sur les valeurs foncières—850; cultivateurs sont prêts à faire leur part des sacrifices—850; notre grande objection au budget actuel, c'est qu'il diminue la préférence accordée aux marchandises importées d'Angleterre—851.

M. Blain—Gouvernement a donné la preuve qu'il était à la hauteur de la situation—852; budget a été favorablement accueilli—852; ministre des Finances n'a rien caché de la situation—853; gouvernement a accompli beaucoup de choses

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

dans l'intérêt des cultivateurs—855; dans nouveau tarif on a tenu compte de l'intérêt de la classe agricole—855; le rôle des banques—856; tarif de préférence et ses effets—857; commerce du Canada—858; vêtements, chaussures, etc., fournis à nos soldats—861; camp de Salisbury-Plain—861.

M. Roch Lanctôt—Notre aide à la guerre doit être proportionnée à nos ressources—862; l'Angleterre a tout l'argent qui lui est nécessaire—862; au lieu de remplir une obligation, nous nous sommes imposés un sacrifice immense—862; pas justifiables de conduire le pays à la banqueroute—862; à moins que cette participation à l'extrême serait la seule garantie certaine du succès des Alliés—862; moyen le plus pratique et le plus patriotique pour nous maintenant de contribuer efficacement à la guerre et aux suites de la guerre serait de laisser notre population à l'exploitation de nos ressources agricoles—863; en encourageant la culture intensive, afin d'éviter à une grande partie de l'univers, la famine qui s'annonce déjà menaçante—863; avant d'imposer les taxes vaudrait mieux attendre que le crédit de la guerre soit dépensé—863; comment le gouvernement actuel exécute les travaux publics—865; le cas de Laprairie—865; dépenses des gouvernements Laurier et Borden—865; cause de l'augmentation des dépenses—866; le mode des enquêtes et des commissions spéciales—867; les pensions—867.

M. Bellemare—Culture du blé dans Québec—867; fournir aux agriculteurs de chaque province un blé de semence de qualité supérieure—867; vendu au prix coûtant—867; alliés attendent un double service du Canada—867; être le grenier de l'empire—867; pressant appel aux cultivateurs du pays—868; fournir du grain de semence est une nécessité pressante—869; blé à \$1 le minot à la ferme vaut une mine d'or—869.

M. Thomson (Qu'Appelle)—Cultivateur authentique et "mineur du sol"—871; la situation—871; nous recevons une préférence de l'Angleterre—872; si Gouvernement avait suivi le système des Etats-Unis, n'aurait pas eu de difficulté à trouver le revenu nécessaire—872; gouvernement américain taxe aussi les manufacturiers—872; campagne achat marchandises fabriquées au Canada—874; retour à la terre—875; des millions pour les manufacturiers—875; mieux de distribuer directement cette somme à nos ouvriers—875; procurer aux sans-travail un emploi utile—875; produire des denrées pour le plus grand avantage et du Canada et de l'empire—875; augmentation du tarif pas nécessaire à la classe ouvrière—875.

M. Fisher—Faire exécuter des travaux publics—877; faire disparaître le fléau du chômage—877; l'artisan sait bien aussi que plus il se vendra de marchandises

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

fabriquées au Canada, plus il aura de l'ouvrage et gagnera d'argent—877; importance de nos responsabilités—877; opinion de l'*Expositor* sur le Canada—877; droit de vote aux soldats—878; serait regrettable de les priver de leur droit de vote—879.

M. Law—Nécessaire d'avoir des édifices publics dans les différentes parties du pays, pourvu que leur importance soit proportionnée au chiffre de la population—879; déficit dû aux dépenses extravagantes—879; dépenses depuis quatre ans—880; Gouvernement a tort de ne pas les réduire—880; programme du parti conservateur dans l'opposition—880; fait le contraire aujourd'hui—881; opinion de sir Thomas Saughnessey sur la situation des affaires—881; pêcheurs ne devraient pas supporter le poids des nouveaux impôts—882; intrigues et duperie des hommes politiques—882; taxe est un affront pour le Canada—882; une mesure de protection—882.

M. Tremain—Opposition n'a suggéré aucun moyen de combler le déficit en grande partie attribuable à la guerre—883; graine de spéculation semée par le gouvernement Laurier—884; développée à la faveur de dépenses excessives—884; gouvernement actuel a dû faire face aux obligations contractées par son prédécesseur—884; déraisonnable que l'on s'oppose à un relèvement des droits de douane—885; inquiétude dans les centres industriels—885; si la situation n'y est pas devenue, en maints endroits, d'une gravité alarmante, ce fut uniquement grâce aux fortes commandes d'approvisionnements et de matériel pour l'armée—885; progrès des centres industriels signifie la prospérité des cultivateurs des environs—886; plus large mesure de coopération entre les grands partis est nécessaire durant la crise sérieuse que notre empire traverse—886.

Sir Wilfrid Laurier—Fidèle à la promesse faite à la déclaration de la guerre—894; contraire à notre dignité de ne pas faire ressortir les négligences—894; l'attitude du parti libéral—894; interprétation de l'histoire parlementaire—894; ligne de conduite appuyée de nombreux précédents—894; n'avons pas hésité à accorder notre appui au gouvernement lorsqu'il proposa de faire participer le Canada à la guerre—894; nous nous en sommes tenus scrupuleusement à cette attitude—894; avons pensé qu'il convenait, dans les circonstances, d'écarter jusqu'à la discussion des problèmes domestiques qui divisent toujours un peuple libre—894; il est de notre devoir de signaler les erreurs—894; d'indiquer la bonne orientation et de nous efforcer de toute manière de prévenir la mise à exécution de décisions peu sages—894; discours que lord Curzon et lord Selborne ont prononcés en Angleterre, contribueront à rappeler au Gouvernement que le droit de critique et d'investigation existe en

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

temps de guerre aussi bien qu'en temps de paix—895; la guerre et la politique des partis—895; en Angleterre, le gouvernement a demandé l'avis de l'opposition—895; sur les opérations militaires—895; pas ainsi au Canada—895; si l'on nous avait consultés, nous aurions été heureux d'énoncer nos vues sur la politique qu'il fallait arrêter et poursuivre—895; ministre des Finances n'a aucune raison de se plaindre si nous critiquons—895; situation financière du pays est sérieuse—896; situation domestique est aussi sérieuse—896; faudrait pratiquer l'économie—896; dans le budget, il y a \$22,000,000 pour 600 différents petits travaux—896; cette défense n'apporterait aucune amélioration à la situation industrielle—897; aucune dépense de ce genre ne devrait être faite—897; les nouveaux impôts—897; quoique portant l'étiquette de taxe de guerre et de dépenses de guerre, ces taxes et ces dépenses ne sont pas le moins du monde des mesures prises en vue de la guerre—897; l'objet de cette proposition est simplement d'avantager les classés privilégiés et déjà protégés—897; taxe sur les voyageurs des chemins de fer—898; pas juste d'imposer au même degré les pauvres et les riches—899; relèvement des droits de douane—899; malaise et perte pour le peuple—899; majoration de taxes sur les boissons alcooliques—900; distillateur retirera d'énormes bénéfices—900; droit d'accise aurait dû être imposé—900; nouveau tarif porte un coup au commerce de la Grande-Bretagne—900; sous le tarif de 1897, Canada a traversé l'époque la plus prospère de son histoire—900; lorsque la Grande-Bretagne et le Canada sont en guerre, essayer de restreindre le commerce entre le Canada et la Grande-Bretagne, n'est pas une idée canadienne—901; opposé au changement de la préférence britannique—901; texte d'un amendement—901.

Hon. W. T. White—Accusation contre le gouvernement précédent—902; extravagance déréglée à tel point que si cela avait continué pendant quelque temps encore le crédit du Canada aurait été ruiné sans réparation possible—902; politique ruineuse de chemin de fer—902; héritage que nous ont laissé les libéraux—902; un peu d'argent dans le Trésor et des centaines de millions de dollars d'engagements—902; politique des chemins de fer du parti libéral a toujours été pleine des plus grands dangers pour le Canada—903; maladresse dans la construction du Transcontinental national—903; coût de ces maladresses et de ces erreurs dont sir Wilfrid Laurier est responsable aura un retentissement sur les contribuables du Canada pendant des générations à venir—903; ce que le Transcontinental national coûte au pays—904; dettes directes qui nous ont été léguées—905; obligations indirectes contractées par nos prédécesseurs—905; l'équilibre en-

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

tre nos recettes et nos dépenses—905; administration du parti conservateur—905; l'opposition voudrait suspendre les travaux publics—906; nous n'allons pas ruiner le pays—906; effets de la guerre par rapport à notre pays et à d'autres—908; pouvoir d'emprunt de \$1,000,000 par jour, fut tranché—908; forcé de réduire la construction—908; baisse dans le commerce—908; ce qui est arrivé en Canada en 1908—909; comment les libéraux se procuraient de l'argent—910; modifié la préférence anglaise—910; l'opposition admet avoir agi ainsi pour se procurer un revenu qui lui permit de solder les énormes dépenses de l'exercice pendant lequel cette élévation du tarif a eu lieu—910; comment nous reprocher une légère hausse dans le tarif de préférence, dans un temps où le pays est engagé à la plus formidable guerre que le monde ait jamais vue au milieu d'une crise financière et commerciale, quand nos exportations ne trouvent plus de débouchés et que les sources d'emprunts sont tarées—910; il y va de l'honneur du Canada de respecter ses marchés—911; faut trouver de l'argent pour les dépenses obligatoires—911; entreprises sous contrats doivent être exécutées—912; municipalités ont demandé de leur venir en aide—912; en cessant les travaux publics, nous ne ferions qu'aggraver la situation—912; prélever un revenu de \$300,000,000—913; il faudra emprunter—913; but des impôts et taxes—913; nous mettre en état d'acquitter une partie des dépenses que nous faisons à l'occasion de cette guerre, et de maintenir sur une base convenable le crédit du Dominion sur le marché de la finance—916; emprunts que nous devons faire—917; taxes sur les articles de luxe—918; taxes spéciales et taxes générales—919; ce que le gouvernement actuel a fait pour l'agriculture—921; banques paient une large part de la taxe—921; qui a conçu l'idée de la préférence britannique?—922; les effets de la préférence—922; peuple doit être prêt à faire des sacrifices pour la guerre—924.

M. Clark (Red-Deer)—Députation n'a nullement l'intention d'embarrasser le Gouvernement—926; attitude énergique du Gouvernement—926; premier ministre s'est assuré une place honorable dans la galerie des grands hommes canadiens—926; certains députés semblent être incapables de faire la distinction qui existe entre une politique et la méthode à suivre pour mettre cette politique en pratique—926; conservateurs doutaient de l'utilité des sous-marins—926; doutaient qu'il fût possible de construire au Canada—927; tout ceci a été fait facilement—927; deux aspects à la question de savoir contribuer au succès des armes de la Grande-Bretagne—927; lorsque l'on demande d'augmenter les droits sur les lainages pour cette cause, il est permis de différer d'opinion—928; opposé aux extravagances en temps de prospérité et en temps de crise—930; peuple commence à souffrir

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

de la situation financière—930; stagnation du commerce—930; chômage—930; situation a été aggravée par la guerre—930; temps durs se faisaient sentir lorsque la guerre a éclaté—931; pourquoi la guerre produit au Canada les lamentables résultats que nous déplorons tous—931; il nous reste le marché intérieur—931; guerre nous donne exactement ce que nous aurait donné la protection poussée à ses conséquences logiques—931; ces résultats démontrent jusqu'à l'évidence la banqueroute de la politique nationale—931; cette politique est impuissante à produire un revenu, parce qu'elle est impuissante à encourager les échanges—931; cultivateurs obtiennent des prix raisonnables en dépit de la protection—932; politique nationale n'a pas réussi à installer solidement les industries au Canada—932; nécessité des nouveaux impôts n'est pas démontrée—932; quelle est la raison de relèvement du tarif général et des entraves mises au commerce—933; gouvernement ne croit pas devoir faire cas des leçons d'économie—934; l'insuffisance de la protection à alimenter le revenu amènera tôt ou tard nos hommes d'Etat, comme elle a depuis longtemps déjà amené ceux de l'Allemagne, des Etats-Unis, de la Russie et de l'Angleterre, à recourir à la taxe directe comme moyen de fournir au Gouvernement fédéral les sommes dont il a besoin—935; Ce jour-là, le libre échange fera se multiplier les richesses en notre pays, et ces richesses, on pourra les imposer comme on fait en Angleterre—935; l'impôt foncier occupe l'attention en Angleterre et aux Etats-Unis—935; dans l'Ouest a donné de bons résultats—936; l'histoire du tarif canadien—936; en 1897 tarif fut diminué—936; préférence britannique fut inaugurée—936; population fut prospère et heureuse—936; campagne du "fabriqué au Canada"—937; ce qui s'est vu en Angleterre à ce sujet—937; si nouveau tarif rapporte des revenus, comment peut-il favoriser la campagne du "fabriqué au Canada"—938; tarif élèvera le coût de la vie—938; apporte des obstacles au commerce avec l'Angleterre—939; après la guerre nous aurons encore besoin de capitaux anglais—940; gouvernement a manqué de prévoyance—940; pas combattre le commerçant anglais par des impôts à l'heure où les Allemands le combattent par des sous-marins—941.

M. Sutherland—Marchés des Etats-Unis nous sont plus libres aujourd'hui qu'ils ne l'étaient, lorsque la question de réciprocité a été débattue—943; trêve politique—943; presse libérale du pays a continué tous les jours à discuter les questions politiques non pas comme si la trêve existait mais comme s'il s'agissait d'en retirer un avantage politique—943; doctrine pernicieuse—945; prédictions du parti libéral—945; influence exercée sur le Sénat—945; empêcher le Canada d'assumer sa part du fardeau de l'empire britannique—946; jamais la nécessité et l'efficacité des dreadnoughts n'ont été démontrées avec autant d'évidence que durant la

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

présente guerre—946; politique des chemins de fer du gouvernement Laurier—951; pas beaucoup d'espoir de diminuer le coût des transports—951; partie Est du Transcontinental n'aurait jamais dû être construite—951; Intercolonial aurait dû être prolongé jusqu'aux lacs—951.

M. Sinclair—Déficit de \$80,000,000 dans nos affaires domestiques—952; si politique navale Laurier avait été adoptée, nous aurions quatre navires qui aideraient la mère patrie—953; la trêve politique—953; franche déclaration est nécessaire sur la question des élections—954; Gouvernement se trouve dans la position d'un débiteur insolvable—954; distinction entre extravagance et négligence—955; approbation des mesures prises pour continuer la guerre—955; lutte est d'une telle importance vitale pour le Canada et l'empire que nous ne devons pas hésiter à jeter tout ce que nous avons dans la balance et à hypothéquer notre avenir, si c'est nécessaire, afin de remporter la victoire—955; on fait des tentatives pour gagner, avec la guerre, quelques avantages politiques au parti conservateur—955; ces tentatives devraient être condamnées par tous les hommes bien pensants du Canada—955; ceux qui accusent la guerre de causer la dépression actuelle caressent simplement une illusion—957; dépenses sans surveillance—958; violation de la loi—958; déclaration de l'auditeur général du Canada—958; texte de la correspondance—958; jamais eu dans l'histoire du pays, depuis l'époque de Connolly et de McGreevy, une période où il avait une telle absence de contrôle des dépenses publiques que celle qui existe en ce moment—970; théorie nouvelle—972; dépenses plus que le revenu—972; Si l'administration de la chose publique était conduite avec soin et d'une façon honnête je n'ai pas le moindre doute que nous pourrions économiser de 8,000,000 à 10,000,000 de piastres par année—973; politique de chemin de fer—974; embranchement entre Sunny-Brae et Guysborough—974; en faveur d'une taxe sur le revenu—975; opposé à cette augmentation de 7½ p. 100 du tarif général des douanes, sur tout ce qui va augmenter la cherté de la vie—975; en faveur de l'emprunt de guerre—978; opposé à la surtaxe de 5 p. 100 sur les produits anglais—978; budget déposé n'est pas un budget de guerre—978; le Gouvernement, en constatant le fléchissement du commerce et du revenu, aurait dû adopter une politique d'économie—978.

M. Glass—Protection développe l'industrie, donne de l'expansion au commerce—978; canadiens sont contre la réciprocité et en faveur de la protection—978; situation extraordinaire—978; coût de la guerre—979; \$47,000,000 par jour—979; guerre est responsable de la situation actuelle—979; croisade du patriotisme et de la production—980; tant que le problème de la main-d'œuvre ne sera pas résolu, il sera difficile d'augmenter la production—980; trois moyens d'augmenter le rendement—980; emploi d'un plus

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

grand nombre d'ouvriers—980; recours à des méthodes plus sensées—980; augmentation de la mise de fonds—980; tendance universelle, éloigner le capital des fermes—980; meilleurs profits pour le cultivateur ne signifient pas prix plus élevés pour le consommateur—981; le réciprocité et le prix du blé—983; effort voilé des partisans de l'annexion—984; opérations des hommes de bien—984; les banques—985; valeur des produits des tabacques—986; des sports dans l'Ouest—986; situation des compagnies de transport—987; l'immigration s'est ralentie avec la guerre—990.

M. Loggie—Provinces maritimes apprécient réduction de droits faite par les Etats-Unis—990; permis aux producteurs de mieux gagner un dollar—991; tête a augmenté de \$5.50 à \$11—992; les taxes sont un lourd fardeau pour le peuple—993.

M. Bowman—Trois moyens de faire face aux dépenses—997; parti libéral quand il était au pouvoir était protectionniste—998; histoire politique du pays—998; protection a été la politique constante du Canada—998; attitude prise par le gouvernement doit être approuvée par le peuple canadien—998; population agricole a diminué sous le régime libéral—1000; liens qui existent entre l'Ouest et l'Est—1001; l'agriculture est l'industrie fondamentale du Canada—1002; libre-échange et le tarif pour les objets du revenu sont choses du passé—1002.

M. Copp—Situation grave au Canada—1003; restreindre les dépenses—1004; éloigner le spectre des élections—1005; l'état des cultivateurs dans le Nouveau-Brunswick—1006; nécessité de l'engrais artificiel—1006; tarif sur les instruments aratoires—1007; nouveau tarif contraire aux intérêts de la classe agricole—1008; ce que la taxe implique pour le pays—1009; parti libéral a surtout pour mission de revendiquer l'intérêt des masses—1010.

M. Ball—Entreprises déjà concédées ne peuvent pas être abandonnées—1024; gouvernement aurait tort d'arrêter les travaux—1024; fournitures militaires—1024; parties politiques ne sauraient être trop prudentes lorsqu'il s'agit d'accusations vagues ou anonymes—1025; enquête sur les chaussures—1025; point de vue international—1025; enquête a fait un tort considérable—1025; dans cas actuel on aurait mieux fait de s'abstenir—1025; prospérité du Canada réside dans la coopération active de toutes les classes—1025; avant longtemps il y aura des industriels dans l'Ouest—1025; fournir à la classe ouvrière un moyen honnête de pourvoir à sa subsistance—1025; imposition d'un timbre de guerre spécial—1026; impôt douanier—1026; moyen le plus pratique de prélever les sommes nécessaires—1026; protection de l'Angle-

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

terre—1026; rien à redouter sous le rapport financier—1026; la guerre et ses effets en Canada—1027; les Allemandes dans notre pays—1027; dans une position bien difficile—1027; sont fidèles à la couronne britannique—1027; ont droit à toute notre sympathie et nous devons nous garder de nous aliéner l'estime de cette partie de la population—1027; nouvelles taxes pèseront également sur tous les contribuables—1028.

M. Neely—L'échec à la convention de commerce de 1911—1028; cause de la crise commerciale actuelle—1028; porté rude coup à la production—1028; forte diminution des immigrants américains—1029; principe caché qui a inspiré les changements au tarif—1029; augmenter un revenu allant en décroissant—1030; avant la guerre la situation était très mauvaise au Canada—1030; commerce d'exportation et revenu diminuaient—1030; si le tarif était relevé expressément pour les fins du revenu, il n'y aurait pas, une augmentation uniforme des droits sur toutes les importations canadiennes—1031; certains articles que le Canada importe peuvent être frappés d'un droit plus élevé que d'autres—1031; s'applique surtout aux articles que notre pays ne produit pas—1031; ce qu'un relèvement du tarif signifie pour les consommateurs—1031; spectacle habilement machiné—1032; Canadiens sont assez sincèrement patriotes pour acheter des articles de fabrication canadienne de préférence aux articles étrangers lorsqu'il y a égalité entre les uns et les autres sous le rapport de la qualité et du prix—1032; nous tenons à ce que nos industries grandissent et deviennent florissantes—1032; faut pas que ce soit entièrement au détriment de la grande masse des consommateurs—1033; pour que le tarif soit une source de revenu, il faut importer de l'étranger—1033; si les gens ne se servent que de choses fabriquées au Canada, la création des nouveaux impôts restera sans effet—1033; ce que fait l'Allemagne—1033; taxe spéciale sur les bénéfices des fabricants de matériel de guerre—1033; modifications apportées au tarif sont un rude coup porté au commerce anglais—1034; l'atteint dans ses forces vitales—1034; dépenses attribuables au parti libéral—1034; construction du Transcontinental national—1034; question a été posée au peuple et résolue dans l'affirmative—1034; conservateurs font une enquête qui coûte \$100,000—1036; rapport est la revendication la plus éclatante de l'honnêteté et de l'intégrité de l'ancien gouvernement que nous n'avons eue depuis que ce dernier a cessé de diriger les affaires du pays—1036; pays a aussi aidé au chemin de fer Nord-Canadien—1037; ancien gouvernement a aidé lorsqu'il s'est agi de fournir des lignes auxiliaires à ce réseau—1037; raccordement entre l'Est et l'Ouest—1037; ce que le Gouvernement actuel a fait—1037; seul responsable du fardeau—1037; l'état précaire des finances de cette compagnie doit être attri-

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

bué à l'ambition des deux hommes—1037; voulu prolonger la voie ferrée jusqu'au littoral du Pacifique—1037; des millions pour MacKenzie et Mann—1037; construction du chemin de fer de la baie d'Hudson est nécessaire à l'Ouest—1038; contre-propositions au nouveau tarif—1039; taxe sur les produits des fabricants d'engins de guerre—1039; diminution des dépenses—1039; Allemands dans comté de Humboldt—1040; depuis le début de la guerre ceux dont je parle se sont conduits en véritables et loyaux citoyens de ce grand Dominion—1040; aucun groupe de notre population n'a répondu avec plus de libéralité à l'appel de secours pour les familles de ceux qui se sont enrôlés, que ne l'a fait la population allemande répandue dans les différents districts de l'Ouest—1040.

M. Eugène Paquet—Trait caractéristique de l'année fiscale 1912-1913—1040; essor sans précédent imprimé aux affaires du Canada—1040; commerce pour la première fois a atteint \$1,085,000,000—1040; progrès constants de l'agriculture—1040; à la fin de 1913 les pays civilisés voyaient s'ouvrir une période difficile pour les industries et le commerce—1040; en 1914, les nations les plus puissantes entrèrent en lutte—1040; lutte entre la liberté et le despotisme—1040; Canadiens luttent pour un principe dont dépend la civilisation—1041; nous devons abattre le fléau du militarisme allemand—1041; devoir à tous de donner à l'Angleterre notre loyal et généreux appui—1041; Canadiens français ont répondu à l'appel avec patriotisme—1041; guerre a causé une crise monétaire presque sans précédent—1041; nos institutions financières ont pu éviter des désastres économiques—1041; prudente administration du gouvernement—1041; campagne admirable du "Fabriqué au Canada"—1041; commandes de fournitures militaires—1041; ont largement contribué à maintenir notre situation industrielle—1041; emparons-nous de l'industrie—1041; bienfaits de la protection nationale—1041; opinion d'un économiste français—1042; devoir du gouvernement est de répandre utilement le plus d'argent possible dans le peuple par des entreprises qui procurent aux ouvriers les moyens de soutenir leurs familles—1042; Gouvernement fait son devoir en affectant de l'argent à l'exécution de travaux publics nécessaires—1042; en administrant la chose publique d'après des données raisonnables et suivant les principes observés par les hommes d'affaires—1042; travaux dans le district de Québec—1042; nouveaux impôts sont réellement des impôts de guerre—1043; cette taxe de guerre provient aussi du gâchis financier qu'ont créé les méthodes de l'ancien régime—1043; tous les pays civilisés ont adopté des lois spéciales pour faire face aux exigences de la situation—1043; cultivateurs prêts à faire des sacrifices pour la cause sacrée—1043; gouvernement conservateur a consacré ses premiers efforts à l'agriculture—1043; dix millions

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

pour favoriser l'instruction agricole—1043; nous emparer des marchés que l'ennemi a perdus—1044; intégrité du premier ministre—1044; ami des Canadiens-français—1044; unir tous les Canadiens—1044; faire disparaître les frictions qui peuvent exister au point de vue des langues—1044.

M. McKenzie—Liberté que nous possédons dans l'empire britannique—1044; l'attitude du peuple canadien—1044; dénonciation des atrocités allemandes—1044; accusations portées contre les complicités d'enquête—1044; leurs extravagances—1044; même compte répété six fois—1045; la guerre—1045; peuple canadien ne peut jamais faire de sacrifices trop coûteux pour défendre l'empire—1045; texte de la correspondance échangée avec le secrétaire des colonies au mois d'août 1914—1045; accusations de tiédeur patriotique indignes du peuple canadien—1046; lorsque nous sortirons de cette guerre l'empire sera plus uni que jamais—1046; attitude de l'opposition dans la Chambre impériale sur la politique du gouvernement—1046; notre attitude est la même—1046; situation désastreuse du pays—1047; exposé vrai de la situation dans laquelle le gouvernement a trouvé les affaires du pays le 6 octobre 1911—1048; texte de la déclaration du ministre des Finances—1048; question du Transcontinental national—1049; opinion de l'honorable M. White—1049; situation financière du pays—1050; ce n'est pas le moment de taxer les pauvres aux bénéfices d'industries dirigées par des millionnaires—1051; l'état des finances en 1911—1051; excédent de 39 millions—1051; en 1896 l'intérêt sur notre dette était de 10 millions—1051; quinze ans plus tard il n'y avait qu'une addition de 2 millions—1051; en 1915 il faudra 21 millions—1051; travaux publics—1051; vieilles provinces de l'Est méritent autant de considération que toute autre partie du pays—1051; cependant après deux siècles de colonisation, certaines parties de mon comté sont moins bien dotées d'améliorations publiques que quelques régions nouvellement établies de l'Ouest canadien—1051.

M. Boulay—Fier de voir que les Canadiens-français répondent par milliers à l'appel sous les drapeaux—1053; notre contribution monétaire—1053; je suis à me demander si nous ne faisons pas plus que notre part?—1053; l'entretien de nos soldats rendus de l'autre côté, devrait être entièrement à la charge des pays que nous aidons—1053; toutefois ne s'opposera pas au vote des 100 millions—1053; sacrifice à faire paraît d'autant plus grand qu'il est plus coûteux—1053; ce que les Canadiens-français doivent considérer—1054; motifs que nous avons de participer à cette guerre—1054; la situation qui nous est faite en ce pays depuis nombre d'années—1054; dans le premier contingent que nous avons envoyé il y a, toute proportion gardée, plus de Canadiens-français que de Canadiens anglais,

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

nés au Canada, qui sont partis pour le front—1054; nous n'avons pas dans cette Confédération du Canada la considération que nous devrions avoir—1054; nous ne jouissons pas des privilèges qui nous appartiennent—1054; nous ne jouissons pas du fair play britannique au point de vue des emplois publics—1054; aux citoyens de langue anglaise sont réservés les emplois les plus lucratifs—1054; en 1907 nombre d'employés permanents 5,634 dont 1,039 français—1055; salaires \$5,781,250, français ne reçoivent que \$987,300—1055; tableau démontrant l'injustice qui nous est faite—1055; employés gagnant plus de mille piastres par année devraient être tenus de parler les deux langues—1055; le personnel de l'Intercolonial dans Québec—1055; pas de surintendant français—1055; sur 49 employés supérieurs dans les bureaux de l'Intercolonial à Moncton, nous trouvons seulement trois noms français—1055; journaliers dans Québec ne sont pas payés autant que dans les Provinces maritimes—1055; nous ne réclamons rien qui soit exorbitant ni impossible—1055; critique financière des libéraux—1056; falsifier les chiffres—1056; pension aux juges—1057; cas du juge Clément, de la Colombie-Britannique—1057; fameuse expédition de l'«Arctic»—1057; bien des scandales sous le régime libéral—1057; dépenses par tête depuis 1897—1057; aide aux cultivateurs de l'Ouest—1057; \$10,401,958 pour grains de semence et autres secours—1058; s'il y a un comté dans tout le pays qui a besoin de l'aide du Gouvernement c'est bien celui de Rimouski—1058; comté situé le plus au nord de toute la province de Québec—1058; cultivateurs ont sept mois d'hiver et cinq mois d'été—1058; ont à lutter contre un climat rigoureux—1058; lorsque je viens demander de l'aide pour ces braves et courageux cultivateurs qui le méritent si bien, on me répond que la loi s'y oppose—1058; il serait facile de faire une loi de quelques lignes pour permettre au Gouvernement de venir en aide à ces braves gens—1058; on aide bien les cultivateurs de l'Ouest, pourquoi n'aiderait-on pas les cultivateurs de l'Est qui ont autant droit qu'eux—1058.

M. Carroll—Les Franco-canadiens—1059; il n'existe pas d'inégalité de traitement au Canada—1059; agréable de savoir qu'ici il n'existe pas de divergence d'opinion sur le devoir qui incombe au Canada et aux hommes publics durant la présente crise—1059; ce devoir est de consacrer au service de l'empire tout l'argent disponible et tous les hommes de bonne volonté, tant que le besoin s'en fera sentir—1059.

M. Pardee—Annonce qu'avec le consentement général M. Carroll, cédera la parole au ministre du Commerce—1069; député parlera ensuite—1069; ministre obligé de s'absenter de la ville—1069.

M. l'Orateur—Avec l'entente que ce ne serait absolument pas considéré comme un précédent—1069.

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

Sir George Foster—Remercier M. Carroll pour sa courtoisie—1069; revue des principales déclarations—1069; personne ne voudrait priver l'opposition ou n'importe quel député du droit de critiquer—1069; deux propositions des libéraux—1069; la tâche qui incombe à l'opposition d'après lord Curzon—1070; conduite de M. Austin Chamberlain et de la coopération qu'il a accordée au gouvernement—1070; opinion de M. Bonar Law—1070; lorsque la guerre fut déclarée, questions de politique intérieure ont été mises de côté—1070; à la session extraordinaire du mois d'août dernier, sir Robert Borden avait adopté une attitude identique—1071; sir Wilfrid Laurier a approuvé notre conduite ainsi que le parti qu'il dirige—1071; aujourd'hui le parti libéral adopte une attitude contraire à celle qu'a prise l'opposition dans le parlement du Royaume-Uni—1071; contraire de celle qu'il a tenue l'année dernière—1071; c'est au pays qu'il appartient de se prononcer sur cette façon d'agir de l'opposition—1071; la trêve n'a jamais été établie par écrit—1071; elle a été assez fidèlement observée—1071; journaux ont fourni un excellent exemple—1071; ces sentiments sont maintenant modifiés—1071; avons été ramenés en arrière, dans le débat, jusqu'à 1878—1071; amendement proposé n'a trait qu'à un problème domestique—1072; rédigé sur une définition fantaisiste—1072; dès que la guerre fut déclarée le capital a souffert—1073; valeurs ont subi un affaissement complet—1073; a entravé directement la production—1073; toute l'industrie a eu à souffrir—1073; que l'industrie agricole qui soit restée indemne—1073; l'immigration cessa—1073; le revenu a diminué—1073; il arrive des moments où la protection est impuissante et le libre-échange sans effet—1074; ne faut pas désespérer de la protection parce qu'elle aurait failli dans telle et telle circonstance—1074; gravité de la situation dans laquelle se trouve le Canada—1074; si la guerre dure, nous n'aurons pas trop de toutes nos ressources pour la poursuivre et en supporter les conséquences—1074; d'autres phases de la situation dont les causes ne sont pas directement attribuables à la guerre—1074; question économique à résoudre—1074; le parti libéral a contribué pour une très large part à amener cette situation pendant les quinze dernières années—1075; il ne peut pas légitimement tenir le gouvernement du jour entièrement responsable d'une chose dont il a hérité de ses prédécesseurs—1075; en 1896 dépenses totales étaient de \$44,000,000, dette nette de \$258,000,000—1075; en 1911 dépenses \$123,000,000, dette de \$340,000,000—1075; le Grand-Tronc-Pacifique et le Nord-Canadien—1075; n'ont pas pu contribuer à amener la situation actuelle—1075; nous avons hérité de ces obligations, il nous a fallu nous en acquitter—1075; avec la guerre le poids de ces fardeaux s'est plusieurs fois centuplé—1076; responsabilité de l'opposition—1077; borne que n'a jamais dépassé l'opposition en Grande-Bretagne—1077; prodigalité du parti libéral pendant quinze ans—1077; protection a augmenté le chiffre du revenu—1078; situation qui prévaut à l'intérieur du pays fait peser

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

des responsabilités sur l'opposition aussi bien que sur le gouvernement—1078; exécution de certains travaux publics est chose indispensable—1078; raisons de l'opposition pour critiquer les nouveaux impôts—1079; membres de l'opposition semblent croire que la préférence n'est qu'un autre nom du libre-échange—1080; la préférence n'est possible qu'avec un régime protecteur—1080; avec le nouveau tarif le commerce britannique obtient en réalité un avantage dont il n'a jamais joui auparavant—1080; ce que la protection a fait pour le Canada—1082; augmenté le capital industriel de 446 millions à \$1,247,000,000—1082; augmenté les salaires de 113 millions à 241 millions—1082; a presque doublé le nombre des ouvriers—1082; exportations ont augmenté de 59 millions à 335 millions—1082; Canada et l'empire sont aujourd'hui engagés dans une lutte colossale dont personne parmi nous ne perçoit exactement la signification intime et les conséquences possibles—1083; tant que durera cette guerre, je voudrais que tous, dans cette Chambre ou dans le pays, autant qu'il est en notre pouvoir, nous acceptions avec patience les charges nouvelles—1083; laissant de côté les questions de moindre importance pour faire face avec courage à la grande lutte dans laquelle les civilisations combattent pour leur existence—1083.

M. Carroll—Nationalisme dans Québec—1083; petit groupe en train de disparaître—1083; parti impérialiste—1084; la trêve politique—1084; contribution du Canada à la défense navale de l'empire—1085; attitude du parti libéral en 1909 et 1912—1085; événements ont prouvé que le parti libéral avait eu raison—1085; construction maritime en Canada—1085; sécurité des routes commerciales—1085; si notre avis avait prévalu, nous n'aurions pas eu à acheter des vaisseaux du Chili—1085; vaisseaux auraient été construits dans le pays—1085; augmentation des taxes—1086; déficit de 80 millions à combler—1086; spectre du libre-échange—1086; merveilleuse expansion du commerce sous le régime libéral—1086; situation causée par la guerre—1087; taxe devrait être imposée aux compagnies télégraphiques et de câble sous-marin—1088; chemins de fer sont exempts de taxe—1088; taxe sur les médicaments est excessive—1088; médicament breveté est en vogue surtout chez le pauvre—1088; le timbre-taxe—1089; Gouvernement devrait prendre quelque mesure pour interdire les prix exorbitants que le peuple doit payer pour la farine—1089; taxe uniforme de 7½ p. 100—1089; population devra payer un prix additionnel pour le beurre et le fromage—1089; dispositions des manufacturiers à l'endroit des consommateurs—1091; finances sous le gouvernement Laurier—1091; prodigalité du gouvernement actuel—1091; opinion de la classe ouvrière opposée au nouveau tarif—1092; Gouvernement émet le projet de prélever sur les contribuables \$31,000,000 en plus de ce qui est nécessaire pour les fins de la guerre—1093;

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

les tirailleurs de la politique—1093; moyens employés pour causer du tort à un adversaire politique—1093; cas de l'honorable Dr Béland—1093; prisonnier de guerre des Allemands—1093; Gouvernement devrait voter un ou deux millions de dollars pour venir en aide aux Belges—1094.

M. Descarries—Souvenir ému à la pensée d'un homme d'Etat—1094; l'honorable M. Monk—1094; talent et amour du travail—1094; l'homme de la fidélité à sa parole—1094; situation causée par la guerre—1094; courage et vaillance de nos soldats—1095; nouveaux impôts—1095; héritage laissé par le parti libéral—1095; garant d'obligations pour cent vingt-cinq millions—1095; surplus conservateurs de \$130,000,000 en trois ans—1096; c'est le parti libéral qui s'est montré extravagant tandis que le parti au pouvoir essaie, par une sage administration, de pousser le pays dans la voie du progrès malgré les temps difficiles à travers lesquels il passe—1097; sur Wilfrid Laurier fait de la démagogie—1097; lutte entre le système protecteur et le libre-échange—1097; c'est la protection qui a fait le Canada—1097; province de Québec et sir Wilfrid Laurier—1098; sacrifié ses compatriotes—1098; catholiques du Manitoba—1098; ce qu'a fait le gouvernement actuel—1099; majorité maintiendra au pouvoir sir Robert Borden—1099.

M. Hughes (I.P.-E.)—Discours du ministre des Finances de nature extraordinaire—1099; ce qu'il disait en 1912—1100; son opinion un an plus tard—1101; punerie de numéraire—1101; le pire côté de la situation—1102; ce que le parti conservateur a promis au peuple—1103; brochure publiée la veille des élections—1103; les taxes—1104; opinion des employés civils—1104; débordement de dépenses—1105; écumeurs de la guerre ont envahi les ministères—1105.

M. Lafortune—Pourquoi M. Monk est sorti du cabinet—1106; programme nationaliste—1106; "à bas la marine"—1106; "nous ne devons rien à l'Angleterre"—1107; M. Bourassa—1107; la sincérité des nationalistes—1107; langage séditieux de M. Bourassa—1108; nous n'avons pas de scandale—1108; parti conservateur a triomphé en faisant des appels séditieux—1109; l'héritage laissé aux libéraux en 1896—1109; écoles du Manitoba et de l'Ontario—1111; question du Keewatin—1112; français dans les écoles d'Ontario—1112; priver les Canadiens-français de l'enseignement de leur langue—1112; traité de Paris—1112; ce traité nous a garanti notre langue, notre religion, notre loi civile et nos ordonnances de procédure—1112; question agricole—1113; l'industrie du tabac—1114; faut donner aux cultivateurs leur part de protection—1114; demande de relèvement du tarif sur les tabacs étrangers—1114; manufacturiers s'objectent à une taxe additionnelle pour la raison que plus ils réussiraient à entrer du tabac étranger à des conditions faciles,

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

moins ils seront obligés de prendre du tabac canadien—1114; aider les cultivateurs à construire des séchoirs—1114; tarif de 70 cents la livre aux Etats-Unis—1115; impossible d'envoyer notre tabac aux Etats-Unis—1115; encourager le drainage sur les fermes—1116; indiquer de quelle manière les canaux devraient être placés—1117; disséminer les enseignements de la ferme expérimentale à Ottawa—1117; création de stations agricoles—1117; cultivateurs ont soif d'apprendre—1117; agriculture est la source de tous les progrès—1117; crime national de taxer les instruments de la ferme—1117; repeuplement des lacs—1118; on fait peu de chose pour l'élevage des volailles—1118; création de jardins scolaires—1118; l'apiculture—1118; on ne fait rien pour encourager cet élevage—1119; exposition à Montréal—1119; pénible de voir la reine des villes du Canada sans son exposition—1119; routes ne sont pas améliorées comme elles devraient l'être—1119; loi qui s'impose—1120; défendre au public de mettre des lettres contenant de l'argent au bureau de poste sans enregistrement—1120; lettres enregistrées ne se voient pas—1120; Angleterre devrait lever l'embargo sur nos animaux—1121; notre pays a besoin d'une loi de faillite qui couvrirait tout le Canada—1121; commerce demande une telle loi—1121; loi de faillite devra protéger les cultivateurs—1121; culture des arbres fruitiers devrait être encouragée—1121; gouvernement devrait faire des changements dans les pénitenciers—1122; classification des détenus en trois catégories—1122; au lieu de voter des millions pour aider l'Angleterre, on ne devrait pas oublier la nécessité qu'il y a de faire des efforts dans l'intérêt des nôtres dans Ontario—1123.

M. Clarke (Wellington-Nord)—Patriotisme du peuple par tout le Canada—1124; l'augmentation de droits qui frappe certaines marchandises venant des pays étrangers—1125; déjà fait sentir leur effet sur les fabricants américains, et plusieurs d'entre eux ont déjà pris la décision de venir s'établir au pays—1125; fabriquer des articles qui étaient autrefois manufacturés aux Etats-Unis, puis exportés au Canada—1125.

M. Marcile (Bagot)—Taxes imposées au peuple pour la défense de l'empire—1126; participation du Canada aux guerres de l'empire—1126; changements produits dans l'opinion de certains hommes—1127; question de la marine—1127; ce que disait M. Armstrong, de Lambton-est—1127; parti libéral a raison d'être fier de son attitude en 1909—1128; également droit d'être fier de la campagne électorale de 1911—1128; n'avons pas à pourvoir pour le moment pour la guerre—1128; vraie raison des nouveaux impôts—1128; combler diminution du revenu—1128; moyen de rétablir l'équilibre dans les finances—1129; diminuer les dépenses, retrancher celles qui doivent être remises à plus tard—1129; charge onéreuse imposée au peuple—1130.

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

Sir Robert Borden—Chef de l'opposition a attaqué les propositions ministérielles dans un amendement—1132; aucun ministre des Finances n'a, depuis la Confédération, eu à porter au Canada d'aussi terribles responsabilités—1132; porté ces responsabilités avec courage et habileté—1132; modifications au tarif n'ont pas été soumises au chef de l'opposition—1132; ne pouvions pas les lui faire connaître d'avance—1132; reste du programme ministériel lui a été soumis—1132; propositions de la gauche sont négatives et destructives—1132; il est indispensable pour que nous prenions part à cette guerre, de prélever au Canada un supplément de revenu au moyen d'impôts—1132; gauche déclare en réalité que nous ne continuerons pas à prendre part à cette guerre—1132; sir Wilfrid Laurier a traité trois points dans son discours—1133; n'a pas répondu aux remarques sur ce que les libéraux ont fait en 1907—1133; juger bon d'augmenter les droits sur les marchandises anglaises—1133; nouveaux impôts ne constituent pas une injuste distinction à l'égard des classes pauvres—1133; nous prélevons un million sur les banques canadiennes—1133; autres sociétés riches seront taxées dans la même proportion—1133; le parti libéral et la protection—1133; de 1896 à 1911 il a maintenu le principe de la protection—1134; dans l'opposition sir Wilfrid Laurier est libre-échangiste—1134; à la direction des affaires il est partisan convaincu de la protection—1134 théorie de protection qui a dirigé les actes du parti libéral-conservateur—1134; matière première utilisée par nos ouvriers égale le produit parachevé—1134; nous possédons ces deux éléments—1134; nous devrions les utiliser—1134; nous ne voyions pas de raisons qui empêchèt que ces ressources à la portée du Canada que nos ouvriers pourraient convertir en produits parachevés pouvant être utilisés par notre population, ne pouvaient pas servir à cette fin—1134; c'est notre programme—1134; nous voulons, au Canada, une population ouvrière forte et virile—1134; payer des salaires raisonnables—1134; pas de confit d'intérêt, entre les intérêts de la classe ouvrière du pays et ceux de l'agriculture—1134; ministre des Finances donne à la Grande-Bretagne, sur nos marchés, une préférence plus grande—1134; trois fois aussi accentuée que l'était celle établie en 1897—1135; notre tarif—1135; comment va fonctionner la préférence—1135; ce que disait l'honorable Fielding à la conférence coloniale de 1912—1136; au point de vue canadien, nous croyons qu'une préférence additionnelle sous forme de droits plus élevés peut donner au fabricant anglais un avantage plus grand—1136; fabricant anglais, le nouveau tarif, se trouve placé, dans sa concurrence avec le fabricant de l'extérieur, dans une position infiniment plus favorable—1136; moyen de comprendre à quoi équivaut cette préférence—1136; les objets de provenance anglaise paieront 5 pour 100 de plus, mais les marchandises de provenance étrangère paieront un droit de 7½ pour 100 plus élevé—1137; à moins que

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

le ministre des Finances ne soit prêt à voir nombre de fabriques canadiennes fermer leurs portes à des milliers d'ouvriers chômeurs, force lui était, en élaborant son tarif de faire bénéficier le fabricant canadien des avantages que comportent pour lui ces propositions—1137; ceux qui ont le devoir de gérer les affaires publiques du Canada doivent tenir compte de la situation du pays, et leur premier devoir est de veiller au bien-être fiscal du pays au sein de l'empire—1137; cela ne diminue en rien la puissance de l'empire—1137; une fabrique établie et fonctionnant au Canada profite tout autant à l'empire que si elle était établie et fonctionnait dans quelque autre possession britannique—1137; gouvernement a maintenu l'équilibre fiscal et permis fabricant canadien de soutenir la concurrence mondiale, aussi avantageusement qu'auparavant—1137; taxe de guerre—1137; guerre nous force à faire double dépense—1137; chaque dollar que nous demandons aux impôts diminue d'autant ce qu'il faut demander à l'emprunt pour les besoins de la guerre—1137; politique que préconise le chef de l'opposition a reçu l'approbation de l'opinion publique en Allemagne—1139; remarques du journal "Hamburger Nachrichten"—1139; comme par le passé nous nous efforçons à faire tout notre devoir à l'égard du Canada et de l'empire britannique—1139.

M. Carvell—Certaines accusations ont porté au bon endroit—1140; premier ministre n'a pas répondu à la critique du chef de l'opposition—1140; attitude de notre gouvernement comparée avec celle du gouvernement britannique—1140; imiter l'opposition d'Angleterre—1140; texte de remarques de sir Wilfrid Laurier—1140; gouvernement a mêlé le budget avec le débat sur la marine—1141; ce que le gouvernement a fait avec cette question—1141; situation causée par la guerre—1141; en Angleterre le gouvernement n'a pas changé sa politique libérale—1141; continue à prélever les deniers nécessaires selon le mode habituel—1141; au Canada le gouvernement a presque révolutionné les conditions fiscales qui régnaient depuis quinze ans—1141; principal grief du Gouvernement contre l'ancienne administration—1142; payer des sommes considérables pour le Grand-Tronc-Pacifique—1142; projet de construction du G.-P.-T., fut le plus bel exemple de législation impériale que nous ayons eu au Canada—1142; cultivateurs n'éprouveront plus de difficultés à expédier leur grain à l'étranger—1142; trafic de l'Ouest n'est plus paralysé—1142; Gouvernement libéral en quittant l'administration a laissé un trésor débordant et un crédit illimité—1143; en trois ans le Gouvernement a accumulé un excédent de \$130,367,065—1143; gouvernement a dû payer \$112,000,000 pour le Transcontinental national et le pont de Québec—1143; les obligations de l'ancien gouvernement ne sont pas les causes de la situation financière actuelle—1143; principale cause se trouve

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

dans le gaspillage et l'extravagance—1144; l'administration des affaires du pays coûte actuellement de 50 à 80 p. 100 plus cher que sous le régime précédent—1144; situation fâcheuse et cause qui ont entraîné cette situation—1145; nécessité de réduire les dépenses—1146; le nouveau tarif—1146; hausse sur les chaussures—1147; Gouvernement devrait essayer d'abaisser le coût de la vie—1148; si l'on augmente de 5 p. 100 le droit sur le produit fabriqué, le droit sur la matière première devrait être augmenté de 15 p. 100—1149; manufacturiers seraient forcés de payer quelque chose des revenus du pays et ils ne pourraient réclamer de leurs clients plus qu'ils ne paient maintenant—1149; s'ils élevaient leurs prix au delà, l'article étranger entrerait en lice—1149; comment le ministre des Finances procède—1151; classe de manufacturiers et d'hommes riches qu'il n'a pas cherché à atteindre—1152; ce sont les chemins de fer, compagnies de téléphone et messageries—1152—taxe de guerre ne va pas au trésor public, mais aux manufacturiers—1153; l'industrie va prendre au consommateur de 40 à 50 millions—1153; consommateur canadien a le devoir de contribuer sa part à mener à bien la guerre qui se livre pour les libertés de l'empire—1153; en diminuant la puissance d'achat du consommateur canadien, vous diminuez d'autant les moyens dont il dispose pour contribuer comme il le doit à cette tâche grandiose—1153; l'augmentation en faveur du commerce britannique est de 20 p. 100, celle précisément du tarif général—1154; à quoi bon parler d'un surcroît de préférence équivalent à 2½ p. 100 si le droit est tellement élevé qu'il est impossible de faire des affaires—1154; le but de l'amendement des libéraux est d'empêcher de faire quoi que ce soit qui entrave l'industrie anglaise et qui l'empêche de gagner les sommes qu'elle dépense de si bon cœur pour les besoins de cette guerre—1154; économie aurait prévenu de nouvelles taxes—1155; nouveau tarif entrave le commerce—1155; nuira au commerce avec l'Angleterre—1155; taxes devraient être imposées sur les grandes compagnies et les industries manufacturières—1155.

M. Verville—Budget est le projet de loi le plus important—1155; établit le régime fiscal auquel sera soumis le peuple—1155; l'argument *ad hominem*—1155; pour conquérir l'approbation du peuple canadien—1156; système politique doit avoir une valeur efficace—1156; envisager la question à un triple point de vue—1156; ses divers aspects domestique, social et économique—1156; devoir qui nous incombe aujourd'hui—1156; empêcher l'oppression du peuple—1156; grave problème qui se dresse devant nous—1156; nouveau système aboutira fatalement à l'appauvrissement des masses—1156; taxe sur billets de chemin de fer pesera plus lourdement sur les pauvres que sur toute autre classe—1156; taxe sur les spécialités pharmaceutiques—1156; atteindra la clas-

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

se pauvre—1156; partisan d'une loi interdisant la fabrication de l'alcool—1157; si c'est nécessaire une taxe de revenu ou une taxe directe devrait être imposée sans toucher en rien au tarif—1157; nous avons prêché l'économie—1157; gouvernement ne se rend pas compte de la situation présente—1157; pourrions au moins économiser 6 millions dans le ministère des Travaux publics—1157; impossible matériellement de dépenser tout l'argent voté—1157; politique "made-in-Canada"—1158; dans les conditions actuelles c'est la plus grande farce que jamais cervelle humaine ait inventée—1158; meilleure arme possible qu'on pourrait donner au manufacturier—1158; lui permettre de tromper le peuple—1158; introduire certains produits malhonnêtes sur le marché—1158; permettre à des patrons sans scrupule d'opprimer leurs employés—1158; certains marchands font disparaître les mots "Fabrication allemande" et les remplacent par la marque "Fabrication canadienne"—1158; cela donne à ces gens une occasion de jeter sur le marché certaines marchandises qui ne sont pas ce qu'elles paraissent être—1158; permet au manufacturier d'imposer le prix qu'il veut—1158; patron vendeur qui sera sans scrupule achètera ailleurs si cela lui convient et vendra ses marchandises comme si elles étaient fabriquées au Canada—1158; aidera à grouper nos industries dans de nouvelles coalitions—1158; taxe sur le charbon—1158; consommateur sera atteint—1158; taxe sur les matières premières—1158; manufacturiers profiteront de ce droit de 5 p. 100 sur la matière première et aussi du droit de 7½ p. 100 sur les marchandises fabriquées—1150; depuis deux ans le coût de la main-d'œuvre a diminué—1159; manufacturiers jouiront d'une protection de 20 à 22½ p. 100—1159; tarif trop élevé—1159; classes laborieuses s'appauvrissent—1159; gouvernement ne retire que de faibles revenus de cette politique—1159; si nous voulons donc limiter notre activité à développer notre marché domestique, nous devrions cesser d'accorder des subsides à ces lignes de vapeurs trans-océaniques—1159; les effets de la protection—1160; opinion de M. Ashley dans son "Histoire du tarif"—1160; la politique que le ministre des Finances soumet à notre approbation, à l'heure actuelle, signifie une augmentation des taxes sur presque tous les articles que nous achetons, sans en excepter les produits alimentaires—1161; problème du chômage—1162; commission au sujet de la cherté de la vie—1162; son rapport ne donnera pas satisfaction—1162; pas un seul ouvrier ne fut prié de comparaître—1162; construction des navires en Canada—1162; cette industrie s'impose—1162; l'opinion de la classe ouvrière à ce sujet—1162; pour ce qui est de la guerre, disent-ils, nous avons fait plus que notre part—1162; nous avons fourni au moins 80 p. 100 de tous les détachements qui sont partis ou doivent partir—1162; nous avons fait plus de sacrifices que toute autre classe, et l'on ne saurait dire que nous manquons de loyauté—1162; les ouvriers et les cultivateurs ne sont pas satisfaits de leur situation causée par les nouvelles taxes—1162; ce sont eux qui

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

auront à payer la plus grande partie de ces taxes—1163; opinion de M. R. Hunter sur le tarif élevé des Etats-Unis—1163; nous n'avons pas l'intention, j'espère d'adopter des mesures qui amèneraient ici les résultats que l'on constate dans ces grandes villes américaines et qui proviennent de l'imposition d'un tarif élevé—1163; taxer ceux qui sont le plus en état de payer—1163; taxe foncière fut l'objet de critiques acerbes de la part des riches—1163; majorité du peuple l'approuva—1163; taxe sur le revenu—1163; réalisé de cette double source assez d'argent pour l'administration des affaires—1163; grand courant démocratique qui passe sur le pays—263.

M. Bennett (Calgary)—Mêmes discours hypocrites depuis quinze ans de la part de l'opposition—1164; provoquer de l'animosité entre les différentes classes de la société—1164; espérait que l'harmonie serait rétablie entre l'Ouest et l'Est—1164; libéraux ont de nouveau plongé le pays dans de misérables chicanes de partis—1164; personne n'a offert la moindre assistance au gouvernement dans les graves circonstances où nous nous trouvons—1164; oppositionnistes attribuent toujours les temps durs au gouvernement bien qu'il n'en soit pas plus responsable que des temps prospères—1165; la diminution du commerce, la cessation des crédits, la perturbation générale, ont fini par nous faire comprendre que le Canada est en guerre—1165; la mesure de notre participation à ce grand conflit ne peut avoir d'autres limites que celles de nos ressources en hommes et en argent—1165; concours en hommes n'a pas fait défaut—1165; empressément des canadiens de répondre à l'appel—1165; guerre nécessite d'énormes dépenses—1165; responsabilité qui pèse sur le gouvernement—1165; de grands devoirs incombent à l'opposition—1165; en Angleterre M. Asquith n'a jamais pris l'avis des chefs de l'opposition relativement aux projets du budget—1166; il est indéniable qu'il faut avoir recours à de nouvelles taxes pour nous procurer l'argent nécessaire à la guerre—1166; comment le gouvernement actuel a favorisé la classe agricole de l'Ouest—1167; gouvernement n'a pas créé de nouveau tarif, il s'en est tenu à l'ancien et au relèvement général des droits qu'il comporte—1167; gouvernement a aussi recouru à la contribution directe—1167; impose directement la richesse commerciale pour grossir le revenu de l'Etat—1168; principes énoncés par l'illustre chancelier Gladstone—1168; nous relevons les droits de douane et ajoutons au revenu au moyen des contributions indirectes; mais nous implantons en même temps dans le domaine fédéral le principe de la contribution directe—1168; critique du budget se résume en trois points—1168; il faudra porter notre part du fardeau de la guerre—1168; pour quelle raison le Canada ferait-il exception à la règle?—1168; des impôts de guerre, il faut que l'on en crée au Canada comme on est obligé d'en créer en France, en Irlande, en Ecosse et dans le pays de Galles, parce que ce n'est pas seulement la mère patrie qui est en guerre; le Canada l'est tout

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

autant que l'Angleterre, que l'Ecosse et que l'Irlande—1168; l'embarras naît de ce que les libéraux ne se rendent pas compte que le Canada est en guerre comme le sont la Grande-Bretagne et les autres parties de l'empire—1168; les dépenses du gouvernement—1169; personnel des services administratifs n'est pas trop nombreux—1169; nous devons nous attendre à ce que les années amènent une augmentation de plus en plus sensible de nos dépenses—1169; il se trouve dans le service public des hommes qui sont insuffisamment payés et qui sont surchargés de travail—1170; du devoir du gouvernement, vu les dépenses considérables qu'il doit faire pour continuer la guerre, de continuer les travaux publics—1170; question du libre-échange et de la protection—1170; peuple canadien a maintes fois exprimé sa conviction que le revenu devrait être perçu par l'impôt indirect, par les douanes et par l'accise—1170; toute attaque faite par les libéraux contre ces moyens de prélever le revenu n'est ni plus ni moins que perfidie grossière—1170; l'histoire du peuple allemand—1171; a appliqué la protection dans toute sa rigueur—1171; son commerce avait atteint \$8,000,000 par jour lors de la déclaration de la guerre—1171; principes et doctrines qui ont servi de bases à l'empire allemand—1171; texte des dix articles du décalogue du peuple allemand—1171; emploi de produits propres au pays pour le développement de ce pays—1171; principes du protectionnisme ont été préchés par Bismarck et se retrouvent dans la politique commerciale et tarifaire de l'Allemagne—1171; leçon donnée par Abraham Lincoln—1172; lorsque nous achetons des marchandises chez nous, nous avons et les marchandises et l'argent—1172; fier d'approuver l'encouragement de l'industrie nationale—1173; élever ici un second Minneapolis—1173; tribut au génie créateur de notre peuple—1173; loi de M. Gladstone—1174; procurer de l'ouvrage aux ouvriers, mettre en circulation de grands capitaux et assurer un marché domestique aux cultivateurs—1174; l'imposition des nouveaux impôts—1174; imposé une taxe directe—1175; mesure que les électeurs accueilleront favorablement—1176.

M. Macdonald (Pictou)—Doctrine périlleuse—1179; ancienne théorie tory—1179; le rôle de l'opposition en Angleterre—1179; libre de critiquer le Gouvernement—1179; budget canadien n'est pas un budget de guerre—1181; nouvelles taxes sous de falacieux prétextes—1181; pas une seule piastre provenant de ces taxes sera consacrée à payer les frais de la guerre—1183; héritage politique que reçut sir Wilfrid Laurier en 1896—1184; il a fallu de la prudence, du jugement et de la sagesse—1184; lorsqu'on écrira l'histoire de cet homme d'Etat et celle du Canada, les historiens ne manqueront pas de lui attribuer les merveilleux progrès réalisés sous son administration, entre 1896 et 1911—1184; depuis il y a absence de prospérité—1185; gaspillage des deniers publics—1185; récapitulation de la préférence britannique—1187; nouvelles

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

taxes détourneront notre commerce actuel avec l'Angleterre vers les Etats-Unis—1188; question de la marine—1189; opposition des nationalistes—1189; devoir du peuple canadien—1191; nous sommes décidés à soutenir l'empire au cours de cette guerre et à lui fournir tous les secours dont il a besoin, tant en argent qu'en hommes, jusqu'à la fin des hostilités—1191.

Hon. Arthur Meighen—Gouvernement n'a aucune objection aux critiques justes—1191; de nature à aider la marche des affaires publiques—1192; ne peut pas permettre la tromperie politique—1192; l'opposition est libre de prendre la décision qu'elle jugera convenable à ce sujet—1192; libéraux ont décidé de s'écarter de l'attitude qu'avait prise leur chef, à la session du mois d'août dernier—1192; ils ne peuvent invoquer pour justifier leur conduite un seul acte d'hostilité de la part du Gouvernement ou du parti conservateur en cette Chambre—1192; effets de la guerre sur l'état financier du Canada—1194; depuis 1905, gouvernement libéral a toujours dépensé plus qu'il n'avait retiré—1196; moyen classique d'établir des excédents—1196; ce qui a été fait par le parti conservateur depuis 1911—1197; réduction des dépenses—1197; droits imposés par le Gouvernement—1200; politique de construction de chemins de fer—1201; millions pour le Transcontinental et le Nord-Canadien—1201; le Grand-Tronc-Pacifique—1202; taxe sur le revenu appartient essentiellement aux provinces—1206; les taxes imposées par le Gouvernement sont réparties d'une façon équitable—1206.

Hon. G. P. Graham—Ce serait presque un crime d'engager le pays dans une élection avec ce qui se passe en Europe—1207; si le premier ministre du Canada s'était inspiré de l'exemple du premier ministre de la Grande-Bretagne, une conférence aurait eu lieu entre les chefs des partis politiques—1207; il en serait peut-être résulté une entente prévenant toutes les critiques—1207; comment le ministère anglais entend la coopération—1207; situation financière—1208; la première année que le Gouvernement actuel dresse ses propres évaluations, elles accusent \$21,000,000 de déficit—1209; l'écart entre vivre selon ses moyens et dépenser au delà de ses revenus—1209; l'ancien gouvernement n'a pas prêté son concours financier au Nord-Canadien pour le prolongement de son réseau à l'ouest des Montagnes Rocheuses—1209; le Transcontinental—1211; gouvernement conservateur a modifié les plans—1211; difficulté à ce sujet avec le Grand-Tronc-Pacifique—1212; compagnie n'a jamais consenti à ces changements—1212; la situation—1212; Gouvernement actuel n'a pas respecté le contrat qui liait la compagnie—1213; personne ne s'est opposé à la construction de ce chemin de fer—1213; en mettant en regard les sommes qu'a coûtées le Transcontinental national, la plus grosse entreprise dont le Gouvernement actuel ait eu à s'occuper depuis son arrivée au pouvoir, et les surplus qui se sont

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

accumulés sous le régime libéral, et alors en sera probablement en état de constater qu'il reste encore une balance à son crédit, déduction faite de toutes les obligations qui ont été léguées de ce chef—1213; crédits affectés aux travaux publics—1213; possibilité de faire trente millions d'économies—1214; situation qui a été créée par la guerre—1214; bourse a fermé ses portes avant la déclaration de la guerre—1215; longtemps avant la guerre la vie était devenue difficile chez nous, et le commerce était dans un état de stagnation, pour ne pas dire plus—1215; Gouvernement a négligé de supprimer des dépenses—1215; taxes imposées ne sont pas des taxes de guerre—1215; convaincu que si la Chambre refusait de voter un seul des nouveaux impôts, nos soldats partiraient quand même—1216; n'approuve pas la taxe sur les timbres de guerre, bien que je suis en faveur de ce mode d'impôt, dans une circonstance comme celle-ci—1216; préférence accordée à l'Angleterre—1217; avec le changement de tarif le commerce sera entravé—1218; belle leçon de choses que nous donnerions au monde entier si, à cette heure où nous nous voyons obligés d'imposer davantage les marchandises de provenance étrangère, nous ne relèvois pas les droits qui frappent les produits de la Grande-Bretagne, elle qui porte une si lourde part du fardeau de la guerre—1218.

Amendement de sir Wilfrid Laurier est rejeté: Pour 59; contre 104—1219; Chambre se forme en comité de voies et moyens—1220.

DISCUSSION GENERALE.

Hon. W. T. White—Projet de résolution relatif aux augmentations à faire inscrire dans le tarif—1229; liste des exonérations—1229; baies à perdrix, soie flée, étiquettes tissées, les manuscrits, café et les extraits de café—1229; engrais chimiques et autres seront dans la liste des exemptions—1230; aussi les aliments à base de lait—1230; l'impôt de guerre sur les liqueurs spiritueuses—1230; sous l'empire du dernier tarif les spiritueux importés sont frappés d'un droit "ad valorem" de 7½ et 5 p. 100—1230; on m'a représenté que l'impôt de guerre sera déterminé par le prix courant des spiritueux, dans le pays d'où ils seront importés et que ce prix courant comprend les droits d'accise imposés par les gouvernements étrangers—1230; propose qu'il ne soit pas tenu compte de ces droits d'accise et que l'impôt de 7½ ou de 5 p. 100 ne soit prélevé que sur le prix courant, déduction faite des droits d'accise—1231; pas plus de protection au distillateur canadien—1231.

Sir Wilfrid Laurier—Si on laisse de côté le droit d'accise et calcule le droit d'après le prix de revient, abstraction faite du droit d'accise, le distillateur aura encore une protection plus forte—1232.

Sir Robert Borden—Afin de connaître le prix courant, au sens de la loi, on se propose de ne tenir aucun compte du prétendu prix de vente qui n'est pas réelle-

DISCUSSION GENERALE—*Suite.*

ment payé par l'importateur et que représente le droit d'accise sur la marchandise exportée du pays d'origine et reçue au Canada—1233.

M. Carvell—Opportun de prélever le droit de 7½ p. 100 sur le prix courant dans le pays d'origine, et d'imposer au Canada un droit d'accise suffisant pour maintenir l'équilibre, de manière à obtenir un revenu sans protéger davantage les fabricants canadiens—1233.

Hon. W. T. White—Serait peu sage de relever les droits d'accise pour nous créer un revenu—1235.

Hon. Wm. Pugsley—Ce qui pourrait se perdre à l'accise, la douane vous le rendra—1236; il n'y a pas, au Canada, de catégorie de personnes qui ont réalisé plus d'argent de leur industrie que ne l'ont fait les distillateurs—1236.

Hon. C. Marcil—Dans la province de Québec la consommation des liqueurs enivrantes a diminué sensiblement—1237; dans la partie qui s'étend en bas de Québec, entre Lévis et Campbellton, il n'y a pas un seul hôtel qui possède un permis de vendre des liqueurs alcooliques—1237; gouvernement devrait aussi empêcher la vente des boissons frelatées—1238; drogues empoisonnées sous l'apparence de whisky—1238.

M. McCoig—Exprime sa satisfaction de ce que les matières fertilisantes seront admises en franchise—1242; taxe aurait été un item considérable pour les cultivateurs—1242; privilèges accordés à la compagnie Caldwell pour prendre du sable et du gravier dans la rivière—1242; conviendrait de donner à d'autres maisons des chances égales—1242.

M. J. E. Armstrong (Lambton-est)—Le président de la Cadwell Sand and Gravel Company m'a donné à entendre qu'il consentait volontiers à ce que toute autre drague allât là prendre sa part des matériaux—1243; j'avais raison de demander au gouvernement d'annuler le contrat dans l'intérêt du public et de permettre au public d'aller prendre du sable et du gravier pour le distribuer aux cultivateurs et dans les villes, au plus bas prix possible—1243.

M. Pardee—Opposé à la taxe de 7½ p. 100 sur le sable et le gravier—1244; contraire aux intérêts des cultivateurs qui ont des constructions à faire—1244.

M. Law—J'ai demandé que les droits ne fussent pas relevés sur les engrais chimiques non plus que sur l'huile de graine de coton—1245.

M. Carvell—Engrais chimiques utilisés dans Carleton représentent une dépense de \$400,000 par année—1245; protection n'est pas nécessaire sur ce produit—1245.

Sir Wilfrid Laurier—L'importation des bananes—1246; sage de ne pas percevoir un droit sur les bananes—1246; important article alimentaire en été chez la classe pauvre—1246; suppression de la

DISCUSSION GENERALE—*Suite.*

taxe produirait une perte de deux millions de revenu, mais nous sommes tous d'accord que la taxe devrait être supprimée—1246.

Hon. W. T. White—Taxe sur les bananes n'aurait rapporté que \$200,000 au lieu de deux millions—1247; exemption des marchandises de soie tissée—1247; notre traité avec la France—1247; taxe sur le café et exemption pour le thé—1247; thé est le breuvage du pauvre—1248.

M. Martin (Régina)—Les seules lignes d'instruments agricoles qui sont exemptées de droits sont les moissonneuses, les faucheuses et les lieuses—1249; les marchands ont augmenté leur évaluation—1249.

Hon. J. D. Reid—Aucune augmentation quelconque dans l'évaluation des machines agricoles, si ce n'est dans le cas de Hutchinson, de la John Deer Plough Company—1249; cette compagnie importait des lieuses au Canada, à meilleur marché qu'elles ne se vendaient aux Etats-Unis—1249; notre évaluateur a appris cela et en a prévenu le ministère—1249.

M. Martin (Régina)—A plus d'une reprise j'ai déclaré que j'étais en faveur d'un tarif de revenu, mais que je n'avais aucune confiance dans un tarif basé uniquement sur la protection—1251; je maintiens que le tarif actuel sur les instruments aratoires, avec cette surtaxe de 17½ p. 100, n'est ni plus ni moins qu'un tarif protectionniste—1252.

Hon. W. T. White—Il y a une taxe générale relativement aux droits que les manufacturiers ont acquittés sur les articles exportés, et à l'égard des moissonneuses, des lieuses et des faucheuses, il y a de plus une détaxe pour les articles qui sont fabriqués pour la consommation domes-

DISCUSSION GENERALE—*Suite.*

tique—1252; à cause du maintien de cette détaxe, j'ai pu laisser à 12½ p. 100 les droits sur les moissonneuses, les lieuses et les faucheuses, chiffre auquel ils avaient été réduits l'an dernier—1253; quant à l'autre catégorie d'instruments aratoires il n'y a pas de remise aux manufacturiers relativement aux droits qu'ils acquittent sur la matière première servant à la fabrication, en tant que ces articles sont vendus au Canada—1252; si nous maintenons le droit de 12½ p. 100 qui frappe les faucheuses, les moissonneuses et les moissonneuses-lieuses, par contre, nous continuerons d'admettre en franchise la ficelle d'engergage et les machines à fossoyer, lesquelles ne se fabriquent pas au Canada—1253.

CHAMBRE SE FORME EN COMITE DES VOIES ET MOYENS.

VOTE.

AMENDEMENT DE SIR WILFRID LAURIER AU BUDGET.

Sir Wilfrid Laurier propose, appuyé par l'honorable Wm Pugsley: "Cette Chambre est prête à prendre les mesures voulues pour faire face aux besoins de la situation et à voter tous les crédits nécessaires dans ce but; mais elle regrette que, dans la mesure en délibération, il soit imposé des droits qui doivent être écrasants pour le peuple, tout en ne produisant que peu ou pas de recettes, et que la dite mesure est surtout critiquable en ce que, au lieu de favoriser le commerce de la Grande-Bretagne avec le Canada, elle crée de nouvelles barrières contre ce commerce, au moment où la mère patrie subit un effort sans précédent dans son histoire"—901.

Rejeté: Pour 59; contre 104—1219.

PARTIE II—INDEX PAR DÉPUTÉ

DES TRAVAUX DE LA CINQUIÈME SESSION DU DOUZIÈME PARLEMENT.

N.B.—Les pages dont le chiffre est indiqué pour chaque sujet sont celles de l'index précédent ou Index par Sujet, auquel il faut se reporter pour trouver l'analyse des remarques faites en chaque circonstance et l'indication des pages des Débats où ces remarques sont données au long.

ACHIM, HONORE (*Labelle*).

Seconde adresse en réponse au discours du Trône—8; dépenses voyages des ministres avant 1911—74; agriculture dans Québec—152; station agronomique dans Labelle—152.

AIKINS, sir JAMES ALBERT MANNING (*Brandon*).

Bill chemin de fer Calgary à Fernie—38; bill chemin de fer Canadien de l'Ouest—39; bill banque coloniale du Canada—40; enquête sur les fournitures militaires—52; déclaration des recrues—60; résolution, exportation des denrées alimentaires—113.

AMES, HERBERT BROWN (*St-Antoine, Montréal*).

Administration du Fonds patriotique—32, 33.

ARMSTRONG, JOSEPH E. (*Lambton-est*).

Loi sur les élections fédérales—21; bill tarifs de transport par bateaux à vapeur—43; juridiction de la commission des chemins de fer—43; remarques sur le budget—159, 174.

ARTHURS, JAMES (*Parry-Sound*).

Administration du Fonds patriotique—33.

BALL, ROBERT JAMES (*Grey-sud*).

Loi sur les élections fédérales—21; remarques sur le budget—166.

BARKER, hon. SAMUEL (*Hamilton*).

Bill "Brantford and Hamilton Electric Railway"—34.

BARNARD, GEORGE H. (*Victoria, C.-A.*)

Amendements au code criminel—16; bill divorce E. M. Lyons—42; achat de sous-marins—66.

BELLEMARE, ADELARD (*Maskinongé*).

Contrats traverses pour l'Intercolonial—102; remarques sur le budget—163.

BENNETT, RICHARD B. (*Calgary*).

Fourniture de grain de semence aux cultivateurs de l'Ouest—11; rapport enquête de T. R. Ferguson—15; loi des banques—15; invalidation des opérations électorales—19, 20; loi sur les élections fédérales—21; droit de vote aux soldats—25; appels élections provinciales à la cour suprême—33; bill "Brulé, Grand Prairie and Peace River Railway Co."—38; bill "Pacific, Peace River and Athabaska Railway Co."—38; bill "Atha-

BENNETT, RICHARD B. (*Calgary*)—Suite.

baska Railway Co."—38; bill "Western Dominion Railway Co."—38; bill chemin de fer d'Entwhistle et Alberta—39; bill divorce Wm E. New—40; représentation au Sénat et aux Communes—65; résolution, secours aux cultivateurs de l'Ouest—107; résolution, taxes spéciales—108; l'industrie du bétail—126; stations agronomiques—151; remarques sur le budget—172, 173.

BENNETT, WILLIAM H. (*Simcoe-est*).

Droit de vote aux soldats—25; administration du Fonds patriotique—32, 33; tarifs de transport par bateaux à vapeur—44.

BICKERDIKE, ROBERT (*St-Laurent, Montréal*).

Bill chemin de fer Montréal et comtés du Sud—35; bill abolition de la peine de mort—45, 46, 65; bill "Austral Insurance Company"—47; inspection des immigrants—130; administration de nos pénitenciers et prisons—141, 142.

BLAIN, RICHARD (*Peel*).

Bill chemin de fer "Canadian-Northern-Ontario"—37; bill "Canadian Northern Ontario Railway Company"—47; bill "Niagara Welland Power Co."—47; remarques sur le budget—162, 163.

BLONDIN, hon. PIERRE EDOUARD (*Champlain*).

Falsification des substances alimentaires—29, 30; sucre et sirop d'érable—30; étiquette obligatoire sur imitation ou composé—30; nomination d'employés surnuméraires—30; bill modifiant la loi du revenu de l'intérieur—33; présenté à l'Orateur—80; résolution, loi du revenu de l'intérieur—105, 106; inspection des poids et mesures—116; adultération des aliments—116; vente des remèdes brevetés—117; politique chez les fonctionnaires publics—142; question des écoles d'Ontario—143.

BOIVIN, GEORGE HENRY (*Shefford*).

Retards courrier du matin à Granby—62; pelles-boucliers—81; bassin de radoub de Lévis—82; courrier de Shefford—86; brevet MacAdam—118.

BORDEN, sir ROBERT LAIRD (*Halifax, N.-E.*).

Adresse en réponse au discours du Trône—8, 9, 10, 70; service civil et M. Adam Shortt—12; service postal de la Nouvelle-Ecosse—

BORDEN, sir ROBERT LAIRD (*Halifax, N.-E.*)—Suite.

13; bill défense navale et militaire—17; émission de billets fédéraux—18; bill représentation à la Chambre des communes—19; invalidation des opérations électorales—19; loi sur les élections fédérales—20, 22, 23, 25, 26; Transcontinental et l'embranchement du lac Supérieur—31; administration du Fonds patriotique—32; bill chemin de fer Canadien-Pacifique—36; abolition de la peine de mort—45; modifications à la loi des chemins de fer—47; divorce Alexander—48, 67; comité chaussures militaires—48; comité bibliothèque du Parlement—48; enquête sur les fournitures militaires—49, 50, 52, 53, 55; arrivée des troupes canadiennes en Angleterre—54; 17e bataillon de la Nouvelle-Ecosse—54, 59; changements ministériels—54; état de la mobilisation en Canada—55; débarquement des troupes canadiennes en France—55; gendarmerie à cheval du Nord-Ouest—55; mort du colonel Farquhar—55, 56; pensions militaires—57; protestation de la Belgique contre l'Allemagne—57; travaux de la commission de conservation—57; travaux au lac des Bois—57; soldats canadiens en France—57; Laurier et la province de Québec—58; acheteurs du gouvernement anglais—58; apparition d'aéroplanes en Canada—58; bataillon du colonel McLeod—59; bien-être du corps expéditionnaire canadien—59; bureau fédéral du travail—59; chemin de fer Québec-Saguenay—59; école canadienne d'aviation—60; fournitures militaires à Salisbury-Plain—60; interruption de la fabrication des liqueurs—61; extradition de Horn—61; relèvement des tarifs de transport des marchandises—62; services du député Carrick—62; service océanique Franco-Canadien—62; sir William Price et commission du port de Québec—63; transport de navires britanniques—63; amendement du Sénat, représentation au Sénat et aux Communes—64, 65, 71; achat de sous-marins—66, 70; affaire de Fort-Erié—66; enquête sur les dépenses des crédits de la guerre—67; exportation du nickel—67; représentation de l'île du Prince-Edouard—69; élection de l'Orateur suppléant (M. Sévigny)—70; nominations à la Chambre des communes—70, 71; séances du lundi—71; travaux de la Chambre—71, 72; crédit de \$100,000,000 pour la guerre européenne—104; résolution défense navale et militaire—104; résolution, billets fédéraux—105; résolution, représentation au Sénat et à la Chambre des communes—106; résolution, secours aux cultivateurs de l'Ouest—107; protection des droits d'auteurs—112; résolution, droit de vote aux volontaires canadiens—113; résolution, exportation des denrées alimentaires—114; conseil médical du Canada—124; dépenses du haut commissaire suppléant à Londres—125; l'élevage du bétail—126; expériences acclimation des rennes du Labrador—128; colonel Struan Robertson—137; remarques sur le budget—170, 171, 174.

BOULAY, HERMENEGLDE (*Rimouski*).

Examens du service civil—75; nombre fonctionnaires publics—75; télégraphie le long du Saint-Laurent—79; achat de chevaux dans Québec—93; coût du Grand-Tronc-Pacifique et du pont de Québec—94; construction de ponts sur l'Intercolonial—95; bateau-phare Anticosti—97; piliers en ciment sur l'Intercolonial—98; administration du

BOULAY, HERMENEGLDE (*Rimouski*)—Suite.

pilotage—117; signal d'alarme à l'ouest de Sainte-Félicité—117; fonctionnaires canadiens-français chez l'auditeur général—121; listes électorales de Rimouski—122; réparations entre Millstream et Matapédia—123; le français sur l'Intercolonial—134; embranchement de Sainte-Flavie à Matane—134; service postal Campbellton à Saint-Léonard—144; gardien de la lumière à la Pointe-au-Père—147; agriculture dans Rimouski—152; ferme expérimentale nécessaire dans vallée Matapédia—152; inspecteurs de l'immigration dans Québec—153; remarques sur le budget—167, 168.

BOURASSA, J. BOUTIN (*Lévis*).

Achat terrain pour la quarantaine à Lévis—72; destitution Alexandre Blais—75, 86; nominations Marois et Gingras—77; contrats appareils à désinfection—81; bureau de poste de Saint-Romuald—83; chaudières pour bassin radoub de Lévis—83; employés de l'Intercolonial à Chaudières—89; achat de chevaux—92; gare du Transcontinental à Québec—93; pertes causées par le feu à la gare de Lévis—97; quarantaine de Lévis—99.

BOWMAN, JAMES (*Huron-est*).

Remarques sur le budget—166.

BOYCE, ARTHUR CYRIL (*Algoma-ouest*).

Bill divorce L. Thorndike—40.

BOYER, GUSTAVE (*Vaudreuil*).

Falsification des substances alimentaires—30; industrie de l'érable—30; production dans Québec—30; pont entre l'île Perrot et Vaudreuil—77; arsenal de Rigaud—81; dragage rivière Rigaud—87; fabrique d'obus à Lévis—90; chevaux pour la guerre—91; achat de selles—92; quai de Saint-Zotique—99; quai de Rigaud—99; inspection des fromageries et des beurreries—116.

BRABAZON, GERALD H. (*Pontiac*).

Bill divorce V. B. Delmege—41.

BRADBURY, GEORGE HENRY (*Selkirk*).

Bill chemin de fer Nord-Canadien—36; bill eaux navigables—42, 43; bill pollution des eaux navigables—48; réserve indienne de Saint-Pierre—117, 118; ferme de démonstration dans le nord du Manitoba—151; remarques sur le budget—162.

BRISTOL, EDMUND (*Toronto-centre*).

Bill divorce A. McIntyre—41; tarifs de transport par bateaux à vapeur—44.

BRODER, ANDREW (*Dundas*).

Bill loi du service civil—47.

BROUILLARD, OVIDE (*Drummond et Arthabaska*).

Ferme modèle dans le canton Stanfold—90; nomination Arthur Gilbert—94.

BUCHANAN, WILLIAM ASHBURY (*Medicine-Hat*).

Fourniture du grain de semence aux cultivateurs de l'Ouest—10; bill "Edmonton, Dungenan and British Columbia Railway Company"—34; assistance aux propriétaires de bestiaux dans l'Ouest—58; gendarmerie à cheval du Nord-Ouest—61; aide aux colons

BUCHANAN, WILLIAM ASHBURY (*Medicine-Hat*)—Suite.

de Medicine-Hat et Calgary—73; charbon importé des Etats-Unis—73; démission à Lethbridge—74; équipement de la batterie de campagne à Lethbridge—75; démission Higginbotham—78; destitution Humphries—81; concessions forages huile et gaz—85; distribution secours dans l'Alberta—87; entrepôt pour magasinage de la laine à Lethbridge—89; achat de chevaux dans la Colombie-Britannique et dans l'Ouest—92, 93; grain de semence—94; importation de charbon des Etats-Unis—94; personnel des douanes à Lethbridge—99; loi des banques—105; résolution, secours aux cultivateurs de l'Ouest—107; résolution, exportation denrées alimentaires—113; stations agronomiques—151.

BUREAU, hon. JACQUES (*Trois-Rivières et Saint-Maurice*).

Droit de vote aux soldats—27; falsification des substances alimentaires—30; timbres de guerre—63; construction d'édifices publics à Trois-Rivières—73; employés des postes à Trois-Rivières—75; édifices publics de Trois-Rivières—88; dragage du Saint-Laurent—127; brochure de J. U. Vincent sur la question scolaire d'Ontario—143; docks de Trois-Rivières—143; contrat de bois pour gissoirs et barrages—154.

BURNHAM, JOHN H. (*Peterborough-ouest*).

Défense navale et militaire—17; invalidation des opérations électorales—19, 20; loi sur les élections fédérales—21; employés de l'Etat à Peterborough—89; résolution, droit de vote aux volontaires canadiens—112; système d'assurance agricole—126; pensions à la vieillesse—130; augmenter rémunération pour facteurs—144; remarques sur le budget—157.

BURRELL, hon. MARTIN (*Yale-Cariboo*).

Fièvre aphteuse—61, 129; loi instruction agricole—119; subventions aux expositions—119; l'industrie du bétail—126; encouragement pour entrepôts frigorifiques—128; inspection de la viande—128; exposition de Californie—129; exposition du Dominion—129; travail des prisonniers allemands et autrichiens—151; stations agronomiques—151.

CARDIN, PIERRE JOSEPH ARTHUR (*Riche-lieu*).

Bureau de poste Saint-Pierre de Sorel—82; courrier de Saint-Aimé—86.

CARROLL, WILLIAM F. (*Cap-Breton-sud*).

Service postal de la Nouvelle-Ecosse—13; loi des banques—15, 16; bill chemin de fer Canadien-Pacifique—36; tarifs de transport par bateaux à vapeur—44; tarif des assurances à la Nouvelle-Ecosse—63; achat de chevaux dans Québec—72; contrat W. B. McDonald—74; fournitures pour l'armée—76, 83; achat de chevaux de Palmer et Pallister—92; importation de charbon anthracite—94; importation de minerai de fer—95; inscription des étrangers de pays ennemis dans Cap-Breton-sud—95; nomination C. P. Livingstone—97; projet chemin de fer Sydney à Saint-Pierre—99; résolution, exportation des denrées alimentaires—114; conduite des commissaires du port de Sydney—117; bourses de travail—120; M. Gutelius—134; question scolaire d'Ontario—143; remarques sur le budget—168, 169.

CARVELL, FRANK BROADSTREET (*Carleton, N.-B.*).

Invalidation des opérations électorales—19; loi sur les élections fédérales—21; bill eaux navigables—43; bois de la réserve indienne Tobique—66; expropriation terrain à Fredericton pour l'Intercolonial—67; chemin de fer de la vallée du Saint-Jean—67, 68, 84; tarifs et trains de petite vitesse sur l'Intercolonial—69, 70; infirmières envoyées au front—76; enquête sur chemin de fer Southampton—89; achat pneus de camions-automobiles—91; achat de foin pour fins militaires—91; nominations dans le service civil depuis 1911—97; voyages de l'"Alert"—127; paie des soldats canadiens en Angleterre—139; remarques sur le budget—171, 174.

CASGRAIN, hon. T. CHASE (*Québec, comté*).

Service civil et M. Adam Shortt—12; affaires du ministère des Postes en trois ans—12; service postal de la Nouvelle-Ecosse—13; loi sur les élections fédérales—22; revenu et impôts de guerre—32; bill eaux navigables—43; timbres de guerre—56; journal "La Menace"—61; présenté à l'Orateur—80; sténographes sessionnels—140; achat de cadenas—143; transport des colis postaux—144; distribution rurale dans Québec et ailleurs—144; lettres contenant de l'argent—144; destitution Higginbotham—145; coût du transport du courrier par les chemins de fer.

CASH, EDWARD L. (*MacKenzie*).

Bill "Manitoba and North Western Railway Co."—38.

CHISHOLM, ALEXANDER W. (*Inverness*).

Chemin de fer entre Orangedale et Cheticamp—73; destitution du capitaine Mallet—74; fournitures pour l'armée—76; récompense aux vétérans de l'invasion féniéenne—78; primes aux chalutiers et aux pêcheurs en général—99; stations de sauvetage.

CHISHOLM, WILLIAM (*Antigonish*).

Conduite des agents d'immigration—73; contrat S. J. Stevenson—74; fournitures aux volontaires des invasions féniéennes—76; service postal à Lower-South-River—79; achat de thermomètres cliniques—91; fourniture de charbon—95; coût travaux près d'Antigonish—96; importations d'huile à combustible—94; service Antigonish à Sherbrooke—100; immigration, nécessité d'un agent de publicité—130; directeurs de bureaux de poste ne sont pas assez soigneux—144.

CLARK, HUGH (*Bruce-nord*).

Droit de vote aux soldats—25; administration des pénitenciers—142.

CLARK, MICHAEL (*Red-Deer*).

Adresse en réponse au discours du trône—9; fourniture du grain de semence aux cultivateurs de l'Ouest—11; service civil et M. Adam Shortt—11; droit de vote aux soldats—23, 24; administration du Fonds patriotique—33; bill "Alberta Central Railway Company"—34; bill divorce A. E. Birdsell—40; bill divorce A. Beckett—41; bill divorce E. M. W. Boydell—42; bill divorce Wm. R. Delaney—42; prisonniers de guerre en Canada—77; résolution, taxes spéciales—108; les rapports officiels des ministères—126; remarques sur le budget—164, 165.

CLARKE, W. A. (*Wellington-nord*).

Divorce Alexander—48; remarques sur le budget—170.

COCHRANE, hon. FRANCIS (*Nipissing*).

Bill chemins de fer nationaux—18; Transcontinental et l'embranchement du lac Supérieur—31; bill chemin de fer Pacifique-Canadien—36; abaissement des taux de transport—36; tarifs de transport par bateaux à vapeur—45; chemin de fer de la vallée du Saint-Jean—68; tarifs et trains de petite vitesse sur l'Intercolonial—70; résolution, achat d'embranchements de chemin de fer—104; résolution, loi du Transcontinental national, et mise en exploitation—109, 110; chemin de fer de la baie d'Hudson—122; améliorations de l'Intercolonial—132, 133, 134; matériel roulant—133; administration de l'Intercolonial—134; M. Gutelius—134; déficit de l'Intercolonial—134; coût du pont de Québec—143; relier Montréal au Transcontinental—154.

COCKSHUTT, WILLIAM FOSTER (*Brantford*).

Exportations du Canada—76; loi de naturalisation—96; résolution, exportation des denrées alimentaires—113, 114.

CODERRE, hon. LOUIS (*Hochelaga*).

Industrie de la tourbe en Canada—116; carte électorale du Canada—121; impression des rapports des ministères—131; l'industrie du fer—139; exploitation des mines en Canada—139; radium au Canada—139; brochure de J. U. Vincent sur la question des écoles—143; nombre d'employés civils à Ottawa—147.

COPP, ARTHUR BLISS (*Westmorland*).

Coût de la propriété de la "Canadian Car and Foundry Co., Ltd"—74; noms employés chemin de fer à Moncton—75; présenté à l'Orateur—80; Amherst Redstone Co.—81; camp militaire d'Amherst—83; loyer chemin de fer Nouveau-Brunswick et l'île du Prince-Edouard—84; coût chaussé Sackville sur Intercolonial—86; enrôlement employés de l'Intercolonial pour le service actif—89; chevaux pour la guerre—91; achat de foin à Amherst—92; remède contre le mal de mer—100; tunnel de Moncton—102; agriculture chez les Indiens—131; embranchement Sackville de l'Intercolonial—133; travail Intercolonial devrait se concentrer à Moncton—133; M. Gutelius—134; enquêtes sur les différends industriels—135; bureaux de poste ruraux—143; remarques sur le budget—166.

CROTHERS, hon. THOMAS WILSON (*Elgin-ouest*).

Droit de vote aux soldats—27; commission coût de la vie—60; désastre de la mine de Wellington-sud—60; littérature électorale—61; les sans-travail—119; enquête sur la situation dans Québec—119; les bourses de travail—120; l'enseignement technique—120; but de la commission d'enquête—120.

CRUISE, ROBERT (*Dauphin*).

Noms pensionnaires de l'Etat—77; répartition des homesteads de la Montagne-du-Dauphin—78.

DELISLE, MICHEL SIMEON (*Portneuf*).

Allemands dans l'administration fédérale—72; destitution Hubert Paquin—75; directeur de la poste de Saint-Gilbert de Portneuf—87; chevaux impropres au camp Valcartier—91; achat de camions-automobiles—91; télégraphie dans le comté de Québec—96; français et les relevés hebdomadaires du commerce—99; Transcontinental, réclamations du comté de Portneuf—102; gare du Transcontinental à Québec—102.

DEMERS, MARIE JOSEPH (*Saint-Jean-et-Iberville*).

Falsification des substances alimentaires—30; exportation de chevaux aux Etats-Unis—90; achats faits par J. W. Allison—93; station postale "L" de Montréal—101.

DESCARRIES, JOSEPH ADELARD (*Jacques-Cartier*).

Présenté à l'Orateur—80; remarques sur le budget—169; feu l'honorable M. Monk—169; la protection et le Canada—169.

DEVLIN, EMMANUEL B. (*Wright*).

Service civil et M. Adam Shortt—12; loi sur les élections fédérales—21; travaux publics dans Wright, Pontiac et Labelle—79; commission d'embellissement d'Ottawa et de Hull—85; droit sur le mica—87; port de lettres entre Ottawa et Hull—98; premier ministre et le service civil—100; réparations au bureau de poste de Hull—129.

DOHERTY, hon. CHARLES JOSEPH (*Sainte-Anne, Montréal*).

Situation des Canadiens aux Etats-Unis—13; amendements au code criminel—16; bill compagnies d'assurance—16, 17; loi des juges—18; représentation à la Chambre des communes—19; invalidation des opérations électorales—19, 20; loi sur les élections fédérales—21, 22; droit de vote aux soldats—22, 23, 25, 26, 27, 28; falsification des substances alimentaires—30; loi des liquidations—31; bill Fonds patriotique—32; bill officiers et soldats députés—33; cour suprême et appels des jugements d'élections provinciales—33; abolition de la peine de mort—45, 46; bill titres des propriétés immobilières—46; code criminel et approvisionnements militaires—47; enquête loi élections fédérales—53; comité vote des soldats—53; changements ministériels—54; chasse au phoque—59; évasion de Thomas Riley—60; comité spécial modifications code criminel—70; résolution, compagnies d'assurance—104; résolution, loi des juges—105; résolution, loi électorale—105; protection des droits d'auteurs—112; les juges et la guerre—115; administration des pénitenciers—142.

DONALDSON, SAMUEL JAMES (*Prince-Albert*).

Présenté à l'Orateur—80.

DOUGLAS, JAMES McCRIE (*Strathcona*).

Bill "Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway Company"—34; bill chemin de fer Nord-Canadien—37; bill "Bank of Alberta"—40; bill "General Trust Company of Canada"—40; bail Pope sur creek Butte-du-Genou—82; achat de claques pour la milice—90; service postal Calmer à Telfordwill—101; loi des banques—105.

EDWARDS, JOHN WESLEY (*Frontenac*).

Abolition de la peine de mort—45; évasion de Thomas Riley—60; le major W. S. Hughes 96; destitutions au pénitencier des Montagnes-Rocheuses—97, 102; fournitures au pénitencier de Portsmouth—97; porcs malades dans comté Frontenac—98; préfets de pénitenciers—98; prisonniers atteints de folie et la douche d'eau froide—99; services des cadets du collège militaire—123; administration du pénitencier de Kingston—141; résultat du système des colis postaux—144; expériences en agriculture—151; remarques sur le budget—158.

ETHIER, JOSEPH ARTHUR CALIXTE (*Deux-Montagnes*).

Destitution d'Emile Cyr—74; réclamation de T. Bélanger contre l'Intercolonial—78

FISHER, JOHN HENRY (*Brant*).

Remarques sur le budget—163.

FOSTER, ARTHUR DEWITT (*King (N.-E.)*).

Service civil et M. Adam Shortt—12.

FOSTER, sir GEORGE EULAS (*Toronto-nord*).

Congé de Pâques—10; défense navale et militaire—17, 18; droit de douane sur les engrais—29; loi des grains—29; pesée des grains—29; poinçonnage de l'or et de l'argent—29; divorce Alexander—48; distillations de grains—60; service océanique franco-canadien—62; travaux de la Chambre—63; port de Vancouver—71; agents de commerce—123; négociation des traités—123; administration du ministère du Commerce—123; commission impériale du commerce—124; éleveurs de l'Ouest—125; inspection du grain—125; industrie et commerce—132; service entre Montréal et Manchester, Angleterre—149; service de bateaux entre le Canada et l'Afrique du sud—149; service entre le Canada et les Antilles—149; service postal entre le Canada et la Grande-Bretagne—149; service entre le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande—150; service des îles de la Madeleine—150; tarifs de transport sur les Grands lacs et sur l'océan—153; remarques sur le budget—168, 169.

FOWLER, GEORGE W. (*King et Albert (N.-B.)*).

Service civil et M. Adam Shortt—12; invalidation des opérations électorales—19; traitement des fonctionnaires du service civil—79.

FRIPP, ALFRED ERNEST (*Ottawa*).

Bill chemin de fer Ottawa-New-York—37; bill chemin de fer Saint-Laurent aux Adirondacks—37; bill brevets compagnie Lohmann—38; bill divorce H. S. B. Douglas—40; bill "Premier Trust Co."—41; bills divorces A. Bothwell et A. Gravelle—41; bill brevet McBean—46; résolution, droit de vote aux volontaires canadiens—112.

GARLAND, WILLIAM FOSTER (*Carleton, Ont.*).

Enquête sur la dépense des crédits de la guerre—67; attaques non justifiées—67.

GAUTHIER, LOUIS JOSEPH (*Saint-Hyacinthe*).

Achat de vêtements pour la milice—72, 92; poste rurale de Saint-Denis—98; remarques sur le budget—160.

GAUVREAU, CHARLES ARTHUR (*Témiscouata*).

Journal "La Menace"—61; gratification aux volontaires de l'invasion féniéne—76; naturalisation de F. P. Gutelius—76, 94; améliorations du port de Fraserville—81; bureau poste de Louiseville—82, 83; emploi de P. A. Mousseau—89; glace pour l'Intercolonial—94; employés usines de l'Intercolonial à Rivière-du-Loup—95; poste rurale dans Témiscouata—98; service postal au lac Témiscouata—100; service postal Sainte-Ursule et Louiseville—101; surveillant construction bureau de poste de Louiseville—101; cas Auclair, de Rivière-du-Loup—115.

GERMAN, WILLIAM MANLEY, (*Welland*).

Droit de vote aux soldats—24; taxe sur les produits pharmaceutiques—32; achat de fournitures par la milice—72, 81; achat de bicyclettes—81; cour d'amirauté pourrait être abolie—115; creuser le fleuve entre Montréal et Québec—136.

GIRARD, JOSEPH (*Chicoutimi et Saguenay*).

Bill chemin de fer Baie James et de l'Est—37; fermes de démonstration—152; conférenciers agricoles—152; collèges et lycées agricoles—152.

GLASS, SAMUEL FRANCIS (*Middlesex-est*).

Loi sur les élections fédérales—21; bill Ordre indépendant des Forestiers—34; plainte contre le "London Advertiser"—57; remarques sur le budget—165, 166.

GORDON, DAVID ALEXANDER (*Kent-est*).

Douanier à Wallaceburg—87.

GRAHAM, hon. GEORGE PERRY (*Renfrew-sud*).

Service civil et M. Adam Shortt—12; loi des banques, prêts sur semences—15; défense navale et militaire—17; loi sur les élections fédérales—22; Transcontinental et l'embranchement du lac Supérieur—31; bill officiers et soldats députés—33; taux océaniques—36; bill chemin de fer Canadien-Pacifique—36; bill canal Montréal-Ottawa et Baie Georgienne—39; bill eaux navigables—42; abolition de la peine de mort—45; modifications à la loi des chemins de fer—47; mort de M. James W. Richards—54; fournitures militaires à Salisbury-Plain—61; maladie du colonel Labatt—61; recrutement—62; services du député Carrick—62; approvisionnements de guerre—73; démission Norris—74; achat voie de Saint-Malo—80; chemin de fer de la Baie d'Hudson—84; chantiers maritimes de Collingwood—85; dépenses chemin de fer Baie d'Hudson—86; démission Norris—86; emploi de M. Begg—88; enlèvement de trois maisons sur canal, à Cardinal—89; gare du Transcontinental à Québec—93; achat d'effets militaires—94; importation de houille bitumineuse—95; proposé aux statistiques à Cardinal—99; résolution, loi du Revenu de l'Intérieur—106; résolution, exploitation du Transcontinental—109, 110; résolution, droit de vote aux volontaires canadiens—112; résolution, exportation des denrées alimentaires—114; enquête sur la collision du "Storstad"—140; sténographes sessionnels—140; remarques sur le budget—173, 174.

GRAY, WILLIAM (*London, Ont.*).

Situation des canadiens aux Etats-Unis—13; loi sur les élections fédérales—21; désastre de la mine de Wellington-sud—60; présenté à l'Orateur—80; coût du transport du premier contingent—102.

GREEN, ROBERT FRANCIS (*Kootenay*).

Bill "Athabaska and Grande Prairie Railway Company"—34; bill "Edmonton Dunvegan and British Columbia Railway Company"—34; bill chemin de fer "Southern Central Pacific"—37; bill "Kettle Valley Railway Co."—39; bill chemin de fer Edmonton à Dunvegan et à la Colombie-Anglaise—40; bill "National Wood Distilling"—40.

GUILBAULT, JOSEPH PIERRE OCTAVE (*Joliette*).

Bill chemin de fer "Canadian Northern Quebec"—37.

HAZEN, hon. JOHN DOUGLAS (*Saint-Jean, cité et comté*).

Service civil et M. Adam Shortt—12; défense navale et militaire—17; bill eaux navigables—53; permis de pêche dans Québec—62; représentation au Sénat et aux Communes—64; achat de sous-marins—65, 66; extension des limites du cabotage—115; service des pilotes—117; question des chalutiers à vapeur—124; écoles navales—125; enquêtes sur les naufrages—128; poisson frais à l'exposition de Toronto—128; études hydrographiques—128; examen de capitaines et seconds—128; opérations de la flotte de dragage—136; service de brise-glaces—139; ostréiculture—140; patrouille des eaux septentrionales du Canada—141, 153; perte du "Karluk"—141; stations de sauvetage—146; opinion de l'amiral Kingsmill—146; livre sur le poisson—148; protection des pêcheries—148; service naval—149; collège militaire de Kingston—149; enlèvement obstruction du fleuve Fraser—150.

HEPBURN, BERNARD RICKART (*Prince-Edward, Ont.*).

Tarifs de transport par bateaux à vapeur—44; achat de navires par le gouvernement—72.

HUGHES, JAMES JOSEPH (*King, I.P.-E.*).

Service civil et M. Adam Shortt—12; service salle de lecture de la Chambre des communes—62; représentation de l'île du Prince-Edouard—68, 69; pelles pour la milice—77; vente de boissons du 6 au 21 août 1914—80, 101; commission coût de la vie—85; vente du "Earl Grey"—103; résolution, représentation au Sénat et à la Chambre des communes—106; résolution, exportation des denrées alimentaires—113; exportation de pommes de terre—118; service postal défec-tueux dans l'île du Prince-Edouard—144; station de sauvetage—146; culture des pommes de terre—152; remarques sur le budget—169.

HUGHES, hon. major général SAM (*Victoria et Haliburton*).

Défense navale et militaire—17, 18; enquête sur les fournitures militaires—53; rapport du directeur d'artillerie sur achats des cartouches—54; 30e bataillon de Victoria—54; acheteurs du gouvernement anglais—58; allocation d'absence—58; bataillon du colonel McLeod—59; canadiens sur la ligne de

HUGHES, hon. major général SAM (*Victoria et Haliburton*)—Suite.

feu—59; chevaux pour les troupes canadiennes—60; corps expéditionnaire canadien—60; décharge d'armes à feu par les sentinelles—60; déclaration des recrues—60; école canadienne d'aviation—60; maladie du colonel Labatt—61; mise au rancart de matériel de guerre à Salisbury—61; recrutement—62; réclamations relatives aux terrains de Valcartier—68; soldats canadiens aux Bermudes—136; achat du camp Valcartier—136; le 17e bataillon de la Nouvelle-Ecosse—137; licenciement du "Earl Grey's Own Rifles"—136; écoles d'instruction—136; travaux au camp Valcartier—138; service des cadets—138; achat de 10,000,000 de cartouches—139.

KAY, major WILLIAM FREDERICK (*Missisquoi*).

Droit de vote aux soldats—25; chevaux vendus à Valcartier—73; employés douane dans Québec—75; poste rurale Stanbridge-est—87; exportation de crème aux Etats-Unis—90; poste rurale station Saint-Armand—98; sucre et sirop d'érable—101; transport courrier Philippsburg à Saint-Armand—102.

KEMP, hon. ALBERT EDWARD (*Toronto-est*).

Loi sur les élections fédérales—21.

KNOWLES, WILLIAM ERSKINE (*Moosejaw*).

Droit de vote aux soldats—25; pesée des grains—29; résolution, loi du revenu de l'intérieur—105, 106; ferme expérimentale dans Saskatchewan—151.

KYTE, GEORGE WILLIAM (*Richmond, N.-E.*).

Service postal de la Nouvelle-Ecosse—12, 13; loi sur les élections fédérales—21; bill brevet Milne et Fils—42; abolition de la peine de mort—45; 17e bataillon de la Nouvelle-Ecosse—59, 137; rapatriement des ouvriers sans travail—62; représentation de l'île du Prince-Edouard—69; contrat Brownlee, d'Ottawa—74; fournitures pour la milice—76; contrat de E. Powell, d'Ottawa—76; nationalité des recrues militaires—78; avances aux banques canadiennes—82; chemin de fer comté Richmond—84; émission de billets du Dominion—88; emploi de J. W. Johnston—88, 89; emploi de Antoine Gobeil—88, 89; fournitures médicales—91, 92; poisson mariné—95; commission lieutenant-colonel Struan Robertson—96; importation d'encornet—94; poste sauvetage de l'île Saint-Paul—98; prêts du gouvernement impérial au Canada—98; service postal à Arichat—101; résolution, exportation des denrées alimentaires—114; déprédations nocturnes des chalutiers—148; services de M. Antoine Gobeil—154; remarques sur le budget—158.

LACHANCE, ARTHUR (*Québec-centre*).

Commissions royales—73; creusement de la rivière Saint-Charles—74; achat voie dans vallée Saint-Charles pour le Transcontinental—80; bassin de radoub de Lauzon—82; épave du "Montmagny"—90; achat de peaux de mouton—92; gare du marché Champlain—93; rapatriement des étrangers—99; résolution, exploitation du Transcontinental—110.

LAFORTUNE, DAVID A. (*Montcalm*).

Abolition de la peine de mort—46; aide à l'Angleterre et les écoles d'Ontario—57; bureau de poste à Saint-Jacques l'Achigan—144; remarques sur le budget—169, 170.

LANCASTER, EDWARD ARTHUR (*Lincoln*).

Bill "Edmonton Dunvegan and British Columbia Railway Company"—34; bill compagnie chemin de fer Canadien-Pacifique—35; bill chemin de fer Nord-Canadien—37; bill chemin de fer Ottawa-New-York—37; bill canal Montréal-Ottawa et baie Georgienne—39; loi des assurances—47.

LANCTOT, ROCH (*Laprairie-Napierville*).

Officiers étrangers dans la milice—77; bureau de poste de Saint-Lambert—83; coût chemin de fer Baie d'Hudson, pont de Québec et Grand-Tronc-Pacifique—84; emploi de Charles Gauvreau—88; emploi de Eugène Furois—89; emploi de W. V. Pettet—89; emploi de L. Michaud—96; mûr de protection à Laprairie—97, 135; steamer "Rhoda"—101; voyage au golfe de l'honorable L. P. Pelletier—103; administration de la justice, contre de nouvelles nominations—115; distribution rurale dans Laprairie-Napierville—144; remarques sur le budget—163.

LAPOINTE, ERNEST (*Kamouraska*).

Barrage à la Grande-Décharge—73; gare du Transcontinental à Armagh—76; incendie à station Tobin sur l'Intercolonial—76; nomination Courcy—77; nomination Desjardins—77; poste rurale dans Chicoutimi—77; salle d'exercices à Montmagny—78; service postal à Saint-François de Montmagny—79; vente de foin sur l'Intercolonial—80; bois pour camp Valcartier—82; commission port Québec—85; éclairage du camp Valcartier—88; emploi de F. X. Roy—88; emploi de M. Théberge—89; emploi de D. Cardin—89; employés de gare sur le Transcontinental—88; employés dans les bureaux de l'Intercolonial—90; phare de l'île de Kamouraska—97; recettes postales à Montréal et Québec—99; renvoi de L. O. Vallée—100; travaux hydrographiques sur le lac Saint-Jean—102; résolution, taxes spéciales—108.

LAPOINTE, LOUIS AUDET (*Saint-Jacques, Montréal*).

Résolution, taxes spéciales—108.

LAURIER, sir WILFRID (*Québec-est et Soulanges*).

Adresse en réponse au discours du Trône—8; service civil et M. Adam Shortt—11; rapport enquête de T. R. Ferguson—14; défense navale et militaire—17; invalidation des opérations électorales—20; loi sur les élections fédérales—22; droit de vote aux soldats—23, 26, 27; droit de douane sur les engrais—29; pesée des grains—29; falsification des substances alimentaires—30; Transcontinental et l'embranchement du lac Supérieur—31; revenu et impôts de guerre—32; appels élections provinciales à la cour suprême—33; bill eaux navigables—42; enquête sur les fournitures militaires—50; changements ministériels—54, 55; mort du colonel Farquhar—56; brochure Laurier et la province de Québec—57; apparition d'aéroplanes en Canada—58; chasse au phoque—59; décharge d'armes à feu par les sentinelles—60; participation des colonies aux condi-

LAURIER, sir WILFRID (*Québec-est et Soulanges*)—Suite.

tions de la paix—61; service océanique Franco-canadien—62; sir William Price et le port de Québec—63; transfert de navires britanniques—63; travaux de la Chambre—63; représentation au Sénat et aux Communes, amendement du Sénat—64, 65; affaire de Fort-Erié—66; réclamations relatives aux terrains de Valcartier—68; représentation de l'île du Prince-Edouard—69; élection de l'Orateur suppléant (M. Sévigny)—70; proclamation loi de finances 1914—71; travaux de la Chambre—71; canal de la Baie Georgienne—73; réclamation du capitaine Stephen Paul—78; application loi des crédits de guerre—81; haut commissaire canadien en Angleterre—94; résolution, défense navale et militaire—104; achat d'embranchements de chemin de fer—104; résolution, billets fédéraux—105; loi des banques—105; résolution, représentation au Sénat et à la Chambre des communes—106; résolution, taxes spéciales—107, 108; résolution, exploitation du Transcontinental—110; mouvement commercial entre le Canada et la Russie—123; station agronomique dans nord de Québec—151; remarques sur le budget—163, 164, 174; amendement au budget 901 et 175.

LAW, BOWMAN BROWN (*Yarmouth*).

Interdiction de la pomme de terre canadienne aux Etats-Unis—61; dépenses de l'inspecteur pêcheries de Shelburne—74; fournitures pour l'armée—76; naufrage du "Cobequid"—77; travaux publics dans Shelburne—79; arsenal d'Amherst—81; emplacement du bureau de poste d'Amherst—88; fonderies à poisson—91; garde civique de Toronto—93; hôpital de marine à Yarmouth—94; nomination d'un chapelain pour l'armée d'outre-mer—97; reproduction du homard—100; sifflet de brume dans le port de Shelburne—101; remarques sur le budget—163.

LEMIEUX, hon. RODOLPHE (*Rouville*).

Rapport enquête de T. R. Ferguson—14; droit de vote aux soldats—28; changements ministériels—55; chemin de fer Québec-Sauguenay—59; achat de l'hôtel Carlslake—72; chaussures militaires—73; commissaires de remonte en Canada—73; employés permanents et temporaires bureaux poste des villes—75; trains entre Cochrane et Québec—79; transfert des pêcheries aux provinces—80; approvisionnements militaires—81; drogues—81; cadenas de sacs à dépêches—83; cartouches pour le premier contingent—83; chaussures pour les soldats—83; chômage dans les villes—85; Farmers Bank—90; Fonds du Prince de Galles—91; pantoufles et chaussures en toile pour les militaires—91; entreprise de la "National Drug Company"—97; protestation contre la taxe sur les remèdes brevetés—99; Société Royale du Canada—101; résolution, protection des droits d'auteurs—111, 112.

LOGGIE, WILLIAM STEWART (*Northumberland*).

Droit de vote aux soldats—25; distillation de grains—60; trafic de l'Intercolonial—79; améliorations sur l'Intercolonial—132; remarques sur le budget—166.

MACDONALD, EDWARD MORTIMER (*Pictou*).

Adresse en réponse au discours du Trône—9, 10; service civil et M. Adam Shortt—12; amendements au code criminel—16; droit de vote aux soldats—25, 27; loi sur les élections fédérales—21; administration fonds patriotique—33; bill Grand-Tronc—34; bill chemin de fer Canadien-Pacifique—36; enquête sur les fournitures militaires—52; corps expéditionnaire canadien—60; interruption de la fabrication des liqueurs—61; timbres-taxes—63; représentation au Sénat et aux Communes—65; achat de chevaux dans Pictou—72; chemin de fer Sunny-Brae vers l'Est—73; démissions sur l'Intercolonial—74; gratifications aux volontaires des invasions féniennes—76, 80; navires et équipages employés par ministère des Chemins de fer—77; suspension Hopper—79; allèges à la drague à New-Glasgow—81; 17^e bataillon de la Nouvelle-Ecosse—82; brise-lames de l'île Caribou—83; charbon pour l'Intercolonial—83; chemin de fer Vale 84; dépenses du Canada de 1912 à 1914—86; emploi Woodworth—89; fonctionnaires publics dans Pictou—93; instruction technique—95; recettes et dépenses de l'Intercolonial—95; téléphone entre l'île de Pictou et la terre ferme; 96; loi des différends industriels—96; emploi de John W. McLeod—96; milice de la Colombie-Britannique—96; poste rurale dans Pictou, New-Glasgow—98; révérend W. T. Suckling—100; revenu du Canada 1912 à 1914—100; service d'hiver à Pictou—100; consommation du charbon diminuée—120; enseignement technique—120; indiens de la Nouvelle-Ecosse—131; licenciement des "Earl Grey's Own Rifles"—136; surveillance des stations de radiotélégraphie—149; remarques sur le budget—173.

MACDONELL, ANGUS CLAUDE (*Toronto-sud*).

Loi sur les élections fédérales—21; droit de vote aux soldats—24; bill "Toronto Terminals Ry. Co."—39; bill "Casualty Company of Canada"—39; bill compagnie d'assurance Empire du Canada—39; bill compagnie d'assurance Sterling—40; bill "Catholic Truth Society of Canada"—48; remarques sur le budget—156.

MACLEAN, ALEXANDER K. (*Halifax*).

Loi des banques, prêts sur semences—15; défense navale et militaire—17, 18; invalidation des opérations électorales—20; propagande "achetez au Canada"—58; enquête sur la dépense des crédits de guerre—67; proclamation loi finances 1914—71; commandes en rapport avec la guerre—72; dépenses de la guerre, correspondance—74; embranchement de l'Intercolonial à Dartmouth—75; prêts faits par le trésor impérial—77; taux transport marchandises sur l'Atlantique—79; croiseur *Niobé*—86; dépenses de 1914 à 1915—86; destitutions Connolly et Lavers—86; drague n° 7—87; fournitures à la troupe permanente—92; gare maritime d'Halifax—93; vapeur *No-reen*—103; résolution, billets fédéraux—105; résolution, taxes spéciales—108; *modus vivendi* avec les Etats-Unis—118; chemin de fer Dartmouth et Musquodoboit—122; remarques sur le budget—155, 156.

MACLEAN, WILLIAM FINDLAY (*York-sud*).

Adresse en réponse au discours du Trône—9; loi sur les élections fédérales—21; bill chemin de fer Canadien-Pacifique—35, 36; juridiction commission des chemins de fer—36; tarifs maritimes et juridiction du Parlement—44, 45; modifications à la loi des chemins de fer—46; capital du Pacifique-Canadien—46, 47; exportation du nickel—67, 90; réparation du "Tyrian"—100; "Royal Print and Lithograph Co."—100; steamer loués à Halifax—101; résolution, exportation des denrées alimentaires—113, 114.

MacNUTT, THOMAS (*Saltcoats*).

Evaluation de certains instruments agricoles—90; remarques sur le budget—162.

McCOIG, ARCHIBALD BLAKE (*Kent-ouest*).

Remarques sur le budget—161, 174.

McCRANEY, GEORGE EWAN (*Saskatoon*).

Fourniture du grain de semence aux cultivateurs de l'Ouest—10, 76; amendements au code criminel—16; invalidation des opérations électorales—20; bill "Northwest Life Assurance Co."—41; bill divorce C. E. Darnell—41; bill Titres propriétés immobilières—46; divorce Alexander—48, 67; évaluation de certains instruments agricoles—90; percepteur des douanes à Saskatoon—97; publications agricoles—126; néo-écossais dans l'Ouest—130.

McCREA, FRANCIS N. (*Sherbrooke*).

Approvisionnements et équipement du 5^e régiment de carabiniers à cheval—81; achat de chevaux dans district de Sherbrooke—92; nomination A. Genest—94, 102.

McCURDY, FLEMING BLANCHARD (*Shelburne et Queens*).

Enquête sur les fournitures militaires—52; poste rurale dans Pictou—98.

McKENZIE, DANIEL D. (*Cap-Breton-nord*).

Service civil et M. Adam Shortt—12; service postal de la Nouvelle-Ecosse—13; droit de vote aux soldats—25, 26; affaires Duchemin—57; représentation de l'île du Prince-Edouard—69; tarifs et trains de petite vitesse sur l'Intercolonial—70; destitutions dans Cap-Breton-nord—74; fournitures pour l'armée—76; garde-côte "Alert"—93, 127; résolution, exportation des denrées alimentaires—114; sollicitude du gouvernement pour l'Ouest—125; prolongement de l'Intercolonial—134; insuffisance du service de sauvetage de la Dominion Coal Co.—140; remarques sur le budget—167.

McLEANS, ANGUS A. (*Queens, I. P.-E.*).

Amendements au code criminel—16; représentation au Sénat et aux Communes—64; représentation de l'île du Prince-Edouard—69; résolution, représentation au Sénat et à la Chambre des communes—106; ateliers de Charlottetown—133; stations de sauvetage—146; élevage des volailles dans nos fermes expérimentales—151.

McLEAN, colonel HUGH HAVELOCK (*Sunbury et Queens*).

Droit de vote aux soldats—25, 26.

McMILLAN, JOHN ANGUS (*Glengarry*).

Hôtel Carslake à Montréal—94; prix des chevaux—126.

MARCIL, hon. CHARLES (*Bonaventure*).

Défense navale et militaire—18; loi des chemins de fer nationaux—18; invalidation des opérations électorales—20; loi sur les élections fédérales—21, 22; droit de vote aux soldats—26, 27, 28; falsification des substances alimentaires—30; liquidation compagnie d'assurance "Union"—31; revenu et impôts de guerre—32; bill "Marçil Trust Company"—39; aide aux cultivateurs de la province de Québec—58; Canadiens sur la ligne de feu—59; permis de pêche dans Québec—62; service de bateaux à vapeur entre Gaspé et Campbellton—62; pêcheries de Québec et vivier à saumon de Flatlands, N.-B.—73; destitutions à Port-Daniel—74; élevage du homard à Port-Daniel—75; service malle cap Maria—79; subvention payée à C. R. Scoles—79; tempête du 5 juin 1914—79; transport de la farine—79; achats d'approvisionnements de guerre—81; 22e bataillon canadien-français—82; bureau douane de Paspébiac—82; "Canadian Peat Society"—83; chemin de fer Atlantique et lac Supérieur—84; chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs—84; chemin de fer de Matapédia—84; chemin de fer Québec-Oriental, Atlantique, Québec et Occidental—84; chevaux pour l'armée—84; commission du service civil—85; courrier rural dans Bonaventure—85; nomination John Dagneau—86; dragage à Ristigouche—87; édifice public à New-Carlisle—88; eau à Matapédia—92; indemnités aux pêcheurs et la tempête du 5 juin 1914—95, 141; bois de Alex. Pratt et J. P. A. Pratt—95; retraite de juges de la cour Supérieure de Québec—96; mur de protection à Carleton—97; pêcheries et le gouvernement de Québec—97; pont sur la rivière Restigouche—98; poste rurale dans Québec—98; procédé Graham, charbon de tourbe—99; quai d'Escuminac—99; quai Paspébiac—99, 141; service maritime entre Montréal et Campbellton—101; service postal de Saint-Jean-L'Évangéliste—101; service maritime entre Campbellton et Gaspé—101; service postal à Port-Daniel-ouest—101; transports canadiens dans la baie de Gaspé—102; deux langues officielles au Canada—109; résolution, franchise postale pour les soldats—115; eau potable en Canada—115; rapports des ministères en français—116; boissons alcooliques de qualité inférieure—117; les nécessiteux de Montréal—119; subventions payées à C. R. Scoles—122; chemin de Matapédia devrait être achevé—122; école navale gratuite de Carleton—124; distribution des documents parlementaires—127; travaux inachevés dans Bonaventure—127; édifice public New-Carlisle—129; pont, rivière Restigouche—129; changements dans politique d'immigration—130; mission de M. l'abbé Caron—130; soldats au front—132; améliorations sur l'Intercolonial—133; enrôlement des Canadiens-français—138; province de Québec et le fonds patriotique—138; salle d'exercices à Napanee—140; saumon de la Baie-des-Chaleurs—141; transport de la malle dans la Gaspésie—144; pas de station de sauvetage dans golfe Saint-Laurent—148; service en-

MARCIL, hon. CHARLES (*Bonaventure*)—
Suite.

tre Bassin de Gaspé et Dalhousie—150; stations agronomiques dans Québec—151; remarques sur le budget—174.

MARCILE, JOSEPH EDMOND (*Bagot*).

Chaussures militaires—83; chevaux impropres pour le service militaire—84; destruction d'effets militaires—86; espionnage allemand—90; poste rurale dans le comté de Bagot—98; remarques sur le budget—170.

MARSHALL, DAVIS (*Elgin-est*).

Bill "Huron and Erie Loan and Savings Co."—38.

MARTIN, MEDERIC (*Ste-Marie, Montréal*).

Aide aux sans-travail—119.

MARTIN, WILLIAM MELVILLE (*Regina*).

Fourniture du grain de semence aux cultivateurs de l'Ouest—10, 60, 75; amendements au code criminel—16; bill divorce T.J. Moore—41; bill tarifs de transport par bateaux à vapeur—44; allocation d'absence—58; bureau fédéral du travail—59; colons à la réserve Montagne-du-Canard—73; propriétés du Gouvernement dans Regina—77; grain de semence—76; achats d'immeubles dans l'Ouest—80; annonces et impressions journaux de l'Ouest—81; assurance sur la vie des soldats—82; quantité blé de semence acheté—82; chemin de fer de la Baie-d'Hudson—84; concessions de terre dans l'Ouest—85; droit de mine dans Saskatchewan et Alberta—87; eau pour Moosejaw et Regina—88; gendarmerie à cheval du Nord-Ouest à Regina—93; homesteads et préemptions—94; immigration de 1900 à 1914—94; personnel bureaux des terres à Swift-Current, Maple-Creek et Saskatoon—97; scrip de métis—100; terres des Indiens de Saskatchewan—102; résolution, secours aux cultivateurs de l'Ouest—107, 108; résolution, exportation des denrées alimentaires—113; rachat de la réserve des Indiens de Saint-Pierre—117; remarques sur le budget—175.

MEIGHEN, hon. ARTHUR (*Portage-la-Prairie*).

Fournitures du grain de semence aux cultivateurs de l'Ouest—11; service civil et M. Adam Shortt—12; rapport enquête T. R. Ferguson—14, 15; droit de vote aux soldats—25, 26; pesée des grains—29; résolution, secours aux cultivateurs de l'Ouest—107; résolution, exploitation du Transcontinental—110, 111; occupations du Solliciteur général—125; le grain de l'Ouest—125; remarques sur le budget—173.

MERNER, JONATHAN JOSEPH (*Huron-sud*).

Résolution, exportation des denrées alimentaires—113.

MICHAUD, PIUS (*Victoria, N.-B.*).

Bill pont Van-Buren—37; rumeur de guerre entre l'Italie et l'Allemagne—62; tarifs et trains de petite vitesse sur l'Intercolonial—70; perception des douanes dans la Nouvelle-Ecosse—77; chevaux du premier contingent—85; extradition de Horn—90; importations d'huile et de charbon dans la Co-

MICHAUD, PIUS (*Victoria, N.-B.*)—Suite.

lombie-Britannique—94; prix d'exportation du hareng aux Etats-Unis—99; système métrique—102; agriculture chez les indiens—131; service postal sur l'Intercolonial—145.

MIDDLEBRO, WILLIAM SORA (*Grey-nord*).

Bill chemin de fer Simcoe, Grey et Bruce—40; rapport enquête sur les chaussures militaires—48, 50, 51.

MOLLOY, JOHN PATRICK (*Provencher*).

Renseignements sur l'ingénieur du gouvernement à Winnipeg—95; fermeture du pont à LePas—90; volontaires de Winnipeg—103.

MORPHY, HUGH BOULTON (*Perth-nord*).

Amendements au code criminel—16; bill modifiant loi des chemins de fer—48; rapports comité comptes publics—48; achat de chevaux pour la milice—48, 49.

MORRIS, JAMES (*Châteauguay*).

Falsification des substances alimentaires—30; importance de l'industrie du sucre et du sirop d'érable—30.

MURPHY, hon. CHARLES (*Russell*).

Droit de vote aux soldats—26; enquête sur les fournitures militaires—51; rapport de la minorité du comité d'enquête—51; status des possessions britanniques d'outre-mer—63; achat de wagons pour l'Intercolonial—72; fournisseurs en rapport avec la guerre—75, 81; transports nolisés pour la guerre—80; améliorations à la rivière des Français—81; paiement des comptes au camp Valcartier—83; chevaux pour le premier contingent—84, 85; commission d'embellissement d'Ottawa et de Hull—85; "Dominion Trust Company"—87; achat de chevaux aux Etats-Unis—91; Fonds patriotique canadien—90; chaussures en toile pour milice—92; fusillade à Fort-Erié—93; lois sur le mariage—96; mort de Henri Nottar—96; paiement au Nord-Canadien pour transport des troupes—97; renvoi fonctionnaires de l'immigration—100; société dite "Canadian War Contingent Association"—101; tour du musée Victoria—102; transport du régiment "Princess Patricia"—102.

NEELY, DAVID BRADLEY (*Humboldt*).

Fourniture du grain de semence aux cultivateurs de l'Ouest—10; chevaux pour la guerre—91; industrie du bétail au Canada—126; remarques sur le budget—166, 167.

NESBITT, EDWARD WALTER (*Oxford-nord*).

Droit de vote aux soldats—26; bill "Title and Trust Company"—35; enquête sur les fournitures militaires—51, 52; achat de fourgons de transport—72; résolution, taxes spéciales—107; remarques sur le budget—160, 161.

NICKLE, WILLIAM FOLGER (*Kingston*).

Service civil et M. Adam Shortt—12; droit de vote aux soldats—24; administration du Fonds patriotique—33; administration du pénitencier de Kingston—142.

NORTHROP, WILLIAM BARTON (*Hastings-est*).

Bill "Vancouver Terminals Railway Co"—39; bill "Mills Equipment Company, Limited"—48.

OLIVER, hon. FRANK (*Edmonton*).

Fourniture du grain de semence aux cultivateurs de l'Ouest—11; rapport enquête de T. R. Ferguson—13, 14; défense navale et militaire—18; loi sur les élections fédérales—22; droit de vote aux soldats—22, 24; amendement à la loi des grains—29; pesée des grains—29; Transcontinental et l'embranchement du lac Supérieur—31; administration du Fonds patriotique—32; obligations de l'Etat—32; bill "Edmonton Dunvegan and British Columbia Railway Company"—34; bill Candian-Northern et le Grand-Tronc-Pacifique—45; corps expéditionnaire canadien—55; représentation au Sénat et aux Communes—64; employés publics à Banff et Calgary—89; emplacement du bureau de Saskatoon—89; mission Stefanson—96; pension de guerre—97; résolution, exploitation du Transcontinental—111; réserve indienne de Saint-Pierre—117, 118; industrie du bétail au Canada—127; navigation dans la baie d'Hudson—128; les champs de tir—137; argent dans région Athabaska—139; ouvrages de protection à Edmonton—145; remarques sur le budget—156.

PACAUD, LUCIEN TURCOTTE (*Mégantic*).

Directeurs de la poste dans Mégantic—86.

PAPINEAU, LOUIS JOSEPH (*Beauharnois*).

Accusation de corruption en rapport avec le premier contingent—81; édifices loués par le gouvernement—147.

PAQUET, EUGENE (*L'Islet*).

Remarques sur le budget—167.

PARDEE, FREDERICK FORSYTH (*Lambton-ouest*).

Loi sur les élections fédérales—21; agent d'immigration à Philadelphie—81; achat de wagons-automobiles—93; enquête sur les naufrages dans les Grands lacs—128; remarques sur le budget—174.

PORTER, EDWARD GUSS (*Hastings-ouest*).

Bill divorce Wm J. O. Delaney—41.

PROULX, EDMOND (*Prescott*).

Amendements au code criminel—16; invalidation des opérations électorales—20; amendement à la loi des élections fédérales—21, 22; bill, indépendance des représentants du peuple—48; modifications à la loi des élections fédérales—48; plainte contre l'"Evening Journal"—57; constitution de la "Dominion Trust Company"—74; dépenses de voyage du juge comté Prescott et Russell—74; employés civils et la garde civique—76; travaux à l'arsenal de Pictou, Ont.—82; camp militaire de Petawawa—83; commission canal de la Baie-Georgienne—85; chevaux pour l'armée—84; drague n° 7—87; employés civils dans la milice—88; achat de foin et d'avoine—91; étrangers internés à Petawawa—91; achat de trouses—92; pensions des juges depuis la Confédération—97; pont Hawkesbury-Grenville—98; résolution, taxes spéciales—108; résolution, droit de vote aux volontaires canadiens—112; bureau de poste de L'Orignal—145.

- PUGSLEY, hon. WILLIAM** (*Saint-Jean, cité*).
Service civil et M. Adam Shortt—12; rapport enquête de T. R. Ferguson—15; défense navale et militaire—18; achats de cartouches pour le gouvernement anglais—18; amendement au bill invalidation des opérations électorales—19, 20; loi sur les élections fédérales—; droit de vote aux soldats—23, 24, 26, 27, 28; droit de douane sur les engrais—28; Transcontinental et l'embranchement du lac Supérieur—31; revenu et impôts de guerre—32; bill "Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway Company"—34; bill compagnie du chemin de fer Canadien-Pacifique—35; M. Allison et les achats de munitions—57; changements dans un discours—58; acheteurs du gouvernement anglais—58; bataillon du colonel McLeod—59; commission coût de la vie—60; vente de petits homards—63; représentation au Sénat et aux Communes—64, 65; achat de sous-marins—65, 66; remise de la taxe aux Chinois—78; dragage à Leonardville—87; droits sur les fertilisants—87; résolution, crédit de \$100,000,000 pour la guerre européenne—104; résolution, loi des banques—105; résolution, loi du Revenu de l'Intérieur—106; résolution, représentation au Sénat et à la Chambre des communes—106; résolution, secours aux cultivateurs de l'Ouest—107; résolution, taxes spéciales—108; résolution, exploitation du Transcontinental—111; extension des limites du cabotage—115; défense d'exporter des chevaux aux Etats-Unis—118; munitions coûtent meilleur marché aux Etats-Unis—120; travaux dans port Saint-Jean, N.-B.—143; améliorations Port-Dover—143; amélioration des bureaux de poste—143; remarques sur le budget—158, 159, 174.
- RAINVILLE, JOSEPH HORMISDAS** (*Chambly et Verchères*).
Enquête sur les fournitures militaires—51.
- REID, hon. JOHN DOWSLEY** (*Grenville*).
Service civil et M. Adam Shortt—12; mort de M. James W. Richards—54; pommes de terre aux Etats-Unis—56, 61; affaires Duchemin—57; fièvre aphteuse—61; l'affaire de l'"Alert"—127; remarques sur le budget—175.
- RHODES, EDGAR NELSON** (*Cumberland*).
Dépenses de 1896 à 1911 dans comté Cumberland—74; poste rurale dans Cumberland—90; construction de wagons à Amherst—133.
- ROBB, JAMES ALEXANDER** (*Huntingdon*).
Droit de douane sur les engrais—29; falsification des substances alimentaires—30; chevaux pour les troupes canadiennes—59; malle rurale dans Huntingdon—76; achat de farine pour l'Angleterre—80; importation du maïs—94; résolution, secours aux cultivateurs de l'Ouest—107; chevaux américains vendus comme chevaux canadiens—118; chevaux de Chicago—126.
- ROBIDOUX, FERDINAND JOSEPH** (*Kent, N.-B.*).
Bill chemin de fer Moncton-Northumberland—42.
- ROCHE, hon. WILLIAM JAMES** (*Marquette*).
Fourniture du grain de semence aux cultivateurs de l'Ouest—10, 60; rapport enquête de T. R. Ferguson—14; loi minière du Yukon—32; bill distribution des grains de semence—41; aide aux cultivateurs de la province de Québec—58; assistance aux propriétaires de bestiaux dans l'Ouest—58; bois réserve indienne de la Tobique—66; résolution, secours aux cultivateurs de l'Ouest—107; immigration en Canada—130; dépenses \$3.80 par tête d'immigrant—130; tuberculose chez les indiens—131; plus grand télescope du monde—132; acclimatation des rennes en Canada—145.
- ROCHON, GEDEON** (*Terrebonne*).
Présenté à l'Orateur—80; agents agricoles et la politique dans Québec—152.
- ROGERS, hon. ROBERT**, (*Winnipeg*):
Fourniture du grain de semence aux cultivateurs de l'Ouest—10; service civil et M. Adam Shortt—11; budget 1915 et 1916—31; délai de deux ans pour la construction de chemins de fer est trop long—34; bill chemin de fer Nord-Canadien—37; achats de houille à Victoria par milice—54; travaux de la Chambre—58; représentation au Sénat et aux Communes—64; résolution, budget 1915 et 1916—104; résolution, exploitation du Transcontinental—111; résolution, droit de vote aux volontaires canadiens—112; ouvrages de protection à Laprairie—135; travaux à la rivière Saint-Charles—146; services de M. Antoine Gobeil—154; nomination de l'architecte Horwood—154.
- ROSS, DUNCAN CAMPBELL**, (*Middlesex-ouest*).
Fièvre aphteuse—61, 129; médecin de la réserve indienne de Middlesex—95.
- SCHAFFNER, FREDERICK LAURENCE**, (*Souris*).
Bill divorce A. C. Anderson—41; bill divorce T. B. Harries—41; tarifs du transport océanique—44; destitution McKnith—145; les fermes expérimentales—151.
- SCOTT, FRANK STEWART**, (*Waterloo-sud*).
Présenté à l'Orateur—80; remarques sur le budget—160.
- SEGUIN, PAUL ARTHUR**, (*L'Assomption*).
Employés du comté de L'Assomption—88; quai de L'Assomption—99; travaux discontinués—121.
- SHARPE, SAMUEL** (*Ontario-nord*).
Bill compagnie de chemin de fer Canadien-Pacifique—36; réforme du Sénat—78; Fonds patriotique canadien—90; achat de chevaux dans Ontario-nord—92.
- SHARPE, WILLIAM HENRY**, (*Lisgar*).
Loi des banques, prêts sur semences—15; bill compagnie du chemin de fer Canadien-Pacifique—35; bill "Grain Growers Company, Limited"—41; bill divorce C. H. Lambert—42; bill "Hudson Bay Peace River and Pacific Railway Company—46; importations de moissonneuses-lieuses—95; résolution, exportation des denrées alimentaires—114.

SINCLAIR, JOHN H., (*Guysborough*).

Service civil et M. Adam Shortt—11; défense navale et militaire—18; droit de vote aux soldats—25; modifications au code criminel et les approvisionnement militaires—47; caisse de prévoyance de l'Intercolonial—73; enquête contre le capitaine du "Mullark"—75; enquêtes ingérence politique—75; soumissions fournitures militaires—75; primes aux volontaires de l'invasion féniante—78; trafic poisson séché et des vins avec le Portugal—79; travaux publics dans Guysborough—79; accidents aux navigateurs—80; accusation contre H. P. Duchemin—80; chalutiers à vapeur—83; coût enquête sur Transcontinental—85; dépenses travaux publics à Halifax—86; croiseurs "Niobé" et "Rainbow"—86; élevage du homard—88; embranchement de Guysborough—88; enquête au sujet des crustacés—89; enregistrement des navires au Canada—89; enfant de Joseph Leblanc—89; exportation du cuivre aux Etats-Unis—90; fermeture bureaux de poste depuis 1914—90; glace sur l'Intercolonial—94; inscription des étrangers—95; listes électorales de la Nouvelle-Ecosse—96; méningite chez les soldats—96; navires étrangers de pêche au traîneau—97; sir Cleve Phillips Walley—101; suspension fabrication conserves de homard—101; transport poisson frais par train rapide—102; usines de réduction de Canso—102; vaisseaux de pêche américains—103; résolution, extension des limites du cabotage—114, 115; affaire du 17e bataillon—137; la milice canadienne—137; mort du matelot Joseph Leblanc—146; chalutiers français ne s'occupent pas de la loi—148; transport du bois—153; remarques sur le budget—165.

SMITH, WILLIAM (*Ontario-sud*).

Bill Chemin de fer "South-Ontario-Pacific"—37; bill chemin de fer "Toronto-Eastern Company"—37.

SPROULE, hon. THOMAS SIMPSON (*Grey-est*).

Discours d'ouverture et de prorogation—56; nouveaux députés—56; l'importation du nickel—56; les témoins devant les comités—56; augmentation annuelle au personnel des Communes—63; communications du Gouverneur général—63; changements dans le personnel de la Chambre des communes—64; discours prorogation—64; division des bills—67; résolutions budgétaires—103; franchise postale pour les soldats—115; les livres bleus—131; traitements des employés des Communes—135.

STEVENS, HENRY HERBERT (*Vancouver*).

Bill "British Columbia and White River Company"—34; bill "Canada referred Insurance Co."—38; bill "Vancouver Life Insurance Co."—38; bill "Vancouver Terminals Railway Company"—39; bureau fédéral du travail—82; remarques sur le budget—161.

STEWART, THOMAS JOSEPH (*Hamilton-ouest*).

Bill "Toronto, Hamilton and Buffalo Ry. Co."—40.

SUTHERLAND, DONALD (*Oxford-sud*).

Droit de vote aux soldats—26; exportation des denrées alimentaires—114; nécessité de petites stations de démonstration—151, 152; remarques sur le budget—165.

TAYLOR, JAMES DAVIS (*New-Westminster*).

Bill "British Columbia Southern Ry. Co."—37; bill "Northern Pacific and British Columbia Ry. Co."—38; bill "Vancouver Victoria and Eastern Railway and Navigation Company"—38.

THOBURN, WILLIAM (*Lanark-nord*).

Défense navale et militaire—17; droit de vote aux soldats—25.

THOMPSON, ALFRED (*Territoire du Yukon*).

Ecole canadienne d'aviation—60; commerce avec la Russie et la Sibérie—123; extension des échanges commerciaux—123; renseignements sur le Yukon—155.

THOMSON, LEVI (*Qu'Appelle*).

Fourniture de grain de semence aux cultivateurs de l'Ouest—10; destitution W. H. Thomson—86; destitutions receveurs de la poste dans Qu'Appelle—87; résolution, secours aux cultivateurs de l'Ouest—107; remarques sur le budget—163.

TOBIN, EDMUND WILLIAM (*Richmond et Wolfe*).

Achat de chevaux dans Québec—72, 93; destitution Coulombe—86; dragage à Rimouski—87; exportation de chevaux canadiens—90; chevaux achetés par sir Adam Beck—92; quais sur le Richelieu—99; réparations au bureau de poste de Cookshire—100; grain de semence pour cultivateurs du canton de Cleveland—119; l'industrie du bétail—126; lettre association chambres de commerce cantons de l'Est—126; travaux au ruisseau à Saint-Mathieu—127.

TREMAYN, HADLEY B. (*Hants*).

Remarques sur le budget—163.

TURGEON, ONESIPHORE (*Gloucester*).

Invalidation des opérations électorales—20; recrutement chez les jeunes—57; réparations au brise-lame de Shippiganully—78; service de la malle Caraque et Tracadie—78; signal de tempête à Shippegan—79; dragage à Bathurst—87; embranchement de Bathurst—88; port de Bathurst—98; résolution, représentation au Sénat et à la Chambre des communes—106; remarques sur le budget—162.

TURRIFF, JOHN GILLANDERS (*Assiniboia*).

Fourniture du grain de semence aux cultivateurs de l'Ouest—11; rapport enquête de T. R. Ferguson—14; loi sur les élections fédérales—20; loi sur les élections fédérales—21; droit de vote aux soldats—25; falsification des substances alimentaires—30; bill compagnie chemin de fer Canadien-Pacifique—35; juridiction commission des chemins de fer—36; bill tarifs de transport par bateaux à vapeur—43, 44; modifications à la loi des chemins de fer—47; majoration des capitaux—47; protestation contre l'"Evening Telegram"—58; bien-être du corps expéditionnaire canadien—

TURRIFF, JOHN GILLANDERS (*Assiniboia*)
—Suite.

59; relèvement des tarifs de transport des marchandises—62; achat de fournitures médicinales—72; coût ameublement bureaux du Gouvernement—74; achat du terrain Westman—80; bois de H. et J. A. Boulay—82; capitaine E. Fisher—83; salaires des employés chemin de fer Baie d'Hudson—84; démission major McQuarrie—86; dragage à Longueuil—87; édifices loués par l'Etat—88; emploi de A. Boulay—88; achat de rasoirs—91; achat pneus d'automobiles—93; lunettes d'approche—97; J. U. Vincent et la "Ottawa Wine Vault Co."—97; résolution, exportation des denrées alimentaires—113; remarques sur le budget—157.

VERVILLE, ALPHONSE (*Maisonneuve*).

Droit de vote aux soldats—25, 26, 27; littérature électorale—61; aide aux sans-travail—85; compagnie de l'hôtel Carslake—85; immigration belge—94; nationalité membres du premier contingent—98; renvois au bureau de l'immigration à Winnipeg—100; salaire courant dans les travaux publics—100; salaires à Valcartier—100; travail des télégraphistes—102; travaux publics à Contrecoeur—102; exportation des denrées alimentaires—113; régler les prix—113; nos routes et les touristes—135; l'argent voté pour les édifices publics et la classe ouvrière—154; remarques sur le budget—171, 172.

WARNOCK, DAVID (*Macleod*).

Fourniture du grain de semence aux cultivateurs de l'Ouest—10, 11; résolution, secours aux cultivateurs de l'Ouest—107.

WEBSTER, JOHN (*Brockville*).

Commission enseignement industriel—85.

WEICHEL, WILLIAM GEORGE (*Waterloo-nord*).

Propose adresse en réponse au discours du Trône—7, 8.

WHITE, GERALD VERNER (*Renfrew-nord*).

Bill canal Montréal-Ottawa et Baie Georgienne—39.

WHITE, hon. WILLIAM THOMAS (*Leeds*).

Service civil et M. Adam Shortt—12; loi des banques, prêts sur semences—15, 16; émission de billets fédéraux—18; droit sur les engrais—28, 29; administration du département des assurances—31; prélever revenu pour les besoins de la guerre—31, 32; bill canal Montréal, Ottawa et Baie Georgienne—39; bill "Casualty Company of Canada"—39; date de l'exposé budgétaire—55; 17e bataillon de la Nouvelle-Ecosse—59; chemin de fer Québec-Saguenay—59; tarif des assurances à la Nouvelle-Ecosse—63; timbres-taxé—63; budget supplémentaire—63; budget 1914 à 1916—63; proclamation loi finances 1914—71; résolution, billets fédéraux—104, 105; résolution, impôts spéciaux—105; résolution, loi des banques—105; résolution, secours aux cultivateurs de l'Ouest—107; résolution, taxes spéciales—108, 109; liquidation compagnie d'assurance Union—135; remplacement de la monnaie étrangère—146; discours du budget—155, 163; discussion générale sur le budget—174, 175.

WILCOX, OLIVER J. (*Essex-nord*).

Administration du Fonds patriotique—33; bill "Essex Terminal Railway Company"—34; remarques sur le budget—161, 162.

WILSON, CHARLES AVILA (*Laval*).

Amendements au code criminel—16; criminalité au pays— ; dossier prisonniers de guerre—77.

WRIGHT, WILLIAM (*Muskoka*).

Pesée des grains—29; meilleur traitement pour ceux qui transportent la malle—144; sauvegarder les intérêts des cultivateurs—152; agriculture dans Ontario—152; remarques sur le budget—157, 158.